Le Monde

www.lemonde.fr

58e ANNÉE – Nº 17807 – 1,20 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE — VENDREDI 26 AVRIL 2002 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

Simone Weil
Epopées historiques
Justice et police

VIVENDI UNIVERSAL
Jean-Marie Messier s'explique. Récit de l'AG des actionnaires p. 24

SOCIAL
Les entreprises font face aux incivilités p. 22

HUSSEIN HUSSEIN/AFP

PROCHE-ORIENT
Avec Arafat, dans son QG assiégé p. 16

FOOTBALL
L'ascension du Bayer Leverkusen p. 29

CONSOMMATION
Conseils pour bien louer en vacances p. 30

France 2
Horizons 10
International 15
Société 18
Entreprises 22
Communication 25
Marchés 26
Carnet 28
Abonnements 28
Aujourd'hui 29
Météorologie 32
Jeux 32
Culture 33
Radio-Télévision 37

Paroles d'une France sous le choc

Au-delà des états-majors politiques, le pays débat et s'interroge, dans la rue, les lycées, les universités, les entreprises

Etat de choc. Après le choc du 21 avril, la France vit à l'heure du débat. Conversations de rue, messages Internet, réunions, discussions dans les lycées et dans les entreprises : notre tour de France. p. 2 et 3

Chirac. Le refus du débat télévisé avec Jean-Marie Le Pen ne fait pas l'unanimité chez les chiraquiens. Jacques Chirac sur France 2 : *« J'ai peur de l'extrême droite pour la France. »* Les présidents de région élus en 1998 grâce aux voix du FN trouvent qu'il *« va un peu trop loin »*. Un appel d'intellectuels de gauche à voter Chirac. Un entretien avec Jean Saint-Josse : *« Nous voulons faire barrage à l'extrême droite, comme tous les républicains. »* p. 4 et 5

Le Pen. Enquête sur la façon de débattre du président du FN. Témoignages : *« Son truc, c'est de vous amener sur le terrain de l'invective. »* Les mots et le langage de Le Pen. Ses militants en Alsace. p. 6 et 7

Gauche. Le dernier conseil des ministres : récit. Ruptures au sein du Pôle républicain de Chevènement. Un entretien avec Christiane Taubira : *« Chirac est dans l'antichambre de l'enfer. »* p. 8 et 9

Enquête. Paroles d'électeurs de Le Pen à La Courneuve. p. 10

Débats. Les points de vue de Paul Alliès, Roland Cayrol, Jean-Claude Kaufmann, Yves Michaud. p. 11 et 12

Analyses. Le PS, entre « troisième voie » et électorat populaire. p. 14

Culture. Les artistes engagés face au défi du 5 mai. Les écrivains chevénementistes « atterrés ». p. 33 et 34

▶ Jacques Chirac sur France 2 : « J'ai peur de l'extrême droite pour la France »

▶ Enquête sur les débats anciens, les mots et le langage de Jean-Marie Le Pen

▶ Le dernier conseil des ministres du gouvernement de Lionel Jospin

▶ Nos entretiens : Mamère, Taubira et Saint-Josse

Le « Non » des eurodéputés à Le Pen

VENU quelques heures à Bruxelles, mercredi 24 avril, Jean-Marie Le Pen a reçu un accueil hostile de ses collègues députés du Parlement européen. Le chef du Front national entendait expliquer, lors d'une conférence de presse, comment, s'il était élu à la présidence de la République, la France sortirait de l'Union européenne.

M. Le Pen a été accueilli dans l'hémicycle par des huées et par des dizaines d'affichettes avec inscrit un simple mot : « Non », « No ». Chris Patten, conservateur britannique et commissaire européen, a interrompu son discours pour recevoir le dirigeant d'extrême droite avec cette formule : *« L'un des aspects les moins agréables de la civilisation européenne est en train de se manifester à la porte. »* Après une minute d'intervention sur le Proche-Orient, M. Le Pen a renoncé à tenir sa conférence de presse, estimant que sa *« sécurité »* n'était pas assurée et vilipendant le *« laxisme »* de l'institution parlementaire. Les députés socialistes, communistes et Verts ont vivement protesté, dénonçant une *« mise en scène »* de M. Le Pen et de ses proches. A l'extérieur du Parlement, un millier de manifestants s'étaient rassemblés. Un défilé a également eu lieu à Berlin, mercredi soir, rassemblant un millier de personnes, essentiellement des Français, contre *« l'affront national »*. Deux manifestations se sont tenues à New York et en Californie contre M. Le Pen. L'image de la France aux Etats-Unis est fortement détériorée.

Lire page 15
et notre éditorial page 14

JUSTICE

Patrick Dils est acquitté, après quinze ans passés en prison

ROBERT PRATTA/REUTERS

PATRICK DILS a été définitivement acquitté, mercredi 24 avril, du meurtre de deux enfants en 1986, par la cour d'assises du Rhône, après trois heures et demie de délibéré. Le jeune homme, qui a passé la moitié de sa vie en prison, est sorti de la maison d'arrêt de Lyon, *« extrêmement fatigué, usé »*. Il avait été condamné à deux reprises, sur la foi d'aveux détaillés, mais la certitude de la présence de Francis Heaulme sur les lieux du crime, le jour des faits, a conduit à un nouveau procès après quatre ans de révision. *Lire pages 18 et 19*

Sur la Toile, les sites politiques parodiques arrêtent de rigoler

*« **LE MONDE** pourrait être pire et les puces plus grosses que les chiens. Votez Chirac. »* Cette citation de l'académicien Jean Mistler et l'appel à voter pour Jacques Chirac qui suit ornent désormais une grande partie des pages d'accueil des sites parodiques ou critiques à l'égard de l'action du candidat de la droite. Pschitt 2002, Passion-Pognon ou encore Chirac-Voyages ont ainsi fait disparaître leurs caricatures et leurs informations impertinentes pour ne laisser place qu'à un appel à faire barrage au Front national. D'autres ont décidé de renvoyer directement les internautes vers le site de campagne de Lionel Jospin.

Depuis le 21 avril, l'heure n'est plus à la rigolade. Le *« séisme »* politique du premier tour de la présidentielle n'a pas échappé à la plupart des responsables de ces sites pastiches. *« Choqués »* par la présence de Le Pen au second tour, ces militants de la Toile veulent montrer qu'ils savent être sérieux quand il le faut. *« La page noire qui habille désormais nos deux sites est le symbole de cet état d'esprit*, explique Olivier Monnet, 28 ans, responsable de chirac2002.com et jospin2002.com. *Pour nous, l'appel à voter Chirac a été une évidence, et dès le lundi matin nous avons modifié nos contenus. Nous n'avions plus tellement envie de faire de la dérision. »* Toutes les pages ont donc été enlevées, et seul l'écran d'accueil reste visible avec la mention *« Il faut barrer la route à l'extrême droite ! »*

Sur bilanchirac.net, le photomontage présentant Jacques Chirac comme un détenu n'apparaît plus aujourd'hui qu'en minuscule. Les visiteurs découvrent à la place un grand portrait de Jean-Marie Le Pen surmonté de l'inscription « NON ». Benjamin Mathéaud, 26 ans, adhérent du PS et concepteur de ce site, précise lui aussi qu'il n'a pas hésité une seconde à modifier son contenu rédactionnel. *« Après le 5 mai, j'ai encore envie de vivre dans une démocratie et de pouvoir continuer à faire des sites parodiques. Je veux pouvoir exprimer mes opinions, même s'il faut reconnaître que ça fait mal au cœur de voter Chirac ! »*

Pour continuer à militer utilement, Benjamin Mathéaud va participer à la création d'un site collectif de lutte contre le Front national. *« On ne peut pas jouer sur le registre parodique avec Jean-Marie Le Pen,* précise-t-il. *Il vaut mieux décortiquer ses discours afin de les démonter. »* Même son de cloche du côté de chirac2002.com. A l'humour vont succéder des prises de position plus graves. *« Désormais, le ton de notre site sera plus sérieux. Nous allons dire aux gens : "Allez voter pour que Le Pen fasse le plus petit score possible". Nous allons aussi mettre des choses sur le leader de l'extrême droite, ses idées, ses discours, afin de montrer qu'il n'est pas un candidat comme les autres. Cela donne un second souffle à notre initiative, une nouvelle motivation à notre engagement. »* Si Jacques Chirac est réélu le 5 mai, de nombreux sites rouvriront leurs portes. Benjamin Mathéaud a lui aussi déjà prévu de continuer son combat sur le Web *« afin que la gauche gagne les législatives »*.

Guillaume Fraissard

PORTRAIT

Jodie Foster, du film à la vraie vie...

LANCE STAEDLER

ELLE avait renoncé à présider le jury du Festival de Cannes 2001 pour tourner *Panic Room*. Mais Jodie Foster insiste sur sa vraie vie, veut s'éloigner de Hollywood et prépare un film sur la cinéaste nazie Leni Riefensthal. *Lire page 36*

POINT DE VUE

La République schizophrène

par Jean-Louis Bourlanges

COMME Steven Bradbury, médaillé d'or du 1 000 mètres de patinage de vitesse à Salt Lake City, Jacques Chirac a remporté l'élection présidentielle par effondrement de la concurrence au cours de la procédure de présélection. Ce n'est pas le seul paradoxe de ce printemps électoral.

Pour la première fois dans toute l'histoire de la Ve République, le chef de l'Etat qui sortira des urnes le 5 mai prochain ne sera pas élu sur un projet d'action gouvernementale mais sur un pacte multipartisan de défense de la République.

Pour la première fois, il ne sera pas mandaté pour diriger l'exécutif mais simplement pour assurer la continuité de l'Etat républicain et garantir le fonctionnement des institutions démocratiques.

Pour la première fois il ne disposera d'aucune majorité présidentielle, ou plutôt il disposera d'une majorité présidentielle comprenant des figures aussi inattendues que Laurent Fabius, Robert Hue, Noël Mamère ou Eric Halphen, qui ne préjuge en rien les contours, les projets et la taille de la future majorité parlementaire.

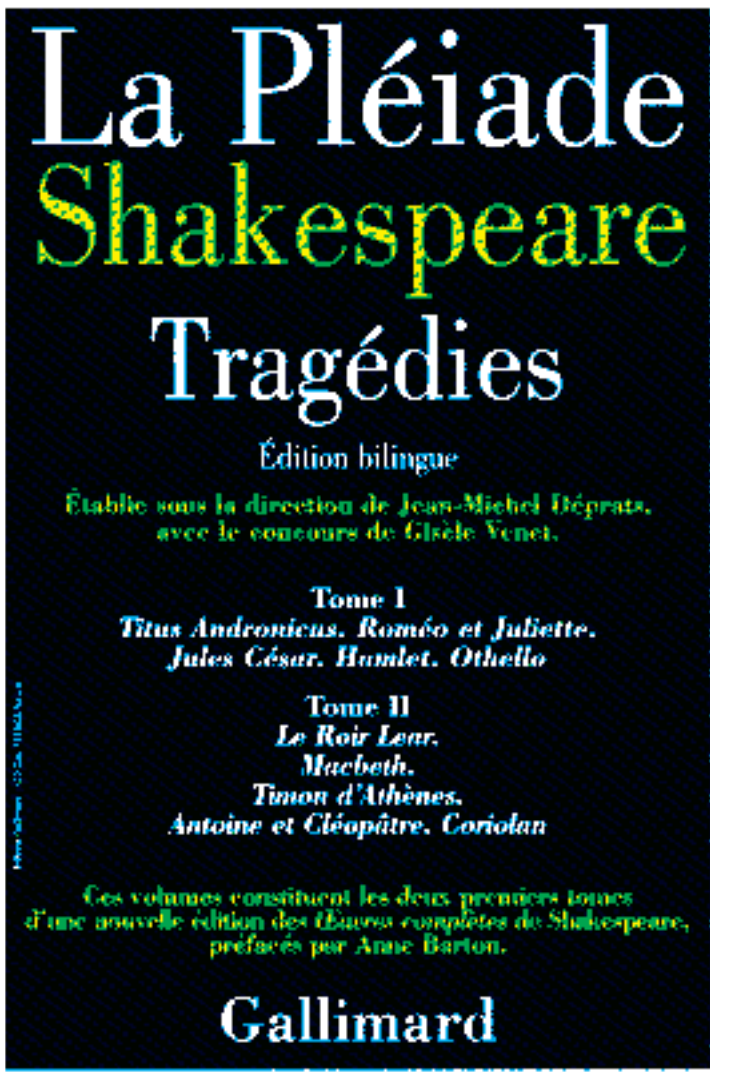
Bref, après plus quarante ans de monarchie absolue, épisodiquement tempérée par la cohabitation, on observe une parfaite séparation des rôles dévolus à l'élection présidentielle et aux élections législatives. La première n'a d'autre objet, comme d'ailleurs dans l'ensemble des démocraties européennes dont le président de la République est élu par le peuple, que de conférer l'autorité du suffrage universel à l'homme qui représente la nation.

Les secondes ont, à l'inverse, pour fonction de déterminer la majorité gouvernementale, d'en sélectionner les équipes dirigeantes et d'en légitimer le projet.

Cette dissociation, insolite sous le régime actuel, de la représentation et de l'action en perturbe apparemment plus d'un : c'est ainsi que Jacques Chirac prétend distribuer aux candidats à la députation le label d'une *« majorité présidentielle »* sans frontières ni contenu, sans voir que les élections législatives ne sont pas faites pour installer une majorité présidentielle imaginaire au Palais-Bourbon mais pour faire naître une majorité parlementaire de gouvernement.

Lire la suite et les autres points de vue pages 12 et 13

JEAN-LOUIS BOURLANGES est député au Parlement européen (groupe du Parti populaire européen).



M 00147 - 426 - F: 1.20 €

Afrique CFA 1000 F CFA, Algérie 35 DA, Allemagne 1,50 €, Antilles-Guyane 1,50 €, Autriche 1,50 €, Belgique 1,20 €, Canada 2,50 $, Danemark 15 KRD, Espagne 1,50 €, Finlande 2,00 €, Grande-Bretagne 1 £, Grèce 1,50 €, Irlande 1,50 €, Italie 1,50 €,Luxembourg 1,20 €, Maroc 10 DH, Norvège 16 KRN, Pays-Bas 1,50 €, Portugal cont. 1,50 €, Réunion 1,50 €, Suède 16 KRS, Suisse 2,40 FS, Tunisie 1,5 DT, USA (NY) 2 $, USA (others) 2,50 $.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les Français sont intarissables depuis le choc causé, le 21 avril par la **PRÉSENCE DE JEAN-MARIE LE PEN**, président du Front national, au second tour de l'élection présidentielle, les réunions improvisées se multiplient dans les cafés, les usines, les universités. Dans le même temps, la mobilisation anti-Le Pen ne se relâche pas. De **NOMBREUSES MANIFESTATIONS** ont encore eu lieu, mercredi 24 avril, dans toute la France. Les sites Internet sont devenus le relais de cette **CONTESTATION** spontanée. dans les collèges et les lycées, les professeur tentent de canaliser et de rationaliser la colère des jeunes. Mercredi 24 avril, sur France 2, Jacques chirac a redit son refus de débattre avec le président du Front national. *« Je n'ai pas peur de lui*, a-t-il déclaré, **J'AI PEUR POUR LA FRANCE »**.

Après le séisme du 21 avril, la France à l'heure du débat

L'onde de choc provoquée par la présence de Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle continue de se propager. Outre les manifestations dans tout le pays, des forums improvisés voient le jour. Conversations de rue, messages Internet, réunions : tour d'horizon

C'EST le patron d'un petit bar, dans le Doubs qui le dit : *« Ils »* – ses clients – *« ne parlent que de ça, du matin au soir »*. C'est une jeune étudiante de 23 ans qui l'affirme : *« Le temps de digérer, enfin d'essayer, et le besoin d'échanger nous a pris. »* Partout en France, le débat s'anime autour de la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. L'onde de choc se traduit dans la rue et suscite de nombreux débats dans les cafés, les universités, les familles, au bureau, ou sur l'Internet. Elle donne naissance à la création d'un parti du président. Elle met fin, aussi, à la présence des socialistes au gouvernement. Mercredi 24 avril, a eu lieu le dernier conseil des ministres.

ANNE VAN DER STEGEN/EDITING

Manifestation contre l'extrême droite, à Marseille le 22 avril. La mobilisation devrait s'amplifier lors des rassemblements prévus le samedi 27 avril et le mercredi 1er mai.

▶ **Les manifestations, toujours, et l'onde de choc qui fait parler les Français.** A Lyon, mercredi, 1 600 étudiants ont défilé silencieusement. Un millier de personnes ont également manifesté à Paris, Bourg-en-Bresse et Tours. Ils étaient 2 000 à Dieppe à avoir répondu à l'appel du MRAP, du PCF, du PS, de la CGT, de la FSU et de la LCR, 2 500 à Saint-Etienne, près de 2 000 à Annecy, et de 3 000 à 4 000 à Tarbes où Jean Glavany, le directeur de campagne de Lionel Jospin, était présent. La mobilisation a été particulièrement forte à Rennes (7 000 manifestants selon la police), à La Rochelle (plus de 8 000), à Poitiers (5 000), à Orléans (4 500) et à Saint-Brieux (3 500). À Gap, 1 400 lycéens, ont défilé, 300 se sont retrouvés spontanément à Metz. Dans le centre de Marseille, plusieurs milliers de personnes ont appelé à *« rester mobilisé pour les législatives »*.

« Thérapie de groupe » pour les uns, *« besoin de comprendre »* pour les autres, les Français s'interrogent comme dans ce village de 60 habitants, perdu entre Uzège et Cévennes, où pas un seul votant n'a apporté sa voix à M. Le Pen. A Caen, dans son cabinet, un médecin *« explique ce qu'est le véritable Le Pen » entre deux ordonnances* et, *« prescrit un vote Chirac obligatoire »*. Un peu partout, les internautes s'organisent pour faire circuler les informations sur les « manifs » et en appellent au sursaut républicain, dimanche 5 mai. *« Votez pour faire barrage au FN ! »* Le mot d'ordre s'amplifie. Des jeunes et des militants de gauche cherchent une *« solution »* pour mettre leur bulletin Chirac dans l'urne, en marquant leurs réticences : bandeau noir, gants en latex ou pince nez sur le nez ?

▶ **La « peur » de Jacques Chirac.** Invité de France 2, mercredi soir, le président-candidat a exprimé son *« inquiétude pour l'avenir »* et affirmé avoir *« compris »* le message de *« frustration »* exprimé le 21 avril. *« J'ai peur de l'extrême droite pour la France. Chaque fois qu'elle a réussi à prendre légalement le pouvoir, cela s'est très très très mal terminé »*, a-t-il déclaré, tout en refusant de considérer le second tour comme *« un référendum contre l'extrême droite »*. À la question de savoir s'il n'avait pas fait progresser le FN en mettant l'insécurité au centre de sa campagne, M. Chirac a répondu : *« Il aurait fallu être tout à fait sourd pour ne pas entendre ce que disaient les Français »* et souligné que les journaux télévisés avaient abondamment parlé de l'insécurité. M. Chirac a rappelé les grandes lignes de son programme en mettant l'accent sur *« le rétablissement de la sécurité »*. Le Parlement serait convoqué en session extraordinaire en *« juillet-août »*.

▶ **L'impossible débat avec M. Le Pen**. Ceux qui l'ont affronté sur un plateau de télévision, comme Bernard Tapie, l'affirment : le terrain du président du FN, *« c'est l'invective, la démagogie »*. *« C'est un homme cultivé capable de grande bassesse »*, déclare Bernard Kouchner. Tous deux sont d'accord pour approuver le refus de M. Chirac de débattre. Noël Mamère, le candidat des Verts, estime au contraire qu'il aurait été utile de le faire, pour démonter la *« nouvelle façade policée »* du leader du FN. Depuis longtemps, des chercheurs ont observé les discours de M. Le Pen.

▶ **Le Parti du président prend forme.** A l'unanimité, le bureau politique du RPR a approuvé, mercredi, son adhésion à l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), parti qui réunirait tous les chiraquiens, du RPR, de DL ou de l'UDF. Après les législatives, *« les candidats de la majorité présidentielle prendront l'engagement de s'inscrire, une fois élus, dans le même groupe à l'Assemblée nationale »*, a souligné Alain Juppé. Le président de l'UDF, François Bayrou, et le président de DL, Alain Madelin, ont décidé de *« résister ensemble »* à la *« tentative de destruction de leurs familles politiques »*. La quasi-totalité des députés DL ont néanmoins approuvé le *« projet de réorganisation »* de la droite et un peu plus de la moitié à l'UDF.

▶ **Jean Saint-Josse vote Chirac.** Dans un entretien au *Monde*, le candidat CPNT, affirme qu'il fera *« barrage »* au FN, *« comme tous les républicains »*. M. Le Pen ayant appelé les électeurs de CPNT à le rejoindre, M. Saint-Josse indique qu'il *« fera tout pour que son appel ne soit pas entendu »*.

▶ **« Comme un coup de tonnerre », le film.** Prévu pour être diffusé le 25 avril sur France 2 mais aujourd'hui déprogrammé par la direction de la chaîne, ce documentaire de 70 minutes, tourné au quotidien dans « l'Atelier » de campagne de M. Jospin, a été visionné, mercredi, par l'équipe du candidat socialiste. L'on y voit le chef du gouvernement se plaindre de ses discours qui ressemblent à *« des puddings copieux »*, François Hollande s'inquiéter du *« score du premier tour »* et François Le Gall, le monsieur sondages, se faire vertement rabrouer pour avoir alerté sur l'écart qui se resserrait avec... M. Le Pen.

▶ **Le dernier conseil des ministres expédié en 20 minutes**. M. Jospin a remercié M. Chirac *« pour la façon simple et courtoise avec laquelle il a présidé »* ce conseil. Le président de la République a adressé en retour ses *« salutations républicaines »* et serré la main des ministres. Lors du déjeuner du gouvernement qui a suivi, M. Jospin leur a demandé de ne pas manifester le 1er mai. *« Nous reviendrons ! »*, a assuré Laurent Fabius.

Isabelle Mandraud

Sur Internet, les sites de mobilisation anti-Le Pen se multiplient

***« ET SI** on allait à l'Opéra le 30 avril au soir ? »* L'idée émane d'un certain Patrick et circule sur une liste d'information par courrier électronique du site Internet le-maquis.org. *« Le 1er mai, c'est place de l'Opéra que le FN veut rassembler ses troupes. Nous ne leur laisserons pas ce plaisir. Nous devons être dans la place avant lui* (...) *avec nos sacs de couchage, notre bonne humeur, nos copines et nos voisins. »* Depuis dimanche soir, le réseau réagit et les initiatives plus ou moins réalistes se multiplient contre le Front national.

Passée l'onde de choc de l'annonce des résultats du premier tour, les internautes anti-Le pen s'organisent. *« Un ami m'a contacté par téléphone dimanche pour m'informer de la toute première manifestation à l'appel d'Act-Up à l'Odéon et j'ai tout de suite mis l'information en ligne vers 21 heures,* précise l'animateur du « maquis », David Langlois-Mallet. *Avant dimanche, j'avais 30 visites par jour sur mon site, aujourd'hui, je dois être à plus de 700. Nous sommes en présence d'un vrai mouvement spontané de jeunes où l'Internet est un outil d'information et de débat bien plus que de mobilisation. Je n'ai, par exemple, vu nulle part l'annonce de la manifestation parisienne de mardi après-midi. »*

Depuis lundi, le réseau français fleurit de pages personnelles d'internautes appelant aux urnes. *« Dimanche, j'ai senti qu'il fallait faire quelque chose,* souligne Philippe Batreau qui a créé dans la foulée la page liberte-egalite-fraternite.net. *J'ai lancé un appel au sursaut républicain avec un petit logo que les sites pourront reprendre sur leur page d'accueil. Il faut voter et pas voter blanc. »* Un appel au vote en faveur de Jacques Chirac sans le nommer. *« Pour certains, appeler à voter Chirac peut être difficile à dire »*, estime ce consultant de 36 ans, *« plutôt de gauche »*. Sur le site de lahonte.com, deux portraits du candidat RPR se font face. *« C'est le seul choix »*, estime Christophe, qui admet avoir voté Chirac en 1995. Fabien Grenouillet, de Villeurbanne, appelle *« tous les webmasters »* à mettre leur site *« en grève »* jusqu'au soir du second tour et à utiliser leur page d'accueil pour appeler à manifester contre le FN. Etudiant de 24 ans, il a mis en berne son site personnel, chrome.fr.fm, dès lundi. Il affiche simplement une photo de Jean-Marie Le Pen en face de celle d'un charnier humain, avec une phrase : *« Le 5 mai, votez escroc, pas facho. »*

Dans la nuit du 22 au 23 avril, Jérôme a mis en ligne, rubannoir.free.fr. Le site, qui n'a pour l'instant pas dépassé les 500 visites, exhorte les internautes à porter un ruban noir contre l'extrême droite : *« C'est un geste qui n'est pas trop ostentatoire mais qui est fortement symbolique. »* En dehors de la prolifération de ces nouveaux sites, les adresses de la mouvance alternative se mettent aussi à l'ambiance politique du jour. Le Forum de l'insoumission et de la désobéissance sociale – regroupant divers collectifs et individus proches des mouvements sociaux alternatifs – fait circuler sur le Net le projet *« Debout ! 1 000 pantalons à Bastille »* de l'association « Tiens voilà encore autre chose » qui consiste à installer, pour le 1er mai, 1 000 pantalons pour donner l'impression d'hommes enfouis en terre. Ailleurs, sur une liste de diffusion on peut lire *« Votez avec une pince à linge sur le nez, le 5 mai. »*

Samizdat.net, collectif de communication alternatif qui héberge notamment le site du réseau « No Pasaran », donne accès à des comptes-rendus de manifestations anti-FN ainsi qu'à des textes d'analyse concernant le *« séisme »* du premier tour. Place-publique.fr, magazine en ligne créé en 1996 *« pour un monde meilleur »*, est devenu, depuis le premier tour, un site de référence pour de nombreux internautes. Agence d'information autour de la citoyenneté et de la solidarité, Place publique s'efforce de relayer les actions des mouvements de contestation auprès du public et des acteurs politiques. *« Dimanche, notre réaction a été de donner les informations sur les initiatives à Paris et en province, d'ouvrir un espace d'expression ainsi qu'un lieu d'analyse. »* Internet, agitateur du débat politique ? Ça se confirme.

Nicolas Bourcier et Stéphane Mandard

Pétition anti-Le Pen sur le site de M. Mamère

Contrairement aux autres candidats éliminés après le premier tour qui se contentent de remercier leurs électeurs d'avoir voté pour eux, le leader des Verts a transformé son site en pétition anti-Le Pen. Sur la nouvelle page d'accueil, Noël Mamère explique que s'il votera Chirac en tant que *« citoyen »*, c'est uniquement motivé par deux exigences : faire barrage au FN et rejeter les discours sécuritaires, de droite comme de gauche. Il exprime également son soutien à l'action de la jeunesse comme *« expression d'un soulèvement de la vie »*. Responsable du site, Olivier Blondeau explique : *« Notre objectif est que des dizaines de milliers de personnes signent la pétition et que ça puisse les aider à faire un référendum anti-Le Pen et à construire une nouvelle gauche. »*

Les professeurs face à la colère et aux interrogations des élèves

COMMENT aborder le sujet des élections en classe après le séisme politique du premier tour de la présidentielle ? Comment répondre aux interrogations des élèves ? Le devoir de réserve de l'enseignant peut-il souffrir une exception ? Face à sa classe de seconde, Lionel Schmitt, professeur de sciences économiques et sociales dans un lycée de Saint-Avold (Moselle), où Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret ont recueilli plus de 30 % des suffrages, s'est refusé à sortir du devoir de neutralité. *« Il faut bien distinguer de quel point de vue on parle. Si c'est le citoyen, le militant syndicaliste ou l'enseignant. Face à mes élèves, qui sont des citoyens en cours de formation, je dois rester neutre »*, explique-t-il.

La réserve n'implique pas le silence. Impossible d'esquiver quand la demande des élèves est pressante. *« Spontanément, les élèves ont voulu parler,* rapporte Jean-Claude Savy, professeur de mathématiques-sciences au lycée professionnel de la Possession, dans l'ouest de l'île de la Réunion. *Pour eux, Le Pen, c'est l'exclusion, ça voudrait dire que 80 % d'entre eux seraient exclus par la couleur de leur peau. »* La première réaction des lycéens a été de chercher à comprendre. *« Et puis beaucoup n'ont pas voté. Ils ressentent alors une culpabilité,* continue l'enseignant. *On leur rappelle les consignes républicaines, on leur rappelle que le vote est une lutte continuelle. Mais c'est tout ce que je m'autorise à leur dire. »*

Pour répondre à ses élèves qui demandaient d'en discuter, Lionel Schmitt a opté pour *« une approche de sciences politiques : qu'est-ce qu'une élection présidentielle ? Qu'est-ce qui caractérise la Ve République ? Qu'est-ce que l'abstention ? »* A partir de là, le professeur de sciences économiques est revenu sur le scrutin de dimanche. Pour expliquer les *« intervalles de confiance »* des sondages, parler de l'abstention et aborder, enfin, la surprise liée au score de *« monsieur Jean-Marie Le Pen »*, comme l'appelle l'enseignant, par souci d'égalité avec *« monsieur Lionel Jospin »* et *« monsieur Jacques Chirac »*.

Professeur d'italien dans un lycée de Forbach, Stéphane Odent n'a pas encore parlé du premier tour avec ses élèves. Et espère *« ne pas être amené à le faire »*. De peur de ne pas *« être à la hauteur »*. *« Notre marge de manœuvre est réduite. On ne peut pas rester silencieux si des élèves nous interrogent. On ne doit pas non plus oublier notre fonction sinon on risque de faire le jeu de qui vous savez »*, explique-t-il. Le contexte local complique la tâche : à Forbach, l'extrême droite a obtenu près de 30 % des suffrages.

CLÉS HISTORIQUES

Au contraire, Jean-Luc Amalric, professeur de philosophie au lycée Joffre à Montpellier, n'a *« pas d'états d'âme »* : *« Je suis très respectueux de la réserve politique. Mais, à partir du moment où la République est en danger, c'est un devoir pour moi de rompre ce devoir de réserve. J'y vois là un acte de civisme. »* Avec sa classe préparatoire aux grandes écoles scientifiques, lundi matin, il a commencé le cours par une demi-heure d'*« analyse politique de ce qui s'était passé, pour comprendre comment cela était possible »*. Il a donné des clés historiques, évoqué la constitution de l'électorat frontiste. Plus habitués aux exposés magistraux qu'au dialogue, les élèves ont *« peu réagi et il n'y a pas eu de débat »*, même s'il a vu *« beaucoup d'approbation dans leurs regards »*.

Devant sa classe de terminale littéraire, le lendemain, il a aussi amorcé le débat. *« J'ai alors senti une demande d'explications de la part des élèves. »* Une peur, une incrédulité aussi devant ce qui est en train de se passer. *« C'est cet étonnement qui les conduit à manifester. »* L'enseignant a insisté sur la nécessité de cette mobilisation. Sans craindre de faire de l'ostracisme vis-à-vis d'élèves (ou de leurs parents) qui pourraient avoir voté FN. *« Je précise bien qu'il ne faut pas confondre le parti Front national et ses électeurs. Et que le vote FN, s'il peut être condamnable politiquement car il est périlleux, peut aussi émaner de personnes en grande souffrance. »*

Luc Bronner, Marie-Laure Phélippeau et Caroline Veunac

PATRICK ARTINIAN/CONTACT PRESS IMAGES

Manifestation à Paris

MERCREDI 24 AVRIL, quelques centaines de jeunes ont manifesté contre le parti de Jean-Marie Le Pen, à Paris, dans le quartier de la place de la République. Depuis la proclamation des résultats du premier tour et la qualification du président du FN, plusieurs manifestations ont déjà eu lieu dans la capitale, notamment dimanche soir. En région parisienne, où les vacances de Pâques se termineront lundi 29, les lycéens et les étudiants attendent la grande manifestation de samedi 27 pour descendre dans la rue.

Bureaux, cafés, universités, les Français sont intarissables

AU BUREAU, au café, dans les facs ou dans les lycées, à l'usine, dans les villages ou dans les villes, les Français ne parlent plus que de *« ça »* : l'extrême droite présente au second tour de la présidentielle. La parole, à flots, pour tenter d'exorciser le choix électoral, entre thérapie de groupe et Café du Commerce.

▶ **Au Comptoir, à Besançon :** *« Tous les jours, du matin au soir, le même sujet de conversation, je n'en peux déjà plus... »*, confie Jean-Guy, le patron du Comptoir, un petit bar branché de Besançon (Doubs). *« Et, bien sûr, ce sont les abrutis qui ne sont pas allés voter qui la ramènent le plus »*, dit-il. Pascal, 45 ans, pilier du lieu, n'est guère surpris. *« Le choc a été énorme. Beaucoup de gens ont besoin d'en causer, de se rassurer »*, estime-t-il. L'incrédulité, d'abord, pour Corinne, 23 ans, étudiante en lettres. *« On avait beau savoir qu'il y a pas mal de gros beaufs dans ce pays, franchement, Le Pen au second tour, on n'y croyait pas »*, avoue-t-elle.

> « On savait qu'il y a pas mal de beaufs dans ce pays, mais Le Pen au second tour, on n'y croyait pas »

L'alternative Chirac, surtout, attise passions et polémiques. *« On essaye de se convaincre les uns les autres qu'on peut aller voter Chirac »*, dit Pascal. Corinne éclate de rire : *« Chacun cherche la méthode la mieux adaptée pour sauver son âme. »* Ils ont déjà pensé à se rendre au bureau de vote avec une pince à linge sur le nez, avec des gants, avec un bandeau noir. Pascal est accablé : *« Si, grâce à nous, il passe avec 80 % des voix, ça va se retourner contre la gauche aux législatives »*, pense-t-il. Etre ou ne pas être *« l'idiot utile de Chichi »*, telle est la question.

▶ **Le petit village gaulois de Tharaux.** C'est un village perdu sur un piton rocheux, entre Uzège et Cévennes. Dimanche, Danièle Tayolle, commerçante à la retraite, a gagné son pari : pas un seul des 60 habitants de Tharaux n'a voté Le Pen. Comme elle l'avait promis, Mme le maire a offert, ce soir-là, l'apéritif à tous ses concitoyens. *« Nous étions plutôt fiers de nous,* raconte-t-elle, *mais à 20 heures, la fête a tourné court. »* Chacun est rentré chez soi, complètement abasourdi. Genny, orthophoniste, mère de quatre enfants, a encore du mal à réaliser. *« Depuis dimanche, on discute beaucoup dans le village. Les gens sont effarés. Mon mari ne décroche pas de la télé et de France-Inter pour savoir pourquoi, pour comprendre. »*

Le désarroi est d'autant plus grand que, dans le Gard, Le Pen est arrivé largement en tête, avec 24,5 % des suffrages. *« Que des villages voisins, comme Rochegude, où il n'y a pas de délinquance ou de problème d'immigration, votent à près de 20 % pour Le Pen, qu'est-ce que vous voulez qu'on y comprenne ? »*, s'interroge Mme Tayolle. Seule consolation, Bonnevaux, juste à côté, un village de néo-ruraux, est resté tout aussi imperméable aux thèses du Front national. Ici, Suisses, Allemands, Canadiens, catholiques et protestants, côtoient les Cévenols à la pétanque et au café. Le 5 mai, les deux communes espèrent continuer à se distinguer, en offrant à Jacques Chirac un vote à 100 %.

▶ **A Sciences-Po, à Lyon.** Au troisième jour, les manifestants se sont tus. Depuis dimanche soir, des centaines de jeunes Lyonnais envahissaient quotidiennement les rues de la ville pour hurler leur rage contre le « F'haine ». Mercredi, la marche des 1 600 jeunes a été silencieuse. *« Il y a des moments où il faut crier. Mais si les manifestations se répètent indéfiniment autour du slogan "la jeunesse emmerde le Front national", cela ne fait pas avancer les choses" »*, estime Antonin, étudiant à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lyon. Les cours ont été suspendus depuis mardi, les partiels repoussés à la semaine prochaine. Les enseignants participent activement à la mobilisation. *« Nous nous sentons un peu responsables : pendant des mois, comme tout le monde, nous avons réduit l'alternative à un duel Chirac-Jospin »*, avoue Denis Barbet, maître de conférences en sciences politiques. Dans l'amphi, où se réunit une AG, une mère d'étudiant lance : *« Vous êtes jeunes, vous avez plein d'idées. Aidez-moi à réfléchir ! »*. Une quasi-unanimité se dégage sur la nécessité d'accorder, même à contrecœur, ses suffrages au candidat sortant. Une série de conférences et de débats, ouverts au plus grand nombre, est organisée, jeudi, sur l'extrême droite.

▶ **Chez le médecin, à Caen.** Dans son cabinet du centre-ville de Caen, ce médecin ne décolère pas : *« Depuis lundi, je parle systématiquement de l'extrême droite à tous mes patients,* raconte ce spécialiste. *Je m'étais embourgeoisé. Mon vieux fonds politique dormait, il vient brusquement de se réveiller »*, dit-il. Entre deux ordonnances, il prescrit *« un vote Chirac obligatoire »* et passe un savon à ses filles qui ne sont pas allées voter. *« Je redoutais cette issue, j'y pensais, seul, dans mon cabinet. Nous y sommes. Je ne supporte pas »*, dit-il. Sur la place du Théâtre de Caen, deux lycéennes distribuent des tracts pour appeler à la manifestation, jeudi, à 17 h 30. Un retraité ne s'arrête pas. *« Je ne comprends pas trop l'éducation nationale qui laisse sortir ces jeunes »*, dit-il. Un prof s'extasie : *« Quelle leçon de science politique en direct, quel dépucelage politique ! Les lycéens nous donnent un sacré coup de pied aux fesses. »*

▶ **Hip-hop à Bordeaux.** Place Saint-Pierre, à Bordeaux, des jeunes s'adonnent au hip-hop. Hakim, Djamel et Issa, trois copains entre 18 et 25 ans regardent la scène. Jamais la politique n'a été leur préoccupation. Mais, depuis lundi, ils font leur autocrique : aucun n'est allé voter, car personne n'avait sa carte d'électeur. *« A la fin, ça peut être un bonheur pour un malheur. Ça a déclenché une prise de conscience »*, dit Hakim d'un air penaud. Dans son officine voisine, François le pharmacien s'est tranformé en médiateur de la cause républicaine. La pharmacie tient lieu de défouloir et parfois de confessionnal : *« Certains me tiennent le crachoir pendant un quart d'heure. Des personnes âgées parlent avec des plus jeunes. Certains me disent qu'ils ont voté FN au premier tour, pour créer un électrochoc, et s'apprêtaient à voter pour Lionel Jospin au second tour. »*

▶ **Dans le fief socialiste, de Mions.** A quinze kiomètres de Lyon, ce bourg ressemble encore à un petit bout de campagne. Dans ce fief socialiste, de plus de 10 000 habitants, Jean-Marie Le Pen est arrivé en tête le 21 avril, avec 28 % des suffrages. Deux copains qui approchent de l'âge de la retraite s'attardent autour d'un pastis. André, a voté les yeux fermés pour Lionel Jospin, mais sa femme, qui partage pourtant ses opinions, a hésité à voter Le Pen *« pour dire qu'elle n'était pas contente »*. En découvrant les résultats, elle s'est bénie de n'avoir pas cédé à sa mauvaise humeur. *« Je crois,* explique André, *que le vote Le Pen ne signifie pas une adhésion aux thèses de l'extrême droite, c'est surtout l'expression de multiples déceptions, celle par exemple des militants de gauche à l'égard d'une politique gouvernementale trop à droite. »* Avec son copain de bistrot, un immigré italien depuis 1948, ils ne sont pas inquiets pour le second tour. André affirme que Le Pen *« va redescendre parce que les gens vont réfléchir »*. Au bar, deux jeunes artisans, dont l'un a voté Le Pen et va donner sa voix au second tour à Chirac. Il n'arrive pas à expliquer son choix, affirme qu'il ne se situe ni à droite, ni à gauche, peut être *« au milieu »*. *« J'ai toujours fait comme ça. Je vote pour lui au premier tour, jamais au second. Je n'aime ni l'homme, ni ses idées »*, dit-il, avant de replonger dans le silence.

> « Mon vieux fonds politique dormait, il vient brusquement de se réveiller »

B. G., avec Richard Benguigui, Sophie Landrin, Jean-Jacques Lerosier, Jean-Pierre Tenoux et Elise Victor

Chez les LU : « La gauche n'a pas fait son boulot »

Les salariés de l'usine de Ris-Orangis sont inquiets mais pas étonnés

***« S'IL FALLAIT** nationaliser chaque fois qu'on a un plan social... »* Alors qu'il se rendait à Evry (Essonne) pour y rencontrer des jeunes chercheurs du Génoscope, Lionel Jospin avait été interpellé par des salariés de l'usine LU-Danone de Ris-Orangis. C'était le 13 février, le premier ministre n'avait pas encore annoncé sa candidature, mais il avait déjà fait part de *« son désir probable »*. Et aux salariés de LU, qui s'inquiétaient de la menace sur leur emploi, Lionel Jospin avait eu cette réponse. Les salariés l'avaient également pris à partie sur la question des bas salaires : *« Vous pensez qu'il est possible de vivre avec 3 000 ou 4 000 francs par mois ? »*

REPORTAGE

> Depuis lundi, dans les locaux sociaux de l'usine, les débats se prolongent

« Ce jour-là, se souvient Jacques Daulhac, militant syndical chez LU, *on a dit à Jospin qu'il faisait une politique de droite. Pourtant, pour nous, c'était le seul espoir. Mais j'ai eu l'impression que ni lui ni la gauche de manière générale ne nous a écoutés. J'attendais que nos revendications figurent dans le programme de Lionel Jospin. Il n'en a pas été question. Quand on voit qu'à Calais Hue se ramasse comme Jospin ici, c'est que le conflit chez LU qui dure depuis quinze mois a dû peser dans le vote. »*

Pourtant, malgré tous ces reproches, toutes ces déceptions, dimanche, Jacques a voté à gauche. Comme il le fait depuis toujours. Désormais il espère un sursaut aux législatives, *« l'unité de la gauche »* – mais en attendant, le 5 mai, il votera Chirac. *« C'est contre mes convictions, mais on n'a pas le choix. Il faut se protéger de Le Pen. S'il faisait un score important ce serait trop grave pour la France. On a Supermenteur contre un fasciste. C'est sans illusion, mais je le ferai. »*

Comme Jacques, Olivier Lefèvre a *« mal réagi »* aux résultats dimanche. *« Une grande surprise »*, dit-il. Mais lui ne fait pas la même analyse. *« La gauche n'a pas fait son boulot. J'ai voté extrême gauche pour la première fois. Ils ne nous ont pas écoutés. Le patronat était content de Jospin. Moi, je ne me sentais pas capable de cautionner cela. Dimanche soir, le résultat m'a mis un coup, mais une fois le choc encaissé je me suis dit : le choix entre Chirac et Le Pen, ce n'est pas possible. Je vais prendre mes responsabilités. Je suis de gauche et je ne donne pas ma voix à droite, encore moins au voleur Chirac. Avant j'étais pour le PS. Aux législatives, si la gauche s'unit sur des bases claires, je voterai à gauche. Mais j'ai peur qu'Hollande reprenne le PS. Il a démontré qu'il était trop sensible à la pression des patrons. »*

PAS DE REGRET MAIS DES DÉÇUS

Depuis lundi, à l'usine LU de Ris-Orangis, les discussions battent leur plein. Dans les locaux sociaux qui abritent les organisations syndicales (CGT, FO et CFTC) les débats se prolongent. Jean-Pierre Lapeyre, également militant, affirme ne pas avoir été *« bouleversé »* par l'issue du premier tour de scrutin. Electeur traditionnel de l'extrême gauche, lui non plus n'ira pas voter le 5 mai. *« J'ai une ligne de conduite,* dit-il. *Je n'ai aucun regret quant à mon choix de dimanche. »*

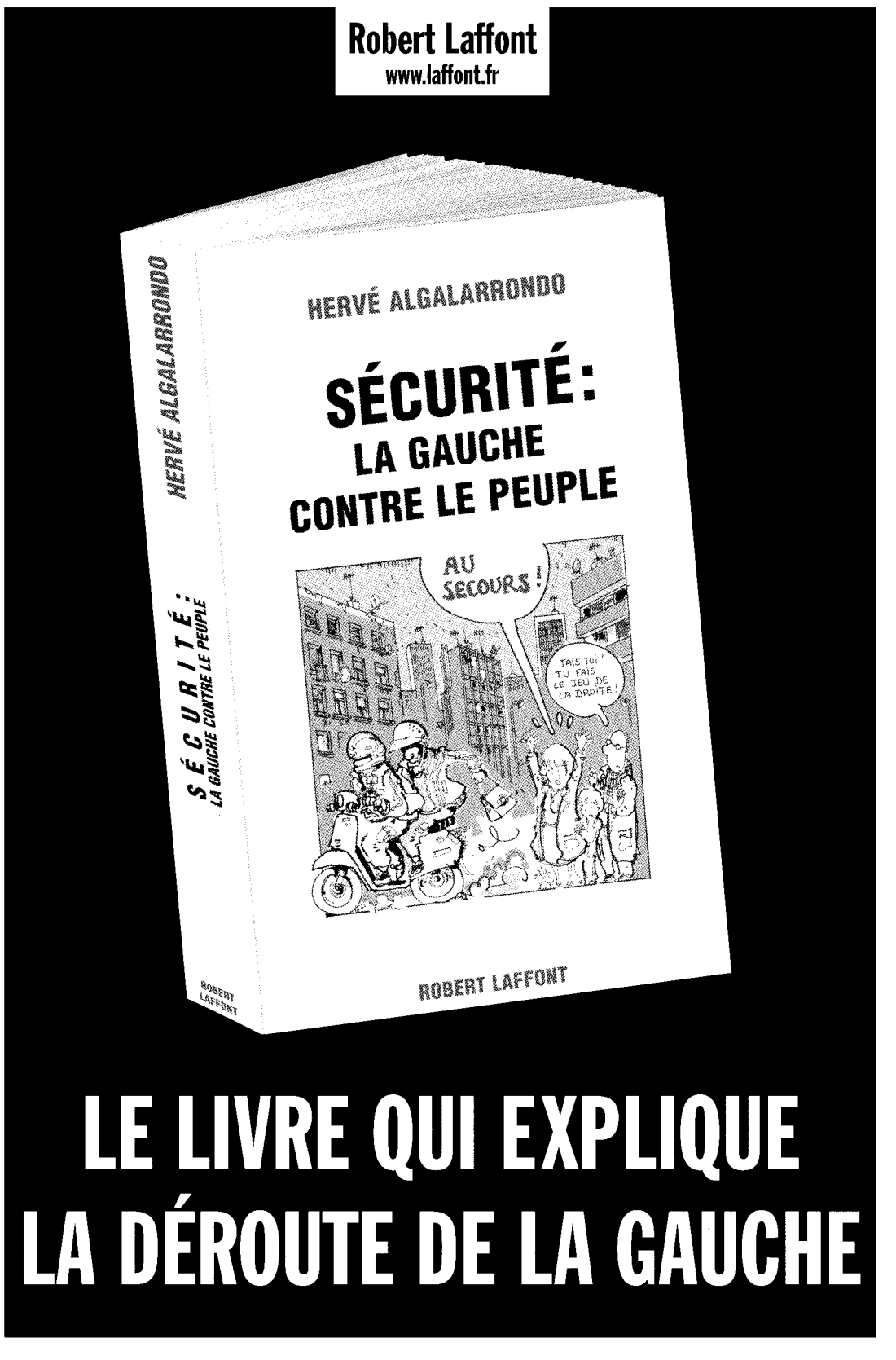
Mais il reconnaît que, lundi matin *« beaucoup de copains étaient déçus »*. *« Il y avait une certaine émotion. Quand je leur dis que le 5 mai j'irai jardiner, certains sont choqués. Il y a même un copain immigré qui m'a dit, mi-sérieux, mi-rigolard : dimanche soir j'ai fait ma valise. Mais je sais aussi qu'il y a des gars ici qui ont dû voter Le Pen. Mais jamais ils le diront. C'est un peu cela ma crainte, on ne les voit pas, on ne les entend pas. J'ai peur que cela leur donne des ailes. »*

Jacques partage cette inquiétude. *« Ça peut encore être pire. Sur le terrain de l'insécurité ici, Le Pen peut faire un malheur. Dans la ville voisine de Grigny, la situation est parfois très tendue. Si Le Pen parvenait au pouvoir, il serait capable d'y instaurer une sorte d'état de siège. D'ailleurs, à Ris, il est en tête de tous les candidats. Il devance Chirac de près de 400 voix et Jospin de 500. En 1995, Jospin était premier, Chirac deuxième. »*

Olivier, lui, se demande si les gens ont *« conscience de leur vote »*. *« Pour moi, le vote FN c'est un vote contestataire. Je ne connais pas de gens qui votent FN. Mais il ne faut tout de même pas s'affoler. On n'est pas à la porte du fascisme. Je suis en colère, mais j'ai confiance. »* Lui aussi rêve d'une gauche unie – *« sans arrière-pensée »* – qui saurait se ressaisir. Mais peut-être, plus encore que le score du FN, c'est le taux d'abstention qui le taraude.

A Ris-Orangis, Le Pen passe de 1 913 voix en 1995 (soit 17,19 %) à 1 914 voix en 2002 (soit 21,11 %). Une seule voix de différence qui, vu le nombre d'abstentionnistes, lui permet de se hisser devant ses principaux adversaires et de représenter près du quart des électeurs.

Yves Bordenave



Le refus du débat avec Jean-Marie Le Pen est contesté chez les chiraquiens

En refusant de débattre avec le chef du Front national, le président-candidat a dérouté une partie de ses partisans. Plusieurs solutions lui avaient été proposées par ses conseillers pour organiser cette confrontation. Il les a toutes rejetées

LES LETTRES, les appels téléphoniques, les e-mails sont parvenus au QG de Jacques Chirac dès le lendemain matin. Des messages de soutien, mais aussi des réflexions amères, des insultes parfois. Depuis que, mardi soir à Rennes, le président a affirmé son refus de débattre avec Jean-Marie Le Pen (*« face à la haine on ne débat pas »*), l'affaire est devenue elle-même... un objet de débat. Si la plupart des conseillers et des élus RPR se sont finalement rangés aux raisons avancées par Jacques Chirac – et redites, mercredi 24 avril sur France 2 en expliquant , *« je n'ai pas peur de M. Le Pen, j'ai peur pour la France »*, ce n'est pas tout à fait le cas des électeurs qui se manifestent au QG de campagne du chef de l'Etat. Des centaines de chiraquiens, mais aussi beaucoup de ceux qui ont voté pour le président du Front national, le 21 avril, appellent ainsi depuis mercredi.

« Ce qu'ils disent ? Toujours la même chose, lorsqu'il s'agit du FN », explique un membre de l'équipe chiraquienne : *« Arrêtez de diaboliser des millions d'électeurs ! »; « nous ne sommes pas des nazis ! » ; « pourquoi ne pas lui parler alors qu'il a la légitimité que lui ont donné les urnes ? »; « la gauche discute avec l'extrême-gauche, gouverne avec les communistes, et nous, comme d'habitude, nous ne sommes pas fichus de nous entendre avec l'extrême droite ! »* Les supporters du FN sont les plus violents. *« Ils sont, sans aucun doute, bien briefés par leur parti,* expliquent encore le conseiller, *car ils répètent presque tous les mêmes arguments :* "Chirac a-t-il peur de parler des affaires ? De la dissolution ? Des promesses non tenues ?" *Déjà, au moment des régionales, lorsque le RPR avait refusé les alliances avec le FN, cela avait été le même déluge de protestations. »* Il n'empêche, la chose est suffisamment prise au sérieux pour qu'une note, reprenant presque mots pour mots les arguments du président-candidat, ait été rédigée qui sert de base de réponse à ces innombrables appels et courriers.

AFP

Jacques Chirac, invité de France 2 mercredi 24, a redit son refus de débattre avec Jean-Marie Le Pen. Il a appelé ceux qui ont voté pour le président du FN au premier tour à « réfléchir », ajoutant « le droit de vote, ce n'est pas l'expression d'une humeur (...) c'est une décision à l'égard de son pays, à l'égard de ses enfants ».

La question du débat avec le leader du Front national a d'ailleurs fait l'objet de plusieurs discussions au sein même de l'équipe de campagne de Jacques Chirac. Tous les conseillers du président n'étaient pas, au départ, sur la ligne qui a finalement été adoptée. Si Claude Chirac et ses adjoints à la communication, Agathe Samson et Laurent Glépin, ont immédiatement considéré qu'il ne fallait pas débattre avec le président du FN – *« il n'y a que des coups à prendre et aucun avantage »*, disaient-ils – les autres membres de l'équipe étaient beaucoup plus partagés. Le directeur de campagne, Antoine Rufenacht, et son adjoint Patrick Stefanini ont longtemps considéré qu'il faudrait le faire au nom du respect du scrutin. Ou, au moins, faire porter à Jean-Marie Le Pen la responsabilité de dire non. La porte-parole Roselyne Bachelot était hésitante, comme l'ont montré ses déclarations contradictoire, et le conseiller politique du président, Jérôme Monod, sceptique sur la possibilité de refuser. Le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, était, lui, attentif au désir de M. Chirac d'en découdre ou pas dans un face à face. Bien sûr, tous ont vite mesuré l'ampleur des difficultés. *« La première est que Le Pen est un bon débatteur »*, explique ainsi Antoine Rufenacht. *« La deuxième,* renchérit Laurent Glépin, *est que la télévision ne permet pas des réponses longues et fournies sur le fond. Or, Le Pen ne se sert que de l'irrationnel, de formules, de slogans. Et, à ce jeu là, Chirac aurait été forcément perdant. »*

LES PLAISANTERIES DU FN

La troisième tenait à la fragilité même du bilan de M. Chirac (affaires, dissolution, cohabitation, etc.) et à la capacité de provocation de M. Le Pen. Car, très vite, les journaux ont rapporté les plaisanteries circulant au siège du Front national. Jean-Marie Le Pen y expliquait ainsi, en riant, qu'il arriverait sur le plateau de télévision avec des menottes, dans une allusion aux affaires qui ont empoisonné le septennat de Jacques Chirac. Il parlait aussi de serrer la main à M. Chirac en lancant, *« C'est la première fois qu'on se rencontre ? »*, pour souligner *« le mensonge »*, dit-il, de M. Chirac, qui affirme ne jamais avoir discuté avec le président du FN.

Conscients de la difficulté de l'exercice, plusieurs des conseillers de M. Chirac craignaient pourtant les effets d'un refus de débattre auprès de ceux qui ont voulu exprimer leur ras-le-bol en votant à l'extrême droite au premier tour et n'attendent qu'un signe pour revenir vers la droite classique.

« Ces gens là sont à fleur de peau », soupire Antoine Rufenacht. Ce dernier a donc proposé trois solutions, toutes finalement rejetées. La première consistait à accepter le débat sous une autre forme : un débat à l'américaine, où les deux candidats se retrouvent côte à côte, chacun derrière un pupitre, et répondent aux questions des journalistes sans se parler directement. *« On pouvait préparer un argumentaire serré,* explique ainsi Pierre-François Mourier, qui rédige depuis le début de la campagne la plupart des contre-attaques de M. Chirac lorsqu'il a été mis en cause sur son programme. *« Sur les affaires ? Mais il suffit de rappeller que Le Pen a été condamné pour apologie de crimes de guerre, agression contre une députée et que sa fortune est batie sur un héritage contesté après la mort du propriétaire des ciments Lambert. Son programme : est-ce vraiment serieux de vouloir sortir de l'euro pour revenir au franc ? »*

La deuxième solution consistait à aller au débat puis, à la première incartade ou insulte, à quitter le plateau *« à la Bernard Clavel »*, dit Antoine Rufenacht. Enfin, la dernière solution conditionnait le débat à la suppression du défilé du Front national le 1er mai. Certain que M. Le Pen ne l'aurait jamais accepté, elle aurait eu l'avantage de lui faire porter la responsabilité du refus du débat.

Le chef de l'Etat n'a pas eu, pourtant, à réfléchir bien longtemps. Dès lundi soir, il a écarté toutes les solutions, refusant purement et simplement le débat. C'est finalement le mot de Laurent Fabius qui, de l'avis même des chiraquiens, en a le mieux résumé la raison : *« Visiblement, il ne le sentait pas. »*

Raphaëlle Bacqué

Jacques Chirac sur France 2 : « J'ai peur de l'extrême droite pour la France »

INVITÉ de France 2, à l'issue du journal de 20 heures mercredi 24 avril, Jacques Chirac a exprimé son *« inquiétude pour l'avenir »* face à *« la montée de l'extrême droite »* en France. Répondant aux questions d'Olivier Mazerolles et de Gérard Leclerc, le président-candidat a affirmé avec gravité avoir *« compris »* le message de *« frustration »* exprimé dimanche par les électeurs du premier tour.

Il a ensuite justifié son refus de tout débat télévisé avec son adversaire du second tour, Jean-Marie Le Pen. *« Je suis prêt à débattre avec tout le monde. J'ai débattu avec tous les représentants des grandes forces politiques de notre pays mais dans ces circonstances, je n'ai rien de commun (...). C'est un combat moral que j'ai mené depuis toujours. J'ai toujours refusé l'alliance avec l'extrême droite. C'est pour moi une exigence morale liée à la France et c'est plus que jamais exact. Je n'ai donc pas de point commun, pas de débat, pas de compromis quelconque avec les représentants de l'extrême droite (...) Je n'ai pas peur de lui* [de monsieur Le Pen] *mais j'ai peur de l'extrême droite pour la France »*, a déclaré M. Chirac.

Toutefois, il a assuré comprendre *« les raisons »* des Français qui ont voté pour Jean-Marie Le Pen. Mais il les a appelés à réfléchir. *« Le droit de vote, ce n'est pas l'expression d'une humeur, quelles que soient les justifications, c'est une décision à l'égard de son pays, à l'égard de ses enfants. »*

Refusant de considérer le second tour comme *« un référendum contre l'extrême droite »*, M. Chirac a souhaité que *« les Français, par leur vote, marquent leur refus d'engager la France sur une voie dangereuse »*.

Commentant les manifestations quotidiennes anti-Lepen qui se déroulent dans le pays, il a estimé que *« toute cette jeunesse en effervescence aujourd'hui, intuitivement, comprend qu'il se passe quelque chose de dangereux »*.

A la question de savoir s'il n'avait pas fait progresser le FN en mettant l'insécurité au centre de sa campagne, le président sortant a répondu : *« Il aurait fallu être tout à fait sourd pour ne pas entendre ce que disaient les Français. »*

Considérant que la situation en matière d'insécurité avait *« dépassé les limites de l'inacceptable »*, M. Chirac a rappelé les grandes lignes de son programme en mettant l'accent sur *« le rétablissement de la sécurité », « le rétablissement de garanties auxquelles les Français ont droit »* en matière de santé, de retraites, de famille, d'environnement, *« le retour à une dynamique de croissance et d'expansion »*.

L'Union pour la majorité présidentielle voit le jour dans la précipitation

LE PARTI du président se crée à marche forcée. *« Si l'union ne se fait pas, je l'imposerai »*, avait affirmé Jacques Chirac, lundi 22 avril, quelques heures seulement après l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle. Dès le lendemain, l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) était lancée, sous l'impulsion d'Alain Juppé. Mercredi 24 avril enfin, le bureau politique du RPR, le principal parti de l'actuelle opposition, a donné son aval à la transmutation du mouvement gaulliste en une grande formation de la droite, afin de mieux soutenir l'action du président de la République.

« Il m'aura fallu quatorze années et le résultat, dimanche, de Le Pen pour arriver là », a déclaré Edouard Balladur à la fin de la réunion, en faisant référence au point de vue consacré à *« l'ardente nécessité d'une confédération RPR-UDF »* qu'il avait publié dans nos colonnes (*Le Monde* du 18 mars 1988). *« On est dans l'ambiance de 1976 »*, a jugé un autre membre du bureau politique, en rappelant la création à la hussarde du RPR, cette année-là, par M. Chirac. *« Le résultat de Le Pen nous a conduits à pousser les feux »*, explique Dominique Perben, député de Saône-et-Loire.

Le débat, qui a duré plus de deux heures, a été introduit par M. Juppé, en présence, notamment, de Jérôme Monod, conseiller politique du président de la République et ardent partisan du regroupement des chiraquiens sous une même bannière. Toujours inquiète des aspects financiers de la succession à venir entre le RPR et l'UMP, la présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, avait préparé une longue déclaration finale, assortie de nombreuses conditions. Sous la pression quasi unanime de la trentaine de membres du bureau politique, elle a dû revoir sa copie. Le texte, une fois allégé, prévoit la *« création d'une grande formation unie, pluraliste, démocratique et décentralisée de soutien au président de la République »*. Dans la précipitation, le qualificatif de *« démocratique »* a même été oublié...

La mutation du RPR sera bien sûr soumise à une ratification par les militants à l'automne. Mais, sans attendre, *« les candidats de la majorité présidentielle* [aux élections législatives] *prendront l'engagement de s'inscrire, une fois élus, dans le même groupe à l'Assemblée nationale »*. C'est là une disposition essentielle, à laquelle tient particulièrement M. Juppé : elle signifie qu'à compter du premier trimestre de 2003 l'UMP bénéficiera du financement public, au détriment des actuels partis de droite. L'ancien premier ministre, qui, dans un premier temps, devrait se porter candidat à la présidence du futur groupe UMP de l'Assemblée nationale, a obtenu que le mandataire financier de la nouvelle formation soit Eric Woerth, qui fut son conseiller parlementaire lorsqu'il était à l'Hôtel Matignon et qui préside, actuellement, l'association de financement pour la campagne de M. Chirac.

ROULEAU COMPRESSEUR

L'investiture des candidats aux élections législatives des 9 et 16 juin constitue un second moyen de contrôle. La commission tripartite RPR, UDF, DL a déjà désigné les candidats de droite dans 90 % des circonscriptions. La même commission, élargie désormais à trois représentants de l'UMP – Jean-Claude Gaudin (DL), Dominique Perben (RPR) et Renaud Dutreil (UDF) –, achèvera le travail. *« J'espère que les travaux préparatoires seront très avancés à la fin de cette semaine »*, affirme Bernard Accoyer, député de Haute-Savoie et secrétaire général adjoint du RPR chargé des élections. M. Juppé, lui aussi, est optimiste : *« Pensez-vous qu'après la réélection de Chirac beaucoup de candidats refuseront de s'engager sous le label "majorité présidentielle" ? »* Sur la même longueur d'onde, François Fillon, député de la Sarthe, assure : *« La cohabitation a détruit tous les repères. Il n'en reste plus qu'un, c'est Chirac. »*

Soucieux d'atténuer l'effet rouleau compresseur que donne la brusque émergence du nouveau parti du président, Nicolas Sarkozy se montre rassurant : *« Il ne s'agit pas d'un parti unique, mais d'un large rassemblement pour soutenir l'action à venir du président de la République et de son gouvernement »*. Il est clair, en effet, qu'un parti centriste subsistera à côté de l'UMP, mais cette dernière doit être la plus large possible. *« Il va falloir donner des gages à nos partenaires de l'opposition et leur expliquer que nous ne voulons pas faire un RPR élargi »*, estime Pierre Bédier, secrétaire général adjoint du RPR chargé des fédérations. Pour attirer le chaland, Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine, rappelle qu'il y aura *« des courants »* à l'UMP, lesquels disposeront d'une certaine autonomie financière. Seul Philippe Séguin, qui n'est désormais à la recherche d'aucune investiture, a préféré s'abstenir. L'ancien président du RPR considère que la priorité doit aller à la préparation du second tour de l'élection présidentielle.

Jean-Louis Saux

De l'UEM à l'UMP

- **13 janvier 2001 :** 337 parlementaires de l'opposition, au premier rang desquels de jeunes députés soutenus par Jérôme Monod, conseiller du président de la République, et par l'ancien premier ministre Alain Juppé publient dans *Le Figaro* un appel à l'union intitulé « France alternance : pour un nouveau contrat politique ».
- **29 janvier 2001 :** les animateurs de l'appel « France alternance » se constituent en une association, baptisée « Alternance 2002 ». Renaud Dutreil, député (UDF) de l'Aisne, en est le président.
- **4 avril 2001 :** lors d'une convention à Paris, Alternance 2002 cède la place à l'Union en mouvement (UEM).
- **23 avril 2002 :** le conseil des fondateurs de l'UEM décide de transformer l'association en parti politique, sous l'appellation encore provisoire d'Union pour la majorité présidentielle (UMP).

M. Bayrou envisage la création d'un autre « pôle »

MENACÉ de marginalisation par les chiraquiens, en dépit d'un score honorable (6,84 %) qui l'a placé en quatrième position au soir du premier tour de l'élection présidentielle, François Bayrou continue de résister. Le président de l'UDF, qui a convoqué, samedi, un conseil national extraordinaire de son parti, exprime de nouveau son hostilité à la création de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). Dans un entretien au *Figaro* du 25 avril, M. Bayrou souligne que, *« s'il y a une étiquette unique, c'est la fin des partis et de l'UDF »*. *« Ce serait une déclaration de guerre »*, affirme-t-il, indiquant que, *« si l'entreprise destinée à faire taire tous ceux qui ne sont pas considérés comme chiraquiens de stricte obédience se précise, il y aura un pôle nouveau qui garantira aux Français la liberté du choix et l'équilibre du pouvoir »*.

Pour M. Bayrou, le *« seul but »* de cette *« tentative de constitution d'un parti unique des chiraquiens du premier tour »* est *« la mise au pas ou l'éradication des autres sensibilités de l'opposition »*. Alors que les fondateurs de l'UMP prennent soin de mettre en avant le caractère *« pluraliste »* de cette nouvelle formation, il fait une tout autre lecture de ce projet : *« Quand deux personnes s'entendent pour vivre et travailler, c'est l'union. Quand l'une veut manger l'autre, c'est de l'anthropophagie »*, souligne-t-il.

M. Bayrou sera-t-il suivi ? Il a obtenu de son homologue de Démocratie libérale, Alain Madelin, qu'il monte également au créneau, en dépit de leurs désaccords sur le positionnement politique qu'il convient d'adopter. Les deux chefs de partis ont déjeuné en tête à tête, mercredi. *« L'union des chiraquiens de tous les partis, c'est sûrement un parti chiraquien, mais il ne saurait prétendre représenter toute l'opposition ni imposer des candidats chiraquiens uniques dans chaque circonscription »*, a affirmé M. Madelin à l'issue de ce déjeuner. *« Que je sache, on n'est pas encore en Corée du Nord ou dans l'ex-Russie soviétique »*, a déclaré le député européen Thierry Jean-Pierre (DL), jeudi, sur France-Info. M. Madelin est toutefois isolé au sein de sa famille politique. Le président du groupe DL de l'Assemblée nationale, Jean-François Mattei, a en effet indiqué, mercredi, que la *« quasi-unanimité »* des députés libéraux avait *« choisi de participer pleinement à la création de l'UMP »*. Seuls 4 députés sur 43 ont refusé d'approuver ce projet. Outre M. Madelin, il s'agit de François d'Aubert (Mayenne), François Goulard (Morbihan) et du villiériste Joël Sarlot (Vendée).

Combien de députés du groupe UDF présidé par le chiraquien Philippe Douste-Blazy sont-ils prêts à faire bande à part après les élections législatives ? Les manœuvres du maire de Toulouse avaient échoué au cours de la législature qui s'achève. Mais la pression sur les élus est autrement plus forte en période de négociation sur les investitures pour les législatives. Le feu vert émanant du RPR, dont certains dirigeants ont été longtemps partisans du statu quo, devrait également inciter des centristes à pousser la porte de l'UMP.

La suite des opérations dépendra, pour une part, de l'influence exercée par M. Bayrou au sein de son parti ; et, d'autre part, de la fermeté affichée par l'UMP lors de la délivrance des investitures. Si quelques centristes récalcitrants obtiennent de ne pas avoir à affronter un candidat UMP, il n'est pas sûr qu'ils soient assez nombreux pour constituer le *« pôle »* dont rêve M. Bayrou.

Jean-Baptiste de Montvalon

MÉDAILLE D'OR 2001
concours NF ameublement
DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MATELAS ● SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX
Garantie 5 et 10 ans
Et une gamme spéciale de literie pour dos sensibles.
CANAPÉS ● SALONS ● CLIC-CLAC
Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas
MOBECO
247, rue de Belleville - Paris 19ème
50, avenue d'Italie - Paris 13ème
01.42.08.71.00 - 7 j/7
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

Les présidents de région élus en 1998 grâce aux voix du FN refusent sa diabolisation

Pour M. Soisson, M. Chirac « va un peu trop loin »

CHARLES MILLON (DLC) en Rhône-Alpes, Charles Baur (ex-UDF) en Picardie, Jacques Blanc (DL) en Languedoc-Roussillon, Jean-Pierre Soisson (DL) en Bourgogne : ils avaient été élus présidents de région, le 20 mars 1998, grâce à l'appoint des voix du Front national. Seul M. Millon a dû quitter, depuis, la tête du conseil régional du Rhône, après l'annulation de son élection par le Conseil d'Etat, le 4 décembre 1998. Tous quatre se rangent aujourd'hui derrière la candidature de Jacques Chirac. Sollicités par *Le Monde*, ils livrent leur analyse sur la progression de l'extrême droite, dans la perspective du second tour de l'élection présidentielle et de la préparation des élections législatives.

Continuant de contester, pour ce qui les concerne, tout *« accord »* ou *« compromission »* avec l'extrême droite, ils semblent prendre leurs distances, à mots plus ou moins couverts, avec la tonalité de la campagne menée par le chef de l'Etat.

Indiquant qu'il se rendra uniquement *« par réalisme »* au meeting de Jacques Chirac, organisé jeudi soir à Lyon, M. Millon met en garde le président-candidat contre tout *« positionnement politique trouble »*. *« Il ne faut pas qu'il tombe dans le piège du front républicain, qui permettrait à la gauche de récupérer l'élection et de se renforcer pour les législatives »*, précise le député (non inscrit) de l'Ain. *« Les Français demandent une alternance franche. Et l'électorat de droite attend des réformes de droite »*, ajoute-t-il, en affirmant que l'extrême droite a progressé parce que *« la droite n'a pas assumé ses convictions »*.

« VOTE D'AVERTISSEMENT »

Interrogé sur l'attitude de M. Chirac vis-à-vis du FN, M. Soisson, président de la région Bourgogne, estime également que *« le président va un peu trop loin »*. Selon lui, *« une telle position pousse à des triangulaires »* aux législatives qui pourraient être *« mortelles pour l'opposition républicaine »*. Les suffrages recueillis par M. Le Pen correspondent, selon lui, *« davantage à un vote d'avertissement qu'à un vote d'adhésion »*.

« Il faut parler aux gens des vrais problèmes qui les intéressent », souligne M. Soisson, qui conseille aux candidats aux législatives d'*« ignorer »* le FN. L'ancien ministre – de Valéry Giscard d'Estaing et de François Mitterrand – a annoncé, mercredi 24 avril, son adhésion à l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) naissante.

« La ligne très claire choisie par Chirac ne me gêne en rien, affirme pour sa part M. Blanc, président de la région Languedoc-Roussillon, *mais il faut aussi savoir ce que signifie le vote des Français. » « Il ne faut pas confondre,* estime-t-il, *un rassemblement sur les valeurs avec tout ce qui pourrait s'apparenter à un front républicain. »* M. Blanc ajoute que, *« sans pour autant faire de concession sur les valeurs fondamentales, il ne sert à rien de diaboliser les électeurs »*, en notant que *« cette attitude aboutit souvent au résultat inverse de ce que l'on escomptait »*.

Président du conseil régional de Picardie, M. Baur se refuse, lui, à commenter l'attitude du chef de l'Etat. *« Chirac fait sa campagne comme il la sent »*, indique-t-il, se bornant à constater que *« tout le monde s'attendait à ce qu'il prononce ce genre de discours »*. Il insiste toutefois sur la nécessité de *« tenir compte de la protestation des extrêmes »*, notamment en matière d'insécurité. *« Lorsque les Français votaient pour les communistes, ils n'étaient pas pour l'instauration d'un régime stalinien »*, conclut-il.

Jean-Baptiste de Montvalon

En 1998, le FN vu par M. Rufenacht

Evoquant, en 1998, dans *Le Figaro*, le *« problème »* du Front national, l'actuel directeur de campagne de Jacques Chirac, le maire (RPR) du Havre Antoine Rufenacht, déclarait qu'il aurait fallu *« exiger des élus du FN qu'ils se désolidarisent publiquement et clairement des propos extrémistes et racistes tenus par leurs dirigeants »*. Après avoir renoncé à se représenter à la présidence du conseil régional de Haute-Normandie – où il avait été élu, en 1992, grâce à 8 voix d'extrême droite et 2 voix socialistes –, M. Rufenacht venait d'apporter sa voix à Dominique Chaboche, candidat du FN et proche lieutenant de Jean-Marie Le Pen. *« Le programme du FN peut paraître excessif sur plusieurs points,* expliquait-il au *Figaro, mais s'il respecte la Constitution et la règle démocratique, on ne peut pas le rejeter du débat. Quant aux électeurs, il ne s'agit pas de les diaboliser mais de leur faire comprendre que, en votant pour un parti qui s'exclut du jeu démocratique par des propos racistes, ils contribuent au blocage de la vie politique. Un grand nombre d'entre eux viennent d'ailleurs de nos propres rangs. »*

Appel de Daniel Cohn-Bendit, Bernard-Henri Lévy et André Glucksman à « voter Chirac »

***VOICI LE TEXTE** que plusieurs écrivains, philosophes et hommes politiques ont adressé, jeudi 25 avril, au* Monde :

« C'est sans état d'âme que chacun d'entre nous déposera le bulletin "Jacques Chirac" dans l'urne.

» 17 % de lepénistes au premier tour de la présidentielle : stupeur ! Honte pour chacun d'entre nous. Ce cauchemar révulse ceux pour qui la France est générosité.

» 17 % des suffrages correspondent à 12 % des inscrits. Le Pen n'a jamais séduit au-delà.

» 88 % des Français n'ont jamais voté pour lui.

» Retournons la claque : que 90 % votent Chirac !

» Osons un immense plébiscite pour la démocratie.

» Ainsi Le Pen serait ramené à ce qu'il est : peu de chose.

» Un tel raz de marée libérerait chacun des fascinations et des fantômes du passé. Mais aussi, pourquoi pas, des égoïsmes, des œillères, des appareils et des résignations qui pèsent sur notre pays.

» L'avenir de la France et de l'Europe appartient aux 90 % de non-lepénistes, qu'ils s'émancipent et qu'ils le fassent savoir. »

Les signataires de cet appel sont : *Daniel Cohn-Bendit (président du groupe des Verts au Parlement européen), Pierre Daix (écrivain), André Glucksman (philosophe), Romain Goupil (cinéaste), Bernard-Henri Lévy (philosophe), Olivier Rolin (écrivain), Daniel Rondeau (journaliste et écrivain).*

ILS ONT DIT

■ **Bruno Mégret** (président du MNR) : *« Je n'attends rien de Le Pen, qui n'a d'ailleurs fait aucun geste envers mes électeurs. »* (*Le Parisien*, 25 avril.)

■ **Bruno Gollnisch** (délégué général du FN) : *« Je prends le pari que, après l'expulsion sans faiblesse des délinquants étrangers, beaucoup de choses rentreront dans l'ordre. »* (*Le Figaro*, 25 avril.)

■ **Noël Mamère** (député Vert de la Gironde) : *« Les indignations de M. Chirac sont un peu tardives. Il fait partie de ceux qui ont contribué à banaliser les idées de Le Pen. »* (AFP, 24 avril.)

■ **Philippe Douste-Blazy** (président du groupe UDF à l'Assemblée nationale) : *« Le silence de Lionel Jospin est pour moi choquant. Il s'agit des valeurs de la République. Il faut faire barrage à l'extrême droite. »* (France 2, 25 avril.)

Jean Saint-Josse, président de CPNT

« Nous voulons faire barrage à l'extrême droite, comme tous les républicains »

Le candidat des chasseurs appelle à voter Jacques Chirac « pour répondre à un séisme »

Vous aviez dit que vous ne donneriez pas de consigne de vote au second tour. Pourquoi avez-vous néanmoins appelé à voter pour M. Chirac ?

Un second tour Chirac-Le Pen est le seul cas de figure que nous n'avions pas envisagé. Chasse, pêche, nature et traditions rassemble des gens de droite et de gauche, mais pas venant des extrêmes et nous n'en voulons pas. Nous avions donc annoncé que nous ne choisirions pas entre Chirac et Jospin.

Aujourd'hui, abasourdis devant le score du Front national, nous voulons faire barrage à l'extrême droite, comme tous les républicains. Si Jospin avait été face à Le Pen au second tour, j'aurais appelé à voter Jospin.

Le FN vous a pris des voix, notamment dans la Somme, où vous perdez près de 15 points par rapport aux européennes de 1999. Comment interprétez-vous ce résultat ?

Le Pen nous a effectivement pris des voix, mais il en a pris à tout le monde. Pourquoi dans la Somme, je ne le sais pas. Je constate simplement que le FN fait ses

MICHEL GANGNE/AFP

meilleurs scores dans des régions frontalières ou maritimes. En nombre de voix, nous avons progressé dans 60 départements, nous sommes stables dans 6 et nous baissons dans une trentaine. Par rapport à l'effondrement des uns et des autres, nous avons bien tenu.

Que répondez-vous à M. Le Pen, qui cherche ouvertement à attirer vos électeurs ?

Je ferai tout pour que son appel ne soit pas entendu et je prendrai mes responsabilités vis-à-vis du mouvement sur ce point. Nous avons un devoir et un honneur, et nous nous y tiendrons. Quand j'ai été élu conseiller régional en 1998, j'ai eu des propositions du FN. Je pouvais emporter la présidence de région. J'ai refusé. Je n'ai aucun lien avec M. Le Pen et je n'en veux pas.

Il y a quelques années, il avait créé un Cercle chasse, pêche et environnement qui avait pour objectif de semer la confusion avec CPNT. Nous l'avons attaqué devant les tribunaux. Il a perdu et a dû nous verser 400 000 francs de dommages et intérêts.

Quelle stratégie allez-vous adopter pour les législatives ?

Nous avons un comité exécutif et une assemblée générale le week-end prochain pour en décider.

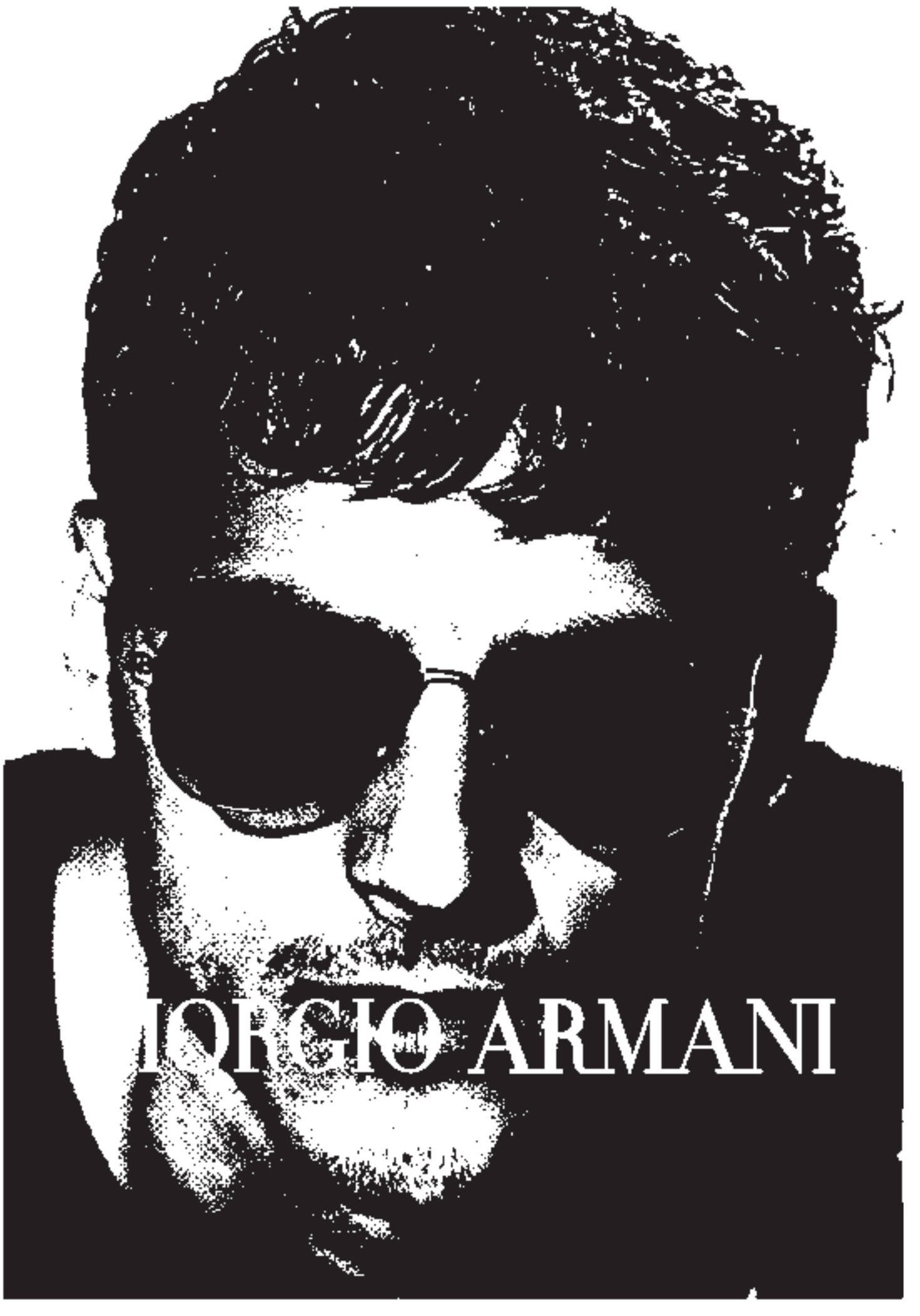
Que pensez-vous du fait que cette campagne ait été axée sur l'insécurité et le sera, selon toute vraisemblance, au second tour ?

Tout le monde en est responsable. Les politiques, qui ont perdu le contact avec le terrain et favorisé un sentiment d'abandon parmi les électeurs ; les sondeurs, qui se sont trompés de façon ahurissante ; la télévision qui, avec son catastrophisme permanent, n'a pas joué son rôle pédagogique. Il va bien falloir se poser collectivement la question mais je ne vois pas comment redresser la barre en moins de quinze jours. Ce qui me fait mal au ventre, c'est que beaucoup de ceux qui sont dans la rue aujourd'hui ne sont pas allés voter le 21 avril.

Si Jospin avait été face à Le Pen au second tour, j'aurais appelé à voter Jospin

Pour moi, le premier sursaut républicain est le bulletin de vote. C'est pour cela que je me bats pour la reconnaissance et la prise en compte du vote blanc. Mais pas pour le second tour : en l'occurrence, il faut voter contre Le Pen, pour répondre à un séisme.

Propos recueillis par Béatrice Gurrey



Attaques personnelles, injures : les périlleux face-à-face avec M. Le Pen

Depuis un premier débat sur RTL, en 1987, avec un premier secrétaire du PS nommé Lionel Jospin, le chef de l'extrême droite a fait peur à la plupart des hommes politiques. Ses affrontements avec André Lajoinie, Bernard Tapie, François Léotard, Lionel Stoléru et Noël Mamère ont souvent été virulents

FAUT-IL ou non débattre avec le président du Front national ? Régulièrement, la question se pose et il se trouve toujours des voix pour s'opposer à un tel débat. La dernière fois remonte au 4 février, durant la campagne du premier tour de l'élection présidentielle. Cherchant un adversaire à Jean-Marie Le Pen pour l'émission « Le Grand Débat RTL-*Le Monde* », les organisateurs s'étaient heurtés au refus d'Arlette Laguiller et de Robert Hue. Les raisons généralement invoquées sont d'ordre moral et politique, chacun craignant de participer à la banalisation du parti d'extrême droite.

L'expérience montre que l'exercice est souvent périlleux pour ceux qui acceptent le face-à-face avec M. Le Pen. Persiflages, insultes, coups de gueule ont souvent dominé ces débats. Rares sont ceux dont les téléspectateurs ne gardent pas un souvenir négatif. La confrontation organisée le 22 juin 1987 par RTL entre Lionel Jospin, alors premier secrétaire du PS, et le président du Front national, qui, à l'époque, disposait d'un groupe à l'Assemblée nationale, est de ceux-là. L'émission avait commencé dans une tension extrême : *« A 18 h 01, M. Le Pen, massif, est allé s'asseoir à la droite des deux animateurs (...). Deux minutes plus tard, M. Jospin, tendu, a rejoint sa place (...). Pendant dix longues minutes, les deux hommes ont soigneusement évité de croiser leurs regards. L'atmosphère pesait une tonne au mètre carré ! »*, raconte *Le Monde* du 24 juin.

A l'ouverture de l'antenne, M. Le Pen avait saisi deux disques qu'il avait disposés devant lui pour les offrir à M. Jospin. L'un était consacré à François Mitterrand, l'autre à Léon Blum. *« C'est le seul cadeau que je vous ferai »*, lança-t-il. *« M. Le Pen aurait pu apporter d'autres disques, car il en a édité d'autres, par exemple des chants nazis »*, répliquait M. Jospin, calme mais ferme, à la tentative de déstabilisation de son adversaire.

COMBAT PUGILISTIQUE

L'émission ne fut pas dépourvue d'invectives : M. Jospin a traité M. Le Pen de *« milliardaire »* et M. Le Pen a qualifié M. Jospin d'*« énarque »*. La tonalité générale a cependant échappé aux pugilats habituels. Les hommes ont essayé de démonter le programme de l'adversaire. Un terrain sur lequel Lionel Jospin a pris l'avantage, en décortiquant notamment le programme social et économique de M. Le Pen.

Tout différent a été le face-à-face avec André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle de 1988. L'émission a eu lieu le 21 septembre 1987. Comme des boxeurs avant un match, chacun avait invectivé l'autre avant l'affrontement. M. Le Pen promettait de *« démasquer »* M. Lajoinie et ce dernier annonçait un *« combat pugilistique »*.

D'entrée de jeu, M. Lajoinie a brandi des disques de chants SS et de l'armée allemande commercialisés par la SERP, la maison d'édition de Jean-Marie Le Pen et montré des photos sur des camps de concentration. M. Le Pen a sorti, lui, une carte des divisions blindées en Allemagne de l'Est, *« une autre censée représenter l'implantation des goulags et une photo, aussi atroce que l'autre, relative à la technique du pneu enflammé, employée, selon lui, par l'ANC contre ses opposants en Afrique du Sud »*, relate *Le Monde* du 23 septembre 1987. Et M. Lajoinie d'accuser M. Le Pen d'*« être un complice du parti nazi »*. Et M. Le Pen de répondre, en traitant le député communiste de *« représentant d'un mouvement totalitaire qui pataugé dans le sang depuis soixante-dix ans »*.

Le débat, qui n'est jamais sorti de cet affrontement, s'est terminé sur ces mots : *« Si vous signez pour Le Pen, vous allez insulter les victimes du nazisme »* (Lajoinie) ; *« Marchais ne figure que sur les feuilles de paie de Messerschmitt à Augsbourg »* (Le Pen).

Plus spectaculaire aura été le bref débat entre Lionel Stoléru, alors secrétaire d'Etat au Plan, et Jean-Marie Le Pen, le 5 décembre 1989, au cours du journal télévisé de 13 heures sur la Cinq. *« Je crois à l'exigence d'un loyalisme des nouveaux Français. Est-il exact que vous avez la double nationalité ? »*, avait demandé le chef de l'extrême droite. *« Je suis Français »*, a répondu M. Stoléru. A quoi M. Le Pen a répliqué : *« J'aime mieux ça parce que j'aurais été un peu gêné si j'avais su que vous aviez une autre nationalité. Vous êtes un ministre français. » « Etre juif, ce n'est pas une nationalité »*, a répondu M. Stoléru.

Suite à ces déclarations de M. Le Pen, aucun homme politique n'a voulu débattre avec lui lors d'une émission programmée par TF1, le 8 décembre 1989. Tous sauf Bernard Tapie, alors député des Bouches-du-Rhône. Le face-à-face avait débuté par une bordée d'injures : *« Hâbleur ! »*, *« Matamore ! »*, *« Macho ! »*, *« Pitre ! »*, *« Grande gueule ! »*... La confrontation fut généralement portée au crédit de M. Tapie. *« En se servant des mêmes effets médiatiques que lui, le député de Marseille (...) sans tomber dans la démagogie, puisqu'il affirma haut et fort la nécessité de stopper l'immigration et de refouler les clandestins, prouva que les arguments de bon sens, présentés de façon claire et imagée, pouvaient transformer le verbe d'un tribun renommé en vulgaire langue de bois »*, concluait *Le Monde* des 10-11 décembre 1989.

Les mêmes se retrouvèrent le 1er juin 1994, sur le plateau de France 2. La tonalité fut différente. Le présentateur, Paul Amar, avait apporté deux paires de gants de boxe, ce qui désarçonna quelque peu les deux hommes – et suscita de nombreuses critiques contre le journaliste.

Entretemps, M. Le Pen avait eu l'occasion d'un nouveau coup d'éclat, qui avait provoqué le départ des invités d'une émission, le 16 septembre 1992, sur TF1. Parmi les invités figuraient Simone Veil (UDF), Alain Krivine (LCR), Dominique Voynet (Verts), Charles Fiterman (reconstructeur communiste), pour débattre du traité de Maastricht. M. Le Pen, qui avait commencé l'émission en déclarant qu'il *« ne tirait pas sur les ambulances »*, avait affirmé que l'opération de la prostate de François Mitterrand avait *« été programmée dans le cadre de la campagne »* pour le référendum. La réflexion avait provoqué un tollé.

M. Le Pen a plusieurs fois attaqué ses adversaires sur leur santé. François Léotard (UDF-PR) en fit les frais le 26 février 1998, lors de l'émission « Mots croisés » sur France 2. *« On se demande ce que vous auriez à dire s'il n'y avait pas d'immigrés »*, lançait-il au leader du FN. Réponse de l'intéressé : *« Je dirais beaucoup de choses, j'étais député avant vous. » « Oui, c'est vrai : en 1956, sous la IVe République »*, répliquait M. Léotard. M. Le Pen concluait : *« Vous savez, on n'a que l'âge de ses artères. Il me semble que les miennes se portent mieux que les vôtres »* – allusion à la grave opération du cœur que M. Léotard venait de subir.

L'affrontement entre Noël Mamère et Jean-Marie Le Pen, le 4 février sur RTL, fut donc le dernier de la série. L'exercice a montré, une nouvelle fois, qu'un débat était difficile lorsque les interlocuteurs ont deux visions du monde aussi diamétralement opposées. Cette fois, Jean-Marie Le Pen avait décidé de revêtir les habits d'un politicien assagi par les ans : il s'est abstenu, ce jour-là, de toute saillie. Il ne s'est pas pour autant privé de toutes les ficelles dont il dispose pour déstabiliser son adversaire : la référence au privé pour établir une complicité, comme les jeux de mots pour attirer les rieurs.

Christiane Chombeau

« Je n'en peux plus d'être poli, moi ! »

Pendant la campagne du premier tour de l'élection présidentielle, hors campagne officielle, Jean-Marie Le Pen est resté discret. Très peu d'apparitions à la télévision, peu d'interventions sur les radios. Une seule confrontation l'a opposé à l'un de ses adversaires politiques : c'était Noël Mamère, le 4 février, au « Grand Débat RTL-*"Le Monde"* ». Au cours de l'émission, le président du Front national a suivi à la lettre la stratégie de communication qu'il a nouvellement adoptée (*Le Monde* du 6 février) : courtoisie, mesure, patience et repentance si besoin est : telles sont les règles qu'il a fait siennes lors de ses apparitions publiques. Pour ce faire, il doit brider son tempérament : en cours d'émission, hors micro, en s'adressant à l'un des journalistes qui animaient le débat, il lâche ce jour-là : *« Faites quelque chose. Dites à Mamère de s'arrêter. Je ne peux plus tenir. Je n'en peux plus d'être poli, moi ! »* Avant de reprendre la parole, quelques secondes plus tard, sans s'emporter. Le débat, vif, s'est achevé sans incident.

Le président du FN inquiet de son temps d'antenne

Le président du Front national, et candidat au second tour de la présidentielle, a exprimé devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), mercredi 24 avril, ses inquiétudes sur la façon dont l'instance de contrôle entendait décompter le temps d'antenne de Jacques Chirac et de lui-même lors de la campagne du second tour. L'instance de contrôle a expliqué que, conformément à sa résolution sur le sujet (*Le Monde* du 24 avril), elle inscrirait sur le compte des deux candidats tout *« propos explicite de soutien »* émis par des personnalités politiques ou de la société civile, mais qu'elle n'y inclurait pas les *« analyses politiques »* n'appelant pas à voter pour M. Chirac ou M. Le Pen.

Interrogé aussi par Jean-Marie Le Pen sur la *« partialité »* des propos de certains éditorialistes et journalistes, en particulier sur les chaînes de télévision et les radios du service public, le CSA a répondu qu'il *« respectait la liberté éditoriale »* des médias.

JEAN-PIERRE MULLER/AFP

8 DÉCEMBRE 1989 Bernard Tapie, alors député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône, affronte Jean-Marie Le Pen sur TF1, lors d'un débat portant sur l'immigration.

PHILIPPE WOJAZER/REUTERS

9 JUIN 1994. Bernard Kouchner, candidat sur la liste ERE (radicaux et écologistes) aux élections européennes, dialogue avec le chef du Front national avant leur débat télévisé.

FRANÇOIS GUILLOT/AFP

4 FÉVRIER 2002 Noël Mamère, le candidat des Verts, et M. Le Pen s'apprêtent à participer au Grand Débat RTL-« Le Monde » dans les studios de la station à Paris.

« Son truc, c'est de vous amener sur le terrain de l'invective »

MM. Mamère, Tapie et Kouchner reviennent sur les débats, souvent houleux, qu'ils ont eus avec le président du FN

***« LE PEN**, son truc, c'est de vous attirer sur son terrain, qui est celui de l'invective, de la démagogie. »* Pour avoir affronté à deux reprises le président du Front national en débat télévisé, Bernard Tapie parle en connaisseur. A l'époque, pour préparer les émissions, il dit avoir visionné attentivement les cassettes des prises de parole de Jean-Marie Le Pen, seul ou interrogé par des journalistes. *« Si vous ne vous laissez pas entraîner sur son terrain – mais c'est difficile —, on peut vous accuser de ne pas jouer le jeu du débat »*, explique l'ancien ministre de François Mitterrand.

« Il faut éviter la querelle directe, l'affrontement, c'est un art de l'esquive qui impose de se maintenir à un autre niveau », conseille-t-il encore. A l'en croire, mieux vaut être inattaquable sur tous les plans, car M. Le Pen *« a toujours préparé des cartouches et ne recule devant rien »*.

Alors que Jacques Chirac a refusé, mardi 23 avril, de débattre avec le président du Front national, M. Tapie estime que *« le mieux est en effet de ne pas débattre »*. *« Chirac n'en a pas les moyens »*, ajoute-t-il.

Noël Mamère, lui, a toujours considéré qu'il est du devoir des hommes politiques d'affronter le président du FN. *« La matrice du discours sécuritaire est chez lui. C'est précisément pour cela qu'il faut montrer son imposture et prouver qu'il y a une alternative crédible et démocratique »*, déclarait le candidat des Verts dans nos colonnes (*Le Monde* du 4 février). Aujourd'hui encore, il considère qu'il est *« trop tard pour que Chirac refuse de débattre, après avoir alimenté le discours sécuritaire »*. Le risque, estime le député de Gironde, en évitant le débat, est de renforcer dans leur conviction les électeurs du FN.

« NE PAS L'INSULTER »

M. Mamère, qui avait consulté M. Tapie avant son débat en face à face sur RTL avec M. Le Pen, le 4 février, ainsi que de nombreux experts, juge que le plus grand piège réside dans la *« nouvelle façade policée »* du candidat du FN : *« Son programme n'a pas changé,* dit-il, *c'est cela qu'il faut montrer, là-dessus qu'il faut l'attaquer. »*

Au moment des élections régionales en 1998, M. Mamère se rappelle avoir réussi à déstabiliser le président du FN, lors d'une émission télévisée : *« Il était à côté de moi en coulisses et j'ai vu sur son dossier toutes les attaques qu'il avait préparées. Je les lui ai balancées d'entrée de jeu, avant d'égrener toutes les affaires dans lesquelles les collaborateurs du FN étaient impliqués »*, raconte-t-il.

Très sévère avec M. Chirac, auquel il reproche de porter une lourde responsabilité dans la montée de l'extrême droite en ayant *« surexploité »* le thème de l'insécurité – *« Moi qui connais des pays de violence, la situation de la France ça n'a rien à voir »* —, Bernard Kouchner juge toutefois que le président-candidat a eu raison de refuser le traditionnel débat télévisé de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle avec M. Le Pen. *« Ça aurait été un déballage d'accusations, un marché aux calomnies »*, observe-t-il. *« Je n'ai jamais accepté un débat en face à face avec Le Pen*, raconte le ministre délégué à la santé, *mais je me suis retrouvé trois fois avec lui sur un plateau de télévision. Une autre fois, on a débattu en direct mais à distance. Il était question de toxicomanie et je l'ai insulté. C'était une grosse erreur. Le Pen, il ne faut pas l'insulter, ni le sous-estimer. C'est un homme cultivé capable de grande bassesse. Il est d'une grande habileté et d'une perversité terrible. »*

M. Kouchner, en visite à New York, mercredi 24 avril, dit avoir été impressionné par la place que la presse américaine, d'ordinaire beaucoup plus discrète sur la France, a accordée, à travers ses « unes » et ses commentaires, aux résultats du premier tour. *« Le Pen est un homme qui fait honte à la France »*, conclut-il.

Béatrice Gurrey et Michel Noblecourt

Comment le discours de M. Le Pen renvoie à une France mythique, guettée par la « décadence »

Plusieurs chercheurs ont analysé les mots utilisés par le président du Front national. Ils relèvent que les phrases antisémites ont disparu, laissant place à des référents républicains dévoyés

DEPUIS le début des années 1980, le Front national suscite la curiosité d'un nombre considérable de chercheurs en sciences politiques. En vingt ans, les débats qui ont jalonné la recherche ont été eux aussi nombreux. Les spécialistes d'analyse électorale se sont par exemple divisés entre tenants de la thèse du *« gaucho-le pénisme »* qui veut que les suffrages populaires se soient reportés sur le parti frontiste pour des raisons essentiellement protestataire, et ceux qui, comme Pierre Martin, chercheur à l'Institut d'études politiques de Grenoble, soutiennent que la montée du FN révèle un vrai basculement idéologique à droite des mêmes milieux populaires.

Pour la plupart de ces spécialistes, comprendre le FN, c'est aussi contribuer à le combattre. Le sociologue Pierre-André Taguieff et la démographe Michèle Tribalat, auteurs d'un *Face au Front national. Arguments pour une contre-offensive* (La Découverte, 1998), jugent que pour livrer ce combat, il convient de briser le tabou qui refuse a priori toute *« discussion »* des thèses du FN.

Stéphane Wahnich, directeur de l'institut d'études et de sondages SCP Communication, coauteur avec Maryse Souchard, Isabelle Cuminal et Virginie Wathier d'un *Le Pen, les mots. Analyse d'un discours d'extrême droite* (Le Monde éditions, 1997) juge erronée cette tactique de réponse concrète et point par point à la *« pseudo-science »* du FN : *« L'électeur de Le Pen cherche à travers lui une représentation sociale et non pas des idées. Il s'agit d'un électorat qui se vit comme rejeté de la France de la croissance et d'Internet et que le PS a laissé de côté. Il est en quête de représentation symbolique et non d'arguments rationnels »,* affirme-t-il.

M. Wahnich et les autres auteurs du livre entendaient mettre le mystère Le Pen en pleine lumière à travers les mots et non les idées. Pour ce faire, il ont constitué un *corpus* à partir des textes et des discours du président du FN (310 références) prononcés entre 1983 et 1996. Cinquante allocutions – soit 1 200 pages – ont été traitées informatiquement grâce à un logiciel d'analyse lexicale (*Le Monde* du 14 novembre 1997).

Ce qui en ressort, derrière les écrans et les camouflages, c'est une conception naturaliste voire biologique de la société, où la filiation compte plus que la compétence (c'est le fameux thème de la *« préférence nationale »* à l'embauche), où les termes, comme *« mort »*, les expressions connotant la violence sociale et la décadence, sont omniprésents (*« Je ne veux pas que la France meure »*, répétait M. Le Pen, lundi 22 avril, sur France 2) ; où le complot et les *« lobbies »* sont une source permanente d'anxiété.

L'analyse lexicale révèle également que les ennemis désignés directement ou indirectement sont, en ordre décroissant : les juifs, les Arabes et les musulmans et les francs-maçons. L'opportunisme idéologique de M. Le Pen ne l'empêche pas d'adresser des messages à peine cryptés en direction du noyau dur de son électorat d'extrême droite.

Ainsi lors de son passage à France 2, lundi 23 avril, a-t-il lancé que *« les grosses fortunes ont quitté la France depuis longtemps »*, formule rappelant un leitmotiv de l'extrême droite d'avant-guerre – la *« fortune anonyme et vagabonde »* – et à montrer à mots couverts son ancrage politique dans cette tradition.

Aujourd'hui, *« la seule chose qui a changé, c'est l'abandon des petites phrases antisémites »*, remarque M. Wahnich, et la multiplication des attaques contre Jacques Chirac. Les signaux se sont quand même diversifiés pour mieux *« coller »* à un électorat déboussolé par la modernité. D'où ces expressions qui renvoient à une France mythique où *« les maîtres »* apprennent l'*« arithmétique »*, une France des métiers traditionnels ou des industries en perte de vitesse, celle des *« métallos »* ou des *« mineurs »* de son appel du dimanche 21 avril.

A mesure que l'éventualité du pouvoir se rapproche, certains référents se font plus républicains, dans un registre toutefois guerrier. Ainsi, toujours sur France 2, la figure de Clemenceau a-t-elle fait son apparition. Le *« Tigre »* de 14-18 le *« Père la Victoire »* bien sûr. Pas le journaliste politique qui, pendant l'affaire Dreyfus, avait trouvé pour Zola le titre de son *« J'accuse... ! »*.

Nicolas Weill

En Alsace, les militants mégrétistes se mettent au service du candidat FN

STRASBOURG
de notre correspondant

L'Alsace inventera-t-elle l'extrême droite plurielle ? Quand Stéphane Bourhis, secrétaire départemental du MNR, a quitté le bureau de vote de la mairie de Hœnheim (Bas-Rhin), dimanche soir, les chiffres qu'il avait en poche n'avaient pas de quoi le réjouir : Bruno Mégret avait obtenu 4,75 % des suffrages, à peine plus que sa moyenne régionale, et Jean-Marie Le Pen 21,77 %. Et là, sur le perron de la mairie, *« il y avait un groupe de personnes qui m'a applaudi*, raconte-t-il. *Ils m'ont dit : "Vous avez fait un super-score !" J'ai rétorqué : "Vous savez bien que je suis pour Mégret." Et eux : "Mais c'est la même chose !" »*.

REPORTAGE

« Qu'ils n'essayent pas de nous voler notre victoire »

RÉGIS HANS, RESPONSABLE FN

Il se rend ensuite à un dîner avec un autre dissident du FN, Robert Spieler, président du Mouvement régionaliste d'Alsace (MRA). *« On a décidé d'aller à la préfecture. Et là, les radios et les télévisions nous ont sauté dessus ! »* Etonnant paradoxe : à Strasbourg, alors que s'accumulaient les résultats mettant M. Le Pen en tête presque partout, le FN « orthodoxe » était absent, et ce sont les « schismatiques » qui occupaient les antennes.

A Mulhouse, en revanche, où le candidat frontiste prenait la première place, le couple Binder assurait la présence : lui, Patrick, est le seul conseiller régional d'Alsace à avoir encore sa carte du FN ; elle, Martine, est secrétaire du parti dans le Haut-Rhin. De fait, le FN alsacien, aux scores élevés depuis plus de quinze ans, est riche d'électeurs, mais pauvre en cadres et quasiment dépourvu d'élus. Une situation qui découle des crises locales ou nationales qui l'ont plusieurs fois décapité.

L'actuel secrétaire bas-rhinois, Régis Hans, annonce *« un fichier de 7 000 personnes : certaines sont parties, d'autres se sont éloignées, mais je vous assure qu'il y a encore du monde et je ne vous donnerai pas le chiffre ! »*. Mais le parti vit plutôt chichement. *« Les élus ont préféré verser leurs contributions au MNR, nous n'avons donc pas les moyens de louer un siège »*, dit-il.

Le MNR peut aligner *« six conseillers régionaux, plusieurs élus municipaux, plusieurs équipes de militants, la sympathie de nombreux maires et un bon fichier d'adhérents »*, affirme M. Bourhis. Le parti n'a pas de locaux ? *« A quoi bon dépenser de l'argent bêtement ?*, répond-il. *Mon bureau, c'est Internet, ma voiture, mon téléphone mobile, et le terrain. »* Dimanche soir, il avait formulé son offre : *« Je mets mes militants à la disposition de M. Le Pen pour le second tour. »*

La réponse de M. Hans est nette : *« Non ! Qu'ils n'essayent pas de nous voler notre victoire. »* Assortie d'une petite ouverture : *« Chacun peut adhérer au FN. Mais les dirigeants qui ont mené la sédition, pas question ! »* M. Spieler, lui aussi, estime avoir des atouts à faire valoir. *« Le MRA a trois élus à la région, une dizaine de maires, un fichier de 2 500 personnes, pèse 6 %-7 % aux régionales, presque 10 % à Strasbourg »*, dit-il. Défenseur de l'identité régionale, alors même qu'il était député FN (1986-1988), il reconnaît être *« en désaccord avec Le Pen sur l'Europe et les régions »*. Mais *« dans la hiérarchie des périls, les plus urgents sont la déferlante de l'immigration non européenne, la menace islamiste sur l'Europe, l'insécurité de tous les jours ! »*.

RETROUVAILLES

MM. Bourhis et Spieler envisagent par exemple la création d'un *« groupe technique »* pour coordonner leur action au conseil régional. Ce qui fait sourire M. Hans : *« Le MNR n'a pas d'élus au conseil régional. Ce sont les nôtres qui ont été débauchés. Et, aux prochaines élections régionales, ils n'en auront peut-être plus... » « L'union fait la force, la désunion laisse tout le monde sur le carreau »*, plaide pourtant Jean-Louis Wehr.

Depuis la petite commune où il s'est retiré au nord de Strasbourg, l'ex-élu strasbourgeois du FN se présente, à près de 80 ans, comme le *« leader spirituel en Alsace »*. *« Aux dernières municipales à Strasbourg, Robert Spieler était sûr de dépasser les 10 %, et il s'est trompé. Moi aussi. Conclusion : 17 % de l'électorat strasbourgeois n'est pas représenté au conseil... »*

La leçon de cet échec a porté. Dès l'été, un *« café philosophique »* a permis des retrouvailles. En novembre 2001 a eu lieu la première réunion publique d'une nouvelle association, Défendons notre identité. Ses parrains : Jean-Louis Wehr (FN), Stéphane Bourhis (MNR) Robert Spieler (MRA) et Anne Kling, membre du mouvement de Charles Millon. Et, ce lundi 22 avril, c'est à l'en-tête de « Défendons notre identité » que partait un appel à voter Le Pen au second tour. Dans la foulée, l'association promettait d'*« œuvrer à la présentation de candidats enracinés aux élections législatives »*.

Il en faudrait plus pour amadouer M. Hans. *« Nous n'aurons aucun problème à trouver un candidat dans chaque circonscription. Nous les avons déjà. »* Seule concession, il est *« possible que le Front ne présente pas de candidat dans la circonscription où ira Robert Spieler »*. En clair, Strasbourg-2, où le député sortant, Marc Reymann (UDF), est déjà contesté par le conseiller général Jean-Philippe Maurer (UDF), et où est annoncé l'ancien maire de Strasbourg Roland Ries (PS). Quant à M. Bourhis, *« avec qui je suis courtois, comme il l'est avec moi, s'il voulait revenir, je le signalerais à Paris, qui voudrait sûrement l'entendre »*, assure M. Hans.

Jacques Fortier

Le succès de M. Le Pen ébranle le parti de M. Mégret

L'appel du président du MNR à voter pour le candidat du FN est critiqué par certains responsables

JAMAIS le président du Mouvement national républicain (MNR), Bruno Mégret, et ses proches n'auraient imaginé un tel scénario : Jean-Marie Le Pen affrontant Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle. L'événement a provoqué des remous au sein du parti né d'une scission du Front national en janvier 1999. Lui qui misait sur la disparition politique du leader de l'extrême droite pour émerger et en devenir le chef a réalisé, dimanche soir, qu'il lui faudrait s'armer de patience.

La déclaration de M. Mégret, prononcée dès 20 h 30, a ajouté à la confusion. Si celui-ci s'est *« félicité des scores spectaculaires de la droite nationale »*, il a appelé les électeurs *« à se mobiliser dès maintenant autour de la candidature de Le Pen pour le second tour »*. Une précipitation qui en a satisfait certains, au sein du MNR, mais qui en a perturbé d'autres, sceptiques devant la tactique du président de leur mouvement.

JEAN-PAUL PELISSIER/REUTERS

La déclaration de Bruno Mégret, – ici, votant le 21 avril, à Marseille – qui a appelé, dès le soir du premier tour, « à se mobiliser autour de la candidature de Le Pen » a jeté le trouble au sein de son parti, le MNR.

« Depuis trois ans, on s'insulte et, du jour au lendemain, on nous dit : on efface tout, critique Philippe Adam, membre du conseil national. *Certains veulent même que l'on distribue des tracts pour Le Pen. Je ne sais pas faire cela. J'ai mon amour-propre. J'aurais préféré que Mégret attende et demande notre avis. Moi, je suis pour une alliance avec toutes les droites, une stratégie à l'italienne, ça c'est pas Le Pen. »* M. Adam a d'ailleurs décidé, pour les élections législatives, de se présenter sous l'étiquette « divers droite », soutenu par le MNR.

A cette grogne, s'ajoutent des interrogations sur la campagne de M. Mégret. *« Techniquement, il a fait une bonne campagne, mais politiquement, celle de Le Pen a été meilleure »*, constate un membre du conseil national, qui préfère garder l'anonymat. *« Le positionnement de Mégret était trop droitier, mais il n'avait pas le charisme pour faire du populaire. En même temps, il touche un électorat qui ne voulait pas voter Le Pen »*, ajoute-t-il.

Le bateau MNR tangue. Son capitaine aura du mal à maintenir la barre lors du conseil national qui a été programmé de longue date pour le samedi 27 avril. Jean-Yves Le Gallou, secrétaire général du parti, justifie la déclaration de son chef. *« Il fallait faire une déclaration nette, carrée et rapide pour qu'elle ait de l'allure. » « Ce que nous souhaitons, c'est transformer ce courant lors des élections législatives. Et nous sommes bien placés dans plusieurs circonscriptions »*, estime M. Le Gallou. Il s'attend, cependant, à des défections dans les rangs du MNR. *« Les gens préfèrent les restaurants pleins aux restaurants vides »*, constate, amèrement, M. Adam.

Ch. Ch.

Noël Mamère, député Vert de la Gironde

« Il faut que la gauche sorte de son autisme »

Il veut ouvrir un nouvel espace de débat

La gauche est-elle en mesure de tirer toutes les leçons du premier tour ?

Il est trop tôt pour le dire. La gauche est menacée par un réflexe d'auto-défense et veut protéger des fiefs qui n'en sont plus. Quant à la gauche plurielle, si elle a été enterrée en direct dimanche soir, son arrêt de mort a été signé le jour où Lionel Jospin a décidé d'inverser le calendrier. En surdéterminant le rôle du chef de l'Etat par rapport au Parlement, il a cassé l'outil qu'il avait lui-même inventé. Aujourd'hui, il y a un sursaut salutaire de la jeunesse – dont 40 % n'est pas allé voter – et qui s'est réveillée avec effroi en constatant que Le Pen était dans son lit. Il faut que la gauche entende ce soulèvement et, plus généralement, sorte d'une forme d'autisme vis-à-vis de la société, dont elle n'a pas mesuré le sentiment de précarité. Je ne suis pas convaincu que le PS soit capable d'entendre cette exigence démocratique, parce qu'il est sonné et qu'il veut rester au centre d'un dispositif dont il n'est plus le maître. François Hollande a le choix entre faire du PS un parti de boutiquiers – et il perdra –, ou procéder à un *aggiornamento*. Ce sera dur, il y aura des sacrifiés, mais il doit en passer par là s'il veut que son parti reste l'un des acteurs principaux d'une gauche qui reste à reconstruire.

Vous assurez que les Verts peuvent être le nouveau « moteur » de la gauche. Est-ce réaliste avec votre score de 5,31 % ?

Nous sommes les seuls à avoir fait une campagne qui a refusé d'entrer dans la spirale du tout sécuritaire. Les seuls dans la gauche gouvernementale à faire de réelles propositions dans le domaine social et sociétal. Quand on regarde le champ de ruines, parmi les partis de gouvernement, nous sommes ceux qui ont la plus grande légitimité à jouer un rôle de charnière entre la gauche politique et la gauche sociale, entre la gauche de témoignage et la gauche de responsabilité. Le chantier ne peut s'arrêter là, avec ce qui s'est passé le 21 avril. Le désaveu n'est pas seulement celui de la gauche, c'est aussi celui de la droite, qui a perdu 4,5 millions de voix. C'est une crise du modèle démocratique français. Cela pose la question de la représentation, des institutions, de la validité de la Constitution.

Avec qui et sur quelles bases voulez-vous refonder la gauche ?

Il ne faut pas se contenter d'en discuter avec les partis de gouvernement. Les Français n'accepteraient pas un bricolage de circonstance pour sauver les meubles. Il faut ouvrir un espace de débat et de confrontation avec l'ensemble des acteurs, qui peut aller d'Attac à Act-Up en passant par les organisations de lycéens et de jeunesse, la Confédération paysanne, la Ligue des droits de l'Homme, le MRAP, le DAL, bref tous ceux chez lesquels souffle l'esprit de Seattle et de Millau. La gauche n'a pas su prendre la mesure des effets dévastateurs de la mondialisation libérale, alors qu'elle avait envoyé une légion de notables à Porto Alegre. Ce forum, qui pourrait s'intituler *« Nous sommes la gauche »*, devrait pouvoir déboucher sur un contrat passé avec les Français sur des objectifs et des engagements qui ne seront pas uniquement ceux des partis.

AFP

« Les Français n'accepteraient pas un bricolage de circonstance pour sauver les meubles »
NOËL MAMÈRE

Vous ne citez pas la LCR...

Si je ne cite pas la LCR, avec laquelle il faut avoir des contacts, c'est que je trouve ambiguë sa position sur le second tour. On ne peut pas se contenter de dire qu'*« il faut barrer la route à Le Pen »*. Ce second tour doit servir à casser la dynamique Le Pen, on ne doit laisser aucun espace au vote blanc et à l'abstention. Il faut voter Chirac.

Peut-on parler à la fois avec le PS, le PCF, une partie de l'extrême gauche et le mouvement social ?

Oui, bien sûr, à condition que chacun, à commencer par l'extrême gauche, accepte de prendre le risque de la responsabilité. Cette question, c'est d'ailleurs davantage au PCF qu'il faut la poser. Quant aux syndicats, ils ont tous accepté, sauf Force ouvrière, la proposition d'un 1er mai pour la défense de la démocratie.

Propos recueillis par Béatrice Gurrey

Au dernier conseil des ministres, hommages à M. Jospin

Mercredi 24 avril, journée d'adieux pour le chef du gouvernement, qui a échangé des remerciements avec M. Chirac. Ségolène Royal lui a demandé, jeudi, de « prendre ses responsabilités » avant le vote du second tour

SUR SON AGENDA de candidat, Lionel Jospin avait prévu, mercredi 24 avril, un meeting à Lyon. Le suffrage universel en a décidé autrement. Le candidat a dû reprendre, dimanche soir, ses habits de premier ministre et la journée de mercredi s'est résumée à des cérémonies d'adieux. Le premier acte, le matin, s'est déroulé à l'Elysée, où se tenait le dernier conseil des ministres avant la démission, annoncée pour le 6 mai, du chef du gouvernement.

Après le tête-à-tête rituel avec le chef de l'Etat, sur lequel rien n'a filtré, le conseil est vite expédié : des décrets, des nominations, dont celle d'Alain Christnacht, conseiller pour les affaires intérieures, et notamment pour la Corse, de M. Jospin, comme conseiller d'Etat en service ordinaire, une communication d'Hubert Védrine sur la politique internationale, la routine.

Jacques Chirac lit quelques mots : *« Chacun dans nos fonctions, nous nous sommes efforcés d'assurer le bon fonctionnement des institutions au service de la France. Nous avons ainsi accompli le devoir républicain que les Français nous avaient assigné. »* M. Jospin remercie ensuite ses ministres pour *« le travail accompli pendant cinq ans »*, en notant que *« ce gouvernement d'une durée exceptionnelle en France avait bien servi notre pays »*. Le premier ministre remercie aussi M. Chirac *« pour la façon courtoise et simple avec laquelle il a présidé »* le conseil des ministres. Adressant *« ses salutations républicaines »*, le président de la République a serré la main de chaque ministre. *« Il nous a dit au revoir mais il ne nous a pas dit merci »*, a commenté Laurent Fabius.

Tous les membres du gouvernement se sont ensuite retrouvés pour le deuxième acte à Matignon, pour un ultime déjeuner de ministres. *« C'était un déjeuner schizophrénique, avec une part de bonne humeur et un sentiment de rage »*, raconte un participant.

Assurant ne pas éprouver d'*« amertume »*, M. Jospin est revenu sur le premier tour de l'élection présidentielle en parlant d'*« anomalie »*. Il n'a pas évoqué les raisons de son échec, a redit, dans les mêmes termes que lundi devant le PS, pourquoi il se retirait, précisant qu'il ne s'exprimerait pas sur le second tour. Il s'est dit très heureux d'avoir travaillé cinq ans, parlant de *« bonheur »*, de *« plaisir et d'accomplissement personnel »*. *« J'aurais pu inviter tous ceux qui depuis le début ont participé au gouvernement »*, a-t-il observé, ajoutant à l'intention de Jean-Pierre Chevènement *: « Il y en a juste un que j'aurais eu du mal à inviter... »*

M. Jospin a noté que beaucoup de ministres pouvaient, compte tenu de leur âge, espérer revenir aux affaires. *« J'ai une dernière chose à vous demander comme chef du gouvernement, c'est de ne pas aller aux manifestations du 1er mai car ce n'est pas votre rôle comme ministres »*, a-t-il ajouté, réfrigérant son auditoire, tout en approuvant la position *« juste »* de François Hollande sur la mobilisation contre l'extrême droite.

PATRICK ARTINIAN/CONTACT PRESS IMAGE

24 avril. Dernier conseil des ministres du gouvernement de Lionel Jospin. Ils sont sortis comme ils étaient entrés cinq ans auparavant, tous groupés derrière le premier ministre.

Catherine Tasca le remercie *« au nom des femmes »* et dit son *« trouble »* sur son départ. M. Fabius veut alors s'exprimer. *« Vous n'allez pas tous intervenir ! Epargnez-moi ! »*, s'exclame M. Jospin, se disant résigné *« à la parité, une femme, un homme »*.

Le ministre de l'économie remercie M. Jospin pour *« l'ambiance »* qu'il a su créer, relevant que ses *« prédécesseurs n'ont pas réussi à en faire autant »*. *« Nous reviendrons ! »*, conclut-il.

Jean-Claude Gayssot demande la parole au nom de la *« gauche plurielle »* : *« Lionel, tu es vraiment un cas. Tu nous as respectés chacun. Tu nous as fait travailler ensemble sans qu'on se dispute. Tu es le seul premier ministre à avoir dit que tu étais fier d'avoir des ministres communistes. Moi, je suis fier d'avoir appartenu à ton gouvernement. Et je veux te dire avec mon cœur que je ne comprends pas ta décision de te retirer. »* Roger-Gérard Schwartzenberg rappelle les ingratitudes du suffrage universel avec Clémenceau, Blum et Mitterrand et qualifie M. Jospin de *« grand monsieur de la République »*. Après l'intervention d'Yves Cochet, M. Jospin lève son verre en conclusion *« à la vie »*. Le troisième acte de la journée est plus discret : M. Jospin a envoyé sa lettre de démission de conseiller général de Haute-Garonne, celui de Cintegabelle où il était élu depuis 1988. Jeudi matin, Ségolène Royal, a tempéré les hommages, en invitant M. Jospin à « prendre ses responsabilités » sur le vote du second tour.

Michel Noblecourt

France 2 reporte la diffusion d'un film tourné au QG de M. Jospin

ILS N'AVAIENT PAS signé de contrat, sans doute un peu trop certains de la victoire. Ni Jean Glavany, le directeur de campagne de Lionel Jospin, ni Marie-France Lavarini, chargée de la communication du candidat, ne peuvent donc, en principe, s'opposer à la diffusion du documentaire de 75 minutes réalisé par Jérôme Caza, et qui était programmé ce jeudi (*Le Monde* du 25 avril). Un film d'entomologistes, sans musique ni autre commentaire que quelques repères chronologiques, mais qui, en raison de l'issue de la campagne – le fameux *« coup de tonnerre »* dont parle le candidat malheureux, dimanche 21 avril, et qui sert de titre au film – devient, malgré lui, une sorte de document à charge contre l'équipe du candidat. En raison de scènes où M. Jospin évoque la *« procédure d'impeachment »* dont Jacques Chirac serait frappé *« dans n'importe quel autre pays »*, la directrice générale de France 2, Michèle Cotta, a décidé de le diffuser *« plus tard, avec, quand même l'accord de Lionel Jospin,* in fine ». Pour elle, certaines scènes constituent *« une intervention dans le second tour de la campagne »*.

Le principe du film, produit par l'agence 2P2L, était celui de l'enfermement. Pas d'images volées – l'équipe de campagne avait offert une *« totale liberté »* —, mais un cahier des charges : Jérôme Caza et Stéphane Meunier se rendaient à l'« Atelier de campagne » comme on va tous les matins au bureau. Ils ont tiré le meilleur parti du « principe de discrétion », se souvenant, à la fin, qu'ils n'étaient pas des militants : au soir de la défaite, ils ont agrandi leurs angles et oublié leurs perches. Le silence n'en est que plus pesant, et l'ironie noire qui naît de quelques incrustations, dès les premières images, suffit. Comme ces phrases du candidat, à Lille, le 2 mars, pour son premier meeting : *« J'ai ressenti ce soir la fièvre* (...) *qui généralement accompagne les derniers meetings de campagne. »* Le vrai problème, en réalité.

M. Jospin reste d'abord premier ministre dans ce souci de parler aux *« vingt chercheurs d'Evry »*, dans cette façon solennelle qu'il a d'ouvrir ses conseils politiques à l'Atelier. Dans les coulisses, il devient vite ce personnage *« souriant »* dont rêve Jacques Séguéla derrière la porte, lors de l'enregistrement de la campagne officielle, sans oser lui dire en face qu'il devrait l'être sur les plateaux. Et semble vite une victime offerte à des mains industrieuses, qui ne laissent aucune place pour ce *« naturel »*, dont le candidat rêve lors d'un meeting à la Réunion. Scène drôlissime où il se plie docilement aux desiderata de sa conseillère image et de Karl Lagerfeld, qui lui demande de descendre le grand escalier de l'Atelier en fixant l'objectif. Scène émouvante où il explique que ses discours ressemblent à des *« puddings »* trop *« copieux »*. Scène pathétique où, gentiment, il ose encore : *« Je voulais vous dire – bon, maintenant, le choix est fait – que j'ai extrêmement peu de temps pour réfléchir politiquement. Vous me faites courir, j'ai accepté de courir, je cours, mais on ne pourra pas faire ça au second tour. »*

Dans un film de campagne émergent toujours des martyrs et des héros. Le vrai héros s'appelle François Hollande. Le 19 mars, il corrige M. Glavany, qui peste contre les médias et *« met en garde »* ceux qui jugent que *« la dynamique est passée dans l'autre camp »* : *« Je crois que la droite n'a repris la main que parce que nous avons perdu pied. C'est le score du premier tour qui doit être notre inquiétude, et pas le score du second. »* A Julien Dray, qui explique que *« le problème de cette élection, c'est que le dénouement est connu d'avance, et que la presse depuis des mois essaie de fabriquer un premier tour et une personnalité »*, il réplique que c'est une *« campagne inédite »*. Le 9 avril, il pique une colère froide : *« On me dit que hier, on lui a refourgué vingt pages. Il faut lui retirer le papier, maintenant, ça suffit. Celui qui lui prépare ça, il faut qu'il arrête de travailler. »*

Pierre Mauroy se trouve aussi sanctifié lorsqu'il lance : *« Lionel, on a l'impression que c'est un programme médiatique. Je cherche l'ouvrier, le travailleur. La différence entre cette campagne et les autres, c'est que le PC, cette fois, on ne l'entend pas. »* Tout comme Gérard le Gall, le *« Monsieur sondages »* du candidats. C'est lui qui, dans une scène tragique, quatre jours avant le premier tour, explique que, *« statistiquement, il y a quand même une proximité inquiétante entre Le Pen et Lionel »*. C'est la curée. *« C'est un argument de perdant. Je vous déconseille de l'utiliser »*, tempête Jean-Marc Ayrault. *« Pas Lionel, mais nous, peut-être. Bon, enfin... »*

Ariane Chemin

Les partisans de la VIe République se joindront aux manifestations anti-FN

Ils souhaitent se saisir du contexte politique pour populariser leur projet de réforme des institutions

MILITANTS de la VIe République, descendez dans la rue, sortez vos banderoles *« Sauvons la démocratie, changeons de République »* ! Rendez-vous, samedi 27 avril, place de la République, à 14 heures, *« devant le magasin Habitat »*, avant de rejoindre la manifestation organisée par la Ligue des droits de l'homme, SOS-Racisme et le MRAP. Tel est le mot d'ordre.

Mercredi soir, 23 avril, dans la salle Colbert de l'Assemblée nationale, les membres de la Convention pour la Sixième République, fondée par Arnaud Montebourg (PS) il y a un an, ont exprimé sans ambiguïté leur volonté, au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, sous l'œil de la caméra du *Vrai Journal* de Canal + : passer du discours aux actes, se saisir du contexte politique pour populariser leur message : *« Les institutions de la Ve République sont mortes, le résultat du premier tour de l'élection présidentielle le confirme. »*

Ras-le-bol de prêcher dans le désert ! Matthieu, *« qui a voté Bayrou »*, descendra dans la rue, comme cette étudiante de Paris-1 qui a invité *« les gens à venir avec des menottes »* pour montrer que, le 5 mai, le vote en faveur de Jacques Chirac sera contraint et forcé. Les participants ont rivalisé de propositions pour sortir la C6R – près de deux mille adhérents – du cercle des universitaires. *« Il faut afficher très clairement sur nos poitrails et nos poitrines le logo de la C6R, distribuer l'Appel à la rupture* [le texte fondateur appelant à la VIe République] *en donnant nos coordonnées »*, a lancé une militante du Calvados.

« UN SCORE NORD-CORÉEN »

« C'est le moment de rendre visible la C6R à travers deux ou trois messages », a souligné Marie-Hélène Aubert (Vert), députée d'Eure-et-Loir. Plusieurs participants ont appelé M. Chirac à démissionner au lendemain du 5 mai après lui avoir donné *« un score nord-coréen »*. *« Une décision honorable serait la démission. (...) Nous pouvons l'y aider, en descendant dans la rue »*, a déclaré, par exemple, Isabelle Sabrié, du comité C6R des Hauts-de-Seine.

Guest-star de la soirée, Christiane Taubira, candidate PRG à la présidentielle, qui a obtenu 2,32 % des voix le 21 avril, a invité *« ceux qui ont voté pour les différents candidats de gauche »* à ne *« pas culpabiliser »*. *« Si j'ai envie de culpabiliser des gens, ce sont ceux qui ont voté pour le Front national »*, a-t-elle ajouté : des *« racistes »*, des *« intolérants »*, des gens *« pétris de préjugés »*. Mme Taubira a également appelé les participants à maintenir *« une pression forte pendant quinze jours »* car, selon elle, le *« risque de concessions »* à l'électorat d'extrême droite n'est pas exclu : *« On calcule déjà les triangulaires et la majorité parlementaire. »* Enfin, celle qui a milité pour la VIe République pendant sa campagne présidentielle a lancé, sous les applaudissements : *« S'il faut accélérer la crise de régime, j'avoue sans complexes que je suis tout à fait prête à ça ! »*

« UNE AMORCE DE PROJET »

Mais il n'y a pas que les manifestations : *« Notre énergie principale ne va pas être consacrée à défiler tous les deux jours »*, a souhaité tempérer le président de la C6R, Thierry Mandon. *« Nous avons des responsabilités plus grandes que de défiler. Il nous faut une amorce de projet à gauche »*, a confirmé François Colcombet (PS), proche de M. Montebourg, qui avait appelé, la veille, à *« des assises de la gauche tout entière »* (*Le Monde* du 25 avril). Prudente, elle aussi, la députée du Calvados Yvette Roudy, qui ne se représente pas aux législatives, a fait part de son expérience : *« Après mai 68, on a eu juin 68. Et on a perdu dix ans ! Méfiez-vous des dérapages et des provocateurs qui vont s'infiltrer dans les manifs. Il y aura des troubles* (...) *et un sauveur, Jacques Chirac »*, a-t-elle prévenu, tout en soulignant qu'elle ira *« dans la rue »*.

Pour conclure, M. Montebourg a une nouvelle fois appelé à voter pour M. Chirac *« pour la dernière fois »*. Si le président sortant devait être réélu avec *« un score désolant »*, M. Montebourg a pointé le risque que M. Le Pen ne prenne *« le pouvoir dans les quinze jours »* qui suivent l'élection. Enfin, un appel aux dons a été lancé : pour renflouer ses caisses, la C6R comptait, en effet, sur la vente d'un *« certain matériel »* entre les deux tours de la présidentielle : les tee-shirt visant Jacques Chirac, où l'on peut lire : *« En 1995, il vous a fait manger des pommes. En 2002, vous lui apporterez des oranges »*. La C6R devra vivre autrement.

Clarisse Fabre

M. Chevènement se sépare de Paul-Marie Coûteaux

LE PÔLE RÉPUBLICAIN de Jean-Pierre Chevènement est entré dans une zone de turbulence. Mercredi 24 avril, vingt-quatre heures après avoir fixé la ligne de son embryon de parti, le député de Belfort a prononcé sa première éviction. Dans un communiqué, mercredi, le président du Pôle républicain, Max Gallo, *« en plein accord avec Jean-Pierre Chevènement »*, a déclaré qu'il avait *« mis fin à la participation au Pôle républicain »* du souverainiste de droite, Paul-Marie Coûteaux, député européen (ex-RPF). Motif : ce dernier *« ne se place plus dans le cadre de sa* [du Pôle républicain] *stratégie : votez Chirac pour faire barrage à Le Pen »*.

C'est, en effet, sur la question du second tour de l'élection présidentielle que la crise a éclaté. Mais elle est, sans doute, le symptôme d'un malaise plus profond au sein d'un mouvement dont la cohésion affichée jusqu'à dimanche commence à se lézarder.

Mardi matin, lors de la réunion du bureau du Pôle, le député européen s'était prononcé pour le vote blanc au deuxième tour de la présidentielle à l'instar d'autres personnalités comme William Abitbol, également député européen (ex-RPF) et anti-chiraquien. Sa participation, dans la soirée, à une réunion de souverainistes de droite, à laquelle participait Louis Alliot, conseiller régional (FN) de Midi-Pyrénées et ancien directeur de cabinet de Jean-Marie Le Pen, (lire *Le Monde* du 25 avril) puis la publication d'un communiqué dans lequel il laissait ouverte la possibilité de voter pour Jean-Marie Le Pen, a décidé de son éviction. *« Les souverainistes ont, pour le deuxième tour, le choix entre plusieurs formules à l'exclusion d'une seule, voter pour jacques Chirac »*, écrivait M. Coûteaux qui rappelait qu'il avait, dès le mois de décembre, *« appelé Jean-Pierre Chevènement à s'adresser à l'électorat populaire, y compris celui que tentait Jean-Marie Le Pen »*. A l'époque, dans une interview au *Point*, il avait précisé qu'il n'analysait *« pas du tout le FN comme un mouvement d'extrême droite, mais de la droite "gauloise" qui a d'ailleurs plus de cohérence qu'on ne dit et même bien du courage »*.

> Une décision qui vient à point nommé, comme un gage donné à l'aile gauche du Pôle, par M. Chevènement

Dans son communiqué, mercredi, l'ancien pasquaïen estimait qu'*« en faisant voter pour Jacques Chirac, Jean-Pierre Chevènement et ses soutiens de gauche entrent d'eux-mêmes dans le système qu'ils prétendent combattre »*. En début d'après-midi, M. Gallo a mis les points sur les « i » en déclarant que *« voter Jacques Chirac le 5 mai est une nécessité et un devoir »* et que ceux qui *« font un autre choix s'excluent d'eux-mêmes du Pôle républicain »*.

Au-delà du cas de M. Coûteaux, cette première crise pourrait donc, selon l'historien, augurer d'autres départs. Elle vient, en tout cas, à point nommé, comme un gage donné à l'aile gauche du Pôle, par M. Chevènement, au moment où le Mouvement des citoyens (MDC) est censé se fondre, avant les élections législatives, dans un nouveau rassemblement des « républicains des deux rives », des gaullistes et des radicaux de gauche. En présence du député de Belfort, le secrétariat national du MDC a entériné cette évolution, mercredi soir, même si le débat a largement porté sur *« le positionnement idéologique »* du futur parti, voire sur son *« ancrage à gauche »*. C'est, précisément la ligne que les souverainistes de droite dénoncent. Mardi, au cours de la réunion du bureau du Pôle républicain, la députée européenne (ex-RPF), Florence Kuntz, avait rappelé qu'elle ne participerait pas à *« un MDC élargi »*

Christine Garin

Christiane Taubira, députée RCV de Guyane

« Pour le moment, Jacques Chirac est dans l'antichambre de l'enfer »

Pour l'ex-candidate du PRG, la LCR « a sa place » dans la gauche démocratique

Que répondez-vous à ceux qui vous ont accusée d'avoir fait perdre Lionel Jospin en vous présentant à la présidentielle ?

Cette accusation ne relève pas de l'analyse politique mais de l'émotion. Ma campagne a porté sur la reconnaissance de l'identité, l'application des libertés locales, l'exigence d'égalité des chances, la réforme des institutions, l'Europe. Je réalise des scores dérisoires dans les fiefs radicaux, ce qui veut dire que les radicaux qui voulaient voter Jospin l'ont fait. Mes résultats sont bons, en revanche, dans les banlieues, dans les villes en difficulté, là où mes thèmes de campagne ont porté. J'ai passé des heures et des heures à convaincre des électeurs qu'il fallait continuer à voter pour la gauche. Il a manqué 200 000 voix à Lionel Jospin. En outre-mer, j'en ai obtenu 78 000, qu'il n'aurait certainement pas eues au premier tour et qui se seraient sans doute reportées sur lui au second.

La question n'est plus celle d'un ou deux points. Nous sommes en face d'une société où la gauche qui a gouverné – et bien gouverné – ne recueille plus que 30 % des suffrages. Je comprends le travail de deuil des socialistes, je comprends leur besoin d'un bouc émissaire, mais si l'on s'enlise là-dedans, alors que toute la gauche est responsable, il n'y aura qu'un seul arbitre : la rue.

Pensez-vous être en mesure de convaincre vos 2,3 % d'électeurs de voter Chirac pour faire battre Le Pen ?

Je mettrai toutes mes forces dans la balance pour faire battre M. Le Pen. Je voterai Chirac sans complexes. Mais je ne viens pas offrir sur un plateau vingt-cinq ans de vie militante à Chirac. Je ne jette pas aux orties l'espoir et la confiance des gens. Cela exige que ce candidat-président se hisse à la hauteur de la situation, ce qui n'est pas encore le cas. Pour le moment, il est dans l'antichambre de l'enfer.

Une nouvelle cohabitation est-elle souhaitable ?

En défendant de nouvelles institutions pour une VIe République, j'ai dit que j'avais pris en aversion la cohabitation, qui affadit les politiques publiques. Mais évidemment, je souhaite la victoire de la gauche aux législatives. On est dans la schizophrénie la plus totale.

Quelle stratégie la gauche devrait-elle adopter pour les législatives ?

AFP

« J'ai souffert comme d'un marquage au fer de l'estampille "candidate des minorités" »

D'abord, elle doit redevenir la gauche. Le PS a fait une campagne de démonstration de capacité de gestion, alors que l'on attend de la gauche qu'elle fasse rêver et qu'elle trace des perspectives. Elle doit trouver son chemin dans le rassemblement, la clarté, la force des valeurs de gauche. C'est peut-être le seul service que l'extrême-droite nous rendra.

Une autre forme de gauche plurielle est-elle possible ? Voire avec une partie de l'extrême-gauche ?

Dans la constellation surgie des urnes de 1997, chacun est condamné à affirmer son identité. Je pense qu'il faut permettre à chacun d'exister, mais de façon à faire porter l'essentiel de l'effort sur ce qui nous est commun et cher. La diversité nous a nourris, il faut qu'elle demeure. Pendant cette campagne, la LCR a montré son implication dans les luttes sociales et politiques, elle a prouvé qu'elle gardait ses repères. A mon avis, elle a sa place dans une gauche démocratique et parlementaire.

Avez-vous pensé à abandonner la partie à l'issue de cette campagne ?

Jusqu'à dimanche midi, j'envisageais de quitter la vie politique. Ce qui nous est tombé dessus dimanche soir me l'interdit. Cela me concerne sur le plan politique éthique et personnel. Devant pareil péril, je ne peux pas choisir le confort personnel. Dans cette campagne, j'ai subi des violences terribles : celle, quotidienne, des sondages. Je constate d'ailleurs que ceux qui me disaient *« tes sondages sont nuls »*, me disent aujourd'hui sans désemparer, *« tu as fait perdre Jospin »*. J'ai souffert comme d'un marquage au fer de l'estampille *« candidate des minorités »*, qui n'était justifiée ni par le programme, ni par la campagne. Le jour des élections, violence encore : on a dit *« elle est là parce que les autres y sont »*, au mépris de tous mes engagements. On a écrit *« Taubira a bénéficié du vote ethnique »*. Il y a des millions de gens qui ne sont pas armés pour encaisser le centième de ce que j'ai encaissé. Je ne veux pas les abandonner.

Propos recueillis par Béatrice Gurrey

Le PRG assure n'être pour rien dans l'échec de M. Jospin

JEAN-MICHEL BAYLET se dit *« très satisfait »* du score de Christiane Taubira au premier tour de la présidentielle (2,3 %). Etrangement, le président du Parti radical de gauche (PRG) parle d'ailleurs à la place de la candidate : *« Avec dix jours de campagne en plus, je faisais 4 %. Encore quinze jours et je faisais 5 %. »*

Si, mardi 23 avril, l'ensemble du bureau national s'est félicité du résultat, ceux qui étaient opposés à la candidature de Mme Taubira – parce qu'elle risquait de gêner Lionel Jospin – n'ont pas caché leur amertume. *« Les bastions radicaux n'ont pas voté pour elle. Je ne vois pas ce que l'on peut construire de durable là-dessus »*, a commenté Roger-Gérard Schwartzenberg, le ministre de la recherche.

M. Baylet, qui s'est entretenu, mercredi, avec François Hollande, des responsabilités de chacun dans la défaite de Lionel Jospin, estime que, si les socialistes sont à 16 %, *« c'est qu'ils ont un problème, eux »*. Le président du PRG ne regrette donc pas cette candidature que le PS a longtemps cherché à éviter (*Le Monde* du 12 novembre 2001). Au cours d'un déjeuner, début mars, avec M. Baylet, M. Jospin lui avait une nouvelle fois demandé de la retirer, promettant pour Mme Taubira un rôle dans sa propre campagne.

« Pas facile », avait répondu le président du PRG, qui ne souhaitait pas s'aliéner les militants, soucieux d'être représentés dans la course à l'Elysée. Ceux-ci doivent désormais élire leur chef de file au suffrage direct lors du prochain congrès.

Malgré ce désaccord, le président du PRG a plaidé, comme l'ensemble des partis de la gauche plurielle, pour une candidature unique aux législatives dans les circonscriptions où l'extrême droite risque de l'emporter. Après cette échéance, il souhaite *« la création d'une grande force nouvelle progressiste et populaire »* à gauche.

B. G.

Des responsables communistes réclament une nouvelle direction à la tête du PCF

CETTE FOIS, le coup est parti. Très agacés par le conseil national du PCF qui s'est tenu mardi 23 avril, une dizaine de responsables communistes – parmi lesquels Patrick Braouezec, le député et maire de Saint-Denis, Pierre Zarka, Roger Martelli, Lucien Fèvre ou Malika Zediri, l'une des animatrices de l'association de chômeurs APEIS – ont décidé de rendre public un texte intitulé : *« Il doit se passer quelque chose au PC »*, dans lequel ils réclament *« des directions renouvelées »* après la défaite électorale de leur parti.

Si le titre de ce « manifeste » est un clin d'œil aux Guignols, son contenu, lui, ne plaisante pas. *« Une équipe qui aboutit à de tels résultats doit se remettre en cause »*, indique Mme Zediri, qui fustige un appareil communiste *« coupé des réalités »*. *« Moi, j'ai l'impression d'être la seule fauchée quand je viens au conseil national. La sociologie des instances de direction ne correspond ni à celle des militants de base du PCF, ni à celle de son électorat. C'est petit blanc, bien propre sur soi et ça vit dans une bulle »*, indique-t-elle. *« Je suis communiste car mon engagement premier c'est la lutte contre les inégalités et la pauvreté. Or, cela fait des années que cela n'est plus véritablement porté par la direction du parti. La gauche bon teint, c'est de cela qu'on crève »*, ajoute Mme Zediri, qui souhaite la convocation rapide, *« soit d'un congrès, soit d'une assemblée extraordinaire »*. Le « manifeste », qui mêle chefs de file de l'ex-courant des rénovateurs et militants proches de la gauche mouvementiste, tient à souligner que *« ce n'est pas la mutation du PCF qui est la cause de ses malheurs mais son manque de détermination, de contenu, d'ouverture »*. Dénonçant *« des habitudes de direction centralisées et le poids d'un appareil qui tend à se reproduire lui même de congrès en congrès »*, il ajoute que les responsables communistes ne se sont *« jamais confrontés à la question des rapports de pouvoir et de domination »*.

« UN ESPACE DE RADICALITÉ »

Et de s'interroger : *« Qu'a-t-il été fait de sérieux pour appeler ceux qui partagent ses valeurs, non pas à se rallier à un PCF rénové, mais à construire ensemble une démarche et une organisation radicalement contestataires et modernes, capables de donner toute son efficacité à l'énergie militante ? »* Qualifiant de *« cinglant »* l'échec de *« la gauche plurielle sous hégémonie socialiste »* et de *« terrifiante »* la montée de l'extrême droite, le texte souligne aussi qu'à la faveur des élections *« s'est aussi paradoxalement exprimé un nouvel espace politique de radicalité »* dont témoignent, selon ses auteurs, les votes en faveur de l'extrême gauche. Estimant que le PCF *« est resté trop à l'écart des mouvements pour une autre mondialisation, des mouvements des sans, des chômeurs, des précaires »* et n'a pas *« favorisé des liens entre ces mouvements et la construction de perspectives politiques »*, il réclame *« une autre stratégie »*.

Critiquant la *« polarisation »* du PCF *« sur les rapports avec les états-majors et particulièrement avec le PS au détriment de la construction de dynamiques nouvelles »*, ce manifeste juge que, dans ce contexte, *« la participation au gouvernement qui aurait pu être un atout est devenue une fin en soi et au bout du compte une contrainte et un handicap »*. Il appelle à *« définir un cadre nouveau de rassemblements politiques qui permette à la fois la recherche de majorités réellement à gauche et la convergence, dans un cadre souple, de toutes les forces politiques et sociales désireuses d'alternatives vraies »*.

Les signataires s'interrogent par ailleurs sur le bien-fondé de candidatures uniques avec le PS et les Verts aux législatives, *« si c'est uniquement pour sauver les meubles »*, explique Mme Zediri, qui estime par ailleurs qu'il *« faut prendre en compte l'extrême gauche et les mouvements sociaux »*. Les signataires ont prévu une sorte d'assemblée générale lundi 29 avril à la Bourse du travail de Saint-Denis, ouverte *« à tout ceux qui sont intéressés, militants du PCF ou non »*.

Caroline Monnot

FAUT-IL ACCEPTER D'ACHETER UNE VOITURE SANS L'AVOIR ESSAYÉE ?

On ne peut pas juger une voiture avant de l'avoir eue entre les mains. Aussi, le Réseau Peugeot a pris cette résolution :

ENGAGEMENT n°3 : chacune de nos concessions dispose d'un parc de 10 véhicules d'essai, minimum*.

RÉSEAU PEUGEOT, LE SERVICE EST L'AVENIR DE L'AUTOMOBILE.

* Modalités de l'opération Engagements du Réseau Peugeot disponibles sur le point de vente.

★ BETC EURO RSCG 552 144 503 RCS PARIS

PEUGEOT

JOURS DE PLOMB À LA COURNEUVE

Marie-Christine, Pierre, Roger, Patrick, habitent à La Courneuve et ont voté pour Jean-Marie Le Pen, la plupart pour la première fois. Ils disent leur mal-être, leurs frustrations, leur racisme ordinaire

MARIE-CHRISTINE n'est pas raciste. Elle tient à le préciser d'entrée. La preuve, elle a des amis tunisiens et algériens. *« Si j'étais raciste, je ne les accepterais pas chez moi »,* soutient cette femme de 48 ans qui a voté pour Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle. *« Toute personne qui travaille, de n'importe quelle race, mérite le respect. » « D'ailleurs,* précise-t-elle pour se donner bonne conscience, *Le Pen n'est pas contre les immigrés qui travaillent et qui sont honnêtes mais contre ceux qui vivent sur le dos de la société et qui cassent tout. »* Dimanche, c'est la première fois que cette mère de famille employée dans la restauration a apporté sa voix à l'extrême droite. Elle ne l'avoue d'ailleurs qu'à demi-mot, et elle n'en a pas particulièrement parlé autour d'elle. *« Moi, de toute façon, c'est bonjour, bonsoir. Quand je rentre du boulot, je n'ai pas forcément envie de taper la discussion dans la cage d'escalier,* souligne cette femme élégante, plutôt réservée et un peu revêche, qui tient à sa tranquillité et à son bon voisinage. *Je ne vais pas me mettre au milieu de la cité en disant que j'ai voté Le Pen. Les gens le prendraient mal. »*

Marie-Christine habite en banlieue, à La Courneuve, en Seine-Saint-Denis. Le président du Front national y a obtenu environ 17 % des voix mais la municipalité est un bastion communiste depuis des années et la ville accueille une forte population immigrée. Tout ce que voit Marie-Christine, c'est que l'endroit a mauvaise réputation et qu'elle voudrait en partir. *« Quand les commerçants voient l'adresse sur le chèque, ils me demandent ma pièce d'identité, même pour une petite somme »*, constate-t-elle de retour d'une journée de travail. Depuis dix-sept ans elle est locataire dans le même immeuble HLM, une tour grise aux balcons bleus délavés, au bord de la nationale où passe le tramway, près de l'hôtel de ville. Ses trois enfants ont quitté la maison mais elle occupe toujours un F5 avec son mari, pour 716 euros par mois. Le bâtiment est plutôt en bon état, situé tout à côté du commissariat et des commerces. Contrairement à d'autres zones HLM de La Courneuve comme la Cité des 4 000, l'endroit ne donne pas l'impression d'un quartier ghetto.

Malgré tout, il n'est pas épargné par la petite délinquance et les dégradations. Une rampe d'accès à l'arrière d'un bâtiment sert de décharge publique, des gamins mettent régulièrement le feu aux poubelles, d'autres jettent les dalles, arrachées au revêtement, sur l'escalier qui mène au parking souterrain et certains se sont « spécialisés » dans le vol à la tire à la sortie du petit supermarché sur la place. *« Il ne m'est jamais rien arrivé. Mais l'autre jour encore, il y avait une vieille qui hurlait parce qu'on lui avait piqué son sac »*, raconte Marie-Christine. Et de se plaindre, pêle-mêle, *« des flics qui ne font rien »* et de *« ceux qui roulent en bagnole à 20 plaques alors qu'ils sont au chômage et que, moi, je travaille honnêtement en ayant du mal à m'en sortir »*. Au bout de cette complainte, la mère de famille évoque un *« ras-le-bol général »* et dit en avoir *« marre de tout ce qui se passe »*.

Le ressentiment lié à l'impression d'être prisonnier d'une situation personnelle qui se dégrade nourrit, chez elle, une déception à l'égard de la classe politique, accusée de ne rien faire pour remédier aux problèmes. *« Avant, je croyais à la politique. Maintenant, j'y crois plus »*, explique-t-elle. *Il faut ouvrir les yeux des Français sur ce qui ne va pas. On a l'impression qu'on le laisse de côté. »* Pour Marie-Christine, franchir le pas du vote Front national a valeur d'exutoire par rapport au sentiment d'être oubliée et méprisée par la classe politique, de se considérer comme laissée-pour-compte. *« Les gens en ont marre qu'on les prenne pour des imbéciles, des moins-que-rien. Les hommes politiques pensent qu'on est bêtes parce qu'on est de simples ouvriers »*, estime l'habitante de La Courneuve.

Observatrice privilégiée et philosophe de la vie du quartier, la gardienne de l'immeuble de Marie-Christine explique le discours en faveur du Front national tenu par certains des habitants par une tendance générale au repli sur soi, au manque d'ouverture et de tolérance. *« Les gens ne se respectent pas, ils mettent des œillères. Ils ont la peur en eux et ils s'enferment,* explique-t-elle. *Une fois, je suis intervenue pour une fuite d'eau chez une dame. Je lui ai dit que ça devait venir de chez sa voisine. Elle m'a dit "je la connais pas, moi", alors qu'elle habite là depuis des années. Le plus souvent, ils disent "c'est l'Arabe, c'est la Noire". »*

Médecin généraliste installé depuis 1980 dans la Cité des 4 000, Charles Bouaziz, lui, se déclare *« pas surpris du tout »* par le score de Jean-Marie Le Pen, y compris dans une ville de banlieue communiste comme La Courneuve. *« C'est la précarité qui retranche les gens dans des sentiments d'autodéfense et de repli xénophobe*, analyse le docteur. *Dans un quartier comme les 4 000, tous les jours, votre environnement se dégrade et tous les jours vous êtes confronté à votre précarité. »* Au contact quotidien des habitants du quartier, le médecin observe la mise en place d'une logique de bouc émissaire empruntée au discours de l'extrême droite. *« Face à vos difficultés, c'est plus facile de dire que c'est la faute de quelqu'un d'autre et c'est ce quelqu'un que Le Pen désigne*, souligne le docteur Bouaziz. *Les gens reprennent un discours fasciste mais ils ne le sont pas vraiment. »*

Exemple à la fois savoureux et affligeant, ce couple de chômeurs expliquant au lendemain du premier tour qu'ils avaient voté l'un pour Jean-Marie Le Pen et l'autre pour Bruno Mégret, alors que, pour éviter d'être expulsés de leur HLM pour cause d'impayés, ils avaient pris leur carte du Parti communiste et bénéficié de l'aide d'élus de gauche. Explication avancée par les intéressés pour expliquer leur spectaculaire revirement vers l'extrême droite : les agressions et les actes de délinquance à répétition dont ils auraient été victimes dans le quartier. *« Depuis le vote de dimanche, certaines personnes ne cachent plus leurs sentiments pour le Front national. Ils les assument et ils les expriment »*, relève le docteur Bouaziz.

Pierre, lui, n'a jamais caché son penchant pour les idées de Jean-Marie Le Pen. Bientôt à la retraite et fier d'avoir commencé à travailler à l'âge de 14 ans, cet ouvrier boucher a déjà voté pour le responsable du FN en 1995 et il a assisté à plusieurs de ses meetings. Mais désormais, il exprime sans doute avec encore plus de vigueur et de franchise ses sentiments xénophobes. Cheveux blancs en arrière, moustache imposante, chemise à carreaux, cet homme de 59 ans habite le quartier des Quatre-Routes. A ses yeux, le leader du FN, *« c'est le seul mec pour s'occuper de l'insécurité »*. Et, pour lui, les responsables sont tout désignés. Ce sont *« les Noirs et les Arabes »* qui, d'ailleurs, *« remplissent les prisons »*.

Cet amalgame entre délinquance et immigration est repris par Roger, chauffeur routier. Salarié aux revenus modestes âgé d'une cinquantaine d'années, comme Pierre, il habite aussi dans un voisinage à dominante immigrée et exprime un fort sentiment d'insécurité. Avant le premier tour de l'élection présidentielle du 21 avril, Roger n'avait jamais voté pour Jean-Marie Le Pen ou le Front national. Le facteur déclencheur, pour lui, a été l'agression dont il a été victime, l'année dernière. Le routier a été blessé par un coup de couteau au ventre et dépouillé de son argent alors qu'il se trouvait à un distributeur de billets. Son agresseur, qu'il reconnaît ne pas avoir bien vu, *« était noir »*. Depuis, il voue une haine inextinguible à l'encontre des immigrés d'origine africaine, sentiment qui l'a fait basculer vers l'extrême droite. *« Avant, je n'étais pas du tout raciste. Maintenant, les Noirs et les Arabes, je ne veux plus les voir »*, résume à sa manière Roger.

SUR fond de racisme affiché mais pas tout à fait assumé, Patrick, agent de voirie âgé de 49 ans, déroule, de son côté, un discours confus où se mêlent tous les amalgames et les approximations. *« Il y a trop de vols, trop de casses, de jeunes, tout ça »*, tente d'expliquer le quadragénaire pour justifier son vote en faveur de M. Le Pen, lui aussi pour la première fois. Le parcours électoral de ce récent converti à l'extrême droite est d'ailleurs quelque peu atypique. A l'élection présidentielle de 1981 et 1988, Patrick avait voté pour François Mitterrand. En 1995, il avait donné sa voix à Lionel Jospin puis... à Jacques Chirac au second tour. *« De toute façon, Jospin était trop loin pour pouvoir gagner, ça servait à rien de voter pour lui »*, analyse doctement celui qui vote gagnant comme on joue au tiercé. Comme Roger, le virage politique de l'agent de voirie s'explique en partie par un vol avec agression dont il a été victime, en septembre, et qui a été commis *« par des Arabes »*. Pour autant, il refuse de se considérer comme raciste. *« Je demande pas à ce qu'on vire tous les étrangers, y en a qui sont gentils »*, croit bon de préciser Patrick.

Pour Pierre, qui se défend lui aussi d'être raciste, l'adhésion aux idées de Jean-Marie Le Pen correspond également à l'image d'un homme politique qui répond aux préoccupations des gagne-petit, des sans-grade, et qui donne l'impression d'être proche d'eux. *« J'estime que c'est un mec qui a du respect pour la population et qui défend le peuple*, affirme l'ouvrier boucher. *C'est pas le tout de dire que Le Pen est un facho et un Hitler, mais les gens en ont marre qu'on ne s'occupe pas d'eux. »* Le discours du leader de l'extrême droite, ailleurs jugé simpliste, se révèle porteur de messages forts, crédibles et écoutés auprès de personnes comme Pierre. *« Quand il parle, on sent qu'il veut dire quelque chose,* confirme le quinquagénaire. *Les autres, ils s'emmêlent les crayons et, à la finale, on est toujours au même point. »*

Pour autant, Pierre ne se fait pas d'illusions sur la possibilité pour Jean-Marie Le Pen de devenir président de la République et sur sa capacité à occuper cette fonction. *« On met des limites, il faut faire la part des choses. On sait très bien qu'il ne passera pas comme président au second tour »*, avoue le boucher à l'approche de la retraite, révélant le caractère essentiellement protestataire de son vote en faveur du Front national. *« Le Pen comme président, ça peut pas. Là, ça va devenir de la dictature*, reconnaît même le sympathisant du FN, dans un accès de lucidité. *Moi, je ne le vois pas comme président, il a pas la carrure. Mais par contre, je le vois très bien comme ministre de l'intérieur. »* Le 5 mai, Pierre ira quand même voter pour Jean-Marie Le Pen.

Frédéric Chambon
Dessin Serguei

Diagnostic clinique du coma communiste

Hémorragie accélérée des effectifs, des finances et des électeurs, nécrose irrémédiable des vieux bastions des banlieues rouges : avant même le 21 avril, le PCF était dans un état critique, selon la revue « Communisme »

RIEN n'est jamais écrit d'avance et l'effondrement du score de Robert Hue le 21 avril a dépassé les pronostics les plus sombres que pouvaient poser les responsables communistes ou les observateurs du PCF. Pourtant, la dernière livraison de la revue *Communisme* (n° 67-68, L'Age d'homme), qui consacre, notamment, trois études denses au « PCF de Robert Hue », témoigne que l'essentiel de cette déroute était prévisible.

Au plan électoral, tout d'abord. L'analyse de l'évolution électorale du PCF depuis 1994 *« contribue à souligner le processus de marginalisation du parti dans le système politique français »*, analyse Fabienne Greffet. Qu'il s'agisse des scrutins nationaux (présidentielle de 1995, législatives de 1997 et européennes de 1999) ou des scrutins municipaux, départementaux ou régionaux, chaque rendez-vous électoral a été marqué, au mieux, par une *« fragile stabilisation »*, au pis, comme aux européennes, censées être le laboratoire de la *« mutation »* engagée par la direction communiste, par un recul, particulièrement marqué dans les bastions du Nord, de la banlieue parisienne et du Centre.

C'est, en effet, l'une des constantes de tous ces scrutins : si le PCF parvient encore, de façon occasionnelle et marginale, à gagner des suffrages dans des zones où le vote communiste est moyen ou faible, *« en revanche il en perd de manière quasi continuelle dans ses bastions »*. Fabienne Greffet ajoute que, *« sociologiquement, la situation est similaire : le PCF améliore ses scores dans les catégories où il était peu présent, professions intermédiaires et cadres ; en revanche il décline dans l'électorat traditionnel ouvrier »*. Et de conclure : *« Le PCF est pris doublement en tenaille : d'un côté le renouvellement sociologique de son électorat passe par de nouvelles pratiques et de nouveaux discours, mais, sur ce terrain, il est concurrencé tour à tour par le PS, les Verts ou l'extrême gauche ; de l'autre, ce changement de discours l'éloigne de sa base traditionnelle »* ouvrière, où il subit de plein fouet la concurrence du Front national.

CONSTAT PESSIMISTE

Au terme d'une minutieuse chronique de l'évolution du PCF depuis 1994, Dominique Andolfatto dresse un constat tout aussi pessimiste. Pris, là encore, en tenaille entre le discours sur la *« mutation »*, la participation gouvernementale à partir de 1997 et *« la crainte du reniement et de perte d'identité »*, Robert Hue s'échine à *« éviter que le Parti ne se disloque »* sous l'effet de contestations contradictoires et disparates. L'exercice est d'autant plus épuisant que l'hémorragie des ressources est continue.

Entre 1994 et octobre 2001, les effectifs du parti auront diminué des trois quarts, selon les chiffres officiels (de 590 000 à 138 756). *« Selon des données plus réalistes,* affirme l'auteur, *ce sont un peu moins de deux adhérents sur trois qui auraient quitté le PCF »,* dont les effectifs réels seraient passés en huit ans de 250 000 à 100 000 adhérents. Selon M. Andolfatto, chiffres à l'appui, l'état des finances du PCF n'est pas plus brillant : ses comptes publics *« ne traduisent que de manière superficielle la crise financière dans laquelle est plongé le PCF »* et dont témoigne, notamment, *« la cession d'une grande partie du patrimoine immobilier qu'il détient »*.

Quant à Simon Ronai, il livre une analyse des bastions municipaux communistes qui est aussi passionnante que de nature à *« désespérer Billancourt »*. Derrière la perte continue de villes de plus de 30 000 habitants (72 à l'apogée de 1977, 29 après les municipales de 2001, dont 22 en région parisienne), l'auteur dresse un constat d'*« échec d'une stratégie territoriale défensive »*. Le refus de la nouvelle donne économique, l'incapacité à *« dépasser la stricte culture industrielle »* et à prendre en compte les nouvelles mobilités territoriales et sociales, l'impuissance à repenser des banlieues rouges *« peu à peu assimilées aux classes dangereuses, à la délinquance, à l'immigration et aux "quartiers défavori-sés" »* : tout conduit à conclure que le communisme municipal *« se survit »*. Sombre perspective pour le PCF, qui pourrait provoquer de nouveaux dégâts dès les législatives de juin.

Gérard Courtois

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

■ **FRANCE SOIR**
Eric Le Braz
On imagine la claque. On comprend sa souffrance. Mais comme il se tait, on devra se contenter de remplir ses silences. Et ses ambiguïtés. Car si l'ensemble de la classe politique a salué son départ gaullien de dimanche, que dire de son mutisme depuis. Et surtout de son refus d'appeler à voter pour Chirac ? Sa rancœur serait-elle plus forte que ses principes ? Lionel Jospin n'arrivait pas à prononcer le nom du président en début de campagne, se contentant de l'appeler *« l'autre candidat »*. Aujourd'hui, il est incapable de demander aux 4,61 millions de Français qui se sont portés sur son nom de voter pour l'homme qu'il déteste. Il referme définitivement l'armure qu'il n'a jamais su fendre. Son soi-disant départ gaullien du 21 avril apparaît aujourd'hui comme une simple réaction de fauve blessé. Il a laissé parler son ego. Il a joué perso. Jeter l'éponge le 21 avril, c'est une faute professionnelle. C'est le 5 mai, après avoir contribué à faire battre Le Pen, qu'il fallait tirer sa révérence.

■ **LIBÉRATION**
Serge July
Même les plus aigris de nos concitoyens, tous ceux qui vivent dans ce que François Mauriac appelait *« la sale marée des rancœurs »,* auraient sans doute des sueurs froides en prenant connaissance précisément du projet de société fermée du candidat Le Pen. Ces promesses de régression sociale systématisée, d'égoïsmes grillagés, de répression des libertés de vie, ces catalogues d'interdictions, ces serments pour enfermer l'altérité et la différence, donnent la chair de poule. La bonne pédagogie, c'est la publicité de ce projet. Que les électeurs de Le Pen qui se jugent défavorisés et fragilisés aujourd'hui, mais qui apprécient la « société ouverte » dans laquelle ils vivent, puissent découvrir par eux-mêmes que la promesse de Le Pen, c'est un cauchemar pour eux.

SUR LE NET

Les documents cités dans cette chronique sont accessibles directement à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

Front national

■ Le site Place-Publique, qui recense habituellement les *« initiatives citoyennes »*, liste les appels à manifester en réaction à la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle.
www.place-publique.fr/mag/election-choc. php3

■ En 1997, *Le Canard enchaîné* a réalisé un *« dictionnaire facho-français »* analysant la rhétorique et le vocabulaire utilisés par les responsables du Front national.
www.chez.com/lecanard/400X/4004D. HTM

■ Ras l'Front a fait paraître en 1996 *La résistible ascension du F. Haine* (Syllepse) qui rassemble déclarations, pétitions et articles publiés à la suite de l'appel des 250 contre le fascisme, le racisme et le Front national. Ce *« petit manuel à l'usage de ceux qui résistent au fascisme ordinaire »* est disponible en ligne.
www.raslfront.org/bouquin.html

■ Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a élaboré un argumentaire en dix fiches (programme économique, préférence nationale, service d'ordre, gestion des villes FN, condamnations) sur le programme du Front national.
www.mrap.asso.fr/fn.htm

■ *The Independent* s'est livré à un exercice de politique-fiction : *« Nous sommes à la fin 2003, cela fait plus de dix-huit mois que le président Le Pen est en fonction... »*
http://news.independent.co.uk/europe/story.jsp ?story = 288324

■ Le *New Yorker* republie un long portrait de Jean-Marie Le Pen de 1997 intitulé « L'impensable ».
www.newyorker.com/archive/content/?020422fr_archive05

vincent.truffy@lemonde.fr

Cuba vu par la presse d'Amérique centrale

La condamnation du régime castriste pour violation des droits de l'homme suscite un vif débat

LE VOTE par la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève d'une résolution condamnant Cuba a été qualifié d'*« indigne »* par le régime castriste. *« Cette résolution*, réplique **Juventud Rebelde**, *est une attaque en règle de nos pires ennemis. »* Le quotidien trouve *« immoral d'accuser Cuba de violer les droits de l'homme alors que notre pays est un exemple universel de défense des libertés et du bien-être »*. Ce qui choque la presse officielle, c'est le vote de sept pays d'Amérique latine. **Juventud Rebelde** n'en revient pas que ses voisins aient voté un texte *« dont chaque ligne, chaque virgule ont été inspirées par le nouveau César mondial »*, à savoir les Etats-Unis.

Mais le pire est le vote du Mexique. *« Le pays de Pancho Villa*, s'insurge **Granma**, l'organe du PC cubain, *s'est joint au concert de ceux qui veulent serrer chaque fois un peu plus le nœud du "condamné à mort" autour du cou de la petite île rebelle. »* Mais le gouvernement mexicain n'est parvenu qu'à *« se livrer aux Etats-Unis et à ses vassaux latino-américains »*.

La Jornada (gauche) en veut aussi au président Fox, estimant que *« le gouvernement mexicain s'est invité dans les affaires intérieures cubaines et s'est surtout aligné sur le diktat américain »*. Cette prise de position *« a entraîné la pire crise diplomatique entre les deux pays alors même que le Mexique pouvait se féliciter d'un siècle de coexistence harmonieuse avec Cuba »*.

Le journal guatémaltèque **Prensa libre** est loin de partager ce point de vue. *« Le Guatemala fait partie des sept pays latino-américains qui ont voté la résolution, et nous avons bien fait. »* Bien sûr, *« ce fut une décision difficile. Après tout, les violations des droits de l'homme sont permanentes au Guatemala, et Cuba nous envoie depuis toujours des médecins »*. Mais, *« si le niveau éducatif et sanitaire de la population cubaine est excellent, personne ne peut nier que les droits politiques y sont bafoués. Castro est au pouvoir depuis quarante-trois ans et impose une dictature sans partage. Dans une Amérique latine de plus en plus démocratique, son régime est un anachronisme »*. Le pire, conclut **Prensa libre**, est que *« Castro le sait parfaitement et s'adapte aux circonstances avec cynisme. N'a-t-il pas autorisé la circulation du dollar dès la chute du mur de Berlin ? Alors, si même Castro sait composer avec ses principes, il n'y a pas de raisons pour qu'une résolution de l'ONU nous fasse perdre le sommeil »*.

courrierinternational.com
pour *Le Monde*

« LE MARABOUT » (Burkina Faso)

Tardif. En en appelant à un « sursaut démocratique », Jacques Chirac a pu reprendre les accents de son modèle politique, mais il n'est pas allé jusqu'à envisager un « front républicain » contre M. Le Pen. **Dessin de Glez.** (« COURRIER INTERNATIONAL » POUR « LE MONDE »)

AU COURRIER DES LECTEURS

DÉMISSION

En faisant l'hypothèse que le président Chirac soit élu au second tour de l'élection présidentielle, je me permets de lui suggérer de se montrer grand en démissionnant dès le lendemain de sa victoire. Il provoquerait ainsi une nouvelle élection présidentielle et donnerait aux Français l'occasion de se compter. Une manière de seconde chance pour la démocratie. Ce faisant, ce serait un geste d'homme d'Etat à la hauteur de la situation.

Michel Debar Wépion
(Belgique)

LE RÔLE DES INTELLECTUELS

What happened to France ? Voici donc la question, livrée en l'état, posée en toute légitimité par l'un de mes étudiants lundi matin. La France, unanimement reconnue par nos voisins comme étant le pays où les contradictions, les prises de paroles et de positions foisonnent, le lieu où l'on peut créer le débat, s'y investir, s'y engager ; la voilà donc réduite a accepter un fascisme déguisé pour vaincre l'insécurité. *(...)* Devant ce séisme politique, l'erreur, hélas déjà commise par Lionel Jospin, serait de se retirer *(...)* et d'accepter la défaite. Ne rien dire, c'est s'engager, faute de mieux, dans une voie politique n'offrant aucune pluralité démocratique. J'en appelle à nos intellectuels francais, et plus particulièrement peut-être à Jean Baudrillard, qui annoncait il n'y pas si longtemps dans un journal britannique « La fin des intellectuels » (« Intellectuals : the End of an Era »). Prédire – à tort – la fin des intellectuels, c'est accepter une nouvelle fois la pensée unique et ainsi renoncer à la lutte pour la démocratie. Face à une situation où la santé démocratique de la France nécessite l'engagement des intellectuels, déclarer *« leur mort »* est un acte terroriste. *(...)* Ils sont bel et bien présents mais souffrent, il est vrai, d'un mutisme accablant qui aura tôt fait d'être la manne de la pensée unique et du Front national s'ils ne réagissent pas.

François-Xavier Gleyzon
University of Lancaster
(Grande-Bretagne)

ÉTRANGE PROPOS

Je m'étonne de l'absence du moindre commentaire de votre part sur la déclaration de Lionel Jospin devant le bureau national du PS lundi matin (*Le Monde* du 24 avril). Lorsque celui-ci déclare : *« Le choix est difficile. Je ne veux pas peser dans un sens ou dans l'autre. Réfléchissez-y bien. Essayez d'être dans la réalité, pas dans les mythes »,* vous vous contentez de qualifier cette phrase d'*« étrange »*. Je trouve que c'est un peu court.

Il est à mes yeux particulièrement choquant que le principal leader de la gauche jusqu'à cette élection n'appelle pas à faire barrage à l'extrême droite, comme d'ailleurs la plupart des responsables de son parti. Vous auriez dû, me semble-t-il, relever et commenter cette information d'importance. Le fait de s'être retiré de la vie politique n'autorise pas Lionel Jospin à tenir des propos irresponsables et à ne pas être critiqué pour ses prises de position.

Thomas Devedjian
Paris

SPEEDMASTER, LA LÉGENDE QUI DÉFIE LE TEMPS

SPEEDMASTER
BROAD ARROW

Broad Arrow est le nom donné aux aiguilles qui indiquent l'heure de l'Omega Speedmaster 1957. Devenu une légende, ce chronographe est la seule et unique montre portée sur la lune. Son aventure se poursuit avec la très exclusive Speedmaster Broad Arrow, dotée d'un mécanisme de type à roue à colonnes, marque d'un chronographe de qualité exceptionnelle.

Ω OMEGA

ROYAL QUARTZ 10, RUE ROYALE • 75008 PARIS

Les nouveaux barbares *par Jean-Claude Kaufmann*

UN concours de circonstances, largement analysées, explique en partie la présence de Le Pen au second tour. Il conviendrait donc de ne pas dramatiser exagérément, tout en étant à l'écoute de ce que les Français ont voulu dire.

Les responsables politiques affirment avoir *« entendu le message »*. Mais quel est donc ce message ? Certains, à gauche, pensent qu'il s'agit d'une demande de gouvernement plus à gauche. Certains, à droite, pensent qu'il s'agit d'une demande de plus d'autorité de l'Etat et de quadrillage sécuritaire. Je crois personnellement que ce ne sont là que manifestations extérieures, que symptômes d'un message beaucoup plus profond, et beaucoup plus difficile à entendre.

Depuis une vingtaine d'années qu'ils ne cessent de répéter la même autocritique (*« Nous devons être plus près des gens ; nous devons parler de la vraie vie »*) sans parvenir à la mettre en pratique, les politiques auraient peut-être dû prendre conscience du problème. Mais il est si facile de les critiquer, de souligner tout ce qu'il n'ont pas fait, tout ce qu'ils ont mal fait ! La moindre petite phrase mal contrôlée, le plus petit lapsus, deviennent prétextes d'indignation nationale, de luttes partisanes, et de revanche des simples gens contre l'establishment.

Certes, beaucoup de choses peuvent sans doute être faites pour réformer l'exercice du politique, pour diminuer le sentiment de larges couches de la population de ne pas être entendues. Mais le problème de fond, hélas, est peut-être tout simplement insoluble.

Une des seules erreurs de Marx est d'avoir fondé son analyse de la modernité sur l'accumulation du capital. Car la révolution principale est ailleurs : dans l'accumulation du savoir. Nous parlons de la société de l'information et de la communication sans nous rendre compte de l'intensité des bouleversements en cours, non seulement techniques, mais surtout anthropologiques. L'homme d'aujourd'hui est devenu structurellement différent de ce qu'il était encore au début des années 1960 : il construit sa vie de façon évolutive en intégrant de façon de plus en plus massive les informations relayées par les médias. D'où la mise en flottement des repères collectifs.

La société n'a pas perdu la tête ; elle marche avec ses têtes. Le politique ne fait que suivre la même évolution. Gouverner est devenu un exercice d'une complexité inouïe, qui exige désormais des bataillons d'experts ; la seule solution alternative (qui ne peut être que momentanée) étant la démagogie.

Résultat : la France (comme tous les autres pays développés) se coupe en deux. Non plus socialement comme autrefois, mais culturellement, et irrémédiablement. D'un côté, les modernes, culturellement nantis, ouverts à tous les nouveaux questionnements passionnants de l'époque. De l'autre, la souffrance honteuse de tous ceux qui ne comprennent rien à ce tohubohu, le repli silencieux au fond des petits pavillons à 4 sous. D'un côté, la jeunesse, imprégnée de multiculturalisme et qui rêve de croquer l'avenir à pleines dents. De l'autre, la nouvelle contre-révolution des cheveux gris.

Et le politique aussi se coupe en deux. Non plus entre la gauche et la droite (qui devient une opposition secondaire). Mais entre la modernité de la raison et la protestation identitaire. D'un côté, les partis de gouvernement ; de l'autre, la dénonciation et le défoulement existentiel. L'échec du Parti communiste illustre de façon dramatique combien il est devenu difficile (impossible ?) de se moderniser pour une formation défendant les petites gens.

> La France (comme tous les autres pays développés) se coupe en deux. Non plus socialement comme autrefois, mais culturellement, et irrémédiablement

Ce serait donc une erreur que de ne pas prendre la mesure des dangers qui nous guettent. Le Pen sera battu au second tour. Mais la montée des votes protestataires et de l'extrême droite en Europe est tout le contraire d'un accident. Elle met le doigt sur ce qu'il faut avoir le courage de regarder en face : la modernité intellectuelle est un phénomène qui reste socialement minoritaire. Surtout si on élargit géographiquement l'analyse.

Le fondamentalisme islamiste n'est rien d'autre qu'une protestation identitaire contre la déstructuration individualisante de la modernité (notamment l'autonomisation des femmes). Plus le nouveau savoir s'accumule dans les individus culturellement dotés et les transforme en centres de réforme permanente de leur propre existence, plus le fossé s'approfondit avec ceux qui cherchent à être sécurisés et définis de l'extérieur par une tradition, comme autrefois.

Tiraillés par des appartenances contraires, attirés par les feux de la ville tout en étant socialement exclus, nombre de jeunes des banlieues ne trouvent parfois à s'affirmer que par des accès de violence. Logiquement, les médias et le pouvoir ont les yeux braqués vers eux. Car les événements sont spectaculaires, et les énergies contestataires peuvent effectivement être canalisées vers des réalisations positives.

Mais les exclus silencieux, les vrais paumés de la modernité, eux, sont oubliés. Tous les « périmés » penauds des quartiers sans événements, des boutiques minables, des loisirs qui font rire la bonne société ; tous les possesseurs de nains de jardins dont on s'est si cruellement moqué, tous les Deschiens véritables qui ne comprennent pas le deuxième degré.

Le 21 avril, secrètement (ils n'avaient pas osé le dire aux sondeurs), ils ont pris leur revanche. Le suffrage universel est une arme redoutable. Que faire ? Ecouter leur message certes, mais tout en sachant qu'il est impossible de l'entendre vraiment pour l'intégrer dans un programme de gouvernement. Car ce serait engager le pays vers la catastrophe, le nationalisme gros de haine, la violence, la régression insupportable. Que nous le voulions ou non, nous sommes condamnés à la modernité. Seules les modalités de cette dernière restent à débattre (notamment la place de l'économique). Alors, ne rien faire ? Attendre d'autres élections, en espérant qu'un nouveau concours de circonstances ne nous joue pas un tour encore pire que celui-ci ? Ce serait bien dangereux ; les démagogues de tout poil n'attendent que cette occasion.

La solution ne peut venir que de façon très limitée d'un programme de gouvernement ou de l'exercice du politique. Mais plutôt de la société civile elle-même et de la transformation des mœurs. Nous baignons dans une véritable culture de la protestation, de la dénonciation, de l'incompréhension, de l'intolérance, du coup de gueule et du coup de force. Particulièrement en France. Avant de chercher ce que l'autre a pu faire de bien, nous nous fixons immédiatement sur ce qu'il a fait de mal (à nos yeux, bien sûr). Avant de discuter, nous tentons d'imposer notre point de vue et nos intérêts. C'est d'ailleurs devenu une des règles du jeu établies : gagnent ceux qui crient le plus fort. Y compris au mépris du droit. Il était évident qu'un jour où l'autre nous aurions à payer les fruits amers de ce que nous avons semé.

C'est non d'une réforme, mais d'une véritable révolution des mœurs que nous avons besoin. Hélas, pour le moment, elle paraît bien improbable.

JEAN-CLAUDE KAUFMANN est sociologue, directeur de recherche au CNRS.

Sondages et regrets *par Roland Cayrol*

DÉSORMAIS, le folklore électoral suppose que l'on s'en prenne aux sondeurs. Personne, en politique, n'a désormais perdu ; seuls les sondages ont failli. Plus grave : voici que des électeurs, qui se sont abstenus le 21 avril ou ont dispersé leurs voix, regrettent tout haut : *« Si j'avais su, ah si les sondages m'avaient dit... ! »*

Une profession entière (que l'auteur de ces lignes n'engage pas) a eu beau s'échiner, sur toutes les antennes, dans toutes les colonnes, à prévenir : les sondages sont des photos, ils n'ont pas de caractère prédictif, ils comportent une marge d'erreur, de plus en plus de Français se décident au dernier moment (17 % le 21 avril, d'après leurs déclarations), l'hésitation, l'indécision, le zapping sont plus forts que jamais dans notre histoire électorale, il y aura forcément des surprises le jour du vote. Tout cela est balayé l'élection faite : les sondeurs se sont (encore) trompés, les sondeurs nous ont menti.

Ne tombons pas, à l'inverse, dans l'arrogance ou l'autosatisfaction : le sondage est une technique de mesure approximative, empirique, qui connaît des revers relatifs et doit sans cesse être remise sur le métier. Les méthodes d'échantillonnage, d'interrogation, de redressement des données doivent en permanence être revisitées, améliorées, mises en phase avec les évolutions de l'opinion.

Mais enfin, une profession a-t-elle à rougir de son travail dans cette campagne électorale ?

Les écarts entre sondage et vote, faibles dans l'ensemble (l'écart moyen par candidat est de 0,8 point), sont parfaitement explicables par la marge d'erreur de la technique, sans compter même l'inévitable différence entre les jeudi et vendredi (date de la dernière enquête) et le dimanche. Les candidats les plus éloignés des mesures sont Le Pen (moins de 3 points, et il reste trois jours de campagne) et Jospin (moins de 2), tous les autres s'étagent entre 0 et 1,5 point.

Mieux : l'évolution entre le sondage effectué dix jours avant le vote et celui réalisé trois jours avant montre les évolutions en cours, et qui vont se poursuivre : Jospin, Laguiller, Hue, Chevènement, Mamère ou l'abstention sont à la baisse ; Le Pen, Bayrou, Taubira, Besancenot, Saint-Josse sont en hausse.

En termes statistiques, les sondages publiés rendent donc bien compte de la physionomie du scrutin. Au passage, les objections de la commission des sondages sur la fiabilité relative des mesures concernant les « petits » candidats sont balayées, comme les statisticiens pouvaient s'y attendre (la marge d'erreur est plus faible pour eux, en valeur absolue).

D'accord, objectera-t-on, les chiffres sont corrects, mais l'ordre d'arrivée entre le 2e et le 3e n'est pas le bon ! Revenons-y : le dernier sondage permettait d'admettre comme possible (certes, pas forcément probable) que Le Pen (14 %, et à la hausse) finît par dépasser Jospin (18 %, et à la baisse). Tous les commentaires, toutes les interviews de sondeurs ont d'ailleurs tourné autour de cette question dans les derniers jours.

> En termes statistiques, les sondages publiés rendent bien compte de la physionomie du scrutin

A partir de là, on pouvait pronostiquer que Jospin resterait, de peu, qualifié pour le second tour, ou que ce serait Le Pen – mais il s'agissait dès lors de prédictions, exercice auquel les sondeurs ne sont certes pas plus habiles que n'importe qui !

Ajoutons ceci : même le jour du scrutin – toutes évolutions d'intentions de vote achevées –, même avec des échantillons plus importants, les sondages ne sont pas en mesure de dire qui, de deux candidats qui se tiennent à 0,8 point, est celui qui est en tête. La marge d'erreur de la méthode l'interdit évidemment.

Ce n'est pas à dire que les sondages soient peu utiles pour suivre l'évolution d'une campagne. Si l'on n'a pas été surpris par les scores atteints par, disons, Chevènement, Mamère, Bayrou, Laguiller, Hue ou Madelin, alors que leurs partisans les imaginaient volontiers à des niveaux différents, c'est bien grâce aux sondages, qui ont rendu compte des hauts et des bas des uns et des autres...

On s'en prend aux sondages à cause de l'ordre d'arrivée Le Pen/Jospin, alors qu'ils ne pouvaient en dire plus. On leur en veut d'avoir « laissé croire » aux électeurs que le second tour opposerait « forcément » Chirac à Jospin. Mais qui l'a cru, pendant cinq ans : l'opinion publique ou les sondages qui la mesuraient ? Qui l'a laissé penser jusqu'au bout : les sondeurs ou les candidats en présence ?

Il ne faut pas hésiter à « tirer sur les sondeurs » quand ils commettent des erreurs de méthode, comme, sans doute, lors des dernières élections municipales. Il faut les rappeler à l'ordre d'un travail incessant pour améliorer encore leurs techniques, notamment leurs méthodes de redressement des données brutes. Mais il est absurde de vouloir leur faire porter le chapeau de comportements d'électeurs qui voudraient les voir coupables de... leurs propres choix, ou des errements de leur camp.

Après cinq ans de cohabitation, après l'oubli par les partis de leurs engagements essentiels, la coupure de la gauche avec les catégories populaires, l'incapacité des leaders à organiser un premier tour qui fut de sélection et non de sanction, les trois quarts des électeurs ont préféré l'abstention, ou un vote contre Chirac et Jospin : doit-on vraiment en blâmer les sondeurs ?

ROLAND CAYROL est directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, directeur de l'institut CSA.

LES DEUX DERNIERS SONDAGES CSA AVANT LE PREMIER TOUR

En pourcentage

Candidats	Sondage du 10/11 avril	Sondage du 17/18 avril	Résultat du 21 avril	Ecart Final
Absention, Blancs et Nuls	**35,0**	**31,0**	**30,4**	**0,6**
Jacques Chirac	21,0	19,5	19,7	0,2
Jean-Marie Le Pen	12,0	14,0	16,9	2,9
Lionel Jospin	19,0	18,0	16,1	1,9
François Bayrou	5,5	6,0	6,9	0,9
Arlette Laguiller	8,0	7,0	5,8	1,2
Jean-Pierre Chevènement	7,0	6,5	5,3	1,2
Noël Mamère	6,5	5,0	5,2	0,2
Olivier Besancenot	1,5	3,0	4,3	1,3
Jean Saint-Josse	3,5	4,0	4,2	0,2
Alain Madelin	3,5	3,5	3,9	0,4
Robert Hue	5,5	5,0	3,4	1,6
Bruno Mégret	3,0	2,5	2,4	0,1
Christiane Taubira	1,0	2,5	2,3	0,2
Corinne Lepage	1,5	1,5	1,9	0,4
Christine Boutin	1,0	1,5	1,2	0,3
Daniel Gluckstein	0,5	0,5	0,5	0

Source : CSA

Faute de contrôles... *par Michel Lejeune*

L'ÉLECTION présidentielle 2002 vient d'écrire la page la plus sombre des sondages « à la française ». Pour les rares scientifiques qui savent comment sont produites les estimations, il était clair que l'écart des intentions de vote entre les candidats Le Pen et Jospin rendait tout à fait plausible le scénario qui s'est réalisé. En effet, certains des derniers sondages indiquaient 18 % pour Jospin et 14 % pour Le Pen. Si l'on se réfère à un sondage qui serait effectué dans des conditions idéales (tirage aléatoire absolu, taux de réponse 100 %, aucune fausse déclaration), on obtient sur de tels pourcentages une incertitude de plus ou moins 3 % étant donné la taille de l'échantillon qui n'est en fait que de 700 environ en raison des abstentions.

En pratique, on est loin de se trouver dans ces conditions : on ne peut pas réaliser un véritable tirage aléatoire parmi les électeurs, le taux de réponse est de 10 % ou 20 % en pratique dans le cas du téléphone, enfin, les fausses déclarations d'intentions ne sont pas négligeables, en particulier sur les intentions de vote pour l'extrême droite. Les sondeurs croient, ou feignent de croire, que grâce à l'utilisation de quotas et aux redressements des échantillons, leur précision pourrait être meilleure que, par exemple, ces 3 %.

Pour ce qui est des quotas, qui consistent à sélectionner un échantillon qui ait les mêmes structures en âge, sexe et profession que la population des électeurs, les calculs montrent que le gain, en conditions idéales toujours, est insignifiant.

En ce qui concerne les redressements, notamment sur des votes antérieurs, ils laissent espérer au mieux un gain de 10 %. Mais les fausses déclarations (on n'avouait guère plus son vote Le Pen lors d'élections antérieures), les problèmes de mémoire et autres imperfections réduisent à néant cet espoir théorique. Les sondeurs prêtent des vertus démesurées aux redressements, ils ne connaissent pas leurs limites. Pour comble, on a même pu lire qu'ils corrigeaient les fausses déclarations !

Deux jours avant le premier tour, j'étais consterné d'entendre un sondeur déclarer que le vote Le Pen constaté dans les échantillons devait être multiplié (c'est-à-dire redressé) par 2. Selon des règles mathématiques rigoureuses, ajoutait-il. En réalité, les traitements réalisés sont techniquement très simples et leur compréhension est à la portée de n'importe quel bachelier. Il faut savoir qu'il n'y a aucun, je dis bien aucun, statisticien spécialiste de la théorie des sondages dans les cinq instituts concernés. De fait, il n'y a aucune règle objectivable de façon scientifique dans le traitement des résultats bruts – ne serait-ce qu'en raison du choix subjectif des critères de redressement – mais plutôt des corrections qui relèvent plus de l'appréciation empirique des politologues que de la théorie statistique.

J'en veux pour preuve la surprenante proximité des résultats d'un institut à l'autre, ainsi que leurs faibles variations semaine après semaine. Les sept derniers sondages publiés donnaient tous Jospin à 18 % : pour tout observateur avisé, cette constance est statistiquement invraisemblable avec des échantillons de taille 1 000.

Lorsqu'on est amené à « redresser » le vote Le Pen par un cœfficient 2, dans des conditions au demeurant imparfaites, il est évident qu'on obtient un résultat redressé fragile, entaché d'une forte incertitude. Je pose aux sondeurs responsables la question suivante : quelle aurait été l'issue du premier tour si l'on avait utilisé un cœfficient 2,5 ou, pire, si l'on avait publié, comme le font les Anglo-Saxons, une marge d'erreur de 3 %, aussi optimiste soit-elle ?

Aujourd'hui la communauté scientifique doit se sentir en partie responsable de ce qui vient de se produire. Par dédain, elle n'a jamais voulu s'intéresser à la pratique des sondages ni vraiment, d'ailleurs, à la théorie. Le nombre de thèses dans le domaine, en France, se compte sur les doigts d'une seule main, car un doctorant en théorie des sondages perd pratiquement tout espoir de décrocher un poste universitaire.

Quant aux médias, ils sont les dupes, peut-être parfois les complices, des discours lénifiants des instituts. Je leur suggère, pour l'heure, de réclamer la mise sur pied d'une commission indépendante de statisticiens qui vienne décortiquer, a posteriori, la façon dont les chiffres publiés ont été produits. Au-delà, je plaiderais pour l'instauration de contrôles approfondis des sondages d'opinion, comme cela se fait pour les études d'audience des médias, alors qu'actuellement la commission des sondages opère de façon très limitée. Tout le monde y gagnera pour l'avenir, y compris les sondeurs.

MICHEL LEJEUNE est professeur de statistique à l'université Pierre-Mendès-France de Grenoble.

Le fanfaron de la Corrèze et la bête du Gévaudan

par Yves Michaud

FACE au séisme politique du 21 avril, on en appelle de tous côtés à un front antifasciste contre Monsieur Jean-Marie Le Pen. Le souci honorable de faire barrage au fascisme ne doit pas faire perdre de vue le sens profond de la situation politique.

Monsieur Jacques Chirac a inlassablement, puissamment et efficacement contribué à la démolition de la candidature de Lionel Jospin tout au long des cinq années de la cohabitation et tout particulièrement à partir du pilonnage d'artillerie de la fameuse interview du 14 juillet 2001. Si le sentiment de culpabilité et d'injustice des socialistes est en partie justifié (il y a eu de lourdes erreurs de leur part, notamment en matière d'insécurité), c'est quand même et surtout Monsieur Chirac qui a finalement obtenu ce qu'il voulait et provoqué le séisme qu'on connaît.

Il serait risible, si ce n'était scandaleux et honteux, que ce politicien opportuniste et cynique, à convictions variables au seul service de son ambition politique, qui a fait le lit de Monsieur Le Pen, apparaisse du jour au lendemain comme le seul rempart contre l'extrême droite et qu'il vienne réclamer l'union sacrée de ceux qu'il a écartés de la compétition politique par tous les moyens.

Quand la plus haute autorité de l'Etat répète *urbi et orbi* durant des mois et des mois que le gouvernement ne fait rien ou qu'il fait tout mal, quand il propose sans vergogne tout et n'importe quoi en un programme de bateleur de foire, cette « autorité » est mal venue à venir ensuite demander l'union de tous les républicains au nom de l'unité nationale et du salut public. C'est l'incendiaire qui se fait pompier. Connaissant le personnage, on peut aussi être certain qu'il se servira de résultats présidentiels plébiscitaires pour chercher une victoire législative écrasante à travers une union présidentielle dont il a déjà annoncé les contours.

Il ne faudrait pas que la menace de Monsieur Le Pen dissimule le fait que Monsieur Chirac, en vertu d'une tactique politique éprouvée, a fait cette fois-ci ce qu'il a toujours fait et réussi depuis 1974 : jouer le jeu du troisième homme pour faire avancer ses intérêts. En 1974, Chaban-Delmas en fit les frais, en 1981 Giscard d'Estaing, en 1988 Barre, en 1995 Balladur et maintenant en 2002 Jospin. D'un point de vue négatif, c'est efficace et bien joué, même si cela n'a permis à cet habile tacticien de ne gouverner que trois fois deux ans sans jamais parvenir à faire quoi que ce soit ou presque – il est vrai que ses promesses n'engagent que ceux à qui il les fait.

Le hic, cette fois, est qu'il se retrouve face à Monsieur Le Pen. Alors il appelle à l'aide, invoque la vertu et mobilise les démocrates. Il me semble qu'autant d'habileté mérite son salaire. Que Monsieur Chirac se débrouille avec les forces de son camp et avec ses idées pour barrer la route à Monsieur Le Pen. Le démagogue a trouvé plus démagogue que lui ? Qu'il montre maintenant de quoi il est capable. Il sera intéressant de regarder celui qui dénonçait en 1978 le *« parti de l'étranger »* des pro-européens dans l'appel de Cochin (on a les Londres qu'on peut) contrer maintenant l'anti-européen fanatique qu'est Monsieur Le Pen et l'agitateur frénétique du spectre de l'insécurité s'opposer au radicalisme sécuritaire du même personnage. Si la situation n'était grave, on sourirait à ce rebondissement où tel est pris qui croyait prendre.

On m'objectera que la situation est dangereuse et qu'il faut tout faire pour que les fascistes ne passent pas.

Il me semble que la crainte que Monsieur Le Pen ne fasse un score trop haut n'est pas une raison de faire activement élire Monsieur Chirac. D'une part, il est douteux que Monsieur Le Pen, même en cas d'abstention des forces de gauche, l'emporte. Le premier tour pourrait bien avoir engendré une rude gueule de bois chez certains électeurs qui se sont défoulés et n'ont pas forcément voulu ce qu'ils ont finalement causé.

D'autre part, et surtout, la situation est plus grave encore qu'elle ne semble. Il n'y a pas seulement 20 % de votants qui ont voté pour Monsieur Le Pen ; 30 % des électeurs se sont abstenus et plus de 10 % des votants ont voté pour des idées qui, à gauche, jouent le même rôle que celles de Monsieur Le Pen à droite. Il est patent, en outre, qu'une fraction importante de l'électorat de Monsieur Le Pen appartient aux couches populaires, traditionnellement de gauche, les plus mal loties, en situation précaire et d'insécurité.

YVES MICHAUD est philosophe, responsable de l'Université de tous les savoirs.

Pour des hommes de gauche lucides, il va falloir reconstruire depuis la base la démocratie dans un pays fortement inégalitaire, raciste, qui n'a jamais pensé ni réglé son passé colonial, qui a été abêti par la démagogie, à commencer par celle de Monsieur Chirac.

Ce n'est pas un front antifasciste dégoulinant de bonnes intentions et de culpabilité qui réglera le problème : cela ne fera que l'anesthésier en donnant à Monsieur Chirac une occasion de plus de ne rien faire tout en prétendant que tout le monde a pris sa part de son échec. Puisque Monsieur Chirac a dénoncé l'insécurité, l'excès de sécurité de la fonction publique, les inégalités, l'égalitarisme, la bureaucratie et le libéralisme, toutes choses et son contraire, qu'il fasse preuve de ses qualités d'homme d'Etat.

A force de crier au loup, parfois il vient, même borgne et vieilli. Laissons le fanfaron de la Corrèze tuer sa bête du Gévaudan. Après tout, il n'est pas pour rien dans cette pitoyable histoire.

La gauche de gouvernement : il lui reste à tout reprendre en s'adressant aux vrais problèmes qui ont nom inégalité, pauvreté, insécurité et racisme dans un pays où opèrent maintenant 5 clivages qui ne recoupent plus ceux de la lutte des classes mais dont les recouvrements contribuent au séisme que nous vivons : entre jeunes et vieux, entre riches et pauvres, entre personnes à statut garanti et personnes à situation précaire, entre personnes en sécurité et personnes en insécurité, entre Français de souche et Français immigrés.

Pour s'y retrouver et élaborer des solutions et des programmes convaincants, il y a du travail pour une législature au moins. Il faut savoir aller jusqu'au bout d'une crise pour en sortir. Voter Chirac ne ferait que maquiller le problème.

> Que Monsieur Chirac se débrouille avec les forces de son camp et avec ses idées pour barrer la route à Monsieur Le Pen

Un front républicain, pour quoi faire ?

par Paul Alliès

EN constituant spontanément un *« front républicain »* sans contenu précis contre Le Pen, les dirigeants des partis démocratiques ne sont-ils pas en train de masquer la gravité de la crise révélée le 21 avril et l'importance des perspectives à ouvrir sans tarder ?

Plus qu'une dérive de la France vers le fascisme, c'est une véritable crise de régime qui s'est ouverte. La forme de la distinction entre gouvernants et gouvernés, faite des éléments institutionnels, politiques et sociologiques tels qu'agencés dans la Ve République depuis un demi-siècle n'est plus tenable.

Les fractures institutionnelles sont connues : l'institution présidentielle sur laquelle reposait tout l'édifice s'est vidée de sens. Le président sortant y a mis le meilleur du sien en restant agrippé à un siège vide depuis 1997 au moins. Le résultat est là : un sondage ne nous disait-il pas, à quelques jours du scrutin, que, pour 60 % des personnes interrogées, les élections les plus importantes étaient les législatives et, pour 20 % seulement, la présidentielle ?

Qu'elle est loin la « mère des batailles » qui mobilisait jusqu'en 1981 les électeurs et les jeunes, d'autant plus participatifs que, pour eux, l'élection avait un enjeu ! Et quelle erreur de diagnostic que cette inversion du calendrier électoral par laquelle la gauche a cru sauver la monarchie présidentielle. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : le retour, par la grâce du Conseil constitutionnel, à la théorie ante-républicaine de l'inviolabilité personnelle du chef de l'Etat pour le soulager de sa responsabilité dans une corruption à grande échelle, est le couronnement de ce dépérissement démocratique.

La systématisation de la cohabitation a ruiné l'architecture institutionnalisée des clivages sans lesquels les gouvernés ne peuvent plus reconnaître leurs gouvernants.

Le consensus sur le caractère indépassable de cette Constitution a encouragé les partis à délaisser leur indispensable travail d'implantation, de conviction, d'adaptation sans lequel aucune construction d'opinion n'est possible. Quatre millions d'électeurs ont abandonné la droite parlementaire pour la droite extrême au cours des seules sept dernières années. Et l'examen plus fin, commencé dans ces colonnes au lendemain des élections municipales il y a un an, montre combien était prémonitoire l'arrivée de ce que j'avais appelé une *« droite de courtoisie »*, experte dans le maniement de nouvelles formes de civilité, dépolitisées, *« proches des gens »* et de leurs attentes immédiates.

Cette droite est celle qui a rompu toute attache avec les directions nationales des partis pour mieux pactiser avec le Front national aux régionales de 1998. Et c'est dans ces régions et dans ces villes, gouvernées à vue et sans principe clair, que l'extrême droite a battu dimanche tous ses records.

Comment s'étonner, dès lors, du progrès du sentiment d'abandon, de perte d'identité, de disparition du lien social dans un électorat de plus en plus radicalisé mais pas forcément en voie de fascisation ? La fracture sociologique (la quasi-majorité d'ouvriers et employés qui fait le vote Le Pen) est aussi culturelle en cela qu'elle s'alimente de la conviction que la politique n'est plus à sa portée, en tout cas qu'elle ne lui est plus compréhensible. C'est cela la crise de régime. C'est cela qui est la cause profonde du dérèglement de dimanche. Et la réponse en termes d'urgence visant à faire bloc autour du président sortant risque d'être pire que le mal : parce qu'elle renouvelle une fois encore le consensus sur un système exsangue, parce qu'elle est inefficace et confusionniste.

A chacun son travail : la droite républicaine doit convaincre avec ses propres arguments les 20 % d'extrémistes de droite qu'il faut voter de manière responsable. La situation n'est pas telle qu'il faille une *« union sacrée »* pour sauver des institutions aussi discréditées. La *« menace fasciste »* est un prétexte pour ne rien faire et ne rien dire sur ce registre.

Une révision constitutionnelle n'a jamais été, depuis 1962, aussi urgente et possible. Un débat doit s'ouvrir sans attendre, pas tant entre spécialistes qu'entre les partis, sur l'avènement d'un autre régime : un parlementarisme à l'européenne basé sur 577 élections locales, donc prenant en compte les différences territoriales positives consacrées par la décentralisation et respectant la règle du mandat unique.

Le chef de la majorité législative ne pourra plus être cet individu, plus habile qu'un autre dans les médias, plus « Bonaparte » ou imprévisible que jamais, que produit une élection présidentielle. Il sera nécessairement à l'image d'une entreprise collective qu'est un parti au meilleur sens du terme. La simplification majoritaire corrigée par une dose de proportionnelle telle qu'elle fonctionne bien dans toute l'Europe sera un progrès. Bien sûr, cela suppose de mettre le droit en accord avec l'évolution et de réduire les pouvoirs dus à ceux d'une autorité de représentation. Il faudra aussi rétablir l'intérêt pour la chose publique en fondant d'autres rapports entre les citoyens, les partis, les pouvoirs locaux et nationaux et internationaux.

PAUL ALLIÈS est professeur de science politique à l'université de Montpellier, conseiller régional (PS) du Languedoc-Roussillon, vice-président de la Convention nationale pour la VIe République.

> Le vote Chirac a l'inconvénient de laisser les choses en l'état

L'autre politique, le vote Chirac, a l'inconvénient de laisser les choses en l'état, de démoraliser un peu plus la gauche et ses électeurs en général. Il peut très bien, ainsi, aboutir à la reconduction à l'identique d'une autre cohabitation (seule différence : sans Jospin). Il ne répond en rien aux défis lancés par la crise de régime que mériterait la formation d'un vrai front républicain pour une autre République.

Le discrédit qui frappe ouvertement désormais le président sortant le met en effet dans l'incapacité organique d'être l'homme de ces défis. De ce point de vue, le mot cruel du général de Gaulle à propos d'Albert Lebrun, dernier président de la IIIe République, pourrait bien s'appliquer à Jacques Chirac : *« Comme chef d'Etat, deux choses lui avaient manqué : qu'il fût un chef ; qu'il y eût un Etat. »*

Quant à la gauche, qu'elle n'oublie pas, en ces circonstances, Léon Blum : *« Toute classe dirigeante,* écrivait-il dans *A l'échelle humaine, qui ne peut maintenir sa cohésion qu'à la condition de ne pas agir, qui ne peut durer qu'à la condition de ne pas changer, qui n'est capable ni de s'adapter au cours des événements ni d'employer la force fraîche des générations montantes, est condamnée à disparaître de l'histoire. »*

La République schizophrène

Suite de la première page

La reine d'Angleterre n'a pas de majorité.

La Ve République voit donc sa schizophrénie progresser. Elle paraît aujourd'hui hésiter dangereusement entre le retour au régime parlementaire et l'hyper-présidentialisation. L'échec de la droite républicaine aux législatives, échec arithmétiquement inscrit dans la multiplication des risques d'élections triangulaires de second tour en cas de bon score de Jean-Marie Le Pen le 5 mai, déboucherait sur la plus grave des confusions institutionnelle et politique, sauf s'il entraînait une modification très sensible de la fonction présidentielle.

Le chef de l'Etat, dès lors qu'il n'aura pas été personnellement élu sur un projet politique et qu'il ne disposerait pas d'une majorité législative de gouvernement, devrait sans nul doute se contenter d'exercer les fonctions qui lui étaient traditionnellement dévolues sous la IIIe République, une fonction d'arbitrage inter-institutionnel et de représentation symbolique de la nation. On en reviendrait alors à la lecture initiale des institutions de la Ve République telle qu'elle avait été donnée par Michel Debré en 1958 lors de sa présentation de la Constitution devant le Conseil d'Etat.

Concrètement, ce qui distinguerait cette nouvelle cohabitation des précédentes concernerait pour l'essentiel les affaires européennes : ce serait au chef de gouvernement et non plus au chef de l'Etat qu'il appartiendrait de représenter la France au Conseil européen, comme c'est déjà le cas dans l'ensemble des pays où le président est élu au suffrage universel : Portugal, Irlande, Autriche et Finlande.

La nouvelle cohabitation déboucherait ainsi, dans la logique de l'élection présidentielle du 5 mai, sur la dissociation de la fonction de représentation de la nation et de la fonction de conduite de l'exécutif.

Dans l'hypothèse inverse, celle d'une victoire de la droite républicaine aux élections législatives, victoire inscrite quant à elle dans une dynamique de désaveu massif d'une gauche décapitée et d'une cohabitation honnie, on assisterait sans doute à une nouvelle affirmation du pouvoir présidentiel, favorisée entre autres par le quinquennat et la concomitance retrouvée des mandats présidentiel et législatif.

Ce que l'on sait aujourd'hui des intentions politiques de Jacques Chirac dans la perspective du rendez-vous législatif – label présidentiel, candidatures uniques, groupe parlementaire unique et parti unique du président – va assurément dans le sens d'un retour aux années héroïques de la Ve République, celles de la soumission absolue et de l'instrumentalisation parfaite d'une majorité parlementaire au service d'un seul homme.

La troisième hypothèse, celle d'une Chambre ingouvernable dans laquelle les amis de M. Le Pen interdiraient la constitution de toute majorité, ne peut être exclue. Elle justifierait qu'un président qui aurait eu la sagesse de garder une certaine réserve dans la mêlée législative s'attache à faire prévaloir des solutions politiques et des réformes institutionnelles associant la droite et la gauche à une refondation commune de la Ve République. Il est essentiel en tout état de cause que l'Elysée redevienne un lieu où des adversaires politiques puissent se retrouver pour défendre ensemble la République et la démocratie.

La réponse politique du chef de l'Etat semble être aux antipodes de cette exigence-là. M. Chirac n'entend pas seulement dire sa préférence légitime pour l'un des trois camps en compétition pour les législatives. Il souhaite à l'évidence tirer tactiquement parti de la « divine surprise » constituée par le premier tour de l'élection présidentielle et profiter de cette occasion unique, à la fois socialement dramatique et politiquement miraculeuse, pour réduire la différence centriste et libérale et refermer une fois pour toutes la parenthèse ouverte en 1974 par Valéry Giscard d'Estaing avec la complicité… d'un certain Jacques Chirac. La perspective ainsi tracée apparaît à la fois moralement inconvenante, électoralement risquée et politiquement inadéquate. Il n'est guère séant de prétendre tirer de ce qui est présenté un peu partout comme une crise de première grandeur l'idée qu'il est urgent de reprendre la partie de belote politicienne là où les affaires et la menace socialiste avaient obligé de l'interrompre et de soumettre une équipe et un homme qui n'ont d'autre tort que de prétendre persévérer dans l'être. L'élimination de Jospin par Le Pen rend peut-être François Bayrou moins incontournable à court terme. Est-ce une raison pour tenter à nouveau de lui faire les poches ?

> On ne peut que s'inquiéter de l'anachronisme fondamental d'une démarche qui viserait à rétablir au cœur de notre société post-moderne les structures, les projets, la culture de la république gaullienne des années 1960

Sur le plan électoral, est-il vraiment judicieux de la part du chef de l'Etat, déjà obligé de lutter sur deux fronts, celui de la gauche et celui de l'extrême droite, d'en ouvrir un troisième et de s'en prendre à l'autonomie d'une famille politique dont le candidat a rassemblé 7 % des suffrages, soit plus d'un tiers du nombre des voix obtenues par le président sortant ?

Face à une gauche abasourdie et à une extrême droite à l'électorat nécessairement volatil, la droite républicaine peut, malgré le boulet des triangulaires, espérer obtenir une majorité absolue de sièges à l'Assemblée nationale. Encore faut-il qu'elle ne s'acharne pas à se réduire au chœur des fidèles d'un président sortant qui, à ce jour, n'a su attirer sur sa personne et sur son projet qu'un suffrage sur cinq. Si le Front national a fait un si bon score, c'est, comme François Bayrou l'avait observé à Toulouse, parce que les terres de la droite classique avaient été laissées en jachère par ceux-là même dont c'était la raison d'être de les cultiver. Faut-il aujourd'hui prendre le risque inverse et mettre toute l'opposition républicaine en rang quatre par quatre derrière Jacques Chirac au risque de voir ce parti de la jugulaire républicaine évacuer les cases centrales de l'échiquier politique ?

Le parti unique de l'opposition, c'est-à-dire, dans la conjoncture actuelle, l'établissement d'une courroie de transmission présidentielle destinée à contrôler la majorité parlementaire, est enfin contraire aux exigences d'un nouveau partage des pouvoirs, exigence dont la prise en compte doit être au cœur d'un projet de reconquête démocratique et de rétablissement de l'état de droit dans le pays.

A la différence de beaucoup de centristes, je n'ai personnellement aucune allergie à l'idée d'une formation commune de l'opposition, pour peu qu'elle repose sur la base et non sur le sommet, qu'elle crée une société politique fondée sur le respect du droit et des différences et qu'elle permette le moment venu de régler de manière civilisée et démocratique la compétition des candidats à l'élection présidentielle.

Sans être exagérément pessimiste, il me semble difficile de trouver dans les appels à un parti du président, dans les documents conçus par l'UEM et dans les méthodes de travail de l'entourage élyséen, autre chose qu'une nouvelle mouture du centralisme démocratique variante RPR.

Entre les rois fainéants de la cohabitation et la boulimie de pouvoir à la Napoléon, les Français cherchent confusément un moyen terme. Jacques Chirac doit comprendre que c'est d'un nouvel Henri IV que la France, inquiète, rebelle et divisée, a désormais besoin.

Jean-Louis Bourlanges

Le Monde
ÉDITORIAL

Le Pen ou l'Europe

LE SPECTACLE de plusieurs dizaines de députés européens qui, à l'arrivée de Jean-Marie Le Pen dans l'hémicycle mercredi 24 avril à Bruxelles, se sont levés en brandissant de petits cartons où était écrit « NON » ou « NO » a de quoi réconforter. Jean-Marie Le Pen est membre, peu assidu, du Parlement européen : il s'est rendu dans la capitale européenne pour expliquer que, s'il gagnait l'élection présidentielle française, il abandonnerait la monnaie unique pour le franc et abrogerait les traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Schengen. Que des « étrangers » viennent ainsi s'ingérer dans la politique intérieure française servira évidemment d'argument au FN pour dénoncer l'abandon de souveraineté que constitue la participation de la France à l'Union. C'était même, sans doute, le but de la manœuvre : que son voyage à Bruxelles déclenche, en dehors et au-dedans du Parlement, des protestations qui puissent être utilisées comme une arme de propagande pour convaincre que l'Europe brutalise la France.

Nous sommes ici au cœur du programme du Front national. Sa dénonciation de l'« euro-mondialisme » et son annonce d'un retrait de l'Union et d'un retour à l'autarcie – « la France aux Français » – constituent l'axe stratégique par lequel il entend grossir ses voix entre le premier et le second tour : Jean-Marie Le Pen vise à réunir tous les opposants au traité de Maastricht. Lors du référendum du 20 septembre 1992, 48,95 % des Français ont voté « non » : le chef du Front croit y voir un bon réservoir de progression.

La politique européenne de la France depuis la fin de la guerre trace la ligne de rupture. La France a choisi l'Europe : elle en partage le destin institutionnel et économique, ainsi que les valeurs de démocratie, d'ouverture et de tolérance. C'est cet ensemble que Jean-Marie Le Pen veut abandonner au profit d'un retour à des idéologies datant des années 1920 : protectionnisme, « préférence nationale », dirigisme.

L'échec est bien entendu assuré : la France entrerait dans une spirale d'inflation, de régression et de chômage dont souffriraient en premier les plus fragiles, c'est-à-dire les électeurs de Jean-Marie Le Pen. Mais qu'importe au chef : ni la faisabilité (comment quitter l'euro sans se retrouver avec un franc aussitôt dévalué et des capitaux fuyant le pays comme en Argentine ?) ni la cohérence de ses propositions (abandonner l'Europe verte, c'est priver les agriculteurs de subventions qui forment un tiers de leur revenu) ne le préoccupent. L'important est la thématique de la dénonciation d'une Europe – c'est-à-dire de l'étranger – « responsable » de nos malheurs.

C'est une contre-vérité. L'Europe est très largement responsable de la croissance économique de la France. L'essentiel de nos échanges extérieurs se fait avec elle, ce qui veut dire qu'un Français sur quatre travaille grâce au marché européen. L'abandonner serait une régression économique et sociale. Le combat contre l'intolérance et pour l'ouverture est, comme l'Europe, un espace commun. Les eurodéputés ont raison.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : **Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy,** directeur général ; **Noël-Jean Bergeroux**.
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Directeur artistique : François Lolichon
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer
Rédaction en chef centrale :
Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre
Rédaction en chef :
François Bonnet *(International)* ; Anne-Line Roccati *(France)* ; Anne Chemin *(Société)* ; Jean-Louis Andréani *(Régions)* ; Laurent Mauduit *(Entreprises)* ; Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Franck Nouchi *(Culture)* ; Josyane Savigneau *(Le Monde des Livres)* ; Serge Marti *(Le Monde Economie)*

Médiateur : **Robert Solé**

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette
Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la **Société Editrice du Monde (SAS)**
Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du *Monde*, Société des Cadres du *Monde*, Société des Employés du *Monde*, Fonds commun de placement des personnels du *Monde*, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du *Monde*.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

PRÉSIDENTIELLE. Dans la carte des résultats du premier tour de l'élection présidentielle par circonscriptions *(Le Monde* du 24 avril), la 6e circonscription de Seine-et-Marne, actuellement détenue par Nicole Bricq (PS), a été classée par erreur à droite.

AUTOMOBILES. C'est par erreur que nous avons écrit, sous une photo représentant M. Chirac debout à bord d'une voiture (*Le Monde* daté 21-22 avril), qu'il s'agissait d'une CX. Le véhicule était en fait une Citroën SM décapotable carrossée par Chapron et livrée aux « résidents » de l'Elysée en 1972.

PRÉCISION

VLAAMS BLOK. Dans nos éditions du 23 avril, nous avons publié une carte européenne indiquant que l'extrême droite réalisait un score de 9,9 % en Belgique. Ce chiffre « national », reprenant le score du parti néofasciste Vlaams Blok au niveau de la Chambre fédérale, ne signifie pas grand-chose puisque le système électoral belge prévoit l'élection de 80 députés flamands par des électeurs de Flandre, 22 par les Bruxellois, et 48 par les Wallons. Il est donc plus significatif de relever que le Vlaams Blok a réalisé, en 1999, 15,5 % des voix dans la partie flamande de la Belgique, ce qui lui a valu 15 sièges de députés.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : **Dominique Alduy**
Directeur général : **Stéphane Corre**
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Le PS entre l'étrange défaite et la « troisième voie »

IL SERAIT trop simple de réduire l'étrange défaite des socialistes à des questions d'image, de communication, voire de campagne mal positionnée. En personnalisant ainsi leur déroute, en l'attribuant au charisme défectueux de leur candidat, les vaincus risqueraient de se rassurer à peu de frais. Invoquer l'histoire séculaire de la social-démocratie afin d'y puiser la promesse d'une renaissance serait également trop court. L'acheminement du PCF vers sa disparition vient montrer, s'il en était besoin, que le déclin d'une offre politique est difficilement réversible dès lors que les tournants doctrinaux ne sont pas pris à temps.

Une refonte théorique opérée plus tôt par les socialistes français aurait-elle épargné aux électeurs de M. Jospin l'humiliation d'avoir à appeler à voter pour Jacques Chirac ? La question mérite au moins d'être posée. D'autant plus qu'un défi doctrinal avait été justement proposé au PS dans les premiers temps du gouvernement Jospin sous la forme de la *« troisième voie »* du Nouveau Parti travailliste britannique mené par Tony Blair, qui venait de retrouver les chemins du pouvoir en 1997. Or cette révolution a été repoussée par la plupart des socialistes français, qui préférèrent y voir une dénaturation du message de gauche, et non un réarmement intellectuel pour affronter la mondialisation.

ROUTES DE TRAVERSE

D'une certaine façon, le PS au pouvoir a quand même fait de la *« troisième voie »* sans le savoir, ou sans le dire. En incluant les Verts dans la majorité, affichant, à travers eux, un souci de l'environnement qui contrastait avec une tradition *« industrialiste »* bien ancrée. L'introduction du pacs relevait d'un souci des minorités, bien au diapason d'une évolution de la nouvelle gauche vers des préoccupations *« sociétales »*. Des thèmes ont surgi au hasard de la campagne, comme celui de la disparition totale, en cinq ans, des SDF à l'aide des associations et des ONG, qui n'étaient pas sans rappeler l'idéal blairiste de responsabilisation des chômeurs. La relégation du discours antisécuritaire hérité de 1968 correspondait – en forme de pâle écho – au leitmotiv des nouveaux travaillistes sur la lutte contre la *« criminalité »*.

Mais en empruntant des routes de traverse, le PS aura aussi donné l'impression de perpétuer la vieille tendance au décalage entre discours et pratique. Une tendance lourde qui proviendrait d'une peur panique chez les socialistes de ne pas apparaître assez à gauche. Ce réflexe est gentiment raillé par Dominique Strauss-Kahn, qui, dans son dernier ouvrage, *La Flamme et la Cendre* (Grasset), en fait remonter l'origine à la rupture de 1920 avec les communistes. Ne peut-on faire l'hypothèse que la fascination pour le passé trotskiste du premier ministre et pour le mystère qui l'entourait recélait, bien plus qu'un intérêt réel pour le contenu des engagements de jeunesse de M. Jospin, le symptôme d'un agacement vis-à-vis de ce genre de fonctionnement ?

Quoi qu'il en soit, si le discours ultralibéral sur le mode thatchérien est devenu une denrée rare à droite, la défense et illustration de l'Etat-providence interventionniste l'est tout autant à gauche. Le clivage gauche/droite n'en reste pourtant pas moins une réalité. Ce « dissensus » continue et continuera de passer entre un néolibéralisme passif, confiant dans le marché, et une conception qui fait dépendre la justice sociale du volontarisme politique et non de *« la main invisible »* chère à l'économiste écossais Adam Smith (1723-1790). Le problème pour la gauche de gouvernement reste de convaincre ses électeurs que sa vision de l'Etat et de l'économie constitue le vrai moyen d'affronter – ou de contrôler – les effets de la mondialisation.

En affirmant haut et fort, et non dans le secret des cénacles, que la *« gouvernance »* (la négociation menée au niveau des institutions internationales, ONG, etc.) est, dans un univers globalisé, un meilleur outil que le *« gouvernement »* (dans les limites d'intervention de l'Etat-nation traditionnel), ne pourrait-elle ramener à elle des électeurs déboussolés ? Faute de proposer une alternative crédible au *« fondamentalisme du marché »*, la gauche modérée s'expose à voir ses troupes séduites par une autre orthodoxie, protestataire celle-là. N'est-ce pas ce qui s'est passé au premier tour de la présidentielle, marqué par un succès, inédit en Europe, du vote d'extrême gauche, qui a dépassé les 10 % ?

Il est souvent fait au PS le reproche de n'avoir pas pris assez tôt la mesure du mouvement anti-mondialisation qui s'est développé à partir de la fin des années 1990, et, plus encore, de n'avoir pas su intégrer certains éléments de cette nouvelle contestation du capitalisme qui s'est cristallisée dans l'opposition à l'OMC, bref de n'avoir pas su défendre une *« vraie »* politique de gauche. L'affichage d'un discours de rupture avec le capitalisme aurait satisfait, sans doute, une grande partie de la base militante du PS, dont le rejet du marché est souvent plus affirmé qu'au sommet du parti. Mais la radicalisation de la social-démocratie est-elle la meilleure voie de son renouveau ? Le succès de la *« troisième voie »* des travaillistes britannique et la réélection de Tony Blair permettent d'en douter. Ils montrent en tout cas qu'une social-démocratie assumant clairement son orientation au centre gauche peut mener son camp à la victoire.

La *« troisième voie »* représente en effet bien plus qu'un affadissement du contenu doctrinal du mouvement ouvrier ou qu'une accommodation de la social-démocratie aux diktats de l'économie libérale. Elle ne renonce pas à combattre les inégalités mais propose de mener le combat sur l'égalité des chances par l'amélioration du système éducatif, plutôt que sur le terrain d'une correction niveleuse exercée a posteriori. Plus généralement, elle résulte d'une effervescence intellectuelle qui, depuis vingt ans, tente de redéfinir les contours de la modernité, de la famille, de la société civile, etc. C'est l'idée d'une *« modernité réflexive »*, consciente de ses propres limites, notamment en matière d'environnement, qui a été développée dès le début des années 1980 par le sociologue allemand Ulrich Beck, l'autre maître à penser de la *« troisième voie »* avec le sociologue britannique Anthony Giddens, dans sa *Société du risque* (« Le Monde des livres » du 4 janvier et du 19 avril). La plupart des textes fondateurs de la philosophie politique américaine consacrés au communautarisme, autre inspiration de la *« troisième voie »*, ont été longtemps inaccessibles en français, et ce n'est que tout récemment qu'ils ont été vraiment discutés.

La refondation d'un lien social fracturé par l'individu-roi dans le cadre d'une société démocratique, voilà après tout une orientation pour la gauche socialiste et démocratique qui n'est pas moins ambitieuse que l'Etat-providence et qui pourrait lui succéder sans la faire rougir.

Nicolas Weill

La menace PAR ALAIN LE QUENNEC

La gauche a oublié « les gens qui peinent »

*« **UNE VICTOIRE** n'est possible pour la gauche qu'à la seule condition qu'elle n'oublie pas que sa famille, c'est les ouvriers, les salariés, les gens qui peinent.* (...) *Tout est possible pour la gauche à condition qu'elle reste elle-même et qu'un homme soulève l'enthousiasme et l'adhésion. »* Ces propos prêtés à François Mitterrand (Georges-Marc Benamou, *Le Dernier Mitterrand*, Plon 1996), à propos de l'élection présidentielle de 1995, prennent aujourd'hui une résonance singulière. Si une partie des électeurs de gauche a manqué à Lionel Jospin, n'est-ce pas parce que celui-ci leur a donné l'impression d'avoir un peu négligé sa *« famille »* ?

L'électeur moyen n'est pas un cadre dirigeant, soucieux de ses stock-options, qui suit les affaires du monde via Internet et la lecture des quotidiens anglo-saxons. L'électeur moyen est plus probablement un employé ou un petit cadre, lourdement endetté pour acheter sa maison ou son appartement et qui, dans la périphérie d'une grande ville où il a toutes les chances d'habiter, est confronté, à un degré ou un autre, au sentiment d'une montée de l'insécurité. Avec aussi des inquiétudes sur son emploi et celui de ses enfants, sur sa retraite. Si Lionel Jospin avait besoin du premier pour l'emporter, il lui fallait d'abord convaincre le second, autrement dit le plus grand nombre.

L'électeur moyen, dans sa propre personne ou dans son entourage, a été à une époque confronté au chômage. Il entend aujourd'hui trop souvent, dans ce même entourage, des histoires vécues qui témoignent d'une dégradation de la sécurité quotidienne. Comme l'électeur moyen n'est pas un privilégié à l'abri dans sa « bulle », il est interpellé d'une manière ou d'une autre, dans sa vie de tous les jours, par le spectacle de la pauvreté et de l'exclusion, d'autant plus insupportable, pour peu qu'il ait un peu de cœur, que s'étalent dans les colonnes des journaux les chiffres des salaires mirobolants de dirigeants d'entreprise qui, parfois, ne peuvent même pas les justifier par leur bonne gestion.

Quelques jours avant le premier tour, à Amiens puis Valenciennes, le journaliste Daniel Mermet a présenté un spectacle, « joué » par des demandeurs d'emploi de Picardie, qui, avec un courage étonnant, racontaient leur pauvre vie, en mettant en scène une expérience vécue : à la fin d'un stage de réinsertion, ils avaient organisé un modeste pot, à base de chips, de soda et de bière, et invité les employeurs de leur région. Aucun, évidemment, ne s'était déplacé. Le dénuement matériel et moral révélé par ces récits juxtaposés ne pouvait qu'entraîner un sentiment de révolte et de compassion. Des spectateurs ont avoué avoir pleuré, confrontés brutalement au scandale de telles situations dans la France de 2002.

INSÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

La France : un pays riche, moderne et globalement efficace, mais où toute une fraction de la population éprouve un sentiment d'abandon. Plus on descend dans l'échelle sociale et plus ce sentiment est manifeste, rétif aux explications trop conceptuelles. Et plus la réaction électorale est violente. Ceux qui se sentent le plus abandonnés sont les plus faibles face à la délinquance comme à l'insécurité économique : ce sont ceux qui occupent les emplois peu qualifiés, premiers voués à la délocalisation. Et, comme pour les agressions, ces vagues de licenciements créent par cercles concentriques un traumatisme bien au-delà des victimes directes. Le vote Le Pen est aussi le fait de gens qui, à force d'en avoir marre de tout, de le clamer sans être entendus, finissent par se ficher de tout, y compris de voter pour un tribun démagogue. Ce phénomène est très sensible dans des zones économiquement sinistrées par la désindustrialisation, mais aussi dans le rural *« profond »* qui se meurt doucement, sans aucune perspective d'avenir, et commence, lui aussi, à être touché par la délinquance. Un sondage CSA-sortie des urnes a confirmé que la plupart des électeurs du FN ont moins voulu voter pour l'extrême droite qu'émettre la protestation la plus bruyante possible avec les moyens dont ils disposaient ; plus de la moitié se recrutent chez les chômeurs et les ouvriers, autrement dit ceux qui ont les conditions de vie les plus dures.

Dans ce contexte, les Français, de consultation en consultation, envoient un message de plus en plus fort – abstention et vote pour les extrêmes en augmentation régulière – pour indiquer que l'offre politique des partis de gouvernement leur convient de moins en moins. Mais tout se passe comme si, au lieu de s'interroger sur cette offre, le système proposait inlassablement les mêmes hommes et les mêmes options, en espérant que, de guerre lasse, les électeurs finissent par les accepter.

De ce point de vue, on n'a sans doute pas mesuré combien l'atmosphère des années 1990 a été dévastatrice, avec sa petite musique d'inspiration néolibérale chantant sur tous les tons la fin de la politique. En janvier 1997 encore, Yves-Thibault de Silguy, ancien du cabinet d'Edouard Balladur devenu commissaire européen, affirmait : *« Ce sont les marchés qui, de plus en plus, dirigent les gouvernements, contrairement à ce que l'on croit souvent en France. »* Aujourd'hui, Alain Juppé lui-même reconnaît, comme il l'a fait au soir du premier tour, que les électeurs ont avant tout le sentiment d'une impuissance du personnel politique à traiter de façon satisfaisante les questions qui les préoccupent.

Lionel Jospin, en arrivant à Matignon, avait donné l'impression de sentir ce décalage. Il voulait réhabiliter, pour partie au moins, le volontarisme en politique. Et il serait injuste de nier qu'il y soit parvenu dans certains domaines, y compris pour l'amélioration du sort des exclus. Mais cet effort a été insuffisant, cette volonté pas assez présente dans sa campagne pour convaincre.

Le défi que doit relever la gauche pour se reconstruire est encore plus redoutable que celui que s'était lancé François Mitterrand en 1971, avec la création du PS, puis en 1972 avec la signature du programme commun de la gauche. Entretemps, la crise économique, la mondialisation, les choix qui président à la construction européenne et la *« paupérisation »* de l'Etat sont venus compliquer encore l'équation politique que doit résoudre la gauche et qui pourrait s'énoncer ainsi : remobiliser *« les gens qui peinent »* et ceux qui s'en sentent proches, en trouvant un nouvel équilibre, entre promesses incantatoires et soumission au réel.

Jean-Louis Andreani

INTERNATIONAL

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Alors que les capitales européennes ont exprimé leur **INQUIÉTUDE** face aux résultats du premier tour de l'élection présidentielle française, Jean-Marie Le Pen a décidé de se rendre, mercredi 24 avril, au Parlement européen de Bruxelles. Il a été accueilli dans l'hémicycle par des centaines d'**AFFICHETTES DISANT « NON »** tandis que les députés de gauche et les Verts rejoignaient une manifestation devant le bâtiment. Estimant que sa sécurité n'était pas assurée, le chef du Front national a annulé une conférence de presse, dénonçant le **« LAXISME »** de l'institution européenne. A Berlin, un millier de personnes ont manifesté contre « l'affront national ». Des rassemblements ont également eu lieu à New York et en Californie contre M. Le Pen. **L'IMAGE** de la France est désormais fortement détériorée aux Etats-Unis.

Jean-Marie Le Pen se heurte au « non » des eurodéputés

Venu à Bruxelles expliquer comment la France sortirait de l'Union s'il était élu à la présidence de la République, le chef du Front national a reçu un accueil hostile au Parlement européen. Huées et manifestation ont accompagné ce déplacement

BRUXELLES
de notre bureau européen

Huées et protestations dans l'hémicycle, manifestation à l'extérieur, conférence de presse annulée... Jean-Marie Le Pen, venu mercredi 24 avril à Bruxelles dénoncer cette Europe qu'il exècre, a été vivement pris à partie par ses collègues députés.

■ REPORTAGE

A la tribune de l'hémicycle, le chef du Front national parle vite

Dès le matin, les socialistes européens, réunis à huis clos autour d'Enrique Baron Crespo, avaient commenté avec consternation les résultats électoraux français. Ils pointaient la *« responsabilité »* de Jean-Pierre Chevènement, dont les partisans étaient absents, dans la défaite de Lionel Jospin. Ils décidaient, à la demande de la Belge Olga Zriehen, d'accueillir M. Le Pen par des centaines d'affichettes proclamant *« Non »*.

Arrivé avec une heure de retard en plein milieu d'une séance consacrée au Proche Orient, le chef du Front national a d'abord été accueilli par le conservateur britannique Chris Patten. Le commissaire européen aux relations extérieures a interrompu son discours par cette remarque : *« J'ai l'impression que l'un des aspects les moins agréables de la civilisation européenne est en train de se manifester à la porte »*.

Une affichette est sur le pupitre de M. Le Pen qui est accompagné de Frank Vanhecke, député du Vlaams Blok belge, et de Mario Borghezio, élu de la Ligue du nord italienne, venu le féliciter chaleureusement. Le socialiste autrichien Hans-Peter Martin s'approche et offre une feuille disant *« Non »* au président du FN. *« C'est non à la connerie ? »*, lance M. Le Pen. *« C'est non au fascisme »*, lui répond le député autrichien. Frank Vanhecke chiffonne rageusement le papier et lance un sonore *« Non à Maastricht »*.

« AUX ORDRES DES ÉTATS-UNIS »

Disposant de deux minutes de temps de parole à la tribune de l'hémicycle, Jean-Marie Le Pen veut parler du Proche-Orient. Les affichettes sont brandies et des huées couvrent ces premières déclarations, obligeant le président du parlement Pat Cox à des rappels à l'ordre.

Le chef du Front national parle vite, une minute vingt-quatre secondes. *« Il n'est pas un homme de cœur, surtout quand il est français, qui ne soit désolé et peiné de ce qui se passe au Proche-Orient* (...) *La France et l'Europe sont absentes, depuis qu'elles se sont mises aux ordres des Etats-Unis en la personne de M. Solana, l'ancien secrétaire général de l'OTAN. On ne peut que le déplorer. Domine, dona eis pacem. »*

Socialistes, Verts et communistes ont déjà quitté la salle pour aller rejoindre la manifestation à l'extérieur du parlement. Jean Marie Le Pen a décidé, lui, de donner une conférence de presse pour expliciter comment, élu président de la République, une de ses premières mesures serait de faire sortir la France de l'Union européenne. *« Stop the nazis ! Non aux nazis »*. A l'entrée de la salle de presse, des députés et des militants de l'Anti Nazi League et de SOS Racisme attendent le chef de l'extrême droite.

YVES HERMAN/REUTERS

De simples feuilles avec un mot, « Non », « No », brandies par les députés européens. Le conservateur britannique Chris Patten, commissaire européen, avait accueilli M. Le Pen par cette formule : « L'un des aspects les moins agréables de la civilisation européenne est en train de se manifester à la porte. »

Le travailliste britannique Glyn Ford, qui a présidé une commission d'enquête parlementaire sur la montée du fascisme et du racisme en Europe, distribue des autocollants jaunes appelant à *« ne pas voter nazi »*. Alain Krivine, député et porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, appelle à *« boycotter Le Pen, un nazi et un fasciste »*. Quatre cents journalistes, dont soixante équipes de télévision du monde entier, se serrent dans une salle chauffée à blanc. Jean-Marie Le Pen patiente puis envoie ses deux lieutenants et élus européens Jean Claude Martinez et Bruno Gollnisch.

« Nous ne ferons pas cadeau de scènes dégradantes que des agitateurs ont préparées », lance M. Gollnisch, l'oeil pétillant. M. Le Pen est donc « victime ». *« Nous sommes venus ici pour faire une conférence de presse, et non pour poser devant un mur d'images proclamant "Halte aux nazis ! »*, estime Jean-Claude Martinez.

Le député frontiste affirme que le Parlement européen, par son *« laxisme »*, est responsable du fait que *« la conférence de presse annoncée s'est transformée en un meeting politique avec les clichés habituels sur le nazisme »*. Il s'indigne de ce que *« les services de sécurité aient laissé entrer des provocateurs »*, et propose d'organiser la réunion à Saint-Cloud : *« Dans un cadre national, la sécurité est beaucoup mieux assurée ! »*.

Le socialiste français Gilles Savary dénonce la manœuvre : *« Tout ça est une mise en scène, la sécurité n'est nullement menacée »*. Et de proposer à M. Martinez de *« se porter garant de la sécurité de M. Le Pen »*. Dans la salle des cris fusent : *« Dégonflé ! »*. M. Savary explique à la ronde que le leader du Front national vient de *« mettre en scène les images d'une fausse éviction »*, et de se *« poser en victime devant les médias »*. Les télévisions n'auront que quelques images : celles de Jean-Claude Martinez esquivant de justesse un entartage dans les couloirs du Parlement.

SÉCURITÉ DES ÉLUS FRONTISTES

Plus tard, dans son bureau où il a fait venir les caméras de télévision française, Jean-Marie Le Pen peut tranquillement déclarer qu'on avait tenté de l'attirer dans un *« traquenard »*. Et quand un journaliste de France 2 lui demande s'il ne s'était pas *« dégonflé »*, le chef du FN répond : *« Enlevez votre caméra, vous allez voir si je suis un dégonflé ! »*

Le président du Parlement européen, Pat Cox, s'est agacé des critiques sur la manière dont la sécurité des élus frontistes avait été prise en charge. Dans l'hémicycle, deux huissiers se trouvaient constamment à côté de M. Le Pen, a-t-il été précisé. *« Qu'aurait dit M. Le Pen si on lui avait interdit d'entrer dans une salle de presse pour écouter ses collègues ? »*, a-t-il protesté, par l'intermédiaire de son porte-parole. Le candidat français était, lui, déjà reparti, pas mécontent de ces quelques heures passées chez les ennemis *« eurocrates »*.

Rafaële Rivais

« Douce France, pays en pleine démence »

Place du Luxembourg, face au Parlement européen, le Vert Daniel Cohn-Bendit harangue le millier de personnes rassemblées sous la statue de John Cockerill, qui créa la sidérurgie wallonne. Des étudiants, des fonctionnaires, des militants associatifs et quelques élus belges de gauche et du centre sont venus dire *« merde à Le Pen »*. Des calicots évoquent la *« Douce France, mon pays en pleine démence »*, réclament *« Le Pen par-dessus bord et la gauche à bâbord »*. La section de l'Union des Français de l'étranger distribue des tracts pour appeler les électeurs à *« confirmer massivement leurs choix démocrates »* au second tour. Alain Krivine évoque *« les complicités de la gauche et de la droite qui ont permis Le Pen »*. Un syndicaliste belge grommelle : *« Ouais, mais ce sont eux qui ont fait battre Jospin. »* Des anonymes lancent *« Le Pen, t'es foutu »*, des élèves de l'Ecole européenne entonnent *L'Hymne à la joie*. Les rendez-vous sont pris : à Paris ou à Bruxelles, pour d'autres défilés.

La montée des populismes pèse sur le Conseil des Quinze

BRUXELLES
de notre bureau européen

Le score de Jean-Marie Le Pen pèsera-t-il sur la réunion du Conseil des ministres européens, à Luxembourg, ces jeudi 25 et vendredi 26 avril ? Réponse officielle glanée auprès des représentations des Etats membres : *« Non. »* Réponse officieuse : *« Un peu, quand même. »*

« Je ne pense pas qu'il y aura de vrais débats sur des questions sensibles comme l'asile ou l'immigration, ce ne serait pas très fin étant donné le contexte », affirme un diplomate. Un autre se veut plus offensif : *« Dans des domaines comme ceux du Conseil justice affaires intérieures (JAI), l'Europe peut démontrer qu'elle apporte une réelle plus-value. Ce serait une belle réponse à M. Le Pen, non ? »* Un troisième élude et confirme les hésitations de l'Union quant à sa stratégie : *« Nous savons que la France n'élira pas Le Pen. Donc, d'ici au second tour, ni immobilisme ni fuite en avant. »*

Les ministres devaient pourtant évoquer la menace populiste, qui n'est pas uniquement un sujet français. De manière symbolique, un projet de déclaration commune a été approuvé mercredi par le Comité des représentants permanents (Coreper) pour prolonger l'appel lancé la semaine dernière par les ministres de l'intérieur français, allemand, espagnol, britannique et belge en réaction aux attentats dont les communautés juives ont récemment fait l'objet dans ces pays.

CONDITIONS D'ACCUEIL IDENTIQUES

Cette déclaration à Quinze marque la *« préoccupation »* du Conseil et condamne les discriminations raciales et l'antisémitisme, ainsi que tout acte de violence contre les musulmans.

Les ministres des cinq pays avaient suggéré un plan d'action, proposé officiellement par la France, qui prévoit une implication plus grande dans cette lutte de la police européenne, Europol, Eurojust, l'instance de coordination des parquets européens qui vient d'être mise en place à Bruxelles, ainsi que de l'Observatoire de lutte contre le racisme et la xénophobie.

Autre priorité évoquée : l'accueil des demandeurs d'asile. Le Conseil devait tenter de conclure une discussion entamée il y a près de trois ans pour établir des conditions matérielles d'accueil identiques, afin d'éviter que les demandeurs ne fassent le choix d'un pays plutôt qu'un autre.

PROJET D'HARMONISATION

Les ministres devaient aussi évoquer la nécessaire coordination face aux transports de clandestins par mer. L'Italie a proposé de mettre en garde (*« sensibiliser »* en langage diplomatique) des pays comme le Liban, la Syrie, la Turquie, le Maroc et l'Albanie.

Au chapitre *« Justice »* de l'agenda figurait notamment un projet d'harmonisation des sanctions et des peines de prison, le but étant de fixer des peines minimales pour certains délits. La France a manifesté des réticences, jugeant cette ébauche de code pénal européen inutile concernant des sujets déjà traités au niveau national.

Jean-Pierre Stroobants

Berlin : 1 000 manifestants contre « l'affront national »

BERLIN
de notre correspondant

La manifestation est née de la stupeur et du réseau Internet : la première les a poussés à réagir, le second leur a permis de mobiliser. Mercredi 24 avril, grâce à lui, ils se sont retrouvés un bon millier à défiler avenue Unter-den-Linden, l'une des plus célèbres de Berlin, exprimant leur opposition à *« Le Pen, l'affront national »*. Une première pour la communauté française de la capitale allemande.

La stupeur, dimanche à 20 heures, dans les locaux de la Maison de France de Berlin transformée en bureau de vote, où sont tombés les résultats du premier tour. Quelques dizaines de personnes s'y étaient rassemblées pour la soirée électorale. *« Nous n'en revenions pas*, raconte un étudiant français de Berlin. *Très vite, nous avons décidé de réagir, d'appeler pour le mercredi suivant à une manif. L'un de nous a connecté son ordinateur portable à l'écran pour projeter un texte d'appel, tandis que d'autres dressaient les listes d'e-mails pour diffuser la consigne. Un responsable de l'ambassade nous a dit qu'il n'était pas dans les usages d'utiliser les locaux officiels pour organiser une manif. Je lui ai répondu que, dans ces circonstances, les usages attendraient. Il n'a pas insisté. »*

Dès lundi matin, l'appel à manifester, en français et en allemand, circulait par courrier électronique, relayé par les émissions allemandes de RFI et reproduit dans les nombreux bureaux des institutions franco-allemandes. Mercredi soir, quelque 1 000 personnes y avaient répondu, rassemblées sur cette place où en 1933, après la prise de pouvoir par Adolf Hitler, les nazis avaient organisé le premier autodafé des livres mal pensants.

BANNIÈRES EUROPÉENNES

Lourd symbole. Mais à 20 ans, dans une ville pétrie des drames de l'histoire, on ne fait guère dans la dentelle. Une banderole dénonçait « Adolf Le Pen » en y assimilant l'Allemand Stoiber, l'Italien Berlusconi et l'Autrichien Haider. Plus sobrement, beaucoup de manifestants arboraient un bulletin où était inscrit le simple mot « Non ». Aucun drapeau français, mais plusieurs bannières européennes portées par ceux qui, nombreux en Allemagne, étudient ou travaillent dans les structures nées de la volonté d'après-guerre de construire une Europe nouvelle.

« C'est quoi les racistes ? », demandait un enfant à sa mère qui lui expliquait gravement la signification des slogans. *« Et que faire maintenant ? »*, discutaient ceux qui appelaient indirectement à voter Jacques Chirac en arborant un placard où était affirmé : « Un voleur vaut mieux qu'un Führer ». Le 21 avril, avec près de 32 % des suffrages, Lionel Jospin est arrivé en tête des candidats choisis par les électeurs français de Berlin. Jacques Chirac et Noël Mamère le suivaient avec, respectivement, 16 % et 14 % des voix. Loin derrière, Jean-Marie Le Pen n'a recueilli que 2,5 % des suffrages. 50 % des inscrits n'ont pas voté.

Georges Marion

Aux Etats-Unis, réactions virulentes à l'égard de la France

Des rassemblements anti-Le Pen à New York et San Francisco

NEW YORK
de notre correspondant

« Ce pays a un vrai problème avec la mémoire. » Peter, 49 ans, écrivain américain, *« fils d'immigré comme tout le monde ou presque ici »*, a tenu à affirmer sa foi *« dans des sociétés multiculturelles, ouvertes, libres »*. Il est venu se mêler avec quelques autres citoyens des Etats-Unis aux trois cents Français venus *« dire non à Le Pen »* mercredi 24 avril en fin de journée devant le consulat de France à New York. Rick, 23 ans, étudiant américain à la New York University, dénonce *« la vague de fascisme qui déferle de Le Pen à Bush, de Sharon à Berlusconi »*. Un autre rassemblement s'est tenu le même jour à San Francisco. Une centaine de manifestants juifs se sont rassemblés devant le consulat de France pour protester contre *« le racisme en France, le succès de l'extrême droite, les attaques antisémites, et le soutien français aux régimes terroristes »*. L'un d'eux portait une banderole où l'on pouvait lire : *« France, Iran, Irak... 3 alliés, 1 but »*.

L'image de la France aux Etats-Unis se dégrade depuis plusieurs mois. Il lui est reproché pêle-mêle : la multiplication des actes antisémites, la défense du présumé terroriste Zacarias Moussaoui, son enthousiasme pour la thèse « révisionniste » du réseau Voltaire sur les attentats du 11 septembre, son soutien *« inconditionnel »* à Yasser Arafat, les leçons données en permanence par sa diplomatie et un anti-américanisme qualifié de *« systématique »*. L'annonce dimanche soir des résultats du premier tour de l'élection présidentielle n'a pas amélioré le climat. Les commentaires dans les médias sont simplement devenus plus graves. Il ne s'agit plus seulement des sourires entendus et des remarques acides sur les chaînes de télévision sur la fiabilité *« douteuse »* de l'allié français et sur *« des paroles, toujours des paroles mais jamais d'actes »*, pour reprendre la phrase de Caspar Weinberger, ancien secrétaire à la défense, sur Fox News le 3 avril.

L'amalgame a été immédiat entre le succès électoral de Le Pen et l'antisémitisme

L'amalgame a été immédiat entre le succès électoral de Le Pen et l'antisémitisme. Charles Schumer, sénateur démocrate de New York, s'en est pris à l'incapacité des autorités françaises à protéger des enfants juifs attaqués dans un car scolaire ou sur un stade de football. Même le département d'Etat y est allé de sa petite phrase. *« Les dirigeants européens doivent parler et agir contre les actes de haine »*, a déclaré mardi un porte-parole.

Les réactions les plus virulentes viennent de la communauté juive. *« Les événements des dernières semaines posent de sérieuses questions sur la façon dont la France a retenu les leçons de la seconde guerre mondiale »*, affirme Abraham Foxman, le directeur de l'ADL (Anti-Defamation League), la ligue contre l'antisémitisme. *« Les dirigeants français sont timorés, inconséquents et lents à réagir aux attaques contre les juifs. Et maintenant nous voyons une partie importante de la population soutenir le racisme et l'antisémitisme de Le Pen et lui donner la légitimité dont il avait pu seulement rêver jusqu'à aujourd'hui »*, ajoute-t-il. L'agacement à l'égard de la France semble bien résumé par un article de la journaliste Nina Burleigh, de *Salon Magazine*. *« Pour une "sale" Américaine vivant à Paris, l'hiver a été long, à supporter l'indignation française contre le belliqueux George Bush et notre "réaction disproportionnée" aux attaques du 11 septembre*, écrit-elle. *Maintenant, il faudra du temps avant de voir réapparaître sur les visages des Parisiens cet air de supériorité morale quand ils parlent des Etats-Unis. »*

Eric Leser

Dans la Mouqata'a assiégée, Yasser Arafat « attend l'assaut »

Recevant les représentants européens, « l'homme de Beyrouth » lance à la communauté internationale le message de son inlassable volonté de survivre en dépit des intentions prêtées à l'armée israélienne d'une attaque imminente de son quartier général de Ramallah, en Cisjordanie

RAMALLAH
de notre envoyé spécial

L'œil étincelle de défi, le menton ne tremblote plus et la main prolonge la parole en tapotant plusieurs fois la poitrine de son interlocuteur : *« J'attends l'assaut ! »*, ajoutant : *« Rappelez-vous, je suis l'homme de Beyrouth. »* Voilà le message qu'au moment où la délégation de l'Union européenne quitte son quartier général de la Mouqata'a, il voulait lancer à la communauté internationale : Yasser Arafat n'a pas peur. Ses ennemis sont les mêmes qui, en 1982, à Beyrouth, voulaient en finir avec lui. Il survécut alors, il survivra encore. Mais est-ce si sûr ? Le « réduit » de Ramallah où se sont rendus, mercredi 24 avril, Javier Solana, le haut représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure, et Miguel-Angel Moratinos, envoyé spécial de l'UE au Proche-Orient, offre un spectacle pitoyable.

■ **RÉCIT**

De la salle de conférence à l'infirmerie : voyage dans le QG encerclé

Mais comment fait-il pour être à ce point impeccable, sanglé dans son treillis militaire, le keffieh immaculé comme amidonné sur la tête, calme sinon serein, dans ce quartier général transformé en corps de garde aux latrines bouchées, à l'odeur çà et là pestilentielle ? Dehors, les soldats israéliens pointent leurs fusils automatiques et leur caméra sur la porte d'entrée, la tourelle d'un char positionné au milieu des carcasses de voitures écrabouillées par les chenilles, tourne lentement. Les Européens s'en vont, Yasser Arafat reste avec les siens.

Tout avait commencé la veille à Valence, en Espagne, lors de la conférence euro-méditérranéenne, lorsque Shimon Pérès, le ministre israélien des affaires étrangères, avait invité Javier Solana à voir Yasser Arafat. L'avion du haut représentant s'est posé en milieu de matinée, la confirmation du programme s'est faite par téléphone portable, les voitures ont foncé. Tel-Aviv, les colonies de peuplement illégales sur terre palestinienne qui ont poussé comme champignons sur les collines rocailleuses, les porte-chars sur la route de Ramallah, les chars en position, les premiers barrages : un, deux, trois, mais des ordres ont été donnés, les Européens peuvent passer.

Ramallah et ses rues raclées par les chenilles des chars, la poussière en tourbillon, les maisons apparemment vides, et puis, la Mouqata'a : certains bâtiments sont criblés de balles, des pans de mur sont noircis, d'autres sont à terre. Des carcasses de véhicules, des détritus, des poutrelles de fer, des véhicules blindés... Les soldats entourent vite les trois voitures, on parlemente brièvement, et moins de dix personnes sont autorisées à franchir les barbelés. Le caméraman de la BBC est refoulé, mais il pourra entrer plus tard, son film sera confisqué, puis rendu.

VISAGES ÉMACIÉS

Javier Solana et Miguel-Angel Moratinos, précédés et suivis par des combattants palestiniens en armes, suivent des couloirs dans la pénombre, parfois jonchés de détritus. Yasser Arafat les attend, ils s'enfermeront pendant quatre-vingts minutes. Dans le reste du bâtiment, les assiégés sont impossibles à dénombrer, entre 300 et 400, selon nos interlocuteurs. Beaucoup sont armés de kalachnikov avec chargeurs scotchés, leurs treillis au camouflage bleu tendre et foncé semblent souvent neufs. Les visages sont émaciés, les traits tirés, lassitude et faim mélangées. Ils sont dans les couloirs, dans les recoins mal ou pas éclairés, debout ou couchés par terre.

Ils dorment par roulement, ceux qui veillent sont près des fenêtres partiellement obstruées de planches et de meubles. Les soldats israéliens rigolent parfois par petits groupes, à portée de voix, à portée de fusil aussi. Les combattants palestiniens redoutent trop l'assaut pour répliquer aux tirs qui parfois, disent-ils, font crépiter les murs. Ils attendent. Dans la « salle de conférence », ils sont peut-être 70, couchés, silencieux, armes prêtes, chaussures abandonnées. Il y a là la « garde présidentielle », mais aussi la fanfare de Yasser Arafat et son chef à la barbe grise. On vient d'apporter deux grandes bassines métalliques remplies de riz et de lentilles jaunes, l'un des rares repas, pour 170 personnes...

HUSSEIN HUSSEIN / AFP

Yasser Arafat recevant Javier Solana, mercredi 24 avril, dans son quartier général à Ramallah. La rencontre devait avoir lieu il y a trois semaines, mais l'armée israélienne avait empêché le haut représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure d'accéder à la Mouqata'a. Photo diffusée par l'Office de presse palestinien.

L'errance dans la Mouqata'a se poursuit : cette jeune Israélienne fatiguée et survoltée à l'anglais châtié, ce *« responsable administratif »* qui baragouine le français, ce combattant méfiant. Il faut tout voir : les dégâts d'un *« missile »*, les toilettes bouchées qui empestent ; les amas de détritus, les salles dévastées, le *« cabinet »* de Yasser Arafat, avec son plafond en lambeaux, ses meubles cassés, son amoncellement de gravats, l'infirmerie où un combattant palestinien est allongé, raide, le teint cireux, paralysé, *« neuf balles »* dans le corps, dont une dans la moelle épinière. Un chirurgien, deux médecins, un infirmier, deux tables avec quelques médicaments, des matelas au sol, un portrait d'Arafat au mur, *« une grave pénurie de produits contre la douleur »*, et *« quatre blessés »*.

Et puis voilà Claude Leostic et son moral d'acier, cette Française, prof d'anglais, porte-parole de la Mission civile pour la protection du peuple palestinien, ceux qui sont là depuis le début, bouclier vivant, pour protéger Yasser Arafat, *« le président élu de l'Autorité palestinienne »*. Ils sont encore une trentaine, Français, Américains, Australiens, Danois, Britanniques, d'autres, à partager la vie précaire des Palestiniens. Ils ont remis à Javier Solana un pamphlet, pour demander à l'Union européenne *« une attitude cohérente et digne »*, lui rappeler ses engagements en faveur des droits de l'homme, l'appeler à exercer des pressions économiques sur Israël : *« Nous, citoyens de différents pays »*... et c'est signé des *« 40 de la Mouqata'a »*.

UN MINCE FILET D'EAU

Javier Solana a pris la missive, Miguel-Angel Moratinos a empoché la liste des médicaments demandés et l'a transmise plus tard au ministère israélien de la défense, qui fera de son mieux... 300 à 400 personnes donc, avec, *« dans l'autre bâtiment »*, un seul robinet au mince filet d'eau *« qu'ils* [les Israéliens] *peuvent interrompre quand bon leur semble »*. L'électricité n'est pas coupée, trois ou quatre postes de télévision allumés en témoignent, ainsi que des chargeurs de téléphone portable fichés dans les prises murales. Mais le courant passe ou ne passe plus, au gré du bon vouloir de l'assiégeant et les communications téléphoniques sont brouillées par intermittence, depuis trois semaines et demie que dure le siège.

« ILS PASSENT EN JUGEMENT »

Moustapha Issa, maire de Ramallah, raconte qu'il est là *« depuis le début, avec* [son] *président »*, et qu'il *« négocie »* (si l'on peut dire) avec le colonel israélien Abou Amri, commandant de la place de Ramallah, de la nourriture et des médicaments, qui n'arrivent pas. Une chose est sûre : *« Tous ont faim. »* Moustapha Issa égrène les plaies de ce siège qui n'en finit pas.

Ils ne se rendront pas, ils ne livreront pas les « six » de Rehavam Zeevi, l'ancien ministre israélien du tourisme assassiné à Jérusalem, que Tsahal exige pour lever le siège : quatre meurtriers, plus Ahmed Saadat, responsable du Front populaire de libération de la Palestine, ainsi que Fouad Choubaki, l'homme qui a financé le cargo bourré d'armes *Karine A* intercepté par Israël. Quand on lui posera la question, Yasser Arafat se mettra presque en colère : *« Ils sont ici, ils passent en jugement, conformément à un accord signé avec les Israéliens, à la Maison Blanche ! J'ai donné des ordres pour que le tribunal se prononce, et cela devrait être fait demain. »*

Il faut partir. Dehors, les soldats israéliens ont profité de l'effervescence pour approcher un camion-grue, qui dépose une casemate blindée sur roulettes, percée de meurtrières. L'engin est bientôt rapproché du quartier général, entre deux bâtiments. Des soldats armés de fusils à lunette sont autour. Quelques *« pacifistes »* sont sortis sur les marches, se livrent à des mouvements de gymnastique à quelques dizaines de mètres de soldats israéliens sur le qui-vive, font le « V » de la paix. Le ciel est gris sur Ramallah mais le moral semble haut.

Laurent Zecchini

Nouvelle réunion du Conseil de sécurité jeudi

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni, mercredi 24 avril, pour examiner un projet de résolution proposé par des pays arabes réclamant la fin du siège du quartier général du président palestinien, Yasser Arafat, à Ramallah. La réunion a été repoussée à jeudi afin de permettre au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, de rendre compte de ses entretiens avec la délégation israélienne. Attendue jeudi, celle-ci devait présenter aux collaborateurs de M. Annan *« les exigences »* d'Israël sur *« la composition et les termes de référence »* de cette mission, qui sera dirigée par l'ancien président finlandais, Martti Ahtissari. L'Etat juif souhaite s'assurer qu'elle se concentrerait sur le seul camp de réfugiés de Jénine.

Le président du Conseil de sécurité, le Russe Sergueï Lavrov, a par ailleurs été prié de s'assurer auprès de l'ambassadeur israélien à l'ONU, Yehuda Lancry, qu'aucun mal ne serait fait à M. Arafat.

Incursion israélienne à Hébron

Une vingtaine de chars et transports de troupes israéliens sont entrés jeudi 25 avril, peu avant l'aube, sur une profondeur d'un kilomètre, dans la ville d'Hébron, en Cisjordanie, où un Palestinien a été tué et quatre autres blessés, ont annoncé des témoins et les forces de sécurité palestiniennes. De brefs échanges de tirs ont été signalés dans le secteur. Compte tenu du nombre relativement limité de soldats engagés – deux cents au plus –, il ne semble pas que l'opération ait pour objectif une occupation prolongée du terrain, selon des sources de la sécurité palestinienne. L'armée israélienne a déclaré qu'une de ses unités secrètes avait tué, jeudi matin, cinq policiers palestiniens dans une voiture près d'Hébron.

En vertu d'un accord avec l'Autorité palestinienne, Israël a évacué 80 % d'Hébron en 1997, mais contrôle toujours une enclave où sont installés quelque quatre cents colons juifs, au milieu de 120 000 Palestiniens. – *(AFP, Reuters.)*

Une manifestation « laïque et non communautariste » contre les violences s'organise à Paris

PLUS d'une cinquantaine d'associations, dont la Ligue des droits de l'homme (LDH), l'Union juive française pour la paix, France-Palestine solidarité, la Capjpo (Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient), la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Attac lancent un appel à *« une grande manifestation »*, dimanche 28 avril à Paris (place de la République à 15 heures), en *« soutien à la résistance du peuple palestinien contre l'occupation »*. Les organisateurs, qui *« tiennent à souligner le caractère laïque et non communautariste de leur manifestation* (...) *et de l'ensemble de ses mots d'ordre »* et qui dénoncent *« toutes les violences racistes, notamment celles qui visent des juifs et des Arabes »*, réclament le retrait *« immédiat »* de l'armée israélienne des territoires occupés, l'envoi d'une force internationale de protection du peuple palestinien et *« une paix juste »* pour les deux peuples *« dans des Etats aux frontières sûres et reconnues »*.

Dans la cathédrale de Rodez, un groupe de chrétiens se relaient depuis dix jours pour jeûner *« avec des croyants d'autres religions »* afin de dire « non » à toute violence en Israël et en Palestine. Ils souhaitent *« l'ouverture, le plus vite possible, de négociations »* entre les deux parties *« sous l'égide de la communauté internationale »*.

A l'initiative du Comité SICO (Solidaires des Israéliens contre l'Occupation), une pétition s'associant *« au refus des réservistes de Tsahal de participer à la répression et à la colonisation du peuple palestinien »* a recueilli plus de 300 signatures en France. Les signataires s'opposent également à *« toute forme d'injustice et d'attentat raciste et/ou antisémite de quelque bord qu'il provienne »*. Le Comité SICO (sico99@aol.com) entend *« privilégier une pratique de la solidarité qui dépasse les communautarismes et favoriser le dialogue entre les Palestiniens qui se battent pour leurs droits et leur survie et les Israéliens qui refusent l'occupation coloniale et les crimes qu'elle entraîne »*. Ils se réfèrent en particulier à l'appel des 83 réservistes de l'armée israélienne de janvier 2002 contre les opérations de Tsahal dans les territoires palestiniens (sur le site de Yesh-Gvul : www.seruv.org). Se sont notamment joints à l'appel : Christophe Aguiton, Daniel Bensaïd, Alain Lipietz, Léon Schwartzenberg, Patrick Silberstein, Laurent Schwartz, Pierre Vidal-Naquet, Richard Wagman.

LE DEVENIR DES ENFANTS

Par ailleurs, un « Appel international de psychiatres » a été lancé par le Dr Hervé Bokobza, président de la Fédération française de psychiatrie, Saida Douki, présidente de l'Association des psychiatres de la Ligue arabe, et plusieurs autres cosignataires. *« Heurtés par la réalité dramatique du vécu des peuples vivants en Palestine et en Israël »*. Les signataires lancent un *« appel à la réflexion et à la raison pour prévenir un basculement vers un délire passionnel collectif »* et demandent à être entendus des responsables de la communauté internationale quant aux conséquences du conflit, notamment pour *« le devenir et l'équilibre psychique des enfants qui naissent et grandissent dans l'ombre de cette guerre »*.

Ils appellent leurs confrères israéliens et palestiniens à les rejoindre *« dans le dialogue et pour la reconstruction, dans le cadre d'une conférence internationale qui semble désormais urgente et nécessaire, sur le thème de "l'Autre et l'Exclusion" »*.

Parce que l'ONU, parce que l'Europe, parce que la FRANCE, n'ont jusqu'à présent, **pas su,** ou **pas pu,** ou **pas vraiment voulu** répondre à l'appel angoissé du peuple palestinien dans sa demande d'une force internationale d'interposition, certains de nos amis se sont portés volontaires dans le cadre de MISSIONS CIVILES INTERNATIONALES DE PROTECTION DU PEUPLE PALESTINIEN.

Ceux qui, à Ramallah, au péril de leur vie et dans des conditions parfois très difficiles, partagent depuis plus de trois semaines la situation scandaleuse faite au Président Arafat et à son entourage forcent notre admiration et ont besoin de notre soutien.

Nous, qui sommes leurs amis, souhaitons recueillir, pour eux et pour leurs familles, des témoignages de solidarité et un soutien financier.

Comité de soutien aux « Internationaux » de Ramallah et à leurs familles

A.F.P.S. Paris-Sud – BP 64 – 75622 Paris Cedex 13

Chèques à l'ordre de AFPS Paris Sud - Préciser : « Internationaux ».

Désarmement : Russes et Américains se séparent sans accord

A Moscou, les deux pays ont échoué à s'entendre sur la réduction des arsenaux nucléaires

RUSSES et Américains se sont séparés, mercredi 24 avril, à Moscou, sans se mettre d'accord sur un projet de désarmement nucléaire qui doit, en principe, faire l'objet de la rencontre entre Vladimir Poutine et George W. Bush, durant trois jours à la fin mai, dans la capitale russe. C'était la troisième réunion entre experts, et elle a été écourtée d'une journée avec le départ anticipé, de Moscou, du délégué américain, le secrétaire d'Etat adjoint John Bolton. Désormais, la question sera traitée directement par Colin Powell, le secrétaire d'Etat, et par son homologue russe, Igor Ivanov, le 3 mai, à Washington. Le débat porte sur une réduction du nombre des armes nucléaires, décomptées à ce jour à hauteur de 6 000 à 7 000 charges dans chaque pays, de sorte que le niveau se situe entre 1 700 et 2 200 têtes pour chacun au plus tard en 2012.

Les deux délégations n'ont fait aucun commentaire sur l'absence apparente de progrès significatif dans les discussions. De source russe, on s'est contenté d'indiquer que *« des problèmes fondamentalement importants doivent encore être résolus »* et que *« les négociations ne se déroulent pas très facilement »*. L'ambassade des Etats-Unis à Moscou n'a donné aucune explication sur la raison du séjour écourté de M. Bolton.

DESTRUCTION PHYSIQUE

Sur le fond du débat, la Russie insiste pour que l'accord prévoie la destruction physique des engins – charges explosives et vecteurs censés les transporter – sous strict contrôle des deux parties signataires, et non leur stockage comme l'ont proposé les Etats-Unis, qui imaginent que les unes et les autres puissent être réactivés si, dans l'urgence, le contexte international le nécessitait. Autrement dit, Moscou s'en tient à un désarmement *« irrémédiable »*, comme le furent, en leur temps, les accords Start qui ont réglementé l'élimination et la reconversion de l'arsenal. Pendant quelques semaines, la Russie a étudié la possibilité, à son tour, de conserver certains engins en réserve, mais il semble aujourd'hui que des considérations techniques, industrielles et financières l'ont fait revenir à ses premiers arguments pour une destruction sous contrôle.

D'autre part, Moscou souhaite, en demandant à Washington que soit publiée une déclaration conjointe marquant l'existence d'une forme de *« partenariat stratégique »* lors de la signature de l'accord, lier cette réduction des armes nucléaires à un engagement des Etats-Unis où leur projet de bouclier antimissile ne perturbe pas les grands équilibres internationaux. M. Bush est, en effet, en faveur de l'installation, sur le territoire américain, d'un premier bouclier, même partiel, dès 2004.

Entre les deux pays, les discussions se sont nouées sur un fond de contestation, par l'actuel exécutif américain, de la plupart des accords de limitation des armements conclus par les administrations précédentes.

La publication, il y a quelques semaines, par le Pentagone de sa révision de la « posture » nucléaire n'a pas contribué à éclaircir la situation. Les Etats-Unis s'interrogent sur le besoin qu'ils auraient de moderniser et de renouveler leur panoplie stratégique, par exemple en lançant la conception de nouveaux types d'armes nucléaires pour compléter leur panoplie de bombes B61-11 à effet de pénétration en profondeur dans le sol d'un adversaire susceptible d'y avoir dissimulé, dans des grottes, des armes de destruction massive (nucléaires, biologiques ou chimiques). Des experts américains envisagent même la reprise des essais nucléaires.

Jacques Isnard

Pénurie d'antibiotiques, opérations suspendues : le système de santé publique s'effondre en Argentine

Le président Duhalde est parvenu mercredi à un accord avec les gouverneurs des provinces sur des mesures d'économies, qui risquent encore d'aggraver la situation dans les services publics

BUENOS AIRES
de notre correspondante

A 5 h 30 du matin, mercredi 24 avril, devant l'hôpital public de Belgrano, quartier de classe moyenne du nord de Buenos Aires, la file d'attente s'étend déjà sur plusieurs centaines de mètres. Il fait encore nuit et il pleut. Comme tous les jours, des centaines de personnes attendent qu'on leur donne un numéro leur permettant d'obtenir un rendez-vous pour voir un médecin.

REPORTAGE

« On a tout le temps de crever avant de voir un toubib »

Sergio a 26 ans. Il est au chômage technique, car l'usine où il travaille a vu ses ventes de tubes en acier baisser de 60 % en deux mois. Il a le temps de venir retirer un numéro pour sa femme, Isabel, qui, elle, a un travail dans un supermarché qu'elle ne peut risquer de perdre en faisant d'interminables queues. A 7 h 30, on lui indique qu'Isabel pourra venir dans un mois et demi pour faire des analyses de sang et détecter ce qui lui provoque de fortes douleurs abdominales.

« *On a tout le temps de crever avant de voir un toubib* », lance Mirta, la cinquantaine épuisée. Dans la salle d'attente, elle attend. Cela peut durer toute la journée car les médecins sont débordés. Entre le chômage, le sous-emploi et le travail au noir, un Argentin sur deux a perdu toute couverture sociale. La majorité des patients sont des femmes et des vieillards qui se pressent les uns contre les autres, en silence. Une femme sans âge dodeline de la tête, les yeux dans le vague. Elle ne répond même pas quand on lui parle, absorbée dans sa douleur.

Les médecins en blouse blanche semblent aussi épuisés que leurs patients. « *Dans les cas très graves,* explique l'un d'eux, *il y a un service d'urgence. Mais nous manquons de matériel, de médicaments et même de coton et de gazes stériles. Tout est importé. Les prix sont devenus exorbitants depuis la dévaluation du peso et certains fournisseurs exigent d'être payés en dollars* » (un dollar = 3 pesos).

BANQUES FERMÉES

Sous le coup de la crise économique la plus dramatique de son histoire, accompagnée de coupes drastiques dans les budgets sociaux, l'Argentine a vu s'effondrer un système de santé publique qui par le passé était réputé dans le monde entier. Les médecins sont mal payés et souvent avec retard. Le 22 avril, des centaines d'employés de l'hôpital Posadas, le plus moderne de la province de Buenos Aires, ont coupé l'accès de l'autoroute pour réclamer le paiement de leurs salaires de mars. La situation s'est aggravée depuis la fermeture des banques le 19 avril. Il n'y a plus d'argent liquide. Les 4 millions de pesos qui devaient être versés par le ministère de la santé n'ont pas été virés dans les caisses du Posadas. Les hospitalisations sont limitées aux cas les plus graves et les interventions chirurgicales ont été suspendues. Faute d'argent, il n'y a plus d'antibiotiques, de seringues, de filtres de dialyse ou de plaques radiologiques.

La situation est tout aussi dramatique dans l'un des hôpitaux pour enfants de la capitale, le Garrahan. Il est 17 heures, mercredi, et depuis 8 heures du matin, un enfant de 5 ans attend un encéphalogramme. Il s'est réveillé avec de fortes convulsions et ses parents déambulent désespérément dans les couloirs où d'autres familles, venues de lointaines provinces, ont passé la nuit dans la chapelle de l'hôpital pour ne pas avoir à payer un nouveau voyage jusqu'à Buenos Aires. Les enfants arrivent avec des maladies liées à la pauvreté, dont une dénutrition inédite en Argentine.

Jeune pédiatre, Léandro Lagos ne cache pas sa rage impuissante. « *Pendant un mois, les interventions cardio-vasculaires ont été suspendues. Huit enfants sont morts.* » A la suite de protestations bruyantes des médecins et des familles, de concerts de casseroles, elles ont repris. Mais, précise le Dr Lagos, « *nous avons des listes d'attente d'au moins 25 enfants et certains devront attendre entre un an et un an et demi avant d'être opérés* ».

Christine Legrand

Le gouvernement cède aux injonctions du FMI

« *Quoi que l'on fasse, cela posera des problèmes.* » Après avoir déclaré que les conditions demandées par le Fonds monétaire international (FMI) pour la reprise de son aide étaient « *insupportables* », le président Duhalde a admis mercredi 24 avril qu'il n'y avait « *pas d'alternative* ». La démission, l'avant-veille, du ministre des finances Jorge Lenicov, qui avait entraîné celle du cabinet, avait fait douter Washington de la capacité de l'Argentine à faire des réformes. Sans accord avec les provinces sur une réduction du déficit, Buenos Aires ne toucherait pas un sou du FMI, avait dit Paul O'Neill, le secrétaire au Trésor. C'est chose faite depuis mercredi. L'accord en 14 points prévoit la mise en œuvre pratique dans les quinze jours d'un pacte de réduction du déficit des provinces et des incitations au rapatriement des capitaux. Il prévoit de modifier la loi sur les faillites qui empêchait les créanciers étrangers de pouvoir acheter des actions des entreprises argentines et supprime celle dite de subversion économique mettant un terme aux plaintes déposées contre les banquiers. Dans une déclaration à la télévision, Eduardo Duhalde a par ailleurs ouvert la porte à un ancrage du peso au dollar.

Seize personnes assassinées dans l'Ouest algérien

ALGER. Seize personnes, dont huit enfants et six femmes, ont été assassinées par un groupe armé dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 avril, à Feidja dans la région de Tiaret (340 km à l'ouest d'Alger), a-t-on annoncé de source officielle algérienne. Les victimes, attaquées dans leur sommeil par des islamistes armés, étaient des nomades faisant paître des troupeaux. Ce nouveau massacre, dans une région où opèrent des éléments du Groupe islamique armé (GIA), est la plus importante tuerie de civils depuis le début de l'année.

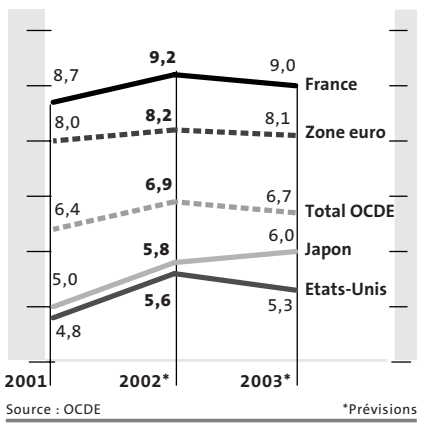
Le nouveau chef du GIA, Rachid Abou Tourab, désigné à la tête de ce groupe radical après la mort de son prédécesseur, Antar Zouabri, tué le 8 février, avait, dans un communiqué, promis aux Algériens de « *tuer et d'égorger sans aucun répit* ». Le 19 avril, huit personnes ont été assassinées à Sidi Akacha (160 km à l'ouest d'Alger). Auparavant, 21 militaires avaient trouvé la mort, le 1er avril, dans la région de Saïda (430 km au sud-ouest d'Alger) dans une embuscade. – *(AFP.)*

L'OCDE mise sur une croissance de 1,8 % en 2002

LES TRENTE PAYS membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (les plus industrialisés du monde) devraient connaître une croissance de 1,8 % en 2002. Cette croissance s'accélérera en 2003 pour atteindre 3,5 %. Dans ses *Perspectives Economiques* n° 71, publiées jeudi 25 avril, l'OCDE constate que la croissance « *fait sa réapparition dans l'ensemble de la zone* » mais « *avec une vigueur inégale selon les régions* ». Légèrement plus optimiste que le Fonds monétaire international en ce qui concerne les Etats-Unis (2,5 % en 2002 contre 2,3 % pour le FMI), l'OCDE constate « *un raffermissement manifeste* » outre-Atlantique, mais une reprise « *plus graduelle* » dans la zone euro (1,3 % cette année, 2,9 % en 2003).

CHÔMAGE EN HAUSSE EN 2002

En pourcentage de la population active



Source : OCDE *Prévisions

Malgré une tendance à la hausse, « *la dégradation du marché du travail sera probablement limitée* » estiment les experts. Pour l'ensemble de l'OCDE, le chômage devrait atteindre son point culminant au second semestre de cette année avec environ 35,5 millions de demandeurs d'emplois, le niveau le plus élevé depuis 5 ans. Au Japon, la situation devrait tomber à un niveau sans précédent, 6 % de la population active.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : le général serbe Dragoljub Ojdanic, inculpé** par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) pour crimes de guerre commis au Kosovo, s'est rendu, jeudi 25 avril, de son plein gré, au siège du TPIY à La Haye. Agé de 60 ans, ancien collaborateur de l'ex-président Slobodan Milosevic, il était chef d'état-major de l'armée yougoslave à l'époque où celle-ci est accusée d'avoir commis des atrocités contre la population albanaise au Kosovo (1998-1999). Il est le premier des six Serbes qui ont accepté de se rendre à la justice internationale à l'appel du gouvernement yougoslave. – *(AFP.)*

■ **PAYS-BAS : la police a arrêté quatre Algériens,** membres présumés du Groupe salafiste de prédication et de combat (GSPC), mouvement islamiste né au sein du GIA algérien et soupçonné d'avoir des liens avec Al-Qaida. La justice néerlandaise soupçonne les quatre Algériens d'avoir assuré le soutien logistique et financier d'un réseau. Cinq autres personnes ont été interpellées, puis relâchées, une autre, en situation irrégulière, a été remise à la police des étrangers. Quatre autres personnes, dont deux Français, sont en détention aux Pays-Bas, soupçonnées de liens avec des réseaux qui préparaient une attaque contre l'ambassade des Etats-Unis à Paris. – *(Corresp.)*

■ **ÉTATS-UNIS : l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger,** accusé d'atteintes aux droits de l'homme dans les années 70 en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, a admis, mercredi 24 avril à Londres, que le gouvernement américain avait « *commis des erreurs* ». « *Personne ne peut dire qu'il a travaillé au sein d'un gouvernement qui n'a pas commis d'erreurs* », a affirmé l'ancien conseiller du président Richard Nixon en conférence privée. « *Reste à savoir si les tribunaux sont le lieu approprié pour le déterminer trente ans après ces événements* », a-t-il ajouté. Londres a rejeté cette semaine deux demandes d'audition de M. Kissinger formulées par les juges français Sophie-Hélène Chateau et espagnol Baltasar Garzon dans le cadre d'enquêtes sur des victimes du « *plan Condor* » contre les opposants politiques aux dictatures latino-américaines dans les années 70. – *(AFP.)*

A Madagascar, l'accord de règlement de la crise tarde à se concrétiser

TAMATAVE (Madagascar)
de notre envoyée spéciale

« *Il paraît qu'Antananarivo a gagné la médaille de la capitale la moins polluée du monde* », ironise un commerçant de Tamatave. Depuis la petite ville côtière, principal port du pays et camp retranché du président Ratsiraka, les partisans du chef de l'Etat se consolent comme ils le peuvent. Les Côtiers ont contraint les Merinas – les habitants des hauts plateaux – à ranger leurs voitures et à marcher. Le blocus qu'ils ont mis en place depuis trois mois a porté ses fruits. L'accord signé le 18 avril à Dakar n'y change rien : pas question pour le moment de lever les barrages.

Depuis que le chef de l'Etat sortant et Marc Ravalomanana – le maire d'Antananarivo, qui s'est autoproclamé président le 22 février – se sont rencontrés au Sénégal, la situation n'a pas évolué : Madagascar a toujours deux présidents, deux gouvernements et deux capitales.

Dans son bureau de ministre de la culture et de la communication, Eric Beantanana, à peine trente ans, ancien chef du marketing de Magro, chaîne de magasins appartenant à Marc Ravalomanana, est sans cesse au téléphone pour obtenir du carburant. Le rez-de-chaussée du ministère empeste l'essence. Un fût, un tuyau de plastique et quelques bidons alimentent les voitures de service. A plus de cinq euros le litre au marché noir, le précieux liquide est distribué avec parcimonie.

Outre la gestion des stocks, les ministres de Marc Ravalomanana ont pour mission de garder les fauteuils dans lesquels ils ont été installés, un à un, défiant les gardes qui protégeaient le gouvernement de Didier Ratsiraka. Leur autorité ne s'exerce guère au-delà de la capitale. La première tentative pour étendre le pouvoir de M. Ravalomanana à la province s'est traduite par des affrontements meurtriers. Fianarantsoa, à 400 kilomètres d'Antananarivo, est tombée mais l'épisode a traumatisé l'armée, pour la première fois ouvertement divisée.

Tous semblent s'accorder sur la nécessité de déclarer le décompte impossible

Lundi, des militaires venus d'Antananarivo sont arrivés aux abords de Tamatave, à Brickaville, où est installé le principal barrage qui asphyxie la capitale, gardé par des soldats et des civils. « *Ils étaient venus négocier la levée du blocus ; ils ont discuté, puis ils sont repartis. Ils ne se sont pas tirés dessus : c'est un des premiers points positifs de l'accord de Dakar* », se réjouit José Andrianoelison, conseiller du président Ratsiraka, qui fait partie des modérés.

Sa villa d'Antananarivo, sur laquelle, au plus fort de la crise, il avait laissé flotter un drapeau à l'effigie de M. Ratsiraka, a été pillée. Comme un grand nombre des ministres ou proches collaborateurs de l'amiral, il a trouvé refuge à Tamatave. Depuis longtemps on n'avait pas vu dans la petite ville moite, aux villas coloniales décaties, autant de voitures officielles slalomer entre les pousse-pousse et les nids de poule. Les ministres, qui se réunissent en conseil régulièrement, ne sont pas débordés de travail. Pour le moment, « *on digère l'accord de Dakar* », dit l'un d'eux. C'est vrai pour les deux camps.

Le texte prévoit un « *décompte contradictoire* » des résultats du premier tour, quand Marc Ravalomanana exigeait « *une confrontation des procès-verbaux* ». S'il n'y a pas de vainqueur, « *un référendum électoral* » sera organisé alors que Didier Ratsiraka voulait un second tour. « *Le recomptage des voix, c'est du cinéma. On ne va pas s'amuser à examiner les résultats de 16 000 bureaux de vote* », commente Manandafy Rakotonirina, l'un des proches de Marc Ravalomanana. « *Si les Américains n'ont pas pu recompter correctement les suffrages en Floride, on voit mal comment nous, quatre mois après le scrutin, on pourrait le faire* », dit, de son côté, José Andrianoelison. Tous semblent s'accorder sur la nécessité de déclarer le décompte impossible et de passer à la seconde phase : le gouvernement d'union, avec M. Ratsiraka comme président et M. Ravalomanana à la tête d'un « *haut conseil de la transition* » chargé d'organiser le référendum.

Mais l'accord est bien fragile. Dès le lendemain de la signature, Jacques Sylla, « premier ministre » de M. Ravalomanana, annonçait que son gouvernement restait en place. Une provocation aux yeux du camp Ratsiraka. Le texte, que M. Ravalomanana a signé en tant que « *candidat à la présidence* », ne précise pas ce qu'il advient dans l'immédiat de ce gouvernement. « *Où a-t-on vu qu'un candidat a un premier ministre ?* », s'insurge-t-on à Tamatave. L'accord précise en revanche clairement que les deux parties s'engagent à assurer la libre circulation et à lever les barrages. « *Oui, c'est écrit... A Dakar. C'est loin, Dakar* », dit, avec un haussement d'épaules, le directeur de cabinet du gouverneur de Tamatave.

Fabienne Pompey

A Rome, un plan de « tolérance zéro » pour le clergé pédophile

Une « procédure spéciale » instituée pour exclure le prêtre délinquant, mais l'exclusion automatique n'est pas prévue

LE « SOMMET » de deux jours des cardinaux américains à propos des affaires de pédophilie du clergé, réuni au Vatican par le pape et la Curie, s'est séparé, mercredi 24 avril, par l'adoption d'une ligne de fermeté, appelée « *tolérance zéro* ». D'entrée, le pape avait donné le ton en qualifiant la pédophilie de « *crime* » et de « *péché épouvantable* » (*Le Monde* du 25 avril) et ouvert la voie à des sanctions graves, en affirmant qu'« *il n'y avait pas de place dans le sacerdoce pour des prêtres pédophiles* ». Cette intervention avait été plutôt bien accueillie dans une opinion américaine chauffée à blanc par l'ampleur du scandale.

Mais les moyens de mettre en œuvre cette « *tolérance zéro* » n'ont pas fait l'unanimité des vingt-quatre participants de ce « sommet » et le compromis final sur les sanctions risque de décevoir outre-Atlantique. Le principe de l'exclusion automatique du sacerdoce — dès la première faute d'un prêtre pédophile (« *one strike and you're out* » : « un faux pas et vous êtes dehors ») — réclamée par l'opinion et une partie de l'épiscopat américains n'a pas été adopté. L'exclusion pourra intervenir, mais au terme d'une « *procédure spéciale* », incluant un examen au cas par cas et l'avis d'une commission. Le détail de cette « *procédure spéciale* » sera examiné en juin à Dallas lors de l'assemblée annuelle des 300 évêques américains.

MESURE MINIMALE ATTENDUE

La création d'une « *procédure spéciale* », pouvant aboutir à l'exclusion d'un prêtre délinquant, est toutefois un progrès lorsqu'on connaît les pesanteurs internes à l'Eglise dès qu'il s'agit de toucher à sa discipline (droit canon). Elle était la mesure minimale attendue de ce sommet, compte tenu du « *consensus croissant sur le fait qu'il est trop risqué de redonner une paroisse à un prêtre pédophile* », comme dit Mgr Wilton Gregory, président de la conférence des évêques. Ainsi un terme devrait être mis à la pratique des mutations de prêtres suspects qui a servi aux évêques à étouffer le scandale.

« *La procédure spéciale,* précise le plan en six points adopté à Rome, *entrera en jeu pour écarter du sacerdoce les prêtres ayant commis des violences sexuelles sur des mineurs, ainsi que ceux dont leur évêque considère qu'ils peuvent être un danger pour les enfants* ». Au titre de la prévention, le plan recommande également « *des visites apostoliques dans les séminaires et maisons religieuses pour contrôler les règles d'admission et vérifier le respect de la doctrine morale de l'Eglise* ».

L'exclusion automatique d'un prêtre accusé une seule fois de pédophilie n'a pas été adoptée, car certains des participants ont fait observer que tous les cas de pédophilie ne pouvaient pas être appréciés de la même manière et qu'il serait irresponsable de confondre dans la même sanction des récidivistes et des prêtres victimes d'une première plainte. « *L'attention doit être attirée,* ajoute le communiqué, *sur le fait que la plupart des plaintes concernent des adolescents et ne sont pas de véritables cas de pédophilie* ».

Comme prévu, la question de la démission du cardinal Bernard Law, archevêque de Boston, le diocèse le plus atteint par le scandale, n'a pas été abordée. C'est une affaire entre lui et le pape, ont estimé les participants. Cette démission est réclamée aux Etats-Unis, mais il semble peu probable que le pape décide de sacrifier l'un des hommes qui lui sont les plus proches aux Etats-Unis. Autre absence prévisible du débat : la question du célibat obligatoire des prêtres. C'est une affaire trop « *universelle* » pour être discutée lors d'une réunion spécifique de cardinaux américains. En outre, ont estimé les participants, « *Il n'y a pas de lien scientifiquement prouvé entre le célibat et la pédophilie* ».

Henri Tincq

ebs
European Business School
3° CYCLES MASTER SPÉCIALISÉS
Finance / International / Ressources Humaines / Communication-Marketing
Ingénieurs, IEP, Maîtrises, Médecins,...
12 mois dont 5 mois de stage
Option Internationale aux USA
EBS - 169, quai de Valmy - 75010 Paris
Tél : 01 53 35 84 84
www.masterebs.com

esec.edu/
ESEC
Diplôme homologué par l'État
images/ cinéma/ numérique/ sons/
■ Réalisateur cinéma
■ Concepteur en numérique
■ Producteur audiovisuel
■ Monteur en numérique
■ Créateur d'effets spéciaux
www.esec.edu/
01 43 42 43 22
21, rue de Citeaux 75012 Paris
enseignement supérieur libre

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Après trois heures et demi de délibéré, la cour d'assises des mineurs du Rhône a acquitté, mercredi 24 avril, **PATRICK DILS,** 31 ans, mettant un terme à quinze ans de détention. Le jeune homme, à la silhouette adolescente, a été libéré dans la soirée. Il avait été **CONDAMNÉ À DEUX REPRISES**, à perpétuité puis à vingt-cinq ans de prison, pour le meurtre d'Alexandre Beckrich et Cyril Beining, deux garçons de 8 ans retrouvés morts la tête fracassée à coups de pierres en septembre 1986, à **MONTIGNY-LÈS-METZ** (Moselle). La certitude de la présence du tueur en série **FRANCIS HEAULME** sur les lieux du crime, le jour des faits, avait conduit la Cour de révision à ouvrir un nouveau procès. Avant que le jury se retire pour délibérer, Patrick Dils a déclaré : *« Je suis extrêmement* **FATIGUÉ, USÉ**. *J'aimerais essayer tout simplement de vivre. »*

Après quinze ans de prison et trois procès, Patrick Dils est acquitté

Le verdict de la cour d'assises d'appel des mineurs du Rhône met un terme à quatre années de procédure de révision, engagée après que la présence de Francis Heaulme sur les lieux du crime eut été prouvée. Le jeune homme avait été condamné deux fois en assises pour le meurtre de Montigny-lès-Metz

COUR D'ASSISES DES MINEURS DU RHÔNE
13e audience d'appel du procès en révision

LYON
de notre envoyé spécial

Le mot, tant attendu, ne semble pas immédiatement parvenir à sa compréhension. L'un de ses avocats lui tient la main. Puis sa tête, lentement, se renverse. Ses yeux se ferment, son visage se brouille, son corps est pris de sanglots. Patrick Dils est acquitté ! Soudain, vertigineuses, apparaissent, presque jour pour jour, ses quinze années de détention. De longue mémoire judiciaire, nul verdict de procès en révision n'a mis un terme à une erreur se traduisant par autant d'années de prison.

Le mot secoue la foule, gagne la salle des pas perdus. S'élève une clameur de liberté. Dans le prétoire, la présidente fait taire sèchement des manifestations de joie qu'elle dit trouver *« inconvenantes »*. Après trois heures et demi de délibéré, les jurés, qui, tant de fois, lorsqu'ils condamnent, baissent le regard devant le condamné, fixent cette fois l'horizon. Patrick Dils, disent-ils mercredi 24 avril par leur verdict, est innocent : déclaré non coupable du meurtre d'Alexandre Beckrich et Cyril Beining, ces deux garçons de 8 ans retrouvés morts la tête fracassée à coups de pierres en septembre 1986, à Montigny-lès-Metz (Moselle) le long d'une voie ferrée.

Sur le banc de la partie civile, depuis tant d'années si convaincue de sa culpabilité, Ginette Beckrich, la grand-mère d'Alexandre, seule présente, s'efface rapidement. Tassé sur sa chaise, abasourdi, après tant d'années d'espoir et de combat, Jean Dils, le père de l'accusé, est saisi d'un malaise. Curieuse justice, qui, maintenant, gardant encore l'acquitté pour quelques formalités, l'emmène par un poignet, menotté... Patrick Dils, figure d'adolescent sage, ému et discipliné, suit sans mot dire son dernier geôlier.

DOCILE, PRESQUE PANTIN

Une heure et demie plus tard, à la porte de la prison Saint-Paul, premiers pas de liberté. Soutenu par ses deux avocats, Mes Bertrand Becker et Jean-Marc Florand, Patrick Dils jaillit dans la lumière des flashs, des caméras, presque hébété. Faiblesse de tout son corps, silhouette indéfiniment allongée. Premiers mots, première vie de l'autre côté. La moitié de la sienne, si jeune et déjà si longue, a été vécue derrière les barreaux. Il a déjà, dit-il, un travail, en région parisienne, dans une imprimerie, comme magasinier. Il veut *« une vie simple »*, qui commence pourtant, à ses dépens, dans une ambiance de pugilat entre médias, par un quasi-rapt, édifiant, aux portes de la prison, par des gros bras d'une émission de télévision (« Sans aucun doute », pour TF1). Une exclusivité aurait été négociée. Auparavant, le jeune homme, en imperméable, comme sorti d'un film de Jacques Tati, est ballotté d'un groupe de journalistes à un autre, contenus par un solide cordon de CRS. Il répond à la demande des uns, à la demande des autres, docile, presque pantin.

Quelques heures plus tôt, lors des ultimes plaidoiries, Me Florand n'avait-il pas décrit ce même adolescent poli, qui, endossant par de terribles aveux le double crime atroce de Montigny-lès-Metz en avril 1987, avait paru, à l'époque, à l'un des rares experts psychologues, prudent, comme mû par le devoir d'agir *« en fonction de ce qu'il croit que les autres attendent de lui »* ? Un adolescent à la personnalité *« vide »*, *« habitable par le discours d'autrui »*. *« De la pâte à modeler »*, avait synthétisé Me Florand.

Artisan de la révision engagée en 1998, l'avocat avait tout d'abord sommé les juges *« d'oublier les deux premières condamnations* [à perpétuité et vingt-cinq ans] *»*. Et puis, sans faiblir, avait dressé le réquisitoire du *« monstre qui a retiré la vie à deux enfants »* : le meurtrier en série Francis Heaulme, que la justice, désormais, forte d'un lourd faisceau de présomptions – maintes fois détaillé durant l'audience –, pourrait poursuivre, théoriquement.

« Quelle est la probabilité statistique, avait demandé Me Florand, *que Francis Heaulme, présent sur les lieux du crime le jour des faits, qui a vu les enfants, qui a un mobile suffisant* [un jet de pierres sur lui], *qui a déjà tué* [notamment le petit Joris Viville, 8 ans, étranglé et déchiqueté à coups de poinçon, en 1984], *qui connaît parfaitement les lieux* [pour les avoir dessinés sans faute sur un croquis, quatorze ans après les faits], *qui est vu ce jour-là le visage ensanglanté, ne soit pas l'auteur du crime, alors que celui-ci porte sa signature criminelle ? Que faudrait-il de plus pour vous en persuader ? »* Dénonçant une enquête, à l'époque des faits, *« très mal faite, fantaisiste et orientée »*, l'avocat avait également stigmatisé l'instruction *« trop rapide* [les principaux actes ont été établis en moins d'un mois] *et sans humanité »*. *« On a construit un coupable idéal et docile à défaut de trouver un vrai coupable »*, avait-il dit, évoquant l'ombre portée, à l'époque, de l'affaire Grégory. *« La religion des aveux est révolue »*, avait-il dit encore, revenant sur la pièce maîtresse de l'accusation du premier procès de 1989, citant quatre cas d'annales, ces quarante dernières années, d'innocents avérés ayant ainsi faussement passé et réitéré des aveux. *« L'erreur judiciaire est un malheur public et la justice s'anoblit en la reconnaissant »*, avait conclu Me Florand.

UN « CRIME IMPOSSIBLE »

« Celui que vous avez à juger a 16 ans », avait rappelé pour sa part avant lui le bâtonnier Becker, qui regrettait que l'avocat général, faisant part de son doute, n'ait pas clairement requis, la veille, l'acquittement. Et de démonter les éléments du *« crime impossible »*, uniquement forgé, selon lui, dans l'esprit des policiers, sur la base d'une *« profonde intuition »*, empreinte d'*« aveuglement »*. L'avocat, aux côtés de l'accusé depuis les premières heures, avait ainsi indiqué comment l'émotion, selon lui, l'avait alors emporté sur la raison à la découverte des circonstances du double meurtre. *« Cette quête d'un coupable,* avait-il dit, *a détruit la vie d'un innocent. Les non-sens, les oublis, les trahisons et les tricheries ont emmuré vivant un adolescent. »* Et, s'adressant aux juges : *« A vous de dire votre mépris de l'injustice, du mépris, de la haine. A vous de proclamer la justice et la vérité. A vous de dire l'innocence ! A nous tous, Patrick, de t'aider à pardonner sans juger. »*

Jean-Michel Dumay

VERBATIM

« J'aimerais essayer tout simplement de vivre »

AVANT QUE la cour d'assises ne se retire pour délibérer, la présidente, Yvette Vilvert, a demandé à Patrick Dils s'il n'avait pas un *« dernier message »* à délivrer :

« J'aimerais essayer de vous faire comprendre que ma place, ma situation, est loin d'être évidente. Je suis extrêmement fatigué, usé. J'aimerais essayer tout simplement de pouvoir vivre... de vivre. En quinze ans, j'ai entendu tout et n'importe quoi, sur la manière dont j'aurais pu clamer mon innocence. Personne ne peut dire quelle est l'attitude qu'on peut avoir. Il n' y a que moi *(...)*. Tout au long de ces années, on a porté des jugements. Les détenus, le personnel pénitentiaire, les sous-directeurs, le directeur *(...)*. Clamer son innocence, ça veut dire quoi ? Je ne suis pas monté sur les toits, je n'ai pris personne en otage, je n'ai pas fait de grève de la faim. Pourquoi ? Parce que cela n'aurait fait que noircir un dossier. Parce que je suis Patrick Dils et que Patrick Dils ne le fait pas. Il est hors de question de changer de comportement pour coller à un critère. » *Se tournant alors vers les parties civiles (absentes, pour la plupart) :* « Je suis vraiment désolé de vous avoir fait souffrir par mes mensonges *[ses aveux],* mes attitudes, toute cette souffrance que je vous ai fait involontairement. Je n'ai jamais souhaité faire souffrir. Et, encore aujourd'hui, je n'ai de haine à l'égard de personne. Je suis innocent. Je n'ai pas enlevé la vie à vos enfants et je souhaite un jour avoir moi-même des enfants. Je les aime trop pour leur avoir fait du mal. »

Quinze années de prison injustifiées

Avant l'acquittement de Patrick Dils, obtenu en appel à Lyon, cinq révisions, depuis 1945, avaient conduit à un nouveau procès et à l'acquittement (une autre avait conduit à l'annulation d'une condamnation sans nouveau jugement). Avec quinze années d'enfermement, Patrick Dils est de loin celui qui a passé le plus de temps en détention.

- **28 septembre 1986.** Les corps d'Alexandre Beckrich et Cyril Beining, 8 ans, tués à coups de pierres, sont découverts à Montigny-lès-Metz (Moselle).
- **30 avril 1987.** Patrick Dils, apprenti cuisinier âgé de 16 ans, est inculpé d'homicides volontaires et écroué, après avoir reconnu les faits.
- **27 janvier 1989.** Au terme d'un procès de deux jours et à l'issue de deux heures et demie de délibéré, il est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises des mineurs de la Moselle, sans que l'excuse de minorité lui soit accordée. Il devient le plus jeune condamné à perpétuité d'Europe.
- **26 juillet 1990.** Une première demande en révision est déposée auprès de la Cour de cassation. Elle sera rejetée.
- **Mars 1998.** Un deuxième recours en révision est déposé.
- **3 avril 2001.** La Cour de révision annule la condamnation après que des compléments d'informations ont montré que le tueur en série Francis Heaulme se trouvait sur les lieux du crime, le jour des faits.
- **29 juin 2001.** Après huit jours d'audience à huis clos, la cour d'assises des mineurs de la Marne, malgré des réquisitions d'acquittement, condamne Patrick Dils à vingt-cinq ans de réclusion. Le parquet général et la défense font appel.
- **24 avril 2002.** Après treize jours d'audience et trois heures et demie de délibéré, la cour d'assises d'appel des mineurs du Rhône, siégeant cette fois en audience publique après qu'une récente mesure législative l'eut rendu possible, acquitte Patrick Dils, après que l'avocat général eut fait part de son doute.

Pour les policiers, les aveux restent un élément central dans les enquêtes

ILS ONT presque tous leur histoire de faux aveux où un gardé à vue revendique spontanément un crime ou un délit qu'il n'a pas commis. La plupart des policiers croient cependant toujours à la force de ces mots couchés sur procès-verbal, qui font qu'une enquête devient *« une procédure carrée »*, comme le dit un enquêteur à la brigade criminelle. *« Seuls des aveux circonstanciés étayent le fait que la personne était bien présente sur la scène du crime au moment des faits*, ajoute-t-il, *alors que des traces, empreintes digitales ou génétiques ne prouvent qu'une chose : le suspect a été présent sur les lieux, mais ça pouvait être avant ou après. »*

Le recueil des aveux reste un moment fort, qui obéit à des règles précises. *« Il faut obtenir le plus de détails possible,* indique le même policier, *de façon à pouvoir confronter les déclarations du suspect aux éléments matériels réunis sur place. C'est aussi un moyen d'écarter les faux aveux. Dans notre enquête sur Guy Georges* [condamné à la réclusion criminelle à perpétuité le 5 avril 2001 pour sept assassinats précédés de viols et trois agressions commis entre 1991 et 1997 à Paris], *je me souviens d'un type qui s'était accusé d'être l'auteur d'un des meurtres. Ces prétendus aveux s'appuyaient en fait sur des articles de journaux qu'il avait lus. Grâce à des éléments inconnus de la presse, nous avons pu démontrer la fausseté de ces déclarations. »*

La force des aveux dépend donc essentiellement de la manière dont ils ont été recueillis. *« Il faut laisser parler la personne,* explique un commissaire de police, ancien directeur de services régionaux de police judiciaire (SRPJ), *et surtout ne pas solliciter ses propos, en fonction des éléments matériels qui ont été collectés par les enquêteurs. Les questions doivent être les plus ouvertes possible, et ne préjuger aucune réponse.* » Lorsque Patrick Dils fut mis en cause, en septembre 1986, les enquêteurs n'avaient pas l'obligation de faire figurer leurs questions sur procès-verbal, comme c'est le cas depuis la loi du 15 juin 2000.

« LES VIEILLES MÉTHODES RESTENT EFFICACES »

Certaines méthodes anciennes sont encore en vigueur. Ainsi, les premières déclarations d'un suspect font souvent l'objet de ce que les policiers appellent *« un PV de chique »*. L'enquêteur enregistre par écrit ce que lui dit la personne, même si ses propos sont manifestement mensongers. Il place ensuite le gardé à vue face aux contradictions que soulèvent les éléments recueillis par l'enquête sur la scène du crime, dans l'entourage de la victime, ou dans le voisinage, par exemple. La démarche suffit parfois à provoquer les aveux.

Le rapport humain que le policier menant l'audition parvient à établir joue un rôle primordial. *« Il faut adapter notre méthode à chaque personnalité,* raconte un ancien officier du SRPJ de Lille (Nord). *On n'interroge pas de la même manière un individu fiché au grand banditisme, en général peu bavard, ou qui ne reconnaît que ce qu'il ne peut absolument pas nier, et l'auteur d'un crime passionnel. Il faut être patient. Là aussi, les vieilles méthodes restent efficaces : on peut interroger à deux, l'un jouant le rôle du méchant, l'autre du gentil. »*

Les aveux ont perdu de leur importance aux yeux des jurés de cour d'assises, estime un commissaire de police exerçant en région parisienne. *« Leur intime conviction ne se forge plus nécessairement en fonction des aveux,* indique-t-il. *J'avais participé à l'enquête sur la mort de l'avocat Jacques Perrot* [tué le 27 décembre 1985 de trois balles de 22 long rifle dans l'escalier de son immeuble]. *Sa belle-mère a été condamnée comme l'instigatrice de l'assassinat, alors qu'elle n'avait jamais avoué. »* Le développement de la police scientifique a également contribué à relativiser l'importance des aveux. Interpellé par les gendarmes, un sans-abri avait avoué, en juillet 1996, le meurtre d'une jeune Britannique, Caroline Dickinson. L'homme avait été mis en examen pour *« meurtre accompagné de viol sur mineure de moins de quinze ans »*, avant d'être innocenté. L'analyse des traces génétiques recueillies sur les lieux du crime avait démontré qu'il ne pouvait pas être l'auteur des faits.

Pascal Ceaux

Choisissez votre destination. Choisissez votre vol.
Choisissez votre tarif. Choisissez votre siège.
Le tout en quelques clics.

Sur http://www.united.fr, vous pouvez préparer votre vol dans ses moindres détails.

WE ARE UNITED
A STAR ALLIANCE MEMBER

AFP

« J'ai du mal à réaliser, je suis fatigué, je suis usé »

PATRICK DILS et ses avocats, mercredi 24 avril, au sortir de la prison Saint-Paul de Lyon. *« Je ne croyais plus à cet acquittement*, a déclaré le jeune homme. *J'ai du mal à réaliser, je suis fatigué, je suis usé. J'ai envie de retrouver mes parents, mes amis, mes avocats et d'avoir un peu d'intimité. »* L'un de ses avocats comprend bien. *« C'est un peu comme quelqu'un qui a eu un terrible accident de voiture*, a glissé Me Bertrand Becker, *et s'est retrouvé dans le coma profond pendant quinze ans. Il va falloir beaucoup l'aider. »* Cela a plutôt mal commencé, mercredi, avec une bousculade entre CRS, photographes et cameramen. Patrick Dils est finalement parti avec une équipe de TF1 qui avait négocié une exclusivité avec ses avocats. Après quelques semaines de repos, le jeune homme ira travailler dans une imprimerie de la région parisienne. Ses conseils entendent réclamer pour lui 15 millions de francs (2,28 millions d'euros) de réparations pour sa détention injustifiée.

Derrière l'acquittement d'un innocent, le procès des aveux et du doute

Deux jurys n'avaient pu admettre que Patrick Dils se fût accusé à tort

TANT qu'elles continueront de tomber sans explication, les décisions de cour d'assises demeureront inintelligibles au peuple français au nom duquel elles sont censées être rendues, comme elles le demeureront pour les accusés, les premiers concernés. En l'absence de motivation, nul ne sait donc si l'acquittement de Patrick Dils résulte d'une somme de convictions de l'innocence, ou de la règle – ô combien plus théorique que réelle ! – selon laquelle le doute doit profiter à l'accusé. Cependant, si l'on veut bien considérer que l'innocence ne saurait être une demi-mesure, Patrick Dils ressort définitivement blanchi de la terrible accusation qui pesait sur lui.

■ ANALYSE

Cette affaire restera une énigme plus psychologique que judiciaire

Longtemps dissimulé au regard public pour avoir été l'affaire d'un mineur, le parcours de cet ex-apprenti cuisinier marquera l'histoire judiciaire. Condamné en 1989 sans la moindre excuse, pas même celle de l'âge, à la réclusion criminelle à perpétuité (à l'issue d'un procès de deux jours ponctué par un très bref délibéré), cet adolescent de 16 ans, grandi en détention, disait patiemment son innocence depuis maintenant quinze ans.

En avril 2001, la Cour de révision lui avait donné acte de ce qu'étaient apparus dans son dossier des éléments nouveaux *« de nature à faire naître un doute sur sa culpabilité »*. A la surprise générale cependant, faisant de son affaire la première procédure de révision avortée, une deuxième cour d'assises, trois mois plus tard, ramenant sa peine à vingt-cinq ans, n'avait pas jugé bon que ce doute lui profitât.

Or que restait-il des charges pesant contre lui, après deux semaines d'un troisième procès, que le législateur avait autorisé, cette fois, à être public à la demande de l'intéressé et pour le bien de la justice ? Une série d'aveux, certes terriblement gênants et troublants, mais dont on se serait obstiné à penser qu'ils constituent la reine des preuves.

Agissant comme police de l'innocence au terme de plusieurs suppléments d'information, la gendarmerie de Metz a conclu que ce double meurtre horrible comportait la *« quasi-signature criminelle »* du meurtrier en série Francis Heaulme, dont nul ne connaissait, à la date du premier procès, l'édifiant parcours meurtrier. Habitué à jouer au chat et à la souris avec les enquêteurs depuis dix ans, celui-ci avait donné, dès son arrestation en 1992, aux côtés d'informations concernant deux autres affaires pour lesquelles il allait être condamné, des détails précis se rapportant au double meurtre de Montigny. Réinterrogé depuis, il a toujours confirmé sa présence sur les lieux, le jour du crime, ne variant que sur les horaires et sur ses agissements. Des témoins l'ont vu aussi ce jour-là, hagard, le visage ensanglanté.

Bien sûr, il peut toujours y avoir de fâcheuses coïncidences. Bien sûr, l'on peut toujours douter. Mais alors, en toute mesure, ce doute à tous devait profiter. Et l'on s'interroge ainsi sur les raisons pour lesquelles, à Reims, l'an passé, à la cour d'assises de la Marne, il n'a pas déjà profité. Certes, de nouveaux éléments ont été apportés depuis, y compris par Francis Heaulme, qui, dans ses dernières déclarations – selon un schéma qui lui est propre – a été jusqu'à affirmer avoir vu les corps et le meurtrier. Mais l'essentiel du doute n'était-il pas autrement déjà scellé ?

LIBRE APPRÉCIATION DES JUGES

Car dans son réquisitoire réclamant l'acquittement, l'avocat général, à Reims, probablement déjà à distance de l'émotion qui semble avoir effectivement submergé les acteurs à l'époque – le poids des mots de l'aveu, le choc des photos de la scène de crime –, avait déjà relevé, comme il a pu être fait par son collègue à Lyon, que le crime reproché à Patrick Dils ne pouvait que très difficilement avoir été commis matériellement par celui-ci, sauf au prix de quelques *« possibles »* narguant la vraisemblance.

En fait, arc-boutés sur la vérité judiciaire passée, les avocats de la partie civile, intimement convaincus, comme l'ont été deux cours d'assises, ont fait la démonstration de ce que l'aveu, *« laissé à la libre appréciation des juges »* comme le rappelle le code de procédure pénale, pouvait encore avoir de poids dans une procédure criminelle. N'est-ce pas d'ailleurs, encore et toujours, l'aveu que d'aucuns attendaient de Francis Heaulme, dans un improbable happening judiciaire, pour éventuellement blanchir Patrick Dils définitivement ?

Recueillis sept mois après les faits par les policiers à l'issue d'une garde à vue secrète que seul un enregistrement sonore ou vidéo aurait pu éventuellement démystifier, les aveux de Patrick Dils peuvent légitimement troubler par leur précision (presque déjà trop précis pour être *« vrais »*, sept mois après) et leur répétition devant le juge d'instruction, lors de la reconstitution, puis devant les premiers experts psychiatres – tous actes de procédure exceptionnellement diligentés en quinze jours, quand ceux-ci, pour n'importe quelle affaire criminelle, s'étalent habituellement sur des mois. Cependant, que deux autres suspects aient fourni eux aussi des versions d'aveux circonstanciés ne manquait pas, déjà, d'inciter à la prudence. Tout comme certaines incohérences internes aux aveux.

« Rien ne vient étayer la thèse de la culpabilité » de Patrick Dils, adolescent *« banal en quête d'identité »*, ont enfin déclaré les experts psychologues convoqués avec le recul du temps. Rien, si ce n'est un très hypothétique *« trouble explosif isolé »*, avancé par les premiers experts, ainsi confortés dans l'idée, comme tant d'autres, qu'ils ont pu ne pas se tromper, et par certains criminologues toujours à l'affût des cas d'exception.

Patrick Dils, moins qu'une énigme policière, demeurera peut-être avant tout une énigme psychologique relative à cette disposition, dérangeante évidemment pour le commun des mortels, qui a pu lui faire endosser un crime atroce un mois durant dans sa vie d'adolescent. *« Innocent incompris »*, comme il se nommait jusqu'alors, n'ayant jamais souhaité un soutien psychologique en détention (par méfiance acquise envers les adultes, a-t-il expliqué), il est resté muet, dit-on, à son procès de Reims. Ceux qui le pensent coupable lui en firent le grief. Sommé de s'expliquer, il a tenté de commencer de répondre à Lyon. Les mêmes lui ont reproché, cette fois, de *« vouloir être cohérent »*.

En mai 1987, la veille de la rétractation des aveux, un expert psychologue, prudent, avait considéré Patrick Dils comme *« extrêmement suggestible »*, modifiant sans cesse son discours à l'interlocuteur adulte, et paraissant *« totalement étranger »* aux faits dont il s'accusait. Certains y ont vu une extrême froideur, d'autres la preuve d'une macabre récitation. Beaucoup lui ont aussi surtout reproché sa façon peu expansive par la suite d'exprimer son innocence. Or lorsqu'on ne juge plus ainsi, qu'à l'aune des apparences et du comportement – qui nous est parfois différent –, c'est bien souvent l'injustice qui finit par se manifester, et non la vérité.

J.-M. Dy.

Mensonges et faux témoignages autour du crime de Castellar

Les rivalités entre la victime et la famille de l'accusé n'ont pas été éclaircies

COUR D'ASSISES DES ALPES-MARITIMES
3e jour d'audience

NICE
de notre correspondant

« Je n'ai jamais assisté à un tel procès dans ma longue carrière. » Cette remarque de Me Paul Lombard traduit parfaitement la singularité du procès du meurtre de Pierre Leschiera, le berger de Castellar (Alpes-Maritimes), le 17 août 1991. Soudain, au fil de la troisième journée d'audience mercredi 24 avril, les débats ont semblé basculer vers d'autres suspects que le meurtrier présumé, Alain Verrando. Ce maçon de 53 ans n'est plus apparu qu'en filigrane tant la plupart de ses proches ont semblé frappés d'amnésie, quand ils n'ont pas été surpris par le président Jean-Michel Malatrasi en flagrant délit de mensonge.

Emile Muratore doit regretter ses propos prononcés trois semaines après la mort du berger. Ce chasseur de 73 ans, ami des Verrando, qui était en conflit avec la victime, avait affirmé, lors d'une conversation téléphonique *: « Moi, je sais qui c'est, mais, enfin, c'est une drôle d'histoire. »* Mardi 23 avril, à la barre, il avait juré n'avoir jamais prononcé ces mots. Mais le lendemain, dans un silence de plomb, le président a fait écouter les bandes. Blême, M. Muratore a reconnu avoir menti. *« Vous protégez qui ? »*, martèle Me Christian Scolari, un des avocats de la partie civile. *« Personne »*, a répondu le témoin. Aussitôt, Me Scolari – rejoint par Me Lombard, pour la défense – demande des poursuites au parquet. Quelle que soit la décision du ministère public, le mal est fait.

Ce faux témoignage n'a pu que semer le doute dans l'esprit des jurés et dans celui du président, qui a fait revenir à la barre de nombreux témoins. Dans le récit des rivalités haineuses entre la famille Verrando et Pierre Leschiera, nombreux sont les proches du « clan des chasseurs » qui semblent s'être imposé la loi du silence, jusque dans le prétoire. Ainsi, Huguette Verrando, sœur aînée de l'accusée, n'avait pas hésité à déclarer à des journalistes, peu de temps après le meurtre, qu'elle connaissait la vérité. Onze ans après, la justice attend toujours ses confidences.

RÉSIDUS DE TIRS

Et si la troisième journée d'audience, mercredi 24 avril, est apparue comme le tournant du procès, c'est bien parce que de nombreux témoins ne semblent donner qu'une parcelle de vérité. Tel est le cas de Jérôme Verrando, neveu de l'accusé, réinterrogé sans relâche par le président. Comme l'ont confirmé mercredi les trois experts, on a relevé sur ce jeune homme davantage de résidus de tirs que sur les autres chasseurs susceptibles d'être considérés comme suspects. La veille du meurtre, une fête avait été organisée non loin des lieux du drame par Paul Verrando, son père. Elle réunissait une quarantaine de personnes, dont de nombreux chasseurs du village. Les derniers invités avaient quitté les lieux vers 5 heures, soit une heure avant le meurtre. Plusieurs coups de feu avaient été tirés en l'air. Durant l'instruction, Jérôme Verrando avait affirmé ne pas avoir touché d'arme *« depuis un mois et demi »*. Or des résidus de tirs indiquent qu'il a été en contact avec une arme quelques jours auparavant.

Le président : *« Comment expliquez-vous ces résidus de tirs alors que vous dites ne pas avoir tiré ?*

– Il est possible que j'ai utilisé cette arme ou manipulé des cartouches.

– Pourquoi vous ne l'avez jamais dit ?

– Je sais que je n'ai pas tué. »

Paul Verrando, qui avait tiré lors de la fête, est alors interrogé par l'avocat général Mario Agneta : *« On se rend compte que les indices tournent autour de vous. Est-ce que vous avez tué Pierre Leschiera ?*

– Je ne l'ai pas tué. »

Au fil de ces auditions, confie Me Philippe Soussi, pour la partie civile, *« on a la sensation de frôler la vérité sans l'atteindre »*. Une impression renforcée par les témoignages des trois experts chargés en novembre 2000 d'analyser les relevés de tirs prélevés sur l'accusé et les autres chasseurs. Ils ont estimé que les traces relevées sur Alain Verrando, l'accusé, ne sont pas *« caractéristiques de résidus de tirs, mais seulement compatibles avec ceux-ci »*. Dans leur rapport, ils écrivent : *« Le résultat obtenu ne permet pas de faire une relation avec les faits. » « Rien ne permet de dire qu'Alain Verrando a utilisé l'arme »*, lance Me Gérard Baudoux, son défenseur avec Me Lombard. Jeudi matin, la cour d'assises devait se transporter sur les lieux du meurtre.

Paul Barelli

La Mède : prison avec sursis pour d'anciens cadres de Total

LE TRIBUNAL correctionnel d'Aix-en-Provence a condamné, mercredi 24 avril, trois anciens cadres dirigeants du groupe Total (devenu TotalFinaElf) à des peines de prison avec sursis pour leur responsabilité dans l'explosion de la raffinerie de La Mède (Bouches-du-Rhône) qui avait tué six salariés, le 9 novembre 1992. Yves Nanot, ancien PDG de Total Raffinerie Distribution, et René Peyronnel, ancien directeur du site, sont condamnés à dix-huit mois de prison avec sursis et à 4 500 euros d'amende. Le prédécesseur de ce dernier, Jean-Philippe Caruette, est condamné à douze mois avec sursis et à la même peine d'amende.

Le tribunal a prononcé des peines de prison pour quatre autres cadres, parmi les onze prévenus poursuivis pour *« homicides et blessures involontaires »* : Albert Courtault et Pierre Belloncle, qui se sont succédé à la direction du service Inspection de la raffinerie, se sont vu infliger douze mois avec sursis et 2 500 euros d'amende. Max Gianetti et Christian Roux, anciens inspecteurs du matériel, ont été condamnés à quatre mois de prison avec sursis et à 1 500 euros d'amende. En revanche, quatre prévenus ont été relaxés : l'ancien directeur des opérations à la direction Raffinage du groupe, l'ancien chef du département Technique raffinage et deux fonctionnaires de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement. Les juges ont estimé qu'ils n'avaient pas failli à leur mission.

Lors de son réquisitoire, le 31 janvier, la procureure de la République d'Aix-en-Provence, Colette Michel, avait réclamé des peines de prison avec sursis de six mois à deux ans et des peines d'amende de 2 500 à 4 500 euros, estimant que les dirigeants de Total avaient *« privilégié une politique de rentabilité toujours accrue au détriment de la sécurité »*. Elle avait aussi regretté que l'ancien code pénal, en vigueur au moment des faits, prévoyait des peines relativement légères par rapport au nouveau code, applicable depuis 1994.

A. Pe.

5 000 bêtes abattues en Savoie après une fuite de dioxine

PLUS DE 5 000 ANIMAUX de ferme, 2 393 bovins et 2 665 ovins-caprins, ont été abattus depuis octobre 2001 à la suite de la fermeture de l'usine d'incinération de déchets de Gilly-sur-Isère (Savoie), a annoncé, mercredi 24 avril, la préfecture de Chambéry. L'usine avait fermé le 26 octobre 2001 en raison de l'importance de l'émission de dioxine dans l'atmosphère, de la pollution du sol, de l'herbe et du bétail avoisinant. Depuis, la production de lait ne peut plus être écoulée : 12 000 litres sont détruits tous les jours. Environ 8 600 tonnes de foin pollué sont en attente de destruction. L'usine d'incinération de Gilly-sur-Isère, gérée par le syndicat intercommunal, accueillait 27 000 tonnes de déchets par an. Des plaintes pour *« empoisonnement »* et *« mise en danger de la vie d'autrui »* ont été déposées au tribunal d'Albertville.

DÉPÊCHES

■ **ARMES : une trentaine d'armes et plusieurs kilos de drogues diverses ont été découverts,** mercredi 24 avril, au cours d'une opération de la police judiciaire à Epinay-sous-Sénart (Essonne), dans le quartier du Vieillet. Quatre personnes ont été interpellées et placées en garde à vue.

■ **FAIT-DIVERS : un policier du SRPJ de Nancy (Meurthe-et-Moselle) a été condamné**, mardi 23 avril, à dix-huit mois de prison avec sursis pour avoir volé et utilisé la Carte bleue de son ex-belle-mère dans le but, a-t-il déclaré, de faire des achats et de payer la pension alimentaire de son ex-femme. Il a également été condamné à une interdiction définitive d'exercer des fonctions dans la police.

■ **ASILE : France Terre d'asile et la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars) ont appelé l'Etat,** mercredi 24 avril, à mieux prendre en charge l'accueil des demandeurs d'asile. Le dispositif d'accueil actuel *« ne peut faire face aux besoins, compte tenu de l'importance des arrivées et de l'allongement des durées de séjour »*, déplorent les deux associations dans un communiqué commun.

ENTREPRISES

SOCIAL

En relançant massivement l'embauche pour faire face à la reprise de la croissance, aux 35 heures et aux départs à la retraite, les entreprises ont pris de **PLEIN FOUET** les évolutions de la société. Après l'école, elles se heurtent aux comportements des jeunes générations, à leur rapport avec la hiérarchie, la loi et la règle, y compris en matière de sécurité. Certains secteurs, comme la construction automobile ou la **GRANDE DISTRIBUTION**, sont en outre confrontés au problème de l'intégration de populations plus sensibles issues de quartiers réputés difficiles, avec des comportements incivils ou violents. La multiplication des statuts et des situations de **PRÉCARITÉ** (CDD, intérim et stages) n'améliore pas l'image de l'entreprise. Les syndicats sont souvent dépourvus face à des nouveaux salariés individualistes et consuméristes.

Les entreprises sont confrontées aux évolutions de la société

Après l'école, c'est au tour des usines et des grandes surfaces d'apprendre à intégrer de nouvelles couches de la population, plus jeunes, moins homogènes socialement et souvent plus inciviles ou violentes. Les idées reçues et la précarité du travail entretiennent l'incompréhension

CE SERAIT la face cachée du retour de la croissance. En relançant des plans massifs d'embauche pour faire face à une forte demande de production, aux 35 heures et aux premières vagues de départs à la retraite, les entreprises n'imaginaient pas prendre de plein fouet les évolutions de la société. Après les enseignants désemparés des collèges et des lycées, les directeurs d'usine et les chefs d'atelier se retrouvent en première ligne sur le front de l'intégration des jeunes des cités « sensibles ».

Ce n'est pas un hasard si les constructeurs automobiles sont, avec les hypermarchés, les plus exposés à des comportements déjà sources de conflits dans les autres institutions – la famille, le quartier et l'école. Leurs usines – de véritables villes de plusieurs milliers de salariés – ont été construites avec et à proximité immédiate des grands ensembles en proie aux phénomènes de désocialisation auxquels ils ont, pour partie, contribué *via* les restructurations et les licenciements massifs.

« Chez PSA, il n'y a pas eu d'embauche pendant vingt ans. On est restés entre nous et on se connaît tous. L'entreprise a perdu l'habitude d'intégrer des jeunes », indique Vincent Bottazzi, délégué central CFDT. *« Il est clair qu'on a sauté une génération »*, confirme Stéphane Vincendon, responsable du personnel à l'unité d'emboutissage de Renault Véhicules industriels à Vénissieux (Rhône), un groupe dont les salariés atteignent une moyenne d'âge de 47 ans.

« Ils ont été témoins des mises en préretraite, des licenciements économiques, du développement du chômage qui ont affecté leur entourage immédiat. Tout ceci n'a certainement pas aidé à la valorisation d'un modèle social de l'adulte, ni du travail comme moyen d'y accéder », relève Nicolas Flamant, du cabinet Entreprise et Personnel, auteur d'une étude sur « L'intégration des jeunes dans l'entreprise ».

En une génération, l'entreprise a changé. Mais les jeunes aussi. A force d'avoir entendu répéter, durant leur scolarité, au plus fort de la crise des années 1990, que l'emploi à vie n'existait plus, qu'ils devaient se préparer à la mobilité et à la précarité, ils auraient retenu la leçon. Leur rapport à la hiérarchie, à la loi et à la règle, y compris en matière de sécurité, détonne considérablement. En revanche, la plupart des dirigeants notent de profondes facultés d'adaptation. *« Pour un jeune, il ne saurait être question de rester toute une vie au même poste »*, souligne M. Vincendon.

Un premier temps surpris par la nature de ces arrivées, pourtant passés au filtre d'une sélection sévère, les entreprises ont tenté de réagir en multipliant les stages de formation et les formules d'intégration, y compris pour les chefs d'équipe. Les responsables des ressources humaines ont constitué des groupes de travail, comme celui qui réunit, autour d'Henri Wacquin, un sociologue spécialisé dans les questions du travail, ceux de Casino, McDonald's, Pechiney, la RATP... *« C'est vrai qu'on a du mal à comprendre et à décoder »*, note Thierry Bourgeron, DRH du groupe stéphanois Casino – 69 des 120 hypermarchés et 39 % de ses 900 supermarchés sont en *« zone sensible »* – dont le souci est de les intégrer dans l'environnement des cités, en embauchant des jeunes qui en sont issus, y compris pour l'encadrement. D'autres entreprises ont, avec les services de l'Etat, proposé des actions de formations spécifiques pour des jeunes en perdition scolaire et sociale.

« Les salariés sont à l'image de la société. Mais compte tenu des filtres de recrutement, des efforts d'intégration, de formation et d'évolution de carrière, on peut considérer qu'il y a moins d'incivilités qu'ailleurs dans les entreprises. Mais à défaut de nouvelles réponses, nous savons qu'ils risquent de claquer la porte ou de lancer des mouvements sociaux... » Jean-Luc Vergne, directeur des ressources humaines de PSA n'en dira pas plus. Pourtant, il y a deux ans, le groupe s'est très vite alarmé des actes de violences dans certaines usines et ateliers à Poissy (Yvelines), à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), à Sochaux (Doubs)... Qualifiés de *« marginaux »*, ces incidents ont nécessité la mobilisation des comités d'entreprise et d'hygiène et de sécurité. Ici, un contremaître aurait été gravement tabassé par un « caïd » qui voulait imposer sa loi. Là, ce sont des bandes d'intérimaires du Nord et de Franche-Comté qui se sont affrontés sur les lignes de production. Ailleurs, on signale des vols de voiture et de matériel, des rixes et des altercations dans l'usine et les cars de ramassage. Ces incidents ont aussi été relevés dans les unités de Renault situées aux portes des grandes cités de l'ouest parisien, du côté de Mantes-la-Jolie.

Pour qualifier ce phénomène, Nicolas Flamant évoque *« le syndrome de la maladie honteuse »* des entreprises qui répugnent à en parler. Comme les autres institutions confrontées aux mêmes incidents, leur premier réflexe a été d'apporter une réponse « policière » par le renforcement de la présence de vigiles, la fermeture des vestiaires... Dans l'automobile, la faute est reportée sur les intérimaires dont le nombre a atteint jusqu'à 10 à 12 % des effectifs.

« Les jeunes qui viennent parfois d'autres régions ont des préoccupations différentes », note Emilienne Grandmougin, déléguée (CGT) de PSA Sochaux. *« C'est entre eux et les anciens que les tensions sont les plus vives,* souligne M. Vincendon. *Ils sont placés à un poste donné pour un temps déterminé. La sélection est moins sévère et beaucoup n'ont pas travaillé depuis plusieurs mois. »* Selon M. Flamant, c'est la multiplication des statuts et des situations de précarité (CDD, intérim et stages) qui est source de violence pour des jeunes moins qualifiés, moins payés et dépourvus de tous les avantages sociaux des grandes entreprises. *« Comment faire comprendre à un jeune que lui sera exclu à la fin de sa mission et pas son copain ? »* s'interroge-t-il. Surtout si, aux yeux d'un encadrement de base pas toujours formé, il présente le handicap supplémentaire d'être d'origine étrangère.

La multiplication des situations de précarité est source de violence

Michel Delberghe

Fabrice Simoneau, directeur général adjoint d'Addeco

« On assiste à un choc de cultures »

Comment analysez-vous les difficultés d'intégration que rencontrent les entreprises avec certains jeunes salariés ?

Le phénomène date seulement de deux ou trois ans. Le secteur de l'intérim est en première ligne. Certains jeunes venant dans nos agences ne supportent plus qu'on leur dise, par exemple, qu'il n'y a pas de mission pour eux. Ce sont de véritables piles électriques. Un mot de travers, et c'est l'incident : insultes, crachats, agressivité. Ce phénomène dépasse les banlieues, les petites villes sont aussi concernées. Cette jeunesse veut tout et tout de suite, et certains en veulent à la société tout entière. C'est un phénomène générationnel : les vagues de licenciements des années 1990 ont laissé des traces chez les parents de ces jeunes, qui aujourd'hui expriment de façon plus ou moins violente une forme de rejet. L'entreprise restait épargnée, mais cette génération, après être passée par l'école, qui a connu les mêmes problèmes, arrive sur le marché du travail.

Quelle réponse l'entreprise peut-elle apporter à ce type de problèmes ?

Nous nous sommes demandé si nous avions une responsabilité dans le déclenchement de certains comportements incivils ou agressifs. Avec l'aide de psychologues, nous nous sommes rendu compte que 50 % des problèmes pouvaient être évités. Nous avons commencé à modifier l'agencement de nos bureaux d'accueil, établi des préconisations au niveau de l'habillement de nos salariés, afin d'éviter tout signe qui pourrait passer pour une provocation. Nous avons appris à ne pas être trop abrupts dans nos réponses, à instaurer un dialogue, même si nous ne pouvions accéder à certaines demandes immédiatement. Enfin, nous avons mis en place une cellule d'écoute pour nos salariés ayant subi des agressions.

Arrivez-vous à détecter suffisamment tôt les problèmes de comportement des candidats que vous proposez à vos clients ?

On ne peut pas toujours éviter les problèmes. Par exemple, dans le nord de la Seine-et-Marne et dans le Val-d'Oise, un grand nombre de plates-formes logistiques se sont installées, souvent pour des raisons de coûts. Or ces entreprises ont d'énormes besoins en main-d'œuvre et cherchent toutes en même temps les mêmes profils dans des bassins d'emploi réputés déjà « difficiles ». Une fois qu'on a sélectionné les meilleurs, les besoins des entreprises restent souvent insatisfaits. Nous sommes alors bien obligés d'élargir les mailles du filet, en recrutant des populations avec lesquelles nous savons par avance que les risques de dérapage sont plus grands. Le problème, c'est que la maîtrise et l'encadrement de ces entreprises ne sont pas préparés. On assiste à un choc de cultures. Le dialogue tourne court, du style *« Si tu n'es pas content, tu n'as qu'à prendre la porte ! »*. Et les jeunes s'en vont ! Sur une mission récente, pour 80 équivalents-temps plein, nous avons recruté 300 jeunes parce que la plupart ne restaient pas. C'est tout le comportement de *« petit chef »* d'une partie de la maîtrise qui est à revoir. Les jeunes n'ont plus les mêmes règles, il faut donc fonctionner autrement. Si on ne regarde pas la vérité en face en s'adaptant, on va au-devant de graves problèmes : soit les entreprises ne trouveront pas la main-d'œuvre dont elles ont besoin, soit les incidents iront crescendo.

Propos recueillis par Stéphane Lauer

De nouveaux visages pour vaincre les préjugés

VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE
de notre envoyé spécial

Dounia, 23 ans, titulaire d'un BTS d'action commerciale, a commencé à travailler en nettoyant des chambres d'hôtel. Elle voulait entrer dans la banque mais a été refusée, faute d'expérience. Avec un sourire ironique, elle avoue ne pas croire que son origine maghrébine l'a pénalisée. Depuis quelques mois, la jeune femme a été engagée à l'hypermarché Géant de Villefranche-sur-Saône (Rhône).

REPORTAGE

Chez Géant, les incidents baissent et le chiffre d'affaires augmente

Faht Hanim, elle, a abandonné tôt l'école. A 18 ans, elle a été choisie par la Mission locale, dans le cadre d'une formation conjointe avec la région Rhône-Alpes, pour un stage d'expérience professionnelle (SEP) dans la même grande surface. Bechir Saadi, 28 ans, titulaire d'un DUT techniques de commercialisation, est lui aussi un enfant des cités. Il a *« galéré »* avant d'intégrer le groupe, où il est finalement devenu chef de rayon.

Il n'y a pas si longtemps, les responsables de cette grande surface (350 salariés) écartaient systématiquement les candidatures à consonance étrangère. Le quartier sensible du Garet, avec 40 % des HLM de la ville et 30 % de population étrangère, avait la réputation de faire fuir la clientèle de la riche région du Beaujolais. Les incidents et les affrontements sur les parkings, aux abords et dans la galerie marchande, y étaient fréquents.

« La priorité est de redonner un sens et de la dignité aux jeunes en leur proposant un emploi », souligne Mansour Zobery, sociologue, recruté auprès de la direction des ressources humaines du groupe Casino. Chargé des actions de formation et d'insertion en liaison avec les élus locaux, les services de l'Etat et de la politique de la ville, il est appelé en renfort sur les situations délicates. *« Il faut que la population des environs se retrouve dans le personnel et dans les produits proposés. Il faut qu'elle se sente respectée. Et cela passe d'abord par des emplois »*, explique-t-il.

Avec l'arrivée à la direction de l'hyper de Kamel Mansouri, un autre ancien des cités, les méthodes ont changé, y compris dans les services de sécurité, avec à la clef une baisse des incidents et l'augmentation du chiffre d'affaires. Selon M. Mansouri, l'arrivée de ces nouveaux visages a provoqué de rares réactions, *« pas de racisme officiel, mais une attitude habituelle de méfiance »*. Adjoint (DL) au maire chargé des quartiers, Bernard Clausel l'admet : *« Pour les jeunes, c'est bien de savoir que les emplois sont plus ouverts à la deuxième génération d'origine étrangère. Mais à Villefranche, il y a fort à faire. On n'est pas encore prêts. »*

M. De.

Les syndicats face à un défi inédit

Les nouveaux salariés ont une approche consumériste et individuelle

▶ **A l'usine de Sandouville, dans la banlieue du Havre (Seine-Maritime)**, Renault a embauché plus d'un millier de jeunes depuis 1999. *« Nos derniers recrutements en masse dataient du début des années 1980, nous avons clairement perdu l'habitude de recruter. Nous devons maintenant apprendre à travailler avec des gens différents »*, reconnaît Michel Chassat, directeur des ressources humaines. En marge des recrutements classiques, le constructeur automobile vient de reconduire avec l'Etat un accord sur l'insertion professionnelle. 1 842 jeunes peu qualifiés ont été concernés depuis 1992. 82 % ont obtenu un CAP et 73 % ont trouvé un emploi dans l'année. Un travail de longue haleine qui provoque parfois des situations difficiles. *« Le plus dur pour l'encadrement, c'est de faire la part entre ce qui est tolérable, comme par exemple des propos vifs, et ce qui n'est pas acceptable comme des retards à répétition »*, remarque M. Chassat.

L'arrivée de nouvelles populations sur les chaînes oblige également les syndicats à repenser leur attitude et leur discours. *« Les jeunes sont de plus en plus difficiles à cadrer. Ils démarrent au quart de tour,* constate Guy Vallot, délégué Force ouvrière. *Plus individualistes, ils ne sont pas toujours conscients des conséquences de leurs actes. Pour les ouvriers plus âgés, la grève est l'étape ultime, alors que les jeunes vont abandonner leur poste de travail pour un oui ou pour un non. C'est à nous de les encadrer, de leur expliquer comment mener l'action pour que ce soit le plus efficace pour la collectivité. »* Frédéric Jarry, délégué CGT souligne que *« les jeunes ont un tout autre rapport à l'autorité. Du moment qu'ils ont fait leur boulot, il ne faut pas les emmerder, sinon ça pète »*.

▶ **Dans une grande entreprise industrielle de transformation de matériaux,** depuis deux ans, ce responsable observe de plus en plus de vols de matériel, de dégradation de locaux. *« Les interrupteurs à déclenchement automatiques disparaissaient systématiquement, nous avons décidé d'opter pour des systèmes classiques. En 2000, dans l'un des nos entrepôts nous avons dû recruter 60 jeunes, soit 50 % de l'effectif global. Cette arrivée massive n'a pas été sans problème : certains jeunes organisaient dans l'entrepôt des courses de Mobylettes que nous avons dûes interdire.(...) Chez eux, la notion d'entreprise, de solidarité n'existe pas. Ils recherchent des avantages immédiats sans voir plus loin. Lors d'un inventaire, nous avions promis de leur donner en récompense un cadeau (une boite à outil) à chacun. On leur a remis à la mi-journée. Après le déjeuner, la plupart étaient partis sans finir leur boulot. Encadrer ces population demande beaucoup d'énergie. Nous avons dû recréer des postes de contremaître supprimés il y a plusieurs années pour vérifier des travaux basiques, comme la préparation de commandes, qui étaient faite en dépit du bon sens. »*

▶ **Dans un centre d'appel, un responsable de formation explique :** *« Depuis deux ans, nous observons des populations qui ont des comportements qu'on ne voyait pas avant. Certains salariés, notamment des femmes, en arrivent parfois aux mains. Les difficultés que nous avons rencontré en 2000 pour recruter les gens formés dont nous avons besoin nous ont conduits à abaisser nos exigences et à recruter des populations qui restaient autrefois en dehors du monde de l'entreprise. »*

▶ **Vincent Bottazzi, délégué central (CFDT) de Peugeot, salarié à Mulhouse (Haut-Rhin) :** *« Intégrer 15 000 jeunes dans les entreprises, c'est une bombe, mais c'est aussi un fantastique défi à relever pour les organisations syndicales. Les entreprises ont intérêt à avoir des jeunes pris en charge par les organisations plutôt que laissés à eux-mêmes. Mais ils ne savent pas ce qu'est le syndicalisme, son histoire, sa pratique et n'ont aucune considération idéologique à l'égard des organisations. En cela, c'est une forme de pacification des esprits. Leur souci est de savoir si le syndicat est utile et ce qu'il peut apporter. » Pour Emilienne Grandmougin, déléguée CGT à Sochaux (Doubs), dont la priorité est d'obtenir l'embauche des précaires, « les jeunes savent que nous existons, ils nous alertent. Mais ils n'ont pas vécu les grandes grèves qui ont apporté des améliorations. Il faut leur démontrer la nécessité de l'action collective. »*

▶ **François Wallach, responsable des ressources humaines à la direction Ile-de-France de la SNCF,** chargé du recrutement et de la gestion des 1 200 emplois jeunes insérés dans les gares, explique que *« pour assurer une présence humaine et sécurisante auprès des voyageurs, nous avons choisi du personnel qui ressemble à nos clients, recrutés essentiellement dans les bassins d'emploi de leur lieu de travail. Nous n'avons pas retenu les critères scolaires ou de culture générale, mais des profils de jeunes plutôt débrouillards qui ont une bonne connaissance des quartiers. La culture urbaine, on ne sait pas la produire à la SNCF. Eux, en revanche, savent déceler les situations de tension. Ils voient les choses qu'on ne perçoit pas. C'est de l'« anti-ronron » dans la maison. La plupart ont vocation à intégrer l'entreprise sur d'autres postes. Nous leur proposons des formations pour accéder au CAP. Le taux de départ est d'environ 7 à 10 %, avec seulement 1 % de licenciements pour faute. Au bout de trois ans, on constate que le taux d'incivilités, d'actes de malveillances et d'agressions du personnel est en baisse. C'est plutôt rassurant. »*

M. De. et S. L.

L'industriel suédois Ericsson pourrait réduire d'un tiers ses effectifs en France

Le groupe se restructure pour la troisième fois

LES SALARIÉS français de l'équipementier suédois Ericsson sont inquiets. Mercredi 24 avril, ils ont appris que deux comités d'entreprise exceptionnels (CE) étaient programmés lundi 29 avril et lundi 13 mai pour évoquer l'évolution du nombre de salariés en France. De source syndicale, on estime qu'un tiers des effectifs pourrait être supprimé. Ericsson emploie aujourd'hui 1 100 personnes.

Le géant suédois, confronté à une baisse du marché des équipements de télécommunications, a dévoilé, lundi 22 avril, un nouveau plan de restructuration entraînant la suppression de 20 000 emplois dans le monde d'ici à fin 2003. Il a précisé que ces coupes sombres toucheraient pour moitié ses effectifs suédois et pour moitié ses filiales internationales. Les salariés français se doutaient bien qu'ils n'allaient pas échapper au couperet des suppressions d'emplois. D'autant qu'en 2001, déjà, la précédente vague de restructuration d'Ericsson avait conduit la filiale française à licencier 191 personnes. Et que deux ans plus tôt, pour réduire la voilure, le groupe avait décidé de céder sa seule usine française située à Longuenesse à Solectron. Le sous-traitant américain a annoncé qu'il envisageait la fermeture pure et simple de ce site à la fin de l'année.

L'avenir de l'activité de recherche et développement, qui emploie 180 personnes, est maintenant sur la sellette. Ses missions ont été confiées à une équipe brésilienne et la direction de la filiale française a fait plusieurs propositions de reconversion, qui a priori n'ont pas été retenues. L'avenir de ses salariés sera évoqué lors du premier CE exceptionnel. Filialisation, cession, les syndicats s'interrogent. Mais ils savent que deux semaines après cette réunion leur sera présenté un plan de licenciement, lors du second CE exceptionnel. Le directeur des ressources humaines, Alain Cros, leur a présenté la situation financière tendue de la filiale française. Les ventes au premier trimestre 2002 sont de 30 % à 40 % inférieures aux prévisions, et les perspectives sur l'ensemble de l'année ne sont guère optimistes. Ericsson, dont les principaux clients en France sont France Télécom et Bouygues Telecom, souffre de la réduction des investissements des opérateurs. Les syndicats s'attendent donc à une réduction des effectifs proportionnée à la baisse du chiffre d'affaires. Environ un tiers des effectifs, soit 300 à 400 personnes, pourrait être touché par ce plan de licenciement.

En 2001, Ericsson avait proposé aux salariés des mesures d'accompagnement aux salariés licenciés. En particulier des mesures de départ en préretraite à 53 ans, qui avaient été acceptées par 78 personnes. L'antenne de reclassement mise en place en 2001 s'occupe encore d'une cinquantaine de personnes toujours à la recherche d'un emploi.

Laurence Girard

Siemens supprime 6 500 emplois

Le groupe électro-technique allemand supprimera 6 500 emplois dans sa division de réseaux téléphoniques fixes (ICN) au cours des *« prochains trimestres »*, en plus des 10 000 suppressions de postes déjà décidées en 2001. Siemens va réduire de 1,5 milliard d'euros supplémentaires ses coûts dans cette activité en 2003, complétant un plan d'économies de 2 milliards d'euros.

Le groupe souffre, comme la plupart de ses concurrents, de la baisse du marché des équipements de télécommunications. Le groupe a pourtant annoncé, jeudi 24 avril, avoir enregistré au deuxième trimestre de son exercice 2001-2002 une hausse de 121 % de son bénéfice net, à 1,28 milliard d'euros en glissement annuel, incluant 561 millions d'euros tirés de la vente des parts d'Infineon. Son chiffre d'affaires de 21,258 miliards d'euros est en hausse de 3 %. Son excédent brut d'exploitation s'est effrité de 0,3 %, à 919 millions d'euros contre 922 millions sur la même période. – *(AFP.)*

La CGIP sort de l'équipementier français Valeo pour espérer entrer dans Legrand

Ernest-Antoine Seillière, patron de la holding, a obtenu 47,5 euros par action. En 2001, il avait refusé une offre de 56 euros par titre de Noël Goutard, ancien PDG de l'équipementier.

ACTIONNAIRE de référence de Valeo depuis cinq ans et demi, avec environ 20 % du capital (et 28 % des droits de vote), la holding d'Ernest-Antoine Seillière a organisé, mercredi 24 avril, son désengagement de l'équipementier automobile français. La CGIP a vendu immédiatement sur le marché 8,3 millions d'actions Valeo au prix de 47,45 euros. Elle a dans le même temps émis 7,3 millions d'obligations convertibles en actions Valeo à 56 euros, qui lui permettront de se débarasser de ses autres titres en 2005. Au total, la CGIP encaisse 802 millions d'euros et ne devrait plus garder, d'ici trois ans, que 2 % de Valeo. La holding du président du Mouvement des entreprises de France (Medef) va même pouvoir enregistrer une plus-value de cession dans ses comptes 2002 puisqu'elle a opportunément dévalué, fin 2001, le prix des titres Valeo dans ses comptes de 56 à 41,6 euros.

Ernest-Antoine Seillière se retrouve aujourd'hui à la tête d'une réserve totale de cash de près de 1 milliard d'euros, nécessaire pour financer à la fois la fusion en cours de la CGIP avec la holding familiale, Marine Wendel, et le rachat éventuel de Legrand.

En effet, la CGIP fait figure de favori pour la reprise du numéro un mondial du petit équipement électrique, mis en vente par l'équipementier électrique Schneider à la suite du veto de la Commission européenne à la fusion des deux groupes. La CGIP, qui mène un consortium regroupant les fonds Candover, Chevrillon Associés et l'américain KKR, est confrontée à trois offres concurrentes fermes de financiers dans ce dossier : Permira et Carlyle, CVC et PAI, BC Partners et Cinven. Legrand représente un montant d'environ 4 milliards d'euros dans les actifs de Schneider (après l'inscription d'une provision sur ces titres de 1,4 milliard d'euros dans ses comptes 2001), qui va sélectionner dans les prochains jours les finalistes.

Mais si la CGIP était pressée de solder sa participation dans Valeo (qui se révèle pour elle au final une mauvaise affaire) afin d'en prendre d'autres plus prometteuses, cette opération est encore plus importante pour le deuxième équipementier européen. Certes, ce n'est pas vraiment une surprise. M. Seillière parlait depuis plusieurs mois de Valeo comme d'un métier mûr, sans grande perspective de croissance et avait déjà cherché à en sortir il y a un peu plus d'un an, alors que l'équipementier traversait une grave crise de management qui avait conduit au départ de son PDG, André Navarri. Son prédécesseur, Noël Goutard, avait alors tenté de monter un tour de table, mais avait finalement jeté l'éponge face aux exigences financières de M. Seillière. Une offre que doit maintenant regretter la CGIP qui a vendu à des conditions bien moins avantageuses que la proposition faite à l'époque, de 56 euros par action selon nos informations.

M. Seillière parlait depuis plusieurs mois de Valeo comme d'un métier mûr sans grande perspective

Aujourd'hui que ce désengagement est réalisé, Valeo se veut rassurant en affirmant que la décision de la CGIP *« n'influe ni sur la stratégie du groupe, ni sur les perspectives de développement »*. Mais même si, selon une source proche du dossier, *« l'opération a le mérite de clarifier la situation »*, le retrait de l'actionnaire de référence rend Valeo opéable et en fait une proie potentielle pour un concurrent. *« Cela fait plusieurs mois que les investisseurs savaient que la CGIP voulait sortir du capital. Si un prédateur avait voulu se manifester il l'aurait déjà fait »*, affirme-t-on chez Valeo. Par ailleurs, la conjoncture actuelle n'est pas favorable à une opération de cette envergure. *« Les équipementiers sont durement touchés par le ralentissement du marché automobile, il y a actuellement plus de vendeurs que d'acheteurs sur le marché »*, souligne un analyste. Mais à plus long terme, le mouvement de concentration devrait reprendre, à l'image de celui de leurs clients, les constructeurs automobiles.

Stéphane Lauer et Gaëlle Macke

La marque Chambourcy est menacée de disparition par la liquidation de CB SA

BORDEAUX
de notre correspondante

Une partie des 260 salariés de CB SA, l'usine de production de yaourts de Carbon-Blanc, au nord de Bordeaux, a attendu tout l'après-midi devant le tribunal de commerce de Bordeaux, mercredi 24 avril, pour entendre le couperet tomber : la PME, en redressement judiciaire depuis novembre 2001, est mise en liquidation. Une centaine de salariés avaient au préalable défilé sur le pont de Pierre, au centre-ville, en présence d'élus locaux comme le maire actuel de Carbon-Blanc et l'ancien, devenu président du conseil général de la Gironde.

Depuis le 18 avril, plus aucun approvisionnement de matières sèches ou de lait n'entre dans l'usine : les salariés ont monté un piquet de grève. La dizaine de cadres de l'entreprise ont été retenus une semaine. *« Mais ils pouvaient sortir à pied s'ils le souhaitaient »*, précise Thierry Dubos, pasteurisant depuis quatorze ans dans l'entreprise. Devant les visages tendus des salariés, Alain Gestas, secrétaire CFDT (le syndicat majoritaire) du comité d'entreprise, a résumé la *« sentence »* : *« L'usine a fermé. Le trou financier est trop gros. Il n'y a aucune sortie proposée. Le tribunal ne pouvait plus continuer comme ça. »* La PME – ancien site du groupe Nestlé revendu, en février 1998, à Jean-Luc Aubagnac, issu d'une famille d'industriels laitiers indépendants – affiche un résultat net négatif d'environ 20 millions d'euros pour un chiffre d'affaires 2001 de 52,5 millions d'euros.

« C'est du gâchis, assure un salarié, *car il y a ici des compétences humaines et techniques. »* Plusieurs repreneurs ont étudié le dossier de reprise depuis le dépôt de bilan. *« Mais il n'y a jamais eu d'offre sérieuse »*, confie un connaisseur du dossier.

Paradoxalement, le carnet de commandes n'avait jamais été aussi rempli qu'au moment de la procédure collective, en novembre 2001, mais CB SA avait alors des problèmes de trésorerie. M. Aubagnac, actionnaire majoritaire (80 % du capital), avait projeté une augmentation de capital d'environ 12 millions d'euros, dont 4,5 apportés par les partenaires, le reste par les banques. Les deux actionnaires minoritaires – ING Baring et Central Partners – ont refusé d'y participer, sauf à devenir majoritaires.

« CONTEXTE SOCIAL LOURD »

La marque Chambourcy, rachetée à Nestlé, ne pouvait être exploitée, pour raisons contractuelles. L'ancien cadre de Lactel avait donc développé les produits distribués sous marques de grandes surfaces, mais, sur ce marché très concurrentiel, les marges sont faibles.

« Maintenant, il faut savoir si un groupe industriel laitier ou de la grande distribution est intéressé par un outil aux normes ISO 9002, jouissant d'une marque de notoriété encore importante en France, s'interroge Christophe Dejean, l'avocat de M. Aubagnac. *Ou préféreront-ils laisser mourir un concurrent et une usine au contexte social lourd, dont l'outil de production est arrêté et la zone d'approvisionnement à reconstruire ? »* Le liquidateur judiciaire a quinze jours pour trouver une réponse.

Claudie Courtois

Reconduit à la tête de Vivendi Universal, Jean-Marie Messier fait amende honorable

Devant son conseil, puis face à l'assemblée générale de ses actionnaires, le patron du groupe a répondu aux critiques dont il fait l'objet. Le nouveau plan de stock-options n'est pas adopté

PRÈS DE 5 000 actionnaires sont venus tôt, mercredi 24 avril, pour ne pas rater cette assemblée générale de Vivendi Universal. A l'entrée du Zénith, la présence des salariés de Canal+ et de Vivendi Environnement, dénonçant la politique de leur groupe, leur fait comprendre que cette réunion ne sera pas tout à fait comme les autres. Depuis deux heures, ils attendent Jean-Marie Messier, mais le PDG de Vivendi Universal n'est toujours pas là. Manifestement, le conseil d'administration dure plus longtemps que d'habitude.

Si la plupart des administrateurs ont exclu le départ de M. Messier de son poste de PDG, beaucoup, pris sous les feux des critiques, sont décidés à se montrer plus vigilants sur la conduite du groupe. Les administrateurs américains, semble-t-il, sont les plus pugnaces, demandant comment certaines décisions ont été prises, comment le conseil en a été informé, s'il serait possible qu'à l'avenir, avant toute mesure qui engage le groupe, les administrateurs soient consultés. On accepte. Pour donner des signes de changements, M. Messier a préparé, de son côté, une liste de cinq engagements. Priorité est donnée à la gestion. A l'avenir, aucune acquisition significative ne sera réalisée. Le groupe se donne comme objectif de faire baisser l'endettement, de se concentrer sur les opérations au quotidien, d'augmenter les synergies, et de s'attaquer aux sources de perte que représentent les activités Internet et de Canal+.

Répétant son intention de ne plus se « surmédiatiser », M. Messier annonce aussi la nomination d'Agnès Touraine, PDG de Vivendi Universal publishing, comme directeur délégué du groupe chargée de tous les contenus en Europe, et celle de Philippe Germond, PDG de Cegetel, comme directeur délégué chargé des technologies et de la distribution pour le groupe. On approuve, avant de se rendre pratiquement au complet devant l'assemblée.

Comment faire admettre aux actionnaires une perte de 13,6 milliards d'euros, une baisse de cours de plus de 50 % en un an ? *« J'ai conscience de la déception de nos actionnaires les plus fidèles et de l'appauvrissement de nos actionnaires les plus nouveaux »*, affirme Guillaume Hannezo, le directeur financier du groupe. Les pertes, qui, voici un mois, étaient présentées par le groupe comme un *« simple jeu d'écritures comptables »* se transforment soudain devant les actionnaires en une vraie *« perte de valeur »*.

« On nous reproche le flou de notre stratégie, nos mauvaises performances, nous sommes en partie responsable de cette situation », admet, à son tour, M. Messier, souriant malgré les quolibets de certains salariés de Canal+, qui demandent sa démission. Faisant amende honorable, il reconnaît tout : les changements rapides du groupe, le lourd endettement, l'habitude d'annoncer les opérations avant même qu'elles soient réalisées, les faux pas sur l'exception culturelle, avant de répéter les cinq engagements pris devant le conseil et les changements d'organisation. *« J'ai personnellement, maladroitement, contribué au malaise, par excès et précipitation de communication. Je l'ai compris. Je m'engage à conduire notre groupe solidement. Nos intérêts sont étroitement coordonnés. Vivendi est un groupe français, européen. Nous réalisons ici plus de la moitié du chiffre d'affaires »*, déclare-t-il.

En face, l'assemblée reste houleuse, hésitant entre sifflets et applaudissements. Prévenu de la volonté des salariés de Canal+ d'en découdre, M. Messier accepte tout de suite le combat. Une lettre d'un actionnaire a été envoyée au conseil pour inscrire une nouvelle résolution à l'assemblée, demandant la destitution de Pierre Lescure, PDG de Canal +, de son mandat d'administrateur de Vivendi Universal *« pour son manque de loyauté »*, informe d'emblée le secrétaire général du groupe. Le conseil – qui ne peut prendre une telle position, car le limogeage de M. Lescure est intervenu après le dépôt des résolutions soumises à l'assemblée – a voté en faveur de cette résolution, explique alors le secrétaire général. Silence, quelques sifflets mais pas d'énormes remous.

Tout de suite, les questions des salariés de Canal+ fusent. *« Pourquoi avez-vous démissionné Pierre Lescure ? » « Que comptez-vous faire de la chaîne ? Vous nous avez déjà trompé. » « J'avais 8 000 actions Canal+, qui valaient 260 euros chacune. Au moment de la fusion avec Vivendi, j'ai doublé leur nombre mais elles valent six fois moins »*, constate Bruno Gaccio, l'auteur des Guignols, avant de demander au PDG, sous les huées de petits actionnaires, comment il compte développer la chaîne très singulière qu'est Canal+ avec un directeur venant de TF1, emblème du conformisme audiovisuel. *« Je trouve que vous parlez beaucoup d'argent, M. Gaccio »*, répond du tac au tac M. Messier. *« Si M. Gaccio n'est pas content, qu'il parte. Il en a les moyens. Il est normal de renvoyer une direction qui fait des pertes. J'en ai marre qu'on crache à longueur d'antenne sur le groupe dans lequel j'ai investi »*, s'indigne alors un actionnaire, sous les applaudissements d'une majorité de la salle. M. Messier ne bronche pas, n'esquisse pas même un sourire. Il sait qu'il a gagné.

Dès lors, tout s'enchaîne. Qu'en est-il des rumeurs de départ ou de mise sous contrôle ? Marc Viénot, membre du conseil de Vivendi Universal et ancien de la Société générale, prend la parole *« de façon tout à fait inhabituelle »* pour déclarer que le conseil d'administration apporte son total soutien à M. Messier. M. Messier veut-il toujours vendre Vivendi Environnement ? Il n'en a jamais été question, affirme le PDG. Vivendi Environnement restera une filiale à part entière du groupe, dirigé par Henri Proglio et ce dernier restera président du conseil de surveillance. Comment fera M. Messier pour se renforcer dans Cegetel ? Il n'a pas besoin de se renforcer dans sa filiale de téléphone mobile pour l'instant, pour avoir accès à sa trésorerie, l'autofinancement des autres métiers lui apportant tous les fonds nécessaires, argumente-t-il. A-t-il l'intention de réviser sa politique de stock-options ? Elle est nécessaire pour attirer les talents, conclut M. Messier. Pour sa part, il affirme avoir contracté un emprunt représentant 5 fois ses revenus pour acheter des actions du groupe.

L'explication, cependant, ne convainc pas. Fait rare, en France, la résolution sur les stock-options est repoussée par 40 % des votants, ce qui est suffisant pour la faire capoter. *« Il faudra trouver un moyen d'y revenir. Nous avons besoin d'attirer les talents »*, dit M. Messier. Le renvoi de M. Lescure comme administrateur est approuvé par 55 % des votants. Ce qui n'est pas un quitus pour la direction de Vivendi Universal.

Martine Orange

Musique en baisse, édition en perte

Vivendi Universal a annoncé, mercredi 24 avril, un chiffre d'affaires trimestriel de 7,1 milliards d'euros, en hausse de 12 % par rapport à des comptes pro forma de 2001. Son résultat opérationnel s'est élevé à 436 millions d'euros. La principale contribution provient de Cegetel, qui représente 487 millions d'euros, mais le groupe ne peut disposer que de 44 %. La musique, en revanche, a connu un premier trimestre très mauvais. Son chiffre d'affaires est en baisse de 6 %, à 1,3 milliard d'euros, et son résultat opérationnel de 61 %, à 21 millions d'euros. L'édition, pour des raisons saisonnières, selon le groupe, affiche une perte de 31 millions. Selon M. Messier, le financement disponible du groupe a fortement augmenté, à 2 milliards d'euros, ce qui a permis au groupe de se désendetter. L'endettement de Vivendi Universal est passé de 19 milliards à 17,6 milliards d'euros.

Le PDG français n'a pas beaucoup de temps pour convaincre Wall Street

NEW YORK
de notre correspondant

Les investisseurs n'aiment pas les turbulences, a fortiori quand ils sont américains et découvrent l'ampleur des problèmes « français » de Vivendi Universal et de son président Jean-Marie Messier. La déstabilisation d'un patron dont l'enthousiasme et l'ambition avaient agréablement surpris à Hollywood et à New York a étonné. Moins, toutefois, que la polémique apparue autour du limogeage de Pierre Lescure, le président de Canal+, après cinq années consécutives de pertes. *« Aux Etats-Unis, le patron d'une filiale aussi longtemps et lourdement déficitaire aurait été remercié plus tôt »*, explique un gérant de fonds. Les contraintes juridiques pesant sur la gestion de la chaîne cryptée et celles, politiques, sur le capital de Vivendi Environnement, font partie de cette touche d'exotisme dont les investisseurs américains se passeraient volontiers.

Ce qui les intéresse avant tout, c'est la pertinence de la stratégie, la rentabilité et la remontée d'un titre dont la cote a baissé de 50 % depuis un an. Gestionnaires et analystes n'accordent pas une grande confiance à M. Messier et portent un regard critique sur son omniprésence dans les médias. Ils attendent que le patron de Vivendi Universal fasse la preuve de sa capacité à construire un groupe cohérent. Il y a seize mois, en achetant les actifs de Seagram et notamment Universal, M. Messier promettait de marier le contenu et les réseaux de distribution et de multiplier les promotions croisées de films, de programmes de télévision, de musique, de jeux vidéo... Un projet que même le numéro un mondial de la communication AOL Time Warner a du mal à réaliser. *« M. Messier doit prouver qu'il peut finir la transformation commencée*, explique Mark Harrington, de JP Morgan. *Jusqu'à aujourd'hui, il n'a pas vraiment démontré ses talents de gestionnaire, cette fois le temps presse. »*

L'ENJEU USA NETWORKS

La reprise en main de Canal+ est jugée nécessaire, mais accessoire par rapport à l'audiovisuel aux Etats-Unis. Le mariage entre le studio Universal et les chaînes de télévision d'USA Networks de Barry Diller a été considéré, à la fin de 2001, comme une opération astucieuse. Reste à prouver que les synergies existent. L'enjeu est considérable : rentabiliser un investissement de 10,3 milliards de dollars (11,5 milliards d'euros) pour l'achat d'USA Networks et de 1,5 milliard de dollars pour l'entrée dans le bouquet satellite d'Echo Star. *« La partie qui se joue ici est plus importante que le nom du dirigeant de Canal+ »*, affirme un analyste.

Des établissements financiers influents comme Lehman Brothers, Merrill Lynch, Deutsche Bank ou ING Barings restent favorables à la société. Dans une note en date du 22 avril, Merrill Lynch recommande même à l'achat (*« strong buy »*) l'action Vivendi Universal, pariant sur la rentabilité de ses activités dans le cinéma. Universal accumule les succès avec des films comme *Beautiful Mind* et *Scorpion King* ou la relance de *ET*. USA Network devrait profiter cet été du lancement de nouvelles séries télévisées comme « Dead Zone », inspirée de Stephen King, ou « Monk », une version revisitée de « Columbo ». De nouvelles chaînes seront créées pour le satellite à l'automne et les projets existent de transformer en séries des succès cinématographiques d'Universal comme *Mummy* et *American Pie*. Barry Diller, devenu le patron des films et de la télévision du groupe, a fait preuve jusqu'à aujourd'hui d'une totale loyauté envers M. Messier.

Pour autant, M. Messier ne dispose pas de beaucoup de temps. La famille Bronfman et d'autres actionnaires comme le milliardaire John Malone ne toléreront pas que le cours de Bourse baisse de nouveau. Dans ce cas, Barry Diller, qui se consacre aujourd'hui au développement de sa société USA Interactive pour en faire un des grands du commerce électronique, pourrait se pencher un peu plus sur le cinéma et la télévision de Vivendi. Après avoir redressé ABC, dirigé pendant dix ans avec succès Paramount et lancé Fox Television, M. Diller a le profil idéal pour devenir numéro deux du groupe, le « vétéran d'Hollywood » pouvant rassurer Wall Street et mettre M. Messier sous tutelle. En quittant Fox il y a dix ans, M. Diller s'était promis en public de ne plus jamais travailler à la gloire d'un autre.

Eric Leser

AOL Time Warner affiche des pertes monumentales

Pour le premier trimestre 2002, elles équivalent au PIB de l'Uruguay

LE NUMÉRO UN mondial des médias, l'américain AOL Time Warner, a annoncé mercredi 24 avril une perte nette de 54,2 milliards de dollars (60,62 milliards d'euros) pour le premier trimestre 2002, le déficit trimestriel le plus élevé de l'histoire des sociétés américaines. Le groupe a dû réviser à la baisse ses prévisions pour l'année et s'attend à un résultat d'exploitation en hausse de 5 % à 9 % au lieu des 8 % à 12 % prévus en janvier. *« Dans l'ensemble, les résultats sont conformes aux prévisions. Mais les excédents bruts d'exploitation d'American Online, de Time Warner Cable et de la télévision ont été légèrement inférieurs aux attentes »*, commente un analyste de Kaufman Bros.

Ce déficit monumental, équivalent du PIB de l'Uruguay ou de la Bulgarie, correspond à une charge exceptionnelle de 54 milliards de dollars consécutive à un changement de règles comptables sur les écarts d'acquisitions aux Etats-Unis. Cette charge reflète la chute de l'action AOL Time Warner de 70 % depuis la fusion des deux groupes en janvier 2000. Sa capitalisation boursière a fondu, passant de 290 à 85 milliards de dollars. Sans cette charge exceptionnelle, le groupe a enregistré une perte nette trimestrielle de 1 million de dollars (contre une perte nette de 1,4 milliard un an plus tôt) pour un chiffre d'affaires de 9,8 milliards de dollars, en hausse de 4 %.

Le groupe a pâti du marasme de la publicité sur Internet tandis que l'activité cinéma a profité des succès de *Harry Potter* et du *Seigneur des anneaux*. La division musique (qui compte Eric Clapton ou Enya) a augmenté son volume d'affaires, malgré un recul général du marché. Avec ses différents titres de presse écrite (*Time, Fortune, Sports Illustrated...*), sa chaîne à péage HBO et son service AOL, le groupe compte près de 150 millions d'abonnés dans le monde, dont 34,6 millions pour AOL. Le chiffre d'affaires tiré des abonnements du groupe a augmenté de 14 %, malgré un ralentissement de la croissance du nombre d'abonnés chez AOL. – *(Reuters-AFP.)*

Sony a réalisé des ventes records en 2001-2002

YOSHIKAZU TSUNO/AFP

LE GÉANT JAPONAIS de l'électronique grand public Sony a annoncé jeudi 25 avril, pour l'exercice achevé le 31 mars, un chiffre d'affaires de 7578,3 milliards de yens (65,6 milliards d'euros), le plus élevé de son histoire, en raison de la baisse du yen. En revanche, le bénéfice net est en baisse de 8,6 %, à 15,3 milliards de yens (132,5 millions d'euros).

Le résultat a souffert, selon les analystes, du ralentissement du secteur des technologies de l'information et des coûts de stockage. La direction a déclaré qu'elle comptait doubler son bénéfice d'exploitation sur l'exercice 2002/2003, grâce notamment au succès de la PlayStation 2.

Statu quo pour le Crédit lyonnais jusqu'en juillet 2003

L'AVENIR du Crédit lyonnais, dont l'Etat détient 9,5 %, sera l'un des dossiers du prochain gouvernement. Devançant les questions de ses actionnaires réunis en assemblée générale, mercredi 24 avril, Jean Peyrelevade, président de la banque, a affirmé qu'il n'avait *« aucun souci sur la stabilité de l'actionnariat du Lyonnais jusqu'en juillet 2003, voire au-delà (...). Le gouvernement aura d'autres préoccupations que la vente de sa participation dans le Crédit lyonnais. »*

M. Peyrelevade estime que l'avenir de la banque *« se déterminera au sein du GAP* [le groupe d'actionnaires partenaires] », ne croyant pas *« aux chances d'un attaquant externe »*. Le GAP, créé lors de la privatisation de la banque en juillet 1999, est composé du Crédit agricole, des AGF (groupe Allianz), d'Axa, de la Commerzbank, du BBVA et d'IntesaBCI. D'ici à juillet 2003, les membres du GAP peuvent vendre ou acheter des titres Lyonnais à leur guise, mais ceux qui en vendent doivent les proposer aux autres. Si Axa ou Commerzbank sont vendeurs, selon M. Peyrelevade, *« d'autres actionnaires sont potentiellement acheteurs »*.

La CMA-CGM lorgne des entreprises du Maghreb

D. R.

JACQUES SAADÉ, président du groupe maritime CMA-CGM, a indiqué mercredi 24 avril qu'il était candidat au rachat des entreprises publiques de navigation algérienne et marocaine, la CNAN et la Comanav, en cours de privatisation. *« L'ensemble de l'Afrique du Nord constitue un de nos principaux axes de développement à la fois pour nos lignes en provenance d'Asie avec notre port d'éclatement de Malte, et pour les marchandises venant de l'Europe du Nord par le train via Marseille »*, a-t-il déclaré.

Exploitant 96 navires porte-conteneurs dont 25 en propriété, le groupe CMA-CGM a enregistré en 2001 un résultat net de 28 millions d'euros, au lieu de 107 millions en 2000, en dépit de la crise qui affecte lourdement le transport maritime depuis un an.

INDUSTRIE

■ **NISSAN : le constructeur automobile japonais** Nissan Motor a annoncé jeudi 25 avril une augmentation de ses effectifs de 4 000 personnes, d'ici à la fin de mars 2003.

■ **YOPLAIT : des incidents se sont produits, mercredi 24 avril,** entre des vigiles de l'usine de produits laitiers du Mans (Sarthe) et les salariés en grève, dont deux d'entre eux ont été légèrement blessés. Le mouvement de grève a été déclenché lundi 22, pour des revendications salariales.

■ **DANONE : le groupe alimentaire français et Coca-Cola** ont signé un accord de distribution d'Evian en Amérique du Nord, le groupe américain devant gérer le marketing, les ventes et la distribution de la marque française sur la zone (*Le Monde* du 24 avril).

SERVICES

■ **MICROSOFT : le président de la société, Bill Gates,** a reconnu que Microsoft commercialisait déjà une version modulable de son système d'exploitation Windows. Le groupe pourrait donc satisfaire à l'une des sanctions demandées par les Etats américains en procès contre lui : une version de Windows librement adaptable.

■ **MCDONALD'S : la chaîne américaine de restauration rapide a fermé** près d'un tiers de ses restaurants en Turquie au cours des seuls cinq derniers mois, conséquence de la crise économique du pays.

■ **BRITISH AIRWAYS : la compagnie aérienne britannique** a annoncé la suppression de 12 liaisons régionales au départ de villes du Royaume-Uni et en a lancé deux nouvelles. Ce changement entraînera la suppression de 500 emplois (5 800 emplois sur deux ans).

■ **LVMH : le numéro un mondial du luxe a conclu la cession de la marque Pommery** au producteur de champagne et de porto Vranken Monopole, qui possède déjà Charles Lafitte, Demoiselle et Heidsieck and Co, pour un montant compris entre 150 et 180 millions d'euros.

FINANCE

■ **Nasdaq-LSE : le London Stock Exchange (LSE), la plus importante Bourse européenne,** pourrait être racheté par la Bourse électronique américaine Nasdaq, le deuxième marché d'actions au monde.

■ **COFACE : l'assureur-crédit français Coface** a annoncé l'acquisition, au travers de sa filiale allemande AK, des activités d'assurance-crédit de l'allemand Gerling, à la recherche d'un repreneur.

■ **Amazon.com : l'action du premier site de commerce sur Internet a fini,** mercredi, en hausse de près de 20 %, à 16,79 dollars. Le groupe avait annoncé une perte de 23 millions de dollars seulement au premier trimestre 2002.

RÉSULTATS

■ **AÉROPORTS DE PARIS : l'établisement public qui gère les aéroports parisiens** a enregistré en 2001 une baisse de 94 % de son résultat net, à 7 millions d'euros contre 122 millions d'euros en 2000. Son chiffre d'affaires a diminué de 2,7 % à 1,356 milliard d'euros.

La SFP n'est toujours pas fixée sur son sort

Six mois après sa privatisation, la Société française de production est suspendue au feu vert de Bruxelles. Son nouveau propriétaire, Euromédia, auquel est associé Vincent Bolloré, ne peut mettre en place son plan de restructuration

LES SYNDICATS et la direction de la Société française de production (SFP) ont été reçus, mercredi 24 avril, au ministère de la culture et de la communication. Ils espéraient des nouvelles du dossier de la privatisation de la SFP pour les partager avec les salariés lors d'une assemblée générale, jeudi 25 avril. Mais le dossier reste au point mort : plus de six mois après son rachat par Euromédia – associé à l'homme d'affaires Vincent Bolloré – le 8 octobre 2001, le sort de l'entreprise de production audiovisuelle est entre les mains de Bruxelles, suspendu au feu vert du commissaire européen chargé de la concurrence, Mario Monti. Celui-ci devrait ne pas s'en laisser conter comme l'indiquait le 9 janvier, son porte-parole. Cité par *La Correspondance de la presse*, il avait affirmé que la privatisation de la SFP *« ne passera [it] pas comme une lettre à la poste »*.

GILLES LEIMDORFER/REA

La couverture, par l'entreprise de production audiovisuelle, du Tour de France cycliste ou des Internationaux de France de tennis de Roland-Garros (ci-contre) devrait s'amenuiser cette année au profit de France Télévisions.

La reprise de l'entreprise doit être accompagnée d'un financement public de 48,48 millions d'euros pour mettre en œuvre un plan social, qui prévoyait, en octobre 2001, 286 licenciements, reclassements ou départs à la retraite sur un total de 416 salariés. Or, la Commission de Bruxelles avait déjà posé comme condition en 1998, qu'un nième versement, de 380 millions d'euros à la SFP par l'Etat français soit la dernière subvention accordée à cette entreprise publique en difficultés financières chroniques. La Fédération des industries du cinéma, de l'audiovisuel et du multimédia (Ficam) en déposant, le 15 octobre 2001, une plainte en référé auprès des instances européennes avait enfoncé le clou. Enfin, la période électorale en France n'est pas pour arranger les choses. La décision de Bruxelles serait gelée jusqu'au 17 juin, lendemain du deuxième tour des élections législatives.

La SFP vit, écartelée entre son passé de société de service public et son avenir d'entreprise privée... en craignant une liquidation si Bruxelles refuse l'ultime financement de l'Etat français. La vie s'organise malgré tout. Les studios de Bry-sur-Marne (Val-de-Marne) accueillent en ce moment deux tournages de fictions – « Making Of » et « Tristan » ; à Boulogne-Billancourt et à Saint-Ouen on travaille sur des émissions pour TF1 ou « 100 % questions », un jeu de France 5.

Mais les commandes commencent à s'enfuir. France 3 a obtenu le contrat de tournage des spots publicitaires de la campagne officielle des élections présidentielle et législatives. La chaîne présente l'avantage d'être publique et d'avoir proposé des tarifs deux fois moins cher que ceux de la SFP, en offrant ainsi quatre tours d'élection pour le prix de deux.

RANCŒUR ENVERS L'ETAT

Au printemps, au moment où les contrats se signent en vue des productions de la rentrée de septembre, les clients fidèles ou potentiels regardent à deux fois avant de s'engager avec la SFP. Le tournage de la prochaine saison de « Caméra Café » diffusé sur M6 serait toujours en suspens.

Les effectifs sont pléthoriques : l'entreprise abrite encore 300 salariés alors que le plan d'Euromédia prévoit un fonctionnement avec seulement 130 ou 140 personnes. Avant même le plan social qui prévoit des reclassements dans l'audiovisuel public – à France Télévisions, Radio France, l'Institut national de l'audiovisuel (INA) ou à Radio France Outremer (RFO) –, 113 salariés ont déjà quitté la maison. Ils ont trouvé du travail dans le service public : *« Ils faisaient partie de ceux que la direction voulait conserver*, constate la CFDT. *Nous nous retrouvons devant un paradoxe : il va falloir embaucher des gens. Euromédia voulait garder le secteur son, ils sont tous partis ; dans le bâtiment vidéo, il ne reste que deux personnes ; dans le secteur décoration en revanche, les personnels n'ont pas trouvé d'emploi »*.

Autre paradoxe, les rapports avec la nouvelle direction – le président Jean-Pierre Barry et la directrice générale Chantal Barry, sa femme – sont bons. Les relations avec le dernier directeur « public », Roland Fiszel – candidat malheureux à la reprise de la SFP –, avaient été houleuses : *« Nous avons en face de nous des interlocuteurs plus accessibles, des professionnels qui connaissent leur métier »*, explique une salariée. La partie était pourtant loin d'être gagnée en octobre 2001, lors de la vente. Les syndicats avaient parlé de *« scandale financier »* et de *« gâchis social et humain »* (*Le Monde* du 10 octobre 2001).

Aujourd'hui, la fatalité semble avoir primé même si le deuil reste difficile à faire : *« Nous ne sommes plus dans un domaine politique et syndical mais dans un domaine social »*, estime la CFDT. Depuis janvier, à raison d'une fois par semaine, les directeurs des ressources humaines de l'INA, de Radio France ou de France Télévisions viennent travailler avec les membres du pôle-emploi créé lors de la cession, et avec la nouvelle direction. Des postes et des formations sont proposées. Aujourd'hui encore, dans l'attente de la décision de Bruxelles, les regards et les rancœurs sont rivés vers l'Etat. Comme l'indique une salariée, *« dans toute transaction, le vendeur est responsable. L'Etat est donc responsable de la situation actuelle, il s'était engagé auprès des salariés »*. Les représentants du ministère de la culture promettent au personnel de la SFP de tout tenter pour faire accélérer le dossier. Le temps aussi leur est compté. Il reste dix jours avant le deuxième tour de l'élection présidentielle.

Bénédicte Mathieu

Vingt-sept ans de crises

L'existence de la Société française de production (SFP) a été émaillée de nombreuses tentatives de privatisation, de problèmes financiers chroniques et de plans sociaux. En vingt-huit ans, onze PDG se sont succédé à sa tête.

● **1974.** La loi du 7 août donne naissance à la SFP après l'éclatement de l'ORTF. Cette société de droit privé à capitaux publics majoritaires emploie 3 000 salariés permanents. Le PDG, Jean-Charles Edeline, doit rendre l'entreprise privatisable dans les cinq ans.

● **Février 1979.** Un premier plan social concerne 550 personnes. Premières grèves.

● **1982.** Rétablissement du régime des commandes préférentielles des chaînes publiques à la SFP, supprimé en 1979.

● **1986.** Fin de ce système de commandes préférentielles. La SFP est *« entièrement privatisable »* et livrée à la concurrence.

● **Juin 1990**. Un plan social prévoit 500 départs. Grèves dures.

● **Juillet.** L'Etat efface 940 millions de francs de pertes cumulées.

● **1992.** Un plan social prévoit 338 suppressions d'emplois.

● **Juin 1996.** Un décret *« autorise le transfert au secteur privé de la SFP »*. Quatre candidats sont en lice. Jugée la plus sérieuse, l'offre de Havas et de la CGE, qui conserve 520 postes, est rejetée par près des deux tiers du personnel.

● **Novembre.** Après une plainte du groupe AB, Bruxelles exige le remboursement de 1,19 milliard de francs d'aides versées par l'Etat à la SFP entre 1993 et 1996.

● **28 mars 1997.** Havas et la CGE retirent leur offre. La privatisation est suspendue.

● **28 mai.** Un plan social prévoit de garder 360 des 1 000 salariés. A l'automne, l'entreprise déménage à Bry-sur- Marne (Val-de-Marne) après la vente des locaux des Buttes-Chaumont (Paris) à Bouygues pour 150 millions de francs.

● **Octobre.** Nouveau plan social, 550 suppressions d'emplois.

● **1998.** Versement d'une aide de l'Etat (2,5 milliards de francs). La Commission européenne n'acceptera plus de nouvelle subvention.

● **30 mars.** Le gouvernement annonce la privatisation. Les deux projets, celui d'Euromedia et celui du PDG de la SFP, Roland Fiszel, prévoient la reprise des activités, mais pas des 410 salariés.

● **8 octobre**. Le gouvernement cède la SFP pour 4,57 millions d'euros à Euromédia Télévision, associé à Bolloré Investissement.

L'hebdomadaire « L'Hémicycle » en liquidation judiciaire

L'ATONIE du début de la campagne pour l'élection présidentielle a été fatale pour l'hebdomadaire de l'Assemblée nationale, *L'Hémicycle*. Les professions de santé, de l'environnement, de l'énergie ou les agriculteurs qui souhaitaient diffuser des publireportages, se sont finalement décommandés. Avec comme conséquence, faute des recettes publicitaires attendues, la liquidation judiciaire de l'hebdomadaire, prononcée mardi 23 avril par le tribunal de commerce de Paris.

La société éditrice, une SARL de presse détenue par le groupe HATM de Philippe Tesson et Nicolas Crespelle, avait déjà été mise en redressement judiciaire le 3 décembre 2001. Elle a suspendu la publication du journal au numéro 100, début avril. Des quinze salariés initiaux, il n'en restait plus que sept en avril, dont cinq journalistes. M. Crespelle, le directeur, a bon espoir de trouver le financement nécessaire pour redonner vie à son titre fin juin, au lendemain des élections législatives.

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION : la chaîne de télévision locale déficitaire TV.Berlin,** du groupe allemand de médias Kirch, a déposé son bilan, a-t-elle annoncé mercredi, soit un peu plus de quinze jours après la faillite de la principale entité du groupe, KirchMedia. La chaîne, qui emploie quelque 100 personnes, est dirigée par le fils de Leo Kirch, le magnat des médias allemands. – *(AFP.)*

■ **PRESSE : le quotidien *Ouest-France*, le plus gros tirage de la presse quotidienne française**, a réalisé, lundi, un record historique de ventes au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle avec une diffusion totale de 1 000 073 exemplaires pour un tirage de 1 111 075 exemplaires, selon la direction. Sa diffusion moyenne a été, en 2001, de 796 376 exemplaires. – *(AFP.)*

■ **INTERNET : le groupe allemand de médias Bertelsmann** table sur une perte de quelque 200 millions d'euros dans ses activités Internet en 2002, après une chute de 450 millions en 2001, a indiqué le président du directoire, Thomas Middelhoff, cité mercredi dans le *Financial Times Deutschland*.

■ **Virgin Megastore France a annoncé mercredi le lancement de son site** de téléchargement de musique, dont l'originalité tient au fait qu'il n'offre aucune chanson publiée par les cinq majors du disque. – *(AFP.)*

■ **LIBERTÉ DE LA PRESSE : un photographe palestinien travaillant pour l'AFP** a été arrêté par l'armée israélienne mercredi, à un barrage militaire près d'Hébron (Cisjordanie), selon des témoins journalistes. – *(AFP.)*

Devant l'église Saint-Germain-des-Prés, les associations antipub prônent une « semaine sans télé »

FAIRE SOURIRE pour convaincre. Devant l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris, en fin d'après-midi, mardi 23 avril, une quinzaine de personnes se sont rassemblées pour interpeller les passants. Leur objectif : les persuader d'éteindre leur téléviseur pendant une semaine. Trois hommes tête bandée, portent, accrochée à leur cou, une pancarte sur laquelle on peut lire : *« Trois heures de télévision par jour »*, un quatrième larron, canne blanche et lunettes noires, porte comme message *« Eteignez pour voir. »* Dos à l'église, ils font mine de regarder un téléviseur, s'indignent lorsque les piétons perturbent leurs champs de vision, et les apostrophent : *« La télévision, c'est la vie par procuration, la morphine quotidienne »*, *« c'est la semaine sans télévision, ne faites pas la télévision, faites l'amour »*, clament-ils.

Quelques personnes s'arrêtent intriguées, les autres pressent le pas. Une équipe de tournage allemande filme la scène et interroge les passants. *« Dans le fond, c'est exact, dans la forme, c'est amusant »*, dit un homme d'une cinquantaine d'années, qui affirme ne pas regarder la télévision. *« Je ne crois pas que se soit une initiative qui provoque la moquerie, ce sont des gens idéalistes, mais je suis attachée à la télé de qualité, je regarde Arte »*, enchaîne une dame. *« Je regarde particulièrement la télévision cette semaine à cause des élections, je suis très inquiète »*, ajoute une autre. A deux pas, des affiches roses et blanches, accrochées aux arbres, annoncent « La semaine sans télé » du 21 au 27 avril.

Cette initiative n'en est pas à sa première édition. Née au Canada à l'instigation de l'association antipublicité, Adbusters, l'idée a été reprise en France par Jean-Pierre Berthaud, animateur du mouvement Brisons nos chaînes, en 1997. En 1999, ce dernier obtient le soutien de deux associations, Résistance à l'agression publicitaire (RAP) et Casseurs de pub. Cette année, le trio s'est associé au Collectif libre et informel à vocation humoristique, des artistes qui font des spectacles de rue, pour monter des animations lors de cette semaine de sevrage à Paris, Cergy et Nanterre. D'autres activités sont prévues à Lyon, Dijon et Wimereux.

« ACTION SYMBOLIQUE »

M. Berthaud n'a pas hésité à se mettre en scène à Saint-Germain-des-Prés, pour exprimer ses idées. *« Nous n'avons pas eu un grand succès, c'est une action symbolique et humoristique. Cela peut paraître ridicule de proposer une semaine sans télé, mais il s'agit surtout de faire prendre conscience aux gens de l'omniprésence du petit écran dans leur vie »*, dit-il. M. Berthaud a créé Brisons nos chaînes, en 1991, après la guerre du Golfe, pour réagir à ce qu'il qualifiait de politique de *« désinformation »* des médias. Depuis, il édite un bulletin trimestriel, qui porte un regard critique sur les médias, diffusé par quelques librairies et sur abonnement.

D.R.

Si Brisons nos chaînes est une initiative personnelle liée aux médias, la filiation des deux associations RAP et Casseurs de pub, venus l'épauler, est toute différente. Casseurs de pub, RAP, au même titre que Paysages de France forment un véritable réseau antipub. Inspirés de leur grand-frère canadien Adbusters, les Lyonnais de Casseurs de pub reproduisent leurs initiatives en France. *« La création de l'association, en 1999, a coïncidé avec la publication de notre premier dossier* Casseurs de pub *que les Nouvelles Messageries de la presse parisienne ont d'abord refusé de diffuser. Nous souhaitons faire une critique de la société de consommation, dans un style très graphique »*, précise Vincent Cheynet, président de l'association. Ancien directeur artistique de Publicis et empruntant le pseudonyme de Raoul Anvélaut, il a été candidat aux dernières élections municipales sous la bannière écologiste. La publication de la revue, diffusée à près de 25 000 exemplaires, qui s'amuse à détourner les publicités, coïncide avec la journée sans achat, le 24 novembre. L'association milite donc également pour la semaine sans télévision, mais aussi pour la suppression du Grand Prix de France de formule 1. Casseurs de pub et le RAP sont très proches et font même site Internet commun.

Pionnier de l'activisme antipub, le RAP a été fondé en 1992 par Yvan Gradis, qui a cédé sa place à Thomas Guéret. Depuis un an, ce groupe mène des actions antipub au grand jour, comme des opérations de barbouillage d'affiches auxquelles le très médiatique Frédéric Beigbeder participe.

JOURNÉE SANS ACHAT

Toutes ces actions de journée sans achat, de semaine sans télévision et bien d'autres font des émules. Elles ont donné l'idée à un écrivain auto-édité, Phil Marzo, de lancer, le 6 février, la Journée mondiale sans téléphone mobile en 2001. Plutôt déçu par l'impact limité de son initiative en 2002, il renouvellera l'expérience en 2003, mais doute de sa pérennité. Le lancement de l'opération de boycottage de l'émission « Loft Story » en 2001 a eu plus de succès. *« J'ai eu 100 000 visites sur mon site Internet, alors que la journée sans portable n'a recueilli que 1 000 connexions sur le site. »*

Laurence Girard

Revues, pétitions, manifestations

● **Le Publiphobe.** Créé en 1990 par Yvan Gradis, il édite une revue et dénonce, par des actions judiciaires, les procédés publicitaires basés sur des manipulations psychologiques.

● **Résistance à l'agression publicitaire (RAP).** Créée en 1992 par M. Gradis, elle sensibilise sur l'emprise grandissante de la publicité dans la vie quotidienne, par des pétitions et des manifestations.

● **Paysages de France.** Née en 1992 pour lutter contre la dégradation par la publicité extérieure. Parmi ses soutiens : le sociologue Edgar Morin, le philosophe Alain Finkielkraut.

● **Comité des créatifs contre la publicité.** Fondé en 1999, il regroupe des anciens de la publicité. Sa revue *Casseurs de pub* détourne des publicités.

ANNONCE DE PRESSE
LÉGISLATION SUR LES COMPAGNIES D'ASSURANCE 1982
HANOVER INSURANCE COMPANY
TRANSFERT D'AFFAIRES GÉNÉRALES

1 IL EST FAIT CONNAITRE PAR LES PRÉSENTES que Hanover Insurance Company a demandé le 19 avril 2002 l'approbation de l'Administration des Finances, en vertu de la Partie II de l'Avenant 2C à la Législation sur les Compagnies d'Assurance 1982, concernant le transfert de tous ses droits et obligations d'après toutes les polices d'assurance et de réassurance générales souscrites avant le 1er juillet 1991 par ladite compagnie au Royaume Uni par l'intermédiaire de sa filiale à Londres.

2 Des copies du Mémoire détaillé concernant le transfert proposé sont disponible et peuvent être examinées du lundi au vendredi entre 0900 et 1700 heures aux bureaux suivants :
(1) AIG Europe S.A. Oberlindau 76-78 D-60323 Frankfurt am Main, Allemagne.
(2) AIG Europe (Irlande) Limited, AIG House, Merrion Road, Dublin 4, Republique d'Irlande
(3) AIG Europe S.A. Av Da Liberdade 144/156 - 6th Floor, Building MCB, 11250 Lisbone, Portugal.
(4) AIG Europe (UK) Limited, 120 Fenchurch Street, London EC3M 5BP, Royaume Uni
jusqu'au 1er juin 2002

3 Des protestations par écrit concernant le transfert peuvent être adressées à : The Financial Services Authority, Insurance Firms Division, 25 The North Colonnade, Canary Wharf, London E14 5HS, avant le 1er août 2002. L'Administration des Finances ne prendra une décision concernant la demande qu'après avoir examiné toute la correspondance reçue à ce sujet avant cette date.

LA TENDANCE FINANCIÈRE

La faiblesse de la reprise américaine pèse sur les Bourses

LA PUBLICATION par la Réserve fédérale américaine (Fed) de données confirmant la faiblesse de la reprise économique américaine a fait trébucher Wall Street, profitant aux marchés obligataires sur lesquels les taux se sont détendus. L'indice Dow Jones a terminé la séance du mercredi 24 avril en retrait de 0,58 %, à 10 030,43 points, au plus bas depuis la fin du mois de février. Sur le Nasdaq, l'indice composite a baissé de 0,98 %, à 1 713,34 points. C'est la sixième séance de baisse consécutive pour l'indice des valeurs technologiques, qui a atteint son niveau le plus bas depuis le 31 octobre 2001.

Les Bourses européennes ont connu une séance chahutée par les annonces de résultats. Les valeurs pétrolières et technologiques ont tiré les marchés à la baisse. L'indice paneuropéen FTSE Eurotop 300 a perdu 0,46 %, tandis que l'indice Euro Stoxx 50, limité aux valeurs de la zone euro, baissait de 0,88 %. Si l'indice Footsie des 100 plus importantes valeurs de la Bourse de Londres a bien résisté, terminant la séance en hausse de 0,52 %, à 5 218,20 points, le DAX, à Francfort, a abandonné 0,62 %, à 5 160,14 points.

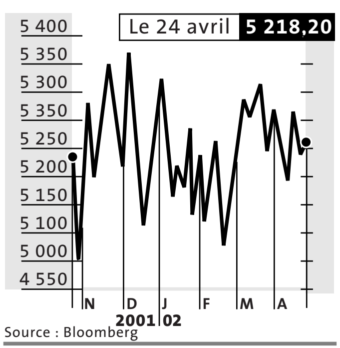
A Paris, le CAC 40 s'est inscrit en baisse de 34,55 points, soit 0,76 %, à 4 528 points. Le marché français est resté affecté par la défiance des investisseurs à l'égard des valeurs de télécommunication et a accueilli fraîchement le recul plus fort que prévu des commandes de biens durables, en mars, aux Etats-Unis. Alcatel perd 2,39 %, à 14,31 euros, Orange 3,12 %, à 6,52 euros, et France Télécom 1,63 %, à 29,56 euros. Les investisseurs ont par ailleurs sévèrement sanctionné les entreprises dont les résultats se situaient en deçà des attentes des analystes : l'action Schneider a ainsi chuté de 6,62 %, à 52,90 euros, après l'annonce d'un chiffre d'affaires trimestriel moins bon que prévu et le titre Bouygues a décroché de 4,84 %, à 34,02 euros, après l'annonce d'une perte de part de marché de Bouygues Telecom au premier trimestre 2002.

A Tokyo, l'indice Nikkei a baissé de 0,21 %, à 11 648,72 points.

Marc Ferracci

INDICE FOOTSIE

Depuis six mois



Source : Bloomberg

L'état de l'économie des Etats-Unis plaide pour une stabilité des taux

CHRONIQUE DES MARCHÉS

IL AURA SUFFI que la Réserve fédérale américaine (Fed) dresse, mercredi 25 avril, un portrait de l'économie des Etats-Unis légèrement plus prudent que ne le laissaient supposer les récentes statistiques pour que l'euro, qui avait légèrement souffert du résultat de l'élection présidentielle française, se redresse face au dollar. La monnaie européenne est revenue au-dessus de 0,89 dollar pour un euro et se négociait, jeudi matin dans les premières transactions, à 0,8936 dollar.

UNE FED PRUDENTE

Même si le bilan dressé par le Livre beige (*« beige book »*), un rapport de conjoncture publié huit fois par an par la Fed, est dans sa globalité positif, il émet quelques réserves. *« Quasiment toutes les banques régionales de Réserve fédérale ont fait part de signes d'amélioration ou de réel accroissement de l'activité économique depuis leur dernière enquête »*, note le rapport. Cependant, *« peu d'entre elles qualifient le rythme de la reprise »*, relève le Livre beige. La Fed de Cleveland se montre même *« préoccupée par le fait que le rythme d'amélioration de l'activité économique s'est considérablement ralenti comparativement au début de cette année »*. En outre, les Fed de Kansas City et de Dallas indiquent que leurs économies respectives *« sont restées faibles, malgré de récents signes d'amélioration »*. Le rapport note aussi que le marché du travail reste *« mou »* et que les projets d'investissement des industriels restent *« limités »*.

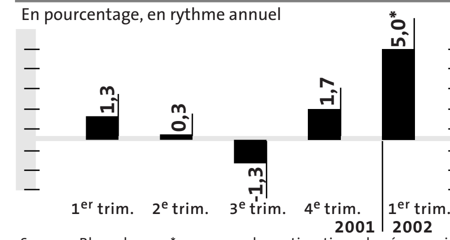
LA REMONTÉE DES TAUX NE PRESSE PAS

La tonalité raisonnée de l'état de santé de l'économie américaine devrait apaiser, pour le moment, les attentes d'une hausse rapide des taux d'intérêt de la Fed. La prochaine réunion du FOMC (Federal Open Market Committee), le 7 mai, ne devrait pas déboucher sur une modification de la politique monétaire.

Au sein même des banques de réserve américaines, le discours est très prudent. Le président de la Fed de San Francisco, Robert Parry, avait estimé, mardi 24 avril, que rien ne pressait : *« Nous avons le temps de délibérer sur le moment et l'ampleur du relèvement des taux alors que l'infation de base ne paraît pas présenter une menace imminente. » « Les indicateurs montrent avec une assez grande certitude que la récession est finie »*, avait-il ajouté tout en notant *« une incertitude persistante quant à la fermeté et à la viabilité de la reprise »*. Les propos, mercredi, de Roger Ferguson, vice-président du conseil de la Réserve fédérale, étaient aussi mesurés : *« Les perspectives se sont éclaircies. La production industrielle a commencé à se redresser et plusieurs enquêtes de conjoncture dans l'industrie donnent à penser que les commandes augmentent. Ce sont des signes encourageants. Mais ils ne garantissent pas un développement vigoureux et soutenu de la demande finale et il faudra donc surveiller de près l'évolution de la situation. »* D'autant que les statistiques parues mercredi, et surtout le recul inattendu de 0,6 % des commandes de biens durables en mars, après trois mois consécutifs de hausse, n'ont pas validé le scénario d'une reprise franche.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DES ÉTATS-UNIS

En pourcentage, en rythme annuel



Source : Bloomberg * moyenne des estimations des économis

PIB EN FORTE HAUSSE AU PREMIER TRIMESTRE

Dans l'immédiat, la prochaine statistique américaine importante, celle de l'évolution du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre, qui sera publiée vendredi, devrait dépeindre une économie revenue sur les rails d'une forte croissance. Après une hausse de 1,7 % au quatrième trimestre 2001, les experts attendent un bond de 5 % du PIB au premier trimestre en rythme annuel. Un chiffre étonnament élevé pour un pays qui, selon le bureau chargé de la datation des cycles économqiues, est toujours en récession ! *« Cette statistique devra être analysée hors effet stock »*, préviennent les économistes d'Aurel Leven, rappelant que les entreprises ont beaucoup déstocké. Selon eux, c'est surtout la force de la demande intérieure qui *« focalisera toute l'attention des membres du FOMC* (...). *Naturellement, l'investissement sera l'indicateur clé : un recul moins important de cette composante indiquerait que la reprise ne peut s'expliquer simplement par l'arrêt du déstockage. Cette statistique pourrait rendre la position du président de la Fed particulièrement inconfortable : la semaine dernière, Alan Greenspan avait justifié le maintien des Fed funds a un niveau aussi bas par l'absence de tension inflationniste, mais surtout par un redressement très poussif de l'investissement. Ces chiffres, s'ils contredisent fortement l'analyse du président de la Fed, pourraient lourdement peser sur le marché obligataire. »*

Cécile Prudhomme

LES BOURSES DANS LE MONDE 25/4, 9h44

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
UNION EUROPÉENNE						
ALLEMAGNE	DAX Index	**5108,45** *25/4*	-1,00	**5467,31** *19/3*	**4706,01** *20/2*	25,20
	Euro Neu Markt Price IX	**907,02** *25/4*	-0,99	**1212,43** *4/1*	**913,75** *20/2*	
AUTRICHE	Austria traded	**1318,27** *25/4*	0,08	**1338,41** *18/4*	**1109,88** *9/1*	14,20
BELGIQUE	Bel 20	**2883,06** *25/4*	-0,35	**2906,75** *24/4*	**2609,61** *15/1*	14,10
DANEMARK	Horsens Bnex	**252,34** *25/4*	-0,65	**280,92** *26/3*	**254,01** *24/4*	
ESPAGNE	Ibex 35	**8278,70** *25/4*	-0,56	**8608,50** *4/1*	**7628,00** *22/2*	19,20
FINLANDE	Hex General	**6767,47** *25/4*	-0,28	**9224,39** *4/1*	**6887,84** *23/4*	16,90
FRANCE	CAC 40	**4497,00** *25/4*	-0,68	**4720,04** *4/1*	**4210,30** *20/2*	20,80
	Mid CAC	**3,33** *24/4*	0,01	**2176,90** *2/4*	**1929,16** *2/1*	0,00
	SBF 120	**3138,16** *25/4*	-0,58	**3263,91** *28/3*	**2924,74** *20/2*	20,80
	SBF 250	**2993,70** *24/4*	-0,71	**3081,90** *28/3*	**2782,54** *20/2*	20,60
	Indice second marché	**3,51** *24/4*	0,09	**2553,77** *19/4*	**2287,73** *2/1*	0,00
	Indice nouveau marché	**1008,88** *25/4*	-0,27	**1175,41** *7/1*	**980,76** *22/2*	
GRÈCE	ASE General	**2216,80** *25/4*	0,00	**2655,07** *3/1*	**2160,28** *16/4*	14,50
IRLANDE	Irish Overall	**5135,30** *25/4*	-0,14	**6085,03** *18/1*	**4611,80** *20/3*	12,40
ITALIE	Milan Mib 30	**32653,00** *25/4*	-0,47	**33548,00** *17/4*	**29542,00** *20/2*	21,10
LUXEMBOURG	Lux Index	**1160,98** *24/4*	0,77	**1169,48** *14/1*	**1103,43** *6/3*	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	**516,96** *25/4*	-0,69	**531,45** *18/4*	**475,19** *22/2*	18,00
PORTUGAL	PSI 20	**7626,71** *24/4*	-0,43	**7998,50** *4/1*	**7161,67** *25/2*	18,10
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	**5183,30** *25/4*	-0,67	**5362,30** *4/1*	**5015,50** *20/2*	17,60
	FTSE techMark 100 index	**1101,73** *25/4*	-0,15	**1569,62** *4/1*	**1105,88** *23/4*	115,00
SUÈDE	OMX	**696,08** *25/4*	-1,65	**878,88** *4/1*	**718,04** *23/4*	23,00
EUROPE						
HONGRIE	Bux	**8575,40** *24/4*	-1,20	**8917,21** *22/4*	**7052,97** *3/1*	
ISLANDE	ICEX 15	**1316,31** *24/4*	-0,26	**1413,86** *21/3*	**1142,62** *7/1*	
POLOGNE	WSE Wig index	**14918,87** *24/4*	-0,37	**16423,35** *25/1*	**13842,31** *2/1*	195,80
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	**443,90** *25/4*	-0,31	**452,10** *17/4*	**384,60** *2/1*	
RUSSIE	RTS	**385,02** *24/4*	1,03	**386,85** *18/4*	**267,70** *3/1*	
SUISSE	Swiss market	**6624,00** *25/4*	-0,84	**6723,10** *18/4*	**6059,10** *6/2*	18,80
TURQUIE	National 100	**11768,00** *25/4*	-0,06	**15071,84** *8/1*	**10443,81** *18/3*	10,80
AMÉRIQUES						
ARGENTINE	Merval	**419,68** *19/4*	4,78	**471,34** *6/2*	**323,69** *2/1*	
BRÉSIL	Bovespa	**13380,80** *24/4*	1,46	**14495,28** *18/3*	**12300,70** *30/1*	9,60
CANADA	TSE 300	**7713,41** *24/4*	-0,06	**7992,70** *7/3*	**7402,70** *20/2*	20,70
CHILI	Ipsa	**96,31** *23/4*	-0,38	**102,37** *4/1*	**94,80** *20/2*	
ETATS-UNIS	Dow Jones ind.	**10030,43** *24/4*	-0,58	**10673,10** *19/3*	**9529,46** *30/1*	21,90
	Nasdaq composite	**1713,34** *24/4*	-0,98	**2098,88** *9/1*	**1696,55** *22/2*	45,90
	Nasdaq 100	**1302,32** *24/4*	-1,55	**1710,23** *9/1*	**1316,15** *23/4*	42,20
	Wilshire 5000	**10359,97** *24/4*	-0,62	**10983,40** *19/3*	**10040,55** *20/2*	
	Standards & Poors 500	**1093,14** *24/4*	-0,71	**1176,97** *7/1*	**1074,36** *20/2*	20,70
MEXIQUE	IPC	**7504,73** *24/4*	1,37	**7611,12** *11/4*	**6365,72** *14/1*	12,80
ASIE-OCÉANIE						
AUSTRALIE	All ordinaries	**3324,10** *24/4*	-0,82	**3443,90** *14/2*	**3301,50** *12/4*	
CHINE	Shangaï B	**139,14** *24/4*	-0,05	**171,72** *4/1*	**121,09** *23/1*	20,60
	Shenzen B	**218,31** *24/4*	0,51	**265,91** *4/1*	**182,43** *23/1*	13,80
CORÉE DU SUD	Composite	**915,69** *24/4*	-1,08	**943,54** *22/4*	**690,36** *2/1*	
HONG KONG	Hang Seng	**11420,78** *25/4*	0,21	**11919,41** *7/1*	**10387,49** *1/3*	16,60
	All ordinaries	**4992,28** *25/4*	-0,08	**5104,38** *7/1*	**4548,50** *7/2*	
INDE	Bombay SE 30	**400,96** *24/4*	0,68	**415,78** *5/4*	**339,26** *1/1*	1,30
ISRAËL	Tel Aviv 100	**374,22** *25/4*	0,32	**468,92** *7/1*	**372,08** *9/4*	
JAPON	Nikkei 225	**11648,72** *25/4*	-0,21	**12034,04** *11/3*	**9420,85** *6/2*	29,50
	Topix index	**1098,32** *25/4*	-0,04	**1128,36** *11/3*	**921,08** *6/2*	35,40
MALAISIE	KL composite	**799,51** *24/4*	-1,06	**816,94** *23/4*	**681,50** *2/1*	16,70
NOUVELLE-ZÉLANDE	All ordinar.	**738,09** *24/4*	-0,28	**771,18** *4/2*	**738,40** *3/1*	
SINGAPOUR	Straits Time	**1735,35** *25/4*	0,04	**1848,99** *5/3*	**1606,09** *2/1*	21,50
TAÏWAN	Weighted	**6355,59** *25/4*	-1,55	**6484,93** *22/4*	**5375,40** *17/1*	22,20
THAILANDE	Thaï SE	**375,98** *25/4*	-1,26	**396,70** *8/3*	**302,38** *2/1*	
AFRIQUE						
AFRIQUE DU SUD	All share	**11234,30** *25/4*	-0,17	**11472,10** *22/4*	**10138,30** *30/1*	10,40
COTE D'IVOIRE	BVRM	**70,23** *23/4*	0,17	**77,39** *2/1*	**70,08** *22/3*	

PER - Price Earning Ratio (ou cours/bénéfice) : cours de Bourse divisé par le bénéfice par action estimé pour l'exercice courant. PER : Jacques Chahine Finances ; données : la Cote Bleue.
n/d : valeur non disponible.

EUROPE Jeudi 25 avril 9h44

INDICES

SECTEURS EURO STOXX

	Indice	% var.
EURO STOXX 50	**3600,89**	-0,68
AUTOMOBILE	**233,28**	-1,34
BANQUES	**295,01**	-0,78
PRODUIT DE BASE	**200,34**	-0,48
CHIMIE	**362,75**	-1,22
TÉLÉCOMMUNICATIONS	**400,73**	-0,76
CONSTRUCTION	**241,23**	0,04
CONSOMMATION CYCLIQUE	**134,88**	-0,71
PHARMACIE	**476,38**	-0,16
ÉNERGIE	**345,42**	-0,68
SERVICES FINANCIERS	**240,42**	-0,82
ALIMENTATION ET BOISSON	**247,30**	-0,06
BIENS D'ÉQUIPEMENT	**363,61**	-0,68
ASSURANCES	**322,46**	-1,03
MÉDIAS	**264,83**	-0,53
BIENS DE CONSOMMATION	**390,91**	-0,37
COMMERCE ET DISTRIBUTION	**272,89**	-0,64
HAUTE TECHNOLOGIE	**403,80**	0,42
SERVICES COLLECTIFS	**297,59**	-0,71

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

	Code pays	Cours	% var. /préc.
ABN AMRO HOLDING	NL	**22,31**	-0,27
AEGON NV	NL	**27,11**	-0,88
AIR LIQUIDE	FR	**167,00**	-2,28
ALCATEL A	FR	**14,37**	0,42
ALLIANZ N	AL	**269,83**	-1,24
AVENTIS	FR	**78,50**	-0,13
AXA	FR	**24,19**	-1,06
BASF AG	AL	**46,30**	-1,30
BAYER	AL	**38,64**	-1,43
BAYR.HYP.U.VERBK	AL	**39,35**	-1,50
BBVA	ES	**13,31**	-0,45
BNP PARIBAS	FR	**57,40**	-0,95
BSCH	ES	**10,13**	-1,55
CARREFOUR	FR	**49,72**	-0,56
DAIMLERCHRYSLER N	AL	**51,58**	-2,01
DANONE	FR	**144,40**	0,07
DEUTSCHE BANK AG	AL	**71,12**	-1,50
DEUTSCHE TELEKOM	AL	**15,89**	-1,67
E.ON	AL	**57,55**	-1,29
ENDESA	ES	**17,29**	-0,63
ENEL	IT	**6,76**	-0,15
ENI SPA	IT	**16,99**	-0,76
FORTIS	BE	**26,52**	-0,82
EURIBOR 6 MOIS	FR	**29,20**	-1,22
GENERALI ASS.	IT	**27,29**	-0,55
ING GROEP CVA	NL	**29,55**	-1,27
KONINKLIJKE AHOLD	NL	**27,78**	-0,43
L'OREAL	FR	**85,85**	-0,52
LVMH	FR	**56,60**	-0,26
MUENCHENER RUECKV	AL	**280,95**	-1,72
NOKIA OYJ	FI	**17,69**	0,06
PINAULT PRINTEMPS	FR	**127,30**	-1,16
REPSOL YPF	ES	**13,92**	-0,57
ROY.PHILIPS ELECTR	NL	**34,63**	-0,97
ROYAL DUTCH PETROL	NL	**58,35**	-0,77
RWE	AL	**42,31**	-1,31
PIBOR/FRF MENS 1M	FR	**193,80**	0,21
SANOFI-SYNTHELABO	FR	**71,40**	0,14
SANPAOLO IMI	IT	**13,06**	-0,31
SIEMENS	AL	**65,94**	3,68
SOCIETE GENERALE A	FR	**75,15**	0,00
SUEZ	FR	**33,05**	-0,99
TELECOM ITALIA	IT	**9,02**	-0,22
TELEFONICA	ES	**12,53**	-0,48
TIM	IT	**5,04**	0,00
TOTAL FINA ELF	FR	**167,80**	-0,65
UNICREDITO ITALIAN	IT	**5,25**	-0,57
UNILEVER CVA	NL	**66,95**	-0,30
VIVENDI UNIVERSAL	FR	**38,00**	-0,52
VOLKSWAGEN	AL	**54,98**	-1,84

ZONE EURO : FR (France), **AL** (Allemagne), **ES** (Espagne), **IT** (Italie), **PT** (Portugal), **IR** (Irlande), **LU** (Luxembourg), **NL** (Pays-Bas), **AT** (Autriche), **FI** (Finlande), **BE** (Belgique), **GR** (Grèce).
HORS ZONE EURO : CH (Suisse), **NO** (Norvège), **SE** (Suède), **RU** (Royaume-Uni), **DK** (Danemark).

FRANCFORT

24/4 : 130 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
LINTEC INF TECHNO	4,65	30,99
TELES AG	2,28	20,63
AECO	0,18	20,00
MB SOFTWARE	0,06	20,00
TISCON AG	1,56	20,00
MOEBEL WALTHER PRF	6,00	18,58
WASHTEC	3,55	14,52
Plus mauvaises performances		
EJAY	0,02	-50,00
SALTUS TECHNOLOGY	2,55	-34,62
DATASAVE	1,68	-34,38
IPC ARCHTEC	3,96	-34,00
BROKAT TECHNOLOGIE	0,03	-25,00
BIODATA INF TECH	0,13	-18,75
DAS WERK	1,60	-16,23

LONDRES

24/4 : 2370 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (£)	% var.
Meilleures performances		
EGG	1,82	8,98
IMPERIAL TOB RIGHS	4,81	7,13
BARCLAYS	24,44	6,26
LONDON STOCK EXCH.	4,70	5,38
ASSD BRITISH FOODS	6,06	5,21
WOOLWORTHS GROUP	0,54	4,90
EMBLAZE SYS	1,15	4,55
Plus mauvaises performances		
SCOOT.COM	0,01	-30,43
ENERGIS	0,02	-8,56
COLT TELECOM GROUP	0,42	-6,67
ARM HOLDINGS	2,30	-6,31
CAMBRIDGE ANTIBODY	13,35	-5,32
BALTIMORE TECHNOL	0,09	-5,26
ROLLS-ROYCE PLC	1,93	-5,16

TOKYO

25/4 : 559 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (¥)	% var.
Meilleures performances		
NIPPON STEEL CHEMI	186,00	20,00
HITACHI MEDICAL	1325,00	17,78
HITACHI MAXELL	2010,00	17,54
TESAC CORP	24,00	14,29
TDF CORP	153,00	13,33
CYBER MUSIC ENTMT	15400,00	11,59
CO-OP CHEMICAL CO	78,00	11,43
Plus mauvaises performances		
DAISHO	470,00	-14,55
ORIENT WATCH	145,00	-9,94
NISSHO IWAI STEEL	122,00	-9,63
WONDERTABLE	165,00	-8,84
INOUE KOGYO	75,00	-8,54
VALUECLICK JAPAN	97000,00	-8,49
NIPPON GEAR	130,00	-8,45

PARIS

24/4 : volume d'échange non disponible

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
WAVECOM	35,50	19,53
CARBONE LORRAINE	38,49	5,16
REMY COINTREAU	33,71	4,37
NEOPOST	43,25	2,76
AIR FRANCE	20,59	2,69
GUYENNE GASCOGNE	87,00	2,59
GENESYS	13,60	2,41
Plus mauvaises performances		
HIGHWAVE OPTICAL	1,62	-10,00
COMPLETEL EUROPE	0,49	-9,26
ERICSSON B	2,61	-8,42
VALTECH	1,46	-7,59
SCHNEIDER ELECTRIC	52,90	-6,62
NOKIA OYJ	17,57	-6,54
BULL	0,81	-5,81

NEW YORK

Séance du 24/4

NYSE

1343 millions de titres échangés

Valeur	Cours de clôture ($)	% var.
3M	125,50	0,98
AM INTL GRP	68,34	0,32
ALCOA	34,99	-1,93
AOL TIME WARNER	19,30	0,99
AMERICAN EXPRESS	42,56	-0,65
AT & T	13,75	-0,72
BOEING CO	42,40	-0,24
BRISTOL MYERS SQUI	31,00	0,03
CATERPILLAR	53,00	-0,19
CITIGROUP	44,70	-1,76
COCA-COLA	54,98	0,84
COLGATE PALMOLIVE	55,32	0,40
COMPAQ COMPUTER	10,36	1,57
DOW CHEMICAL	31,00	-2,42
DUPONT DE NEMOURS	44,66	-0,40
EASTMAN KODAK	33,94	-2,67
ENDESA ADR	15,37	1,05
EXXON MOBIL	40,30	-2,56
FORD MOTOR	16,22	-1,40
GENERAL ELECTRIC	32,50	-0,91
GENERAL MOTORS	66,30	0,45
GILLETTE CO	35,40	-2,53
HEWLETT PACKARD	17,21	-4,60
HOME DEPOT INC	48,17	-1,41
HONEYWELL INTL	37,28	-0,72
IBM	86,50	-0,95
INTL PAPER	39,90	-1,41
JOHNSON & JOHNSON	63,61	1,29
J.P.MORGAN CHASE	35,89	-0,86
LUCENT TECHNOLOGIE	4,75	4,63
MC DONALD'S CORP	28,50	-0,94
MERCK AND CO	54,84	-1,17
MOTOROLA	14,45	-1,77
NORTEL NETWORKS	5,76	0,17
PEPSICO	52,93	1,40
PFIZER INC	36,49	-0,57
PHILIP MORRIS	54,78	-0,31
PROCTER AND GAMBLE	89,43	0,60
FRA TAUX TMM	3,28	-0,12
TEXAS INSTRUMENTS	31,75	-2,10
UNITED TECHNOLOGIE	68,44	-1,17
WAL-MART STORES	57,45	-1,03
WALT DISNEY COMPAN	24,52	0,08

NASDAQ

1923 millions de titres échangés

Valeur	Cours de clôture ($)	% var.
ALTERA CORP	20,70	-2,08
AMAZON.COM	16,79	19,42
AMGEN INC	56,11	2,48
APPLIED MATERIALS	25,00	-3,47
BED BATH & BEYOND	36,15	0,17
CISCO SYSTEMS	14,43	3,00
COMCAST A SPECIAL	27,98	0,58
CONCORD EFS	32,60	-0,12
DELL COMPUTER	26,45	-0,86
EBAY	51,28	-2,19
FLEXTRONICS INTL	14,28	-5,56
GEMSTAR TV GUIDE	11,15	-1,50
EURIBOR 3 MOIS	3,39	0,03
IMMUNEX	28,49	1,93
INTEL CORP	28,91	-2,13
INTUIT	37,66	-3,63
JDS UNIPHASE	5,02	-3,09
LINEAR TECHNOLOGY	39,01	-3,80
MAXIM INTEGR PROD	50,03	-4,90
MICROSOFT	53,02	-1,80
ORACLE CORP	10,50	-5,58
PAYCHEX	38,10	-0,94
PEOPLESOFT INC	22,48	-4,58
EUROLIBOR BBA 1 AN	3,82	0,59
FRA TAUX TAM	4,14	-3,12
SUN MICROSYSTEMS	8,66	-2,15
VERITAS SOFTWARE	26,85	-5,82
WORLDCOM	3,48	2,02
XILINX INC	37,30	-4,29
YAHOO INC	14,61	3,11

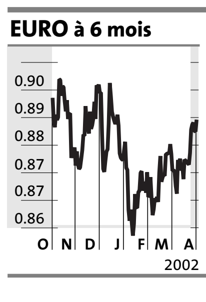
MARCHÉ DES CHANGES 25/4, 9h44

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK ($)		0,77515	**0,89485**	1,45350	0,61040
TOKYO (¥)	129,03500		**115,46500**	187,52895	78,74625
PARIS (€)	1,11750	0,86625		1,62435	0,68210
LONDRES (£)	0,68795	0,53325	**0,61565**		0,41990
ZURICH (FR. S.)	1,63820	1,26975	**1,46605**	2,38130	

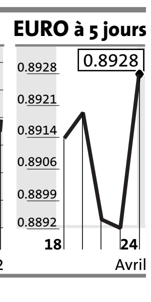
COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4325	7,4350
COURONNE NORVÉG.	7,6157	7,6187
COURONNE SUÉDOISE	9,2048	9,2144
COURONNE TCHÈQUE	30,1096	30,5739
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6432	1,6464
DOLLAR CANADIEN	1,4011	1,4022
DOLLAR HONGKONG	6,9761	6,9811
DOLLAR NÉO-ZÉLAND.	1,9889	1,9913
FORINT HONGROIS	241,1752	241,9813
LEU ROUMAIN	29602,0000	29662,0000
ROUBLE	27,9240	27,9360

EURO à 6 mois



EURO à 5 jours



TAUX

TAUX D'INTÉRÊTS LE 25/4

	Taux j.le j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,31	3,39	5,25	5,50
ROYAUME-UNI	3,50	4,17	5,27	5,17
ITALIE	3,31	3,39	5,39	5,80
ALLEMAGNE	3,31	3,39	5,19	5,62
JAPON	0,05	0,08	1,39	2,07
ÉTATS-UNIS	1,76	1,94	5,24	5,95
SUISSE	1,40	1,55	3,48	4,02

MARCHÉS A TERME LE 25/4, 9h45

	Echéance	Premier prix	Dernier prix	Contrats ouverts
PARIS				
CAC 40 TER.	4/2	4493,00	4495,50	535443
EURO NOTIO.	6/2	87,54	87,30	725
EURO ST. 50	6/2	3588,00	3579,00	3628
FRANCFORT				
BUND 10 ANS	6/2	105,90	105,93	639602
LONDRES				
EURIBOR 3M.	6/2	96,54	96,53	460238
NEW YORK				
DOW JONES	6/2	10133,00	10018,00	27903
S. & POORS	6/2	1103,30	1092,00	471137

TAUX COURANTS

Taux de base bancaire	6,60 %
Taux des oblig. des sociétés privées	5,05 %
Taux d'intérêt légal	4,26 %
Crédit immobilier à taux fixe	
taux effectif moyen	6,05 %
usure	8,07 %
Crédit immobilier à taux variable	
taux effectif moyen	6,00 %
usure	8,00 %
Crédit consommation (- de 1 524 euros)	
taux effectif moyen	15,74 %
usure	20,99 %
Crédit renouvelable, découverts	
taux effectif moyen	12,90 %
usure	17,20 %
Crédit consommation (+ de 1 524 euros)	
taux effectif moyen	8,19 %
usure	10,92 %
Crédit aux entreprises (+ de 2ans)	
moyenne taux variable	5,59 %
usure taux variable	7,45 %
moyenne taux fixe	6,11 %
usure taux fixe	8,15 %

(Taux de l'usure : taux maximum légal)

OR

JEUDI 25 AVRIL 9h45

	Cours	% var.
OR FIN KILO BARRE	**10900,00**	0,09
OR FIN LINGOT	**0,89**	0,23
ONCE D'OR EN DOLLAR	**302,70**	-0,33
PIÈCE 20 FR. FRANCAIS	**63,00**	0,00
PIÈCE 20 FR. SUISSE	**63,00**	1,29
PIÈCE UNION LAT. 20	**63,00**	0,80
PIÈCE 10 US$	**190,25**	0,00
PIÈCE 20 US$	**385,00**	1,32
PIÈCE 50 PESOS MEXICAINS	**407,00**	1,24

DENRÉES

JEUDI 25 AVRIL 9h45

	Cours	% var.
BLE ($ CHICAGO)	**270,00**	-0,83
CACAO ($ NEW YORK)	**1505,00**	-0,86
CAFE (£ LONDRES)	**537,00**	1,14
COLZA (€ PARIS)	**224,00**	-0,11
MAÏS ($ CHICAGO)	**203,50**	-0,49
ORGE (£ LONDRES)	**61,60**	-0,40
JUS D'ORANGE ($ NEW YORK)	**0,88**	0,00
SUCRE BLANC (£ LONDRES)	**187,00**	-0,53
SOJA TOURT. ($ CHICAGO)	**163,20**	1,62

MÉTAUX

JEUDI 25 AVRIL 9h45

	Cours	% var.
LONDRES		
ALUMINIUM COMPTANT ($)	**1378,75**	0,02
ALUMINIUM À 3 MOIS ($)	**1400,00**	0,00
CUIVRE COMPTANT ($)	**1596,00**	0,09
CUIVRE À 3 MOIS ($)	**1613,52**	0,16
ETAIN COMPTANT ($)	**4045,00**	1,53
ETAIN À 3 MOIS ($)	**4080,00**	1,44
NICKEL COMPTANT ($)	**7124,00**	0,99
NICKEL À 3 MOIS ($)	**7139,90**	1,04
PLOMB COMPTANT ($)	**472,00**	0,32
PLOMB À 3 MOIS ($)	**484,02**	0,18
ZINC COMPTANT ($)	**807,75**	-0,77
ZINC À 3 MOIS ($)	**826,90**	-0,63
NEW YORK		
ARGENT À TERME ($)	**460,00**	0,21
PLATINE À TERME ($)	**551,50**	1,28

PÉTROLE

JEUDI 25 AVRIL 9h45

	Cours	% var.
BRENT (LONDRES)	**26,05**	-0,15
WTI (NEW YORK)	**26,43**	-0,64
LIGHT SWEET CRUDE	**26,10**	-1,88

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANCAISES

Jeudi 25 avril 9h30

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicovam
ACCOR ◗	45,37	45,85	-1,05	11,11	49,00	38,03	1,00	12040
AFFINE	39,99	40,00	-0,03	8,37	40,05	30,34	1,20	3610
AGF ◗	56,30	56,40	-0,18	4,45	57,50	50,20	2,00	12592
AIR FRANCE GPE NOM ◗	20,49	20,59	-0,49	24,63	21,19	16,06	0,22	3112
AIR LIQUIDE ◗	167,80	170,90	-1,81	6,60	174,00	149,80	3,00	12007
ALCATEL A ◗	14,40	14,31	0,63	-25,00	21,62	14,18	0,16	13000
ALCATEL O	5,50	5,68	-3,17	-28,75	9,62	5,00	0,10	13015
ALSTOM ◗	14,61	14,70	-0,61	16,97	16,30	12,25	0,55	12019
ALTRAN TECHNO. # ◗	59,15	58,00	1,98	16,55	66,40	48,50	0,14	3463
ARBEL#	5,25	5,24	0,19	69,35	7,50	2,92	0,53	3588
AREVA CIP	196,50	196,60	-0,05	23,19	201,00	160,00	22,85	4524
ASF ◗	26,66	26,65	0,04	n/d	27,30	25,00	n/d	18415
ATOS ORIGIN ◗	83,00	83,40	-0,48	12,84	94,40	71,15	n/d	5173
AVENTIS ◗	78,60	78,60	n/d	-1,44	85,95	73,90	0,50	13046
AXA ◗	24,24	24,45	-0,86	3,28	26,09	19,41	2,20	12062
BACOU DALLOZ	119,10	119,70	-0,50	35,34	121,90	83,30	0,90	6089
BAIL INVESTIS.CA	140,00	140,00	n/d	15,60	140,10	122,50	7,16	12018
BEGHIN SAY ◗	44,02	44,20	-0,41	7,89	45,50	39,20	n/d	4455
BIC ◗	43,00	43,85	-1,94	12,09	44,66	35,51	0,29	12096
BNP PARIBAS ◗	57,40	57,95	-0,95	14,22	60,45	49,77	2,25	13110
BOLLORE ◗	260,00	260,00	n/d	8,24	261,70	238,00	4,00	12585
BOLLORE INV.	n/d	51,50	n/d	0,29	55,00	50,50	0,20	3929
BONGRAIN	49,98	49,03	1,94	11,06	50,00	41,70	1,40	12010
BOUYGUES ◗	33,98	34,02	-0,12	-7,66	38,95	30,51	0,36	12050
BOUYGUES OFFS. ◗	46,90	46,70	0,43	17,10	49,50	38,60	1,10	13070
BULL# ◗	0,84	0,81	3,70	-31,70	1,36	0,81	n/d	5260
BURELLE (LY)	n/d	55,00	n/d	10,82	60,05	49,63	0,50	6113
BUSINESS OBJECTS ◗	39,62	39,15	1,20	5,51	51,00	37,01	n/d	12074
CANAL + ◗	3,72	3,73	-0,27	3,91	3,90	3,49	0,15	12546
CAP GEMINI ◗	66,30	68,05	-2,57	-18,24	90,70	65,15	1,20	12533
CARBONE-LORRAINE ◗	38,50	38,49	0,03	28,33	38,50	28,60	1,06	3962
CARREFOUR ◗	49,84	50,00	-0,32	-14,65	58,80	49,23	0,50	12017
CASINO GUICH.ADP	65,00	65,05	-0,08	4,00	67,30	56,05	1,37	12113
CASINO GUICHARD ◗	87,15	87,25	-0,11	0,57	89,90	75,05	1,33	12558
CASTORAMA DUB.(LI) ◗	62,15	62,25	-0,16	7,43	63,90	54,25	2,85	12420
CEGID (LY)	76,00	76,95	-1,23	-2,99	90,50	70,00	2,00	12470
CEREOL ◗	33,30	33,35	-0,15	17,04	36,40	28,00	n/d	4456
CERESTAR ◗	n/d	32,91	n/d	6,85	33,00	30,70	n/d	4457
CFF.RECYCLING	45,51	45,65	-0,31	13,77	49,88	38,50	2,08	3905
CGIP ◗	31,87	32,45	-1,79	n/d	38,30	31,63	n/d	12102
CHARGEURS	n/d	83,80	n/d	11,80	88,00	67,00	2,13	13069
CHRISTIAN DIOR ◗	43,40	43,19	0,49	25,90	45,55	32,50	0,28	13040
CIC -ACTIONS A	122,30	122,30	n/d	1,49	125,00	118,70	2,29	12005
CIMENTS FRANCAIS ◗	51,80	52,15	-0,67	7,91	52,50	46,20	1,40	12098
CLARINS ◗	65,60	65,75	-0,23	3,47	72,50	61,00	1,10	13029
CLUB MEDITERRANEE ◗	45,50	45,85	-0,76	10,97	56,40	41,52	1,00	12156
CNP ASSURANCES ◗	39,81	40,00	-0,48	11,51	40,32	33,60	1,08	12022
COFACE SVN CA ◗	60,50	60,50	n/d	27,63	64,00	46,40	1,47	12099
COFLEXIP	n/d	170,20	n/d	7,04	172,00	145,00	n/d	13064
COLAS	74,25	74,35	-0,13	17,20	74,80	62,00	2,13	12163
CONTIN.ENTREPR.	n/d	40,85	n/d	-8,61	46,90	40,00	2,00	3664
CREDIT AGRICOLE ◗	23,01	22,95	0,26	29,34	24,00	17,58	n/d	4507
CRED.FON.FRANCE	15,75	15,92	-1,07	8,32	16,00	13,05	0,58	12081
CREDIT LYONNAIS ◗	46,20	46,34	-0,30	23,20	48,80	36,14	0,65	18420
CS COM.ET SYSTEMES	n/d	12,20	n/d	46,98	12,20	7,60	n/d	7896
DAMART	105,50	105,50	n/d	30,89	106,50	79,50	3,80	12049
DANONE ◗	144,70	144,30	0,28	5,62	147,80	125,20	1,90	12064
DASSAULT-AVIATION	360,00	360,00	n/d	13,56	381,00	284,90	6,20	12172
DASSAULT SYSTEMES ◗	51,55	52,00	-0,87	-4,53	59,40	47,60	0,31	13065
DEV.R.N-P.CAL LI #	n/d	14,45	n/d	0,34	15,00	14,25	0,55	12423
DEVEAUX(LY)#	70,60	71,00	-0,56	-12,29	77,80	66,40	4,20	6100
DIDOT-BOTTIN	n/d	77,00	n/d	26,22	77,00	61,10	2,74	3747
DMC (DOLLFUS MI)	9,72	9,95	-2,31	29,77	11,48	6,90	0,61	12133
DYNACTION	n/d	29,20	n/d	8,55	32,40	25,41	0,50	13035
EIFFAGE ◗	90,90	90,90	n/d	32,89	91,15	68,80	0,78	13045
ELECT.MADAGASCAR	23,63	23,50	0,55	5,02	24,90	19,60	n/d	3571
ELIOR SVN SCA ◗	8,65	8,59	0,70	7,32	9,88	8,05	0,07	12127
ENTENIAL(EX CDE)	31,75	31,69	0,19	25,24	32,90	25,35	0,40	12093
ERAMET	n/d	38,95	n/d	12,57	39,80	30,21	1,30	13175
ESSILOR INTL ◗	43,93	43,83	0,23	29,39	44,20	31,20	3,90	12166
ESSO	92,40	92,40	n/d	15,21	96,80	79,50	2,75	12066
EULER ◗	43,80	44,00	-0,45	3,05	47,40	40,60	1,40	12130
EURAZEO ◗	59,75	59,85	-0,17	-6,56	63,85	57,60	0,48	12112
EURO DISNEY SCA ◗	0,93	0,93	n/d	5,68	1,21	0,89	n/d	12587
EUROTUNNEL ◗	1,03	1,03	n/d	-8,84	1,18	0,90	n/d	12537
FAURECIA ◗	55,20	54,30	1,66	-6,44	61,40	51,60	0,91	12114
F.F.P. (NY) ◗	119,30	117,70	1,36	22,92	121,00	94,20	1,80	6478
FIMALAC ◗	48,45	48,16	0,60	20,22	49,75	40,01	0,90	3794
FINAXA	n/d	99,80	n/d	26,08	107,50	68,00	2,20	3313
FONC.LYON.#	31,98	31,99	-0,03	19,77	32,50	25,20	0,85	3340
FRANCE TELECOM ◗	29,32	29,56	-0,81	-34,69	48,16	28,15	1,00	13330
FROMAGERIES BEL	110,00	110,80	-0,72	10,05	118,00	91,80	2,22	12185
GALERIES LAFAYETTE ◗	145,20	145,90	-0,48	-5,03	168,90	125,10	0,60	12124
GAUMONT #	49,00	49,00	n/d	18,93	53,00	39,00	0,57	3489
GECINA ◗	95,55	95,50	0,05	4,42	95,75	90,00	3,34	13151
GENERALE DE SANTE	17,00	16,85	0,89	18,38	17,85	13,71	n/d	4447
GEOPHYSIQUE ◗	46,29	46,29	n/d	31,31	47,27	33,16	1,22	12016
GFI INFORMATIQUE ◗	11,35	11,39	-0,35	-5,80	13,34	10,05	0,15	6337
GRANDVISION CA# ◗	18,00	18,15	-0,83	18,03	20,10	15,05	0,25	5297
GROUPE GASCOGNE	80,80	80,00	1,00	8,89	81,90	67,75	3,00	12441
GROUPE PARTOUCHE #	77,85	77,90	-0,06	4,84	82,85	63,00	1,68	5354
GR.ZANNIER (LY) #	80,55	80,50	0,06	2,48	83,50	72,00	0,73	12472
GUYENNE GASCOGNE ◗	86,80	87,00	-0,23	2,11	87,70	79,00	1,50	12028
HAVAS ADVERTISING ◗	9,18	9,54	-3,77	12,91	11,00	7,82	0,17	12188
IMERYS ◗	127,20	129,10	-1,47	17,99	135,40	98,00	3,60	12085
IMMEUBLES DE FCE	n/d	22,00	n/d	n/d	25,00	19,80	0,30	12037
IMMOBANQUE NOM.	127,00	127,00	n/d	n/d	132,50	118,00	n/d	5793
INFOGRAMES ENTER. ◗	10,20	10,12	0,79	-21,23	15,98	9,57	n/d	5257
INGENICO ◗	25,70	25,90	-0,77	13,71	28,50	22,50	0,10	12534
ISIS	n/d	173,60	n/d	9,87	177,00	137,00	n/d	12000
JC DECAUX ◗	13,80	13,80	n/d	9,96	14,50	10,20	n/d	7791
KAUFMAN ET BROAD	21,20	21,04	0,76	28,48	22,00	16,21	0,82	12105
KLEPIERRE ◗	120,50	120,00	0,42	12,30	123,40	108,20	3,10	12196
LAFARGE ◗	107,50	107,10	0,37	2,47	108,10	96,85	2,20	12053
LAGARDERE ◗	52,40	52,35	0,10	11,48	54,85	41,92	0,78	13021
LAPEYRE	n/d	62,00	n/d	40,08	62,50	44,10	1,08	13051
LEBON (CIE)	n/d	55,80	n/d	11,15	55,90	48,75	2,30	12129
LEGRAND ORD.	n/d	175,00	n/d	21,52	180,00	143,90	0,94	12061
LEGRAND ADP	n/d	136,40	n/d	10,00	143,20	110,00	1,50	12528
LEGRIS INDUST. ◗	23,00	23,50	-2,13	4,54	25,39	18,20	1,20	12590
LIBERTY SURF	3,42	3,43	-0,29	20,00	3,80	2,90	n/d	7508
LOCINDUS	135,00	135,00	n/d	7,14	135,90	126,00	10,18	12135
L'OREAL ◗	85,75	86,30	-0,64	5,99	87,90	75,15	0,44	12032
LOUVRE #	73,50	73,50	n/d	17,03	75,80	60,00	1,24	3311
LUCIA	13,47	13,40	0,52	3,61	13,48	10,42	1,83	3630
LVMH MOET HEN. ◗	56,85	56,75	0,18	24,39	61,60	42,15	0,22	12101
MARINE WENDEL ◗	61,70	61,00	1,15	n/d	72,80	60,80	n/d	12120
MARIONNAUD PARFUM. ◗	48,84	49,00	-0,33	-10,22	57,60	47,34	n/d	6494
MATUSSIERE FOREST.	8,83	8,95	-1,34	-0,67	9,85	8,15	0,10	6057
MAUREL ET PROM	23,85	24,39	-2,21	53,87	24,98	15,10	0,91	5107
METALEUROP	3,98	3,95	0,76	29,22	4,90	3,15	0,61	12038
MICHELIN ◗	43,29	43,20	0,21	16,84	45,05	36,36	0,80	12126
MONTUPET SA	15,33	15,33	n/d	46,97	16,40	10,50	0,17	3704
NATEXIS BQ POP. ◗	92,00	92,45	-0,49	-5,05	97,50	87,30	2,50	12068
NEOPOST ◗	42,60	43,25	-1,50	30,19	43,80	32,31	n/d	12056
NEXANS ◗	21,70	21,70	n/d	33,86	22,00	16,25	n/d	4444
NORBERT DENTRES.#	24,50	24,10	1,66	9,61	27,99	21,52	0,40	5287
NORD-EST	n/d	27,05	n/d	-0,14	27,90	25,20	0,94	12055
NRJ GROUP ◗	23,50	23,70	-0,84	12,22	26,00	17,90	0,28	12169
OBERTHUR CARD SYS. ◗	6,61	6,59	0,30	-26,14	9,40	5,62	n/d	12413
ORANGE ◗	6,46	6,52	-0,92	-36,54	10,74	6,27	n/d	7919
OXYG.EXT-ORIENT	n/d	415,00	n/d	17,23	426,00	351,00	14,68	3117
PECHINEY ACT ORD A ◗	56,25	56,30	-0,09	-2,84	63,80	55,95	1,00	13290
PECHINEY B PRIV.	54,00	54,10	-0,18	-0,73	59,60	52,50	3,31	3640
PENAUILLE POLY.# ◗	31,70	31,78	-0,25	-19,74	45,59	29,11	0,28	5338
PERNOD-RICARD ◗	97,45	97,90	-0,46	12,01	98,65	82,75	0,80	12069
PEUGEOT ◗	55,35	54,85	0,91	15,91	58,15	43,42	5,00	12150
PINAULT-PRINT.RED. ◗	127,60	128,80	-0,93	-11,75	154,69	109,50	2,18	12148
PLASTIC OMN.(LY)	76,00	76,30	-0,39	28,81	83,10	59,05	2,00	12457
PROVIMI ◗	22,00	21,98	0,09	3,18	23,78	20,16	n/d	4458
PSB INDUSTRIES LY	n/d	90,40	n/d	1,00	92,70	85,00	3,50	6032
PUBLICIS GR. SA # ◗	36,42	36,42	n/d	22,42	39,90	26,80	0,20	13057
REMY COINTREAU ◗	33,55	33,71	-0,47	34,90	34,10	24,87	0,90	13039
RENAULT ◗	51,80	51,80	n/d	30,77	57,35	39,30	0,91	13190
REXEL ◗	68,30	68,65	-0,51	3,56	75,40	58,60	1,61	12595
RHODIA ◗	12,20	12,29	-0,73	35,85	12,40	8,87	0,40	12013
ROCHETTE (LA)	12,17	12,18	-0,08	24,18	12,90	11,81	0,18	12580
ROUGIER #	64,05	64,00	0,08	12,26	64,50	57,00	3,05	3764
ROYAL CANIN ◗	142,30	142,20	0,07	5,79	143,50	133,20	1,10	3153
RUE IMPERIALE (LY)	n/d	154,90	n/d	-0,06	182,00	146,30	21,19	12400
SADE (NY)	n/d	52,90	n/d	15,00	52,90	45,20	2,15	12431
SAGEM S.A. ◗	61,50	62,75	-1,99	-10,54	75,50	61,25	0,60	7327
SAINT-GOBAIN ◗	194,00	193,40	0,31	14,45	194,80	161,00	4,30	12500
SALVEPAR (NY)	n/d	56,10	n/d	11,64	56,50	50,10	3,05	12435
SANOFI SYNTHELABO ◗	71,55	71,30	0,35	-14,61	84,30	66,90	0,44	12057
SCHNEIDER ELECTRIC ◗	52,10	52,90	-1,51	-3,51	59,85	48,28	1,60	12197
SCOR SVN ◗	38,70	38,70	n/d	9,29	46,80	31,50	1,70	13030
S.E.B. ◗	94,50	95,00	-0,53	50,83	95,85	61,00	1,90	12170
SEITA	55,55	53,60	3,64	15,24	56,00	45,10	1,40	13230
SELECTIBAIL(EXSEL)	17,50	17,54	-0,23	9,92	17,59	15,80	1,56	12599
SIDEL	34,40	34,50	-0,29	-31,20	53,00	30,25	n/d	13060
SILIC	172,00	171,00	0,58	9,69	172,00	151,00	6,68	5091
SIMCO ◗	82,00	82,30	-0,36	5,80	82,35	76,10	2,60	12180
SKIS ROSSIGNOL	13,08	13,09	-0,08	-9,66	15,90	12,80	0,28	12041
SOCIETE GENERALE ◗	75,15	75,15	n/d	19,57	79,35	60,05	2,10	13080
SODEXHO ALLIANCE ◗	44,00	43,80	0,46	-8,35	49,70	42,65	0,56	12122
SOPHIA ◗	32,25	32,20	0,16	6,85	32,33	30,00	1,52	12077
SOPRA GROUP CB# ◗	56,95	56,05	1,61	46,92	59,20	39,05	0,62	5080
SPIR COMMUNIC. # ◗	87,70	87,75	-0,06	12,43	91,00	74,05	3,00	13173
SR TELEPERFORMANCE ◗	27,65	28,34	-2,43	17,65	29,68	21,56	0,15	5180
STERIA GROUPE #	34,50	35,00	-1,43	15,77	38,80	28,06	0,48	7291
SUCR.PITHIVIERS	425,70	425,60	0,02	10,51	444,00	361,10	12,00	3331
SUEZ ◗	33,06	33,38	-0,96	-2,76	34,90	30,80	3,30	12052
TAITTINGER	135,00	137,90	-2,10	3,92	142,00	120,00	11,62	3720
TECHNIP-COFLEXIP ◗	159,00	159,10	-0,06	6,00	162,90	131,50	3,30	13170
TF1 ◗	33,39	33,10	0,88	17,61	36,88	24,94	0,65	5490
THALES ◗	40,87	41,07	-0,49	5,47	44,21	36,35	0,62	12132
THOMSON MULTIMEDIA ◗	32,12	32,20	-0,25	-6,89	37,15	28,50	n/d	18453
TOTAL FINA ELF ◗	167,60	168,90	-0,77	4,48	179,40	151,60	3,30	12027
TRANSICIEL # ◗	36,76	37,35	-1,58	5,96	40,56	31,50	0,50	6271
UBI SOFT ENTERTAIN ◗	31,91	32,00	-0,28	-14,90	39,97	29,46	n/d	5447
UNIBAIL (CA) ◗	63,90	63,80	0,16	12,00	64,15	54,00	5,00	12471
UNILOG ◗	74,90	75,10	-0,27	9,58	90,00	68,00	0,39	3466
VALEO ◗	47,26	47,90	-1,34	5,49	53,00	42,80	1,35	13033
VALLOUREC ◗	63,00	63,60	-0,94	18,30	66,65	53,50	1,30	12035
VINCI ◗	71,85	72,00	-0,21	9,12	74,90	61,30	1,65	12548
VIVARTE	141,00	141,00	n/d	9,72	143,00	124,00	1,98	13041
VIVENDI ENVIRON. ◗	37,76	37,81	-0,13	0,80	39,20	33,55	0,55	12414
VIVENDI UNIVERSAL ◗	38,06	38,20	-0,37	-38,11	64,40	35,31	1,00	12777
WANADOO ◗	6,14	6,02	1,99	9,05	6,70	5,37	n/d	12415
WORMS & CIE NOM	n/d	20,69	n/d	6,10	21,02	18,50	0,50	6336
ZODIAC ◗	27,60	27,66	-0,22	35,36	28,00	20,40	5,20	12568

VALEURS INTERNATIONALES ZONE EURO

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicovam
ALTADIS ◗	23,40	23,69	-1,22	22,64	24,11	17,55	0,23	12975
AMADEUS PRIV. A ◗	7,86	7,86	n/d	19,63	8,44	6,44	0,07	12823
ARCELOR ◗	15,94	16,00	-0,38	n/d	16,69	14,35	n/d	5786
B.A.S.F. # ◗	46,00	46,71	-1,52	8,77	48,29	40,10	1,47	12807
BAYER # ◗	38,51	38,60	-0,23	9,68	40,52	32,80	1,03	12806
COMPLETEL EUROPE ◗	0,51	0,49	4,08	-56,03	1,30	0,48	n/d	5728
DEUTSCHE BANK # ◗	71,00	72,25	-1,73	-10,52	82,60	62,55	0,96	12804
DEXIA ◗	18,57	18,65	-0,43	14,62	18,88	14,99	3,23	12822
EADS(EX-AERO.MAT.) ◗	16,55	16,62	-0,42	21,33	17,45	12,52	0,38	5730
EQUANT N.V. ◗	11,39	11,41	-0,18	-15,37	14,95	8,97	n/d	12701
EURONEXT N.V ◗	23,25	23,30	-0,21	9,41	23,50	19,02	0,26	5777
GEMPLUS INTL ◗	1,80	1,76	2,27	-36,61	3,08	1,73	n/d	5768
NOKIA A ◗	17,80	17,57	1,31	-37,97	30,32	17,53	0,27	5838
ROYAL DUTCH # ◗	58,30	58,75	-0,77	2,91	63,15	52,60	0,53	13950
ROYAL PHILIPS 0.20 ◗	34,80	35,00	-0,57	5,19	35,73	27,74	0,27	13955
SIEMENS # ◗	65,90	64,15	2,73	-11,06	79,75	62,00	0,74	12805
STMICROELECTRONICS ◗	34,82	35,43	-1,72	-3,41	39,70	31,50	0,03	12970
TELEFONICA # ◗	12,49	12,52	-0,24	-14,33	15,32	12,00	0,28	12811
UNILEVER NV # ◗	66,80	67,05	-0,37	1,36	68,30	61,45	0,38	13953

VALEURS INTERNATIONALES HORS ZONE EURO

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicovam
ERICSSON # ◗	2,59	2,61	-0,77	-57,26	6,69	2,50	0,04	12905
GENERAL ELECT. # ◗	36,34	37,03	-1,86	-21,23	47,80	35,78	0,18	12943
HSBC HOLDINGS ◗	13,26	13,26	n/d	-0,45	13,85	12,32	0,33	12976
I.B.M # ◗	97,20	98,70	-1,52	-30,47	141,90	94,75	0,14	12964
KINGFISHER SICO. ◗	6,23	6,24	-0,16	-0,79	6,83	5,86	0,12	22046
MERCK AND CO # ◗	61,60	62,25	-1,04	-9,14	73,20	58,25	0,34	12909
NESTLE SA NOM. # ◗	258,00	259,00	-0,39	7,94	260,80	233,10	2,84	13911
PHILIP MORRIS # ◗	61,75	61,50	0,41	17,61	62,25	50,40	0,56	12928
SCHLUMBERGER # ◗	61,45	61,10	0,57	-3,83	70,95	56,00	0,22	12936
SONY CORP. # ◗	63,05	61,10	3,19	22,18	65,45	46,31	0,13	12903

Cours en euros. VALEURS INTERNATIONALES ZONE EURO et HORS ZONE EURO : une sélection.
◗ : valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé (SRD). En gras : CAC40. # : valeur faisant l'objet d'un contrat d'animation. Plus haut et plus bas : depuis le 1/1/2002. n/d : valeur non disponible.

NOUVEAU MARCHÉ

24/4 : volume d'échange non disponible

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
WAVECOM #	35,50	19,53
INTEGRA	0,87	8,75
GUYANOR ACTION B #	0,27	8,00
MEDIDEP #	29,20	6,84
UNIVERSAL MULTIM.	14,50	6,62
SYSTAR #	3,75	4,17
PROSODIE #	36,84	4,07
AUFEMININ.COM	1,40	3,70
INFO VISTA	3,47	3,27
CRYO #	2,03	3,05
TITUS INTER.BS99	0,70	2,94
BAC MAJESTIC	2,31	2,67
EURO.CARGO SCES #	15,60	2,63
STELAX #	0,40	2,56
Plus mauvaises performances		
WESTERN TELECOM #	0,38	-15,56
PICOGIGA #	3,45	-13,10
IDP #	1,06	-12,40
GUILLEMOT BS 99	3,01	-11,21
HIGHWAVE OPTICAL	1,62	-10,00
IPSOS BS00	0,99	-10,00
SOI TEC BS 00	6,00	-9,09
SYSTRAN	2,10	-8,30
LA TETE DS NUAGES#	1,65	-7,82
IXO	0,36	-7,69
VALTECH	1,46	-7,59
CRYONETWORKS	5,12	-6,91
DURAN DUBOI #	11,00	-6,70
MEDCOST #	0,85	-6,59
Plus forts volumes d'échange		
A NOVO #	15,21	-1,43
CEREP #	19,39	0,00
EUROFINS SCIENT.#	16,08	-2,55
GENESYS #	13,60	2,41
GENSET	5,15	-3,92
GL TRADE #	50,00	0,40
HIGH CO.#	134,90	1,05
HIGHWAVE OPTICAL	1,62	-10,00
ILOG #	11,70	-2,90
IPSOS #	77,00	-1,91
MEDIDEP #	29,20	6,84
MEMSCAP	2,45	-0,81
MILLIMAGES	11,40	-3,39
NEURONES #	3,95	-1,25
NICOX #	59,35	0,34
PROSODIE #	36,84	4,07
SITICOM GROUP	6,31	0,16
SOI TEC SILICON #	16,82	1,33
VALTECH	1,46	-7,59
WAVECOM #	35,50	19,53

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS

1 Dernier état du monde.
Nouvelle donne mondiale après le choc du 11 septembre

2 Dernier état de la France.
En attendant la reprise économique

3 Les clés de l'info.
Numéro spécial : les chantiers du futur président

Numéro de mai - 16 pages - 2 €

SECOND MARCHÉ

24/4 : volume d'échange non disponible

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
GRAINES VOLTZ #	10,09	12,11
CASCADES #	3,75	10,95
OPERA CONSTRUCT.#	14,30	10,00
IEC PROFES.MEDIA #	1,04	9,47
EURALTECH	8,48	8,86
BISC. GARDEIL (B)	9,11	6,55
SEEVIA CONSULTING	11,26	6,23
GROUPE GO SPORT	52,95	5,90
MONNERET JOUETSLY#	8,90	4,71
SYNERGIE (EX SID.)	40,00	4,41
LEBLANC ILLUMINAT.	19,00	4,34
TEISSEIRE-FRANCE	24,00	4,08
MAISONS FCE CONF.	18,50	3,93
BRICORAMA #	54,00	3,55
Plus mauvaises performances		
NETRA SYSTEMS	3,55	-17,06
SOLERI	92,00	-12,38
VIDELEC	8,02	-8,86
COCOON NOM.	0,31	-8,82
SYLIS #	24,55	-6,65
MONEYLINE #	12,40	-5,34
SIRAGA #	8,40	-5,30
BOURGEOIS (LY)	5,60	-5,08
EUROPEENNE CASINOS	62,75	-4,92
CIBOX INTER. NOM.	0,20	-4,76
HERMES INTL	162,60	-3,90
IDEAL MEDICAL PROD	47,96	-3,89
ALTEN (SVN) #	18,75	-3,85
THARREAU INDUST.	13,00	-3,70
Plus forts volumes d'échange		
ALTEN (SVN) #	18,75	-3,85
BENETEAU #	55,70	-1,24
BUFFALO GRILL	13,24	2,00
CAMAIEU	35,10	0,29
GROUPE BOURBON	80,00	-2,44
GROUPE OPEN	18,48	2,95
HERMES INTL	162,60	-3,90
HYPARLO #(LY)	35,50	1,43
LVL MEDICAL GPE	33,00	-3,37
M6-METR.TV ACT.DIV	30,98	-2,58
ORPEA	15,80	3,40
PINGUELY HAULOTTE	12,36	1,15
RALLYE	52,50	-0,57
RODRIGUEZ GROUP #	62,00	-1,20
SECHE ENVIRONNEM.#	68,25	1,87
SOLVING #	39,49	-0,40
SYLIS #	24,55	-6,65
TREDI ENV.	40,00	1,52
TRIGANO	37,97	-3,26
VIRBAC	134,20	-0,89

SICAV ET FCP

SÉLECTION

Dernier cours connu le 25/4 à 9h

Valeur	Cours en euro	date valeur	% var. 31/12
AGIPI — www.agipi.com 01 40 08 93 00			
AGIPI ACTIONS	26,11	24/4	-2,20
AGIPI AMBITION	25,54	24/4	0,47
BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT — 3615 BNP (0,34 €/min)			
BNP ASSOC.PREMIERE	9878,14	24/4	0,95
BNP EURIBOR ASSOC.	52476,89	24/4	1,01
BNP MONE C.TERME	2532,33	24/4	0,96
BNP MONE EURIBOR	18755,05	24/4	1,03
BNP MONE PLACEM.C	13871,85	24/4	0,89
BNP MONE TRESORE.	79186,32	24/4	1,01
Fonds communs de placements			
BNP MONE ASSOCIAT.	1853,32	24/4	0,88
Banque populaire Asset Management — www.bpam.fr 01 58 19 40 00			
FRUCTI CAPI	112,37	24/4	0,08
FRUCTI EURO PEA	245,11	23/4	0,20
FRUCTIDOR	37,80	24/4	-1,02
FRUCTIFRANCE C	83,11	24/4	1,07
PLANINTER	404,21	24/4	-5,11
Fonds communs de placements			
BP CYCLEOEUROPECR.	94,70	23/4	-20,05
BP CYCLEOEUROPECYC	117,85	23/4	6,91
BP CYCLEOEUROPEDEF	103,95	23/4	2,03
FRUCTI EURO 50	91,17	24/4	-7,37
FRUCTI PROFIL 3	187,30	23/4	0,49
FRUCTI PROFIL 6	206,41	23/4	0,01
FRUCTI PROFIL 9	215,75	23/4	-0,29
FRUCTI VAL. EURO.	97,67	24/4	-0,32
CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne 08 36 68 09 00 (0,34 €/min)			
ECUR.1,2,3...FUTUR	50,73	24/4	0,37
ECUR.ACT.EUROP.C	17,48	24/4	0,68
ECUR.ACT.FUT.D/PEA	62,66	24/4	-1,33
ECUR.CAPITAL.C	44,25	24/4	0,09
ECUR.DYNAMIQUE +	42,18	24/4	-0,56
ECUR.ENERGIE	43,11	24/4	-0,98
ECUR.EXPANSION C	14989,92	24/4	1,05
ECUR.EXPANSIONPLUS	42,74	23/4	0,82
ECUR.INVEST.D/PEA	52,04	24/4	-0,21
ECUR.MONETAIRE C	226,34	24/4	0,77
ECUR.MONETAIRE D	185,61	24/4	-0,78
ECUR.OBLIG.INTER.	177,14	24/4	0,50
ECUR.TECHNOLOGIESC	33,76	15/4	-13,52
ECUR.TECHONOLGIESD	33,65	15/4	-14,96
ECUR.TRIMESTR.D	270,78	24/4	-0,92
ECUREUIL PRUDENCED	33,93	24/4	0,29
EPARCOURT-SICAV D	27,49	24/4	-3,50
GEOPTIM C	2361,75	24/4	0,94
Fonds communs de placements			
ECUR.EQUILIBRE C	37,42	24/4	-0,26
ECUR.PRUDENCE C	34,77	24/4	0,52
ECUR.VITALITE	40,29	24/4	-0,41
NECTRA 2 C	1011,21	24/4	-0,53
NECTRA 2 D	1011,21	24/4	-0,53
NECTRA 5 C	999,02	24/4	-1,51
NECTRA 5 D	999,02	24/4	-1,51
NECTRA 8 C	982,61	24/4	-2,46
NECTRA 8 D	982,61	24/4	-2,46
CDC IXIS Asset Management — www.cdcixis-am.fr			
Multi-promoteurs			
LIV.BOURSE INV.D	182,69	17/4	0,77
NORD SUD DEVELOP.C	516,68	21/3	-0,27
NORD SUD DEVELOP.D	382,04	21/4	-4,45
CRÉDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT — 08 36 68 56 55 (0,34 €/min)			
ATOUT CROISSANCE	368,57	24/4	7,64
ATOUT EUROPE	496,32	24/4	-2,73
ATOUT FCE ASIE	77,45	24/4	0,25
ATOUT FRANCE C	193,37	24/4	-1,47
ATOUT FRANCE D	171,96	24/4	-1,46
ATOUT FRANCE EUR.	169,49	24/4	-4,15
ATOUT FRANCE MONDE	42,92	24/4	-4,02
ATOUT MONDE	50,12	24/4	-5,10
ATOUT SELECTION	101,15	24/4	-3,14
CAPITOP EUROBLIG C	101,61	24/4	0,34
CAPITOP EUROBLIG D	80,63	24/4	-3,50
CAPITOP MONDOBLIG	45,64	24/4	1,19
CAPITOP REVENUS	169,31	24/4	-2,19
DIEZE	425,75	24/4	-3,49
INDICIA EUROLAND	107,49	23/4	-4,35
INDICIA FRANCE	358,42	23/4	-3,79
INDOCAM AMERIQUE	39,16	24/4	-4,28
INDOCAM ASIE	18,92	24/4	6,09
INDOCAM FRANCE C	332,92	24/4	-0,83
INDOCAM FRANCE D	269,77	24/4	-2,24
INDOCAM MULTIOBLIG	194,40	24/4	3,71
Fonds communs de placements			
ATOUT VALEUR	77,36	23/4	-0,76
CAPITOP MONETAIREC	194,27	26/4	0,76
CAPITOP MONETAIRED	184,18	26/4	0,76
INDO.FONCIER	97,47	24/4	4,87
INDO.VAL.RES.	266,22	23/4	0,48
MASTER ACTIONS	40,67	22/4	-0,58
MASTER DUO	14,30	22/4	1,26
MASTER OBLIG.	30,88	22/4	0,12
MASTER PEA	12,54	22/4	1,52
OPTALIS DYNAMIQUEC	18,30	23/4	-1,23
OPTALIS DYNAMIQUED	17,16	23/4	-1,20
OPTALIS EQUILIBREC	18,65	23/4	-0,63
OPTALIS EQUILIBRED	16,97	23/4	-0,64
OPTALIS EXPANSIONC	14,73	23/4	-0,40
OPTALIS EXPANSIOND	14,37	23/4	-0,41
OPTALIS SERENITE C	17,94	23/4	-0,05
OPTALIS SERENITE D	15,75	23/4	-0,06
PACTE SOLIDAR.LOG.	77,33	23/4	0,46
PACTE VERT TIERS-M	82,35	23/4	0,45
CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT — www.clamdirect.com			
EURCO SOLIDARITE	226,26	24/4	0,37
MONELION JOUR C	496,55	23/4	0,82
MONELION JOUR D	418,17	23/4	0,82
SICAV 5000	157,21	24/4	-2,22
SLIVAFRANCE	273,00	24/4	-0,97
SLIVARENTE	39,74	24/4	0,60
SLIVINTER	150,01	24/4	-3,66
TRILION	737,88	24/4	-1,32
Fonds communs de placements			
ACTILION DYNAMI.C	180,15	24/4	-0,91
ACTILION DYNAMI.D	169,69	24/4	-0,91
ACTILION EQUIL.C	177,30	24/4	1,79
ACTILION EQUIL.D	162,15	24/4	-0,43
ACTILION PEA DYNAM	66,33	24/4	-0,07
ACTILION PEA EQUI.	166,03	24/4	0,05
ACTILION PRUDENCEC	174,25	24/4	0,51
ACTILION PRUDENCED	162,37	24/4	0,51
INTERLION	237,44	24/4	0,96
LION ACTION EURO	88,80	24/4	-1,78
LION PEA EURO	91,21	24/4	-0,30
CIC — www.cic-am.com			
CIC AMERIQ.LATINE	112,93	24/4	-1,76
CIC CONVERTIBLES	5,44	24/4	-0,72
CIC COURT TERME C	34,53	24/4	0,61
CIC COURT TERME D	26,49	24/4	-2,39
CIC DOLLAR CASH	1432,71	24/4	0,49
CIC ECOCIC	357,48	24/4	-3,17
CIC ELITE EUROPE	125,14	24/4	-5,18
CIC EPARG.DYNAM.C	2087,84	24/4	0,52
CIC EPARG.DYNAM.D	1646,77	24/4	0,52
CIC EUROLEADERS	377,51	23/4	-4,10
CIC FINUNION	178,55	24/4	0,61
CIC FRANCE C	34,81	24/4	-2,13
CIC FRANCE D	34,81	24/4	-2,13
CIC HORIZON C	67,75	24/4	-0,64
CIC HORIZON D	65,31	24/4	-0,71
CIC MONDE PEA	28,94	24/4	3,28
CIC OBLI C T.D	140,97	24/4	-90,14
CIC OBLI LONG T.C	15,35	24/4	-0,77
CIC OBLI LONG T.D	15,16	24/4	-0,78
CIC OBLI M T.C	35,78	24/4	-0,33
CIC OBLI M T.D	26,25	24/4	-1,50
CIC OBLI MONDE	137,02	23/4	0,35
CIC OR ET MAT	137,06	23/4	29,28
CIC ORIENT	180,46	24/4	14,05
CIC PIERRE	36,89	24/4	8,53
UNION AMERIQUE	394,71	24/4	-10,99
Fonds communs de placements			
CIC EURO OPPORT.	32,25	24/4	4,47
CIC EURO PEA C	10,00	24/4	-5,66
CIC EURO PEA D	9,77	24/4	-5,42
CIC FRANCEVALOR C	37,21	24/4	-0,79
CIC FRANCEVALOR D	37,21	24/4	-0,79
CIC GLOBAL C	239,12	24/4	-2,72
CIC GLOBAL D	239,12	24/4	-2,72
CIC HIGH YIELD	391,48	19/4	-3,46
CIC JAPON	8,18	24/4	4,46
CIC MARCHES EMERG.	114,67	19/4	5,12
CIC NOUVEAU MARCHE	5,21	24/4	-5,27
CIC PEA SERENITE	169,02	19/4	-0,57
CIC PROF.DYNAMIQUE	23,04	23/4	-1,87
CIC PROF.EQUILIB.D	18,33	23/4	-1,92
CIC PROF.TEMPERE C	136,30	23/4	0,36
CIC TAUX VARIABLE	198,84	19/4	0,65
CIC TECHNO.COM	69,14	24/4	-14,38
CIC USA	17,08	24/4	-8,56
CIC VAL.NOUVELLES	273,86	24/4	-3,64
Crédit Mutuel FINANCE			
CM EUR.TECHNOLOG.	4,15	24/4	-5,63
CM EURO PEA C	21,69	24/4	-0,50
CM FRANCE ACTIONSC	34,52	24/4	-0,51
CM MID-ACT.FRA	33,59	24/4	10,36
CM MONDE ACTIONS C	303,92	24/4	-3,99
CM OBLIG.CT C	165,73	24/4	0,16
CM OBLIG.LONG T.	103,55	24/4	-0,41
CM OBLIG.MOYEN T.C	340,61	24/4	-0,27
CM OBLIG.QUATRE	162,64	24/4	-0,87
CM OPTION DYNAM.C	31,16	24/4	0,48
CM OPTION EQUIL.C	53,81	24/4	-0,03
Fonds communs de placements			
CM OPTION MODER.	19,40	24/4	0,05
Legal & General — www.lgfrance.com			
STRATEG.IND.EUROPE	195,89	23/4	-4,21
Fonds communs de placements			
STRATEGIE CAC	5854,68	23/4	-1,73
STRATEGIE IND.USA	9020,12	23/4	-4,70
LA POSTE — www.lapostefinance.fr — Sicav Info Poste : 08 92 68 50 10 (0,34 €/min)			
ADDILYS C	108,51	24/4	0,93
ADDILYS D	105,30	24/4	-1,27
AMPLITUDE AMERIQ.C	25,09	24/4	-3,14
AMPLITUDE AMERIQ.D	24,30	24/4	-3,16
AMPLITUDE EUROPE C	31,72	24/4	-1,02
AMPLITUDE EUROPE D	30,38	24/4	-1,03
AMPLITUDE FRANCE C	84,06	24/4	1,94
AMPLITUDE MONDE C	222,64	24/4	-1,06
AMPLITUDE MONDE D	197,69	24/4	-2,05
AMPLITUDE PACIFI.C	17,39	24/4	14,74
AMPLITUDE PACIFI.D	16,62	24/4	14,74
ELANCIEL EUROD PEA	95,92	24/4	-2,13
ELANCIEL FR.D PEA	40,01	24/4	-0,19
EM.EUROPOSTE D PEA	30,01	24/4	-1,11
ETHICIEL	111,82	24/4	8,64
GEOBILYS C	122,26	24/4	0,30
GEOBILYS D	111,47	24/4	0,30
INTENSYS C	20,87	24/4	0,52
INTENSYS D	17,22	24/4	-2,49
KALEIS DYNAM.FCE C	79,47	24/4	-0,47
KALEIS DYNAM.FCE D	78,60	24/4	-0,48
KALEIS DYNAMISME C	218,22	24/4	-0,62
KALEIS DYNAMISME D	210,86	24/4	-0,62
KALEIS EQUILIBRE C	202,61	24/4	-0,25
KALEIS EQUILIBRE D	194,96	24/4	-0,26
KALEIS SERENITE C	192,56	24/4	0,18
KALEIS SERENITE D	184,91	24/4	0,17
KALEIS TONUS C	69,24	24/4	-0,81
KALEIS TONUS D	68,40	24/4	-0,81
LIBERT.ET SOLIDAR.	100,93	24/4	-0,19
OBLITYS C	113,83	24/4	-0,15
OBLITYS D	110,32	24/4	-1,69
PLENITUDE	41,77	24/4	-1,34
POSTE GESTION C	2653,79	24/4	0,96
POSTE GESTION D	2255,51	24/4	-3,20
POSTE PREM.	7206,59	24/4	0,93
POSTE PREM.1AN	42898,74	24/4	0,56
POSTE PREM.2-3ANS	9248,95	24/4	0,20
PRIMIEL EURO C	60,06	24/4	10,92
PRIMIEL EURO D	59,03	24/4	10,92
REVENUS TRIMESTR.	782,53	24/4	-0,84
SOLSTICE D	361,11	24/4	-0,42
THESORA C	189,80	24/4	0,03
THESORA D	156,39	24/4	-1,26
TRESORYS	48194,02	24/4	1,07
Fonds communs de placements			
DEDIALYS FINANCE	85,38	24/4	4,60
DEDIALYS MULTI SEC	63,50	24/4	1,02
DEDIALYS SANTE	93,66	24/4	1,91
DEDIALYS TECHNO.	26,20	24/4	-23,73
DEDIALYS TELECOM	34,99	24/4	-26,07
OBLITYS INSTIT.C	98,95	24/4	-0,01
POSTE EURO CREDIT	100,53	24/4	0,00
POSTE EUROPE C	92,61	24/4	-0,33
POSTE EUROPE D	88,33	24/4	-0,32
POSTE PREM.8ANS C	198,21	24/4	-0,45
POSTE PREM.8ANS D	178,69	24/4	-0,46
REMUNYS PLUS	104,38	24/4	0,90
Société Générale Asset Management — www.sgam.fr			
CADENCE 1 D	153,26	24/4	-2,17
CADENCE 2 D	152,92	24/4	-1,04
CADENCE 3 D	151,25	24/4	-1,04
CONVERTIS C	226,58	24/4	-0,77
INTEROBLIG C	59,27	24/4	-0,13
INTERSELECTION F.D	74,38	24/4	-0,64
SELECT.DEFENSIF C	192,82	24/4	0,07
SELECT.DYNAMIQUE C	241,69	24/4	1,25
SELECT.EQUILIBRE 2	170,04	24/4	1,14
SELECT.PEA 1	207,06	24/4	1,01
SELECT.PEA DYNAM.	143,96	24/4	1,52
SG FRANCE OPPORT.C	449,47	24/4	6,16
SG FRANCE OPPORT.D	420,85	24/4	6,16
SOGEFAVOR	101,51	24/4	1,46
SOGENFRANCE C	461,73	24/4	-0,85
SOGENFRANCE D	414,12	24/4	-1,32
SOGEOBLIG C	113,14	24/4	-0,24
SOGEPARGNE D	44,43	24/4	0,06
SOGEPEA EUROPE	220,76	24/4	-1,03
SOGINTER C	52,49	24/4	-0,77
Fonds communs de placements			
DECLIC ACT.EURO	15,52	23/4	0,06
DECLIC ACT.FSES	53,47	23/4	2,11
DECLIC ACT.INTLES	33,77	24/4	-1,63
DECLIC BOURSE EQ.	16,68	23/4	0,54
DECLIC BOURSE PEA	51,28	23/4	0,47
DECLIC OBLIG.EUROP	16,55	23/4	-5,26
DECLIC PEA EUROPE	23,71	23/4	-1,04
DECLIC SOG.FR.TEMP	59,36	23/4	0,72
SOGESTION C	48,34	23/4	0,85
SOGINDEX FRANCE	516,35	23/4	-1,01

CARNET

DISPARITION

Linda Lovelace

L'actrice légendaire de « Deep Throat »

L'ACTRICE AMÉRICAINE de films pornographiques Linda Lovelace est morte à Denver (Colorado) lundi 22 avril des suites d'un accident d'automobile survenu le 3 avril. Elle était âgée de 53 ans. Elle avait été victime, il y a trente ans, d'un premier accident de voiture ainsi que d'une maladie du foie qui avait exigé une transplantation. Enfin, à la suite d'un implant de prothèses siliconées, au début de sa carrière (à une époque où cette pratique, aujourd'hui quasiment généralisée sur l'ensemble des actrices « de charme », était rare), elle avait dû subir, des années plus tard, une ablation des seins.

Née Linda Boreman, le 10 janvier 1949 dans le Bronx (Etat de New York), la jeune femme était devenue instantanément une star de films pornographiques après avoir tourné *Deep Throat* (Gorge profonde), de Gerard Damiano, en 1972. Ce long métrage narrait les problèmes sexuels d'une jeune fille découvrant qu'elle ne peut obtenir de jouissance que par la stimulation de son arrière-gorge. Dans son édition du 1er septembre 1972, le très sérieux *Women's Wear Daily* devait publier le premier portrait grand public de Linda Lovelace, sous le titre « Linda et son larynx magique ». Dès lors, Linda Lovelace deviendra une vedette à part entière (un peu à la manière d'un Rocco Siffredi aujourd'hui) et *Deep Throat* sera le grand succès de l'histoire de la filmographie pornographique, un « classique » à placer au côté d'un autre immense succès, le non moins mythique *Behind the Green Door* (Derrière la porte verte), avec Marilyn Chambers, sorti également en 1972.

Deep Throat, tourné en six jours à Miami, pour 22 000 dollars (24 800 euros), allait être sans cesse réédité pendant trente ans et générer des recettes estimées à 600 millions de dollars (676,28 millions d'euros). Sorti en pleine vague de libération sexuelle aux Etats-Unis, *Deep Throat* dépassera largement le cadre confiné des projections privées de films super-huit et, dès l'avènement de la vidéo, intéressera un large public qui devait en apprécier, outre les caractéristiques explicitées par son titre, les qualités de réalisation, d'humour et de dialogues, lesquelles manient une palette allant du pince-sans-rire au vaudeville le plus débridé.

LE SOUTIEN DES FÉMINISTES

Après avoir tourné de nombreux « *loops* » (films super-huit) dès la fin des années 1960, y compris des films fétichistes montrant des scènes de bestialité, Linda Lovelace se retira après quelques rares films officiels, comme *Deep Throat II*, et des compilations de ses films super-huit intitulés *Linda Lovelace meets Miss Jones*, *Linda Lovelace for President*. Elle se sépara en 1973 de son premier mari, Chuck Traynor, qu'elle accusa de l'avoir contrainte sous la menace d'une arme et de coups à se prostituer et à apparaître dans des films pornographiques. Après avoir rompu avec son passé de « *Shirley Temple du sexe* », comme la surnommait le magazine *Playboy* en décembre 1974, Linda Lovelace devait narrer par le menu cette expérience dans plusieurs livres de confessions, dont le best-seller *Ordeal* (Le Supplice), paru en 1980.

Militant dès lors contre l'industrie pornographique et le rôle qu'elle contraint les femmes à jouer, Linda Lovelace devait toujours assurer avoir été amenée de force à ces activités, malgré les nombreux témoignages rappelant son investissement personnel et délibéré dans l'industrie du film pornographique. De la même manière qu'elle avait surfé sur la vague libertaire des années 1970 en matière de sexualité, elle allait profiter pleinement du soutien des féministes, dans ses années de combat contre un milieu et une activité qu'elle réprouvait.

Renaud Machart

A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde *(www.lemonde.fr/carnet) le détail des nominations, l'essentiel des lois et décrets parus au* Journal officiel*, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.*

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 24 avril sont publiés :

● **Aménagement du territoire :** un rapport au premier ministre et un décret relatif aux schémas de services collectifs.

● **Chanson :** un décret relatif au Centre national de la chanson, des variétés et du jazz.

● **Cinéma :** deux décrets relatifs aux établissements de spectacles cinématographiques d'art et essai.

● **Décorations :** un décret modifiant le décret du 4 octobre 1955 portant institution d'un ordre des Palmes académiques.

● **Francophonie :** deux décrets abrogeant le décret du 12 mars 1984 instituant un Haut Conseil de la francophonie et mettant fin aux fonctions du secrétaire général du Haut Conseil de la francophonie.

NOMINATION

Christophe Vallet a été nommé président du Centre des monuments nationaux (Monum), en remplacement de Jacques Renard, qui avait récemment démissionné (*Le Monde* du 28 mars).

DOCUMENTS OFFICIELS

Le portail des services publics a réalisé une fiche pratique concernant les mesures d'accompagnement de l'ANPE dans le cadre du plan d'aide au retour à l'emploi (PARE). www.service-public.fr/accueil/pare_anticip%E9.html

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Charles A. DILLEY
et
Anne-Marie REIJNEN
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Samuel Peter,

le 6 avril 2002, à Princeton (New Jersey).

Anniversaires de naissance

– Deux ans déjà,

Petit David, notre étoile !

Yvette et **Goulven.**

– A Paris, le 26 avril 1984, naissait

Tania,

elle arriva chez ses parents,
Nicole et **Roland,**

le 9 septembre 1984.

Depuis dix-huit ans, Tania, tu nous apportes joies..., contestations et amour.

Tes parents
te souhaitent un très bon anniversaire.

De même que
Fany et **Nicole,**
ses tantes,
Maurice,
son oncle,
Alexandra et **Séverine,**
Benjamin et **Romain**,
ses cousins.

Décès

– Pau. Laruns. Pontenx.

Mme Suzanne Andreu,
Daniel et Martine Andreu,
Nicolas et Elodie,
Mireille et Jean-Pierre Casadebaig,
Grégory et Alexandra,
Béatrice Andreu,
Dominique et Alberte Andreu,
Adrien et Léa,
M. et Mme Marc Poncy
et leur famille,
M. et Mme Roger Lefebvre
et leur famille,
Parents et alliés,
ont le regret de faire part du décès, survenu à Pau, le 18 avril 2002, de

Henri ANDREU,
combattant volontaire
de la Résistance,
agent du mouvement Combat,
chef du groupe L'Isard,
officier des Palmes académiques.

Conformément à ses vœux, le défunt a été incinéré dans l'intimité familiale.

Il a souhaité que des dons soient faits à la recherche médicale.

– Bernard Bigot,
son époux,
Martine et Philippe Barberot,
Olivier et Valérie Vernin-Cazalis,
Sylvie Haymann-Bigot,
Sylvie et Léonard Guillain,
Jean et Elisabeth Bigot,
Agnès et Jean-François Friolet,
ses enfants,
Camille et Stéphane,
Charlotte et Antoine,
Chloé et Loïc,
Aurélien,
Clément, Cécile, Guillaume, Xavier,
Louise, Elise,
ses petits-enfants,
Maxime, Garance, Rachel,
ses arrière-petits-enfants,
M. et Mme André Boté,
Ainsi que ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline BIGOT,
née **CHANTRIER-GRUEL,**

survenu en son domicile, le 22 avril 2002, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Ses obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 26 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, Paris-17e.

– Catherine Charalabidis,
son épouse,
Damien et Alice,
ses enfants,
Ainsi que ses nombreux amis,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Constantin CHARALABIDIS,

survenu subitement, à Paris, le dimanche 21 avril 2002.

– Mariette, Suzanne, Daniel, Irène, Marino, Marika, Evan,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Sa famille,
Et tous ses amis,
ont la tristesse de faire part de la disparition de

Annemarie FRITSCHY,
née **GOLDSTEIN,**
rescapée de Gurs,

le jeudi 18 avril 2002.

Elle venait d'avoir quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu à Tavannes (Suisse) le 22 avril.

Elle a rejoint son époux,

le pasteur Willy FRITSCHY,

qui s'est éteint le 8 octobre 2001.

Mariette Martin-Broussous,
15, rue des Lions-Saint-Paul,
75004 Paris.

– Marie-Rose Lhermitte,
son épouse,
Philippe Lhermitte,
Catherine et Mourad Tefahi,
Florence et Daniel Delabesse-Lhermitte,
ses enfants,
Sarah, Marc et Benjamin Tefahi,
ses petits-enfants,
Les familles Carrouée, Savoye et Didelet,
ont le chagrin de faire part du décès de

André LHERMITTE,
ancien directeur régional des impôts,
conservateur des hypothèques honoraire,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 21 avril 2002, à l'âge de soixante-treize ans.

La cérémonie aura lieu le 29 avril, à 10 heures, au crématorium du Mont-Valérien (chemin du Calvaire, à Nanterre), suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale au cimetière de Montigny-l'Allier (Aisne).

11, rue Henri-IV,
78100 Saint-Germain-en-Laye.
Rue du Petit-Coudray,
76810 Gruchet-Saint-Siméon.

– Les familles Maintigneux, Patissou, Bretagne, Millot,
ont la douleur de faire part du décès brutal de

Pierre-Jean MAINTIGNEUX.

Une bénédiction aura lieu le samedi 27 avril 2002, à 11 heures, en l'église Saint-Leu-Saint-Gilles de Bagnolet, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, à 13 heures.

– Mme Henri Médina,
son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Toute sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Henri MÉDINA,

survenu le 23 avril 2002, à son domicile, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 26 avril, à 14 h 30, au cimetière de Montmartre, 20, avenue Rachel, Paris-18e.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Clapeyron,
75008 Paris.

– Mme Frédérique Raynal,
Ses enfants et petits-enfants
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. René RAYNAL,
professeur honoraire
de l'université de Strasbourg,
chevalier de la Légion d'honneur,

enlevé à leur tendre affection, le 23 avril 2002, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 27 avril, à 15 heures, au temple de Beaufort-sur-Gervanne.

– Henri et Héléna Rollet,
Marie-Claire Rollet,
Jacques et Françoise Rollet,
Anne-Lise et Marc Samson,
ses enfants,
Valérie, Marianne, Olivier, Denis, Gilles, Thomas, Benjamin,
ses petits-enfants,
Et ses six arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Antoine Pierre ROLLET,
professeur honoraire à la Sorbonne,
croix de guerre,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 23 avril 2002, à la veille de son centième anniversaire.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 27 avril, à 15 heures, en l'église d'Oberbruck (Haut-Rhin), suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

– Paris. Lavelanet. Pamiers (Ariège).

Mme Roger Varin, née Rolande Simon,
M. et Mme Eric Varin
et leurs enfants, Delphine, Julien, Mélanie,
M. et Mme Didier Varin
et leurs enfants, Charlotte, Morgan, Tom,
M. Philippe Varin,
Les familles Varin, Simon, de Barros, Marlot, Gaudin,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger VARIN,

survenu à l'âge de soixante-treize ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le jeudi 25 avril 2002, à 10 h 30, en l'église paroissiale de Lavelanet (Ariège).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

– Mme Henri Fournier, née Marguerite Fournet,
Ses enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
très touchés des marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Henri FOURNIER,

vous adressent leurs bien sincères remerciements.

Anniversaires de décès

– 26 avril 1989 - 26 avril 2002,
treize ans déjà.

Lucien COROSI.

Ne l'oubliez pas.

– Lyon. Baran (Israël). Paris.

Jean, Itzhak, Yan HUBER,
Israélien et Français,
humaniste et homme de paix.

Sa famille et ses amis associent à son souvenir cette phrase d'Itzhak Rabin :

« Assez de sang, assez de larmes. »

Avis de messe

– Le gouverneur des Invalides,
Et le directeur du Musée de l'armée
vous invitent à participer à la messe traditionnellement célébrée à la mémoire de

Napoléon Ier
et
des soldats de la Grande Armée,

morts pour la France,

le samedi 4 mai 2002, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Des places seront réservées aux membres des associations.

Arrivée souhaitée avant 18 h 15.

Conférences

Conférences du CEHD.
« *Border* et *frontier* dans la tradition géopolitique anglo-saxonne : les exemples anglo-écossais (XVe-XVIIIe siècles) et nord-américain (XVIIe-XIXe siècles) »,
par **Laurent Henninger,**
chargé de mission au CEHD,
et **André Rakoto**,
enseignant-chercheur
à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines,
le lundi 29 avril 2002, à 18 heures,
palais abbatial
de Saint-Germain-des-Prés,
5, rue de l'Abbaye, Paris-6e.

Vendredi 26 avril, de 20 h 15 à 21 h 30,
« Le bien et le mal - quels critères ?»
Loge unie des théosophes,
11 *bis*, rue Kepler, Paris-16e.
Entrée libre et gratuite.
Tél. : 01-47-20-42-87.
www.theosophie.asso.fr

– **Conférences de l'Etoile : cycle public de formation théologique.**
Six mardis de suite, à 12 h 30, avec les pasteurs A. Houziaux et L. Pernot.
30 avril : La création du monde, Dieu ou le Big Bang ?
7 mai : Si Dieu est bon, pourquoi le mal ?
14 mai : La foi, l'espérance et l'amour.
21 mai : Faut-il croire aux miracles ?
28 mai : La Bible est-elle la Parole de Dieu ?
4 juin : Peut-on encore prier ?
A l'église protestante de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17e. Libre participation aux frais.

Rectificatifs

– **L'assemblée générale ordinaire de la Procirep** aura lieu le **mardi 25 juin 2002,** et non le vendredi 28 juin, comme il était annoncé dans l'édition du 24 avril.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

CARNET DU MONDE
TARIFS année 2001-2002 - TARIF à la ligne
DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS
22 € - 144,31 F TTC
TARIF ABONNÉS
18,50 € - 121,35 F TTC
NAISSANCES, ANNIV de NAIS., MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS
FORFAIT 10 LIGNES
120 € - 787,15 F TTC
Ligne suppl. : 12 € - 78,71 F TTC
TARIF ABONNÉS 100 € - 655,96 F TTC
La ligne suppl. : 10 €- 65,60 F TTC
THÈSES - ÉTUDIANTS :
13,35 € - 87,55 F TTC
COLLOQUES - CONFÉRENCES :
Nous consulter
☎01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42
Fax : 01.42.17.21.36
e-mail: carnet@mondepub.fr
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

Chaque vendredi avec
Le Monde
DATÉ SAMEDI
retrouvez
LE MONDE TELEVISION

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
***LE MONDE*, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex**

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 €** (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

❑ M. ❑ Mme Prénom : ..... Nom : .....
Adresse : .....
Code postal : |_|_|_|_|_| Localité : .....
Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAE

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....
Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031

Organisme créancier : ***Société Editrice du Monde***
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER
Nom .....
Prénom .....
N° .....rue .....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT
DU COMPTE A DÉBITER *(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)*
.....
.....
N° .....rue .....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER
Code Etablissement | Code Guichet | N°de compte | Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

"*Le Monde*" (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year "*Le Monde*" 21, *bis*, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129191518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
Un numéro spécial pour réviser vos examens.
1 Dernier état du monde.
Nouvelle donne mondiale après le choc du 11 septembre
2 Dernier état de la France.
En attendant la reprise économique
...et
3 Les Clés de l'info.
Numéro spécial : les chantiers du futur président
Numéro de mai - 16 pages - 2 €

AUJOURD'HUI
SPORTS

Le club allemand Bayer Leverkusen a arraché, mercredi 24 avril, un match nul (2-2) à Old Trafford, l'antre du Manchester United, en demi-finales aller de la **LIGUE DES CHAMPIONS**. Adepte d'un **FOOTBALL OFFENSIF** et sans calcul, l'équipe de la Ruhr est revenue par deux fois à la hauteur du club anglais, qui a perdu son défenseur **GARY NEVILLE** sur une blessure au pied – fracture d'un os du métatarse – similaire à celle enregistrée par David Beckham deux semaines plus tôt. Avec ce match nul, le Bayer Leverkusen a pris une **SÉRIEUSE OPTION** sur une place en finale de la compétition européenne. Grande révélation de cette édition 2002 de la Ligue des champions, la formation dirigée par **KLAUS TOPPMÖLLER** a déjà connu la réussite contre des clubs anglais, éliminant Arsenal, puis Liverpool.

Face à Manchester, le Bayer Leverkusen poursuit son ascension

Football • Le club allemand, leader de la Bundesliga et finaliste de la Coupe, a pris, mercredi 24 avril, une option sur une place en finale de la Ligue des champions en décrochant un match nul en Angleterre (2-2) lors de sa demi-finale aller

MANCHESTER
de notre envoyé spécial

Pas de doute à avoir, le football anglais est maudit. Deux semaines après la blessure au pied de David Beckham, lors du quart de finale de la Ligue des champions entre Manchester United et La Corogne, le club du Lancashire a perdu un autre de ses internationaux, mercredi 24 avril, sur la pelouse du stade d'Old Trafford, à l'occasion des demi-finales de la même compétition. Gary Neville s'est blessé tout seul lors d'un duel avec le milieu de terrain brésilien du Bayer Leverkusen Zé Roberto. Troublante coïncidence qui a presque laissé sans voix Sir Alex Ferguson, le manager de Manchester United : son défenseur s'est cassé un os du métatarse, tout comme David Beckham quinze jours plus tôt. Sa rééducation devrait être aussi longue

> Le club allemand, match après match, donne l'impression de jouer mieux à chaque fois

que celle de son compatriote et coéquipier, à savoir six à huit semaines. *« C'est incroyable, c'est vraiment invraisemblable »*, a lâché Sir Alex, plus écarlate que jamais, en desserrant à peine les dents.

Alors que David Beckham s'est engagé dans une course-poursuite dans l'espoir d'être rétabli lorsque débutera la Coupe du monde 2002, Gary Neville devra-t-il renoncer au voyage en Asie ? Devra-t-il, à l'instar du mari de Victoria Beckham, passer ses nuits dans une tente à oxygène afin de maintenir à niveau sa condition physique pendant cette période de convalescence ? Le forfait de Gary Neville serait une perte non négligeable pour l'équipe d'Angleterre, et a fortiori pour Manchester United.

Fort de ses cinquante sélections, l'aîné des frères Neville – son frère Phil, qui est aussi arrière latéral, l'a remplacé, mercredi, à la 18e minute – est l'un des piliers de la formation dirigée par le Suédois Sven Göran Eriksson. Il est aussi l'un des hommes-clés d'Alex Ferguson, qui l'a aligné à 46 reprises cette saison, ce qui fait de lui le joueur ayant été le plus utilisé par l'entraîneur des Red Devils.

C'est donc sans Neville ni Beckham que Manchester United se déplacera, mardi 30 avril, en Allemagne, à Leverkusen, dans le but d'atteindre la finale de la Ligue des champions. L'affaire ne sera pas facile pour le club le plus riche du monde, comme il est coutumier de l'appeler depuis plusieurs années. Mercredi soir, les joueurs du nord de l'Angleterre n'ont pu faire mieux que concéder le nul (2-2) face au club appartenant au géant pharmaceutique allemand Bayer (120 000 salariés).

Les footballeurs de la Ruhr n'ont pas volé ce résultat. Ils ont été menés deux fois au score sur des buts du défenseur Boris Zivkovic contre son camp détournant un tir du Norvégien Ole Gunnar Solskjaer (29e minute), pui sur un pénalty réussi par le Néerlandais Ruud Van Nistelrooy (67e). Et ils sont parvenus deux fois à égaliser grâce à leur meneur de jeu, Michael Ballack (62e), et à l'attaquant remplaçant, Oliver Neuville (75e).

Adeptes d'un football offensif et sans calcul, ils n'ont jamais cédé à la tentation de fermer le jeu, comme le font souvent les équipes venant jouer à Old Trafford sous la pression intimidante de 60 000 fans collés à la pelouse.

Où donc s'arrêtera l'ascension du Bayer Lerverkusen, qui, match après match, donne l'impression de jouer mieux à chaque fois ? Son parcours européen aura été la grande révélation de cette édition 2002 de la Ligue des champions. Capable de s'incliner lourdement face à la Juventus Turin (0-4), ou de perdre à domicile contre l'Olympique lyonnais (2-4), le Bayer n'a pas toujours eu le comportement d'un futur candidat à la finale.

Mais on le vit aussi battre Barcelone (2-1), La Corogne (3-0 et 3-1) et sortir de l'épreuve deux clubs anglais : Arsenal (éliminé après la deuxième phase) et Liverpool (battu en quarts de finale). Manchester United pourrait être le troisième.

Mercredi soir, les hommes de l'entraîneur Klaus Toppmöller ont toutefois été quelque peu aidés par leurs adversaires. A l'évidence, la sortie prématurée de Gary Neville a perturbé une défense au milieu de laquelle le Français Laurent Blanc a paru esseulé. A trente-six ans, l'ancien libero des Bleus continue de briller par son aisance et cette fausse décontraction qui n'appartiennent qu'à lui.

Laurent Blanc, qui était arrivé à Manchester en début de saison en pensant qu'il y finirait sa carrière, se retrouve aujourd'hui dans une situation pour le moins inattendue : les dirigeants de « MU » sont tellement satisfaits de ses prestations qu'ils lui ont proposé de prolonger d'une année son contrat. Le Français ne donnera sa réponse qu'à la fin de la saison, mais sa décision serait d'ores et déjà arrêtée. Champion du monde en 1998, champion d'Europe en 2000, l'homme aux 97 sélections en équipe de France se verrait bien tirer sa révérence en ajoutant à son palmarès une victoire en Ligue des champions.

Frédéric Potet

ADRIAN DENNIS/AFP

L'arrière latéral de Manchester United Gary Neville, en taclant le milieu offensif de Leverkusen Zé Roberto, s'est blessé et a dû quitter le terrain au début de la demi-finale aller de la Ligue des champions, mercredi 24 avril. C'était le premier des problèmes qu'a connus la défense des Red Devils face aux attaquants du club allemand.

MANCHESTER-LEVERKUSEN 2-2

Ligue des champions
(Demi-finale, match aller)
Stade Old Trafford, à Manchester ;
bon terrain ; beau temps ;
67 500 spectateurs ;
arbitre : M. Michel (Svq)

BUTS

MANCHESTER : Zivkovic (29e, contre son camp); **Van Nistelrooy** (66e, sur penalty)
BAYER LEVERKUSEN : Ballack (62e) ; **Neuville** (75e)

AVERTISSEMENTS

MANCHESTER : P. Neville
LEVERKUSEN : Zivkovic, Zé Roberto

LES ÉQUIPES

- **MANCHESTER UNITED (entraîneur : Ferguson)** Barthez • G. Neville (P. Neville, 18e, Irwin, 88e), Blanc, Brown, Silvestre • Veron, N. Butt, Scholes (Keane, 82e), Solskjaer • Giggs (cap) • van Nistelrooy
- **BAYER LEVERKUSEN (entraîneur : Toppmöller)** J. Butt • Zivkovic, Lucio, Nowotny (cap) (Sebescen, 46e), Placente • Schneider, Ramelow, Basturk (Vranjes, 77e), Ballack, Zé Roberto • Berbatov (Neuville, 72e).

OM : nouvelle information judiciaire

Le parquet de Marseille vient d'ouvrir une information judiciaire contre X... pour « escroquerie et tentative d'escroquerie ». Visant l'OM, elle a été confiée aux juges Franck Landou et Laure Roche, déjà chargés d'enquêter sur les transferts opérés par le club de 1997 à 1999. Cette information judiciaire fait suite à la plainte avec constitution de partie civile déposée par le club lui-même contre, notamment, Jean-Christophe Cano, l'ancien directeur sportif marseillais et nouveau directeur général de l'OGC Nice. Les dossiers des transferts d'Ibrahima Bakayoko et de Jérôme Leroy vont être examinés de près.

Mercredi 24 avril, Christophe Bouchet, nouveau patron de l'OM, a confirmé que Bernard Tapie, actuel responsable sportif, n'aura plus aucun rôle la saison prochaine. Il a annoncé que la masse salariale (85 % des dépenses du club) sera réduite de 35 % et que les recrutements de joueurs seront désormais financés par les ventes.

La double vie de Waisale Serevi, Fidjien de Mont-de-Marsan

Rugby • L'ouvreur du XV landais fait des merveilles sur les terrains dans le jeu à sept joueurs

BRISBANE (Australie)
de notre envoyé spécial

Sur un terrain de rugby, il fait figure de demi-portion. Sa taille modeste (1,75 m) et son poids raisonnable (80 kg) n'ont pas de quoi impressionner les Australiens et les Néo-Zélandais, qui approchent souvent les 2 mètres. Pourtant, dès qu'il touche le ballon ovale, ses adversaires sont comme pétrifiés, ne sachant que faire pour éviter que ce feu follet ne leur glisse entre les doigts. Waisale Serevi est indiscutablement le meilleur joueur de rugby à sept de l'histoire, mais en France il est quasiment inconnu.

Il évolue pourtant depuis quatre ans à Mont-de-Marsan (Landes), club qui occupe la tête du classement de la D2 de rugby. A quinze, la vivacité de l'ouvreur fidjien fait merveille. Mais son gabarit ne lui permet pas d'être un gros plaqueur. Ce n'est pas un handicap en rugby à sept, où tout n'est que mouvements et esquives. *« Je préfère jouer à sept car cela me permet de disposer de plus d'espaces*, note Waisale Serevi. *C'est amusant, car je suis capable de courir davantage avec le ballon et je peux mieux m'exprimer. »*

« Waisale Serevi a d'excellents appuis sur le terrain. Il a un sens inné du jeu », renchérit, admiratif, Fabien Sabathier, un des membres de l'équipe de France qui a disputé la quatrième manche de la Coupe du monde de rugby à sept en mars à Brisbane (Australie). *« Il sait lorsqu'il doit temporiser ou lancer une accélération. Il a tout dans son répertoire. »* Il suffit de prononcer le nom du Fidjien pour que les experts du jeu se lancent dans un panégyrique.

« Son jeu me fait penser à une partie d'échecs. Sur le terrain, il parvient toujours à garder une vision globale du placement de ses coéquipiers et de ses adversaires, tout en analysant où se trouvent ses deux plus proches opposants et la direction vers laquelle ils se dirigent, résume l'entraîneur du VII français, Eric Lemarque. *Un joueur en défense qui souhaite prendre l'initiative contre lui est perdu d'avance. »* David Campese ne dit pas autre chose : *« J'ai joué contre Serevi pendant six ans au rugby à sept, et je dois admettre que je ne suis parvenu qu'une fois à lui mettre la main dessus*, reconnaît l'ancien capitaine australien dans un entretien accordé au magazine *Inside Rugby. Nous étions au Japon, et, lorsque nous nous sommes relevés, je lui ai dit : "Il était temps que je t'attrape." Il a ri, puis a marqué encore plusieurs essais. »*

« C'EST DU PUR INSTINCT »

L'intéressé, qui affiche toujours un sourire angélique, ne s'explique pas trop ce talent. *« C'est du pur instinct »*, avoue-t-il. La religion joue un rôle essentiel dans sa vie. Lors de leur victoire dans la Coupe du monde de rugby à sept, en 1997, Waisale Serevi et plusieurs de ses coéquipiers portaient sur leur maillot l'inscription « Phil 4 :13 », une référence à un verset de la Bible contenu dans *L'Epître aux Philippiens.*

« Tous les matins à 6 heures, ils se rassemblaient, missel en main, dans la salle de réunion de l'hôtel où toutes les équipes étaient logées, pour faire leurs prières », racontait Eric Lemarque à Brisbane.

Leur foi n'empêche pas les Fidjiens d'être reconnus pour leur agressivité ballon en main. Pendant leur demi-finale contre la Nouvelle-Zélande, lors de la deuxième manche de la Coupe du monde de rugby à sept, en janvier, ils ont déclenché une bagarre générale. Marika Vunibaka, qui avait donné un coup de poing à Amasio Raoma, a été condamné à une suspension ferme de trois mois. Alors que la neuvième manche de la Coupe du monde doit se disputer samedi 27 et dimanche 28 avril à Kuala Lumpur (Malaisie), Waisale Serevi, qui ne refuse jamais de signer un autographe aux nombreux enfants fidjiens qui le vénèrent, a promis que de tels gestes ne se renouvelleraient plus. Les champions du monde en titre de rugby à sept ont une réputation à entretenir.

Frédéric Thérin

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILISME : l'écurie de formule 1 Jordan** a officialisé, mercredi 24 avril, le départ *« à l'amiable »* de son directeur technique, Eghbal Hamidy (41 ans). La veille, Jordan, qui est motorisée par lefabricant japonais Honda, avait annoncé un plan de licenciements pour réduire ses coûts.

■ **CYCLISME : la Fédération allemande** a blanchi, mercredi 24 avril, Jan Ullrich, ainsi que Lothar Heinrich, le médecin de l'équipe Telekom, de toute accusation de dopage. Tous deux avaient été visés par une information judiciaire en Italie, après la découverte de produits interdits par la police italienne sur le Giro, en juin 2001.

■ **FOOTBALL : le comité d'urgence de la Fédération internationale** de football (FIFA) a approuvé, mercredi 24 avril, la suspension jusqu'à la réunion du comité exécutif de la FIFA, le 3 mai, de l'audit interne sur les conséquences de la faillite des sociétés ISL et KirchMedia. David Will, qui préside cette commission d'audit, a malgré tout déclaré qu'il poursuivra son enquête.

■ **Vahid Halilhodzic,** l'entraîneur bosniaque (49 ans) de Lille, a annoncé, mercredi 24 avril, qu'il quittera le club nordiste en fin de saison. Il était arrivé en septembre 1998, alors que le club végétait en bas de tableau de D2.

■ **TENNIS : le Français Cédric Pioline** a franchi avec succès, mercredi 24 avril, la troisième journée du tournoi de Barcelone en battant l'Argentin Juan Ignacio Chela (7-6 [7/4], 6-2). Sébastien Grosjean a été battu par le Slovaque Dominik Hrbaty (6-4, 6-3).

■ **LOTO : résultats des tirages n° 33** effectués mercredi 24 avril. **Premier tirage :** 10, 16, 25, 26, 36, 41 ; complémentaire : 39. Pas de gagnant pour 6 numéros. 5 numéros et complémentaire : 123 532,90 € ; 5 numéros : 1 629,50 € ; 4 numéros et complémentaire : 62,20 € ; 4 numéros : 31,10 € ; 3 numéros et complémentaire : 5,60 € ; 3 numéros : 2,80 €. **Second tirage :** 13, 16, 32, 33, 44, 49 ; complémentaire : 23. Pas de gagnant pour 6 numéros. 5 numéros et complémentaire : 84 754,20 € ; 5 numéros : 1 223,80 € ; 4 numéros et complémentaire : 48 € ; 4 numéros : 24 € ; 3 numéros et complémentaire : 4,80 € ; 3 numéros : 2,40 €.

Réservation via Internet : www.goodjet.com
ou par notre call-center *: 0820 39 32 21, ouvert de 08h30-18h30 en semaine. *7 en suppl. en frais de réservation

La Suède non-stop à partir de 10 € Paris - Göteborg/Göteborg - Paris aller simple valable du 25 avril au 31 mai (+ 10 € de taxes)

Paris-Göteborg — tous les jours à partir de 25 avril
Nice-Göteborg — 4 fois/semaine du 25 avril au 13 juin tous les jours à partir de 14 juin
Paris-Stockholm — tous les jours à partir de 15 juin
Paris-Oslo — tous les jours à partir de 15 juin
Paris-Copenhague *via Malmö* — tous les jours à partir de 14 juin
Nice-Copenhague *via Malmö* — tous les jours à partir de 14 juin

Bienvenue à bord !

GOODjet.com ®

Villégiatures à louer : la garantie des labels

Gîte ou chambre d'hôtes à la campagne, appartement à la mer ou à la montagne, les hébergements certifiés offrent une plus grande sécurité pour le client, comme pour le loueur

LES FRANÇAIS apprécient la location saisonnière, formule de villégiature plus économique que le séjour à l'hôtel, ou l'achat et l'entretien d'une résidence secondaire. Option qui offre, en outre, l'avantage de pouvoir varier les destinations aussi souvent qu'on le souhaite. Et les habitués ne s'en privent pas. *« Nos clients sont plus fidèles à la formule qu'au site : 15 % seulement reviennent au même endroit, tandis que 72 % changent de région chaque année »,* explique Clotilde Mallard, directrice adjointe des Gîtes de France.

Il n'empêche, le principal inconvénient de la location de vacances demeure le principe de la réservation à l'aveugle : il n'est pas facile de se rendre, à l'avance, sur place pour visiter le futur logis d'emprunt.

Combien de vacanciers, séduits par des descriptifs dithyrambiques, se retrouvent dans des chalets à la montagne cernés de lotissements, ou dans des villas dites « sur la mer »... dont elles sont séparées par deux rangées d'immeubles !

Et lorsqu'un litige survient, il peut se révéler impossible, si les protagonistes n'ont pas fait les choses en règle, de se référer au contrat de location, ou à l'état des lieux. *« Sur un total estimé à un million d'unités, la moitié seulement des locations de vacances sont commercialisées avec un contrat en bonne et due forme, et les deux réseaux, Clévacances et Gîtes de France, ne représentent pas le quart du marché »,* estime Jean Boyer, directeur de Clévacances.

Répondre au désir d'escapade des Français et à la nécessité de sauvegarder l'habitat rural

Ainsi, complémentaires plus que concurrents, car ils se positionnent sur des créneaux différents, les deux réseaux Gîtes de France (42 000 gîtes et 25 500 chambres d'hôtes) et Clévacances (20 000 logements et 1 800 chambres d'hôtes) proposent des hébergements labellisés.

Clévacances, principalement implanté dans les stations balnéaires et de montagne, comme dans les villes touristiques, est né, en 1995, de la fusion de trois organismes régionaux (Cléconfort en Midi-Pyrénées, Nid Vacances en Bretagne et Meublés Confiance en Languedoc-Roussillon). Ce label s'applique à tout type d'habitat, maison individuelle et appartement.

Les Gîtes de France, premier réseau de locations de vacances à la campagne, furent créés en 1951 pour répondre au désir d'escapade des Français et à la nécessité de sauvegarder l'habitat menacé par l'exode rural, tout en favorisant le développement touristique des régions. La dimension d'accueil, le gage d'hospitalité, comme la mise à disposition d'une documentation détaillée sur les ressources régionales (musées, monuments, équipements de loisirs, gastronomie) sont les atouts majeurs de ce pionnier.

Chaque réseau a édicté sa charte de qualité et ses critères de classification : de une à cinq clés chez Clévacances, de un à cinq épis aux Gîtes de France (un à quatre épis pour les chambres d'hôtes).

Ce système présente des garanties, à la fois pour le consommateur, qui est sûr de trouver un confort minimal dans la catégorie choisie, et pour le loueur qui bénéficie d'une infrastructure : contrats-types, formulaires pour l'état des lieux, assistance juridique en cas de litige, aide pour la location, l'aménagement ou la rénovation de son logement.

L'arrêté ministériel du 1er avril 1997 régit les critères de classement des meublés de tourisme et définit des catégories allant de une à cinq étoiles. Surfaces trop exiguës, insuffisamment ventilées ou chauffées, zones d'humidité et de moisissure, toilettes extérieures, sommiers métalliques sont désormais considérés comme rédhibitoires, tout comme la proximité d'usines, de voies ferrées ou de routes à grande circulation. Les deux réseaux disposaient de trois ans pour se mettre en conformité. En 2002, les deux systèmes coexistent toujours, dans la mesure où, sur certains points, leurs normes d'exigence sont plus restrictives que celles du ministère du tourisme. Ainsi, chez Clévacances, la surface minimale requise pour une chambre de deux personnes est supérieure de 1 à 2 m², selon les catégories, à celle des meublés de tourisme.

JEAN-MANUEL DUVIVIER

Aux Gîtes de France, où la grille de classement en épis comporte 81 rubriques, on fait observer que les critères de « l'arrêté » ne prennent pas en compte leur spécificité : bâtiment de caractère ou ancien, restauré dans le style local, jardin privatif, vue panoramique ou exceptionnelle, ensoleillement des pièces, qualité du mobilier, chaleur de l'accueil. *« Aux Gîtes de France, on ne récupère pas la clé sous le paillasson ; on est accueilli par le propriétaire ou par son représentant »,* dit Clotilde Mallard.

Il ne faut pas se leurrer. La maison Clévacances entourée d'un parc clos avec piscine privative est une « 5-clés ». Et tous les gîtes de France ne sont pas des monuments classés dans un cadre enchanteur ; ces caractéristiques sont estampillées « 5 épis » ou gîtes de charme. Aujourd'hui, le vacancier réclame plus de confort. Il exige, au minimum, les équipements dont il dispose chez lui : lave-linge, lave-vaisselle, téléviseur, voire chaîne stéréo (en « 5 épis » seulement). Et il souhaite pratiquer ses loisirs préférés. D'où la naissance de gîtes à thème : gîtes Panda situés dans un parc naturel régional ou national, pour les adeptes de la randonnée et de l'observation de la faune et de la flore, gîtes de pêche à proximité d'un lac ou d'une rivière, gîtes équestres, gîtes de neige, situés à moins de quinze kilomètres d'une station de ski, et des gîtes dans les vignes, avec initiation à l'œnologie.

Majoritairement française et aux trois quarts familiale, la clientèle des gîtes ruraux est en quête de grands volumes pour les réunions de famille ou d'amis : *« Ces structures ne sont pas assez nombreuses, nous nous efforçons d'encourager leur création »,* indique Clotilde Mallard. Quant aux jeunes couples et aux retraités, ils apprécient le module *« bed and breakfast »*. Créées en 1968 en Isère, pour accueillir le public des Jeux olympiques de Grenoble, les chambres d'hôtes séduisent non seulement les étrangers (40 % des réservations), mais aussi les Français, en plus grand nombre, depuis la réduction du temps de travail (RTT). Le nombre de propriétaires est passé de 3 400 en 1990 à 8 500 en 2002. Manquent cependant des chambres d'hôtes susceptibles de recevoir des couples avec enfant. Pour répondre à cette demande, sont promues dans les gîtes des « formules week-end détente », limitant les tâches imposées : la maison est chauffée, les lits faits, le panier du petit déjeuner préparé pour le lendemain.

Loin d'être standardisées, ces maisons de pays restaurées pour être louées affichent en toute liberté des prix qui varient d'un département à l'autre. Ainsi, pour une nuitée en chambre d'hôtes « 2 épis », incluant le petit déjeuner pour deux personnes, il en coûte, par exemple, de 40 € (prix moyen) à 53 €, dans le Vaucluse ou le Lubéron. Mais la formule demeure globalement bon marché, voire très bon marché en dehors des périodes de pointe, en regard des offres affichées sur le marché de la location de vacances.

Michaëla Bobasch

Eviter les litiges

Selon les responsables des réseaux, les litiges seraient inférieurs à 1 % des dossiers aux Gîtes de France et de l'ordre de 0,02 % chez Clévacances. Certains proviennent d'une incompréhension : *« A la campagne, on peut difficilement considérer le chant du coq à l'aube comme une nuisance sonore. »*

D'autres portent sur la propreté du logement à l'arrivée ou sur un élément de confort jugé insatisfaisant : fuite d'eau, machine qui ne fonctionne pas. Pour limiter les risques, il faut absolument procéder à un état des lieux à l'arrivée. Lorsqu'on a une réclamation à formuler, il ne faut pas attendre d'être rentré chez soi, mais se manifester auprès du responsable départemental du réseau, le plus tôt possible pendant le séjour. De nombreuses réclamations peuvent entraîner le retrait du label.

Pour les propriétaires, une aide au projet

POUR FAIRE LABELLISER une location saisonnière, on doit satisfaire à un cahier des charges précis, portant à la fois sur la situation et l'état du bâtiment, l'agencement et la surface des pièces, les aménagements intérieurs et l'équipement. Les visites de labellisation et de renouvellement de l'agrément (tous les trois ans chez Clévacances, tous les cinq ans aux Gîtes de France) sont payantes (45 € environ). Le propriétaire devra également verser un droit d'entrée (de 61 à 122 € chez Clévacances) et une cotisation annuelle variable selon les départements : de 61 à 228 € chez Clévacances, et de 91 à 152 € aux Gîtes de France. En contrepartie, il bénéficiera de conseils en matière de commercialisation et de fiscalité, de contrats-types pour la location et l'état des lieux, d'une assistance juridique en cas de litiges, d'une promotion par l'insertion d'annonces dans des brochures et sur Internet. Et surtout, d'une aide au projet et à l'obtention de subventions.

« Il ne suffit pas de posséder une maison de famille à la campagne pour se lancer dans une activité d'hébergement touristique », explique Clotilde Mallard, des Gîtes de France. Il faut évaluer la solidité du projet dans tous les domaines : capacité d'accueil, périodes d'ouverture, prix de location en haute et basse saison, prestations proposées, publics accueillis, emprunts, rentabilité. Tout est passé au peigne fin, y compris, dans le cas de la création de chambres d'hôtes, l'accord de la famille, indispensable pour éviter toute perturbation : car on reçoit les clients chez soi. Enfin, les Gîtes de France dispensent une formation dans différents domaines, de la décoration à la découverte de la richesse touristique de sa région, en passant par les langues (l'anglais, indispensable pour l'accueil des touristes en Normandie par exemple).

« Un couple de citadins décidant de restaurer une ruine à la campagne n'aura pas forcément la bonne idée, surtout si le coût de la reconstruction avoisine les 300 000 €, car il faut rentabiliser l'investissement », estime Solange Escure, responsable du relais départemental des Gîtes de France du Cantal. Or un gîte rapporte en moyenne 4 575 € par an. Les chambres d'hôtes sont un peu plus lucratives, avec une moyenne de 3 811 € par an, à multiplier par trois à six chambres (le maximum autorisé). Il ne peut s'agir que d'une activité d'appoint pour des agriculteurs (30 % des propriétaires de gîtes ruraux), artisans, commerçants (à l'exclusion des hôteliers), retraités, ou toute autre personne (épouse de médecin de campagne par exemple).

SUBVENTIONS

Il est possible d'obtenir des subventions du département, de la région et de la Communauté européenne. Celles-ci varient selon les lieux, et le projet doit correspondre aux objectifs fixés par ces différentes instances. *« La tendance actuelle est à l'amélioration de l'habitat et à l'accroissement du confort »,* explique Jean Boyer, de Clévacances. Les subventions vont donc à l'hébergement « 3 clés » qui représente seulement 15 % du parc (contre 30 % pour les « 1 clé » et 52 % pour les « 2 clés »). *« En Auvergne, on souhaite créer davantage de chambres d'hôtes haut de gamme (3 et 4 épis). Les fonds européens encouragent la restauration dans le style architectural traditionnel : remplacement des tuiles par des lauzes »,* ajoute Solange Escure, des Gîtes de France.

Les subventions départementales sont de l'ordre de 25 % du montant hors taxe des travaux, plafonné à 30 500 €. La participation de la région est de 30 % du montant hors taxes des travaux, plafonnée à 11 500 €. Et celle du fonds européen de 20 %, avec un plafond de 91 500 €. *« Le montant des travaux peut aller de 61 000 à 120 000 €, mais en raison du plafonnement des aides on dépasse rarement 40 % de leur financement »,* conclut-elle.

En contrepartie, le bénéficiaire s'engage à verser une cotisation au département (de 91 à 152 €) et à recourir aux services d'une centrale de réservation agréée par l'office départemental du tourisme. Il existe en effet différents modes de commercialisation : direct, par l'intermédiaire d'une centrale de réservation, ou d'un agent immobilier de la Fnaim pour les logements labellisés Clévacances. En recourant aux services d'une centrale de réservation ou d'une agence, on acquitte une commission, mais on bénéficie d'une garantie annulation en cas de défection du locataire.

M. Bo.

Mode d'emploi

● **Gîtes de France.** Chaque année, ils publient un guide par département ainsi que onze guides nationaux : *Nouveaux gîtes ruraux* (sélection annuelle des nouveaux inscrits), *Gîtes d'enfants, Chambres et tables d'hôtes, Gîtes d'étape et de séjour, Gîtes Panda, Séjours à la neige, Séjours en vignoble, Séjours pêche, Séjours équestres, Chambres d'hôtes de charme* (édition bilingue), *Les Campings à la ferme et les chalets-loisirs*. Tous les guides sont vendus à la Maison des Gîtes de France et du tourisme vert, 59, rue Saint-Lazare, 75439 Paris, Cedex 09 ; tél : 01-49-70-75-75. (lundi-vendredi, 10-18 h 30 ; samedi, 10- 13 heures et 14-18 h 30). Minitel : 3615 Gites de France. Internet : www.gites-de-france.fr

● **Clévacances.** Edite un catalogue par département et publie un magazine, *Infoclés,* destiné à ses adhérents. Les prix de la location vont de 267 à 1 280 euros selon la catégorie. 54, boulevard de l'Embouchure, BP 2166, Toulouse-Cedex 2 ; tél : 05-61-13-55-66. Internet : www.clevacances.com. Minitel : 3615 Clévacances.

● **Résinfrance.** Cette centrale de réservation répertorie les hébergements (locations, villages-vacances) par région et par thème. En indiquant la date de début de séjour et la durée souhaitée, on peut obtenir la liste des locations disponibles, avec le label (nombre de clés ou d'épis), le prix, les équipements et des indications utiles (animaux acceptés, par exemple). Chaque fiche comporte aussi des informations touristiques : par exemple, plan d'eau à proximité, moyens de transport. Minitel : 3615 Resinfrance. Internet : www.resinfrance.fr.

● **Gîte au jardin.** Parmi les formules originales proposées par les gîtes de France, les « Gîtes au jardin en Normandie ». Ces 34 adresses « 3 et 4 épis », réparties dans cinq départements, ont pour point commun de se situer au cœur de parcs ou de jardins, pour la plupart anciens, minutieusement aménagés par leurs propriétaires. Elles séduiront aussi bien les passionnés de botanique que les vacanciers simplement désireux de séjourner *« au vert »*. Brochure sur demande, au 02-32-62-00-80.

● **Tables d'hôtes**. La chambre d'hôtes comprend la nuitée et le petit déjeuner. Certains hébergements offrent aussi la possibilité de prendre à la table d'hôtes, en pension ou demi-pension, un repas à base de produits et spécialités régionales. Cette formule est réservée aux résidents de la chambre d'hôtes.

● **Personnes handicapées.** Grâce à un partenariat entre les Gîtes de France et l'Association des paralysé s de France (APF), certains gîtes bénéficient d'un aménagement qui les rende accessibles aux personnes handicapées.

● **Sélection.** *Art de vivre dans nos demeures de pays,* ce guide, publié gracieusement par le Comité régional de tourisme (CRT) Midi-Pyrénées, sélectionne 161 adresses de chambres d'hôtes, gîtes et locations meublées, labellisés Gîtes de France et Clévacances, dans des demeures à caractère unique. A demander au CRT Midi-Pyrénées, BP 2166, 31022 Toulouse, Cedex 02, par téléphone (05-61-13-55-48), fax (05-61-47-17-16) ou Internet : www.guidevac@crtmp.com.

● **Particulier à particulier.** Comme chaque an née, les éditions de *Particulier à particulier* publient deux opuscules : le volumineux *Guide des vacances* et *Villégiatures de prestige*, qui recommandent aussi un certain nombre d'hébergements labellisés.

À NOS ABONNÉS

Pour toute information, à partir du 2 mai :

Tél. : (33) 1.44.97.54.54

Mail : abo@lemonde.fr

Fax. : (33) 1.44.97.54.53

« AU FIL DU MONDE »

Service clientèle, groupe *Le Monde*

Des spectres de l'armée de Napoléon resurgissent à Vilnius

Des chercheurs marseillais ont été dépêchés dans la capitale de la Lituanie pour étudier plusieurs centaines de squelettes de soldats morts pendant la retraite de Russie, lors de l'hiver 1812

« CES CORPS ont été jetés là, évoquant des images similaires à celles des charniers du Rwanda ou de la Bosnie. » Michel Signolis, chercheur au service d'anthropologie biologique de la faculté de médecine de Marseille, est encore ému au souvenir du spectacle offert par les restes – hommes et chevaux mêlés – qui ont récemment été exhumés d'une colline du nord de Vilnius, en Lituanie.

« Nous nous trouvions au milieu de centaines de squelettes », raconte-t-il. Les ossements de 317 individus, entassés dans une fosse qui en contient probablement entre 2 000 et 3 000, ont été retirés en urgence de leur gangue de sable au cours du mois de mars, avant que la ronde des bulldozers ne reprenne la construction d'une route. Ce sont ces mêmes engins qui, en octobre 2001, avaient mis au jour ce qui allait se révéler être le plus grand charnier connu de soldats napoléoniens, morts dans la capitale lituanienne au cours de la terrible retraite de Russie, en décembre 1812.

Une fosse contenant de 2 000 à 3 000 squelettes découverte lors de la construction d'une route

« Nous avions été contactés à l'automne par notre collègue Rimantas Jankauskas, qui nous avait prévenus de cette découverte », rappelle Olivier Dutour, chef du service d'anthropologie biologique marseillais. Les premiers ossements et quelques boutons d'uniforme laissaient supposer qu'il s'agissait bien là de représentants de la Grande Armée, et non d'un charnier datant de la seconde guerre mondiale. Mais le gel devait interrompre les fouilles jusqu'en mars.

PASCAL ADALIAN/CNRS-UNIVERSITÉ DE MÉDITERRANÉE/AFP

Le plus grand charnier connu de soldats napoléoniens a été découvert en octobre 2001, à Vilnius, lors d'un chantier de construction. Plusieurs centaines de squelettes ont été exhumés d'une fosse qui en contient sans doute entre 2 000 et 3 000, pour être étudiés par les scientifiques.

Aux premiers beaux jours, l'équipe française, connue pour ses compétences en matière d'expertise des fosses communes – elle est notamment intervenue sur les charniers de la grande peste de Marseille de 1720-1722 –, s'est donc rendue sur place. L'équipe de six personnes a travaillé sans relâche avec les spécialistes lituaniens, installant son PC opérationnel dans un minibus prêté par un Français de Vilnius. Certains ont même dormi dans le véhicule, par – 6 degrés, pour surveiller le site, exposé à toutes les convoitises.

Les Français ont effectué une fouille en planimétrie, qui permet de bien différencier les squelettes les uns des autres. *« Certains étaient figés dans des attitudes suggérant qu'ils ont pu être inhumés alors qu'ils étaient déjà congelés »*, indique Olivier Dutour. La chronique rapporte en effet que les grognards, qui avaient reflué en grand nombre vers Vilnius, les Cosaques sur leurs bottes, ont été décimés par l'épuisement, la faim, la maladie – le typhus notamment – et surtout le froid : certains témoins font état de températures allant jusqu'à – 39 degrés.

Lorsqu'ils entrent dans Vilnius, les Russes redoutent une épidémie et cherchent à se débarrasser au plus vite des cadavres. Les habitants ayant protesté contre la crémation, qui empuantit la ville, il est décidé de les ensevelir dans les tranchés creusées l'été précédent, « à l'aller », par les troupes françaises.

Pour les chercheurs, au-delà de l'aspect historique de la découverte, l'échantillon offert par le charnier représente *« une occasion unique d'évaluer l'état sanitaire des jeunes Européens de l'époque »*, indique Olivier Dutour. Stature, âge, état buccodentaire, facteurs de stress, carences alimentaires, maladies : toutes ces informations peuvent être déduites des ossements retrouvés à Vilnius. Aussi l'équipe marseillaise espère-t-elle pouvoir retourner sur place et mettre en place un programme de recherche avec ses homologues lituaniens.

Plus politique, la question du devenir des ossements est encore en suspens. Sur Internet, les fans de l'épopée napoléonienne débattent passionnément de leur retour éventuel sur le sol français, et sur la forme à donner à leur hypogée, ponctuant leurs propositions de force *« Vive l'Empereur ! »*.

« J'ai reçu des courriers de gens me demandant si leur aïeul, disparu lors de la retraite de Russie et appartenant à tel régiment, sous tel matricule, pourrait être du nombre, témoigne Olivier Dutour. *C'est assez émouvant de voir que certains se sentent suffisamment proches de cette époque pour entreprendre de telles démarches. »*

Mais le chercheur rappelle qu'il n'y a aucune chance d'identifier les ossements. Ni même d'en distinguer la nationalité : dans leur débandade, les soldats ont très bien pu prendre des manteaux sur des cadavres d'autre pays de l'« armée des vingt nations » pour résister au froid. Du reste, un expert de ministère français de la défense, envoyé à Vilnius pour authentifier les restes, n'a retrouvé que des lambeaux d'uniformes, des fragments de bottes et de guêtres et des cocardes en cuir. Il s'agit bien de la Grande Armée, mais il sera bien difficile d'être plus explicite.

A l'ambassade de France à Vilnius, on indique que les discussions sont en cours avec les autorités lituaniennes pour réinhumer sur place les ossements arrachés à la tranchée : *« On attend les consignes du ministère de la défense français. »* Les restes des grognards seront sans doute enterrés dans un cimetière de la ville, dans un carré militaire, orné d'une stèle *« très sobre »*. Mais la tombe devra être « évolutive », car la découverte de nouveaux charniers est plus que probable : on estime que 20 000 à 40 000 soldats napoléoniens ont péri à Vilnius, en cet hiver fatal.

Hervé Morin

DÉPÊCHES

■ **SANTÉ : l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) va conduire une étude** sur l'existence d'un lien éventuel entre la vaccination contre l'hépatite B et la survenue de leucémies. L'Afssaps a *« demandé aux 31 centres régionaux de pharmacovigilance de recenser et d'évaluer les cas de leucémie notifiés en France »*. Ces données seront examinées fin mai par la Commission nationale de pharmacovigilance et rendues publiques. L'Afssaps rappelle qu'elle conduit depuis juin 1994 *« des évaluations régulières de l'ensemble des données de tolérances disponibles concernant les atteintes neurologiques, les maladies auto-immunes et les atteintes hématologiques »* et qu'à ce jour *« l'analyse des données ne remet pas en cause le profil de sécurité d'emploi des vaccins contre l'hépatite B »*.

■ **PALÉONTOLOGIE : le fossile du plus ancien mammifère euthérien** (à placenta) connu à ce jour, vieux de 125 millions d'années et de la taille d'une souris, a été mis au jour par une équipe sino-américaine dans la province du Liaoning (nord-est de la Chine). La découverte du squelette de cet animal, contemporain des dinosaures, fait vieillir le groupe des mammifères placentaires, dont l'homme fait partie, de plus de 40 millions d'années. A la différence des autres euthériens connus, *Eumaia scansoria* devait vivre dans les arbres, et non au sol.

■ **ESPACE : un vaisseau Soyouz a décollé jeudi 25 avril** au matin du cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan), à destination de la station spatiale internationale (ISS). L'équipage russo-italien est accompagné du millionnaire sud-africain Mark Shuttleworth, 28 ans, deuxième « touriste de l'espace » après l'Américain Dennis Tito, qui avait séjourné à bord de l'ISS en avril-mai 2001. Le passager s'est engagé a verser 20 millions de dollars à l'Agence spatiale russe. Il pourra se déplacer librement à l'intérieur de la station pour mener plusieurs expériences de biologie. La mission, qui doit durer une dizaine de jours, est destinée à remplacer la capsule de secours de l'ISS.

AUJOURD'HUI

Retour de la pluie au nord

VENDREDI 26 AVRIL
Lever du soleil à Paris : 6 h 41
Coucher du soleil à Paris : 20 h 57

Une perturbation active se déployant autour d'une dépression en mer de Norvège va traverser une partie du pays, épargnant les régions méditerranéennes. Pour les régions du Nord à l'Ile-de-France, il s'agit des premières pluies significatives depuis le 23 mars.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. La pluie arrive en matinée par les côtes de la Manche et se décale vers le Val de Loire dans l'après-midi. Quelques éclaircies reviennent par les côtes de la Manche l'après-midi. Le vent d'ouest atteint 60 km/h. Il fait de 13 à 16 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le ciel se couvre par la Manche, où il pleut dès la mi-journée. Cette pluie se décale en cours d'après-midi des Ardennes vers le Centre en passant par l'Ile-de-France. Le vent de sud-ouest atteint parfois 70 km/h en bord de Manche. Il fait de 14 à 18 degrés du nord au sud.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Dégradation nuageuse dès le matin en Champagne. La pluie y arrive en fin d'après-midi ainsi qu'au nord de la Bourgogne. De l'Alsace à la Franche-Comté, le ciel se couvre dans l'après-midi. Il fait de 17 à 20 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Des entrées maritimes rendent la matinée brumeuse dans les plaines du Sud-Ouest. En Poitou-Charentes, un voile nuageux s'épaissit progressivement pour annoncer de la pluie en soirée. Il fait de 16 à 22 degrés.

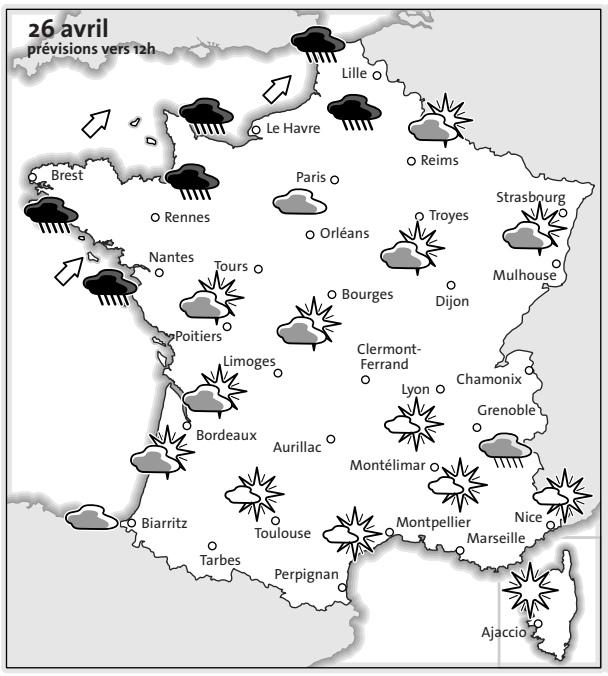
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. La matinée offre encore des éclaircies. L'après-midi devient plus nuageux et quelques ondées se produisent sur le relief alpin. Il fait de 18 à 23 degrés.

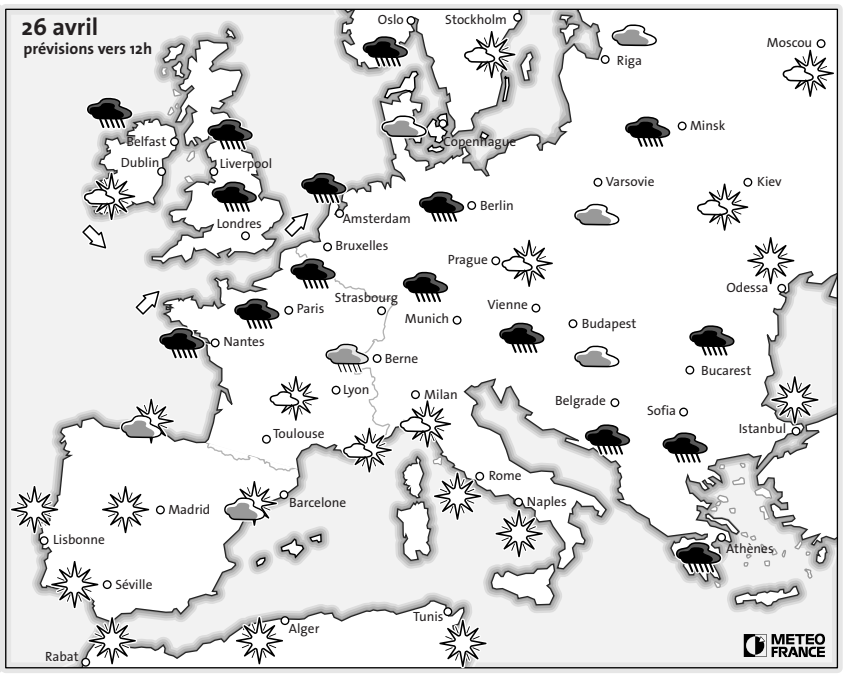
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Belle journée ensoleillée et chaude, températures de 20 à 26 degrés. Le vent d'ouest se lève l'après-midi.

26 AVR. 2002 PRÉVISIONS

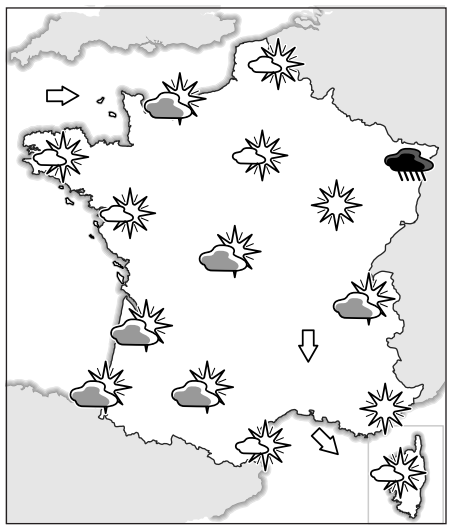
*Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.*

FRANCE MÉTROPOLE	
Ajaccio	10/20 S
Biarritz	11/16 C
Bordeaux	11/18 N
Bourges	10/19 N
Brest	7/14 P
Caen	9/12 P
Cherbourg	7/14 P
Clermont-F.	10/20 N
Dijon	11/20 N
Grenoble	11/21 P
Lille	8/15 P
Limoges	10/17 N
Lyon	13/21 S
Marseille	12/23 S
Nancy	9/19 N
Nantes	9/16 P
Nice	12/20 S
Paris	8/17 C
Pau	8/19 S
Perpignan	18/23 S
Rennes	8/16 P
St-Etienne	10/20 S
Strasbourg	9/19 N
Toulouse	12/21 S
Tours	8/17 N
FRANCE OUTRE-MER	
Cayenne	24/30 P
Fort-de-Fr.	25/28 P
Nouméa	22/27 S
Papeete	24/30 P
Pointe-à-P.	23/28 P
St Denis Réu.	22/28 S
EUROPE	
Amsterdam	7/13 P
Athènes	13/18 P
Barcelone	12/20 N
Belfast	5/10 P
Belgrade	10/18 P
Berlin	9/15 P
Berne	9/18 P
Bruxelles	6/14 P
Bucarest	4/15 P
Budapest	8/20 C
Copenhague	6/10 C
Dublin	6/11 S
Francfort	9/18 P
Genève	11/17 P
Helsinki	5/13 S
Istanbul	8/17 S
Kiev	8/17 S
Lisbonne	14/22 S
Liverpool	8/12 P
Londres	9/13 P
Luxembourg	8/16 P
Madrid	8/28 S
Milan	10/24 S
Moscou	5/18 S
Munich	10/18 P
Naples	11/19 S
Oslo	5/10 P
Palma de M.	12/22 S
Prague	10/16 S
Rome	8/19 S
Séville	14/32 S
Sofia	7/14 P
St-Pétersb.	5/15 S
Stockholm	6/13 S
Ténérife	18/24 C
Varsovie	9/17 C
Venise	12/20 S
Vienne	11/15 P
AMÉRIQUES	
Brasilia	17/27 S
Buenos Aires	5/17 S
Caracas	25/31 S
Chicago	3/11 S
Lima	18/25 S
Los Angeles	11/12 P
Mexico	10/27 S
Montréal	1/7 P
New York	7/14 S
San Francisco	10/17 S
Santiago Ch.	2/21 S
Toronto	2/9 S
Washingt. DC	8/17 S
AFRIQUE	
Alger	8/24 S
Dakar	20/25 S
Kinshasa	22/31 P
Le Caire	17/24 S
Nairobi	15/24 C
Pretoria	12/27 S
Rabat	13/26 S
Tunis	14/22 S
ASIE-OCÉANIE	
Bangkok	28/34 P
Beyrouth	15/21 C
Bombay	24/35 S
Djakarta	24/32 S
Dubaï	23/34 S
Hanoï	25/27 P
Hongkong	23/27 C
Jérusalem	8/19 C
New Delhi	23/39 S
Pékin	9/17 S
Séoul	7/19 S
Singapour	27/31 P
Sydney	16/25 P
Tokyo	11/14 P





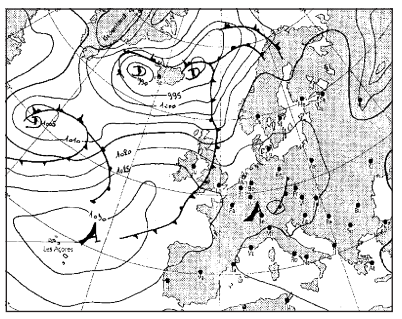
Soleil · Peu nuageux · Couvert · Brèves éclaircies · Averses · Pluie · Orage · Neige · Brouillard · Vent fort



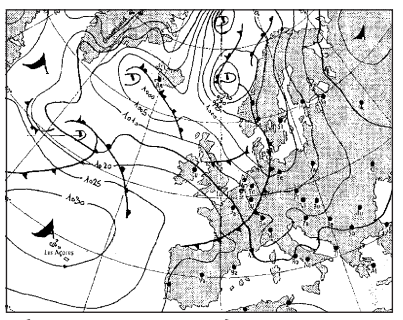
PRÉVISIONS POUR LE 27 AVRIL

41 € ttc aller simple
NICE TOULOUSE TOULON MARSEILLE PAU
Familles, Couples, Jeunes et Seniors
AIR FRANCE
Au départ d'Orly, tarif soumis à conditions.

Samedi 27 avril
Les nuages, abondants le matin des Pyrénées aux Alpes avec quelques gouttes, se déchirent l'après-midi. Plus au nord, ciel variable avec éclaircies et fraîcheur. En Méditerranée, belles éclaircies et mistral.



SITUATION LE 25 AVRIL À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 27 AVRIL À 0 HEURE TU

Un mobilier de Jules Leleu, un des maîtres de l'art déco, dispersé à Lille

VENTES
Tous les jeudis datés vendredi, l'agenda du chineur

APPRÉCIÉ dès son avènement dans le monde, l'art déco est considéré par beaucoup comme le premier grand style moderne, le seul à synthétiser les leçons esthétiques du XVIIIe siècle et les impératifs de la vie quotidienne du XXe siècle. Après une courte éclipse entre 1940 et les années 1970, il s'est imposé sur le marché international. Cet engouement n'a pas faibli depuis, et, de l'Europe aux antipodes, des amateurs soutiennent ses cotes. C'est pourquoi la vente d'un ensemble de mobilier provenant d'un hôtel particulier décoré par un de ses maîtres, Jules Leleu, reste un événement. Il aura lieu à Lille samedi 27 avril.

Décorateur et ébéniste, Jules Leleu (1883-1961) a été un des artistes les plus réputés de son temps. Inspiré par les styles traditionnels, Louis XV et Louis XVI, il s'en démarque en simplifiant les lignes et les décors de ses meubles, restituant l'influence classique dans la distribution des volumes, l'agencement des proportions et le souci du détail. Galbes, saillies, retraits, motifs ornementaux sont étudiés et mis en place avec un soin minutieux. Le tout traité dans une grande qualité d'ébénisterie.

Dans ses ateliers de Boulogne-sur-Mer, sa ville natale, il réalise des marqueteries de bois précieux, disposées en décor géométrique ou floral, et utilise également le galuchat, l'écaille, l'ivoire ou la nacre, sans oublier le bronze doré, souvent sous la forme d'une fine baguette soulignant la ceinture ou la ligne du piétement.

SOBRIÉTÉ ET ÉQUILIBRE

Dans les années 1930, il participe à la décoration de plusieurs paquebots (notamment le *Normandie*), ambassades françaises (Japon, Turquie, Brésil, Pologne, etc.) et aménage la salle à manger du palais de l'Elysée.

L'ensemble proposé à la vente comprend une vingtaine de meubles, réalisés pour un hôtel particulier de Boulogne-sur-Mer. Représentatifs du début de la production de Leleu, vers 1920-1925, ils sont très sobres, presque sans décors, se distinguant par l'équilibre des proportions et des volumes. Un mobilier de salle à manger en placage de palissandre de Rio comprend une table, une enfilade et huit chaises (4 500 à 4 800 €). La table à plateau rectangulaire repose sur un double piétement en fer à cheval, lui-même sur un socle en bronze argenté. L'enfilade a quatre portes et cinq tiroirs centraux, un socle en retrait, souligné d'une baguette en bronze argenté.

Un bureau de dame en placage de palissandre reprend le principe du bonheur-du-jour, avec des accessoires modernes : casiers et tiroirs sont disposés de part et d'autre d'un panneau centré où est encastrée une lampe tubulaire (2 200 à 2 500 €). Un canapé cosy-corner en palissandre de Rio présente deux retours aménagés d'étagères (450 à 500 €). Un meuble de rangement formant bibliothèque a pour seul ornement les retraits décrochés de la base et du dessus (1 500 à 1 600 €).

L'ensemble est présenté « dans son jus » c'est-à-dire tel quel depuis sa création, ce qui explique les estimations assez basses : ces meubles subiront des nettoyages et quelques restaurations avant d'être exposés dans les vitrines des grands antiquaires.

Catherine Bedel

★ Hôtel des ventes de Lille, samedi 27 avril, exposition la veille de 14 heures à 20 heures, le matin de la vente de 9 h 30 à 12 h 30. Etude Mercier et C°, 14, rue des jardins, 59350 Lille ; tél. : 03-20-12-24-24. Cabinet d'expertise Camard ; tél. : 01-42-46-35-74.

CALENDRIER

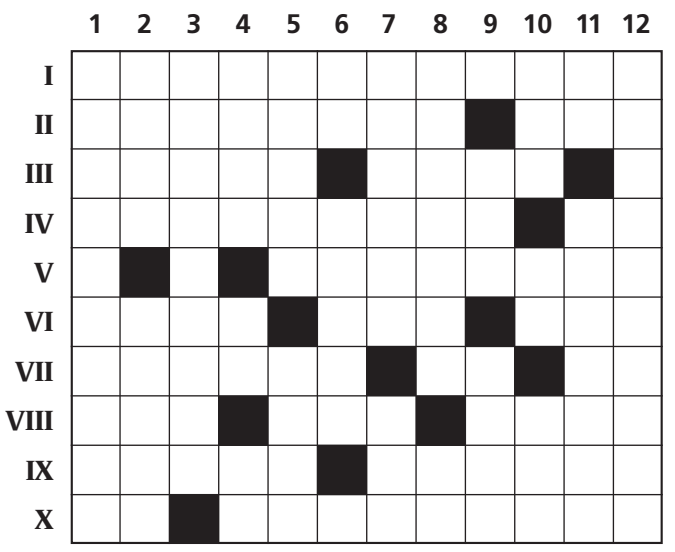
ANTIQUITÉS-BROCANTES
● **Troyes (Aube),** du vendredi 26 au dimanche 28 avril ; tél. : 03-25-82-65-82.
● **Marseille (Bouches-du-Rhône),** du vendredi 26 au dimanche 28 avril ; tél. : 04-91-78-10-69.
● **Paris parc Monceau,** du vendredi 26 avril au dimanche 5 mai ; tél. : 01-40-62-95-95.
● **Honfleur (Calvados),** du samedi 27 avril au mercredi 1er mai ; tél. : 02-31-65-00-15.
● **Coutras (Gironde),** samedi 27 et dimanche 28 avril ; tél. : 05-57-69-39-18.
● **Montpellier (Hérault),** du samedi 27 avril au dimanche 5 mai ; tél. : 04-67-70-20-54.
● **Nancy (Meurthe-et-Moselle),** du samedi 27 avril au mercredi 1er mai ; tél. : 03-83-15-68-26.
● **Nevers (Nièvre),** samedi 27 et dimanche 28 avril ; tél. : 03-86-59-05-14.
● **Avesnes-sur-Helpe (Nord),** samedi 27 et dimanche 28 avril ; tél. : 03-27-59-87-50.

COLLECTIONS
● **Lyon (Rhône),** cartes postales, vieux papiers, samedi 27 et dimanche 28 avril ; tél. : 04-78-25-07-59.
● **Saint-Just-en-Chaussée (Oise),** minéraux et fossiles, samedi 27 et dimanche 28 avril ; tél. : 03-44-50-40-95.
● **Laigneville (Oise),** cartes postales, samedi 27 avril ; tél. : 03-44-71-03-94.
● **Villefranche-de-Rouergue (Aveyron),** livres anciens, samedi 27 et dimanche 28 avril ; tél. : 05-65-45-25-45.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 100

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Choix bien marqué. - II. Dans toutes les situations, évitez-le. Bon dans son domaine. - III. Serait drôle quand il bouffe. Boîte à la mode en ce moment. - IV. De l'herbe pour les chats. Bout de carton. - V. Enlèvement du meilleur. - VI. Unique pour beaucoup. Accueille le vainqueur. Impeccable. - VII. Fit toute la lumière. Mises en scène. Conjonction. - VIII. Bien arrivés. Mauvais pour le cœur, agréable en bouche. Elégant tout naturellement. - IX. Met fin. Creuser en surface. - X. Préposition. Avec de la moutarde, elles ne font plus peur.

VERTICALEMENT

1. Il serait hasardeux de compter sur elle. - 2. Fit glisser. Les plus noires ne sont pas exploitables. - 3. Protégée sur ses hauteurs. - 4. Mémoire. Habitude. Possessif. - 5. Victime d'un coup de soleil. Se lancer. - 6. Pris en considération. Est passée de l'Eglise au PC. - 7. Surréaliste des mots. Fait appel. - 8. Investies. Réunion. - 9. Sur une carte asiatique. Peut finir dans les cordes sensibles. - 10. Sombre et dur. Révolution. Amateur de son. - 11. Conjonction. Bien disposée. - 12. Producteurs de baguettes magiques.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 099

Horizontalement
I. Mémorisation. - II. Agitateur. Va. - III. Léda. Entames. - IV. Erigé. Time. - V. Ni. Empesé. Il. - VI. Pep. Io. Troll. - VII. Assumé. PEA. - VIII. Isis. Maso. Or. - IX. Nue. Cor. Pond. - X. Tendancieuse.

Verticalement
1. Mal-en-point. - 2. Egérie. Sue. - 3. Midi. Païen. - 4. Otage. Ss. - 5. Râ. Emis. Ça. - 6. Ite. Poumon. - 7. Sente. Marc. - 8. Autistes. - 9. Tramer. Ope. - 10. Me. Op. Ou. - 11. Ove. Iléons. - 12. Nasillarde.

L'ART EN QUESTION

N° 271 — En collaboration avec la Réunion des Musées Nationaux

Baugin le précieux

NÉ PRÈS D'ORLÉANS vers 1608, mort à Paris en 1663, Lubin Baugin est l'un des derniers grands peintres du XVIIe siècle à avoir été redécouvert il y a seulement quelques décennies. Environ quatre-vingts œuvres du peintre ont été recensées, parmi lesquelles une cinquantaine de tableaux réunis pour la première fois à l'occasion de cette exposition.

Ses natures mortes, dont le subtil et envoûtant *Dessert de gaufrettes*, sont des œuvres de jeunesse et ne représentent qu'une infime partie de sa production. Ce sont surtout ses peintures religieuses qui lui ont assuré de son vivant une excellente réputation ; elles méritent autant l'éloge que ses natures mortes.

Les dimensions importantes de *La Vierge à l'enfant* mettent l'accent sur le modelé délicat du corps de la Vierge, soulignent les douces harmonies de ses vêtements et permettent à la composition de s'équilibrer le long d'une belle diagonale.

Dans quel film le réalisateur Alain Corneau met-il en scène, en 1991, Monsieur Baugin, en contrepoint du musicien Marin Marais ?
● *Le Môme* ?
● *Tous les matins du monde* ?
● *Le Nouveau Monde* ?

Réponse dans *Le Monde* du 3 mai.

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE RENNES, A. BEAUDOIN

Lubin Baugin (vers 1608-1663), « La Vierge à l'enfant avec saint Jean-Baptiste ». Huile sur toile, 1,20 × 0,93 m. Rennes, Musée des beaux-arts. Actuellement à l'exposition « Lubin Baugin, un grand maître de la peinture française », au Musée des beaux-arts d'Orléans, jusqu'au 20 mai ; au Musée des Augustins, à Toulouse, du 8 juin au 9 septembre.

Réponse du jeu n° 270 paru dans *Le Monde* du 19 avril.
Le régime des talibans détruisit les statues des bouddhas de Bamiyan le 11 mars 2001.

Qu'ils se soient abstenus, qu'ils aient émis un vote de protestation ou choisi Lionel Jospin au premier tour, les personnalités habituées au militantisme politique sont confrontées à l'alternative entre bulletin blanc et vote Chirac

Les artistes engagés face au défi du 5 mai

GILLES BOUQUILLON

Le groupe Zebda sur scène à Toulouse, le 1er février 2001, lors d'un concert de soutien à la liste Motivé-e-s, candidate aux élections municipales, qui allait recueillir 13 % des voix au premier tour.

FACE aux 20 % de l'extrême droite au premier tour de l'élection présidentielle et à la déclaration en date du 23 avril de Jean-Marie Le Pen affirmant sur France 2 qu'il sera *« plus près des 50 % que des 20 % au deuxième tour »*, il ne s'agit plus de savoir qui s'est abstenu au premier tour, qui a eu la flemme de se soumettre aux formalités des procurations mais de mesurer, à travers des témoignages, la mobilisation des acteurs de la scène artistique. Du groupe Zebda à Karine Saporta, en passant par Noir Désir, ce rapide tour d'horizon montre que par discipline républicaine, la majorité d'entre eux déclare qu'elle votera pour Jacques Chirac. Néanmoins chez certains de ceux qui ont voté pour les « petits » candidats, il existe parfois la tentation du bulletin blanc, accentuée par les sondages assurant dès à présent que l'actuel président l'emportera facilement.

Familier des concerts militants, Noir Désir s'est souvent engagé contre le Front national (FN). Pour Denis Barthe, le batteur du groupe : *« Je comprends la sanction contre la politique molle de Lionel Jospin, mais il est inadmissible que cette sanction soit symbolisée par la présence du FN le 5 mai. J'ai voté Besancenot et je pensais voter Jospin au second tour. J'ai le sentiment de m'être autopiégé. Je me suis gentiment engueulé avec Jean-Paul, le bassiste du groupe, qui ne veut pas voter au second tour. Pour moi aussi, mettre dans l'urne un bulletin Chirac aura quelque chose de catastrophique, j'ai le sentiment que les Français vont l'amnistier. Mais il faut absolument que Le Pen fasse le plus petit score possible. »*

Lors d'une tournée du groupe au Proche-Orient, il y a quelques semaines, Bertrand Cantat avait déclaré (*Le Monde* du 20 avril) vouloir s'abstenir lors du duel Chirac-Jospin, prévu au second tour. Rentré en France, il est sous le choc. *« J'ai un peu été abstentionniste malgré moi : j'aurais voté Besancenot ou Mamère, mais je n'avais pas eu le temps de faire les papiers. Surtout, ce résultat nous remet à notre place. Il y a encore un an, on se disait fier d'avoir explosé l'extrême droite... On se pose évidemment des questions sur la portée de notre militantisme. La priorité aujourd'hui est de faire barrage à Le Pen. Ça fait vraiment mal, mais, le nez dans la merde, je vais voter Chirac, en espérant – sans y croire – qu'il sera à la hauteur de ce scrutin historique. Et que ce coup de fouet au sens civique de beaucoup de jeunes changera le cours des choses aux législatives. »*

TRISTAN VALÈS / ENGUERAND

« Je reçois plein de coup de fil d'amis étrangers aux yeux desquels on passe pour des fachos »
JEAN-CLAUDE GALLOTTA

Le chorégraphe Jean-Claude Gallotta, à partir du 2 mai au Théâtre de Chaillot, à Paris, après avoir voté Jospin, trouve *« la gifle trop grosse pour le PS »*. Il rappelle comment, à Grenoble où il vit, le socialiste Hubert Dudebout, donné largement gagnant, s'est fait battre par Alain Carignon aux municipales de 1983. *« Ne soyons sûrs de rien pour ce second tour. Je reçois plein de coups de fil d'amis étrangers aux yeux desquels on passe pour des fachos. Il faut que les théâtres redeviennent des agoras, des lieux de parole. je vais être obligé de voter Chirac ! »* Alain Buffard, également chorégraphe, dit *« avoir voté Besancenot au premier tour et qu'il se déterminera au second en voyant comment les affaires tournent »*. Il évoque le 1er-Mai et les manifestations prévues pour dénoncer le Front national.

« Pour autant, ajoute-t-il, *je ne peux concevoir au jour d'aujourd'hui de mettre Chirac dans l'urne. Il faut tirer les leçons des affaires, de l'affaiblissement des institutions. La culture n'intéresse plus les politiques. Le PS n'a abordé aucune vraie question. Quels sont ces candidats, effondrés, qui prennent des crachats, des tartes dans la figure, et qui font mine que ce n'est pas grave. Quoique le ketchup lancé sur Jospin pour que le PS soit, enfin, plus rouge, avait un sens politique clair. Seul Noël Mamère, qui a une vision globale des affaires, a su parler des intermittents du spectacle. Je ne me vois pas voter Chirac. D'autres le feront à ma place ! »*

Retournons aux musiciens. Avec son frère Hakim et Magyd Cherfi, Mustapha Amokrane est l'un des trois chanteurs d'origine algérienne de Zebda, formation toulousaine autant réputée pour ses tubes festifs (*Tomber la chemise*) que pour ses engagements politiques. Le groupe avait ainsi été le fer de lance de la liste Motivé-e-s qui, à Toulouse, avait recueilli 13 % des voix au premier tour des élections municipales de 2001. *« Ces dernières semaines,* explique Mustapha Amokrane, *nous étions à fond dans l'enregistrement de notre album, dans notre petite bulle. Mais nous étions plutôt écœurés par ce débat sur l'insécurité qui se résumait en gros par : "Tous les Arabes sont des voleurs et des antisémites". J'ai voté Hue au premier tour, après pas mal d'hésitation. Jospin était trop loin d'une politique de gauche. Dimanche soir, j'ai pris le score de Le Pen de façon très personnelle. J'ai pensé à ma famille, à mes amis, à tous les gens d'origine maghrébine. Le message était clairement xénophobe. Cela m'a renvoyé à mes plus mauvais souvenirs d'enfance et d'adolescence, aux humiliations subies à la piscine, au foot, à l'entrée des boîtes.*

AFP

« Toute ma vie, j'ai agi pour faire partie intégrante de cette société. Là, on me désintègre »
MUSTAPHA AMOKRANE

» Toute ma vie, j'ai agi pour faire partie intégrante de cette société. Là, on me renvoie au visage les babouches de mon grand-père, on me désintègre. Le lendemain, je me suis senti très français. Un combattant, pas quelqu'un qui dort. Personne ne peut nous chasser de notre pays. Je mesure à quel point les enfants de l'immigration sont absents du débat politique. Alors que des dizaines de milliers d'entre eux réussissent, il est dramatique que la seule parole entendue soit celle de casseurs. Il faut que Le Pen fasse le plus petit score possible, mais ce qui me touche, ce sont les rassemblements de rue. Un débat beaucoup plus vrai et plus fort que celui qu'il y aura entre Chirac et Le Pen. »

Guy Manuel de Homem-Christo et Thomas Bagalter forment le duo Daft Punk, le plus célèbre des groupes français de musique électronique. Habitué à cacher son visage et à ne pas s'engager politiquement, le groupe cède aujourd'hui à un cas de force majeure. *« Dimanche, à la dernière minute, j'ai voté Jospin sans conviction*, confie Thomas Bagalter. *J'avais lu quelques jours avant un article du* Monde *qui évoquait la possible présence de l'extrême droite au second tour, ça m'a décidé. Je voterai Chirac au second tour, parce que c'est la seule façon de soutenir la démocratie face aux idées fascisantes et xénophobes. C'est bien de descendre dans la rue, mais c'est le vote qui tranchera. »*

Stéphane Davet
et Dominique Frétard

Karine Saporta invente le « permis de vote »

Karine Saporta, chorégraphe, émet l'idée d'un *« permis de vote »* : *« Le bulletin de vote peut être aussi dangereux qu'un engin qu'on ne sait pas conduire. Je suis pour un permis de vote qu'on obtiendrait après avoir suivi une formation gratuite concernant les mécanismes de notre système électoral. Sinon on est dans le virtuel. On vote comme s'il s'agissait d'un jeu vidéo dont les conséquences ne sont pas réelles. D'autre part, le lieu même où l'on vote me semble inadapté à la mobilité de notre société. On n'est plus ancré dans une région, dans un quartier. On ne se déplace plus pour acheter un bouquin, un billet de train, il faudrait un système plus fluide. Résultat : on constate, le soir même du 21 avril, un éloignement gravissime entre l'électorat et la volonté profonde des Français, qui se traduit dans les manifestations spontanées auxquelles on assiste partout. Il est temps de se mettre la tête sous l'eau froide et de refuser les réactions épidermiques. Je voterai Chirac sans états d'âme. »*

Danièle Sallenave appelle à voter Chirac

L'écrivain Danièle Sallenave, qui avait appelé à voter pour Jean-Pierre Chevènement, nous a fait la déclaration suivante :

« La "dispersion" dont la gauche au pouvoir dit avoir été victime, c'est d'abord à son échec qu'elle la doit, à l'échec de la gauche plurielle, au sentiment de plus en plus partagé par des gens de gauche que cette gauche-là en usurpait le nom ; privatisations plus nombreuses que jamais, accords passés à Barcelone sur le démantèlement du service public, sans parler de l'école, plus que jamais défavorable aux défavorisés, de la Corse... Il faut changer cette manière de faire de la politique en l'absence du peuple. Un républicain, un démocrate, comme il peut en exister à droite comme à gauche, ne peut pas voter Le Pen. Appeler à voter Chirac est indispensable, ce qui ne veut nullement dire qu'on se range sous sa bannière et qu'on oublie qu'il a des comptes à rendre à la nation et à la justice ! Il faut tout faire pour que Le Pen fasse un score inférieur à deux chiffres. Ceux qui ne le pensent pas n'ont pas leur place dans ce mouvement. »

Les écrivains chevènementistes « atterrés »

PARMI les écrivains qui ont soutenu la candidature de Jean-Pierre Chevènement et ont participé au recueil de nouvelles *Contes de campagne* (éd. Mille et une nuits, *Le Monde* du 7 mars), rares sont ceux qui ne se disent pas *« atterrés »* des résultats du 21 avril, tout en refusant d'en assumer une quelconque responsabilité.

► **Catherine Clément a** *« pris le résultat du 21 avril comme un coup derrière la nuque, quelque chose qui anesthésie la pensée, fige les réactions. Une totale surprise. On ne l'avait pas vu venir, même si Jean-Pierre Chevènement sentait que le "pays réel" rejetait le système. Et qu'une envie de protester s'était d'abord portée sur lui, puis sur Arlette Laguiller, et finalement sur Le Pen. Mais Chevènement ne porte pas plus de responsabilité dans le résultat que tous les autres candidats de gauche et d'extrême gauche et les abstentionnistes. On va donc tous voter Chirac, puis il va falloir reconstruire. On a compris pendant cette campagne au côté de Chevènement qu'on était à la fin d'un cycle politique, qu'il y avait un essoufflement des institutions de la Ve République. Il va bien falloir en sortir par le haut. Ce Le Pen n'a aucun avenir. »*

► **Même tonalité chez le romancier François Taillandier :** *« Personne n'avait prévu l'arrivée de Le Pen au second tour, et nous sommes tous d'accord que c'est une catastrophe. Il ne faut plus aujourd'hui reporter la responsabilité sur tel ou tel candidat. Moi, je crois que les responsables sont les diverses forces qui ont gouverné la France depuis vingt ans, qui ont vu monter Le Pen et n'ont pas su s'interroger sur le problème que cela traduisait : Le Pen est fasciste, mais pourquoi a-t-il maintenant presque 20 % des Français avec lui ? Il y a une frange de l'opinion qui est déstabilisée par la mondialisation, par une construction européenne hâtive et insuffisamment expliquée. Il y a quelque chose qui ne va plus entre les couches profondes de la France et les élites politiques qui prétendent les représenter. Chevènement fait partie de ceux qui ont justement cherché à attirer l'attention sur le fait qu'on laissait à Le Pen l'idée nationale, et qui a voulu transcender la gauche et la droite, vieux rêve qu'ont caressé Mendès et de Gaulle. Les gens de gauche l'ont trouvé trop droitier, les gens de droite sont restés à droite. Donc il faut que ce Pôle républicain se réancre dans la gauche. On est en miettes, recomposons-nous. »*

► **Dominique Noguez** et Jean Dutourd sont plus lapidaires, chacun dans son genre, bien sûr. Pour l'auteur d'*Amour noir* (Gallimard, prix Femina 1997), *« la réaction est simple : à gauche toute ! Ma petite utopie des* Derniers Jours du monde, *où j'écrivais que Laurent Fabius serait président en 2010, je croyais qu'elle pouvait tenir. Je me disais que Chirac serait élu, mais qu'en compensation la gauche se reformerait et gagnerait les législatives. Comme cela ne pouvait plus être Jospin, car il avait prévenu : je ne ferai pas une nouvelle cohabitation, il me semblait que ce pouvait être Fabius. Il faut que la gauche trouve un leader qui rassemble. »*

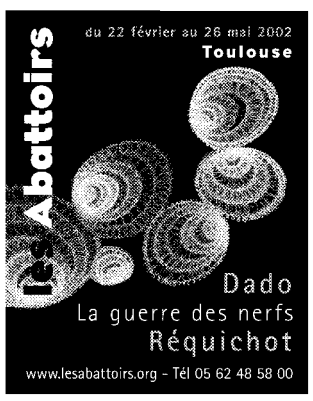
► **Jean Dutourd**, de l'Académie française, qui n'est pas connu pour ses convictions de gauche, tient un discours qui choquera certains de ses « compagnons de route » chevènementistes : *« Je rappellerai un mot admirable de Bonaparte quand il s'est fait premier consul : "J'assume tout. De Clovis aux comités de salut public." L'erreur de Chevènement a été de ne pas tout assumer, de Pétain à Mitterrand. Le Pen est l'enfant de Mitterrand, Mitterrand est mort, le monstre de Frankenstein a survécu. Chevènement était un candidat épatant qui a raté sa campagne, c'est lui qui aurait dû arriver en second, il ne m'a pas donné ce petit plaisir, tant pis. Mais, au milieu des habituelles gargouillades politiques, cette péripétie qui vient s'inscrire dans la vieille histoire politique française, c'est assez drôle, et que Jacques Chirac soit confortablement élu avec des voix de gauche, c'est assez rigolo. Après, on va élire une Assemblée ingouvernable. La IVe République est en vue. C'est peut-être ce qui pouvait arriver de mieux... »*

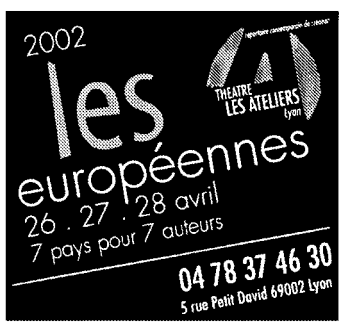
« S'il n'y avait pas eu de candidat communiste le 21 avril, tout cela ne serait pas arrivé »
Patrick Besson

► **Le cas de Patrick Besson,** pourtant auteur d'un des textes de *Contes de campagne*, est plus singulier, car il a *« voté pour Robert Hue, craignant la débâcle du Parti communiste. Cela dit, je pense aujourd'hui que la responsabilité la plus grande dans ce qui apparaît comme une catastrophe nationale – alors qu'au fond le FN ne gagne pas tellement en voix – revient au candidat pour lequel j'ai voté. Quand un parti a participé au gouvernement pendant cinq ans, il ne doit pas présenter de candidat à l'élection présidentielle contre le premier ministre sortant. S'il le fait, il s'affaiblit lui-même, en critiquant un gouvernement dans lequel il était, et évidemment il affaiblit l'autre aussi. On attaque beaucoup l'extrême gauche, mais elle n'était pas au gouvernement. S'il n'y avait pas eu de candidat communiste le 21 avril, tout cela ne serait pas arrivé. Jean-Pierre Chevènement, lui, n'a pas participé aussi longtemps au gouvernement, et puis beaucoup de ses électeurs ne sont pas de gauche. Certains auraient certainement pu aussi voter Jean-Marie Le Pen. Moi, je n'ai jamais voté à droite de ma vie, et je ne sais pas encore si je pourrai voter Chirac le 5 mai. »*

► **Seul Michel Houellebecq,** qui vit depuis plusieurs années en Irlande, affirme, avec son flegme habituel : *« Ce qui s'est passé dimanche ne m'a pas beaucoup étonné, parce qu'il y a un écart de fait entre l'élite et la population. Autrefois, il y avait, d'un côté, les intellectuels (souvent communistes) et le peuple et, de l'autre, les gouvernants. Aujourd'hui, il y a d'un côté les intellectuels et les gouvernants et de l'autre le peuple. Je ne me sens pas coupable de ce qui a eu lieu le 21 avril. C'est sans doute plutôt les électeurs de Mamère ou de Besancenot qui se sentent coupables. Ce qui m'a séduit chez Chevènement, c'est son côté très républicain, non communautariste. Je trouve qu'il a rempli son objectif, pas dans l'ampleur, mais sur le fond, en ralliant des gens de gauche et des gens de droite. Je voudrais ajouter un propos plus personnel : je parle de nouveau à un journal, pourtant je suis choqué par les méthodes des journaux. Le magazine autrichien* Profil *a publié, coupé, un entretien que je contestais.* Le Monde *en a repris quelques phrases. De coupe en coupe, cela n'avait plus aucun sens, ou seulement un sens injurieux. »* (*Le Monde* du 15 février.)

Propos recueillis par
le service Livres





Rens. publicité : ☎ 01.42.17.39.65

Edmonde Charles-Roux, présidente de l'académie Goncourt et veuve du socialiste Gaston Defferre, soutient Jean-Pierre Chevènement depuis 1986. Elle récuse sa responsabilité dans la défaite du PS

« Si les petits candidats avaient eu plus la parole, ils auraient enlevé des voix au FN »

PRÉSIDENTE de l'académie Goncourt, Edmonde Charles-Roux a un long passé de militante. Depuis 1986, lorsqu'elle a quitté le PS en raison des luttes qui, à Marseille, ont marqué la fin de vie de Gaston Defferre, son mari, elle est membre du Mouvement des citoyens et proche de Jean-Pierre Chevènement.

Quelle leçon tirez-vous du 21 avril ?

Il faut d'abord reconnaître que la victoire de la droite est écrasante. J'ai suivi Jean-Pierre Chevènement pendant cette campagne où il a dû « ramer » dans un milieu où il n'y avait plus un seul vote socialiste. Mais à partir du moment où les deux candidats « officiels » se sont mis en route, il n'y a plus eu de place pour les petits candidats. Or c'est au FN qu'ils auraient enlevé des voix et pas au PS, il suffisait d'aller aux réunions pour le comprendre. Il y avait là des militaires, des commerçants, des gaullistes historiques, des enseignants aussi. Erreur tactique colossale, de la presse en particulier, il fallait donner beaucoup plus la parole aux petits candidats. Quant aux amis de Lionel Jospin, dont je suis, ils ne l'ont jamais laissé tomber. Depuis quinze jours on sentait qu'il se préparait quelque chose qui nous dépassait. Ça n'« accrochait » pas. Il y avait comme un cheval emballé sur la route des décisions, qui s'appelle la peur. Le thème de l'insécurité, exploité par Chirac jusqu'à plus soif, profitait à Le Pen. Je m'étonne que les services de police n'aient pas renseigné le gouvernement.

Jean-Pierre Chevènement a-t-il une responsabilité dans l'échec de Lionel Jospin ?

Absolument pas. Je suis sûre que les voix qu'il a eues ne seraient pas allées sur Lionel Jospin au premier tour.

Certaines vont-elles se reporter sur Jean-Marie Le Pen ?

Je n'en vois pas une seule. Je voudrais redire ici mon admiration pour Jean-Pierre Chevènement, pour son côté stendhalien, son côté personnage à la Truffaut, son ironie froide, un courage sans fanfare. Mais je voudrais insister aussi sur la dignité de Lionel Jospin. Je ne sais pas si j'aurais pris cette décision, mais on ne peut pas, d'un côté, admirer Chevènement quand il a le courage de démissionner et, d'un autre côté, critiquer l'attitude de Jospin. Nous avons vécu un moment curieux : on donnait vainqueur le malhonnête et on criait haro sur l'honnête...

Qu'allez-vous faire le 5 mai ?

Je n'ai jamais voté à droite de ma vie, mais je vais voter pour Jacques Chirac, navrée.

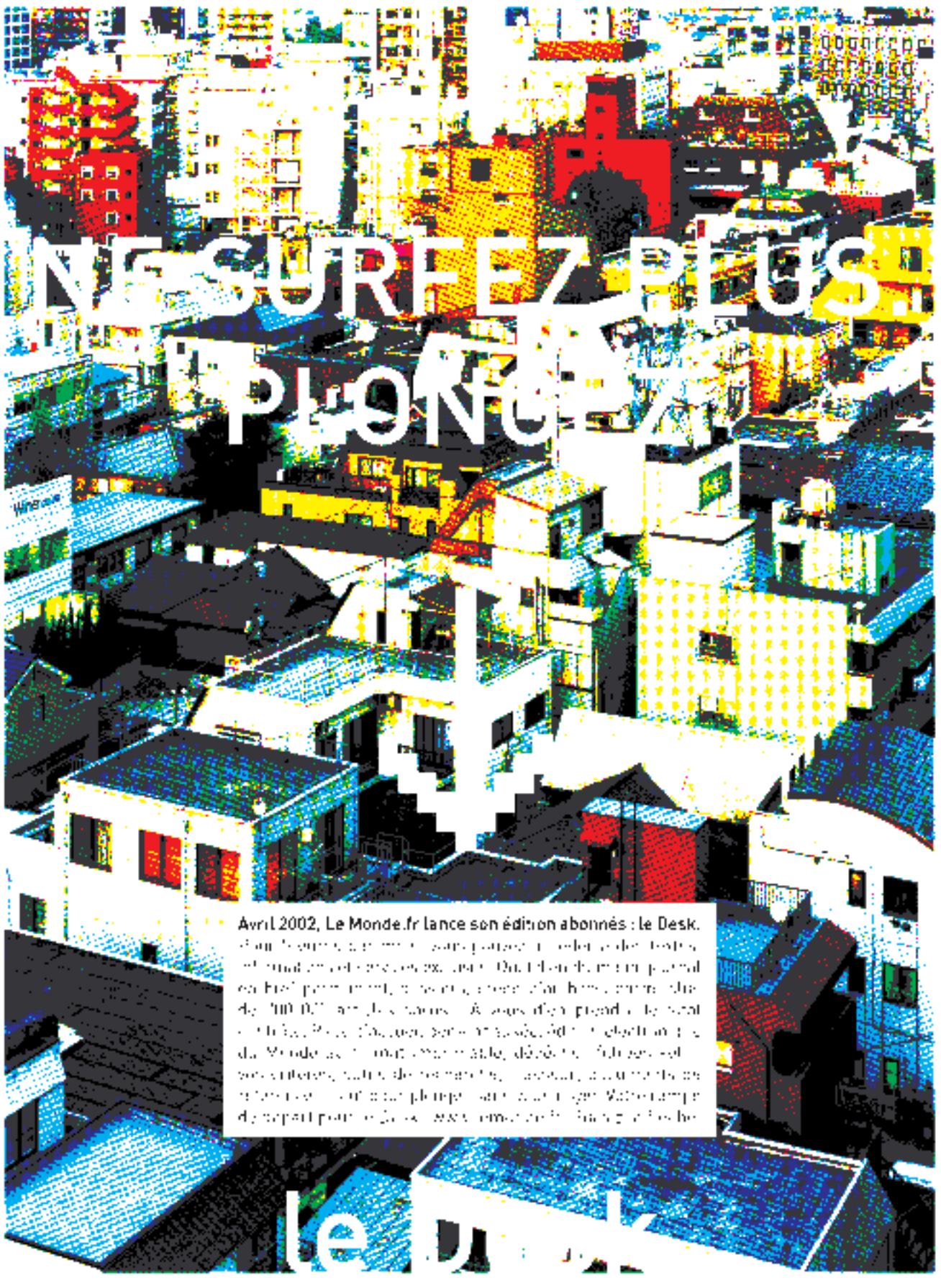
Où sont ces voix qui ont manqué à Lionel Jospin ?

Enormément d'abstentionnistes. Et puis ce peuple de vieillards qui ont peur, leur sentiment d'insécurité étant renforcé par la manière dont les médias montent en épingle chaque fait divers. Il faut ajouter à cela la grande peur du terrorisme arabe. Plus profondément, la déroute de la gauche est liée au sentiment d'abandon de nombreux Français. Ils se vivent comme laissés-pour-compte par le gouvernement, par les socialistes. Sur la sécurité bien sûr, mais beaucoup d'entre eux pensent que la question ne sera pas résolue en mettant un gendarme derrière chaque citoyen. Mais aussi sur l'Europe qui les effraie, avec ses réglementations multiples. Certains paysans sont désespérés et pas entendus.

Depuis dimanche soir, on voit des manifestations spontanées contre le FN...

Les lycéens sont plus conséquents que nous et ils viennent de le prouver. Mais il faudra se méfier du 1er mai. Que le préfet de police ait bien du talent. Il est indispensable que les deux cortèges, celui de gauche et celui du FN, ne se rencontrent pas. Ni bagarres ni casseurs. C'est une situation que j'ai vécue d'une certaine manière au début de la présidence de François Mitterrand. Souhaitons qu'elle ne débouche pas sur un drame.

Propos recueillis par Josyane Savigneau



Olivier Assayas, Robert Guédiguian, Nicole Garcia et Gaspard Noé forment la sélection française

Pour sa 55e édition, le Festival de Cannes s'ouvre au Proche-Orient

UN FILM israélien (*Kedma*, d'Amos Gitaï) et un palestinien (*Intervention divine,* d'Elia Suleiman) en compétition, des productions venues du Liban, de Syrie mais aussi d'Algérie : le Festival de Cannes 2002, le cinquante-cinquième, ouvre largement sa programmation à cette région du monde, jusqu'ici peu représentée. Toute en mettant en avant cet aspect *« engagé »* de la Sélection officielle, les triumvirs qui dirigent le festival (Véronique Cayla, Thierry Frémaux et le président Gilles Jacob) ont insisté, lors de la présentation de l'édition 2002, mercredi 24 avril, sur l'extrême diversité géographique et artistique des films proposés.

Toutes sections confondues, les sélectionneurs cannois sont allés dans 33 pays pour trouver les 55 longs métrages proposés (sur les 1 242 visionnés). Outre les pays du pourtour méditerranéen, la Thaïlande, l'Argentine (qui malgré sa vitalité actuelle reste encore à la porte de la Sélection officielle), le Brésil sont présents, pendant que l'exclusion de l'Afrique, effective depuis plusieurs années, prend fin avec la présence du Mauritanien Abderrhamane Sissako.

La domination des cinémas d'Extrême-Orient s'estompe un peu. Sur les 22 films de la compétition, qui seront départagés par le jury présidé par David Lynch, on ne compte qu'un chinois, *Unknown Pleasures,* de Jia Zhang-ke, et un coréen, *Chihwaseon,* de Im Kwon-taek.

Lors de la conférence de presse, Thierry Frémaux a presque paru s'en excuser : la Grande-Bretagne est particulièrement bien représentée, par des vétérans, comme Ken Loach, de retour en Ecosse pour *Sweet Sixteen*, ou Mike Leigh (*All or nothing*) et Michael Winterbottom qui présentera une chronique de la vie musicale à Manchester, du punk aux premiers pas de la techno, dans *24 Hour Party People.* Ce film est tourné en images numériques, une condition qu'il partage avec un grand nombre d'œuvres dont *Ten,* d'Abbas Kiarostami, ou le film de Jia Zhang-ke. Certaines salles du festival seront équipées de projecteurs numériques.

Contrairement à l'insistante rumeur qui courait quelques heures encore avant l'annonce de la sélection, les Etats-Unis sont bien présents : ils ont même l'honneur d'amener pour la première fois depuis les temps reculés du *Monde du silence,* de Louis Malle et Jacques-Yves Cousteau, en 1955, un documentaire en compétition, avec *Bowling for Columbine,* de Michael Moore, consacré au commerce des armes.

WOODY ALLEN HORS COMPÉTITION

Deux représentants de la jeune garde, Paul Thomas Anderson (*Punch Drunk Love*, dont l'improbable distribution réunit le comique Adam Sandler et Emily Watson) et Alexander Payne (*About Schmidt,* avec Jack Nicholson) complètent la représentation américaine qui concourra pour la Palme d'or. Woody Allen présentera en personne son *Hollywood Ending,* mais en ouverture hors compétition.

La sélection française rassemble un jeune vétéran cannois, Olivier Assayas (*Demon Lover*, avec Connie Nielsen, Chloe Sevigny et Charles Berling), et trois néophytes dans la compétition : Robert Guédiguian (*Marie-Jo et ses deux amours*, avec Ariane Ascaride), Nicole Garcia (*L'Adversaire,* d'après le récit d'Emmanuel Carrère, avec Daniel Auteuil) et Gaspard Noé, dont *Irréversible* est précédé d'un bruissement de scandale. Enfin, le festival poursuit sa lente ouverture au public. Les hommages à Jacques Tati et à Billy Wilder seront rendus sur la plage Macé, rebaptisée *« salle des sables »*, où des concerts de musiques de films seront donnés.

Thomas Sotinel

55 longs métrages de 33 pays

● **Compétition** : *Punch Drunk Love,* de Paul Thomas Anderson (Etats-Unis), *Demon Lover,* d'Olivier Assayas (France), *L'Ora di Religione,* de Marco Bellocchio (Italie), *Spider,* de David Cronenberg (Grande-Bretagne), *Le Fils,* de Luc et Jean-Pierre Dardenne (Belgique), *L'Adversaire,* de Nicole Garcia (France), *Kedma,* d'Amos Gitaï (Israël), *Marie-Jo et ses deux amours*, de Robert Guédiguian (France), *Chihwaseon (Ivre de femmes et de peinture),* d'Im Kwon-taek (Corée), *Unknown Pleasures,* de Jia Zhang-ke (Chine), *L'Homme sans passé,* d'Aki Kaurismäki (Finlande), *10,* d'Abbas Kiarostami (Iran), *All or Nothing,* de Mike Leigh (Grande-Bretagne), *Sweet Sixteen,* de Ken Loach (Grande-Bretagne), *Bowling for Columbine*, de Michael Moore (documentaire, Etats-Unis), *Irréversible,* de Gaspard Noé (France), *Le Principe de l'incertitude,* de Manoel de Oliveira (Portugal), *About Schmidt,* d'Alexander Payne (Etats-Unis), *The Pianist,* de Roman Polanski (Grande-Bretagne - France), *Russian Ark,* d'Alexandre Sokurov (Russie), *Intervention divine,* d'Elia Suleiman (Palestine), *24 Hour Party People,* de Michael Winterbottom (Grande-Bretagne).

● **Hors compétition** : *Hollywood Ending,* de Woody Allen (Etats-Unis, ouverture), *Spirit,* de Kelly Asbury et Lorna Cook (dessin animé, Etats-Unis), *Devdas,* de Sanjay Leela Bhansali (Inde), *Ararat,* d'Atom Egoyan (Canada), *Cidado de Deus,* de Fernando de Meirelles (Brésil), *And Now, Ladies and Gentlemen,* de Claude Lelouch (France, clôture).

● **Séances spéciales** (documentaires) : *De l'autre côté,* de Chantal Akerman (France), *Searching for Debra Winger,* de Rosanna Arquette (Etats-Unis), *Carlo Giuliani, Ragazzo,* de Francesca Comencini (Italie), *The Kid Stays in The Picture,* de Brett Morgen et Nanette Burstein (Etats-Unis), *Femmes en mirori,* de Kiju Yoshida (Japon).

● **Un certain regard :** *Madame Sata,* de Karim Ainouz (Brésil), *Rachida,* de Yamina Bachir (Algérie), *La Pleureuse,* de Liu Bingjan (Chine), *Double Vision,* de Chen Kuo-fu (Taiwan), *Balzac et la petite tailleuse chinoise,* de Sije Dai (Chine), *Confession,* de Zeki Demirkubuz (Turquie), *Les Chansons du pays de ma mère,* de Bahman Ghobadi (Iran), *Tomorrow La Scala,* de Francesca Joseph (Grande-Bretagne), *Une part du ciel,* de Bénédicte Liénard (Belgique), *Sacrifices,* d'Oussama Mouhamad (Syrie), *Terra incognita,* de Ghassan Salhab (Liban), *En attendant le bonheur,* d'Abderrahmane Sissako (Mauritanie), *Long Way Home,* de Peter Sollett (Etats-Unis), *El Bonaerense,* de Pablo Trapero (Argentine), *L'Ange de l'épaule droite,* de Djamshed Usmanov (Tadjikistan), *Blissfully Yours,* d'Apichatpong Weerasethakul (Thaïlande), *Ten Minutes Older,* courts-métrages de Victore Erice, Werner Herzog, Jim Jarmusch, Chen Kaige, Aki Kaurismäki, Spike Lee et Wim Wenders.

● **Semaine de la critique** : *Intacto,* de Juan Carlos Fresnadillo (Espagne, ouverture), *Rana's Wedding*, de Hany Abu-Assad (Palestine - Pays-Bas), *Filles perdues, cheveux gras*, de Claude Duty (France), *Too Young to Die,* de Jin Pyo Park (Corée), *Les Fils de Marie*, de Carole Laure (Canada-France), *Respiro,* d'Emanuele Crialese (Italie), *Kabala,* d'Assane Kouyaté (Mali- France), *Chicken Heart*, de Hiroshi Shimizu (Japon), *Da Zero a Dieci,* de Luciano Liguabue (Italie, clôture).

● **Quinzaine des réalisateurs :** le programme devrait être annoncé le 29 avril.

Exposition Peinture et musique unis par le sentiment

PARIS La surface d'exposition du Musée de la musique, à la Cité de la musique, n'autorise guère la prolixité, si bien qu'on a l'immédiate sensation d'y être comme dans un salon privé, dans le cabinet d'un amateur. Vaste par son propos et les croisements qu'elle ménage entre *« arts figurés »* et musique, l'exposition « L'invention du sentiment aux sources du romantisme » a pourtant les vertus d'un aimable cocon. Tout est fait pour l'aise des visiteurs : des appareils individuels permettent l'écoute d'extraits sonores bien choisis (et bien interprétés) devant les tableaux, les sculptures ou devant les quelques manuscrits musicaux et gravures de décors d'opéra.

Le visiteur plus spécialement mélomane peut se retirer dans ce que Frédéric Dassas, le directeur du Musée de la musique, appelle des *« cabinets d'écoute »* : des espaces confortables où les visiteurs peuvent s'asseoir et décider d'écouter le mouvement lent du *Quintette à deux violoncelles* de Schubert ou la « Marche funèbre » de l'*Olympie* de Spontini.

« En fait, nous dit Frédéric Dassas, *le visiteur peut écouter la musique par petites touches et se concentrer sur l'exposition ; ou l'inverse : les mélomanes considéreront les œuvres visuelles comme un support à la musique diffusée par les casques baladeurs. »*

La relation des musiques et des œuvres plastiques sélectionnées est moins tangible que dans le cadre de l'époque considérée par la précédente exposition du Musée de la musique, *Figures de la passion,* où le geste rhétorique, représenté picturalement, trouvait son équivalence structurelle dans les figures du discours musical. A l'époque préromantique, la qualité ineffable de la musique est un défi permanent pour les plasticiens alors indéfectiblement liés à la matière.

Comme l'écrit Frédéric Dassas, *« cette exposition s'attache à l'unité – une des unités possibles – à travers la question du sentiment. Opposer passions et sentiments, c'est en effet mettre en regard la diversité méthodiquement étudiée des premières, dans l'universalité de leurs manifestations, et l'unité intuitivement perceptible du second, dans l'intimité de ses expressions individuelles. Après l'interrogation sur les mécanismes de l'âme, leurs effets et leurs causes, il s'agit maintenant de cerner les méandres d'une quête, fondée sur la croyance en une vérité intérieure susceptible de donner accès à un degré supérieur des réalités. »*

Assemblées en cinq sections thématiques (« La rhétorique des larmes et la vertu des héros », « La scène musicale », « De la tragédie au cauchemar », « L'artiste : héros et virtuose », « Le sentiment de la nature »), les œuvres frappent juste même si certaines d'entre elles ont une modeste réputation, comme les deux émouvantes études de terre cuite de Joseph-Charles Marin, *La Charité romaine* et *Œdipe et Antigone.* Frédéric Dassas insiste sur la présence de rares gravures, dont la durée d'exposition est de trois mois tous les trois ans ; plus encore il se réjouit des rapprochements de séries faits par ses commissaires, notamment entre les scènes de *Faust* de Peter von Cornelius et celles d'Eugène Delacroix.

Renaud Machart

« L'invention du sentiment, aux sources du romantisme (1770-1830) ». Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. Tél. : 01-44-84-44-84. M° Porte-de-Pantin. Du mardi au samedi de 12 heures à 18 heures et jusqu'à 20 heures les soirs de concert ; le dimanche de 10 heures à 18 heures. 6,10 € (sans conférencier) et 10 € (avec conférencier). Catalogue, 287 p., avec un CD d'extraits musicaux, 50 €. Jusqu'au 30 juin.
Illustration : *La Mort d'Hyacinthe*, de Jean Broc. © Musée de Poitiers, Ch. Vignaud.

Musiques

PARIS

Les Sous-Fifres du Bousbecquistan

Un orchestre de sept musiciens, tous premiers prix, issus des conservatoires classiques, du jazz, de la chanson, qui confie aux spectateurs volontaires sa direction, cela pourrait au premier abord ne tenir que du happening. Ce projet, conçu par le percussionniste Thomas Dalle (TSF, Enzo Enzo, avec Olivier Py...) n'a pourtant rien d'un gadget, tant les musiciens impliqués témoignent régulièrement de leur amour pour la musique. Ainsi avec Dalle on trouve au sein des Sous-Fifres du Bousbecquistan le tubiste Didier Havet, le contrebassiste Matthieu Dalle, le violoniste Jean-Lou Descamps, le saxophoniste Daniel Beaussier, le tromboniste Damien Verherve et le pianiste François Bréant pour ces successions d'improvisations musicales qui peuvent aussi être spectacles.

La Maroquinerie, 23, rue Boyer, Paris-20e. M° Gambetta. Tél. : 01-40-33-30-60.
Le 25, à 20 h 30. De 8 € à 12 €.

Classique

CAEN

Le Concert d'Astrée

La claveciniste française Emmanuelle Haïm est un chef de chant respecté par ses collègues du milieu de la musique ancienne : enseignante au Conservatoire national supérieur de musique de Paris, elle a été déterminante dans la production des *Boréades* de Jean-Philippe Rameau, dirigée par Simon Rattle au Festival de Salzbourg en 1999, selon le chef britannique lui-même, qui ne jure que par elle. Emmanuelle Haïm s'est depuis jetée à l'eau et, comme la plupart de ses confrères, a fondé son propre ensemble, Le Concert d'Astrée. Si l'on s'est alarmé de la voir s'attaquer à des ouvrages lourds qui réclament une expérience de chef plus approfondie, on ne doute pas qu'elle donne le meilleur de sa belle personnalité musicale dans un programme chambriste tel que celui qu'elle propose ce soir à Caen.

Eglise Notre-Dame-de-la-Gloriette, rue Saint-Laurent, Caen (Calvados). Le 27, à 20 heures. Tél. : 02-31-30-48-00. 18 €.

Exposition

PARIS

L'Or des îles

Couronnes, boucles d'oreilles, ornements frontaux, pectoraux, peignes, anneaux, épingles, ceintures, colliers, bagues, bracelets de poignets ou de chevilles : 252 pièces venant d'Indonésie, de Malaisie ou des Philippines sont présentées à la Fondation Bismarck. Elles sont en or ou en laiton, en bois ou en nacre, en ivoire ou en écaille de tortue. L'essentiel de cette collection a été rassemblé par Jean-Paul Barbier dans les années 1970. Le collectionneur suisse vient de la donner au futur musée du quai Branly. Cet ensemble a été étudié et documenté par Susan Rodgers, anthropologue américaine. Car ces bijoux ne sont pas seulement la manifestation d'une tradition esthétique, ils jouent également un rôle dans l'organisation des sociétés qui les ont élaborés. Ils révèlent la position sociale de celui qui les porte, servent de monnaie d'échange ou renforcent les alliances entre les clans. Enfin, ils ont une dimension symbolique non négligeable. Des tissus indonésiens, également offerts par Monique et Jean-Paul Barbier, complètent cette exposition.

Fondation Mona Bismarck, 34, avenue de New York, Paris-16e. M° Alma-Marceau. Tél. : 01-47-23-38-88. Du mardi au samedi de 10 h 30 à 18 h 30, jusqu'au 29 juin. Entrée libre.

Sélection disques jazz et blues par Sylvain Siclier

MISJA FITZGERALD MICHEL

On The Edge

Le guitariste Misja Fitzgerald Michel a d'abord imposé sa présence sur scène durant une dizaine d'années avant de proposer son premier disque en 1998 et quatre années plus tard *On The Edge,* qui pourra rester dans les discothèques plus d'une saison. On y entend un trio bien constitué (Drew Gress à la contrebasse, Nasheet Waits à la batterie), l'affirmation d'un propos dense et concentré. Fitgzerald Michel, qui a assimilé ses probables influences (Pat Metheny, John Abercrombie mais aussi le contrebassiste Dave Holland), évolue entre grâce swing et traits légèrement rageurs, pas loin de l'harmolodie colemanienne, avec un sens du placement très sûr, dans un espace ouvert. Les compositions prenantes du guitariste dans un registre difficile de demi-teinte sont emportées par l'interprétation vive du trio.

1 CD DMP. Distribution directe chez quelques disquaires (www.misja-fitzgerald-michel.com).

MARDI GRAS B. B.

Zen Rodeo

Troisième album de la formation allemande Mardi Gras B. B. (pour brass band) qui aux fanfares pour fêtes de la bière préfère le blues et funk de celles de La Nouvelle-Orléans. Dans une veine proche du Dirty Dozen Brass Band, orchestre à succès du renouveau du genre au début des années 1980, Mardi Gras B. B. utilise les vents (famille des tubas, trompettes, saxophones, trombones, flûtes) et percussions (caisse claire, grosse caisse) de la fanfare mais y ajoute la petite touche de modernité que sont les platines d'un DJ – pas évident à manier pour les défilés – et des riffs de guitare électrique du leader Jochen Wenz. Ce qui donne un assemblage parfois expérimental, avec des virées dans l'univers musical du cabaret. Un parti pris qui permet au groupe de se dégager de l'unicité ludique, béquille un peu trop évidente de nombreuses fanfares.

1 CD Hazelwood-Emarcy. Distribué par Universal.

JEAN TOUSSAINT

Blue Black

Avec Courtney Pine, autre saxophoniste de la génération des quadragénaires, Jean Toussaint est l'un des musiciens qui aborde avec le plus de pertinence le rapprochement possible du jazz avec les musiques jamaïquaine et celles du bassin caraïbe. Ce qui chez lui ne prend pas la forme d'un voyage touristique mais fouille la relation rythme/mélodie particulièrement vive dans ce *Blue Black.* A cet aspect s'ajoute, dans la continuité de l'influence de Wayne Shorter, une belle expressivité sur les ballades. Toussaint, comme son aîné, a un jeu fluide, avec un phrasé sélectif qui valorise l'intensité plus que le débordement virtuose. Mulgrew Miller au piano, Robert Hurst à la contrebasse et Jeff « Tain » Watts à la batterie sont des compagnons idéalement attentifs.

1 CD Space Time Records. Distribué par Night & Day.

JOHNNY DOWD

The Pawnbroker's Wife

Originaire du New Jersey, le guitariste Johnny Dowd chante certains des thèmes éternels comme les amours en désordre *(Separate Beds),* les dérives dans l'alcool ou la folie *(Monkey Run)* d'un ton où se mêlent désespérance, pas mal d'ironie et une certaine sauvagerie. Direct, Dowd appelle clairement un père indigne et tripoteur un salopard et oppose à son propre timbre un peu rauque l'angélisme pop de Kim Sherwood-Caso (le duo *I Love You* est une perle de méchanceté clairvoyante). Le country blues de Dowd est traversé par des sons de synthétiseurs antiques, des syncopes casse-gueule aux percussions, un va-et-vient des guitares entre gentillesse folk et âpreté punk. Le monde de Dowd est celui d'une Amérique sous pression, à la bienséance de façade où règnent des prédicateurs dévoyés et un rapport violent au monde *(Judgment Day).* Sans concession, libre des formes comme le jazz, *The Pawnbroker's Wife* est un choc salutaire.

1 CD Munich Records. Distribué par Socadisc.

CONCERTS
OPÉRA NATIONAL DE PARIS
Dimanche soir au Palais Garnier
Musique de chambre
Par les musiciens de l'Orchestre de l'Opéra
Mozart - Dvořák
5 mai – 20h30
Palais Garnier
Informations – Réservations
0 892 69 78 68*
www.opera-de-paris.fr
*0,337 € TTC/min

ensemble intercontemporain
Mardi 30 avril - 20 h
salle des concerts
Prismes
Johannes-Maria Staud
A map is not the territory
Wolfgang Rihm
Abschiedsstücke
Michael Jarrell
...prisme/incidences...
Brett Dean
Pastoral Symphony
Françoise Pollet, soprano
Hae-Sun Kang, violon
Ensemble Intercontemporain
direction Markus Stenz
cité de la musique
01 44 84 44 84

ARTS • Une réflexion subtile sur des séries d'œuvres basées sur un raisonnement logique

De Max Bill à John Cage, douze cas de variations entre harmonie et chaos

LE PRINCIPE de la variation n'est pas neuf, que ce soit en musique ou dans les arts visuels. Combien de dessins qui sont des variations à partir d'un motif ou d'un modèle unique ? Combien de tableaux pris dans la même logique, ne serait-ce que chez Monet et Cézanne ? Au XXe siècle, du côté de l'abstraction, ce mode de production est cependant devenu d'autant plus fréquent que l'exécution des œuvres voulait répondre à des règles algébriques ou géométriques. La création artistique s'accomplit alors selon un modèle de type scientifique, avec ce que cela suppose de méthode et de calculs.

Une exposition consacrée à ce sujet ne peut être que rigoureuse et bien calculée. En douze cas, de Max Bill à John Cage, le parcours conçu par Dominique Boudou, directrice de l'Espace de l'art concret, examine différentes pratiques et conceptions de la variation, en élargissant progressivement le champ de la réflexion. Les plus pures sont celles qui appliquent des formules simples, division rectiligne de la surface en noir et blanc selon Aurélie Nemours, conversion des chiffres pairs et impairs en carrés rouges ou bleus par François Morellet, transcription des pages d'un quotidien en quadrilatères de couleur par Jean-François Dubreuil. Le principe ayant été déterminé, le peintre le met en pratique en s'interdisant toute transgression, qui serait une trahison. C'est moins l'œuvre, alors, qui se présente à la vue qu'un axiome et une apologie de la rigueur.

Apologie séduisante. Et discutable, tant elle enferme la création dans un ordre idéal et confortable, excessivement éloigné du désordre réel du monde. Aussi les variations les plus intéressantes sont-elles celles qui tolèrent l'approximation, celles qui sous-entendent que leur magnifique équilibre est fragile ou illusoire. A en juger d'après les toiles et sculptures de Vantongerloo, on peut croire que ce dernier s'en était aperçu très tôt, dès les années 1930. Il peint alors par quadrillages et rectangles. Mais ses architectures ne sont pas inébranlables, ni ses couleurs des surfaces opaques.

Le dessin mural rouge conçu sur ordinateur par Gottfried Honegger se tient sur la même arête, entre rigidité et liberté. Le cercle rouge se casse en demis et quarts de rond qui se réagrègent en sinusoïdes et ogives. Les lignes montent et, à mesure qu'elles s'élèvent sur le mur où elles sont tracées, elles inventent les figures d'une géométrie flottante. Le même adjectif vient à l'esprit pour qualifier les tableaux de Robert Mangold, dans lesquels des ellipses semblent se gonfler et décoller comme des dirigeables dans un ciel étrangement vert glauque.

Le principe ayant été déterminé, il interdit toute transgression, qui serait une trahison

La salle la plus inattendue est cependant celle qui est dédiée à John Cage. On y voit un dessin d'après le jardin japonais Ryoanji, d'une grâce fort aérienne. On y entend son *Roaratorio* – autrement dit oratorio rugissant – pour huit bandes magnétiques en hommage à Joyce et son *Finnegans Wake.* Les mots, les cris, les bruits, les chants s'entrecroisent et se superposent, tissant autour de l'auditeur un filet dont il a peine à s'extraire, tant est puissant l'effet sonore et spatial obtenu par ce dispositif.

Ce *Roaratorio* est indiscutablement une variation, et même une suite de variations, à partir de Joyce. Mais, au lieu de s'inscrire dans un schéma prédéterminé et d'appliquer un procédé visible, il se développe comme une vaste improvisation lyrique, dans laquelle s'entend la rumeur du chaos bien plus que l'harmonie d'un ordre abstrait.

Philippe Dagen

15 VARIATIONS SUR UN MÊME THÈME, Espace de l'art concret, château de Mouans, Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes). Tél. : 04-93-75-71-50. Tous les jours, de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 juin.

PATEK PHILIPPE & CO.
REF. 1563, 1946
MONTRE-BRACELET AVEC CHRONOGRAPHE RATTRAPANT
ESTIMATION
800,000–1,000,000 €
AYANT APPARTENU À DUKE ELLINGTON

GENÈVE 13 MAI 2002
MONTRES DE COLLECTION
VENTES
13 MAI
EXPOSITION
10–13 MAI
HÔTEL DES BERGUES
33 QUAI DES BERGUES
1201 GENÈVE
INFORMATION
AUREL BACS
+41 22 319 20 20
+41 22 319 20 36 FAX
CATALOGUES
+800 7318 4000 EU
PHILLIPS, de PURY & LUXEMBOURG
100 RUE DU RHÔNE
1204 GENÈVE
PHILLIPS-DPL.COM
PHILLIPS
de PURY & LUXEMBOURG

Jodie Foster, une vie après le 11 septembre

L'actrice de « Panic Room », maman pour la deuxième fois au lendemain des attentats, dit vouloir s'éloigner de Hollywood et prépare un film sur la cinéaste hitlérienne Leni Riefensthal

LANCE STAEDLER

JODIE FOSTER reçoit les journalistes sur le sofa d'une suite du Ritz. C'est le lieu choisi par la Columbia pour organiser les interviews de la star de *Panic Room*, le nouveau film de David Fincher. Ce pourrait tout aussi bien être l'un des décors utilisés pour la somptueuse demeure du film, où l'actrice américaine excelle dans son numéro de prédilection : celui d'une femme sous pression qui garde son sang-froid, qui lui valut déjà deux Oscars pour *Les Accusés* et *Le Silence des agneaux*. *« Je voulais travailler avec David Fincher depuis longtemps, c'est l'un des meilleurs techniciens de sa génération »*, affirme-t-elle, avant de rajouter, plus dubitative : *« J'ai fait des premiers films puis d'autres avec des réalisateurs plus confirmés, on ne sait jamais ce qui va en sortir. J'ai pu me laisser séduire par des metteurs en scène qui racontaient formidablement bien leur projet, mais se révélaient incapables de donner des ordres sur un plateau. »*

Si *Panic Room* est bien la raison de sa venue en France, le film n'arrive pas en tête des préoccupations de Jodie Foster. Ce n'est pas tant le cinéma aujourd'hui qui l'intéresse que tout le reste. *« Le succès d'un film comme* La Chute du faucon noir *est intéressant. On pensait après le 11 septembre que les gens voulaient voir des comédies, mais en fait ils sont prêts pour la guerre. Cela fait peur de voir le patriotisme américain quand on a vécu les années 1960. Après la guerre du Vietnam, cela fait bizarre. »*

Le deuxième fils de Jodie Foster, Kit, est né le 29 septembre 2001. C'est clairement, selon elle, la chose la plus importante qui lui soit arrivée. Curieusement, Jodie Foster a souvent imposé à l'écran l'image d'une actrice à la sexualité réprimée qui possédait tous les atouts d'un héros masculin solitaire, intransigeant, animé par un idéal de justice et de vérité, étranger à tout idéal familial.

Son interprétation du détective Clarice Starling dans *Le Silence des agneaux* reste exemplaire à cet égard tant il jouait sur l'image d'une femme physique dont la première qualité est son professionnalisme. Son refus de reprendre son rôle dans *Hannibal*, la suite du *Silence des agneaux*, était on ne peut plus logique. *« Jamais un spectateur ne fantasmera sur Jodie Foster »*, expliquait le producteur italien Dino de Laurentiis avant de la remplacer par Julianne Moore. Les nouvelles caractéristiques du personnage de Clarice Starling, dont la relation avec Hannibal Lecter devenait plus sexuée, excluaient naturellement Jodie Foster.

BIOGRAPHIE

▶ 1976
Enfant prostituée dans « Taxi Driver », de Martin Scorsese.

▶ 1989
Oscar pour son rôle d'une femme violée dans « Les Accusés », de Jonathan Kaplan.

▶ 1991
Réalise « Le Petit Homme ».

▶ 2001
Le magazine « Empire » l'inclut parmi les 100 stars les plus sexy.

« Le Silence des agneaux *montrait un individu dont la mission est d'en sauver d'autres.* Hannibal *parle essentiellement de décadence. Clarice Starling rejoint Lecter dans le cannibalisme. Cela ne m'intéresse plus. J'ai naturellement redéfini tous mes objectifs professionnels, et plusieurs questions ont brutalement fait surface. Qui sont ces gens qui ont des enfants et font trois films par an ? Cela signifie-t-il qu'ils ne voient jamais leurs enfants ? Sans doute. J'ai donc fait le choix de les voir. Je ne paierai donc pas quelqu'un à ma place pour remplir mon rôle de mère. »*

« ENFERMÉS DANS LEUR PETIT MONDE »

« Mon fils est né peu après le 11 septembre. C'était un moment crucial pour mon pays, les gens étaient abattus, et moi j'allais mettre au monde un enfant. Les Américains sont enfermés dans leur petit monde. Le 11 septembre ressemblait à un drôle de réveil. On ne peut pas leur parler de la complexité de la situation politique internationale, même maintenant. »

Signe de son éloignement grandissant, l'actrice américaine a tiré un trait, le 1er janvier, sur Egg Pictures, sa maison de production, qui servait de structure aux films réalisés par l'actrice (*Little Man Tate* et *Flora Plum,* son prochain projet situé dans le milieu du cirque) et à d'autres projets plus pointus, *Waking the Dead*, de Keith Gordon, et *The Dangerous Lives of Altar Boys. « Le métier de producteur est le plus ingrat qui existe. Vous passez des années à travailler avec un artiste pour ne jamais voir votre travail reconnu à sa juste valeur. C'est une forme d'esclavage qui a cessé de m'intéresser. »*

Jodie Foster est arrivée deux jours avant le tournage de *Panic Room,* après le forfait de Nicole Kidman, blessée. *« Tous les autres comédiens ont répété durant huit semaines, je me suis contentée d'improviser. »* Jodie Foster devait en principe présider le jury du Festival de Cannes, rendez-vous qu'elle a annulé pour interpréter cette femme enfermée dans une chambre forte et assaillie par trois cambrioleurs venus chercher une somme d'argent dissimulée dans son coffre.

Pour jouer les femmes terrorisées, l'actrice américaine a revu *Les Chiens de paille*, de Sam Peckinpah, et *Seule dans la nuit*, de Terence Young, avant de comprendre que ce n'était pas tant la dimension horrifique du thriller qui l'intéressait que la relation mère-fille qu'il décrivait. *« Vous avez bien vu Kristen Stewart, l'actrice qui interprète ma fille dans le film ? C'est dingue, cette adolescente me ressemble complètement. Pourtant je n'ai rien à voir avec son choix, mais j'ai passé des moments formidables avec elle. »*

Son avenir professionnel se résume essentiellement en un nom : Leni Riefensthal, la réalisatrice du *Triomphe de la volonté* et des *Dieux du stade.* Jodie Foster projette déja depuis plusieurs années d'interpréter la réalisatrice allemande à l'écran. La ressemblance physique entre Leni Riefensthal et la comédienne est frappante, profil identique, même crinière blonde. Il reste à évaluer la distance que compte prendre l'actrice avec la propagandiste du IIIe Reich.

« Elle a eu une vie extraordinaire. C'est un destin exemplaire. Etait-elle responsable en tant qu'artiste de l'avènement du IIIe Reich ? Je ne sais pas. Elle n'a légalement rien fait de mal. Elle n'était pas membre du parti nazi, elle n'a pas posé de bombes. Ce film ne sera jamais le film d'un héros spilbergien, ce sera plus Raging Bull. *Curieusement, les gens sont très en colère quand je leur dis que je vais faire un film sur elle. Mais il y a énormément de choses à apprendre de Leni Riefensthal. C'est peut-être la cinéaste féminine la plus importante qui ait vécu. Je l'ai rencontrée, c'est un sacré personnage. Je ne veux pas la laisser dans un placard. »*

Samuel Blumenfeld

LES GENS DU MONDE

■ **Alain Arnaud,** 54 ans, conseiller technique chargé de la musique et de la danse au cabinet de **Catherine Tasca** depuis avril 2000, est mis à la disposition de la Cité de la musique à Paris, où il sera chargé des publications et des éditions. Membre de l'inspection générale du ministère de la Culture, il a été, de 1993 à 1995, directeur de l'Ecole d'art lyrique de l'Opéra de Paris, après avoir participé au cabinet de **Jack Lang** de 1990 à janvier 1993.

■ Quinze sculptures des collections du Musée d'Art Moderne de New York (MoMA), ont été installées pour deux ans au Jardin botanique de New York, dans le quartier du Bronx. Ces œuvres, parmi lesquelles *La Chèvre* de **Picasso**, le *Monument à Balzac* d'**Auguste Rodin** ou *Tall Figure III* d'**Alberto Giacometti**, étaient présentées au public dans la cour intérieure du musée de Manhattan qui ferme ses portes le 21 mai pour des travaux de rénovation. *« Les visiteurs pourront continuer à profiter des plus fameuses sculptures du MoMA, mises en valeur par la beauté du jardin »,* a commenté le directeur du MoMA, **Glenn Lowry.** C'est l'architecte japonais **Yoshio Taniguchi** qui est chargé de la rénovation du musée.

■ Les organisateurs des Oscars ont annoncé mardi avoir reçu en don une collection de films appartenant au roi cambodgien **Sihanouk**, 79 ans, qui est aussi réalisateur. Cette collection rare comprend des enregistrements vidéos, des scénarios, des photos et des musiques de films comme *Adieu Mon Amour, An Ambition Reduced to Ashes* et *Fatalité,* tous produits ou dirigés par le roi Sihanouk. *« C'est un merveilleux service rendu à l'industrie du film et au Cambodge que nous puissions conserver cette pièce de leur histoire à travers les films »,* a déclaré **Linda Mehr,** directrice de la bibliothèque Margaret Herrick qui conservera la collection.

■ **Richard Fox,** vice-président exécutif de Warner Brothers, et **Lorenzo di Bonaventura,** président de World Wide Productions de Warner, veulent accroître l'implantation de la filiale cinéma de la major américaine en France, affirment-ils dans une interview au *Figaro* du mardi 23 avril. *« Notre présence en France devrait nous permettre de jouer un rôle plus important que de nous contenter de distribuer des films américains. Nous avons ainsi décidé de faire un certain nombre de films en France chaque année, environ cinq ou six »,* explique M. di Bonaventura, en ajoutant que Warner a *« déjà commencé »* à travailler en France avec des réalisateurs comme **Claude Miller** et **Cedric Klapisch**. Il évoque le cas de Jean-Pierre Jeunet qui a *« fait un film français, en français pour un public français (...) et son film est devenu un phénomène international ».*

DOMINIQUE DHOMBRES

Solennité et platitudes

IL AVAIT MIS un costume sombre, malgré le temps estival, sans doute pour marquer la solennité du propos. Jacques Chirac avait d'ailleurs aussi l'air sombre, hier soir, sur France 2, au début de son entretien avec Olivier Mazerolle et Gérard Leclerc. Il avait l'allure et le ton qu'on attendait de lui après l'incroyable succès de Jean-Marie Le Pen dimanche. Il parlait de son *« inquiétude devant la montée, dans notre pays, de l'extrême droite ».* Sans jamais citer le nom de son adversaire du second tour, il mettait en avant ce qui le sépare de ce dernier, *« les valeurs de tolérance, de respect et d'humanisme ».* Il invoquait un *« combat moral »* pour refuser tout débat avec lui. Il rappelait que, chaque fois que l'extrême droite était arrivée légalement au pouvoir dans un pays démocratique, cela s'était très mal terminé. Bref, il était convaincant dans son nouveau rôle, qui lui est tombé dessus un peu par hasard, de rempart des valeurs républicaines.

On aurait aimé qu'il se maintienne plus longtemps à cette altitude. L'entretien glissait malheureusement ensuite vers une banale et plate énumération des propositions électorales du candidat Chirac, baisses d'impôts comprises. Combien de fois l'a-t-on entendu annoncer, comme Lionel Jospin d'ailleurs, la création d'un « grand » ministère de la sécurité ? Les questions n'aidaient pas non plus. Etait-ce vraiment le moment, trois jours seulement après l'irruption sans précédent de l'extrême droite dans le processus électoral, de l'interroger sur le service minimum à établir dans les entreprises publiques en cas de grève ?

L'autre image du jour, c'était évidemment la bronca infligée à Jean-Marie Le Pen à Bruxelles par les parlementaires européens. *« J'ai l'impression que l'un des aspects les moins agréables de la civilisation européenne est en train de se manifester à la porte »*, déclarait Chris Patten, le commissaire européen aux relations extérieures, qui se trouvait à la tribune lors de l'arrivée de Le Pen. Des dizaines de parlementaires, debout devant leur siège, brandissaient une pancarte où était simplement écrit le mot *« Non ».* Jean-Marie Le Pen a invoqué des *« raisons de sécurité »* pour annuler la conférence de presse qu'il avait prévu de tenir ensuite dans les locaux du Parlement pour exposer sa politique européenne. Le motif est infiniment plus simple : il ne voulait pas être filmé sous les huées.

TÉLÉVISION

Questions d'argent

La télévision peut-elle réveiller le sens critique ? En cette période troublée, c'est une nouvelle fois Arte qui, avec « La Bourse et ? la vie », a la bonne idée de programmer une collection qui permet de mieux comprendre le monde complexe dans lequel nous sommes plongés. « Cindy rêve d'argent » a été tourné l'an dernier par Frédéric Compain. Sa caméra suit pas à pas une jeune fille de 21 ans, employée à temps partiel dans un supermarché de Seine-et-Marne et qui fait également des études pour devenir comptable. Ses rêves sont simples : *« Vivre avec Kevin, mon petit ami, faire construire une maison, avoir trois enfants... »* En médaillon, des sociologues et des économistes apparaissent de temps en temps et commentent, en les décryptant, certaines questions abordées par la jeune fille. Le thème central qui se dégage de ce film concerne notre dépendance face à la société de consommation. Cindy ne se pose pas (trop) de questions. Elle consomme, en dépit de ses faibles revenus. Victime ? *« Cindy est une jeune fille bien de son temps dont les rêves consistent essentiellement en biens de consommation »*, explique un sociologue, avant d'ajouter : *« Elle est la cible du marché mais ne le sait pas. D'ailleurs, cela ne l'intéresse pas... ».* — A. Ct.

« Cindy rêve d'argent », dans la collection « La Bourse et ? la vie ». Vendredi 26 avril, 22 h 05, Arte. Rediffusion le 2 mai à 16 h 15.

VENDREDI 26 AVRIL

▶ Tu accoucheras sans la douleur
9 h 35, France 5
Diffusée dans le cadre de l'excellent magazine « Les maternelles », cette mini-série en trois volets réalisée par Gaëlle Royer fait le point, à l'aide de témoignages de mères, de sages-femmes et de gynécologues obstétriciens, sur l'accouchement en France.

▶ Sub Culture
13 h 30, MCM
Skate, surf et ski freestyle au menu de ce magazine populaire chez les adolescents. Portraits de Candide Thovex, le petit prodige de freestyle, de Julian Dykmans, skater belge exilé à Barcelone, et images spectaculaires de la Eddie Aikau, compétition de surf disputée à Waimea Bay (Hawaï).

▶ Tu m'aimes ?
20 h 40, Arte
Ce téléfilm signé Maris Pfeiffer traite avec intelligence de l'homosexualité féminine. L'histoire d'une mère de famille comblée dont la vie bascule le jour où elle fait la connaissance de l'institutrice de son fils...

▶ Thalassa
20 h 55, France 3
Escapade en Ecosse, avec une plongée dans les lochs et un sujet sur les sauveteurs du grand large.

▶ Une histoire de spectacle
21 h 00, Paris Première
L'humoriste Anthony Kavanagh, né à Montréal et d'origine haïtienne, est la vedette de ce magazine bien construit.

▶ A la mémoire de Massoud
22 h 30, Histoire
Ce film inédit réalisé en 2002 est construit à partir de rushes filmés par Christophe de Pontfilly lors de ses différents tournages en Afghanistan depuis vingt ans.

▶ Le Pacte des loups
23 h 00, Canal+
Gros budget, grand spectacle et succès populaire pour ce film signé Christophe Gans. L'action se situe en 1766 dans les montagnes du Gévaudan. Avec Vincent Cassel, Samuel Le Bihan, Emilie Dequenne, Monica Bellucci.

▶ Rock Masters
0 h 20, Canal Jimmy
Première diffusion en France du concert de Rory Gallagher, mythique bluesman irlandais, enregistré le 29 janvier 1977 à l'Hammersmith Odeon de Londres.

RADIO

VENDREDI 26 AVRIL

▶ Les enjeux internationaux
7 h 20, France-Culture
Eric Laurent reçoit Marc Bonnefous, ambassadeur de France, pour évoquer le rôle des réseaux de toutes sortes sur les relations internationales.

▶ Sylvain Augier en toute liberté
11 heures, Sud Radio
Avec Charlotte Rampling.

▶ Le journal des spectacles
13 h 25, Europe 1
Bruno Cras reçoit Thierry Lhermitte et Guillaume Nicloux à l'occasion de la sortie en salles du film *Une affaire privée.*

▶ En étrange pays
14 heures, France-Culture
Gilles Lapouge et la chercheuse Françoise Valence sont réunis pour une émission intitulée « Au temps de la Compagnie des Indes ». Sous Louis XV, des aventuriers français se sont embarqués vers Chandernagor et Pondichéry, pour guerroyer ou pour faire commerce.

▶ Benjamin Castaldi
15 h 30, Europe 1
Philippe Gloaguen, fondateur des « Guides du routard », est l'invité.

▶ Grand répertoire
16 h 30, Radio Classique
La Rhapsodie espagnole de Maurice Ravel, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, sous la direction de Lorin Maazel.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 25 AVRIL

TF1

14.45 Le Feu du secret Téléfilm. Dan Lerner. Avec Kellie Martin (Etats-Unis, 1995) ◇ **16.30** Exclusif **17.05** Melrose Place Série **17.55** 7 à la maison Le cœur a ses raisons. Série **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal, Météo.

20.55 NAVARRO Meurtre en famille. Série. Avec Roger Hanin, Eva Darlan, Bernard Lanneau, Jocelyn Quivrin. 7735748
Alors que le commissaire Navarro s'apprête à fêter la réussite de sa fille au concours d'avocat, un meurtre dans lequel sa belle-sœur semble impliquée l'oblige à intervenir.

22.40 LE BATTANT Film. Alain Delon. Avec Alain Delon, François Périer, Pierre Mondy, Anne Parillaud, Marie-Christine Descouard. *Policier* (France, 1983) ○ 5137645 **0.55** Les Coulisses de l'économie Magazine.

1.40 Exclusif **2.15** Reportages A quoi rêvent les jeunes filles ? 6442959 **2.40** Appels d'urgence Magazine 7463336 **3.40** Histoires naturelles Documentaire **4.35** Musique **4.45** C'est quoi l'amour ? Magazine (70 min).

FRANCE 2

16.00 En quête de preuves Série **16.50** Des chiffres et des lettres ◇ **17.25** Qui est qui ? **18.05** JAG Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal **20.30** Elections 2002 Magazine **20.50** Météo.

21.00 ENVOYÉ SPÉCIAL Magazine présenté par Françoise Joly et Guilaine Chenu. 6911212

.

23.10 CAMPUS, LE MAGAZINE DE L'ÉCRIT Présenté par Guillaume Durand. Invités : Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde* ; Bernard-Henri Levy ; Alain Soral ; Christiane Desroches Noblecourt ; etc. 3156922

0.45 Journal de la nuit, Météo. **1.05** Nikita Comédie en sous-sol ○. 5228794 **1.50** Y'a un début à tout Magazine 7080355 **3.50** 24 heures d'info, Météo **4.05** Pyramide Jeu **4.40** Magie blanche (50 min) 9693411.

FRANCE 3

17.35 A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier Les robots **18.20** Questions pour un champion **18.45** La Santé d'abord **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** C'est mon choix... ce soir.

20.55 LES DOSSIERS DE FRANCE 3 : SENIORS, L'ÂGE D'OR ? - COCOON Film. Ron Howard. Avec Don Ameche, Wilford Brimley, Hume Cronyn, Brian Dennehy, Jack Gilford. Comédie (EU, 1985). 2853125
Grâce à des extraterrestres, les pensionnaires d'une maison de retraite retrouvent leur jeunesse. Un conte gentillet. Trop.

22.50 LES DOSSIERS DE FRANCE 3 - DÉBATS EN RÉGION Débat Seniors, l'âge d'or ? 1846767 **23.50** Météo **23.55** Soir 3 **0.25** J'ai pas sommeil Magazine 38305.

0.55 Espace francophone Francophonie sur scène n°6 **1.25** Ombre et lumière Invitée : Françoise Hardy **1.50** C'est mon choix... ce soir **2.15** Soir 3 **2.40** Des racines et des ailes Magazine **4.30** Un jour en France (45 min).

CANAL+

► *En clair jusqu'à 20.45* **18.45** Futurama Série **19.05** Le Journal **19.25** + de sport **19.30** Le Zapping **19.40** Le Vrai Journal des présidentielles **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz Jeu.

20.45 UN BRIN DE MEURTRE Téléfilm. Steven Schachter. Avec William H. Macy, Adam Arkin, Felicity Huffman, James Cromwell, Julia Campbell (EU, 1999) ○. 532309
Témoin de l'assassinat de la maîtresse d'un célèbre critique de cinéma, un privé entreprend de faire chanter le meurtrier qui n'est pas à court d'imagination pour se disculper.

22.20 LES FANTÔMES DE LOUBA Film. Martine Dugowson. Avec Elsa Zylberstein, Camille Japy, Jean-Philippe Ecoffey, Eric Defosse. *Drame* (Fr., 2000) ◇. 5779835

0.05 Woman on top Film. Fina Torres. *Comédie sentimentale* (EU, 2000, v.o.) ◇ 9516591. **1.30** Stick **2.00** Hockey NHL **4.00** Les Alpes, terres sauvages au cœur de l'Europe La vie en altitude **4.50** Surprises (15 min).

FRANCE 5 / ARTE

16.05 Planète insolite Le Queensland **17.00** Fenêtres sur L'Afrique du Sud **17.30** 100 % Question **18.05** C dans l'air **19.00** Voyages, voyages Macao **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Les J.O. des Esquimaux.

20.40 PREMIÈRE SÉANCE - HAMMAM Film. Ferzan Ozpetek. Avec Alessandro Gassman, Francesca D'Aloja, Basak Koklukaya, Carlo Cecchi, Halil Ergün (Esp. - It. - Turq., 1996, v.o.) ○. 910038
Un jeune Italien héritant d'un hammam en Turquie découvre son homosexualité, au grand dam de sa femme.

22.45 THEMA - SOUS TENSION, LA FORCE DE L'ÉLECTRICITÉ *THE ELECTRIC HOUSE*. Court métrage. Buster Keaton. Avec Buster Keaton (1921, muet, N.). 100236293 **22.45** Thema L'homme électrique 6991187.

23.30 Thema La Quatrième Dimension 8293 **0.00** Thema Transcodeur express 60065. **0.50** Baisers volés ■■ Film. François Truffaut. *Drame* (France, 1968) ◇ 5832442 **2.20** Sur les traces de Bruce Lee (2001, 25 min).

M6

17.10 Highlander Série **18.05** Le Flic de Shanghaï Derrière les barreaux. Série **19.00** ET 20.40 Loft Story **19.45** Caméra Café Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Série.

20.50 LOFT STORY Ce soir, le loft accueille son douzième habitant. Divertissement présenté par Benjamin Castaldi. 9700583
La semaine dernière, les lofteurs de la première heure accueillaient leur onzième compagnon. Ce soir, c'est au tour des six garçons de choisir une nouvelle élue.

23.20 ALLY MCBEAL Le baiser ◇. Série. Avec Calista Flockhart, Kate Jackson, Tate Donovan, Courtney Thorne-Smith, Richard Riehle. 764421
Ally retrouve un ancien prétendant.

0.05 Wolff, police criminelle La réfugiée. Série 5696220 **0.54** Météo **0.55** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (365 min) 42020220.

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

14.50 Contes cruels de la jeunesse ■■ Nagisa Oshima. Avec Yusuke Kawazu, Miyuki Kuwano, Yoshito Kuga (Japon, 1960, 95 min) ◇ **Cinétoile**
15.10 La Passion Béatrice ■■ Bertrand Tavernier (France - Italie, 1987, 135 min) ◇ **Cinéfaz**
16.25 La Règle du jeu ■■■ Jean Renoir (France, 1939, N., 105 min) ◇ **Cinétoile**
18.10 Si Versailles m'était conté ■■ Sacha Guitry (France, 1953, 170 min) ◇ **Cinétoile**
20.45 Buddy Buddy ■■ Billy Wilder (Etats-Unis, 1981, 95 min). **TCM**
20.55 La Gueule de l'autre ■■ Pierre Tchernia (France, 1979, 100 min) ◇ **TMC**
21.00 Les Raisins de la colère ■■■ John Ford (Etats-Unis, 1940, N., v.o., 135 min). **Paris Première**
21.05 Merci la vie ■■ Bertrand Blier (France, 1991, 120 min) ○ **Téva**
22.25 Lune rouge ■■ John Bailey (Etats-Unis, 1994, 100 min) ○ **RTL 9**
23.40 Mes petites amoureuses ■■■ Jean Eustache (France, 1974, 120 min) ◇ **CineClassics**
23.55 Rembrandt ■■ Alexander Korda (Grande-Bretagne, 1937, N., 90 min) ◇ **Cinétoile**
0.20 Possession ■■ Andrzej Zulawski (Fr. - All., 1981, 125 min) ◇ **CineCinemas 3**

DÉBATS

22.00 Forum public. Comment faire la différence ? **Public Sénat**

MAGAZINES

17.00 Comme à la télé. Invités : Alexandre Devoise ; Michel Field. **Match TV**
18.55 J'y étais. Invité : Bruno Salomone. **Match TV**
19.00 Explorer. Sauvetage d'une jeune baleine. Le photographe volant. Les géo-scientifiques. **Nat. Geographic**
20.10 L'Invité de PLS. **LCI**
22.45 Open club. Invitée : Evane Hanska. **CineClassics**
23.15 Recto Verso. Invité : Jean-Paul Gaultier. **Paris Première**
23.35 J'y étais. Invité : Bruno Salomone. **Match TV**
23.55 La Route. Invités : Dominique A ; Louis Bozon. **Canal Jimmy**
0.05 Pendant la pub. Invité : Bruno Solo. **Monte-Carlo TMC**

DOCUMENTAIRES

18.35 A la découverte des récifs sous-marins. [2/7]. **Odyssée**
19.00 ZEK, l'Internationale du goulag. **Histoire**
19.00 François Mitterrand. [6/6]. **La Chaîne Histoire**
19.05 L'Histoire de l'archéologie. L'avenir du passé. **Odyssée**
19.45 Cinq filles et une balance. [7/10]. **Planète**
20.00 Le Siècle de Stanislavski. [3/3]. **Histoire**
20.00 Baleines ! **National Geographic**
20.10 Le Cinéma des effets spéciaux. **CineCinemas 1**
20.15 Hollywood Stories. [4/4]. **Paris Première**
20.15 Des premières nations. [6/13]. Temagami. **Planète**
20.45 Carnets de prison. [1/2]. **Planète**
20.50 Histoire du XXe siècle. [1/2]. Corée, la guerre oubliée. **La Chaîne Histoire**
21.00 Kaboul, au bout du monde. **Histoire**
21.00 Route 66, sur les traces d'un mythe. [2/3]. **Voyage**
21.05 Assassinats politiques. [3/8]. **TV 5**
21.30 Août 42, raid sur Dieppe. **La Chaîne Histoire**
21.55 A la mémoire de Massoud, un homme de paix dans la guerre. [1 et 2/5]. **Histoire**
23.05 Pilot Guides. Micronésie. **Voyage**
23.10 La Vie secrète des machines. L'ascenseur. **Planète**
23.45 Le Siècle de Jorge Semprun. [2/2]. 1945-1991. **Histoire**
0.20 Les Mystères de l'Histoire. Hitler et les sciences occultes. **La Chaîne Histoire**

SPORTS EN DIRECT

13.30 Haltérophilie. Championnats d'Europe. Dames 69 kg. 16.30 75 kg. 19.00 69 kg messieurs. **Eurosport**

DANSE

18.40 Le « Pas de deux » du Corsaire. Chorégraphie de Marius Petipa. Musique d'Adam. Avec L. Kounakova (Médora), Farouk Rouzymatov (le corsaire). **Mezzo**
0.00 Clavigo. Chorégraphie de Roland Petit. Musique de Yared. Au Palais Garnier, en 1999. Par le ballet et l'Orchestre de l'Opéra de Paris, dir. Richard Bernas. Avec Nicolas Le Riche (Clavigo), Clairemarie Osta (Marie), Marie-Agnès Gillot (l'étrangère), Yann Saiz (le frère), Yann Bridart (l'ami). **Mezzo**

MUSIQUE

19.55 Mozart. *Sonate pour piano* KV 330. En 1988. Avec Daniel Barenboïm (piano). **Mezzo**
21.00 Cecilia et Bryn à Glyndebourne. Par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. M.-W. Chung. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

20.40 Les Démoniaques. Pierre Koralnik. **Festival**
20.50 Alerte rouge. Jerry P. Jacobs ○ **TF 6**
23.45 Chéri Bibi. Jean Pignol. [4/6]. **Festival**

SÉRIES

19.55 Le Caméléon. Décomposition. **Série Club**
20.45 Absolutely Fabulous, The Collection. Lifting sauvage (v.o.) ○. Mirrorball ○. Patsy (v.o.). ○ Saffy (v.o.) ○. Mother (v.o.). ○ **Canal Jimmy**
21.40 High Secret City, la ville du grand secret. Les hormones en folie. ○ **Série Club**
22.25 Profiler. [1/2]. Shadow of Angels ○. **Série Club**

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Fiction 30. Feuilleton.
21.00 Le Gai Savoir. Jean-Pierre Morel.
22.00 Journal. **22.10** Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit.
0.05 Du jour au lendemain.
0.40 Chansons dans la nuit.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert. Par l'Orchestre national de France, dir. Hugh Wolff : œuvres de Ravel, Saint-Saëns, Magnard.
22.00 En attendant la nuit. Noëlle Spieth.
23.00 Jazz, suivez le thème. *Midnight Sun*.
0.00 Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Haydn, Kuhlau, Crusell. 20.40 Anton Rubinstein. Œuvres de Chopin, Rubinstein, Mendelssohn, Saint-Saëns, Balakirev, Tchaïkovski.
23.05 Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvre de Beethoven, par l'Orchestre Philharmonia, dir. Otto Klemperer.
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

VENDREDI 26 AVRIL

TF1

12.05 Attention à la marche ! **12.50** A vrai dire **13.00** Journal, Météo **13.55** Les Feux de l'amour Feuilleton **14.45** Un amour de loup Téléfilm. Susanne Zanke. Avec Susanne Schäfer, Michael Schiller (All., 1999) **16.30** Exclusif **17.05** Melrose Place Délires orchestrés. Série **17.55** 7 à la maison Le cœur a ses raisons. Série **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal, Météo.

20.50 RÊVE D'UN SOIR Divertissement présenté par Arthur. 43978305

23.10 SANS AUCUN DOUTE Magazine présenté par Julien Courbet, avec la participation de Me Didier Bergès. 4820046

1.25 Les Coups d'humour Divertissement. Invité : Gabriel 65590350 **2.00** Exclusif Magazine **2.35** Reportages Les prêtres de la dernière heure 6919640.

3.00 Très chasse Des grands moments de chasse. Documentaire 1909602 **3.55** Musique **4.25** Ça peut vous arriver Tout perdre du jour au lendemain. Magazine (85 min) 16664640.

FRANCE 2

13.00 Journal, Météo **13.50** Inspecteur Derrick Froideur. Série **14.55** Un cas pour deux Tuer pour survivre. Série **15.55** En quête de preuves Retraite éternelle. Série **16.50** Des chiffres et des lettres **17.25** Qui est qui ? **18.05** JAG Retour au JAG. Série **18.55** On a tout essayé **19.45** Histoires formidables par Stéphane Peyron **19.50** Un gars, une fille Dans la cuisine. Série **20.00** Journal, Météo.

20.55 UNE SOIRÉE DE POLARS
20.55 P.J Gang de filles. Série 6413355. Avec Bruno Wolkowitch, Charles Schneider, Valérie Bagnou-Beido, Marc Betton, Thierry Desroses.
21.55 Avocats et associés Petits coups de blues 4550133. Série. Avec François-Eric Gendron.
22.45 Lyon police spéciale L'affaire Paoli ◇ 4573084. Série. Avec Maya Borker, Antoine Dulery. **23.35** Bouche à oreille Magazine.

23.50 LES NUITS DE L'ÉTRANGE Rénovations ♁ 8774862. Derrière la forêt ○ 37263. Série. Avec Gil Bellows, Kirsten Robek ; Natasha Lyonne, Jonathan Jackson.
Dans Rénovation, *Keith emménage avec sa femme Ariane et leur bébé dans une maison qui fut la scène d'un crime effroyable trente ans auparavant.*
0.45 Journal de la nuit, Météo.

1.10 Histoires courtes *Mes amis d'en France*. Court métrage. Laurent Vinas-Raymond ◇ **1.45** Envoyé spécial Magazine **3.45** 24 heures d'info **4.00** Sur la trace des émerillons **4.25** Les Mystères d'Alexandrie (110 min).

FRANCE 3

13.55 C'est mon choix **15.00** Un intrus dans la famille Téléfilm. Robert Allan Ackerman. Avec Farrah Fawcett (EA, 2000) **16.35** TO3 Cédric ; Titeuf ; Sister, Sister **17.35** A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier Le Marais poitevin : des terres gagnées sur la mer **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport **20.20** C'est mon choix... ce soir.

20.55 THALASSA Escale dans les îles d'Ecosse. Magazine présenté par Georges Pernoud. Au sommaire : Phare à vendre ; Kenneth White, le poète écossais ; En plongée dans les lochs ; Invasion de saumons ; L'île de l'anthrax ; Usine à vagues ; Langoustines en tubes. 7613572

22.30 Météo **22.35** Soir 3.

23.05 ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel, avec la participation de Stéphane Blakowski, Ariane Massenet, Alexis Trégarot. 6305713

1.10 Ombre et lumière Magazine. Invité : Claude Brasseur 4152973.

1.40 Toute la musique qu'ils aiment Magazine. Invité : Philippe Labro 3578244 **2.30** C'est mon choix... ce soir **2.55** Soir 3 **3.20** Culture et dépendances Les Américains et nous, le choc des cultures (100 min).

CANAL+

14.00 Destination finale ■ Film. James Wong. *Fantastique* (EU, 2000) ♁ **15.35** Making of « 3 zéros » **16.00** Fous d'Irène ■■ Film. B. et P. Farrelly. *Comédie* (EU, 2000) ○ **17.50** Star Hunter Série ► *En clair jusqu'à 21.00* **18.45** Futurama Série **19.05** Le Journal **19.20** + de sport **19.30** Le Zapping **19.40** Le Vrai Journal des présidentielles **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** Encore + de cinéma.

21.00 LA SECTE SANS NOM Film. Jaume Balagueró. Avec Emma Vilarasau, Karra Elejalde, Tristan Ulloa, Pep Tosar, Jordi Dauder. *Suspense* (Espagne, 1999) ◇. 9762713
Une femme entend au téléphone la voix de sa fille assassinée sept ans plus tôt. Un voyage macabre ponctué de meurtres horribles.
22.35 H Une histoire d'obsession ◇ 560084.

23.00 LE PACTE DES LOUPS ■■ Film. Christophe Gans. Avec Samuel Le Bihan, Mark Dacascos, Emilie Dequenne, Vincent Cassel, Monica Bellucci. *Aventures* (France, 2001) ♁. 3869930
Au XVIIIe siècle, un jeune naturaliste tente de trouver et de tuer la « bête du Gévaudan », un mystérieux animal qui sème la terreur.
1.15 « Le Pacte des loups » Making of 1580621.

2.35 Minutes en + Spécial Penélope Cruz **2.40** If Only Film. Maria Ripoll. Avec Lena Headey. *Comédie* (EU, 1998) ◇ 2358089 **4.10** Stick *Trouble-fête* **4.30** Les Eléphants de la rivière des sables Documentaire (50 min).

FRANCE 5 / ARTE

13.45 Le Journal de la santé **14.05** Un monde, des mondes La Provence **15.05** Les Trésors de l'humanité Villes d'Italie **16.05** La Septième Merveille du monde : Le Phare d'Alexandrie **17.00** Les Refrains de la mémoire **17.35** 100 % question **18.05** C dans l'air **19.00** Tracks Magazine **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage La Nouvelle Classe mannequin. Documentaire.

20.40 TU M'AIMES ? Téléfilm. Maris Pfeiffer. Avec Julia Richter, Naomi Krauss, Oliver Stokowski, Yannick Dittmann, Iris Radunz (Allemagne, 1999). 3977336
La vie d'une mère de famille comblée bascule le jour où elle tombe sous le charme de l'institutrice de son fils. Et la sympathie va vite se transformer en passion dévorante...

22.05 LA VIE EN FACE - CINDY RÊVE D'ARGENT Documentaire. Fréderic Compain (France, 2001). 2359442
Dans la collection « La Bourse et la Vie », le portrait de Cindy, lycéenne préparant un bac compta et employée à temps partiel dans un supermarché.
23.00 Profils Portrait de Gerhard Polt. Documentaire. Ute Casper 296862.

0.05 Les Deux Anglaises et le Continent ■■■ Film. François Truffaut. Avec Jean-Pierre Léaud. *Comédie dramatique* ◇ 3946398 **2.10** Saw Mosche, ma vie avec les éléphants Documentaire (45 min) 7265669.

M6

13.35 Un cœur pour la vie Téléfilm. Robert Markowitz. Avec Jamie Lee Curtis (It. - EU, 1998) ◇ **15.15** La Famille du bonheur Série **16.15** M6 Music **16.40** Madame est servie Série **17.10** Highlander Les guetteurs. Série **18.05** Le Flic de Shanghai Le maître du déguisement. Série **19.00** 20.40 Loft Story **19.45** Caméra Café Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Série.

20.50 L'ESPRIT DE FAMILLE Divertissement présenté par Laurent Boye. 25732442

23.15 PLAYERS, LES MAÎTRES DU JEU Du travail de pro ◇ Série. Avec Ice-T, Costas Mandylor, Frank John Hugues, Andrea Roth, Mia Korf. 8953220
Trois détenus acceptent de collaborer avec le FBI en échange de leur liberté.

0.10 Loft Story Divertissement 7503244 **0.49** Météo **0.50** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (370 min) 42006640

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.40 Le Grand Alibi ■■ Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1950, N., v.m., 120 min). **TCM**
13.55 Les Milles, le train de la liberté ■■ Sébastien Grall (France, 1995, 106 min) ◇ **TPS Star**
14.50 Mes petites amoureuses ■■■ Jean Eustache (France, 1974, 115 min) ◇ **CineClassics**
15.55 Possession ■■ Andrzej Zulawski (Fr. - All., 1981, 115 min) ◇ **CineCinemas 3**
16.45 Le Père Noël a les yeux bleus ■■ Jean Eustache (France, 1966, N., 50 min) ◇ **CineClassics**
20.40 Cookie's Fortune ■■ Robert Altman (Etats-Unis, 1999, 120 min) ◇ **RTBF 1**
21.00 Ailleurs, l'herbe est plus verte ■■ Stanley Donen (Etats-Unis, 1960, v.o., 105 min) ◇ **CineClassics**
21.00 La Vie privée de dom Juan ■■ Alexander Korda (Grande-Bretagne, 1934, N., 90 min) ◇ **Cinétoile**
21.00 Les Milles, le train de la liberté ■■ Sébastien Grall (France, 1995, 105 min) ◇ **Cinéstar 2**
22.30 Une nuit à l'opéra ■■ Sam Wood (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 90 min). **TCM**
22.40 La Machine à explorer le temps ■■ George Pal (Etats-Unis, 1960, v.m., 100 min) ◇ **CineCinemas 3**
22.40 D.O.A ■■ Rudolph Maté (Etats-Unis, 1950, N., 85 min) ◇ **Cinéfaz**
23.40 Bastogne ■■ William A. Wellman (Etats-Unis, 1949, N., v.o., 115 min) ◇ **CineClassics**
1.20 La Planète des singes ■■ Franklin J. Schaffner (Etats-Unis, 1967, v.m., 110 min) ◇ **CineCinemas 2**

DÉBATS

18.30 Bibliothèque Médicis. Sommes-nous bien représentés ? **Public Sénat**

MAGAZINES

15.10 Le Club de l'économie. Santé : jusqu'où privatiser ? Invités : Anton Brender ; Marc Guillaume ; Jean-Hervé Lorenzi ; Christian Saint Etienne. **LCI**
16.05 Comme à la télé. Invités : Alexandre Devoise ; Michel Field. **Match TV**
19.00 Explorer. Grandes aventures. La bataille de Berlin : Le pont aérien de 1948. Sur les murailles de glaces de la Terre de Baffin (Arctique canadien). Chasseurs de tornades. **National Geographic**
20.05 Open club. Invitée : Evane Hanska. **CineClassics**
20.10 La Vie des médias. Le club des directeurs artistiques. Invité : Dominique Baudis. **LCI**
21.00 Une histoire de spectacle. Invité : Anthony Kavanagh. **Paris Première**
21.10 100% Politique. Invité : François Hollande. **LCI**
21.40 FBI. Invités : Alexandre Arcady ; Guillaume Dustan ; Isild Le Besco. **Match TV**
23.45 Des livres et moi. Invités : Virginie Despentes ; Didier Van Cauwelaert. **Paris Première**
0.10 Pendant la pub. Invité : Bruno Solo. **Monte-Carlo TMC**

DOCUMENTAIRES

17.00 Les Tortues. **National Geographic**
19.10 Le Siècle de Jorge Semprun. [1/2]. 1914-1945. **Histoire**
19.45 Cinq filles et une balance. [8/10]. **Planète**
19.55 L'Histoire de l'archéologie. L'avenir du passé. **Odyssée**
20.00 Orques de Norvège. **National Geographic**
20.15 Des premières nations. [7/13]. Le cadeau. **Planète**
20.30 Histoires marines. **National Geographic**
21.00 La Fièvre des îles. **Voyage**
21.00 Massoud, l'Afghan. **Histoire**
21.20 Mémoire de la seconde guerre mondiale. Les derniers jours de la seconde guerre mondiale. **La Chaîne Histoire**
21.40 Après le déluge. **Planète**
22.15 Jeanne d'Arc, la pucelle guerrière. **La Chaîne Histoire**
22.30 A la mémoire de Massoud, un homme de paix dans la guerre. [3/5]. **Histoire**
23.00 Pearl Harbor. [1/2]. **National Geographic**
23.25 Les phobies, ces angoisses qui nous font peur. **Planète**

SPORTS EN DIRECT

16.00 Hockey sur glace. Championats du monde. Groupe A : Russie - Slovénie. **Pathé Sport**
16.30 Haltérophilie. Championnats d'Europe. +75 kg dames. 19.00 77 kg messieurs. **Eurosport**
19.45 Football D 2 (37e journée). **Eurosport**
20.30 Basket-ball. Euroligue féminine. Demi-finale : Valenciennes - Ruzomberok. A Liévin. **Pathé Sport**

DANSE

18.45 Aunis. Chorégraphie de Jacques Garnier. Avec Kader Belarbi, Wilfried Romoli, Jean-Claude Cappara. Réalisation de Luc Riolon. **Mezzo**

MUSIQUE

21.00 Antonin Dvorak à Prague. En 1993. Avec Yo-Yo Ma (violoncelle), Itzhak Perlman (violon), Rudolf Firkusny (piano), Frederica von Stade (mezzo-soprano). Par l'Orchestre symphonique de Boston et le Chœur philharmonique de Prague, dir. Seiji Ozawa.
22.30 *Danses slaves* n° 1, 2, 3 et 7 de Dvorak. En 2000, lors du Festival Berlioz de la Côte Saint-André. Par l'Orchestre symphonique de Prague, dir. Serge Baudo. **Mezzo**
23.30 Alceste. Opéra de Gluck. Mise en scène de Robert Wilson. En 1999. Par les English Baroque Soloists et le Monteverdi Choir, dir. John Eliot Gardiner. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

20.45 Cas de conscience. Peter Werner. **Canal Jimmy**
20.55 Diana princesse de Galles. K. Connor. [1 et 2/2]. **TMC**
21.00 Les Filles de l'océan. Joyce Chopra. **Disney Channel**
22.30 Un homme parfait. Ellen Evans. **RTL 9**

SÉRIES

19.05 Homicide. Libération ○ **Série Club**
19.55 Le Caméléon. Secrets d'outre-tombe. **Série Club**
20.45 New York District. Black, White and Blue ○ **13ème RUE**
21.00 Les Screnings 2002. The Bernie Mac Show (v.o.). Wonderland (v.o.). ○ The Trouble With Normal. (v.o.). All Souls (v.o.) ♁. The Beat (v.o.) ○ **Série Club**
22.55 Friends. Celui qui draguait Rachel (v.o.) Celui qui perturbait Halloween (v.o.) ◇ **Canal Jimmy**
23.20 Les Chemins de l'étrange. Portrait-robot. **13ème RUE**

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Black and Blue. Invité : Lucien Malson.
21.30 Cultures d'Islam. Sorour Kasmaï.
22.00 Journal. **22.10** Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit.
0.05 Du jour au lendemain. Linda Lê.

FRANCE-MUSIQUES

20.05 Concert franco-allemand. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Sarrebruck, dir. Emmanuel Siffert : Œuvres de Delius, Paganini, Koppel, Vaughan-Williams.
22.30 Alla breve. *Les temps changent,* de Serge Lazarevitch. Rediffusion.
22.45 Jazz-Club. par le quartette d'Enrico Pieranunzi.
1.00 Les Nuits de France-Musiques.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Schubert, Brahms, Bruch.
20.40 Christoph von Dohnanyi en public. *Symphonie* n°88, de Haydn, par l'Orchestre de Cleveland ; Œuvres de Bartok, Liszt, R. Schumann, Schubert, Hindemith.
22.55 Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Bach, Haendel, Zelenka.
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

Les codes du CSA ◇ Tous publics ○ Accord parental souhaitable ♁ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans ◇ Public adulte. Interdit aux moins de 16 ans ✪ Interdit aux moins de 18 ans.
Les cotes des films ■ On peut voir ■■ A ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. **Les symboles spéciaux de Canal +** DD Dernière diffusion ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et malentendants.

Le Monde

PIERRE GEORGES

L'impossible évasion

IL Y EUT donc un dernier conseil des ministres. Avec salutations républicaines, émotion, solennité, remerciements. Et puis terminé ! Enfin, mettons à part le déjeuner d'adieu ou d'au-revoir auquel Lionel Jospin convia son gouvernement et où chaque représentant d'une gauche qui fut plurielle troussa son compliment ou tressa sa couronne.

Terminé ! Le gouvernement de Lionel Jospin, hormis l'expédition des affaires courantes, était en prévacances. Et le premier ministre comme déjà en préretraite de la politique. Et assurément déjà ailleurs. Muré dans son silence, fauché en pleine et rase campagne et comme déjà condamné à vivement ressouder l'armure.

Lionel Jospin est désormais le perdant le plus célèbre de France. Ce n'est pas un statut particulièrement enviable ni une situation forcément agréable à vivre. Etre, dans sa tête, au second tour un dimanche à 18 heures, prêt à engager la vraie bataille. Se retrouver grosjean-grosjospin-comme-devant à 19 heures. Et, à 22-23 heures, déposer les armes et le bilan d'une vie politique sans plus d'envie ni de façon, sinon d'amertume ou de fatigue, voilà tout de même ce qui s'appelle une rude journée.

On pensait à cela en se surprenant à scruter les photographies les plus récentes de l'homme public-privé Jospin pour voir – toujours cette indécence de la curiosité – si son visage portait bien ou trop les marques du K.-O. Rude loi de la politique, de la joute politique, qui pourtant n'est pas plus cruelle et voyeuriste que nécessaire. Non, on regardait Jospin, ce matin, dans la presse encore, un peu comme jadis on avait regardé un Platini le museau dans l'herbe de Séville, après une demi-finale de Coupe du monde imperdable et pourtant perdue.

On le regardait non pour faire pleurer Marianne dans les chaumières ou pour disserter sur la douloureuse ingratitude du sport politique. Non pas même pour en tirer de philosophiques et amères conclusions sur l'injustice et sur l'indécence françaises du moment qui consistèrent à éliminer celui-ci plutôt que celui-là. Non, on ne refait pas les matches. Pas plus que les élections. Surtout si l'on a la conviction que, pour perdre, l'équipe de Jospin – et son capitaine d'abord – fit tout ce qu'elle pouvait pour déjouer.

L'intérêt est plutôt ailleurs. Dans l'idée ou l'imaginaire qu'on peut se faire du sort, dans les mémoires, dans les bilans, comme dans la vie quotidienne, du perdant. Lionel Jospin quitte la politique. Pour autant, tout indique qu'il n'en sera pas si facilement quitte. Tant son statut d'homme public lui interdit désormais tout espoir d'anonymat ou de tranquillité.

Un homme politique est une star. Et il est assez probable que, sauf à filer en Irlande, à se déguiser en marin pêcheur à Ré, ou à demander l'asile apolitique dans le maquis corse, Lionel Jospin va vivre un enfer. Un enfer de sollicitude, de bienveillance, de *« Comme on vous regrette »*, ou de *« Je n'étais pas d'accord avec vous mais je tiens à vous dire mon estime »*. Un enfer de star de la politique prématurément arrachée à la scène. Ne passant inaperçue nulle part. N'étant tranquille en nulle activité. Et devant, par avance, renoncer au merveilleux statut de simple citoyen. Lionel Jospin va vivre cet enfer-là de vouloir désormais présider sa vie autrement.

CARNET DE CAMPAGNE

« Si on m'avait dit que Le Pen passerait, je n'aurais pas voté Mamère

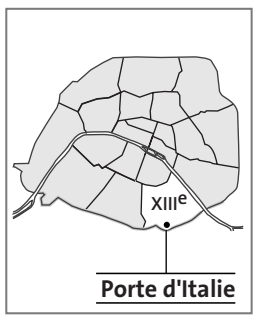
***« NOUS APPELONS** à une mobilisation internationale contre l'extrême droite et les politiques sécuritaires, qui va de pair avec la lutte contre la mondialisation libérale (...). Nous appelons les féministes à être massivement présentes le 1er mai dans la rue aux côtés des mouvements sociaux et des syndicats. »* C'est une invitation à la résistance qui flotte sur le site Internet des Pénélopes.

Les Pénélopes sont des femmes. Une cinquantaine, en France et à l'étranger. Des femmes en colère qui, depuis cinq ans, tissent leur toile sur le Réseau pour dénoncer les discriminations dont elles sont victimes et pour donner un écho aux alternatives dont elles sont porteuses, à commencer par l'économie sociale et solidaire. *« Une fois qu'on a eu craché le communiqué, ça allait beaucoup mieux »*, lâche Joëlle Palmieri, 43 ans, fille d'immigrés italiens et fondatrice des Pénélopes.

S. MA.

Josefina, Joëlle et Michèle discutent de la stratégie des « Pénélopes » avant le deuxième tour.

Le score de Le Pen au premier tour de la présidentielle lui reste pourtant en travers de la gorge. *« Quand j'ai vu les deux visages apparaître dimanche soir à la télé, j'ai hurlé : je me barre à Porto Alegre ! »*, la ville brésilienne où elle a participé activement au Forum antimondialisation, en février. *« J'ai tout de suite pensé qu'il allait me chasser »*, se souvient Josefina Gamboa, Argentine de 28 ans, coordinatrice du Réseau des Pénélopes depuis seulement deux semaines et installée à Paris il y a un an et demi pour des *« raisons sentimentales »* et par *« francophilie »*. *« J'étais effondrée et angoissée, avec l'impression que quelque chose nous avait échappé pour qu'on en arrive là,* note Michèle Dessène, 49 ans, militante de l'association. *Après, j'étais en colère contre le PS et contre Jospin de ne pas avoir écouté les mouvements sociaux, les sans-papiers, les sans-abri... Si on avait donné le droit de vote aux immigrés, comme la gauche le promet depuis quinze ans, on n'en serait pas arrivé là. »* Si elle avait pu voter, Josefina aurait choisi Jospin, parce que dans son pays une élection se remporte au premier tour. Michèle, elle, a voté Mamère, *« pour ne pas donner carte blanche à Jospin et pour renforcer la position des Verts dans la perspective d'un futur gouvernement de gauche plurielle »*.



Joëlle, pour sa part, fidèle à ses convictions féministes, a défendu Christiane Taubira, parce qu'*« il n'y avait que trois femmes candidates et que c'était la seule Noire »*. Aucune des deux ne regrette son choix. *« Si on m'avait dit que, si je ne votais pas Jospin, Le Pen serait au second tour, bien sûr que j'aurais voté pour lui »*, s'emporte Michèle.

« En votant utile, on aurait évité la réalité, estime Joëlle, *elle est cruelle, elle est horrible, mais il faut se la prendre dans la gueule ! »* La *« réalité de l'horreur »*, pour les Pénélopes, est que le *« terrifiant score de Le Pen »* ne reflète pas un simple vote contestataire, mais le choix de près de 5 millions de Français de *« porter au pouvoir un homme qui considère les fours crématoires comme un détail, les immigrés comme des délinquants et les femmes comme des ventres bons à perpétuer la race ! »*.

Des attaques de l'extrême droite, les Pénélopes en ont été directement victimes. En novembre 2001, le MNR de Bruno Mégret bloquait une subvention que devait leur accorder le conseil régional d'Ile-de-France, les qualifiant d'*« association lesbienne d'extrême gauche »*. De cette expérience, où *« ni le RPR ni le PS n'ont bronché »*, comme de la législature socialiste, Joëlle garde un goût amer. *« Au lieu d'écouter les revendications de démocratie participative, économique et sociale du mouvement antimondialisation libérale, Jospin a adopté un discours sécuritaire qui a légitimé sa criminalisation et ne s'est pas attaqué aux dégâts du libéralisme. Résultat : l'exclusion que celui-ci génère s'est retournée contre le candidat qui était censé incarner le progrès. »*

Désenchantées, les féministes voteront-elles Chirac au second tour ? *« Oui,* répond sans sourciller Michèle, *il y a des risques qu'on ne peut pas prendre. »* Joëlle, en revanche, réserve sa réponse au 1er mai : *« S'il y a un million de personnes dans la rue qui crient "Non à Le Pen" et "Chirac à l'Elysée !", mais aussi "Oui au changement du système politique français" et "Oui à la construction d'une vraie gauche qui défende un autre monde possible !", alors oui, je voterai Chirac. »* Mais la militante féministe de préciser, en guise de mot d'ordre lancé aux manifestants : *« Si c'est seulement "Non à Le Pen !", ce ne sera pas suffisant. »*

Stéphane Mandard
(Le Monde interactif)

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Catastrophe à Menton

LE SOLEIL BRILLE au-dessus de Menton depuis 13 heures cet après-midi. Son apparition, après les averses de la matinée, a rassuré ses habitants, qui redoutaient une nouvelle catastrophe aussi grave que celle qui, hier jeudi, dévasta les quartiers situés en bordure des trois rivières de la ville. Le Borrigo, le Careï et le Fossan, gonflés par les pluies incessantes de ces derniers jours, devinrent des torrents, quittèrent leurs lits, inondèrent les routes, cernèrent les maisons, dont les assises, minées par les eaux tumultueuses, cédèrent. On vit alors des villas et des immeubles se lézarder et s'effondrer. Trois morts, une dizaine de disparus, probablement ensevelis sous les éboulis, et quinze blessés : voici le premier bilan du désastre. Une dizaine de maisons ont été entièrement détruites et une cinquantaine endommagées. Les fondations d'une quinzaine environ ont été en partie emportées. Ce matin les rues de la ville transformées hier en torrents par le trop-plein d'eau qui déborde des égouts sont jonchées de branches, de troncs d'arbres, de pierres, de ferraille et d'objets les plus inattendus, bois de lit, chaussures, linge, portes, tuiles, fragments de meubles : autant d'images pitoyables du drame qui, en quelques heures, a anéanti plusieurs foyers.

Henry Magnan
(26 avril 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr

■ **Morceaux choisis** dans les nombreuses réactions aux résultats du premier tour de l'élection présidentielle.

■ **Découvrez** les dossiers spéciaux, la check-list du « quotidien du matin » et les nombreux services de l'édition proposée aux abonnés.

■ **En direct avec Patrick Poivre d'Arvor** à 17 heures, pour un *chat* sur elections.lemonde.fr autour du thème « Comment prépare-t-on une soirée électorale ».

CONTACTS

▶ **RÉDACTION**
21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

▶ **ABONNEMENTS**
Par téléphone : 01-42-17-32-90
Sur Internet : http://abo.lemonde.fr
Par courrier : bulletin p. 28
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

▶ **INTERNET**
Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : http://finances.lemonde.fr
Site nouvelles technologies : http ://interactif.lemonde.fr
Guide culturel : http://aden.lemonde.fr
Marché de l'emploi : http://emploi.lemonde.fr
Site éducation : http://educ.lemonde.fr
Marché de l'immobilier : http://immo.lemonde.fr

▶ **TÉLÉMATIQUE**
3615 lemonde

▶ **DOCUMENTATION**
Sur Internet : http://archives.lemonde.fr

▶ **COLLECTION**
***Le Monde* sur CD-ROM :** 01-44-88-46-60
***Le Monde* sur microfilms** 03-88-71-42-30

▶ **LE MONDE 2**
Abonnements : 01-42-17-32-90
En vente : « Election présidentielle : qui ? ».

■ Tirage du *Monde* daté jeudi 25 avril 2002 : 584 927 exemplaires.

Le Monde

La télévision, la campagne et Le Pen...

Les rédactions réorganisent en catastrophe leurs programmes après le 1er tour

Comment traiter en présidentiable celui qui fut la bête noire des chaînes depuis des décennies ?

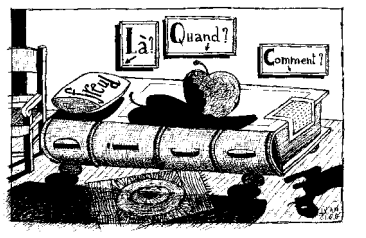
Vendredi 26 avril avec Le Monde daté samedi 27 avril

Le Monde
DES LIVRES
VENDREDI 26 AVRIL 2002

ÉPOPÉES HISTORIQUES
Nguyên Huy Thiêp, Gilles Lapouge, Ahmed al-Taoufik, Sylvia Iparraguirre
page II

EDUARDO MENDOZA
page III

JEUNESSE
Lionel Le Néouanic et Valérie Dayre
page V



PSYCHANALYSE
page VI

JUSTICE ET POLICE
page VIII

COLL. SYLVIE WEIL

Simone Weil à Marseille (hiver 1941-42)

Résistance de Simone Weil

Le 30 août 1943, dans le New Cemetery d'Ashford, en Angleterre, dans la partie réservée aux catholiques, on enterre une jeune femme juive française de trente-quatre ans, non convertie, morte de malnutrition, de tuberculose, de désespoir et, pour finir, d'une défaillance cardiaque. Elle est connue de certains pour son militantisme ouvrier, ses convictions anarchistes, son action révolutionnaire pendant la guerre d'Espagne, son caractère intraitable et franchement saugrenu. Pour d'autres, elle est déjà un penseur de première importance, *« le seul grand esprit de notre temps »*, dira même Albert Camus, qui publie ses livres après la Libération. La légende commence, on a affaire à une philosophe géniale, à une chrétienne restée en dehors de l'Eglise, à une sainte dans le genre d'Edith Stein, à une martyre symbolique de la deuxième guerre mondiale. Légende étrange et fascinante, irrécupérable, inclassable. Le tome VI de ses Œuvres complètes, *Cahiers*, effervescents de février à juin 1942, permet aujourd'hui, mieux que ses livres construits, d'aller plus loin dans la connaissance de ce météore imprévu, bien fait pour donner une mauvaise conscience définitive à l'effondrement français et à ses suites, jusqu'à nos jours.

Le tome VI des « Œuvres complètes » – Cahiers – de la philosophe permet d'aller plus loin dans la connaissance de ce météore imprévu, bien fait pour donner une mauvaise conscience définitive à l'effondrement français et à ses suites, jusqu'à nos jours

Les jugements sur elle sont intrigués et contradictoires. Raymond Aron, comme d'habitude, est raisonnable : *« Elle ignorait apparemment le doute, et si ses opinions pouvaient changer, elles étaient toujours aussi catégoriques. »* Mauriac la canonise. Blanchot, bizarrement, la suppose influencée par la Kabbale juive. Cioran la trouve d'un orgueil sans précédent, insiste lui aussi sur ses origines juives et son antijudaïsme alors qu'elle serait *« un Ezéchiel ou un Isaïe féminin »*, et conclut, de façon effarante, sur le fait qu'elle avait *« autant d'énergie, de volonté et d'acharnement qu'un Hitler »*. Gombrowicz est insolite : *« A travers sa présence auprès de moi, qui va croissant, croît également la présence de son Dieu. »* Ignazio Silone prédit qu'on mesurera son importance dans cinquante ans. Levinas, à juste titre, souligne sa *« cécité foncière à l'égard du judaïsme biblique »*. Georges Bataille, qui l'a bien connue, au point de faire d'elle un personnage terrible d'un de ses romans, *Le Bleu du ciel*, est sans doute le plus pénétrant : *« Elle séduisait par une autorité très douce et très simple, c'était certainement un être admirable, asexué, avec quelque chose de néfaste, un Don Quichotte qui plaisait par sa lucidité, son pessimisme hardi, et par un courage extrême que l'impossible attirait. Elle avait bien peu d'humour, pourtant je suis sûr qu'intérieurement elle était plus fêlée, plus vivante qu'elle ne croyait elle-même... Je le dis sans vouloir la diminuer, il y avait en elle une* merveilleuse *volonté d'inanité : c'est peut-être le ressort d'une âpreté géniale, qui rend ses livres si prenants... »*

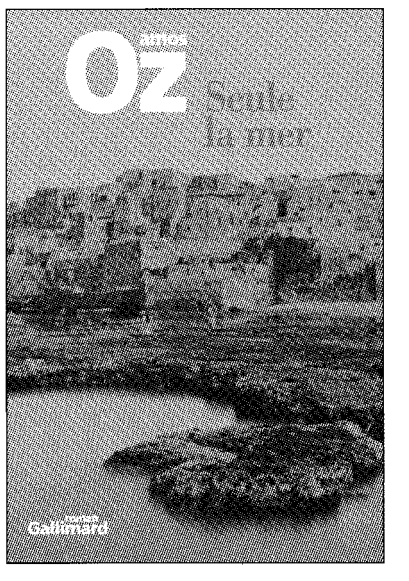
■ **Philippe Sollers**

Simone Weil vit dans l'absolu, elle résiste à toutes les définitions. Elle semble penser comme elle respire, forme brève, ramassée, rapide, électrique, souffle vital. Son corps l'embarrasse, elle voudrait contempler la lumière et le bien pur comme si elle n'était plus là, laissant Dieu et le monde, enfin, face à face. Elle est juive, elle n'aime pas le Dieu de l'Ancien Testament, le Christ, dit-elle, l'a *« prise »*, elle est emportée par une mystique de tous les instants, lit et relit Platon dans le texte comme s'il s'agissait d'une expérience personnelle (fulgurantes spéculations sur le *Timée*), mais aussi Eschyle et Sophocle, les Pythagoriciens, la *Bhagavad-Gita* (qu'elle médite en sanscrit à Londres, à l'hôpital), les troubadours, le bouddhisme zen, et bien d'autres choses encore, mais surtout Platon et encore Platon. Impossible de ne pas devenir platonicien avec elle, c'est l'absolu de la métaphysique, « la porte du transcendant », le réel lui-même. Du même mouvement, elle cumule des calculs mathématiques et cosmologiques, s'abîme dans les nombres, revient à son expérience intérieure portée aux limites de l'attention. Absence d'humour ? Pas sûr : *« Quantité de vieilles demoiselles qui n'ont jamais fait l'amour ont dépensé le désir qui était en elles sur des perroquets, des chiens, des neveux ou des parquets cirés. »* Freud ? Un renversement incomplet de Platon. Marx ? *« La grande erreur des marxistes et de tout le dix-neuvième siècle a été de croire qu'en marchant tout droit devant soi on monte dans les étoiles. »* Pessimisme ? Oui, sans limites : *« Il faut bien que nous ayons accumulé des crimes qui nous ont rendus maudits, pour que nous ayons perdu toute la poésie de l'univers. »* Aucune référence à l'actualité ; l'urgence et la guerre ont lieu entre conceptions du monde, et surtout par rapport à l'ennemi essentiel : le *« gros animal »*. Ecoutons ce blasphème de 1942 : *« L'homme est un animal social, et le social est le mal. Nous ne pouvons rien à cela, et il nous est interdit d'accepter cela, sous peine de perdre notre âme. Dès lors la vie ne peut être que déchirement. Ce monde est inhabitable. C'est pourquoi il faut fuir dans l'autre. Mais la porte est fermée. Combien il faut frapper avant qu'elle s'ouvre. Pour entrer vraiment, pour ne pas rester sur le seuil, il faut cesser d'être un être social. »* Et encore, ce qui vaut plus que jamais pour aujourd'hui : *« Une nation comme telle ne peut être objet d'amour surnaturel. Elle n'a pas d'âme. C'est un gros animal. »* Nous sommes de gros animaux avalés par un énorme animal et participant à cet engloutissement avec un consentement plus ou moins conscient et sinistre. Nous aimons la vie artificielle et les projecteurs, pas la lumière. *« Tout ce qui est sans valeur fuit la lumière. On peut se cacher sous la chair. A la mort, on ne peut plus. On est livré nu à la lumière. C'est là, selon les cas, enfer, purgatoire ou paradis. »* Simone Weil est réaliste, elle veut l'impossible : « L'impossibilité *est l'unique porte vers Dieu. »*

On aurait sans doute étonné cette *« merveilleuse volonté d'inanité »* en lui faisant remarquer qu'elle incarnait, de façon extraordinaire, l'achèvement nihiliste de la Métaphysique et son drame de la mort de Dieu. Elle saisit pourtant une vérité unique : *« L'union de l'homme et de Dieu est quelque chose d'essentiellement illégitime, contre-nature, surnaturel. Quelque chose de furtif et secret. »* La voici donc, splendide hérétique, dans sa volonté d'anéantissement : *« Quand je suis quelque part, je souille le silence du ciel et de la terre par ma respiration et le battement de mon cœur. »* Simone Weil, Phèdre cachée ? Mais oui, puisque ses vers préférés sont de Racine : *« Et la mort, à mes yeux ravissant la clarté,/Rend au jour qu'ils souillaient toute sa pureté. »* Les humains, on ne le sait pas assez, souffrent d'être nés, et c'est pourquoi leur désir le plus profond est en réalité d'obéir ou de ne plus être. Il y a le Beau, bien sûr, comme chez Giotto, Cézanne ou Monteverdi, mais, là, nous ne sommes plus dans la philosophie ni dans le social. C'est comme philosophe que Simone Weil veut disparaître. *« On regarde toujours l'esthétique comme une étude spéciale, alors qu'elle est la clé des vérités surnaturelles. »* Réfléchissant sur les mathématiques, elle note : *« L'essence du beau est contradiction, scandale et nullement convenance, mais scandale qui s'impose et comble de joie. »* Comment entrer dans la joie ? *« La joie parfaite, infinie, éternelle de Dieu, c'est cela même qui brûle l'âme perdue. »* Elle a encore cette phrase inouïe, à la Pascal : *« Si on aime Dieu alors qu'on pense qu'il n'existe pas, il manifestera son existence. »* Et aussi : *« C'est un crime de rendre les hommes tristes. »* Mais voilà, le crime continue.

★ Signalons aussi le volume de la collection « Quarto » consacré à Simone Weil (Gallimard, 1999, 1288 p., 24,39 €)
Simone Weil. Une philosophie du travail, de Robert Chenavier (éd. du Cerf, « La nuit surveillée », 730 p., 44,21 €).
Le livre de Sylvie Courtine-Denamy, *Trois femmes dans de sombres temps, Edith Stein, Hannah Arendt, Simone Weil,* vient de reparaître (Albin Michel, « Bibliothèque de l'Evolution de l'humanité » n°40, 370 p., 12,50 €).

CAHIERS
La Porte du transcendant
Février 1942-juin 1942,
tome VI des Œuvres complètes
de Simone Weil.
Edition sous la direction de Florence de Lussy,
Gallimard, 674 p., 45 €.

AMOS OZ


Seule la mer
roman
traduit de l'hébreu par Sylvie Cohen
DU MONDE ENTIER
GALLIMARD
Editions Gallimard - 3/2 206 /53 RCS Paris B.

ÉPOPÉES HISTORIQUES

Les **pittoresques aventures** vécues par des monarques, chefs de tribu ou conquérants des temps anciens attisent l'imagination de romanciers moins inspirés par les drames intimes et les grisailles quotidiennes que par les grandes sagas. C'est un grand spectacle digne du cinéma qu'offrent le Brésil luxuriant de **Gilles Lapouge**, le Maroc flamboyant d'**Ahmed al-Taoufik**, la Terre de feu de Sylvia Iparraguirre et les luttes de pouvoir au Vietnam du XIXe siècle dépeintes par **Nguyên Huy Thiêp**

Feu sur la mission

LA TERRE DE FEU (Tierra del fuego)
de Sylvia Iparraguirre.
Traduit de l'espagnol (Argentine) par Bertille Hausberg,
éd. Métailié, 202 p., 17 €.

Le 27 décembre 1831, le *Beagle* quittait les côtes anglaises pour une expédition de cinq ans qui allait le mener jusqu'aux îles Galapagos. A son bord, outre le capitaine Fitz Roy, se trouvaient le dénommé Charles Darwin et un certain Jemmy Button ; plus, selon ce roman, un marin argentin, du nom de Jack Guevara. *La Terre de feu* est le récit fait par ce dernier de son périple entre l'Angleterre et les îles Malouines, où aura lieu le procès de Jemmy Button, accusé du massacre d'un groupe de missionnaires.

De son vrai nom Omoy-lume, ce dernier fut pris en otage avec deux autres Yamanas, l'une des ethnies qui peuplaient la Terre de Feu. Il sera conduit en Angleterre où il passera deux ans, puis rendu à ses terres dans le but, pour ses ravisseurs, d'essaimer les enseignements pratiques et religieux qui lui ont été inculqués. On ne saura pas grand-chose de ce *« sauvage »* cloîtré dans sa fierté, sa différence et sa patiente indifférence pour les choses inutiles des Occidentaux. On en saura en revanche beaucoup plus sur son amitié avec l'Argentin tiraillé entre ses deux cultures, les deux hommes étant réunis par le déracinement.

Ce livre, efficace et fragile, pose de bonnes questions sur les motivations humanitaires des *« missionnaires »* et des scientifiques.

Jean-Louis Aragon

Rois et bagnards

Le Vietnamien Nguyên Huy Thiêp évoque dans trois nouvelles la conquête du pouvoir par Gia Long au XIXe siècle, et campe dans une pièce de théâtre les dirigeants de son pays comme de sinistres Jean Valjean

L'OR ET LE FEU
de Nguyên Huy Thiêp.
Traduit du vietnamien par Kim Lefèvre,
éd. de l'Aube, 114 p., 12 €.

UNE PETITE SOURCE DOUCE ET TRANQUILLE
de Nguyên Huy Thiêp.
Traduit du vietnamien par Kim Lefèvre,
éd. de l'Aube, 186 p., 16 €.

Au Vietnam, en 1987, la première nouvelle de Nguyên Huy Thiêp, « Un général à la retraite » (1), fit l'effet d'une bombe. Cette année-là, confrontée à une débâcle économique, la dictature communiste avait tenté d'atténuer le malaise social en appelant une ère de *« renouveau »* et en lançant un mot d'ordre : *« Dire la vérité sans détour. »* Mais Thiêp était allé trop loin en dépeignant la déchéance d'une figure emblématique de la révolution et un pays affamé, aliéné, perverti. Il fut pris à partie, dénigré, accusé de nihilisme, et interdit. La situation s'est depuis décrispée, puisque le cinéma vietnamien, jusqu'alors au service du gouvernement et de la propagande, s'est mis à adapter des œuvres littéraires, dont ce texte jadis sujet à controverses, et que l'ouverture à une économie de marché permet l'élaboration de films produits par des capitaux privés. Thiêp élabore le scénario de trois d'entre eux.

Dès l'année suivante, en 1988, l'écrivain provoqua un nouveau tohu-bohu politico-littéraire en publiant dans la revue *Art et Littérature* ces trois nouvelles à caractère historique qui nous arrivent aujourd'hui en France. Situées au XIXe siècle, elles mettent en scène une dynastie royale et un personnage honnis par le pouvoir : Gia Long est un homme politique retors, mû par ses intérêts personnels, qui avait favorisé une intervention thaïlandaise en 1784 pour empêcher Quang Trung (héros national) d'accéder au trône, et qui avait fini par parvenir à ses fins en faisant appel à un missionnaire français, Pigneau de Béhaire, ouvrant ainsi la porte au colonialisme et prenant le risque d'apparaître comme un traitre à la patrie. La première de ces nouvelles dépeint sa prise de pouvoir, la deuxième raconte un épisode antérieur, celui de sa défaite contre Quang Trung, la troisième évoque la destinée d'une très belle jeune fille qui est tour à tour enrôlée dans le harem de Quang Trung et de Gia Long, mais qu'aucun des deux ne parvient à posséder. Cette vierge à la beauté céleste semble incarner un pays irréductible aux magouilles et aux concupiscences, mais Thiêp se range-t-il dans le camp de tel ou tel conquérant ? L'une des marques de fabrique de cet écrivain au style brut, tranchant, limpide, c'est un refus du simplisme, une capacité à insinuer l'ambiguïté, à basculer sans partialité d'un témoignage à son contraire. Chaque personnage arbore un visage complexe, une double figure. L'un, apparemment moral, s'avère cupide, l'autre, honoré par la légende, voit épinglée sa faiblesse. Thiêp aime brouiller les cartes, proposer plusieurs épilogues, faire l'apologie de la vérité en confrontant plusieurs versions, et dénonçant les relectures idéologiques.

A ce recueil, *L'Or et le Feu*, s'ajoutent d'autres nouvelles plus récentes, quasi autobiographiques. Thiêp y fait référence à la période où, à vingt ans, dans un village des hauts plateaux, il tenta d'enseigner Euclide et Pythagore à d'irréductibles analphabètes. Symbole de ses élèves arriérés, un orang-outang qui se plante devant l'école en faisant des gestes obscènes. Il évoque aussi la tentation de l'exil et le désarroi de ses compatriotes dans une barque à la dérive.

L'une des choses dont Thiêp est le plus fier, c'est sa pièce de théâtre : *Une petite source douce et tranquille*, comédie politique, farce antitotalitaire dopée d'ironie acide aux résonances d'*Ubu roi*. Cinq personnages-clés, représentatifs du parti d'union populaire *« Bonté-intégrité »*, portés au pouvoir par un coup d'Etat, y donnent un portrait terrifiant de ce que vit le Vietnam sous domination communiste. Tous sont désignés par des numéros, une façon de nier leur identité, comme cette *« Mademoiselle trente-neuf mille moins mille »* (une expression vietnamienne que l'on peut rapprocher de « des mille et des cent »), mi-féministe mi-corrompue par le culte de l'argent et de la manipulation. Moment d'anthologie : le récit de la vie de la fille adoptive du général en chef des armées, parodie des *Misérables* de Victor Hugo. Hilare, Thiêp commente : *« Au Vietnam, c'est la banalité même ! Le pays est bourré de Cosette et de Thénardier ! Notre particularité, c'est que les Jean Valjean sont des hommes politiques ! Tous d'anciens bagnards, des aventuriers, bandits de grands chemins ! »*

Jean-Luc Douin

(1) Ed. de l'Aube/poche

ALAIN POTIGNON

Maroc arabo-berbère

Ahmed al-Taoufik, spécialiste de la paysannerie marocaine, se fait le romancier de son peuple avant la colonisation

L'ARBRE ET LA LUNE
d'Ahmed al-Taoufik.
Traduit de l'arabe par Philippe Vigreux,
Phébus, 316 p., 20 €.

On croule en maints domaines sous les livres – en français – relatifs au Maroc, dus à des Marocains ou à des étrangers. De ce qui s'écrit en arabe au royaume alaouite, presque rien n'est traduit. Aussi la curiosité s'est-elle aiguisée à la parution en français de *L'Arbre à henné et la Lune* (le henné a regrettablement disparu dans le titre français) d'Ahmed al-Taoufik, l'un des vétérans de l'écriture arabophone en Afrique du Nord.

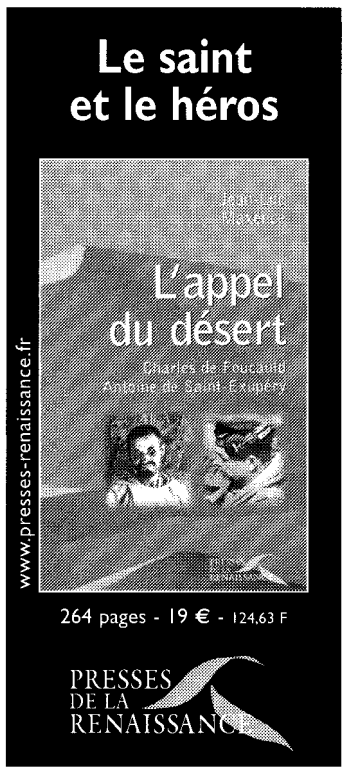
Né en 1943 dans le Haut-Atlas, auteur d'une thèse scientifiquement marquante, semée de notations fouillées sur les fellahs marocains avant le protectorat français (1912-1956), directeur de la Bibliothèque nationale du Maroc, grand prix 1999 de littérature dans son pays, le *« professeur Taoufik »* est une figure du *Makhzen,* le système politico-administratif chérifien. Il est aussi ce romancier tardif mais puissant – et sans doute d'autant plus puissant qu'il est tardif – du peuple marocain, et particulièrement des montagnards berbères islamisés, guerriers fameux, musulmans brûlants quoique encore soumis à des charmes païens, farouches soutiens d'une dynastie se réclamant du sang de Mahomet, même et surtout quand ils se rebellent contre les représentants abusifs du sultan.

C'est sur cette réalité socio-historique brutale et terriblement cohérente, dans un Maroc volontairement fermé à toute influence externe depuis qu'il a digéré l'invasion mahométane et en a adopté la religion, dans ce véritable *« Tibet de l'Islam »*, qui ne se doute pas que la *« mécréante »* France, déjà enracinée en Algérie et au Sénégal, va bientôt oser l'envahir, c'est dans cet univers encore *« intact »* au goût de Delacroix et Loti qu'Ahmed al-Taoufik a situé le récit, détaillé jusqu'à la manie, de la chute d'un chef de tribu atlassique, de ses femmes, de son clan. Accaparements terriens, financiers, charnels trop chéris et qui finalement causent la perte du flamboyant caïd.

Le très riche vocabulaire arabe du romancier nous est bien transmis par le traducteur Philippe Vigreux, même si c'est au prix parfois de quelques préciosités ou raretés (*« vieillard inerme »*, *« virgulage du henné »*, etc.) mais on ne s'en plaint pas. Les dédales de l'intrigue de ce roman, un peu abstraitement présenté comme *« le livre de la possession et du fourvoiement »*, reflètent l'architecture prodigue en couloirs et recoins d'une maison patricienne orientale. Ces arabesques littéraires sont parfois intimidantes pour le lecteur européen non averti qui doit admettre que la société décrite, et qui d'ailleurs survit partiellement jusqu'à nous dans les djebels maghrébins, accorde une très large place – notamment chez les femmes mais pas seulement – au magique, aux sorts, aux talismans : par exemple un innocent croissant imprimé au henné dans la paume de la main...

Savoir cela éclaire nombre de situations à première vue difficilement compréhensibles pour nos esprits ultrarationnels. La force de l'écrivain de l'Atlas est de parvenir à nous immerger en entier dans un monde mille fois plus *« étrange »* encore que ce qu'on imagine, dans le Maroc arabo-berbère d'hier (et d'aujourd'hui), duquel *in fine*, par la magie de la littérature, on se sent presque familier.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



Lapouge, nihiliste truculent

Du Brésil à l'Afrique des chasseurs d'esclaves, l'écrivain offre une épopée échevelée où se dessine en creux une philosophie de l'égarement

LA MISSION DES FRONTIÈRES
de Gilles Lapouge.
Albin Michel, 460 p., 21,90 €.

On n'inverse pas impunément le cours de l'histoire. C'est pourtant ce que feront, par inadvertance, par incompétence, les protagonistes de *La Mission des frontières.* Chargés de dresser une stèle aux limites du royaume du Portugal, au fin fond de l'Amazonie, ils se débrouillent pour que l'inscription se trouve orientée dans le mauvais sens. Cette erreur du cosmographe – bénigne en apparence – aura d'incroyables conséquences. Et c'est normal, quand l'infini devient fini, plus personne n'y retrouve ses petits...

Gilles Lapouge s'amuse et, du même coup, nous amuse. Il écrit peut-être le plus libre de tous ses livres. Amoureux de Sao Luis, capitale du Maranhoa (Brésil), *« belle ville vermoulue »* qui a *« des fragilités de souvenir »,* amateur d'utopies et d'uchronies, lecteur de Jorge Luis Borges et des anciens chroniqueurs, il propose aujourd'hui un roman déambulatoire, drolatique, où s'enchevêtrent le sérieux et le bouffon. Il ne revoit ni ne corrige les faits historiques, il affabule à partir d'eux. Il les enlumine. La prose syncopée, bien ciselée, où les mots semblent s'éjouir, est entièrement portée par le nihilisme truculent de l'auteur. L'intrigue, qui se situe entre XVIIe et XVIIIe siècles, saturée d'espaces et de lieux inextricables (des jungles, des souterrains, le Brésil naissant, la mer océane et l'Afrique des chasseurs d'esclaves), pleine de figures hautes en couleurs (des putains, des diacres, des savants et des métis en mal d'origine), parle aux lecteurs de notre temps, car en filigrane – annonçant un monde global et sans repères – se dessine une philosophie de l'égarement.

LUXURIANT

La Mission des frontières s'ouvre sur une séquence à la Werner Herzog : une poignée d'hommes et un quarteron d'ânes trimballent une sorte de mégalithe qui pèse ses 2 ou 3 tonnes. La boue, la faim, la forêt, les maladies et jusqu'à la vacuité de leur entreprise les frappent chaque jour un peu plus. Les trois officiers qui dirigent cette course à l'abîme meurent tragiquement. Trois hommes alors commandent la retraite et évitent qu'elle ne se transforme en franche débandade. Il s'agit de Gralheta Melchior, un mulâtre qui deviendra bedeau, de Joachim De Styfl, un gros docteur, cosmographe déboussolé, d'origine hollandaise (il vient de Coïmbra), et de Nawaz, un historien maure diplômé de Salvador. Ces trois-là, rescapés des confins, ont fait le vœu d'aller en Afrique. L'ambiance d'intolérance qui règne à Sao Luis va précipiter leur départ. Les voici donc, flanqués d'une putain au grand cœur et d'un curé amnésique, partant sous le drapeau noir d'un pirate sur le déclin.

Après Herzog, nous sommes chez Polanski, ou – pour mieux dire – nous sommes chez Lapouge. Après l'excessif, la luxure généralisée, voici la haute mer puis le désert. Lapouge aime les tirades et les morceaux de bravoure. Il recycle l'histoire à sa façon et surdimensionne la géographie. Nous ne sommes pas dans le genre dit fantastique mais dans le plus-que-réel. Talonnés par la faim et l'appétit, les Brésiliens, à la fois hédonistes et gourmands de néant – en compagnie d'esclaves en cavale –, fondent une paroisse. Les bâtiments et la théologie sont évidemment faits de bric et de broc. Un émissaire du Vatican, entouré de quelques Bantous, les inspecte et les soumet à la question. Très vite, il se croit chez les fous et devient fou lui-même. La putain au grand cœur qui accompagne les agonisants le soigne. Elle est excommuniée, réhabilitée, puis quasiment sanctifiée. Lapouge, en Diogène des antipodes, a trouvé ce qu'il cherchait : une femme, grosse et sensuelle, dont il fait un portrait tellement enthousiaste qu'il n'est pas innocent.

Après *La Bataille de Wagram* (1), *Les Folies Koenigsmark* et *L'Incendie de Copenhague* (2), Lapouge propose un nouveau schéma romanesque. Il est, comme Bioy Casares, un joueur de bonneteau qui déplace ses pions sur des intrigues problématiques. Avec une flopée d'écrivains qui l'ont précédé, des bons et des mauvais, des lourds et des subtils, des régionalistes et des illuminés, il fait un roman d'excellence. Un roman tout entier fabriqué de l'interface vie intérieure/exotisme. Un roman où l'illusion sonne curieusement comme le vrai.

Jacques Meunier

(1) Flammarion.
(2) Albin Michel.

Eduardo Mendoza, irrésistible

Avec les tribulations d'un coiffeur pour dames mêlé à une affaire d'assassinat, le romancier espagnol renoue avec la fibre parodique et burlesque de ses premiers livres. Eclats de rire assurés

L'ARTISTE DES DAMES (La Aventura del tocador de senoras)
d'Eduardo Mendoza.
Traduit de l'espagnol par François Maspero,
Seuil, 302 p., 19,50 €.

CORINNE MARIAUD POUR « LE MONDE »

Il existe des endroits et des circonstances où la lecture du dernier roman d'Eduardo Mendoza n'est pas recommandée. Les lieux de culte, par exemple, ou les salles de classe, la chambre d'un nourrisson qui s'endort, un enterrement – ou les minutes qui suivent la proclamation de certains résultats électoraux. Tous les moments où le recueillement, le silence et l'affliction sont de mise, en fait. Car la découverte de ce livre extraordinairement réjouissant est une activité bruyante, peu compatible avec le séjour dans un lieu public. Bien que l'humour traverse continuellement ses textes, Mendoza n'a pas toujours donné à ses ouvrages un caractère aussi franchement burlesque. En dépit de la dérision qui les caractérisait, *L'Affaire Savolta*, *La Ville des prodiges* ou *Une comédie légère* (1) ne faisaient rire que d'un œil, parce que leur drôlerie était de surface. Dans *L'Artiste des dames*, cet auteur espagnol de 59 ans – l'un des plus admirés de son pays – renoue avec la fibre parodique et totalement loufoque dont il avait déjà fait le meilleur usage dans *Le Mystère de la crypte ensorcelée*, ou *Le Labyrinthe aux olives*, ses premiers livres parus en France (2).

Le même personnage complètement déjanté, à la fois plein de bon sens et fou à lier, revient donc dans le Barcelone du milieu des années 1990. Expulsé d'un asile psychiatrique avec tous les autres pensionnaires, (pour laisser le champ libre aux promoteurs immobiliers), l'homme se trouve aussitôt mêlé à une sombre affaire d'assassinat – dont il va, naturellement, tenter de découvrir les secrets. Inutile, cependant, de s'appesantir sur l'histoire, qui n'a aucune espèce d'importance. Les tribulations de ce détective à la manque progressent au coup par coup, sans véritable plan d'ensemble. *« J'improvise au jour le jour, comme pour une histoire qu'on raconte à un enfant »*, confirme Eduardo Mendoza, chez qui cette désinvolture va de pair avec une grande virtuosité, puisqu'il parvient à susciter la gaieté sans faiblir, tout le long du livre. *« Un beau matin, je me réveille avec une idée complètement absurde, qui me fait rire et je m'en sers. Le métier de mon personnage, par exemple : que pouvait-on trouver de plus éloigné du roman noir que la profession de coiffeur pour dames ? »*

Ainsi se développe cette promenade dans Barcelone, la ville natale de l'auteur et celle où il vit encore aujourd'hui. Circulant des bas-fonds aux beaux quartiers (ce qui est, bien sûr, le privilège du détective), le héros touche du doigt la corruption, le cynisme, l'ignorance, la misère. Et Mendoza, qui ne veut pas *« faire de la sociologie »*, mais plutôt retrouver la manière des romans du XVIIIe siècle, montre sa ville et ses mutations *« avec l'état d'esprit du citoyen moyen, qui regarde sans comprendre et sans juger »*. La cocasserie du récit provient en grande partie des fausses naïvetés de ce Candide à moitié délinquant (mais épris d'ordre : il passe une partie de son temps à remettre d'aplomb des pièces dévastées), égaré au pays des grosses cylindrées. Et qui observe, d'un même œil impassible, les petites magouilles de ses proches et les énormes délits des politiciens véreux – à commencer par le maire de Barcelone, lancé dans un discours délirant : *« Nous avons besoin d'actes. Et plus encore : d'hommes capables de les réaliser,* dit-il notamment. *Car les actes ne se font pas tout seuls, sauf les pollutions nocturnes et certains projets d'urbanisme. »*

Mené à un rythme effréné, le récit représente un véritable florilège d'effets comiques. Adjonction de contraires, usage du « nonsense », introduction d'un intrus dans la phrase, humour noir ou pitreries, grosse blague ou plaisanterie froide, Mendoza ne se prive d'aucun ressort pour catapulter ses personnages au-delà du monde rationnel et sérieux – aidé en cela par la qualité de sa traduction française. Ancien avocat, ancien banquier, ancien interprète à l'ONU (*« En 1983, c'est moi qui ai annoncé à Reagan que tout allait bien en Europe du Sud, où la plupart des pays étaient gagnés par le socialisme... »*), Eduardo Mendoza possède la vertu – rarissime – de faire rire aux éclats dans un monde où la drôlerie n'est pas tous les jours de la partie.

Raphaëlle Rérolle

(1) Flammarion, 1987 ; Seuil, 1988 et Seuil, 1998.
(2) Seuil, 1982 et Seuil, 1985.

La vraie vie

Anne Tyler renouvelle le vieux thème de ce qui aurait pu être et ce qui a vraiment existé

QUAND NOUS ÉTIONS GRANDS (Back when we were grownups)
d'Anne Tyler.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sabine Porte,
Calmann-Levy, 344 p., 19 €.

Anne Tyler a toujours brillé dans un genre littéraire qui ressemble à ce que fait « la comédie américaine » au cinéma : un roman sentimental, tendre, drôle, à la lisière du rien et du pas-grand-chose, en sachant jouer de la vivacité d'esprit et d'écriture, d'humour, de recul, de l'ironie pour surprendre tout en laissant chacun et chacune se reconnaître un peu, ou beaucoup. Des petites choses, des petites histoires de vie quotidienne, domestique, des femmes d'intérieur, des hommes sans ambition, peuplent son imaginaire et laissent dans l'esprit du lecteur une trace à la fois songeuse et délicieuse. Par exemple, ses personnages ont presque toujours un curieux métier : homme à tout faire pour personnes âgées ou malades, rédacteur de guides de voyages pour gens n'aimant pas voyager... Anne Tyler a vraiment l'art d'échapper au convenu, au glauque, à la violence, au répétitif, et de créer du rêve sans histoire à la portée de tout un chacun.

Ce quinzième roman traite plus que jamais de la difficulté d'être d'une Madame-tout-le-monde, ménagère de plus de cinquante ans des sondages, oubliée des magazines féminins, plus assez jeune. Elle s'appelle Rebecca Davitch, elle a cinquante-trois ans, elle est sans l'avoir voulu la seule personne responsable d'une famille décomposée-recomposée et dirige bravement l'entreprise familiale : la maison de famille – Les Bras ouverts – de plus en plus délabrée, où elle organise pour toute la région, réceptions, noces et banquets. Elle est acculée à bien faire, celle sur qui tout le monde se repose, jusqu'au vieil oncle célibataire qui vit sous le même toit. Elle avait épousé, elle ne sait plus trop pourquoi, Joe Davitch, un bel homme plus âgé qu'elle et qui est mort peu de temps après leur mariage, lui laissant quatre filles, les trois qu'il a eues de son premier mariage (et dont la mère est partie pour devenir chanteuse de boîte de nuit) et celle qu'ils ont eue ensemble. Quatre filles à marier... qui, trente ans plus tard, ne lui laissent toujours pas le moindre répit : l'une est pratiquement anorexique mais fait traiteur pour toutes les réceptions organisées aux Bras ouverts, l'autre est enceinte pour la troisième fois (d'un troisième père, plus exotique encore que les précédents), la troisième va épouser un jeune divorcé avec enfant à problèmes...

Le pique-nique qui ouvre le livre est une petite merveille : Rebecca est sur tous les fronts, comme toujours, disponible, rassurante, prête à combler tous les manques, à résoudre tous les problèmes, à apaiser toutes les disputes. Jusqu'au soir, quand, épuisée, elle finit par se demander : *« Comment en suis-je arrivée là ? Comment ai-je fait pour devenir cette femme qui n'a rien à voir avec moi ? »* Et elle se met à imaginer « qui » elle aurait pu être si sa vie avait suivi un autre cours, si elle avait épousé son premier amour, si elle avait eu un fils... Autant on savoure sa réalité (appeler le couvreur, le réparateur d'appareils ménagers, l'employé de la désinsectisation, répondre au téléphone, garder les petits enfants, trouver une chaise pour les personnes âgées, signaler au disc-jokey de baisser le volume de la musique, organiser un jeu pour briser un silence), autant ses tentatives de passer de l'autre côté du miroir et de se bercer de rêves paraissent ternes, dérisoires, fadasses. Peut-être un signe, que la vie n'est pas faite d'illusions.

Martine Silber

McCauley et les cycles de l'amour

Avec Jane et Desmond, nouveau duo détonant, le romancier américain analyse avec subtilité et humour la difficulté d'aimer

LA VÉRITÉ OU PRESQUE (True Enough)
de Stephen McCauley.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marie-Caroline Aubert,
Buchet-Chastel, 360 p., 19,50 €.

Sujet de prédilection tout autant que figure romanesque, le couple chez Stephen McCauley est bien, pour reprendre le titre de son premier roman, l'objet de son affection. Que l'on se souvienne du chassé croisé amoureux de Nina, future maman en quête d'un père, et de George, son colocataire homosexuel dans *L'Objet de mon affection* (1) ; ou encore des tribulations du héros de *L'Art de la fugue* (2), Patrick O'Neil, dont les écarts extra-conjugaux de son frère vont mettre à mal les certitudes sur son propre couple ; ou enfin de Clyde, le narrateur de *Qui va promener le chien ?* (3) trentenaire en panne d'amour, qui entre Marcus, « don juan à la petite semaine » désespérément hétérosexuel et Louise, sémillante mère célibataire, cherche une issue à son mal-être amoureux. A chaque fois, le romancier américain, jouant sur des combinaisons détonantes, approfondit son exploration du sentiment amoureux, affinant une analyse toujours teintée de tendresse et d'ironie. Avec *La Vérité ou presque*, son sens de l'observation atteint sa pleine mesure, accentué sans doute par l'abandon du « je » et la symétrie qu'il opère entre les deux protagonistes.

Car, suivant son habitude, Stephen McCauley met en scène un duo : Jane et Desmond, qui, au contraire de leurs prédécesseurs, ont trouvé en Thomas, pour la première, et Russell pour le second, leur point d'équilibre. Enfin, c'est ce qu'ils pensent lorsque arrivés à la quarantaine, interrogations et remises en cause apparaissent de plus en plus crûment.

Productrice de télévision à Boston, Jane Cody cherche un nouveau souffle qui viendrait relancer une carrière et une existence qui s'enfoncent dans l'ennui et les non-dits. Coincée entre un mari énamouré mais profondément ennuyeux (jusque dans leurs ébats sexuels, d'un pathétique achevé) ; un petit monstre surdoué de six ans, férocement lucide et sarcastique dont elle désespère qu'il l'appelle un jour « maman » ; une belle-mère dragon qui, bien que « remisée » dans une grange de luxe à côté de sa maison, ne cesse de la poursuivre de ses remarques perfides et acerbes ; et un ex-mari, coureur invétéré, toujours sur le qui-vive, Jane simule et dissimule, louvoyant tant bien mal, à travers un fouillis de faux alibis et de demi-vérités.

A New York, Desmond Sullivan, ex-avocat reconverti dans l'écriture, n'est pas loin de souffrir des mêmes symptômes. Sa biographie de Pauline Anderton, chanteuse de second rang oubliée, semble au point mort tout comme sa relation pour le moins somnolente avec Russell, antiquaire du Lower East Side. *« Au bout de cinq ans de vie commune, disposer d'un temps limité pour baiser était un aphrodisiaque, tandis que rester allongés nus dans un lit pendant de longues heures sans restriction avait plutôt tendance à déclencher des conversations sur Madeleine Albright. »* Mais loin de la roublardise et de l'attentisme de Jane, Desmond décide de partir quelque temps pour mieux se retrouver et tester la solidité des liens qui l'unissent à son amant. Direction Boston, où l'attend un poste d'enseignant à Deeford College, lieu même où officie – le hasard faisant bien les choses – le mari de Jane.

Très vite, comme on l'imagine, les chemins des deux héros tourmentés vont se croiser, donnant naissance à un projet de documentaire sur *« les médiocres oubliés de la culture américaine »*, et, surtout à une amitié pleine de complicité et d'humour. Les préjugés dont Jane se fait l'écho *(« Ma théorie est que les liaisons gays se mesurent en années-chiens »)* et leurs écarts amoureux respectifs pimentent une relation autour de laquelle gravite, comme à l'accoutumée, une série de personnages aussi drôles et attachants que complexes dans leurs démêlés avec la vie. Ainsi Rosemary Boyle, poétesse réfugiée dans l'ironie amère et le souvenir d'un mari défunt, à travers laquelle Stephen McCauley dessine, tout en finesse, un très émouvant portrait de femme.

Même si *La Vérité ou presque* s'achève par une note plus optimiste que les livres précédents, rien d'idyllique ou d'un « roman à l'eau de rose » dans cette brillante comédie de mœurs qui dit, avec plus de subtilité qu'elle n'en a l'air, la difficulté à aimer. Et, surtout, en dépassant tous les clichés – notamment, celui avancé par une certaine critique pour qui la littérature gay ne devrait être qu'âpreté, tourments et déchirements – Stephen McCauley atteint une dimension universelle.

Christine Rousseau

(1) Denoël, 1989, 10/18 n° 2841.
(2) Denoël, 1993, 10/18 n° 2339.
(3) Denoël, 1997, 10/18 n° 3073.

Extrait

« Il m'arrive de penser que le mariage suit des cycles réguliers et prévisibles, comme le temps. Ou comme une machine à laver. Certains sont calmes et silencieux, d'autres bruyants, mais au bout du compte, ça fonctionne et le linge ressort propre.

– Vous en êtes à quel cycle en ce moment ? (...) "Probablement le cycle LAVAGE. L'Affection Virant À la Gentille Exaspération. Ça ne fait pas beaucoup de bruit. Et vous, avec Russel ?"

Il réfléchit un moment. ESSORAGE. Expérience de Séparation Sacrificielle Où l'on Regrette l'Absence et Garde l'Espoir. Ça secoue et cliquète pas mal. J'aurais plutôt espéré RINÇAGE. Retour à l'INdépendance Cavaleuse Assortie de Guérison Epanouie. » (p. 202.)

Drôles de couples

Sept nouvelles ont valu à Matthew Klam d'être salué comme l'un des vingt auteurs de fiction de sa génération

SAM THE CAT
de Matthew Klam.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Philippe Gerval,
Phébus, 256 p., 19,50 €.

Je voulais l'amour, le vrai. Pas un ersatz, pas l'interminable répétition des mêmes gestes, les mêmes dîners, les mêmes soirées à se demander ce qu'on va bien pouvoir se louer comme vidéo. Je voulais l'amour et tout le tralala – les fleurs fraîchement coupées, les plus belles robes, de la lingerie fine, des concerts inoubliables, me faire tailler des pipes dans des décapotables. L'Afrique à Noël – enfin, tout, quoi. » Comme tous les narrateurs de ce désopilant recueil de nouvelles, Sam, la trentaine, s'efforce encore de croire aux contes de fées, à l'amour avec un grand A, à la Femme et au Bonheur. Et, comme tous les autres, il sera inévitablement déçu – donnant à ce premier ouvrage de Matthew Klam un ton désenchanté. Classé par le *New Yorker* parmi les vingt meilleurs auteurs de fiction de la nouvelle génération ; salué, entre autres, par Susan Minot, Matthew Klam a le chic – le don (?) – pour camper en quelques phrases et mots bien choisis une atmosphère et des personnages pathétiquement drôles. Pas de grande tragédie racinienne, mais toutes ces petites choses de la vie qui, mises bout à bout, dévoilent l'envers du décor – ou plutôt, celui du couple. Car c'est bien du couple qu'il s'agit ici et non de *« l'éternité des deux premières semaines, les tout premiers temps, avant que le reste vienne prendre le dessus »*. Le reste ? Charmant euphémisme pour parler du mariage – cette *« vraie saloperie »* – auquel, comme le résumera un des personnages, on ne se résout que parce qu'*« on a abdiqué tout le reste. »* Matthew Klam excelle dans ces portraits de trentenaires vaguement odieux et un peu lâches, un brin stupides et surtout très égoïstes qui ne cherchent qu'à *« fourrer »* leur *« queue »* quelque part. Depuis longtemps, tous n'agissent plus par conviction mais par devoir ou mimétisme, sachant qu'à présent c'est terminé : *« Plus personne ne descend. Prochain arrêt : la tombe. »*

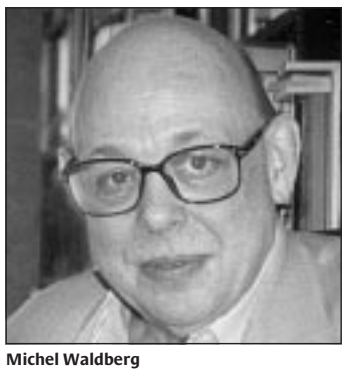
« Eliminatoires » met en scène Dave et Denise – fiancés en l'espace de sept mois, membres d'une Eglise et d'un club de remise en forme, propriétaires d'une maison et bientôt d'une piscine – dont les rêves bourgeois tomberont à l'eau le jour où ils apprendront que tous ces sacrifices furent vains puisqu'ils ne peuvent pas avoir d'enfant. Dans « Les Palmiers royaux », le narrateur fait le constat amer que son couple devrait passer à la vitesse supérieure, même si *« ce qui nous aurait permis d'y accéder faisait défaut. »* Mais c'est peut-être dans « Le père de Linda est plein aux as » que Matthew Klam dit le mieux les couples qui se délitent et les corps qui s'évitent quand s'installe l'habitude. *« Nous présentions tous les signes extérieurs du bonheur. Je l'appelais Bunky, et elle m'appelait Cheese. »* Pourtant, une seule phrase – terrible – suffit à démystifier cet amour digne des plus mauvaises romances : *« Nous étions un ménage positif, du moins nous efforcions-nous de le paraître. »* Cette érosion, aussi lente que certaine, est présente dans tout le recueil, tout comme cette ironie cruelle renvoyant à la détresse et à la vacuité des personnages. Et s'il y a fort à parier que les lecteurs de Jay Mc Inerney apprécieront Matthew Klam tant les deux auteurs américains jouent sur les mêmes registres – notamment humoristiques : *« faire l'amour en semaine était à peu près aussi exaltant qu'accomplir un besoin naturel »* –, le second est sans doute encore plus mordant et plus sombre que l'auteur de *Glamour Attitude.*

Emilie Grangeray

De l'invective au rêve, l'art de la petite prose

Autour d'un texte pamphlétaire de Michel Waldberg contre des romans qu'il juge préfabriqués et surestimés, toute une série de publications montrent la vitalité d'une jeune littérature libre, inclassable et poétique

LA PAROLE PUTANISÉE
de Michel Waldberg.
Ed. de la Différence, 160 p., 13 €.


Michel Waldberg

A l'invasion des mauvais livres dans les médias et les librairies, ou plutôt à la préférence affichée des médias pour les mauvais livres, la réponse la plus efficace paraît tout de même, dans la mesure du possible, de tenter de parler des bons livres sacrifiés, oubliés, ignorés, dont les auteurs attendent avec candeur que les critiques, les libraires et les lecteurs s'aperçoivent de leur existence. Il est, hélas, une loi que rien ne dément : l'éditeur est le juge le plus clément, et, selon une gradation croissante, le critique, le libraire et le lecteur sont les juges les plus sévères. Le tout est de savoir si les critères de ces jugements sont fondés en connaissance et en raison. Bien entendu, non. Beaucoup d'appelés et peu d'élus. Et lorsqu'un lecteur exigeant contemple le panthéon des écrivains qui bénéficient de la grâce médiatique et commerciale, on comprend que la moutarde de lui monte au nez.

Michel Waldberg, écrivain lui-même très singulier, qui a signé des recueils de poèmes, une autobiographie, sous le titre générique du *Peu de réalité (La Forêt sans arbre,* 1984 et 2000, *La Veste de fer,* 2000*)*, plusieurs romans *(La Boîte verte,* 1995, évocation de ses parents, le surréaliste Patrick Waldberg et la sculptrice suisse Isabelle Waldberg), et de nombreux essais sur la peinture *(Sam Francis, Riopelle, Pomar, Corneille, Joan Mitchell)* (1), s'en prend maintenant depuis de longues années à une littérature qu'il juge rédhibitoirement mauvaise. Il s'y attaque gaillardement, dans des articles plutôt légers et drôles, si violents, mais en même temps si ironiques qu'il serait déplacé de les prendre au pied de la lettre. Les calembours y ont la part belle et les victimes, évidemment, ne sont pas des inconnus : dans le désordre et sans indication sur l'agacement qu'ils suscitent chez le pamphlétaire, Jean d'Ormesson, Didier Decoin, Annie Ernaux, Michel Houellebecq, Philippe Delerm, Christian Bobin ont chacun droit à un mitraillage en bonne et due forme. Sans grande conséquence sur leur statut, leur réputation et leurs ventes, mais ça soulage, sans doute, d'écrire en toutes lettres ce que beaucoup pensent tout bas. Beaucoup, ce qui ne veut pas dire tout le monde, ni les mêmes.

Il est évident que des lecteurs fous d'Annie Ernaux peuvent détester d'Ormesson, que les bobinolâtres n'aiment sans doute guère Houellebecq, etc. Mais Michel Waldberg tient à dire son fait à chacun d'entre eux, sans grand espoir d'être suivi par les directeurs de rédaction. Ses sentences sont sans appel, mais divertissantes dans leurs excès qui valent bien les excès de leurs thuriféraires. Après tout, c'est la règle du jeu. Waldberg cite dès la troisième page de son pamphlet son prédécesseur en misanthropie, Julien Gracq. Et à la cinquième son maître, André Breton, qui viendra souvent à la rescousse.

À L'AUNE D'UNE PASSION VRAIE

Si l'on met de côté l'aspect nécessairement arbitraire de certaines antipathies (ou s'il n'est pas arbitraire, du moins difficile, objectivable et partageable, surtout sur ce ton-là qui est aussi de l'autodérision), ce qui demeurera de ce recueil d'invectives (étalées sur une vingtaine d'années) c'est beaucoup plus *« l'enthousiasme, la révolte et la mélancolie »,* que revendique le critique-poète qui, comme dans ses romans, cite Baudelaire, Mallarmé et Rimbaud. On pourra ne pas le suivre dans sa détestation de tel ou tel habitué des listes de meilleures ventes, mais aimer la vivacité de sa passion pour la littérature, la vraie, celle qui *« fait trembler »,* comme tremble Breton dans ses carnets que Waldberg oppose méchamment aux journaux intimes d'Annie Ernaux. Etait-il nécessaire, dira-t-on, d'aller chercher Breton pour se faire une opinion du style d'Annie Ernaux ? Du reste, il y a certainement parmi les admirateurs de cette dernière des fervents de *Nadja.* De même, en opposant Lautréamont à Houellebecq, on ne doutera pas de celui qui va rester sur le tapis.

Eugène Savitzkaya

Les textes les plus anciens sont encore plus acerbes. Notamment un très bref papier assassin contre Jouhandeau. Incapable de pratiquer l'indulgence de l'amnésie, Waldberg lit les derniers journaliers à travers le filtre du *Péril juif,* dont il cite quelques phrases redoutables d'antisémitisme. Et il termine sur un bon mot, qui envoie le cher Jouhandeau dans cet enfer qui était son paradis *: « Si, aujourd'hui, Marcel Jouhandeau fait si bien partie des meubles qu'on n'ose ou qu'on ne songe plus à remiser, son style est moins digne, sans doute, des galeries Barbès que des galères Barbie. »*

On a donc envie, après tant de fureur, d'élans plus positifs. Et l'on se félicite que les mêmes éditeurs qui souvent remplissent leurs caisses avec une littérature contestable, mais qui, il faut l'admettre, plaît au plus grand nombre, ne rechignent pas à éditer des auteurs qui persistent à faire preuve d'une totale liberté d'esprit, de forme, de ton, de style. Quelle œuvre plus libre que celle d'Eugène Savitzkaya (publié par l'éditeur de Jean Echenoz et de Jean-Philippe Toussaint que n'aime guère Michel Waldberg) ? Sa *Célébration d'un mariage improbable et illimité* (2), le neuvième *« roman »* de cet écrivain belge que vénérait son ami Hervé Guibert, est un dialogue merveilleusement poétique entre les invités d'une fête de noces. On y retrouve les obsessions sexuelles et douces de ce poète enfantin et chantant, qui a inventé une langue à lui, tout en s'inspirant des poèmes de son aîné Jacques Izoard. Célébration, en effet, des corps et de leurs métamorphoses, brouillage des identités, bestiaire sensuel et troublant, monologues délirants et souriants, qui forment une symphonie délicieusement pervertie. Savitzkaya écrit pour les adultes en reproduisant sur eux l'effet de la lecture des contes sur les enfants. Autres thèmes, mais même plaisir effrayé.

Franck Derex

De même, l'éditeur d'Annie Ernaux et de Daniel Pennac que Waldberg ne porte pas dans son cœur publie un formidable roman à deux voix : *Trois heures trente à feu vif,* par Fabrice Combes et Gilles Moraton (3). Sous la forme d'un problème mathématique, un petit mélodrame collectif (avec adultère et vaudeville) se joue dans un groupe d'habitations en carré, au centre duquel se trouve un observateur qui prépare un coulis de tomates. Drôles de données. Et le résultat est un roman allègre et sympathique, brillant sans prétention, cultivé et léger, où le formalisme oulipien peut certes paraître appuyé à ceux qui sont rétifs à ce genre d'exercice, mais dont le principal attrait est de faire constamment sourire.

Frédéric Boyer

HOMMAGE À QUENEAU

Avec *La Ligne 97* de Lionel Destremau (4), les éditions du Rouergue, elles plus constantes dans leur ligne éditoriale, font découvrir un jeune écrivain rêveur, qui raconte le trajet quotidien d'Alexandre sur une ligne imaginaire de bus, traversant Paris. Les passagers sont les reflets des obsessions de l'écrivain, avec de nombreuses annotations sensibles et aiguës, qui permettent de s'affranchir de tout réalisme. Hommage à Raymond Queneau, là aussi, mais avec un lyrisme, à la fois retenu et désinvolte, qui donne au livre et à la lecture beaucoup d'allant et quelques moments de réflexion et d'observation intenses, suspendus, qui n'étonnent pas d'un écrivain manifestement plus poète que romancier.

Franck Derex, auteur d'un premier roman de politique-fiction, *La Rencontre,* qui avait été remarqué lors de sa parution il y a trois ans (5), a choisi un peintre pour héros de son bref récit, *La Faille* (6). Le neveu de David entreprend une peinture monumentale sur un mur, tout en s'abandonnant à des rêveries érotiques et à une analyse (contre-révolutionnaire) de la Terreur. Ce petit texte érudit et raffiné (qui aurait presque pu être signé Pascal Quignard ou Pietro Citati) est une très jolie parabole de la création artistique. Il est rare qu'un jeune romancier prenne le soin de réfléchir tout bas en recourant à une fiction aussi soignée, aussi légère dans ses références historiques et son réalisme, aussi élégante et discrète.

Fabrice Combes et Gilles Moraton

Enfin, Frédéric Boyer, romancier qui se soumet difficilement aux lois du genre, rend, avec *Gagmen* (7), un très étonnant hommage à Charlie Chaplin... en évoquant son propre père. Se fondant sur des textes d'Hannah Arendt, ce poète (qui a été le maître d'œuvre de la récente traduction collective de la Bible chez Bayard) passe avec une incroyable facilité du souvenir d'enfance au démontage de concepts (le rire, le suspect, le paria, l'insolence) sur fond théologique : *« Charlot obtient ainsi du ridicule l'aveu qu'il cachait quelque chose d'autre que lui-même, qui touche à la douleur d'être homme, à l'affliction de celui qui s'entête finalement avec raison dans son humanité finie, mortelle. »* Et derrière Charlot, le père de l'auteur auquel s'adresse une très vibrante lettre finale. C'est simple, séduisant, émouvant. Ce qu'on attend de la littérature, non ? Michel Waldberg ne nous contredira probablement pas.

René de Ceccatty

(1) Tous édités par la Différence.
(2) Minuit, 100 p., 10 €
(3) Gallimard, 140 p., 12,90 €.
(4) Ed. du Rouergue, 160 p., 10,5 €.
(5) Verticales, 1999.
(6) Néant, 38, rue Mathis, 75019 Paris, 90 p., 9 €.
(7) POL, 140 p., 12,50 €.

Un an avec Hugo : 1847

6 septembre 1847

Cette nuit j'ai rêvé ceci. On avait parlé d'émeutes toute la soirée à cause des troubles de la rue Saint-Honoré.

Je rêvais donc. J'entrai dans un passage obscur. Des hommes passèrent auprès de moi et me coudoyèrent dans l'ombre. Je sortis du passage. J'étais dans une grande place carrée, plus longue que large, entourée d'une espèce de vaste muraille ou de haut édifice qui ressemblait à une muraille et qui la fermait des quatre côtés. Il n'y avait ni portes ni fenêtres à cette muraille ; à peine çà et là quelques trous. A de certains endroits le mur paraissait criblé ; dans d'autres il pendait à demi entrouvert comme après un tremblement de terre. Cela avait l'aspect nu, croulant et désolé des places des villes d'Orient. Pas un seul passant. Il faisait petit jour. La pierre était grisâtre, le ciel aussi. J'entrevoyais à l'extrémité de la place quatre choses obscures qui ressemblaient à des canons braqués.

Une nuée d'hommes et d'enfant déguenillés passa près de moi en courant avec des gestes de terreur.

Sauvons-nous, criait l'un d'eux, voici la mitraille.

Où sommes-nous donc ? demandais-je. Qu'est-ce que c'est que cet endroit-ci ?

– Vous n'êtes donc pas de Paris ? reprit l'homme. C'est le Palais-Royal.

Je regardais alors et je reconnus en effet dans cette affreuse place dévastée et en ruine une espèce de spectre du Palais-Royal.

Les hommes s'étaient enfuis comme une nuée. Je ne savais où ils avaient passé.

Je voulais fuir aussi. Je ne pouvais. Je voyais dans le crépuscule aller et venir une lumière autour des canons.

La place était déserte. On entendait crier : Sauvez-vous ! On va tirer ! – Mais on ne voyait pas ceux qui criaient.

Une femme passa près de moi. Elle était en haillons et portait un enfant sur son dos. Elle ne courait pas. Elle marchait lentement. Elle était jeune, pâle, froide, terrible.

En passant près de moi elle se tourna et me dit : – C'est bien malheureux ! le pain est à trente-quatre sous, et encore les boulangers trompent sur le poids.

Je vis la lumière faire un éclair au bout de la place, et j'entendis le canon. Je m'éveillai.

On venait de fermer la porte cochère avec bruit.

★ Extrait de *Choses vues*, « Le temps présent II » (Laffont, « Bouquins », Histoire p. 987)

Rien qu'une femme

Paula Jacques raconte l'histoire vraie d'une jeune veuve juive chassée d'Egypte en 1957

GILDA STAMBOULI SOUFFRE ET SE PLAINT...
de Paula Jacques.
Mercure de France,
400 p., 19,70 €.

Le roman de Paula Jacques a plusieurs niveaux de lecture : document historique, saga, réflexion politique... Deux femmes se partagent l'intrigue. Gilda Stambouli, la mère, a 36 ans. Elle est belle, provocante, insoumise et révoltée, émouvante. Un brin mythomane, comme le sont les êtres lucides lorsqu'ils affrontent une trop douloureuse réalité. Juliette, sa fille aînée, a été reléguée dans un kibboutz de Galilée. C'est une belle adolescente, boulimique et solitaire. Intelligente, violente, elle a les défauts et les qualités de sa mère, mais le sentiment d'abandon qui ne la quitte pas lui a fait refouler sa puissante séduction.

Le roman aurait pu se lire à partir de Juliette (Shulamit, son nom dans le kibboutz). Qui connaît l'œuvre singulière et atypique de Paula Jacques devine que le destin de Juliette est l'écho de celui de l'auteur qui, enfant, se mourait de chagrin, dans le kibboutz marxiste de Pétah-Tikva, en 1958. Mais Paula Jacques sait qu'un romancier dégage d'autant mieux la vérité qu'il prend ses distances avec l'autobiographie. L'écrivain se place principalement du côté de Gilda Stambouli, personnage... volcanique, qui tente de survivre dans le Paris des années 1950, avec son jeune fils, Robie le bien aimé, loin de sa fille.

Ce parti pris de privilégier le bourreau adoré nous vaut un extraordinaire portrait de femme, charnelle, séduisante, aux limites de cette douce folie qui empêche de capituler les orgueilleux exilés et les bafoués de l'Histoire. L'art de Paula Jacques est de relater l'exode traumatisant des juifs chassés d'Egypte, à travers le « corps » de ses personnages. Le lecteur aspire avec sa propre sensualité cette littérature immédiatement physique. La silhouette de Gilda, sa peau, sa démarche (Rita Hayworth retirant ses gants ?), son visage, ses toilettes, son langage fleuri, nous parlent pourtant d'une tragédie de l'Histoire. Veuve d'un avocat cairote, Gilda Stambouli et ses enfants sont chassés d'Egypte avec tous les autres juifs. Elle laisse sa fille en Israël, gagne Paris, erre d'hôtel en hôtel avec son fils, dans le 9e arrondissement où se regroupent les apatrides.

La trame du roman, sa fin dramatique, tout ce qui pourrait relever d'un troublant pathos se transforme sous la plume de Paula Jacques en un feu d'artifice, brillant, accéléré, empreint d'une sensibilité bousculée par l'humour. L'auteur décrit magnifiquement les manies, les petitesses, les misères et les victoires de la colonie juive, aux mains d'une administration chargée de les soutenir. Elle décrit d'une plume acérée une famille juive confite en religion. Elle déroule pour nous le quotidien précis d'un kibboutz. Elle décrypte la passion sexuelle de Gilda pour un compatriote marié.

Le lecteur est dominé par l'attention fascinée que Paula Jacques porte à cette Gilda à la chair suave et à l'égoïsme brutal. On ose à peine se poser des questions sur ce qui est au centre cruel du roman : comment une mère peut-elle abandonner sa fille ? On lui cherche des excuses, on voudrait la haïr et on l'aime, on tente de reprendre ses esprits, mais on succombe à son charme. Gilda Stambouli souffre et se plaint... nous distrait et nous provoque. A travers Gilda, Paula Jacques dit que rien – même l'amour maternel – ne nous autorise à nier notre identité, à lâcher nos chances de bonheur. Un bon roman est toujours amoral, et son auteur doit avoir le courage de creuser ses personnages jusqu'à l'os, d'en assumer l'authenticité, au-delà du bien et du mal.

Hugo Marsan

Un cœur vert

Au débotté, Patrick Besson livre une sorte d'éducation sentimentale et littéraire

UN ÉTAT D'ESPRIT
de Patrick Besson.
Fayard, 192 p., 15 €.

A vingt ans, Patrick Besson, ou tout au moins le narrateur qui parle par sa voix dans *Un état d'esprit,* prend garde de ne pas trouver son âge aussi détestable que Nizan trouvait le sien. Il s'applique une discipline de vie franche et roborative : *« Il n'y a rien à faire sur terre, sauf écrire, manger, boire, voyager et baiser – ce que je fais. Je suis jeune, et il faut être jeune. »* Il s'étonne et savoure que ses premiers écrits assurent sa subsistance, permettent ses fantaisies, garantissent sa liberté. Il a *« cette impression grisante de fabriquer de la fausse monnaie »*. A l'époque, les éditeurs avaient encore la décence d'éviter à leurs auteurs leur prêche sur les lois du marketing et de la rentabilité. Ils rêvaient de jeunesse, cherchaient du grain à moudre pour leur moulin et avaient flairé, avec raison, que ce jeune homme était de bonne farine. Celui-ci ne posait pas à l'artiste ni au penseur ; en gros, il voyait les choses en simple : il trouvait amusant, encore que curieux, de tirer ressource d'une activité aussi marginale mais qu'il aimait.

Bien sûr, rien ne fut toujours aussi simple. L'apprenti écrivain connut des traversées du désert qu'il n'explore pas, le « romantisme aigre » d'une chambre de bonne, mais il n'entend pas nous chanter *La Bohème* pour autant. Ni se plaindre. Il continuait de vivre sa *« jeunesse comme enchantement primaire, fait de repas bien arrosés, d'amour physique et de lectures au lit »*. Ainsi le suit-on, au rythme dansant d'un cœur vert, de livres en filles, de voyages en rencontres éditoriales. On pourra s'amuser à deviner l'identité réelle de comparses connus dans ces virées juvéniles. Quelques mises au point nuancent l'impression d'une désinvolture aigre-douce : *« Je ne suis impliqué dans rien, corrompu par rien. Je suis un danger inédit, récusant d'avance toute définition. Aucun mot, aucune phrase ne me résume. Je suis flou, vaporeux. »*

Patrick Besson, peut-être par souci d'une gravité pudique, aime jouer au jeu – des mots, des situations, des êtres –, façon de se déguiser pour mieux entreprendre, de privilégier l'écrit pour se reconnaître. *Un état d'esprit* nous livre une sorte d'éducation sentimentale et littéraire au débotté. Avec enjouement, alacrité, tonicité. Tout y est transitoire et finit par s'évanouir dans le séduisant mirage des réminiscences, tout sauf l'essentiel : le talent.

Pierre Kyria

En avant-première sur
www.actes-sud.fr
www.lemonde.fr
les premiers extraits
du nouveau roman de
PAUL AUSTER
LE LIVRE DES ILLUSIONS
Sortie en librairie le 7 mai
ACTES SUD

PICARD
LIVRES ANCIENS ET MODERNES
82 rue Bonaparte, PARIS VIe
du mardi au samedi : 10h30-13 h / 14 h-19 h
HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
RÉGIONALISME
Le catalogue 557
vient de paraître
Envoi sur simple demande
FAX : 01 43 26 42 64
E-mail : livres@librairie-picard.com
www.abebooks.com/home/libpicard

Chapeau l'artiste !

Graphiste de formation – membre fondateur des Chats pelés – et aussi musicien, Lionel Le Néouanic ne se prive pas d'user de toutes les techniques pour trouver le ton approprié à son engagement

Décidément Lionel Le Néouanic ne fait rien comme tout le monde... Déjà, à l'approche de Noël 2001, ce graphiste de formation qui n'en finit plus de se – et de nous – surprendre avait dynamité *L'Alphabêtisier*, livre-jeu imaginé par Elisabeth Brami (1) initialement illustré par Zad (Seuil) ; puis il avait assouvi son goût pour les personnages fabuleux et farfelus en détournant la figure la plus populaire des amateurs de sapin avec *C'est qui ?* (Seuil) dont le héros était un bonhomme patibulaire masqué par la rassurante couverture du livre. Idéal pour croire encore au Père Noël – ici fan reconnaissant de Tino Rossi et dépassé par les événements –, cet album disait autant la malice de l'auteur que son application à détourner les conventions et à ménager les surprises.

Et voilà que, pour donner le coup d'envoi de la 3e Fête du livre jeunesse de Villeurbanne (2), Lionel Le Néouanic donnait le 24 avril rendez-vous au sous-sol de la Maison de l'image et du son, où se tient sa surprenante exposition consacrée aux « Gentils et aux méchants » (plus d'une quarantaine de pièces inédites, en sus des originaux tirés de ses albums), pour... un concert ! Certes ceux qui savent qu'il est l'un des membres fondateurs des Chats pelés (un jeu de mot facile puisqu'avec deux camarades de l'Ecole Estienne, Christian Olivier et Benoît Morel, il arborait alors un chapeau qui vu d'en haut devenait un grain de chapelet !) ne s'étonneront pas de ce goût pour la musique. Ensemble, les trois compères ont signé un tonitruant *Vive la musique !* (Seuil, 1995) et les singulières pochettes des albums des Têtes raides (le groupe de Christian) et du premier opus de La Tordue (celui de Benoît).

Maquette de l'affiche de la Fête du livre jeunesse de Villeurbanne

Mais la prestation de Villeurbanne avait de quoi décoiffer. Avec son complice Pierre Rosdahl, Lionel Le Néouanic s'est offert la première scène de Rosdul et ses bad zen, dont le Sentier des Halles accueillera l'ébouriffante performance fin mai. La loufoquerie sombre de *« L'éboueur d'enfants »* comme l'originalité des instruments utilisés portent la marque d'un artiste qui ne s'interdit rien, attentif au travail des autres, au point d'être plus disert sur ses admirations que sur sa propre production.

Sans doute est-ce parce qu'il n'en finit plus de savourer la chance qu'il a su saisir. Né à Saint-Nazaire il y a trente-sept ans, ce Breton – son nom signifie « le Petit Roi » – partit en 1980 à Rennes obtenir un brevet de technicien en imprimerie, avant, trois ans plus tard, d'intégrer l'Ecole Estienne à Paris, où il se consacra à l'étude du graphisme. Les trois années que le jeune provincial passa là lui laissent un souvenir ébloui : « *On pouvait toucher à tout.* » Il ne s'en prive pas et joue des matériaux les plus variés, de la photo et de l'animation, du graphisme bien sûr, sachant que le débouché attendu le conduirait à la publicité. Un monde qui n'était pas pour lui : il y tint trois jours, mais en a gardé les fondamentaux qu'il illustre avec Les Chats pelés, nés à cette époque. Concevant des affiches pour les programmes de théâtre, les manifestations musicales, puis les décors de scène des Têtes raides, il ne s'essaie à l'écriture solitaire qu'en 1996 pour une collection d'Albin Michel où il livre ses premiers albums (*Moi Roméo le Chat* [1996] et *Moi Garavou le loup* [1997]). Depuis, si l'on excepte sa contribution à *Lumière !* (éd. du Rouergue, 2000) et *Un poisson d'avril* de Boris Vian (un des « petits géants » de *Rue du monde*, 2001), c'est au Seuil qu'il donne ses créations, de *Lucie Fer, un amour de sorcière* (1999) et sa suite, *Graine de Sorcière* (2000) – l'année où les Chats pelés sortent le monumental *Au boulot !* –, au tout neuf *Patates !* (en librairie le 17 mai), fable contre le racisme où les Belle-de-Fontenay s'acharnent contre les Patate-douce, immigrés d'une insupportable proximité.

Mais du hameau ardéchois où il s'est établi il y a 4 ans, dans une maison où les pièces sont lentement gagnées par le vertigineux désordre de l'artiste, Lionel Le Néouanic préfère dire son admiration pour le travail de Beatrice Alemagna, Anne Herbauts, Voltz ou Parrondo, plutôt que de commenter son engagement ou ses projets, films d'animation ou marionnettes. Les masques d'écorces et d'herbes, les bois sculptés et les saynètes en chantier, visibles à Villeurbanne, disent mieux que ce créateur timide la voie qu'il s'invente, en marge. Repoussant toujours plus loin les limites de son horizon.

Philippe-Jean Catinchi

(1) Ensemble ils ont signé au Seuil deux délectables albums, *Moi j'adore, Maman déteste* (1997) et son pendant *Moi je déteste, Maman adore* (1999) ; ils préparent un 4e titre en commun.

(2) Du 26 au 28 avril, 247, cours Emile Zola. Rens. : 04-78-03-69-55 ou fetedulivre@mairie-villeurbanne.fr

Des mots pour se réconcilier

Qu'ils soient douloureux, comme « C'est la vie Lili », initiatiques ou encore drolatiques, telle la série des « Gaspard », les livres de Valérie Dayre aident à grandir

Comme sur les boîtes de médicaments, on aurait envie de coller un avertissement sur les livres de Valérie Dayre : *« Attention, roman sans concession »*. En ajoutant immédiatement : *« A mettre d'urgence à la portée des enfants. »* L'auteur, du reste, en convient de bonne grâce : *C'est la vie, Lili* est un livre assez dur. *« Mais l'on peut mettre beaucoup de choses derrière cet adjectif. Disons qu'il blesse, qu'il fait violence, même si la fin l'adoucit beaucoup. Je ne conçois la littérature que comme ça. Quand je referme un livre, j'ai besoin qu'il m'ait changée, qu'il m'ait rendue plus intelligente, plus sensible. »*

Rencontre
« J'aime bien transmettre une explication à la souffrance, afin que le lecteur puisse la dépasser et que le livre ouvre sur quelque chose. »

Un lecteur averti en valant deux, ouvrons maintenant *C'est la vie, Lili*, paru en 1991 chez Rageot, prix Sorcières en 1992, aujourd'hui réédité à l'Ecole des loisirs. Il faut bien convenir que les premières pages font un peu froid dans le dos : un relais d'autoroute où la joie des vacances se dilue dans la graisse des pommes frites et où l'on se débarrasse du vieux chien qui gêne ; des parents ringards, qui font la course sur l'autoroute et injurient les conducteurs ; et une adolescente hypersensible, Lili, qui souffre dans son journal intime de la vulgarité et de la mesquinerie qui l'entourent : voilà rapidement brossé, sous la plume de Valérie Dayre comme sous la lumière d'un néon, un concentré affligeant de bêtise et de mesquinerie ordinaires.

Il y a de la douleur et du chagrin dans le récit de Lili, de la solitude aussi et de la déception. Difficile de s'apercevoir que les parents ne sont pas des dieux mais de simples mortels. Difficile d'accepter la vie telle qu'elle va. *« C'est ça la métaphore de Lili*, explique l'auteur : *la transmission du monde par des parents qui vous le font avaler, qui vous le "vendent" sans recul, comme s'il était très bien comme ça. »* Mais ce qui est bien chez Valérie Dayre, c'est qu'elle ne montre pas seulement la souffrance de l'enfant. *« Je tente de parler de blessure et d'y mettre un baume »*, dit-elle, non sans auto-ironie. Et aussi parce qu'elle est convaincue qu'*« on n'a pas le droit de jeter le lecteur dans le désespoir »*. Son « pansement » part d'une idée simple : *« Il faut constater la laideur et tenter de mettre des mots dessus pour ne plus la subir. »* Des mots-sparadrap qui sont certes des outils approximatifs, mais qu'il est important de chercher. Parce que l'écriture n'est pas un simple moyen de comprendre, c'est aussi un formidable outil d'autonomie. *« A la fin de* Lili, *on comprend qu'il faut grandir et se réconcilier avec des gens et des choses qui, somme toute, ne sont pas des ennemis. »*

Valérie Dayre est là, devant vous, dans un bistrot parisien. Elle est venue exprès du Berry où elle vit désormais et où elle partage son temps entre ses traductions, ses livres pour la jeunesse (1), et l'apaisante contemplation des vaches. Elle préférait parler de vive voix de son travail d'écrivain – qu'elle évoque du reste avec un sérieux et un sens de la responsabilité qui inspirent le respect. Rien d'austère, pourtant, dans cette longiligne silhouette. *« Un jour, dans une classe, un gamin m'a dit : "C'est marrant, t'es drôle et gaie, alors que tes livres..." Oui, j'aime bien transmettre une explication à la souffrance, afin que le lecteur puisse la dépasser et que le livre ouvre sur quelque chose. »*

Quand ses histoires pour les plus grands la *« dépriment trop »*, néanmoins, elle s'offre une récréation. Elle écrit un *« Gaspard »*, une série pour les petits. Il y en a un pour chaque jour de la semaine (*Lundi, Gaspard prend le train ; Mardi, Gaspard va à l'école*, etc.), jusqu'à *Vendredi, Gaspard dans la nuit* qui sort ces jours-ci. Cette histoire d'un petit garçon parti seul dans la nuit – pour suivre son chat dans la campagne endormie, est vive et tonique comme les illustrations de Philippe Dumas qui l'accompagnent. Dans chaque livre, Valérie Dayre cherche à se surprendre *« Je ne sais jamais comment une histoire va s'écrire*, dit-elle. *Il faut laisser tomber tous les a priori, le déjà-vu, le savoir-faire. plus je vieillis, plus j'écris lentement. Ce n'est pas rigolo. »*

Le bon côté des choses, c'est qu'on lui dit souvent que ses livres ne se ressemblent pas, ce qui, dit-elle, est *« le plus beau compliment qu'on puisse* [me] *faire. »* Dans *Lili*, comme dans *Gaspard*, mais aussi dans *Je veux voir Marcos* (1998) ou *Les Nouveaux malheurs de Sophie* (2001), il y a pourtant un fil conducteur, discret mais solide : qu'ils soient d'initiation, d'humour ou d'aventures, les livres de Valérie Dayre aident à grandir. Ce sont des livres dont l'on sort grandi.

Florence Noiville

(1) Presque tous à l'Ecole des loisirs.

C'EST LA VIE, LILI
de Valérie Dayre.
L'Ecole des loisirs, « Neuf », 154 p., 8,20 €.
A partir de 10 ans.

VENDREDI, GASPARD DANS LA NUIT
de Valérie Dayre.
Illustrations de Philippe Dumas, L'Ecole des loisirs, « Mouche », 80 p., 7,60 €.
A partir de 6 ans.

★ **Signalons par ailleurs *L'Ogresse en pleurs*, l'unique album de Valérie Dayre illustré par Wolf Erlbruch (Milan, 1996).**

Livraisons

■ **CHANTER CONTRE LE RACISME**

Bien avant que le *« retour de la bête »* ne devienne un thème tristement actuel, Pierre Perret chantait Lily, la jeune Somalienne venue à Paris croyant qu'*« on était égaux* (...) *au pays d'Voltaire et d'Hugo »*, pour y découvrir finalement le racisme ordinaire. C'était en 1977. Depuis, l'urgence du combat s'est précisée et cet album Dada, illustré par Claudie Guyennon-Duchêne, qui participe à la revue éponyme depuis ses débuts, il y a juste dix ans, vient à son heure, offrant une anthologie qui mêle Nougaro et IAM, Laffaille et Solleville, Le Forestier et Zebda, Les Têtes Raides et Manu Chao, Lavilliers et Saïan Supa Crew. Un généreux CD accompagne cet acte plus que jamais militant, puisqu'une part des droits de l'ouvrage est reversée à l'association Dire et Faire contre le racisme (Mango/Dada, « Allons z'enfants », 44 p., 23 €). **Dès 8 ans.** **Ph.-J. C.**

■ **LES INSTITUTIONS DE LA RÉPUBLIQUE et LA CITOYENNETÉ**

Tandis que Le Seuil ressort en un seul volume la trilogie salutaire *Liberté, Egalité, Fraternité,* parue initialement en trois volets, qu'elle soit destinée aux élèves de maternelle (par Agnès Rosenstiehl, 96 p., 7,50 €) ou aux enfants atteignant l'âge de raison (par Pierre Gay, 112 p., 7,50 €), PEMF propose deux titres de la didactique série « 30 mots clés pour comprendre », nécessaires bien au-delà de l'actualité électorale. Complémentaires, ces volumes permettent de cerner les difficiles notions de « cité », de « civisme », d'« Etat » et d'« opinion », mais aussi de « droits », civils, politiques et sociaux, d'« exclusion » et de « solidarité » – seule entrée commune, avec « constitution » et « démocratie », aux deux titres –, de « police », de « parlement », d'« impôt » ou de « suffrage universel » aussi, versant *Institutions*, rappelant le cadre de la pratique démocratique française (chaque volume 96 p., 9,50 €, **dès 12 ans**). A compléter par les *Paroles citoyennes* recueillies et présentées par Albert Jacquard et Alix Domergue (images de Michel Galvin, Albin Michel, 64 p., 9,50 €. **Dès 14 ans**). **Ph.-J. C.**

■ **AU TEMPS DE LA TRAITE DES NOIRS,** de Dominique Joly et Ginette Hoffmann

En Europe, le XVVIIIe siècle commence. Biolo, 9 ans, vit sur les rives du fleuve Niger. Capturé par des hommes d'une tribu voisine qui le vendent à des blancs, il est embarqué de force pour un interminable voyage en mer sur un de ces navires négriers qui assurent, par le commerce triangulaire et l'exploitation des « îles à sucre » (café, canne et indigo caraïbes), la fortune des ports de l'Atlantique. Cette évocation simple et juste sait conclure sur le devenir historique de la traite et une synthétique présentation de l'esclavage des enfants au XXIe siècle (Casterman, « Des enfants dans l'histoire », 44 p., 8 €). **Dès 8 ans**. **Ph.-J. C.**

■ **COMME LE LOUP BLANC,** d'Eric Battut

La garenne est en émoi : un lièvre blanc aux grandes oreilles s'arroge un soir de printemps le droit de commander un espace trop étroit pour une population trop vaste et indigne de l'occuper. A force d'exclusions successives, il se retrouve seul ; jusqu'à ce qu'un convive qu'il reconnaît comme l'un des siens, loup blanc autrement carnassier que le tyran herbivore, ne mette d'un coup de dent un terme à l'horreur. Cette fable, qui traite en transparence de l'épuration ethnique, n'est pas même confortable dans son dénouement, bonne et mauvaise herbes étant, mêlées, les seuls recours des lièvres rescapés. Comme si la vigilance n'avait jamais à être relâchée. Une lecture nécessaire, mais à accompagner (Autrement, 32 p., 12,20 €). **Dès 8 ans.** **Ph.-J. C.**

■ **LOULOUTE,** de Jacqueline Duhême

Si l'on connaît bien les images de Jacqueline Duhême – sur des textes de Prévert, Eluard, Deleuze ou Claude Roy – on sait moins ce que sa vie a d'éminemment romanesque. Avec une grande fraîcheur et le style direct qu'on lui connaît, l'auteur raconte comment, l'année de ses 8 ans, sa mère la mit sur un bateau en direction du Pirée pour retrouver un chimérique père grec qu'elle n'avait jamais connu. Un tragi-comique aller-retour Paris-Athènes adouci par l'amitié d'une petite chienne et par ces aquarelles inimitables où tristesse et bonheur se mêlent toujours inextricablement (Seuil, 48 p., 9 €). **Dès 7 ans.** **Fl. N.**

■ **ARTHUR, LA PIERRE PROPHÉTIQUE,** de Kevin Crossley-Holland

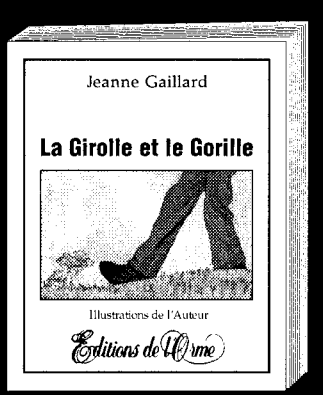
C'est dans l'Angleterre médiévale que s'ouvre cette nouvelle trilogie dont les prochains volets sont prévus pour octobre 2002 et février 2003. Richard Cœur de Lion vient de mourir et son frère, Jean-sans-Terre, occupe le trône. A la frontière de l'Ecosse et du pays de Galles, Arthur, 13 ans, rêve d'être chevalier. Merlin, l'ami énigmatique de la famille, lui offre une pierre noire, prophétique, dans laquelle il voit l'histoire d'un autre Arthur, « Arthur-dans-la-pierre », qui n'est autre que le roi légendaire qui a unifié le peuple breton. Deux Merlin, deux Arthur, on comprend vite que les histoires se mêlent jusqu'à se rejoindre, Arthur découvrant *« qu'on peut vivre à deux époques différentes »*. L'intérêt du roman est donc de revisiter la légende arthurienne tout en l'insérant dans une autre fiction. Une superposition qui permet de doubler le suspens, même si la philosophie générale du livre reste assez simpliste : *« Chacun de nous a besoin d'une quête, l'homme qui n'en poursuit pas est perdu à lui-même. »* (traduit de l'anglais par Michelle-Viviane Tran Van Khai, Hachette Jeunesse Roman, 576 p., 14,50 €). **Dès 9 ans.** **St. L.**

■ **PANI, LA PETITE FILLE DU GROENLAND,** de Bjorn Riel

Où la peinture de la civilisation eskimo devient un hymne à l'ordre naturel, à une nature animée dont tous les éléments sont interdépendants. Où l'un des personnages est un iceberg qui part à la découverte des mers du Sud, grâce à l'action de son oncle gel, de sa cousine chaleur et de son cousin soleil. Et où le lecteur suit l'itinéraire de ce gros glaçon dans un très beau conte sur le respect des autres et de l'environnement (traduit du norvégien par Inès Jorgensen, et illustré par Ingrid Godon, Hachette/Livre de Poche jeunesse, 160 p., 4,27 €). **Dès 9 ans.** **St. L.**

VIENT DE PARAÎTRE

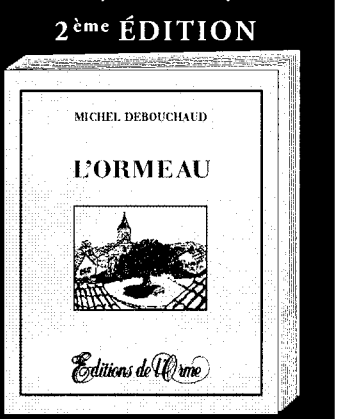
EXPLOSIF ! 15€
Une analyse implacable des dérives humaines et environnementales engendrées par la mondialisation du néo-libéralisme.
ISBN 2-913543-04-9



22€ 50
«Un second «Petit Prince»
ISBN 2-913543-03-0

«Un merveilleux petit livre, écrit avec le cœur.
Comment les habitants d'un village sauveront leur ormeau multicentenaire, d'un pylône électrique.»
Nicole Baud (L'Ère Nouvelle)

2ème ÉDITION



Illustrations de Lucie YONNET 13€72

Éditions de l'Orme

Distribution ALTERDIS (ex. Alterna) 28600 Luisant - Tél. : 02.37.30.57.00 - Fax : 02.37.30.57.12

ESSAIS

PSYCHANALYSE

« La pensée freudienne dans un esprit d'ouverture critique »

« Concepts, notions, biographies, œuvres, événements, institutions », tel est le champ d'action de ce nouveau dictionnaire de la psychanalyse qui a réuni 460 auteurs autour d'Alain de Mijolla. Entretien avec son maître d'œuvre

DICTIONNAIRE INTERNATIONAL DE LA PSYCHANALYSE
Sous la direction d'Alain de Mijolla.
Calmann-Lévy, 2 020 p. en deux volumes sous emboîtage, 119 €.

Le public français disposait du fameux *Vocabulaire*, de Jean Laplanche et Jean-Bertrand Pontalis (PUF, 1967), et du récent *Dictionnaire de la psychanalyse*, de Michel Plon et Elisabeth Roudinesco (Fayard, 1997, réédition révisée, 2000). Mis en chantier en 1995 par Alain de Mijolla, membre de la Société psychanalytique de Paris et président-fondateur de l'Association internationale d'histoire de la psychanalyse, secondé par un comité éditorial (Sophie de Mijolla-Mellor, Roger Perron et Bernard Golse), le *Dictionnaire international de la psychanalyse* porte un sous-titre qui synthétise son ambition et son champ d'action : *Concepts, notions, biographies, œuvres, événements, institutions.* Il est évidemment trop tôt pour prétendre se livrer à une évaluation comparative. Ce qui ne pourra être fait qu'après usage de l'ouvrage. Contentons-nous, après avoir regretté l'absence d'un index (Alain de Mijolla explique dans sa préface la difficulté d'en établir un qui puisse faciliter la circulation au lieu de la ralentir), de fournir ce bref descriptif chiffré, avant de donner la parole au maître d'œuvre : 1 572 entrées ; 460 auteurs, dont 200 étrangers, qui ont écrit près de 500 articles dans une autre langue que le français ; près de 900 notions étudiées, contre environ 460 notions dans le *Vocabulaire* de Laplanche et Pontalis.

« Comment définiriez-vous la nature et la fonction d'un dictionnaire appliqué à un corps de savoir tel que la psychanalyse ? Quelles sont les limites de l'ouvrage ?

– La nature de l'ouvrage est hybride, car, si nous avons privilégié la forme dictionnaire, c'est-à-dire l'exposé de notions ou d'articles historiques sous une forme claire, sans digressions personnelles ni partis pris polémiques, nous n'avons pas pu échapper à la complexité des thèmes que nous devions aborder, et certaines entrées ont pris une allure parfois plus proche d'une petite encyclopédie que d'un dictionnaire au sens habituel. Quant à sa fonction, elle nous est apparue comme celle d'un outil d'information, certes orienté par notre choix des entrées et des collaborateurs, mais ouvert à une variété de points de vue qui permettrait aux lecteurs d'y trouver des tremplins pour l'approfondissement de leur recherche initiale. C'est en considérant ce corps comme vivant et non fixé dans des formules dogmatiques figées que nous avons juxtaposé des auteurs, des sensibilités et des conceptions de la psychanalyse parfois fort éloignés les uns des autres – diversité géographique, évolution dans le temps, influences réciproques des événements historiques...

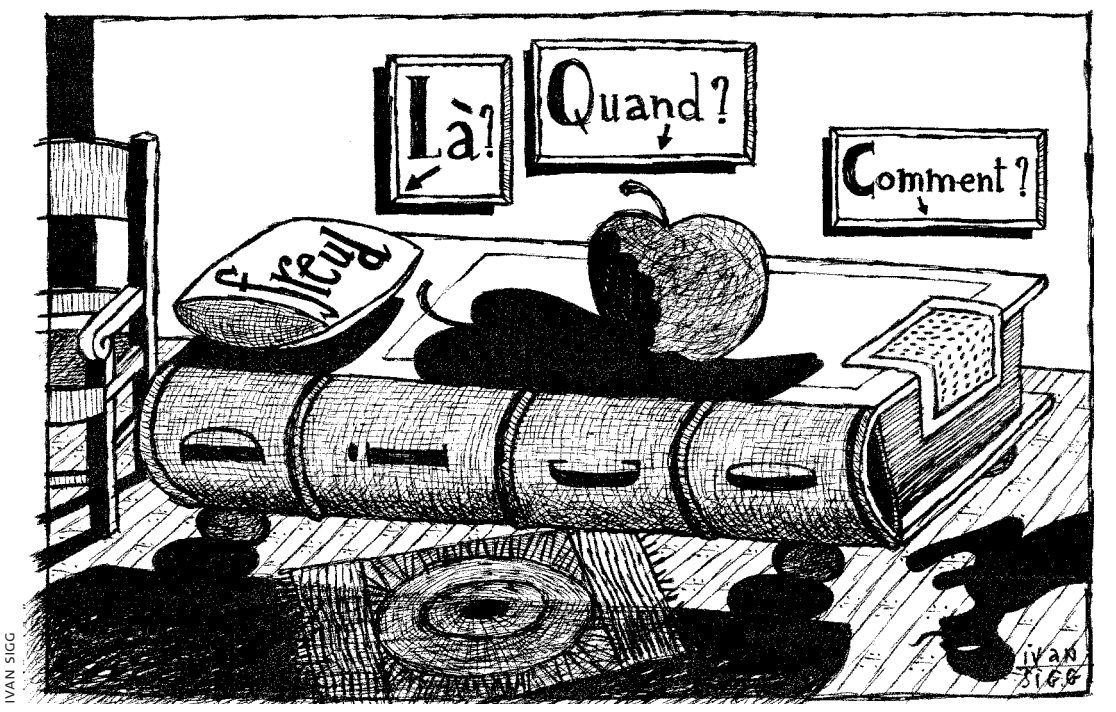
» C'est essentiellement le point de vue "historique" qui a guidé nos choix, et, si nous avons intégré des notions de la psychologie individuelle d'Alfred Adler ou de la psychologie analytique de Carl G. Jung, c'est parce que ces deux importantes personnalités ont été étroitement mêlées à l'histoire de la psychanalyse. Je l'ai affirmé dans la présentation : notre référence est freudienne, et si nous nous sommes efforcés d'intégrer les différents dialectes qui sont actuellement parlés dans le monde psychanalytique, le ferenczien, le rankien, le kleinien, le lacanien, le bionien, le kohutien, etc., c'est toujours en référence à la pensée freudienne et dans un esprit d'ouverture critique.

– L'existence de cet ouvrage a-t-elle pour signification que les concepts fondamentaux de la psychanalyse sont désormais fixés ?

– J'aime citer une phrase de Freud, qui en 1923 a écrit dans *Les Piliers de la théorie psychanalytique* : *"L'acceptation de processus psychiques inconscients, la reconnaissance de la doctrine de la résistance et du refoulement, la prise en considération de la sexualité et du complexe d'Œdipe sont les contenus principaux de la psychanalyse et les fondements de sa théorie, et qui n'est pas en mesure de souscrire à tous ne devrait pas se compter parmi les psychanalystes.* » C'est tout... et c'est beaucoup ! Bien des soi-disant psychanalystes actuels ne se rallieraient sans doute pas à ces propositions, pourtant claires et limitées, qui ont le mérite de montrer un Freud moins exigeant ou dogmatique que bien de ses successeurs ou que l'image que veulent en donner certains de ses détracteurs..

– A propos des notions, les choses ont-elles évolué ou progressé depuis la publication du* Vocabulaire *de Laplanche et Pontalis ?

– Parlons d'évolution et non de progression, qui est une notion que je ne trouve pas pertinente dans le domaine des notions, pas plus d'ailleurs que dans la conduite de la cure psychanalytique. Le *Vocabulaire*, je l'a souvent répété, représente un travail unique et indispensable d'exposition et de compréhension des concepts et des notions essentiellement freudiennes. Publié en 1967, il porte la marque de la consigne donnée par Jacques Lacan à Vienne, en juillet 1955, d'un retour à Freud. N'oubliez pas que la plupart des écrits de Freud avaient été saisis et pilonnés par la Gestapo en France durant l'Occupation. Après la Libération, il n'en restait que fort peu en circulation, et leur réédition a demandé de nombreuses années. *L'Interprétation des rêves*, publiée en 1926, n'est réimprimée qu'en 1967, la même année que *Vocabulaire de la psychanalyse*, de Jean Laplanche et Jean-Bertrand Pontalis, un an après les *Ecrits* de Jacques Lacan. Le temps a passé, et le rapport aux œuvres de Freud a changé, enrichi par les recherches historiques sur leur genèse, même si certains ne jugent plus aujourd'hui absolument nécessaire de lire – c'est un comble ! – ce qu'écrivait cet ancêtre viennois... Pour toutes ces raisons, notre inventaire ne vient pas remplacer l'irremplaçable *Vocabulaire*, mais le compléter de ce que le temps a offert comme perspectives, dont certaines ne résisteront sans doute pas aussi bien dans le futur que la plupart des notions freudiennes de base.



IVAN SIGG

– Ce dictionnaire est-il en quelque manière le témoin de la situation de la psychanalyse en France, avec ses divisions et ses querelles ?

– J'ai écrit l'entrée consacrée aux scissions dans l'histoire du mouvement psychanalytique. Je crois, comme le fidèle freudien que je suis, à la présence constante et nécessaire du conflit intrapsychique pour que la vie existe. Mais il ne faut pas laisser gagner les forces de mort. Tant que deux humains auront à coexister et pourront penser, il y aura des divergences, des oppositions, des conflits et des ruptures. Toutes les créations du monde sont issues de ces heurts plus ou moins vifs. Les scissions en sont un signe pas toujours négatif, car vous vous apercevez en suivant le fil de l'histoire que les idées reviennent, parfois après un temps de rejet, souvent sous une forme un peu différente. Je me suis toujours méfié des pensées uniques. Seuls les amateurs de petits potins et de scandales mondains se repaissent de ces oppositions plus ou moins médiatisées d'idées ou de personnes et en jouissent... Mais il faut bien que tout le monde vive et jouisse à sa façon !

– Le nom de Lacan demeure-t-il une pomme de discorde ?

– Le nom de Lacan et ses idées, de moins en moins. Ce qu'il en est devenu de leur exploitation par les uns ou les autres est une autre histoire. Bien difficile à écrire d'ailleurs, car pour un grand nombre de psychanalystes les plaies des conflits et des ruptures sont encore vives, même si elles ont eu en leur temps le mérite de faire bouger une pensée psychanalytique française qui aurait eu davantage tendance à se scléroser si Jacques Lacan et certains des plus doués de ses élèves n'étaient venus troubler des consensus théoriques et institutionnels un peu ronronnants.

Propos recueillis par Patrick Kéchichian

L'interprète déplacé

Sur le mode du vagabondage, Michel Gribinski analyse quelques situations dans lesquelles le pas de côté et la déliaison sont riches d'enseignements

LES SÉPARATIONS IMPARFAITES
de Michel Gribinski.
Gallimard, « Connaissance de l'inconscient », 162 p., 12,90 €.

PENSER/RÊVER
le fait de l'analyse.
N° 1 : L'enfant dans l'homme,
Mercure de France, 270 p., 18,50 €.

On voudrait que tous les livres de psychanalyse fussent comme celui-ci : plus riche d'incertitudes et de questions que de formules définitives et de solutions préparées d'avance. Et puis aussi que la littérature y soit au moins autant convoquée que les classiques de la science analytique. D'ailleurs, Freud lui-même n'attendait-il pas d'être éclairé par les intuitions des artistes et des écrivains ?

Dès son beau titre, le livre de Michel Gribinski, psychanalyste, membre de l'Association française de psychanalyse, nous invite ainsi à ne pas entrer dans la morte perfection des deuils « faits », consommés pour ainsi dire, des divorces par le vide. De même, dans la vie de l'esprit, un crédit très limité doit-il être accordé aux certitudes qui figent notre histoire en une sorte de continuum sans rupture et consigne par avance notre destin. Sur le thème de ces *« séparations imparfaites »*, l'auteur développe, en plusieurs directions, l'idée de ces restes qui nous affectent, nous mettent en quête ou en souffrance – souvenirs, images ou paroles, plaies vives du regret, secrète blessure au plus profond de soi... De quelque manière, ces restes relèvent de ce que Gribinski appelle la *« condition enfantine du langage humain »*. Ils appartiennent à notre *« condition d'imperfection »*, et plus essentiellement à ces *« terres étrangères internes »* dont parlait Freud. Ces *« terres »* que le patient s'allonge pour découvrir, avec le flottant concours de son analyste.

Et justement, l'auteur est à cette place, moins stable et assurée qu'on pourrait le croire ou le craindre – et parfois le constater. Dans les quelques exemples cliniques qu'il raconte et analyse, comme dans les épisodes de l'histoire du mouvement psychanalytique qu'il évoque, la situation regarde toujours deux personnes, sur le modèle du couple patient et analyste. Ce dernier n'est pas toujours le maître de son transfert, pas plus que le traducteur d'un texte n'est celui de la totalité de son sens. Dans les deux cas, une part échappe. Un mot peut s'avérer de trop – ou se montrer intraduisible –, une interprétation se révéler déplacée... *« L'interprétation est à côté de la* doxa. *Elle tente de dégager quelque chose qui n'était pas au programme : son rapport aux traces est paradoxal et équivoque »*, souligne Gribinski, qui décrit parfaitement *« l'écart »*, la *« séparation »* par lesquels l'analyste intervient en séance, accomplit ce *« pas »* qui va bientôt le *« séparer de lui-même »*, le *« faire disparaître à lui-même »*. Plus loin, et ce n'est pas un paradoxe, l'auteur observe avec une grande acuité l'*« état de conscience particulier »* de l'analyste se livrant (ou livré) à l'interprétation. Celle-ci est aussi une *« autoperception »* de la conscience *« de son propre état, de ses propres limites, de l'étroitesse de son champ et de son rapport lacunaire à la temporalité »*.

Sur le mode du vagabondage non convenu mais savamment informé, ce livre contient encore beaucoup d'analyses partielles sur cette expérience que l'on ne prend pas trop de risques à qualifier de fondamentale ou de fondatrice : celle de la séparation. La littérature, nous l'avons dit, est présente pour répondre de cette expérience. Citons simplement Hofmannsthal – si un texte devait être cité ici, c'est bien la *Lettre de Lord Chandos* – et Bernanos. A propos de ce dernier, l'auteur commente un instant cet admirable et troublant document littéraire que sont les *Cahiers de* Monsieur Ouine (édités par Daniel Pezeril, Seuil, 1991). Gribinski pose à ce propos la question essentielle : comment parvient-on à l'unité, celle de l'expression et celle de l'être, par les voies de la fragmentation et de la déliaison qui semblent le plus contredire cette unité ?...

On pourra prolonger cette lecture par celle de la nouvelle revue que dirige Michel Gribinski au Mercure de France : *Penser/Rêver, le fait de l'analyse.* Auparavant, elle était domiciliée aux éditions Autrement. Ce premier cahier traite de « L'enfant dans l'homme », et l'on y trouvera, outre des études de psychanalyse, un texte de Pierre Bergounioux et une chronique de J.-B. Pontalis.

P. K.

A la folie

Roland Gori s'inspire de Clérambault et de François Perrier pour décrire les variations de la passion

LOGIQUE DES PASSIONS
de Roland Gori.
Denoël, coll. « Espace analytique », 295 p., 20 €.

Professeur des universités, psychanalyste et professeur de psychopathologie à l'université d'Aix-Marseille, Roland Gori s'est donné pour mission, depuis trente ans, de maintenir l'enseignement de la psychanalyse à l'intérieur des départements de psychologie universitaire et dans le cadre de la formation des psychologues cliniciens, confrontés désormais à la concurrence de multiples psychothérapies. Cela lui a valu l'hostilité de beaucoup de ses collègues, qui redoutent un amalgame entre les deux disciplines.

Par ses autres activités de chercheur et de directeur d'une revue (*Cliniques méditerranéennes*, créée en 1984), Gori est aussi l'héritier d'un mouvement d'expansion de la psychanalyse en province qui a débuté vers 1970 autour de quelques grandes villes – Strasbourg, Marseille, Lyon, Montpellier, Besançon – où fleurissent aujourd'hui des publications et des associations d'orientation plurielle. Si la formation universitaire des psychologues est devenue, parallèlement à la cure didactique, l'avenir de la psychanalyse en France, sa décentralisation est l'une des conditions de cet avenir.

Dans son dernier ouvrage, *Logique des passions*, Gori s'inspire de Gaétan Gatian de Clérambault et de François Perrier pour décrire les variations infinies de la folie de l'amour fou. Se croyant aimé de celui ou de celle qu'il désire chastement, et qui est en général un personnage célèbre – acteur, prince ou académicien –, le héros atteint de ce mal traque l'objet de sa passion, lui fixe des rendez-vous, le persécute, abandonne tout pour lui et finit par le haïr après l'avoir adulé. S'il persiste dans sa manie, il accuse alors l'aimé de trahison puis décide de se venger. Il achète une arme, le tue et se suicide, devenant ainsi le meurtrier de l'idéal qu'il porte en lui et dont il ne peut se détacher que par une double mort : la sienne et celle de l'objet irrémédiablement perdu. Les grands crimes passionnels mettent en scène ce schème tragique que l'on retrouve au théâtre, au cinéma et dans de nombreuses œuvres littéraires.

Cependant, cette logique passionnelle, bien que d'essence tragique, ne s'achève pas toujours dans un bain de sang. Roland Gori montre qu'elle existe aussi dans des expériences de séductions éphémères, en apparence banales, mais dont la trame est toujours délirante. En témoigne le prologue de l'ouvrage, dans lequel il mêle fiction, confidence, vie quotidienne et étude clinique pour réinventer la forme la plus simple et la plus aiguë de cette obsession amoureuse.

Emportés par une fièvre clandestine, Fabrice et Béatrice abolissent le passé, se jurent une fidélité éternelle et manifestent une cruauté méprisante envers les bonnes âmes qui cherchent à les détourner de leurs extravagances. Pourtant, Béatrice refuse l'enfermement que lui impose son amant et songe à une nouvelle vie. Aussi parvient-elle à obtenir le divorce. Mais au moment où, sans le prévenir, elle se rend à son rendez-vous habituel, accompagné d'un avocat, il s'enfuit pour toujours, *« égaré, errant, dans un état crépusculaire »*.

Ne supportant pas que Béatrice renonce à leur passion commune pour la dissoudre dans la morosité d'un lien conjugal, Fabrice choisit de la haïr puis de la perdre plutôt que de la voir devenir autre que ce qu'il voulait qu'elle fût. Plus tard, en analyse, il se rappellera l'événement en soulignant que Béatrice et lui avaient été les *« acteurs d'une même scène sans être les héros d'une même histoire »*.

A partir de cet exemple et de plusieurs commentaires de cas ou de récits littéraires, Gori, à la suite de Jacques Lacan, isole trois figures de la passion : l'amour, la haine, l'ignorance. La première conduit le sujet à se croire aimé de l'autre au point de le capturer dans une image qui n'est que le miroir de la sienne. La deuxième le mène à la perte de l'objet et à la destruction de soi par le repli, le meurtre ou la mélancolie. Quant à la troisième, elle l'entraîne à nier la réalité pour que la passion puisse se transformer en une sorte d'emprise totalitaire sur soi et sur l'autre.

Si toute forme d'amour recèle, de façon plus ou moins violente, ces trois figures logiques, cela signifie qu'elles répètent l'histoire d'un abandon originel : naître, c'est perdre sa mère. Or l'existence humaine prolonge par des mots, des cris et des paroles cette douleur primordiale dont la fureur passionnelle est le versant pathologique. Scindée par le principe d'une différence sexuelle, la passion est un élan de l'âme qui noue le fétichisme, son pôle masculin, à l'érotomanie, son pôle féminin. L'un consiste à ériger le corps de l'aimé(e) en un objet d'idolâtrie, l'autre travestit l'objet aimé en un idéal de soi. Réalité externe et interne à l'amour, la passion, à travers cette alternance, est donc à la fois essentielle à la construction d'une identité sexuée et périlleuse pour la subjectivité, toujours fragile et indécise.

L'ouvrage s'achève sur un éloge de l'affect et sur une injonction dionysiaque à descendre jusqu'au *« tréfonds le plus intime des choses »*. Quant à la psychanalyse, elle est invitée par l'auteur à redevenir une véritable catharsis afin de mieux se confronter, comme dans une chanson d'Edith Piaf, à l'écoute des terribles souffrances endurées par les amants.

Elisabeth Roudinesco

L'art domestiqué

Philippe Dagen dénonce la mise au pas insidieuse que subit, dans une société du spectacle et du profit, la création artistique

L'ART IMPOSSIBLE
De l'inutilité de la création dans le monde contemporain
de Philippe Dagen.
Grasset, 246 p., 18,50 €.

Philippe Dagen est un empêcheur de dormir en rond. Comment ne pas lui être reconnaissant de la vigilance qu'il oppose à cet assoupissement chronique et presque général autour de la création artistique ? On sait comme il a fouetté toute tiédeur, suscité des polémiques avec *La Haine de l'art* (1) ; il poursuit sa croisade avec *L'Art impossible*.

Il serait difficile d'adhérer à tout ce qu'il revendique ou condamne, mais comment ne pas lui savoir gré de son exigence, voire de son intransigeance ? De cette ardeur à combattre qui, malgré la désespérance qu'il exprime parfois, lui fait réclamer avec constance et précision, un éveil de l'anesthésie propre aux pouvoirs politiques, c'est-à-dire dire économiques ? Aujourd'hui, l'art est en permanence soustrait à l'attention publique et cette carence d'audience ne peut que freiner le cours et le sens de la production. De plus, elle frappe d'un *« soupçon d'innocuité »* les activités les plus propices à la vigilance, autrement dit à la perturbation de l'indolence et de la docilité. Mais cette désaffection prive surtout du sel de la vie ceux qui, conditionnés à l'ignorer, *« n'en souffrent pas, maintenus dans l'état de léthargie mentale par des doses quotidiennes de calmants télévisuels »*.

Certes, les pionniers de l'esprit ont souvent œuvré dans l'indifférence ou dans l'hostilité de la société, mais ponctuellement la réhabilitation des œuvres s'opérait, et, surtout, cela importait à l'opinion. Même à travers l'insulte ou la dérision, l'art, accompagné de ces turbulences, faisaient événement. Le public était au courant et, même s'il n'était pas forcément *« averti »*, les chances lui étaient offertes de le devenir et d'en avoir le désir. Bien sûr, les musées connaissent de nos jours une fréquentation record, mais elle est pasteurisée. Les musées ? Ce sont presque toujours, selon Dagen, des *« lieux d'ordre par excellence »*, où les œuvres vont se ranger. Ils sont moins, selon lui *« des laboratoires que des chambres stériles où sont accrochées les maladies que le progrès n'a pas encore réussi à éradiquer, la maladie de penser, la maladie d'écrire, la maladie de dessiner et ainsi de suite »*. La foule que l'on voit y *« circuler en continu »*, ils savent l'absorber, l'*« invitant à déambuler en nombre et en ordre »*, à défiler devant les œuvres comme pour vérifier qu'elles sont bien là, alors que *« l'idée que ces peintures ont été créées pour des regards lents et attentifs ne se présente plus »*.

INDIFFÉRENCE ET AMNÉSIE

Les lecteurs sont encouragés à réagir en fonction de la liste des meilleures ventes de livres, les amateurs de peinture en fonction de la cote des peintres. Nous assistons à la *« substitution du seuil de rentabilité au jugement du goût »*. Meilleure arme contre la société ? Prévenir la pensée sous toutes ses formes. Meilleure arme contre la pensée ? La distraction par la facilité. La mise à l'écart de la réflexion, du sens critique et la négligence, l'omission de ce qui, depuis les premiers âges, façonne l'humain, offre la dignité et le sens du plaisir : la prise en conscience et la recréation par la créature de la Création. Dagen cite Picasso, décidé à révéler aux hommes *« un monde pas comme ils le croient »*.

Le manque d'audience actuelle *« garantie »* à l'art permet de rendre dérisoires ses facultés d'émotion, de trouble, de ravissement, et surtout ses qualités perturbatrices, ses subversions ; elle permet de détourner du danger qu'il représente pour les impostures idéologiques puisqu'il restitue à vif le présent escamoté. Après avoir tenté de considérer, *« avec la condescendance tranquille qu'elle oppose aux agités »*, ceux qui risquaient de l'ébranler, la société a trouvé contre eux de bien meilleures parades encore : l'indifférence et ses amnésies. Ce sont les ruses de cette démission calculée que combat Dagen.

Navrante souvent, comme, parmi bien d'autres, cette trouvaille ubuesque : la constitution d'*« inspecteurs de création »* ! Il fallait l'inventer ! Encore une fois, on peut ne pas adhérer à certains aspects de la croisade de l'auteur, mais son combat reste essentiel. Il est optimiste. Le pessimisme consistant à considérer ce monde comme le meilleur possible. Philippe Dagen tient compte de la réalité d'une société apte et sans doute avide de recevoir, de partager ce qui participe de sa substance même et dont elle est privée : la vie de l'esprit, de celui de chacun. Cette vie qui existe, impérissable, enraciné, mais aujourd'hui prévenu de se manifester, car nuisible à la puissance économique qui tente, globalement, de s'imposer. S'opposer à cette emprise a un caractère d'urgence car, et c'est la phrase finale de *L'Art impossible* : *« Qu'est-ce qui pourrait nous convaincre qu'il faut donner son assentiment à l'ordre du monde tel qu'il s'affiche aujourd'hui »* ?

Viviane Forrester

(1) Grasset, 1997.

Philippe Dagen collabore au *Monde*.

Troubles de mémoire

A travers les parcours de Cioran, Eliade et Ionesco, et de leurs accointances au fascisme roumain, Alexandra Laignel-Lavastine analyse les formes d'occultation du passé

CIORAN, ELIADE, IONESCO : L'OUBLI DU FASCISME
d'Alexandra Laignel-Lavastine.
PUF, 552 p., 29 €.

Des démêlés avec le passé, tout le monde en a. De certains passés, la société ne vous tient pas quitte. Ainsi les intellectuels qui frayèrent avec un régime totalitaire reçoivent-ils le feu des projecteurs. Aux cas de Heidegger ou de Jünger, voici que viennent s'ajouter ceux d'une brochette de Roumains, les *« grands Roumains »* de Paris. Mircea Eliade, l'historien des religions dont l'œuvre a marqué le paysage des idées. Emile Cioran, moraliste à la vie de stylite et à la célébrité modeste, hors un cercle d'admirateurs. Enfin, le dramaturge Eugène Ionesco, comblé d'honneurs, lui, par sa patrie d'adoption.

Sur le passé de ces hommes, en particulier des deux premiers, les révélations se sont multipliées dans les dernières décennies, notamment sur leurs accointances avec la Garde de fer, le mouvement fasciste qui ensanglanta la Roumanie d'avant-guerre. Les analyses restaient à la traîne, cependant, à quelques exceptions près. Alexandra Laignel-Lavastine a complété l'enquête en puisant aux sources roumaines, et elle offre une analyse captivante des trajectoires et des rapports au passé.

Ces hommes, qui appartenaient à la même génération, eurent des itinéraires parallèles. Tous trois jouèrent un rôle dans l'avant-garde culturelle de leur pays. Pendant la guerre, ils furent diplomates au service de la dictature du général Antonescu. Puis vinrent plusieurs décennies d'exil en France, dont ils enrichirent le patrimoine.

De l'enquête sur l'avant-guerre d'Eliade et Cioran ressort un tableau accablant. L'auteur montre excellemment en quoi leur proximité ou leur adhésion à la Garde de fer avait partie liée avec un nationalisme roumain pétri de ressentiment envers l'Occident, de mythologie *« autochtoniste »* et d'ambition de renaissance triomphale. De même sont bien montrées l'importance des influences allemandes et les différences significatives entre les deux hommes, Eliade plus près de la révolution conservatrice, Cioran du national-bolchévisme. Mais tous deux rejetant la démocratie libérale et communiant dans une hostilité effarante envers les juifs.

Des positions aussi marquées pouvaient-elles ne pas empreindre les œuvres ? L'auteur repère des solidarités entre les unes et les autres qui se poursuivent dans l'après-guerre. La démonstration est nette dans le cas d'Eliade, sa conception des religions reposant sur des présupposés « primordialistes » qui inspiraient également ses opinions politiques. Le cas

■ Philippe Burin

de Cioran présente plus de difficultés, au-delà de la mise en exergue de prolongements inattendus (l'antisémitisme devenant philosémitisme dans la perpétuation des stéréotypes) ou d'échos souterrains (l'éloge de la tyrannie et la dépréciation de la démocratie, cette fois sur le mode du paradoxe et du scepticisme). D'un autre côté, qu'il s'agisse des hommes ou des œuvres, la question du changement n'est guère traitée, comme si elle importait moins que la continuité.

Un dernier volet, consacré aux démêlés avec le passé, offre une fascinante exploration des stratégies d'évitement et de dénégation mises en œuvre après 1945. Des stratégies délicates à tenir avec le temps, sauf coup de chance. Ainsi Eliade reçut-il un renfort inespéré du régime de Ceausescu dans les années 1980, après que celui-ci eut adopté l'idéologie de la *« roumanité »*. L'exilé fut mis à l'honneur, tandis que ses textes des années 1930 continuaient de dormir dans les bibliothèques de Bucarest.

Et Ionesco ? L'inclusion de son itinéraire a l'avantage de faire contrepoint. Sa fidélité aux Lumières est réconfortante à observer quand une large partie de l'intelligentsia roumaine exaltait l'enracinement. Certes, la révélation de son emploi à Vichy de 1942 à 1944, comme attaché de presse à l'ambassade de Roumanie, est troublante. Entache-t-elle sa réputation ? L'auteur parle de *« duplicité »*. On peut préférer le mot de l'intéressé : il s'était évadé de prison (Ionesco avait une mère juive) dans les habits d'un gardien.

La raison de cette inclusion, il faut la chercher dans le sous-titre de l'ouvrage : l'oubli du fascisme. Ce qui, ici, veut dire : l'oubli du passé fasciste de ses compatriotes. D'abord furieux contre leur *« rhinocérite »*, Ionesco s'abstint de les mettre en cause. Omerta de l'exil, cimentée par l'anticommunisme.

L'oubli du fascisme, entendu dans une perspective interpersonnelle, suggère une complicité dans et par le silence. Existerait-il un devoir de dénoncer l'absence ou le refus de mémoire d'autrui ? La quatrième de couverture porte qu'il ne s'agit pas d'un ouvrage d'inquisition. L'auteur enfonce pourtant le clou ici et là. Ainsi Eliade qui regrettait en 1941 de ne pouvoir combattre sur le front de l'Est aurait souhaité prendre part au massacre des juifs. Et Cioran aurait choisi de mener une vie modeste pour éviter d'attirer l'attention sur un passé compromettant.

Le thème de l'oubli du fascisme se comprend mieux, d'un autre côté, si l'on prend en compte, comme le fait l'auteur, la situation actuelle de la Roumanie. Le passé communiste refoule un passé fasciste dont la reconnaissance permettrait d'inscrire au bilan de l'histoire les responsabilités des Roumains eux-mêmes. Un totalitarisme peut toujours en cacher un autre, et l'ouvrage d'Alexandra Laignel-Lavastine nous rappelle que ce jeu d'occultation réciproque, qui avait été la plaie des années 1930, avant de reprendre du service pendant la guerre froide, comme le montre le cas de Ionesco, a retrouvé de l'actualité depuis 1989.

Alexandra Laignel-Lavastine collabore au *Monde*.

L'individu comme produit social

Dans une démonstration empirique menée à la manière d'un ethnologue, Bernard Lahire étudie les interactions du social dans les comportements individuels

PORTRAITS SOCIOLOGIQUES
Dispositions et variations individuelles
de Bernard Lahire.
Nathan, 432 p., 28 €.

Encore un effort, pour être libre. Il y a, d'un côté, le discours de la globalisation qui porte sur les grands ensembles matériels et immatériels issus de l'actuelle modernité, sur les effets de contrainte et de domination en résultant. Il y a, d'un autre côté, le discours qui porte sur l'individu et son action, sur la production du social dont celui-ci est à la fois le moyen et le produit. Entre les deux, la représentation de la société comme totalité déjà constituée, et disposant de la capacité de se *« reproduire »*, est en voie d'effacement. Depuis le moment où il a étudié l'échec scolaire, Bernard Lahire n'a pas cessé d'étendre ses recherches relatives à la socialisation de l'individu, à la mise en évidence du fait que si le monde social est hors de nous il est tout autant en nous. Il est donc partie prenante dans le débat, et dans le travail de redéfinition de la science sociale qui le manifeste.

Deux livres notamment signalent le parcours : *L'Homme pluriel* (Nathan, 1998), surtout fondé sur la critique des élaborations théoriques de Pierre Bourdieu et, aujourd'hui, ces *Portraits sociologiques*, qui proposent une large démonstration empirique. Bernard Lahire a une exigence de rigueur servie par un talent polémique incontestable. Il brocarde les sociologues qui n'ont que des idées et dénoncent les faiblesses de la recherche empirique. Il s'en prend tout autant aux pratiques sociologiques qui, *in fine*, laissent aux enquêtés *« le soin de trancher entre les* "bonnes" *et les* "mauvaises" *interprétations »*. Il bouscule les certitudes d'école – celles des théories de l'habitus et de la reproduction sociale, de l'individualisme méthodologique, de l'ethnométhodologie, et d'autres – en affirmant qu'il n'y a pas une seule vérité possible sur le monde social. Il revendique cette attitude de curiosité que le qualificatif d'« expérimental » peut suggérer. Ce qui est art à côté de la recherche de rigueur, et qui entretient, constamment reprise, la question de savoir *« ce qu'est une connaissance sociologique »*.

Dans ces conditions, les idéologies de l'individualisme, actuellement en vogue, ne sont pas recevables, pas plus que les représentations de l'individu comme *« réalité empirique complexe »* conduisant à la définition unifiante et illusoire des personnes singulières. L'individu est un *« objet construit »*. Et cette construction relève d'une sociologie qualifiée d'un terme nouveau-venu : elle est dite *dispositionnelle*. Elle ne postule pas la cohérence, l'unité de l'action individuelle, de la personne, et l'image de l'homme pluriel reparaît en révélant les limites opposées aux institutions sociales qui contribuent à forcer l'unité de la personne. Les individus, singularisés par leurs *« dispositions »*, agissent dans des contextes qui mettent en œuvre ces dernières sur une pluralité de scènes. Les dispositions, dont les acteurs individuels sont porteurs en fonction de leur parcours biologique, de leurs expériences socialisatrices, de leurs représentations, de leurs pratiques, imposent de faire apparaître les principes par lesquels elles agissent et régissent les comportements.

Il n'y a pas de *« programme »* intériorisé par l'individu qui lui donnerait unité et continuité ; les multiples contextes de l'action sollicitent différemment ses dispositions. On pourrait dire, selon cette vue, que l'économie des dispositions et l'économie des contextes sont en continuelle interaction. En ce sens, l'individu n'est jamais le même, il n'existe pas *« une seule formule »* déterminant ses comportements, ses choix, ses décisions, ses croyances. Ce qui conduit à imbriquer lecture psychologique et lecture sociologique. Mais Bernard Lahire doit démontrer empiriquement ce qu'il propose en théorie. A la façon des ethnologues, il se donne un terrain sur lequel il conduit sa recherche avec une équipe de collaborateurs.

VARIATION INTRA-INDIVIDUELLE

Le terrain est constitué par huit *« enquêtés »* sans liens entre eux, cinq femmes et trois hommes, privilégiés plus que démunis, jeunes plus qu'avancés dans le cours de l'âge. Ils sont astreints à six entretiens séparés, de façon à faire apparaître leurs comportements, leurs manières de voir, de sentir, d'agir dans *« des domaines de pratiques ou des micro-contextes différents »*. On obtient ainsi *« une série d'informations sur les mêmes individus susceptibles d'être comparées »*. La méthode évoque celle des ethnologues, en recourant à un guide, à des grilles d'orientation des entretiens, en détournant l'élaboration des récits de vie afin de produire les portraits sociologiques de personnes aux histoires singulières. Des portraits comparables aux œuvres de l'art cinétique, puisque chacun d'entre eux a pour fonction l'étude de la *« variation intra-individuelle »* des comportements, des attitudes, des goûts, etc.

Les études de cas représentent les trois quarts du texte, sans que chacun prenne la forme d'une narration linéaire. Il ne s'agit pas de rapporter des parcours de vie révélant une continuité, mais de faire apparaître des principes de comportement à partir de thèmes révélateurs – école, famille, travail, amitiés, santé, loisirs, etc. Si l'individu est capable de décrire ce qu'il fait, il est rarement conscient des déterminations internes et externes qui l'ont conduit à agir comme il l'a fait. Le but des entretiens répétés, diversifiés, est donc de provoquer ce surgissement, de manifester la variation des comportements selon les individus et les modes de leur socialisation, leurs relations inter-individuelles respectives, les contextes et les problèmes posés par l'adaptation ou le décalage des dispositions requises.

Chacun des cas traités assure, autant que l'accès aux interprétations orientées par la méthode, l'intrusion dans des vies qui se dévoilent par fragments comme dans l'ébauche d'une œuvre littéraire. Cet aspect séduit, plus que le tableau récapitulatif qui conclut chaque cas à la façon dont le ferait un *profiler*. La démarche dans son ensemble conduit au centrage sur la socialisation, sur la constatation que le social marque sa présence dans les aspects les plus singuliers de chaque individu, et que les dispositions individuelles comportent une part d'héritage. Mais cette approche tient nécessairement à distance ce qui relève des phénomènes sociaux constitués à grande échelle, et tout autant ce qui résulte des effets de pouvoir et de domination. La leçon principale est d'une autre nature. Sur elle doit se porter l'attention. L'individu, s'il est pris dans un jeu de forces et de contre-forces, internes (les dispositions) et externes (les contextes), est continûment en voie de se faire. C'est en cet état que réside sa liberté, à condition de pouvoir en user, et de vouloir en user.

Georges Balandier

★ Signalons également l'ouvrage collectif dirigé par Bernard Lahire, *A quoi sert la sociologie ?* Robert Castel, Philippe Corcuff, Claude Duber, Claude Grignon, Samuel Johsua, Danilo Martuccelli, Louis Quéré, François de Singly tentent de répondre à cette question, en l'envisageant du point de vue politique, thérapeutique ou cognitif (éd. La Découverte, 194 p., 16€)

Livraison

■ BATAILLE, SOLLERS, ARTAUD, Une trilogie d'André S. Labarthe présentée par Valérie Cadet. Photographies de Patrick Messina
Cités ici dans l'ordre de leur apparition dans « Un siècle d'écrivains », tous trois ont fait l'objet d'un document réalisé par André S. Labarthe pour la collection dirigée par Bernard Rapp et Florence Mauro sur France 3. Loin des portraits télévisuels convenus, académiquement axés sur le profil biographique et bibliographique du sujet embaumé, les trois films de Labarthe osent une lecture personnalisée, décryptent la complicité du cinéaste avec ces auteurs qui lui inspirent des correspondances baudelairiennes. Labarthe ne montre pas Bataille, Sollers, Artaud mais, pour paraphraser Mallarmé, l'effet que ces créateurs produisent sur lui. Ses « Portraits d'écrivains » sont des défilés d'images conçus comme *« déambulation hasardeuse, connivences et résonances »*, dit Valérie Cadet qui, à son tour, met en lumière les arrière-pensées, les clés de perception d'une trilogie à lire et à écouter comme une introspection. Trilogie où Labarthe affronte en corps à corps : l'excès et la transgression avec Bataille (« à perte de vue »), l'écriture, le style, la voix, l'Epiphanie et les lieux intimes (Ré, New York, Venise) avec Sollers (« l'isolé absolu »), le dynamitage de la pensée et l'écartèlement des sens avec Artaud (« cité, atrocités »). Invitations à revisiter la littérature, le cinéma. Faire en sorte que l'œil écoute (Filigranes Editions/Jempresse Editions, 216 p., 23 €). **J.-L. D.**

Le Monde
DOSSIERS&DOCUMENTS
LITTÉRAIRES
Deux dossiers
1 Voltaire, l'insurgé.
2 L'humanisme est-il mort ?
Avril 2002 - 8 pages - 2,10 €

ESSAIS

POLICE DE LA JUSTICE

A nous de juger...

Daniel Soulez Larivière et Hubert Dalle nous convient au grand et nécessaire débat qui doit s'ouvrir sur la justice

NOTRE JUSTICE
sous la direction de Daniel Soulez Larivière et Hubert Dalle.
Fayard, 444 p., 25 €.

Une justice de qualité qui jugerait « plus et mieux », qui serait plus ouverte sur la société et ferait plus largement appel au citoyen, une magistrature et un barreau désenclavés de leurs corporatismes, la séparation du siège et du parquet et la suppression du juge d'instruction, des tribunaux modernisés et répartis sur une carte judiciaire mise à jour, des procédures rénovées, telles sont les grandes lignes des dix propositions assorties d'un projet de référendum que Daniel Soulez Larivière, Hubert Dalle et leur équipe nous soumettent dans un ouvrage collectif très dense. Pour l'écrire après en avoir conçu le plan, ils ont fait appel à quelque dix-sept auteurs, pour la plupart des relations de longue date qui, sauf exception, se réclament d'une même sensibilité. Le titre choisi doit s'entendre dans ses deux acceptions : d'abord restituer leur justice aux citoyens afin qu'ils en délibèrent ; ensuite donner la vision d'une partie de la profession judiciaire qui, si elle exprime des idées acceptées par des courants de pensée différents, n'en représente sans doute pas la majorité. Le plan adopté est logiquement distribué d'arrière en avant, chaque auteur y a gardé son mode de pensée et un style propre, ce qui donne à l'ensemble un tour diversifié et toujours agréable à lire.

■ Jean-Pierre Royer

Puisque justice nous est soumise, à nous de juger maintenant de ces propositions et d'abord de ce fameux « *nouveau pouvoir judiciaire* » qui parcourt toutes les pages du livre telle une force vive capable de la sortir de ses ornières. Les auteurs ont raison de noter la montée du judiciaire dans la société depuis une trentaine d'années, et il est sûr que le public n'a pas oublié le « *vent de fronde venu d'Italie* » qui avait alors gagné la France, qu'il avait même applaudi aux courageuses entreprises menées ici et là contre les puissants et les politiques. Incontestablement, un « *tiers pouvoir* » était en formation, forçant le politique à prendre, via le peuple, le judiciaire au sérieux. Où en est-il maintenant ? Les affaires récentes ne l'ont-elles pas écorné, comme les départs de ces juges qui ont quitté leurs fonctions pour aller écrire, soit leur solitude, soit leur expérience plus ou moins désabusée, ou les querelles de sérail qui déchirent le prétoire ? On nous dit qu'il ne faut pas s'affoler mais le public s'interroge, le « *poids de l'histoire* » et la force des habitudes semblent bien lourds, tous ces dossiers qui s'enlisent lui sont suspects autant que le déçoivent en termes d'effectivité les grands procès médiatiques. Les auteurs eux-mêmes le reconnaissent en conclusion, tout cela place les magistrats dans une position « *d'extrême fragilité* ». Et si, en plus, tous les professeurs de droit ressemblent au portrait ironique qu'en fait un collègue, il y a de quoi s'inquiéter encore plus et l'on comprendra qu'il faille leur retirer leur monopole d'enseignement pour en commencer l'étude à l'école, comme cela est suggéré...

Sous cette réserve en écho de la rue, le livre est d'un grand intérêt. Il forme un tout cohérent, un « *bloc dont on ne peut rien distraire* » comme le disait Clemenceau de la Révolution, qui procède d'une différenciation des fonctions impliquant leur séparation et d'un rapprochement des cultures afin de simplifier et d'améliorer le mécanisme institutionnel. Instruire n'est pas juger, pas plus que poursuivre, juger c'est avant tout être arbitre, de sorte que ces fonctions ne peuvent être confondues. « *Tout le mouvement européen vise à les isoler* », les parquetiers ne doivent plus faire partie du même corps que les juges et notre système doit faire le deuil de sa mythique unité. Au-delà, le juge d'instruction, lui non plus, n'a plus sa raison d'être. Son propre procès était déjà instruit, mais cette fois sa forte constitution risque de ne pas résister aux attaques venues de divers côtés, y compris de la Cour de cassation. Pour autant, ne nous méprenons pas sur les intentions des auteurs. Il ne s'agit pas pour eux de substituer un système à un autre, de remplacer au pénal la procédure inquisitoire par l'accusatoire mais au contraire de réaliser une « *hybridation des systèmes juridiques* » comme cela prévaut en droit européen et en droit international et comme le montre le TPI pour l'ex-Yougoslavie où « *l'inquisitoire a fait reculer l'accusatoire* ». Ainsi, tandis que la procédure civile est déjà bien en avance sur les plans de la loyauté, du dialogue et de la célérité, se construirait un nouveau procès pénal, plus clair, plus rapide, où l'on pourrait choisir de plaider « coupable » ou « non coupable », où l'on pourrait se passer du jury criminel quand les faits sont reconnus, qui prendrait en compte les victimes dans leurs attentes nouvelles, les prisons dans les changements que cache l'immuable discours pénitentiaire, un procès enfin dont on pourrait même faire l'économie en développant les procédures d'arrangement. Plus largement les mécanismes judiciaires seraient simplifiés, la démocratie pourrait entrer dans les tribunaux sous la forme d'une gestion moins autoritaire qui, de surcroît, donnerait au justiciable des garanties sur la désignation des juges.

Vous avez dit utopie ? Le mot est écrit dans le livre. Mais la volonté politique, que les auteurs appellent de leurs vœux, pourrait permettre de descendre de la cité céleste à la cité terrestre...

★ Professeur émérite à l'université Lille-II, Jean-Pierre Royer est membre du Centre d'histoire judiciaire (CNRS).

Un juge sans instructions

Laurence Vichnievsky fait le bilan de ses années de magistrat et plaide pour le rattachement de la police à la justice

SANS INSTRUCTIONS
de Laurence Vichnievsky.
Stock, 254 p., 18,60 €.

Un usage est-il en voie de s'installer ? Un livre doit-il paraître lorqu'un juge disparaît, c'est-à-dire lorsqu'il prend de nouvelles fonctions ou quitte son corps ? Laurence Vichnievsky, en quasi-concordance de temps avec son collègue Halphen, livre un premier bilan de sa carrière. Le titre dit tout et peut-être un peu plus encore. Il faut comprendre que Laurence Vichnievsky n'est plus magistrat instructeur. Elle est dorénavant présidente du tribunal de grande instance de Chartres. Et elle n'a pas reçu d'instructions du temps où elle était en charge de l'instruction. L'auteur nous informe ainsi, par les deux mots du titre choisi, qu'elle est une femme libre et un juge sans autre maître que la loi et la procédure.

Elle est sincère, et il n'y a nulle raison de ne pas lui en donner acte. Elle l'illustre en 254 pages construites sur un mode qui rappelle la lecture avec répons en mode recto tono avec Jacques Follorou, journaliste au quotidien *Le Monde*. Celui-ci, plus exégète que psalmiste, aide le lecteur à inscrire les expériences personnelles de l'ancien juge d'instruction dans la cour de l'histoire judiciaire des dix dernières années. L'un et l'autre retracent sur le même ton calme dix ans de tempêtes politiques autour de l'activité judiciaire, avec le même souci de voir « *rééquilibré l'exercice des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires* ».

La juge Vichnievsky est une professionnelle sans passion apparente. Son livre est parsemé de réserves sur chaque opinion émise. Entre l'excès de prudence de certains juges et l'attitude inquisitoriale d'autres : « *... C'est entre ces deux extrêmes que devrait se situer la direction à suivre.* » Le contact avec les médias, Laurence Vichnievsky s'y résout plus qu'elle ne le recherche ou le rejette, mais son épitaphe en quatrième de couverture laisse planer un doute sur le bonheur de retrouver cet anonymat perdu. « *Comment se passer d'une relative notoriété, ou d'une certaine reconnaissance ?* » Ce magistrat a connu la notoriété lors de ces rencontres, ou plutôt chocs, avec des « puissants » tels Roland Dumas ou Loïc Le Floch Prigent. L'immense masse de ses collègues ne pourront jamais prétendre à cette médiatisation, si tant est qu'ils l'aient convoitée. De cette confrontation avec les pouvoirs, ce livre-témoignage tente d'extraire une sagesse.

■ Jean-Pierre Mignard

Laurence Vichnievsky n'est pas une théoricienne. On ne trouve pas trace dans son livre, à moins qu'ici ou là Jacques Follorou ne s'en charge, d'avis ferme sur les débats qui ont parcouru la décade, et notamment peu sur l'indépendance du parquet, écartée par l'auteur du fait d'attaches trop prégnantes à la chancellerie, « *même si cela est moins vrai maintenant* ». Il y eut pourtant ce projet de congrès de réforme de la justice qui voulait donner son indépendance au parquet. Le président de la République s'y était opposé, pour des raisons restées inconnues, et les magistrats avaient redouté le volet des responsabilités qui accompagnaient leur autonomie.

Si elle avance une proposition nette, le rattachement de la police judiciaire à la justice, c'est-à-dire la fin de toute pression du ministère de l'intérieur sur les enquêtes à condition d'en avoir les moyens, « *au risque sinon d'être contre-productif* », l'ancienne juge d'instruction a le culte de la nuance, elle n'est pas, comme aurait dit Gracq, de ces gens rugueux qui se donnent d'un seul coup. On se prend parfois à le regretter.

Impossible de faire un bilan de tant d'années d'instruction sans évoquer les avocats. Mme Vichnievsky les aime. C'était d'ailleurs un sentiment plutôt partagé. Certains l'appelaient Laurence, alors que fort peu disaient Eva ou Renaud, pour prendre deux prénoms tirés au hasard. Et pourtant, au détour d'un paragraphe, la flèche décochée fait mal et contient son lot de poison : « *L'avocat est au service de son client et non de la justice.* » Eh bien, avec des amis pareils, les adversaires peuvent dormir tranquilles. Chers confrères, n'appelez jamais un juge par son prénom, surtout si elle est intelligente, surtout si elle est sympathique. Ce vieux débat, qui ferait bien des sujets de colloques à venir ou des thèmes pour la Conférence Berryer, ressort comme un aspic en plein milieu de la page 121 et il plante ses crochets. L'avocat concourt à une mission de service public. La loi le dit, et s'il n'y avait pas eu d'avocats en face d'elle, le métier de Mme Vichnievsky aurait été un métier de police. Elle est trop fine pour ne pas le savoir, mais comment résister à l'attrait de ces formules à l'emporte-pièce qui avaient fait la réputation du cabinet Joly-Vichnievsky ?

Ce livre retrace avec honnêteté un parcours professionnel présente sans fards d'un(e) juge consciencieux qui ne croit pas « *avoir vocation à éradiquer le mal de la terre* » et qui croit nécessaire « *de pousser les magistrats hors des palais de justice* ». Elle a d'ailleurs suivi les cours de l'EHEDN, pressentant peut-être que la justice aussi, c'était la guerre poursuivie par d'autres moyens.

Mais à ceux qui estimeraient trop lisse la pensée de Mme Vichnievsky, il faut conseiller la lecture des intermèdes qu'elle nous offre par l'intermédiaire du témoin Follorou. Rien de tiède, là, bien au contraire. Mme Vichnievsky a recueilli avec soin les dépositions de M. Follorou et, comme le veut la loi, elle a signé avec lui le procès verbal. Alors, un flegme apparent, Laurence Vichnievsky ?

★ Jean-Pierre Mignard est avocat.

Jacques Follorou, coauteur, est journaliste au *Monde*.

SERGUEÏ

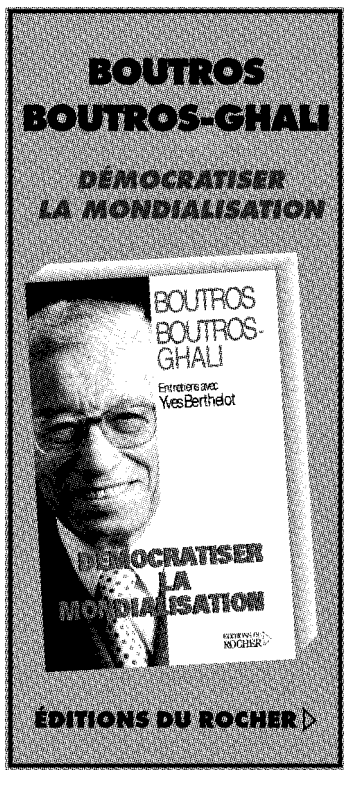
L'assassin juge la cour

Homme d'esprit, chroniqueur sportif, amateur de canulars, pontife des mots croisés, Tristan Bernard fut aussi le romancier des « *timides canailles* » et des « *héros sans vaillance* ». C'est en phrases courtes, sur le ton neutre, passif, à peine teinté d'humour noir, d'un Emmanuel Bove (certains l'ont aussi comparé à l'Albert Camus de *L'Etranger*) qu'il raconte l'histoire de cet agent d'assurances asphyxié par la misère qui assassine un usurier à coups de marteau avec le sang-froid de Raskolnikoff et se retrouve traqué par la police. Cloîtré dans un hôtel du Havre, ce fugitif existentiel, « *relégué* » apparemment sans remords, est bientôt assailli de cauchemars, démasqué, et incarcéré à la Santé.

Tristan Bernard, ancien avocat, dépeint l'appareil judiciaire avec un détachement glacial. Après avoir répondu distraitement aux questions du juge d'instruction (« *Il est possible que ça l'intéresse. Moi, j'en suis à deux cents lieues* »), l'accusé vit son procès en cour d'assises en spectateur. « *Demain je passe un examen. On va me dire si je suis reçu assassin.* » Il se moque du costume des magistrats, avoue qu'il aurait été plus impressionné si juges et avocat général siégeaient en habits de ville, lui donnant le sentiment d'être « *supprimé* » par ses semblables. C'est un théâtre de « *déguisés* » en « *robes voyantes* ». Le greffier joue mal, il lit l'acte d'accusation « *d'une voix monotone* ». Il lui faudrait des « *leçons de diction* ». La férocité du condamné à mort est digne d'un caricaturiste.

J.-L. D.

AUX ABOIS
de Tristan Bernard.
Ed. Mémoire du livre,
186 p., 18,50 €.



La vie quotidienne d'un simple flic

Du témoignage au polar mystifié, plongées dans l'univers de deux « gardiens de la paix », l'un réel, l'autre imaginaire

JOURNAL D'UN GARDIEN DE LA PAIX
d'Erik Blondin.
La fabrique, 190 p., 11 €.

INFINIMENT PETIT
de Patrick Chatelier.
Verticales, 272 p., 16 €.

Il a été chauffeur-livreur, peintre en bâtiment, vendeur d'aspirateurs, avant d'entrer dans la police nationale en 1983. Affecté en 1990 à la brigade anticriminalité, il a observé les dérives de certains collègues avec les prostituées, la nuit au bois de Boulogne, les a signalées, et s'est retrouvé muté à la garde statique de l'Elysée. Déplorant le manque de rigueur des syndicats institutionnalisés, il a créé en 1995 le Syndicat de la police nationale (SPN), encaissé depuis blâmes et menaces de révocation. Ses tracts cinglants lui valent d'être régulièrement convoqué à l'inspection générale des services (IGS). Il exerce depuis sept ans, comme gardien de la paix, au commissariat du 14e arrondissement de Paris. Et il publie son journal de « *sans-grade* », policier sédentaire, du 17 août 2000 au 12 septembre 2001, avec annexes sur les violations du code de déontologie par certains services, et citation d'Epicure (« *La conscience de la faute est le premier pas vers le salut* »).

Ce que raconte Erik Blondin, flic ordinaire, c'est l'histoire d'une vocation bafouée. Gardien de la paix : c'est l'idéal qu'il s'applique chaque jour à servir, intransigeant sur l'éthique du métier, intraitable avec des supérieurs arrogants, acharné à confondre des collègues laxistes ou brutaux, à donner une bonne image de sa corporation, à expliquer ce que la population est en droit d'attendre de sa police.

Sa colère se manifeste en particulier à l'encontre des procureurs qui, après saisie du butin, se rendent complices de non-assistance à enfants maltraités en remettant en liberté les gamins roumains interpellés pour avoir pillé les horodateurs du quartier sur ordre de crapules qui exercent sur eux des violences morales et physiques. « *Nos institutions se contentent de restituer les enfants à leurs bourreaux, alors même qu'elles devraient tout mettre en œuvre pour les rechercher.* » Blondin s'en prend aussi à ce gradé indifférent, sadique, qui prend son temps pour verbaliser un automobiliste pressé d'aller récupérer au plus vite son enfant de cinq ans à la crèche. Les exemples défilent : un gardé à vue que personne ne s'est préoccupé de nourrir depuis une journée, un autre tabassé, des ivrognes et vendeurs à la sauvette, des solitaires en détresse, les bandes rivales des cités, quelques cadavres, la routine...

A ce témoignage de l'intérieur, calmement engagé contre la « *tolérance zéro* », répond en écho le premier roman de Patrick Chatelier, qui n'est pas du tout de la « maison » (il est rewriter chez un éditeur) mais qui imagine (façon John Lennon) la première journée de travail d'un type qui vient d'entrer dans la police pour « *faire un sort aux blessures de ce monde* ». Ce simple flic aux allures de fantôme hagard, qui oscille entre le Hulot de Jacques Tati et le Pharaon simple d'esprit du film de Bruno Dumont *L'Humanité*, enquête sur une certaine Sophie O., qu'un inconnu a déposée aux urgences d'un hôpital avec une balle dans la tête.

Naïf et contemplatif, ce novice est un hypersensible, il perçoit chaque bruit, chaque odeur, chaque personne ou geste ou objet de façon si exacerbée que sa quête de vérité dérape dans le délire, se transforme en une dérive hallucinatoire dans l'univers des cinq sens. « *Je suis pression, langueur, crispation* », dit-il. Grâce à son don d'osmose, il lit chaque élément du réel « *en profondeur* », s'imprègne de tout, s'identifie à tout, se modèle, décode, se dédouble, se projette incognito dans une voix, un chat, un coma. Il reflète son moi partout. C'est dans un « *polar mystifié* » que plane ce flic métaphysique et schizophrène, qui passe de la compassion pour ses « *frères de captivité* » que sont les individus menottés du commissariat à une fusion dans « *l'infiniment petit* », l'invisible.

Volontiers affabulateur (« *j'invente tout* » : les indices, les témoins, les perquisitions), jongleur de mots, il expérimente des effets spéciaux littéraires : le cinéma fantastique nous a montré des hommes se transformant en mouche ou en fauve, lui nous dépeint la métamorphose du narrateur en personnages annexes. Il se met, au sens propre du terme, à la place des autres, se glisse en un tumultueux corps-à-corps (« *orgasme encéphalique* ») dans l'enveloppe charnelle de ses collègues, expérimente au pied de la lettre la capacité de l'écrivain à se glisser dans la peau de ses personnages. Une apothéose érotique le propulse amant et assassin virtuel de Sophie O., que le commissaire a fichée dans la « *secte des ouro-zinzins* ». Ce texte sidérant intègre tous les ingrédients nécessaires à ces métamorphoses, y compris le malaxage du style, la mue du langage, la fantasmagorie lexicale. « *J'ahane aussi, là, je pfute à culer, à force de tangage et marathon...* », soupire l'alter ego du héros. Lequel lâche : « *Vous comprenez, j'aimerais que mon personnage décolle un peu. Qu'il ébahisse le lecteur...* » Le lecteur est ébahi.

J.-L. D.

Finkielkraut, ou le syndrome du journaliste

Dans une série de notations brèves et datées sur le temps présent, le philosophe manifeste sa vive antipathie à l'égard des dérives du monde moderne

L'IMPARFAIT DU PRÉSENT
Pièces brèves
d'Alain Finkielkraut.
Gallimard, 284 p., 17,50 €

C'est dans le style, dans la forme d'un livre, que l'on doit d'abord chercher ses intentions et sa portée. *L'Imparfait du présent* affiche comme sous-titre « Pièces brèves ». C'est une suite de notations d'une à huit pages, titrées, précédées d'une date – jour et mois, sans l'année, mais l'on sait vite qu'il s'agit de 2001. Chacune de ces pièces a été suscitée par une lecture, une observation, un événement de l'actualité... Par là, le livre s'apparente à un ouvrage de circonstances, comme il s'en édite beaucoup aujourd'hui. Ce type de livre ne semble d'ailleurs publié qu'en fonction de la notoriété et de la position sociale ou mondaine de l'auteur dans un champ culturel donné. Et l'on a, lecteur de base, le privilège de connaître ses vues, analyses et avis sur les choses, les personnes, sur l'époque telle qu'elle est... Ici, la forme du journal confère à Alain Finkielkraut le double et confus statut de journaliste et de mémorialiste du temps présent ; car il ne s'agit évidemment jamais d'un journal « intime » mais de l'appréciation instantanée du cours des choses.

Il y aurait une autre manière de présenter ce livre, plus valorisante pour l'écrivain : il y a en effet un vrai courage de la pensée à accepter, ou rechercher, cette position qui consiste à écrire dans l'urgence des circonstances, directement en relation avec celles-ci, et à se soustraire aux conforts du recul, de la réflexion distanciée... Mais le risque, après tout, est-il si grand ?

PÉGUY EN RÉFÉRENCE

En introduction à son livre, Alain Finkielkraut formule un certain nombre d'impératifs auxquels, écrivant, il veut obéir. Citons-en quelques-uns : *« Ne pas écrire un journal, ne pas tomber dans la chronique, ne pas tenir le registre de mes premiers mouvements, ne pas fixer chacune de mes impressions.* (...) *Penser sur le mode de la hantise et non du système. Préférer l'insistance de l'émotion à l'exhaustivité de l'inventaire.* (...) *Extraire le mémorable du flot de l'actualité. Suspendre, pour cette opération, le partage canonique de l'éminent et de l'anodin.* (...) *Me méfier de la méfiance autant que de la crédulité.* (...) *Renoncer, pour interroger les événements, au désir de surplomber une fois pour toutes l'histoire... »*

Se réclamant de Charles Péguy – sur lequel il écrivit naguère un juste et bel essai (1) –, Finkielkraut avalise, authentifie ce programme. Il ne se met pas en retrait, mais s'avance et choisit, de fait, *« l'émotion »* et non la *« méfiance »*, montre dans quel espace moral et philosophique il veut se tenir. Par cette voie et cette référence – et quelle plus haute pensée de la circonstance que celle de Péguy ? – il veut échapper à ce qui menace l'esprit, le rabaissant au rang du spectaculaire, du médiatique. Menace qu'il n'a pas de mots assez durs pour vilipender, souvent avec justesse – notamment sur les dérives du langage, les offenses à la courtoisie, les errements du pédagogisme... Mais il y a cependant une sorte de secrète contradiction dans la démarche de Finkielkraut. Une contradiction qui ne semble pas le gêner, tant il est entraîné, poussé, par l'émotion justement... Cette injonction permanente au *« vécu en direct »* à laquelle nous sommes soumis aujourd'hui et qui, note-t-il, donne *« raison à Régis Debray contre Guy Debord »*, il y cède lui-même : trop fragmenté, hésitant entre la dissertation morale, l'analyse politique et le mouvement d'humeur, son livre joue sur la confusion entre deux positions : celle du journaliste rivé à l'événement pour mieux le relater, et celle du philosophe ou du moraliste qui, pour penser authentiquement, se soustrait à l'immédiateté, fait un pas de côté.

Avant de se déclarer d'accord ou non avec Alain Finkielkraut sur tel ou tel problème d'actualité, tel fait relevé dans le journal ou entendu à la télévision, il faut faire la constatation suivante : les attentats du 11 septembre et le conflit au Proche-Orient n'ont pas le même poids que les excès du téléphone portable, un article du *Monde,* le « Loft » de M6, un parallèle entre « l'affaire Renaud Camus » et la publication du *Journal* de Paul Morand – sur ces deux derniers points, l'on n'aurait d'ailleurs aucun mal à retourner les arguments de l'auteur contre lui-même... Finalement, plus une question est grave, plus elle appelle une pensée patiente, non précipitée. Ou bien jugera-t-on que l'époque n'a plus le temps de convertir l'indignation en vraie pensée. Comme chez Péguy.

Certes, il est tout à fait légitime de vouloir se démarquer des idées trop convenues qui nous envahissent et du prêt-à-penser que l'époque nous propose à chaque instant. Il est nécessaire de démontrer, par exemple, combien les atteintes à la politesse et le refus de *« se dépouiller de la royauté imaginaire du monde »* (Simone Weil) altèrent une part essentielle de l'homme. Finkielkraut sait parfaitement dénoncer la *« tranquillité répugnante »* d'une conscience moderne prompte à se juger elle-même irréprochable. Cependant, en cherchant trop vite à prendre le temps présent à revers, on perd parfois le sens de sa complexité. C'est justement là que devrait commencer la tâche du philosophe. Même dans *« le brut, le salace et le fat aujourd'hui »*.

P. K.

(1) *Le Mécontemporain* (Gallimard, 1991, et « Folio »).

Intimidation morale

Sans échapper à la caricature, Elisabeth Lévy dénonce le diktat des « prescripteurs d'opinion »

LES MAÎTRES CENSEURS
d'Elisabeth Lévy,
J.-C. Lattès, 365 p., 18,50 €.

Dans les débats d'aujourd'hui en France, affirme Elisabeth Lévy, l'intimidation morale a remplacé la discussion intellectuelle, réduisant au silence ceux qui voudraient contredire la « pensée dominante » et qui, soupçonnés pour cette raison même de sympathies douteuses, c'est-à-dire *« pétainisto-lepénistes, si ce n'est franchement nazies »*, sont aussitôt disqualifiés, à défaut d'être réfutés, par les « prescripteurs d'opinion ». Les *« maîtres censeurs »*, investis du pouvoir d'énoncer *« ce qui est discutable et ce qui ne l'est pas »*, pratiqueraient *« une épuration bon enfant »* contre *« tous ceux qui ne pensent pas comme eux »*.

A l'appui de sa démonstration, l'auteur examine plusieurs épisodes récents : la lutte contre le Front national, la violence en Algérie, les polémiques autour du sociologue Paul Yonnet et de l'écrivain Renaud Camus, les querelles sur l'art contemporain, les débats sur la Bosnie et le Kosovo, les controverses sur la construction européenne, entre autres. Elle observe, dans tous ces cas, le même mécanisme de censure. Ainsi la *« diabolisation rhétorique »* du Front national aurait proscrit toute réflexion sur l'immigration puisque celle-ci, *« considérée comme intrinsèquement bonne »*, doit *« échapper à toute discussion publique »*. Ainsi refuser de *« faire chorus »* dans l'atmosphère *« tout à la fois belliqueuse et compassionnelle »* de la guerre du Kosovo reviendrait à *« signer son ordre de bannissement »*. Ainsi encore serait-il interdit de *« critiquer le principe même de la construction européenne »*. En tous domaines, l'enfermement de la pensée *« à l'intérieur des limites que la morale approuve »* aurait pour conséquence *« la prohibition de toute discussion réelle »*.

Elisabeth Lévy n'a pas tort de dénoncer les outrances et les abus de langage auxquels ces sujets ont pu ici et là donner lieu. Et nul ne saurait lui reprocher d'exprimer ses désaccords avec les opinions défendues par tel ou tel – *Le Monde* parfois, Bernard-Henri Lévy souvent, Philippe Sollers de temps en temps. Là où on ne peut pas la suivre, c'est lorsqu'elle soutient que ces opinions reposent non sur des analyses (plus ou moins bien) argumentées mais exclusivement sur des condamnations morales, mises au service d'une *« orthodoxie dominante »*. Or les unes n'empêchent pas les autres. L'indignation n'est pas incompatible avec le raisonnement. Comme Elisabeth Lévy le souligne elle-même, *« le combat des idées ne se mène pas sans passion »*. Il est trop facile de caricaturer la démarche de ses adversaires pour se donner le plaisir de la critiquer.

Thomas Ferenczi

Debray, l'Américain

Quand l'intellectuel souverainiste imagine la tentation de Washington

L'ÉDIT DE CARACALLA
ou plaidoyer pour des Etats-Unis d'Occident
par feu Xavier De C*.**
traduit de l'anglais (américain),
et suivi d'une épitaphe
par Régis Debray.
Fayard, 130 p., 10 €.

Puisque la défaite est consommée, allons à l'ennemi. Trêve de résistance, tirons les leçons d'une évidente vassalité. Et, suivant l'exemple d'un Flavius Josèphe, chef de guerre juif passant du côté des Romains en pleine bataille de Judée, choisissons à notre tour, nous autres petits, tout-petits Européens, la Rome moderne, c'est-à-dire les Etats-Unis. Il s'agit simplement de mettre fin à ce qui n'est que faux-semblant, en décidant de ranger l'Europe sous souveraineté américaine pour former une nouvelle fédération, « les Etats-Unis d'Occident ». Ce ne sera, après tout, que la traduction institutionnelle d'une situation de fait qui préserve de plus en plus mal l'apparence de l'indépendance des Etats européens et cache encore moins l'échec de leur Union à fonder une troisième puissance mondiale.

L'auteur de la proposition s'appelle Xavier De C***. Catholique, conservateur, compagnon de Régis Debray à Normale-Sup., ancien haut fonctionnaire au ministère de la défense, Xavier De C*** a choisi l'Amérique. Il a pris la nationalité américaine. Il a quitté la rue Saint-Dominique pour les bords du Potomac. Le haut fonctionnaire français, pétri des valeurs de la République, met ses talents, multiples, au service de l'hyper-empire. A 58 ans, cet homme taillé pour le service de notre cher Etat se met à celui de l'oncle Sam. Le latiniste distingué ne veut plus s'exprimer qu'en anglais (américain). C'est dans cette langue qu'il écrit à son *« vieux Debray »*, après le 11 septembre, pour exposer les raisons de son « ralliement ».

Elles tiennent en une centaine de pages. L'auteur y emploie sa vaste culture, son sens de l'humour et de l'autodérision au service d'un long gémissement, une sorte de lamento distingué et fatigué. Car c'est le point de départ de ce passage à l'Ouest : le constat, affligé, de l'état de la France – *« soi-disant indépendante »*, *« petite patrie diminuée »*, élites émasculées. Et le projet – *« le leurre »* – européen ne sauve rien, qui s'avère incapable d'enrayer l'américanisation. La conclusion s'impose : *« les Européens* (...) *n'échapperont au protectorat qu'en passant du statut d'américanisés de 2e zone à celui d'Américains »*. Devenons américains par dégoût des renoncements de l'Europe à être elle-même.

Xavier De C*** n'existe pas. C'est Régis Debray qui tient la plume. Il dialogue avec lui-même, avec une partie de lui-même qu'il réfute (pas d'accord avec la solution proposée) mais qu'il assume aussi (visiblement d'accord avec le diagnostic – pourtant bien rapide). Il s'en explique dans une postface en forme d'épitaphe. Il y a du Debray chez De C***, bien sûr, et du Xavier chez Régis, évidemment. L'un et l'autre se rejoignent. Ils se complaisent dans la célébration talentueuse de ce qu'ils perçoivent comme un déclin, de la France et de l'Europe ; ils s'installent dans la position de l'observateur distant, élitiste, volontiers méprisant (de la presse, des intellectuels, des ONG, tout ce petit monde naïvement droit-de-l'hommiste et crassement ignorant des réalités géostratégiques).

Comment sortir Régis-Xavier de ce gros coup de cafard ? On lui conseillera deux thérapies. La première : un grand voyage au travers d'un Vieux Continent qui, de Madrid à Berlin, de Rome à Bruxelles, paraît tout de même trés éloigné du *suburb* américain uniformisé que décrit son correspondant. La seconde serait de lire un autre de ses vieux amis, réel celui-là, Erik Orsenna, qui, dans sa préface à l'ouvrage de Pascal Lamy *(L'Europe en première ligne,* Le Seuil), célèbre un Européen dans l'action. Il y salue une Europe plus singulière que ne l'imagine le brave De C***, non fantasmée, et qui ne justifie pas la crise *« d'à-quoi-bonisme »* de l'élégant Xavier-Régis.

Alain Frachon

Chemins croisés en terre d'islam

Michel Orcel a séjourné au Maroc en y traduisant une geste du XVIe siècle sur la conquête de Jérusalem

LES LARMES DU TRADUCTEUR
de Michel Orcel.
Grasset, 120 p., 11,40 €.

Voilà un livre que l'actualité depuis le 11 septembre devrait *« porter »*, mais qui n'en a nullement besoin. Pendant un an, d'octobre 1999 à novembre 2000, Michel Orcel a vécu à Marrakech où il a travaillé sur une traduction de *La Jérusalem délivrée*, œuvre Du Tasse parue en 1560. Lui-même poète, essayiste, romancier, diplômé d'islamologie aussi, féru d'opéra et de philosophie, sans parler de sa passion pour l'Italie, il a séjourné en terre d'islam en même temps qu'il a traduit une geste chrétienne de conquête, d'une violence inouïe à l'égard de l'Autre musulman.

On a raison de se méfier des livres hybrides, surtout quand il s'agit d'un *« Journal du Maroc »*, où l'intime se mêlerait au choc des religions. Mais *« l'esthétique du divers »* de Michel Orcel n'est ni précieuse ni prétentieuse, évite de raccrocher les faits divers de la vie quotidienne au Maroc à la marche claudicante du monde. Au contraire, dépaysement et *« détemporalisation »* s'y confondent, s'enrichissent en se renvoyant à la même problématique : le creux de la réalité dont *« l'ombre contradictoire que l'islam projette »*, pour le premier, le halo des mots ayant traversé des siècles, pour le second. Ils ont en partage une même passion, au sens originel d'une souffrance assumée.

Quel pays serait plus divers que le Maroc, l'Etat le plus occidental du monde arabe ? Quelle ville plus coruscante que Marrakech, cité d'ocre brûlé, palmeraie au pied des cimes enneigées de l'Atlas ? Michel Orcel s'y promène, entre deux corps-à-corps avec son poème d'une Renaissance sanglante, celle de l'Occident face à *« cet Autre qui le regarde au fond de lui-même et qu'il ne peut affronter, tels ces pillards arabes, qu'à la faveur de l'ombre. L'ombre des mots. L'ombre du langage »*. L'écriture du traducteur, momentanément affranchi de l'original du XVIe siècle, saisit l'instant. *« Ce matin, dans l'ombre d'une voûte, je croise une jeune fille en djellaba, appuyée contre l'embrasure d'une porte. Bel oval du visage, long nez droit, lèvre sensuelle. Delacroix ? Non, elle mâche un chewing-gum. »*

Que l'auteur franchisse le col du Tizi'n Tichka, qu'il se rende dans le sanctuaire du marabout Bouya Omar ou qu'il décrypte *« l'écriture du silence »* des tapis berbères, on le suit volontiers, ne lui lâche pas la main. Ce faisant, on l'imite en tant que traducteur qui, lui aussi, doit suivre, mettre *« ses pas dans les pas d'un marcheur absent »*. Dans le va-et-vient entre l'arabe, le français et l'italien, le lecteur découvre l'histoire d'un mot (*mûslim*, le *« soumis »* ; *roumi*, de *« romain »* pour désigner le chrétien) ou un tic de langage (les lettres *« solaires »* ou *« lunaires »* de l'arabe).

Les Larmes du traducteur ne sont pas versées pour pleurnicher sur une autre part spoliée par l'Occident, sur le passé conquérant de celui-ci en terre d'islam, elle-même expurgée ou accablée de sa propre intolérance. Ce petit livre est un hommage rendu au seul moyen, la langue, qui nous permet de cheminer à travers l'histoire et le monde. Il cerne l'altérité en pleurant *« sur la violence de toute incarnation »*, parce que *« les voix, les paroles, ne seront jamais assez puissantes pour nous retenir dans les paradis où nous avons fait halte »*. Si c'est vrai, le Marrakech de Michel Orcel doit être une exception, un caravansérail de l'universel.

Stephen Smith

Vous recherchez un livre épuisé ?
Librairie Le Tour du Monde
29, rue de Condé 75006 Paris
Ordinateurs en accès libre !
15 millions de livres
Internet : www.chapitre.com
téléphone : 01 55 33 60 60
minitel : 3615 chapitre
chaPitre.com
LIBRAIRIE SUR INTERNET

Livraisons

■ **SCIENCES AGENTS DOUBLES,** de Vincent Jullien

Einstein assurait avoir trouvé la théorie de la relativité parce qu'il était tout à fait convaincu de l'harmonie de l'Univers. L'idée du Beau, commente Vincent Jullien, peut contribuer à l'élaboration des théories mathématiques, physiques ou biologiques. Plus généralement, l'opposition entre des esprits littéraires ou humanistes et d'autres qui seraient scientifiques n'est ni nécessaire ni immuable. Seule une conception étriquée du travail scientifique l'accrédite. L'histoire des sciences établit au contraire que *« l'esthétique, la morale, la métaphysique rôdent avec une belle constance au sein même du développement de la science »*. D'un même mouvement, Vincent Jullien plaide en faveur d'une réhabilitation de la culture scientifique et dénonce le mépris ou l'hostilité qu'une bonne part de l'intelligentsia lui voue. Soupçonnées de duplicité, pourvoyeuses de connaissances mais vides de contenu culturel, les sciences prennent figure d'agents doubles. De la culture grecque à l'Encyclopédie, quelques exemples bien choisis rappellent au contraire que la raison et les beaux-arts marchent du même pas. Le grand malentendu remonte seulement au XIXe siècle, lorsque, au nom de l'utilitarisme ou du positivisme, les prétentions scientifiques deviennent exorbitantes. La volonté de déduire des sciences une ligne de conduite politique et morale fait obstacle, conclut Vincent Jullien, au dialogue naturel des créateurs et des scientifiques (Stock, « Un ordre d'idées », 298 p., 20 €). **J.-P. T**

■ **PENSER LE DEVOIR DE MÉMOIRE,** d'Emmanuel Kattan

Il faut le préciser au vu de l'irritation que tend à susciter la notion même de « devoir de mémoire » : non, cet ouvrage n'est pas un plaidoyer militant. Il est même tout le contraire : fort de sa familiarité avec la littérature anglo-saxonne sur l'histoire, Emmanuel Kattan, jeune philosophe vivant à Londres, prend ici du champ pour se livrer à une minutieuse analyse de cette spécificité surtout française qui consiste désormais à penser la mémoire comme devoir. Une hypothèse : si notre sentiment de dette à l'égard du passé se révèle si fort, n'est-ce pas justement que le lien narratif qui nous unissait à lui a été perdu ? Du coup, l'auteur se demande, et là réside la partie la plus novatrice de cette réflexion critique, si le « devoir de mémoire » ne pourrait pas être utilement remplacé par ce qu'il nomme le « souci d'intégrité », mieux à même de relier présent, passé et avenir, et parce qu'*« une vie totalement assumée »* vaut quand même *« plus la peine d'être vécue qu'une vie morcelée, dispersée, ponctuée de silences et d'ombres par nous-mêmes imposés »* (PUF, « Questions d'éthique », 154 p., 15 €). **A. L.-L.**

■ **THÉRÈSE D'AVILA, L'IMAGE AU FÉMININ,** de Mercedes Allende Salazar

Avec le *Livre des demeures* (ou *Château de l'âme*, ou *Château intérieur*, selon les traductions), sainte Thérèse d'Avila, parvenue à la fin de sa vie, livrait, en 1577, son grand traité de théologie mystique. Quinze ans auparavant, elle avait, à la demande de son confesseur, rédigé son autobiographie. Entre ces deux ouvrages, l'auteur, qui a enseigné la philosophie à Madrid et Barcelone et a écrit une thèse sur Spinoza, distingue le passage entre la narration de soi et la fiction. La naissance d'une pensée de l'image et la mise « au féminin » de l'expérience singulière qu'il faut donner à comprendre aux religieuses sont ici analysées au plus près du texte de la sainte (Seuil, « L'Ordre philosophique », 284 p., 24 €). **P. K.**

■ **MYSTICISME ET FOLIE. Essai sur la simplicité**, de Jean-Christophe Goddard

Entre états mystiques et maladie mentale, ou psychose, des parallèles ont pu être établis, des convergences trouvées. L'auteur de cet essai, spécialiste de Fichte, analyse la lecture que Gilles Deleuze fit de Bergson qui devait l'orienter vers une « mystique de la folie » comme expérience de perte d'identité dans une humanité totale. Il envisage cette « promotion philosophique et spirituelle de la folie schizophrénique » par Deleuze et critique la conception « océanique » de la liberté qui en est la conséquence (DDB, 192 p., 21 €). **P. K.**

■ **LE MARIÉ. CANDIDE AU PAYS DE LA TORTURE**, de Salah El Ouadie

D'ordinaire, d'une geôle sortent des gémissements. Dix ans enfermé pour délit d'opinion, de 1974 à 1984, Salah El Ouadie, devenu membre fondateur de l'Organisation marocaine des droits de l'homme et du Forum Vérité et Justice, a écrit, au contraire, un petit livre plein d'humour et de candeur : un recueil de lettres qu'un prisonnier adresse à sa mère, ne sachant plus de qui il devrait rire. « *Et voilà que mon corps se trouvait branché sur le secteur national avant que ne le fussent bien des villages et douars de mon cher pays* ». Les mots dansent sur l'air d'un orchestre maniant des instruments de torture (éd. Paris-Méditerranée, 126 p., 12,20 €). **St. S.**

ACTUALITÉS

L'ÉDITION FRANÇAISE

■ **LES LIBRAIRES FRANCOPHONES S'ASSOCIENT.** Une vingtaine de libraires venant de dix-huit pays francophones ont créé l'Association internationale des libraires francophones pour *« dynamiser la diffusion du livre francophone et développer la solidarité professionnelle, notamment entre libraires du Nord et du Sud »* (Tour Orion, 12-16 rue de Vincennes, 93100 Montreuil).

■ **TIRÉSIAS ET SES AMIS.** Les éditions Tirésias de Michel Reynaud publient des livres sur les périodes douloureuses de l'histoire, notamment la seconde guerre mondiale et la guerre d'Algérie. On peut citer *Les Bibelforscher et le nazisme,* de Sylvie Graffard et Léo Tristan, récemment traduits aux Etats-Unis (« Le Monde des livres » du 30 novembre 2001) ou la réédition de *L'Afrique bascule vers l'avenir*, de Germaine Tillion. Pour soutenir le travail de Michel Reynaud, une association (loi 1901), Les Amis de Tirésias, vient d'être créée (BP 249, 75866 Paris Cedex 18, tél : 01-42-23-47-27 ; éditions Tirésias : 21, rue Letort, 75018 Paris).

■ **L'AUBE ET LA FRANCE.** Les éditions de l'Aube lancent avec la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) la « Bibliothèque des territoires », qui présentera *« 25 titres pour mieux comprendre la France »*, au rythme de deux volumes par an. Les deux premiers titres sont : *L'Entreprise du 21e siècle*, de Philippe Moati, et *La Ville à mille temps,* de Jean-Yves Boulin et Ulrich Muckenberger.

■ **LES PROVINCES DE LA TABLE RONDE.** Les éditions de La Table ronde créent une collection de romans de terroir, *« de bonne facture littéraire »* : « La Table ronde des provinces ». Cinq titres par an seront publiés. Les premiers sont : *Le Bedeau de la République,* de Robert Griffon, et *La Ferme aux loups,* de Jean-Paul Laurent.

■ **LITIGE.** Le tribunal de grande instance de La Rochelle, dans le litige qui opposait l'écrivain Michel Le Bris, à un universitaire, Mickaël Augeron, a rejeté toutes les accusations de plagiat à l'encontre de Michel Le Bris à qui il n'est fait grief que d'avoir *« cité expressément Monsieur Augeron à deux reprises, de façon inexacte et incomplète sans qu'il puisse de ce chef se prévaloir d'une erreur de son éditeur »*. Le tribunal a estimé par ailleurs devoir écarter *« l'affirmation péremptoire »* selon laquelle *« il n'y a aucune part de création personnelle »* dans l'ouvrage incriminé, *D'or, de rêve et de sang* (Hachette Littératures), *« ressentie à juste titre comme réductrice et vexatoire »*. En conséquence, Michel Le Bris, condamné à verser 5 000 € de dommages et intérêts, n'entend pas faire appel de cette décision.

■ **PRIX.** Martin Pénet a reçu le **Prix du Patrimoine** pour *Mémoire de la chanson* – 1 200 chansons du Moyen Age à 1919 (éd. Omnibus). Le **prix Alfred-de-Vigny** a été remis à Jacques Charpentreau pour *Pour vous seule* : 53 lettres inédites d'Alfred de Vigny à Céline Chollet (Maison de la poésie).

Bayard en général

Le groupe s'appuie sur le succès de « La Bible des écrivains » pour développer sa branche d'édition généraliste, notamment dans le secteur des sciences humaines

Bayard Presse serait-il victime d'une malédiction ? Dans les journaux, le groupe règne sur la presse pour les enfants et sur celle du troisième âge avec *Notre temps*, mais il a toujours eu du mal à s'imposer entre les deux, contrairement à l'autre groupe chrétien – et rival –, Publications de la Vie catholique, avec *Télérama.* Dans l'édition, Bayard a aussi éprouvé des difficultés à s'imposer hors du cercle de la jeunesse et du religieux.

Après la fusion entre Gallimard Jeunesse et Bayard Presse jeunesse – qui, deux ans après, peine toujours à se traduire en réalisations concrètes –, le groupe a décidé de poursuivre et développer le reste de la branche édition, prise en charge par Frédéric Boyer. Il s'appuie sur le domaine religieux et sur les sciences humaines, principalement la philosophie et l'histoire. C'est pour développer ce secteur que Bayard a recruté François Azouvi, éditeur de sciences humaines chez Calmann-Lévy. Cela correspond à une volonté ancienne, puisque, avant de retourner chez Odile Jacob, Jean-Luc Fidel s'était employé à cette tâche, en 1996, sous la direction de Jean-Claude Dubost. Mais l'image de Bayard reste avant tout religieuse. *« On doit lutter contre les images qui assimilent Bayard uniquement à un éditeur religieux. Mon combat, c'est de montrer que des auteurs viennent chez nous »*, explique Frédéric Boyer.

La pierre essentielle de cette relance éditoriale est la nouvelle traduction de *La Bible des écrivains.* Le projet a été porté pendant plusieurs années par Frédéric Boyer. Ce quadragénaire est à la fois éditeur chez Bayard et auteur chez POL. Il a profité de cette double expérience pour lancer l'idée a priori improbable d'une rencontre entre le plus vieux texte du monde et la littérature d'aujourd'hui, entre des exégètes et des écrivains, pas forcément croyants. Le résultat a suscité des critiques, des controverses, mais a rencontré le public. Depuis ce lancement, des gens vont régulièrement dans les théâtres pour écouter la Bible.

Avec cette nouvelle Bible, Frédéric Boyer veut s'opposer à *« une conception muséographique de la religion »*. Il creuse ce sillon pour développer la littérature générale. *« La Bible a été un sésame »*, reconnaît-il. Jacques Roubaud prépare un essai sur *L'Ecclésiaste*, Marc Cholodenko une traduction du *Cantique des cantiques.* Une nouvelle collection permet aussi de servir de passerelle entre le religieux et la littérature. Il s'agit de la collection « Qui donc est Dieu ? », qui a publié – ou va le faire – des essais de Yann Andréa, Jean Grosjean, Charles Juliet, Georges-Arthur Goldsmith, Michel Deguy ou Gérard Garouste.

Pour autant, Frédéric Boyer ne veut pas franchir la frontière de la fiction. *« Quand je vois le mal qu'on a à s'implanter comme maison de sciences humaines, je n'ose pas imaginer comment cela se passerait dans la fiction. »* Et l'écrivain Frédéric Boyer, engagé dans sa propre aventure d'écriture, ne se sent pas forcément à l'aise pour devenir éditeur de littérature.

François Azouvi est convaincu que *« les ouvrages exigeants, qui apportent quelque chose tout en refusant l'hyperspécialisation, trouvent leur public »*. Il vient de lancer une nouvelle collection, « Le Temps d'une question », composée de brefs essais philosophiques sur des questions d'actualité. Les premiers auteurs sont : Henri Atlan, Blandine Kriegel, Alain Renaut, Yves Michaud, etc. Une collection sur les philosophes lecteurs de la Bible est également prévue.

Bayard a publié cet automne le mémoire de Florent Blanc sur *Ben Laden et l'Amérique* . Mais la maison n'a pas vraiment vocation à se battre sur le terrain des documents. Elle privilégie des essais, comme *L'avenir n'est pas écrit,* d'Albert Jacquard et Axel Kahn, ou *De la Bible à Kafka,* de George Steiner. François Azouvi veut également développer le secteur de la psychanalyse.

Pour bien signaler le changement et pour que les livres se repèrent sur les tables des libraires, les maquettes des livres ont été refaites, avec un logo Bayard qui en voit de toutes les couleurs.

Alain Salles

Des roses pour les livres

Grâce aux libraires, la Journée mondiale du livre s'étend en France

L'idée est partie en France d'une conversation entre Marie-Rose Garniéri, l'enthousiaste libraire de la place des Abbesses et la chanteuse – et rosiériste – Dani qui lui parlait de la tradition catalane de la Sant Jordi (saint Georges, patron des libraires), où les femmes offrent des livres aux hommes et les hommes des roses aux femmes, chaque 23 avril, jour de la mort de Cervantès. Cette tradition populaire, qui était un symbole de résistance au franquisme, est devenue sous l'égide de l'Unesco, la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur. De nombreuses initiatives ont eu lieu, mardi 23 avril dans le monde entier, en particulier depuis Madrid, où pour la sixième fois, anonymes et célébrités se sont succédé pour lire à haute voix dans son intégralité *Don Quichotte*, mais aussi au Québec, en Belgique, en Amérique latine...

La fête aura lieu en France avec un léger décalage, le samedi 27 avril. Créée dans la plus grande spontanéité en 2000, l'initiative a rapidement mobilisé les libraires, les auteurs, et l'ensemble des partenaires de la chaîne du livre. Les éditions Allia ont publié pour l'occasion un petit livre de Stendhal, *Les Brigands en Italie*, qui sera offert en même temps que les roses. Actes Sud offre des marque-pages, Harmonia Mundi aide à la distribution, etc.

De Nantes à Clermont-Ferrand, de Mont-de-Marsan à Strasbourg, les initiatives viennent des libraires, qui organisent eux-mêmes leurs manifestations. *« Il s'agit de montrer que la librairie a changé, qu'elle s'est modernisée et rénovée, grâce à la loi sur le prix unique du livre »*, explique Marie-Rose Garniéri. A Paris, dix libraires et dix critiques littéraires ont rédigé un petit texte autour d'un livre auquel ils tiennent et qui est passé un peu inaperçu, de Soazig Aaron *(Le Nom de Clara* chez Maurice Nadeau) à Régine Vandamme (*Ma mère à boire* au Castor astral), en passant par Rémi Cassaigne (Denoël), Eric Faye (José Corti) ou Bruno Tessarech (Calmann-Lévy). L'opération joliment baptisée « Au-delà de cette limite votre livre peut encore être lu » veut donner du temps et de la visibilité à vingt écrivains, chaque année, et montrer qu'*« il n'y a pas de date de péremption sur les livres, contrairement aux yaourts »*. Ces textes regroupés dans un collector ont été diffusés à 1 000 exemplaires dans Paris. Les ouvrages seront présentés pendant un an au Café Zimmer, place du Châtelet, qui finance l'opération.

A. S.

★ **Pour plus de renseignements : 01-46-06-84-30.**

Les Allusifs, ou l'art du roman miniature

Brigitte Bouchard en avait assez de travailler pour les autres. Elle a passé quinze ans chez plusieurs éditeurs québécois, comme La Courte Echelle ou Les 400 coups. Mais elle était frustrée de pas pouvoir décider et d'être obligée de s'occuper parfois d'auteurs qu'elle n'aimait pas beaucoup. Elle ne voulait pas non plus créer sa maison d'édition pour faire la même chose qu'ailleurs. Alors elle a trouvé son idée : *« Je me suis aperçue que j'aimais lire des livres courts et des auteurs me disaient qu'ils avaient du mal à faire publier des textes jugés trop brefs. »* C'est ainsi qu'elle a décidé de créer une maison, qui ne publierait que des romans miniatures, « L'Etranger, Candide *sont des textes importants, même s'ils sont courts. Kawabata définissait ses textes comme des romans miniatures. Nina Berberova ou Annie Ernaux pratiquent aussi le genre bref »*, explique-t-elle.

Elle s'est lancée, il y a un peu plus d'un an, avec *Tête de Pioche,* d'André Marois. Ses livres sont bien accueillis, notamment *Du mercure sous la langue,* de Sylvain Trudel. Elle ne veut pas rester repliée sur le Québec. Elle consacre beaucoup de temps à l'implantation des Allusifs en France, où elle est distribuée par Alterdis/Nemo, la société née sur les décombres de Distique. La même volonté d'ouverture la conduit à publier des traductions, notamment d'auteurs d'Amérique latine (1). Les livres qui sont numérotés pour former une collection, une famille, sont vendus entre 12 et 14 euros.

Les textes arrivent à la suite des succès d'*Effroyables jardins,* de Michel Quint, ou d'*Inconnu à cette adresse,* de Kressmann Taylor. La formule a un inconvénient : *« Ma grande douleur*, explique Brigitte Bouchard, *c'est de laisser partir un auteur qui vient avec un roman trop gros »*.

A. S.

(1) Roberto Bolano, Jorge Edwards et Vilma Fuentes seront présents à la soirée de présentation des Allusifs à la Maison de l'Amérique latine (le 6 mai à 19 heures, 217, bd Saint-Germain, 75007 Paris ; tél. : 01-49-54-75-00).

À L'ÉTRANGER

■ **ÉTATS-UNIS : Et les vainqueurs sont...**

Peu de surprises en ce qui concerne les meilleures ventes de 2001 aux Etats-Unis : les vieux routiers du roman policier, de la SF et de la littérature sentimentale sont dans les « Top 15 » (John Grisham, Stephen King, James Patterson, Danielle Steel, Clive Cussler, Terry McMillan, Sue Grafton, Mary Higgins Clark, Patricia Cornwell...). Le seul nouveau est Jonathan Frantzen, qui est resté 26 semaines en liste et a presque atteint le million d'exemplaires vendus. Autre surprise, mais avec « seulement » 587 248 exemplaires, Lilita Tademy pour *Cane River*, recommandé par l'Oprah's Book Club. La grosse surprise est venue des livres traitant de religion, et en particulier un roman, *Desecration,* de Jerry B. Jenkins et Tim LaHaye, vendu à 2 969 458 exemplaires, en tête des ventes devant John Grisham, qui est pour la première fois depuis 1994 relégué à la deuxième place. Mais c'est un essai qui fait exploser tous les records : 8 439 540 exemplaires vendus de *The Prayer of Jabez,* de Bruce Wilkinson, publié par un petit éditeur de religion en Oregon, Multinomah. D'autres livres autour de Jabez figurent dans les quinze premiers au hit-parade. L'après-11 septembre n'a forcément eu d'effet que dans les semaines qui ont suivi, sur les ventes de 2001. On peut toutefois signaler que *The Final Days*, de Barbara Olson, qui figurait parmi les passagers de l'avion qui s'est écrasé sur le Pentagone, a dépassé les 300 000 exemplaires.

■ **PRIX LITTÉRAIRES**

Le prix Alexandre-Soljenitsyne a été attribué à l'écrivain Leonid Borodine, lui aussi ancien prisonnier du goulag, et au philosophe et politologue Alexandre Panarine. L'écrivain, Prix Nobel de littérature, qui est retourné en Russie en 1994 et est aujourd'hui âgé de 83 ans, n'a pu remettre ce prix qui porte son nom, pour raisons de santé. La romancière canadienne Carol Shields a reçu le Charles Taylor Prize pour sa biographie de Jane Austen. Elle avait déjà été récompensée pour ses romans et nouvelles tant aux Etats-Unis (prix Pulitzer en 1995, National Book Critics Circle Award) qu'au Canada (Governor General's Literary Award). L'écrivain argentin Tomas Eloy Martinez a reçu le prix Alfaguara pour son roman *El vuelo de la reina* (Le Vol de la reine), qui relate une histoire d'amour entre le très puissant directeur d'un journal argentin d'une soixantaine d'années et une jeune stagiaire, avec en toile de fond la corruption et la crise argentine.

AGENDA

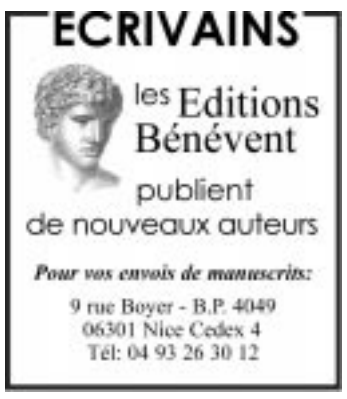
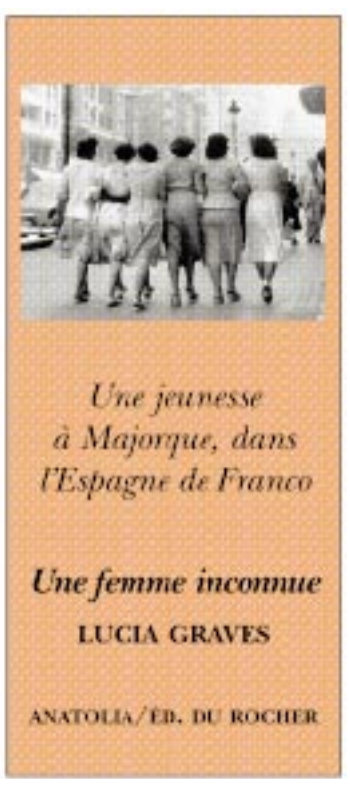
■ **LE 27 AVRIL. CINÉMA. A Paris,** le cycle « La lecture fait son cinéma » se poursuit avec Carole Bergen, qui lira *La Maison dans le caniveau* de François Coupry (éd. du Rocher), présent lors de la soirée, au Cinéma des cinéastes (à 18 heures, 7, avenue de Clichy, 75017 ; rens. : 01-53-40-42-20).

■ **LE 29 AVRIL. SURRÉALISTES. A Paris** débute à la BPI le cycle de « la bibliothèque des surréalistes : origines et cheminement d'un mouvement littéraire », avec une lecture de textes par Charles Gonzalez et le théâtre-Poème de Bruxelles qui interprètera *Comment je suis devenu charmant, sympathique et délicieux* (à 19 heures, Centre Georges-Pompidou, entrée rue Saint-Martin, 75004, petite salle, niveau - 1 ; renseignements. : 01-44-78-44-49).

■ **LE 30 AVRIL. BAROQUE. A Paris** a lieu au Centre tchèque la 4e édition des Kaféïdées : pages de la littérature tchèque sur le thème « Le dialogue d'amour dans la poésie baroque » (à 20 heures, 18, rue Bonaparte, 75006 Paris, entrée libre mais réservation nécessaire, rens. : 01-53-73-00-22).

■ **LE 1er MAI. POPULAIRE. A Arras (62)** l'association Colères du Présent organise le 1er Salon du livre d'expression populaire avec débats, théâtre, cabaret littéraire et concours d'écriture (à partir de 14 heures, salles de l'Harmonie et des concerts, rue Ernestal, 62000 ; rens. : 06-89-19-23-88).

■ **LE 2 MAI. ENQUIST. A Paris,** Anna Enquist lira des extraits du *Secret* évoquant la musique de Rachmaninov, accompagnée par le pianiste Ivo Jansen, au cours d'une soirée musicale et littéraire proposée par l'Institut néerlandais (à 20 heures, 121, rue de Lille, 75007 ; rens. : 01-53-59-12-40).

■ **LE 2 MAI. FAYE. A Chambéry (73),** l'association L'OEIL (observatoire de l'écriture et de l'interprétation de la lecture) reçoit Eric Faye, qui évoquera « Le Roman ou nouvelle : deux sources du fantastique et de l'absurde » (à 19 h 30, université de Savoie, 27, rue Mermoz, 73000 ; rens. : 04-79-70-57-02).

■ **LES 3 ET 4 MAI. PEREC. A Perpignan,** le Centre méditerranéen de littérature organise un colloque consacré à l'œuvre de Georges Perec (à 14 heures, CML, 45, quai Vauban ; rens. : 04-68-51-10-10), et **le 7 mai,** la compagnie du Théâtre chez soi interprètera *La Poche Parmentier* (création de la compagnie) (à 20 h 30, théâtre municipal ; rens. auprès de la compagnie : 04-68-51-25-28).